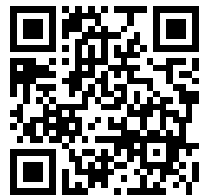

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

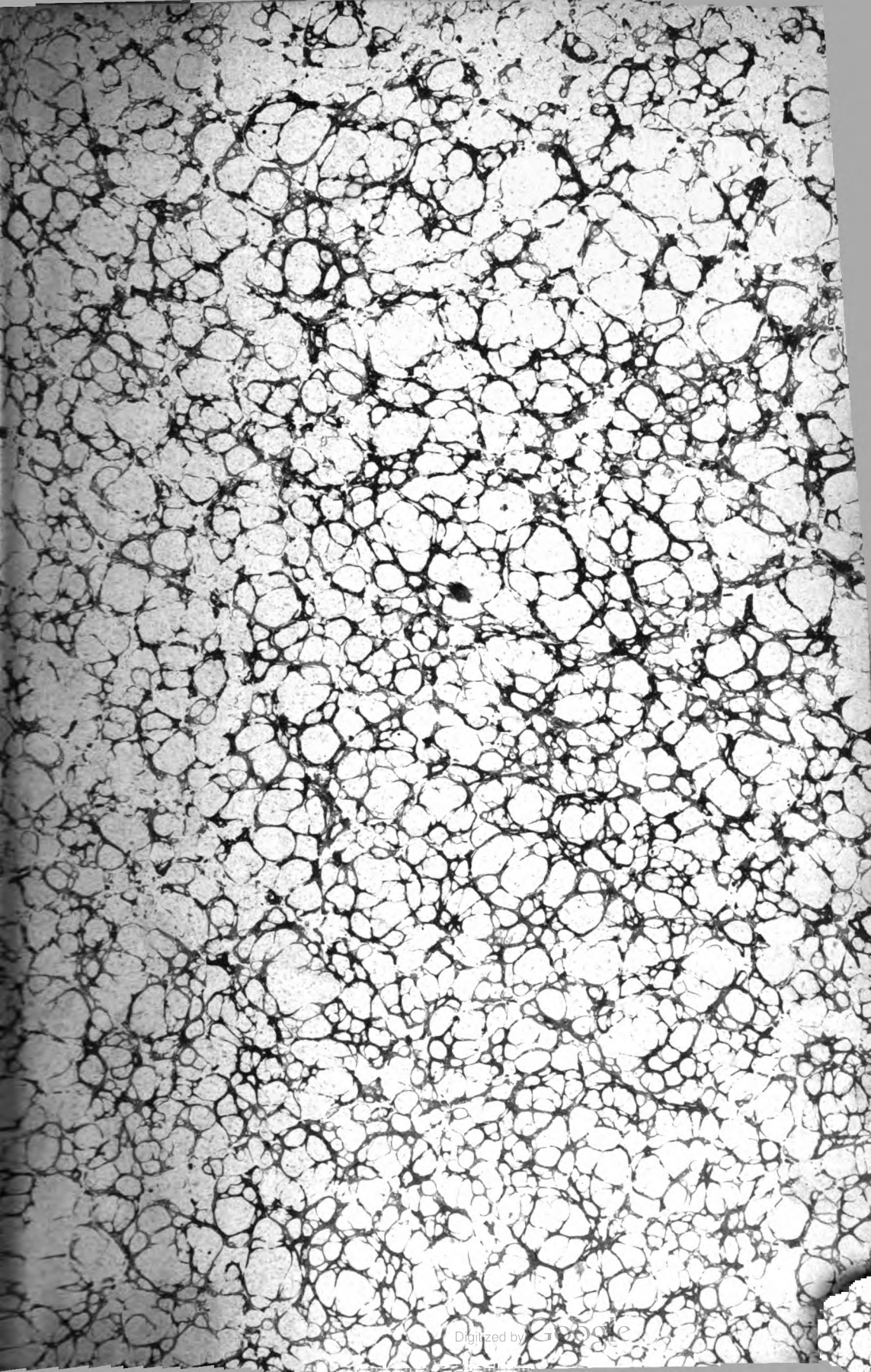
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 376545



N° D'ORDRE



Colli
✓
H

AS
161
.R456

3^{me} ANNÉE. — 1^{er} SEMESTRE.

REVUE DU MIDI

RELIGION — LITTÉRATURE — HISTOIRE



NIMES

IMPRIMERIE GERVAIS-BEDOT, LIBRAIRE-ÉDITEUR

Place de la Cathédrale et rue des Halles

—
1889



Dunmore
Ingl.
5-20-33
26766

ÉTUDES SUR L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION

La France vaincue par la Commune de Paris

1889 ! L'année du centenaire est ouverte ! L'apothéose va commencer ; la France va être inondée de pamphlets, de discours où l'ignorance prétentieuse ne sera égalée que par la mauvaise foi. Royalistes et catholiques, nous ne devons pas laisser s'établir de dangereuses équivoques. Cette date nous appartient, disons-nous à nos adversaires ; à nous revient l'honneur de presque toutes les *sages réformes* dont elle évoque le souvenir. Si vous tenez à célébrer un anniversaire, propriété exclusive de votre parti, repassez dans quatre ans !

La *Revue du Midi*, pendant cette année où le bruit de la Révolution remplira le monde, veut elle aussi élever son modeste monument à l'histoire de la Révolution. L'étude que nous publions sur l'œuvre d'un de nos plus éminents historiens en forme la première pierre. L'auteur espère qu'elle sera bientôt cachée sous des dalles mieux taillées et des marbres polis par de meilleurs artistes.

I

Les deux volumes (1) que M. Wallon vient de donner au public : *La Révolution du 31 mai et le Fédéralisme en 1793*, ne sont autre chose qu'un recueil de documents, choi-

(1) *La Révolution du 31 mai et le Fédéralisme en 1793, ou la France vaincue par la Commune de Paris*, par H. Wallon, de l'Institut. 2 vol. in-8°. 1886.

sis et mis en œuvre avec la plus impartiale critique. Le principal souci de l'historien est de laisser la parole aux acteurs du grand drame révolutionnaire, d'emprunter aux seuls actes officiels la trame de son récit. Pour lui, sa tâche s'est bornée à relier entr'eux, par un exposé sobre et clair, les innombrables extraits qu'il exhume de la poudre des archives.

Il n'est peut-être pas rigoureusement exact de faire dater, avec M. Wallon, l'avènement de la Terreur de la défaite du fédéralisme. M. Mortimer-Ternaux a déterminé avec précision l'époque où commence à triompher ce régime de sang⁽¹⁾; et cette époque est de beaucoup antérieure même au 10 août. Depuis le retour de Varennes jusqu'au 31 mai, la Terreur règne déjà, une Terreur girondine, mitigée, si l'on veut, mais qui porte dans ses flancs les conséquences les plus extrêmes de la Terreur jacobine. N'est-ce pas aux Vergniaud, aux Brissot, aux Louvet, que Robespierre devra ses meilleures armes : lois sur les suspects, sur les émigrés, sur les prêtres réfractaires, sur le tribunal révolutionnaire, combien d'autres encore ? Partis du même principe que les montagnards, ces prétendus modérés devaient aboutir aux mêmes excès. Leur cœur fut moins féroce que leur tête. Ils manœuvrèrent plus rarement le couteau de la guillotine ; ils ne l'en avaient pas moins forgé.

Si la terreur triompha quelque part au 31 mai, ce ne fut donc pas à Paris ; Paris la subissait depuis longtemps. Ce fut au sein des départements où le monstre hésitait encore et où, à partir de cet instant, il se lâche aussi féroce qu'en son antre de la ci-devant place Louis XV.

Le grand intérêt de l'œuvre de M. Wallon est dans le récit de cette dernière secousse de la province sous la griffe révolutionnaire. Son grand mérite est d'avoir réuni en quelques pages les nombreuses données éparses dans

(1) *Histoire de la Terreur*. t. 1, p. 8.

le fouillis des pièces contemporaines et des histoires locales et tracé ainsi le tableau le plus authentique, le plus complet de l'état de l'esprit public et des partis à cette période culminante de notre histoire. Cela suffit pour compenser ce que la lecture de cette mosaïque de textes, où l'insipide phraséologie du temps tient une si grande place, présente d'aridité. Désormais, il n'est pas un historien à qui cette lecture ne s'impose.

II

Avant d'aborder l'histoire du fédéralisme départemental, M. Wallon consacre une partie de son premier volume à retracer celle de la révolution du 31 mai au sein de la Commune et de la Convention.

On sait ce qu'était alors la Commune de Paris, née de l'insurrection du 10 août, baptisée du sang de septembre, ramas des dignes ancêtres et précurseurs d'une autre Commune qu'il nous a été donné de voir à l'œuvre. Les soldats ne lui manquent pas. Sous le commandement de l'ivrogne Henriot, viennent se ranger « les ouvriers instables, les vagabonds de la ville et de la campagne, les habitués d'hôpital, les souillons de mauvais lieux, la populace dégradée et dangereuse, les déclassés, les pervers, les dévergondés, les détraqués de toute espèce, et, dans cette ville d'où ils commandent au reste du pays, leur troupe, une minorité infime, se recrute justement dans ce rebut d'hommes qui infeste les capitales, dans la canaille épileptique et scrofuleuse, qui, héritière d'un sang vicié et avarié encore par sa propre inconduite, importe dans la civilisation les dégénérescences, l'imbécillité, les affolements de son tempérament délabré, de ses instincts rétrogrades et de son cerveau mal construit. »

En face de cette bande de sacripants prêts à tout, la Convention, une réunion de théoriciens bavards, égalant à

(1) Taine, *la Révolution*, t. II, p. 471.

la stérilité de leur esprit la bassesse de leur âme, trembleurs et utopistes, qui le matin font antichambre chez *l'Incorruptible*, et, le soir, demandent à la bibliothèque « les lois de Minos, ayant une Constitution à livrer pour mardi ; » voilà les combattants en présence.

Dès le mois d'octobre, il n'est pas malaisé de prévoir où sera le succès. Élu la plupart avec le mandat de faire rechercher et punir les assassins de septembre, les députés se voient forcés presque chaque jour d'accorder les honneurs de la séance à des pétitionnaires qui ne se réclament que de ces assassinats. Sous les huées des tribunes, sous la férule de Robespierre, sinistre pion, les *crapauds du marais* se gardent bien d'élever la voix. Quand le débat s'engage sur la question de la garde départementale dont la province voudrait entourer ses envoyés contre la Commune, à peine quelques girondins se lèvent-ils. Un seul ose répondre à la menace par la menace ; et combien a-t-il fallu d'insultes accumulées pour provoquer la foudroyante apostrophe d'Isnard (1) ! Il arrive cependant un jour où tant d'audace semble galvaniser *les hommes d'État*. Ils frappent successivement trois coups. — Ils mettent en arres-

(1) « La France a mis dans Paris le dépôt de la représentation nationale. Il faut que Paris le respecte. Il faut que les autorités constituées de Paris usent de tout leur pouvoir pour lui assurer le respect. Si jamais la Convention était avilie ; si jamais, par une de ces insurrections qui, depuis le 40 mars, se renouvellent sans cesse, et dont les magistrats n'ont jamais averti la Convention (*violents murmures*) ; si par ces insurrections toujours renaissantes, il arrivoit qu'on portât atteinte à la représentation nationale, je vous le déclare, au nom de la France entière (*non ! non ! à l'extrémité gauche*). Tous les autres membres : *Oui ! dites au nom de la France !* Je vous le déclare au nom de la France entière, Paris serait anéanti.

MARAT : Descendez du fauteuil, président !... Vous déshonorez l'assemblée !... Vous protégez les hommes d'État...

ISNARD : Bientôt on chercherait sur les rives de la Seine si Paris a existé ! »

(*Moniteur*, t. xvi, pp. 479, 480). Cf. le texte un peu différent que donne *Mortimer-Ternaux*, t. vii, pp. 275, 276.

tation ce monomane homicide, Marat. Quelques heures après, Paris le leur ramène sur les épaules de ses *tapedurs*, absous par le Tribunal, couronné par le peuple. Les députés se taisent ou applaudissent. — Ils emprisonnent Hébert ; l'émeute gronde ; le père Duchêne est relâché. — Enfin, ils instituent la commission des douze, chargée de poursuivre et de punir les complots. Ici, le coup est trop direct ; la Commune se lève pour le leur faire expier.

Déjà, le 10 mars, elle avait essayé d'égorger ses ennemis. L'arrivée de Kervelegan et des fédérés du Finistère avait seule pu l'arrêter. — Le 27 mai, les pétitionnaires envahissent la salle. Confondus avec une poignée de députés, ils prononcent la révocation des douze. — Le 28, la Convention, en nombre, rétracte le prétendu décret de la veille. — Le 31, le tocsin sonne, dès le matin. La Commune est en permanence. Le Comité central, sous la présidence de Dobsen, prend la tête du mouvement. — Jusqu'au 2 juin, la lutte continue avec des alternatives d'énergie et de faiblesse de la part des représentants, avec la même cynique violence de la part des anarchistes. — Le cœur manque pour décrire en détail ces sinistres journées : Henriot pointant ses canons sur le palais, les sections assistant de loin et l'arme au pied, faisant nombre dans l'émeute, sans même savoir ce dont il s'agissait ; puis les dernières convulsions ; Lanjuinais à la tribune, le député catholique et breton menacé du merlin par le boucher Legendre, l'insurrection victorieuse, les vingt-deux et les douze livrés, et, dans la morne stupeur de la Convention décimée, la voix douce du « cul de jatte sentimental, » Couthon, qui se plaît à proclamer la liberté de l'Assemblée.

III

On peut dire qu'à un petit nombre d'exception près, la France accueillit avec horreur la nouvelle de l'attentat du 31 mai. Cette suprême usurpation de la Commune de Paris, « toujours prête à intervenir, à défaut de l'Assemblée, lorsque le salut du peuple et de la République sont en jeu (1), » fut la dernière goutte qui fit déborder la coupe des colères provinciales. Mais la résistance mal concertée, le défaut d'un centre d'action, la nécessité pour les régions frontières de concentrer tous leurs efforts contre l'ennemi paralysèrent un mouvement qui, mieux dirigé, eut abouti sans doute à ce juste châtiment de Paris prophétisé par Isnard.

M. Wallon a pris pour guide dans la seconde partie de son ouvrage le rapport très curieux, que MM. Taine et Mortimer-Ternaux eux-mêmes n'ont pas utilisé, de Julien de Toulouse sur les *Administrations rebelles* (2). Contrôlé avec soin, grâce aux documents des archives locales, aux adresses des provinces, aux correspondances des électeurs avec leurs députés, l'œuvre de Julien demeure désormais la base de toute étude sur le mouvement fédéraliste.

Il est inutile de dire que cette pièce débute par un dithyrambe à la louange de Paris. Les départements qui avoisinent la capitale ont leur part des éloges de Julien. Voyons jusqu'à quel point ils en sont dignes. En général, dans Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, l'Oise, l'Aisne et districts cir-

(1) *Rapport fait au nom du Comité de surveillance et de sûreté générale sur les administrations rebelles*. Paris, an II.

(2) Le citoyen Vaillant, conseiller municipal de Paris, me permettra de lui emprunter une phrase récemment prononcée et qui éclaire les catastrophes du passé en nous mettant en garde contre les tendances du présent.

convoisins, les villes s'avouent favorables, les campagnes hostiles à l'insurrection qui vient de triompher. Seul, le Pas-de-Calais se déclare franchement jacobin, montagnard, « sans-culotte résolu, » et se réjouit de la décapitation de l'Assemblée nationale. Les autres districts ne paraissent préoccupés que de l'approche des armées coalisées. Au fond, leur attitude est un composé de douleur et d'indignation, que domine, qu'étouffe le généreux élan du patriotisme pour qui le salut du pays demeure la suprême loi.

Selon M. Wallon, tous les départements situés au nord de la ligne tirée du Haut-Rhin, à l'embouchure de la Seine, suivirent l'exemple des frontières. Il n'en est pas de même des contrées du Sud et de l'Ouest, c'est à dire de la plus grande partie de la France. La Bretagne, royaliste et catholique, enveloppait dans un même mépris Vergniaud et Robespierre. Le fédéralisme n'eut aucune part à son soulèvement, sauf peut-être dans le Finistère. Les riverains de la Loire, qui n'osent avouer leur secrète horreur et répugnent pour la plupart à louer la Commune de Paris, la véritable tête de la Révolution, prennent le parti d'applaudir les yeux fermés à tout ce que décrètera l'Assemblée. Mais l'Assemblée est-elle libre ? Là gît la question brûlante ; on se garde bien de l'effleurer. Partout ailleurs, avec plus ou moins d'ardeur, de résolution, de persévérance, nous voyons les conseils généraux embrasser la cause des députés proscrits.

Mais ces conseils généraux ont à côté, au-dessus d'eux, des surveillants, des ennemis redoutables, je veux dire les sociétés populaires. Il est intéressant d'étudier leurs rapports. Là se trouve, à notre sens, la principale explication de l'insuccès des départements. L'organisation jacobine y était toute prête avant même que la résistance eût songé à naître. Il nous semble que M. Wallon ne l'a pas assez nettement indiqué.

Chaque ville, chaque bourg renferment un noyau de ces fanatiques sans-culottes et *tape-durs*, chez qui le cynisme du bandit s'allie à l'idée fixe du persécuteur. Dans la salle nue de quelque couvent au pillage, sous les nefs sonores de quelque église profanée, ils se réunissent chaque soir pour baver leurs rancunes et hurler leurs dénonciations. Des mégères, sœurs des tricoteuses de la guillotine, font, le bonnet rouge au front, la police du club. Là, se proclament les appels à la justice du peuple, au meurtre des aristocrates, des accapareurs, des *hommes d'État*, complices de La Fayette et de Dumouriez, de Pitt et de Cobourg. Là, s'élaborent chaque jour ces adresses, dont le ridicule seul dépasse l'horreur, et auxquelles la Convention ne cesse d'applaudir. — Contre cette bande de démagogues, le directoire exécutif, le procureur général syndic, les autorités judiciaires restent désarmées, impuissantes. S'ils délibèrent d'adresser à l'Assemblée leurs justes plaintes de l'arrestation des vingt-deux et des douze, les *Amis de la liberté* ou la *Société patriotique* de l'endroit se hâtent de dénoncer le complot non sans le grossir. S'ils vont plus loin et parlent de lever des troupes, les clubistes ont déjà pris les devants, emprisonné, *septembrisé* les suspects. Décapités de leur état-major, les gardes nationales, déjà en marche, s'arrêtent, hésitent et s'écoulent. Partout une inepte et violente minorité opprime les autorités légitimes. En beaucoup d'endroits, comme dans la Vienne et le Cher, les administrateurs, suant l'épouvante, se voient obligés de fraterniser avec la canaille au pouvoir. Quand arrive le proconsul que la Montagne a chargé de ses vengeances, son œuvre est déjà préparée : il ne reste plus qu'à substituer la guillotine à la lanterne, la terreur organisée et légale à la terreur improvisée et anarchique.

J'ose dire qu'il n'est pas un canton de la France où ne se retrouve, exercée dans les mêmes termes, sauf de légères variantes, l'action du jacobinisme. C'est

ainsi, c'est au moyen des sociétés affiliées que la société-mère affermit son influence sur les pouvoirs publics et que la volonté de Robespierre se répand par mille canaux à la surface du pays. C'est par là, et par là surtout, que le Comité de salut public a triomphé du fédéralisme.

Nous ne suivrons pas dans chaque département M. Wallon guidé par Julien. La tâche serait longue et monotone. Ce qui précède suffit pour montrer le mécanisme de la résistance et les causes de la défaite. Mais il est, dans l'universel abaissement, quelques centres où la lutte se maintint plus longtemps : Caen, Bordeaux, Lyon, Toulon, Nîmes. On ne nous pardonnerait pas de les passer sous silence.

IV

Une discussion préliminaire des plus importantes s'impose à qui aborde cette histoire : comment faire, dans les soulèvements de juin à août 1793, la part de l'agitation royaliste et celle de l'agitation fédéraliste ? Préoccupé surtout de rassembler des pièces, de faire œuvre d'enquête plutôt que d'élaborer une sentence, M. Wallon a négligé, le plus souvent, de se poser ce problème. Il faudrait, pour le résoudre, une bien longue controverse. Nous demanderons à nos lecteurs la permission de ne leur soumettre que des résultats.

Le mouvement qui, le 10 juin, débuta, à Caen, par l'arrestation des conventionnels Romme et Prieur (de la Côte-d'Or), et se termina par la défaite du général Wimpffen, à Pacy-sur-Eure, parait, au premier regard, purement girondin. Plusieurs des vingt-deux le dirigent. Leurs revendications s'inspirent des purs principes républicains, des droits de l'homme et de la souveraineté du peuple. Cependant, la présence, à la tête des troupes, d'un agent des princes, aussi marquant que le comte de Puisaye, suffit à établir l'existence, dans le Calvados, d'une force royaliste

assez imposante pour qu'on dût traiter avec elle et tenter sans son secours (1).

Il en est de même à Lyon, à Lyon, qui ne témoigna jamais grande sympathie à la Gironde, qui, dès le 29 mai, faisait justice de Châlier et de ses jacobins, et dont l'insurrection, dirigée par l'émigré Précý, apparaît tout-à-fait indépendante de la Révolution du 2 juin, qu'elle précède (2). Quel sanglant, mais glorieux épisode que celui du siège de Lyon ! L'éternel honneur de la ville, que le démolisseur Couthon frappait de son marteau, sera d'avoir souffert pour le droit plus qu'aucune autre ville de France. Mais il fallait, pour inspirer une telle résistance et de tels dévouements, plus noble cause que la défense de régicides, menacés à leur tour par leurs complices.

A Bordeaux, les girondins règnent sans partage. Toutes les administrations sont sous leur dépendance. Les sociétés populaires, une seule exceptée, les acclament. Il semble qu'ils auraient pu tenir des années contre la Convention, dans cette ville où la Fronde, sur ses fins, tint des mois contre Louis XIV. Mais la gangrène a gagné le parti. Il demeure sans cohésion, par conséquent, sans force. Il se dissoudra à Bordeaux comme ailleurs, et avec une rapidité presque égale. Le Directoire, en insurrection, n'ose même pas arrêter les représentants Mathieu et Trellhard, qui viennent le braver jusque dans la salle de ses séances. Devant tant de lâchetés, le *Club national*, qui est la main des jacobins posée sur Bordeaux, se relève plus arrogant qu'avant le 31 mai. Les administrateurs tremblent, se contredisent, se désavouent, finissent par implorer très humblement leur pardon. Dès lors, Tallien peut venir. Il arrivera à tout contre un parti qui n'eut guère plus d'énergie dans la résistance légale que dans l'émeute.

(1) Prétendre le contraire serait aussi absurde que de soutenir aujourd'hui que la majorité des électeurs du Nord et de la Somme sont de purs *boulangistes*.

(2) Voir J. B. Montfalcon. *Hist. de Lyon*, p. 936 et suiv.

On voudrait pouvoir passer sous silence la révolte de Toulon. Toulon poussa l'égarement du patriotisme jusqu'à compromettre le salut de la patrie, en y introduisant l'étranger. S'il suffit, pour racheter une erreur plutôt qu'un crime, d'avoir été sincère dans sa rébellion, héroïque dans sa résistance, cruellement frappé dans son expiation, d'avoir lutté pour le droit, quoique par des moyens blâmables, contre une assemblée qui ne connut pas plus la justice du but que celle des moyens, le mouvement royaliste de Toulon doit tout au moins être excusé.

M. Wallon a jeté de vives et nouvelles lumières sur l'histoire des soulèvements de Caen, de Lyon, de Bordeaux, de Toulon. Il est permis de regretter qu'il ait un peu trop oublié que tout historien renferme un juge et qu'il se soit borné à remplir sa tâche en érudit. Certes, on devine, en le lisant, l'indignation qu'un honnête homme ne peut manquer de ressentir en présence de telles horreurs ; mais, on le sent aussi, en bien des endroits, l'appréciation nécessaire fait défaut. De plus, l'éminent écrivain a cru devoir resserrer son œuvre en des limites fort étroites ; elle embrasse à peine l'espace compris entre février et septembre 1793. Il s'est ainsi volontairement condamné à demeurer incomplet. Sans doute, le livre qu'il nous promet sur la *Justice révolutionnaire en province* comblera cette lacune (1). Nous croyons cependant que des récits comme celui du siège de Lyon, dont l'histoire est à peine effleurée, trouveraient mieux leur place dans le premier ouvrage que dans le second ; à Lyon, comme partout, le bourreau ne vint qu'après l'armée.

Ces réserves indiquées, il nous ne reste qu'à donner une brève analyse des soulèvements de Nîmes et du Gard. M. Wallon, le premier, leur a fait, dans l'histoire, la part qu'ils méritent. Il leur a réservé un chapitre de son second

(1) Le premier volume de cet ouvrage vient de paraître. Il sera examiné dans un prochain numéro de la *Revue*.

volume. On comprendra qu'en finissant, nous nous étendions de préférence sur ce sujet.

V

Bien mieux que Bordeaux et Caen, Nîmes était un centre de résistance naturellement indiqué. Elle donnait la main d'un côté à Marseille et à Toulon, de l'autre à Montpellier, à Toulouse et par là au chef-lieu de la Gironde. Nul doute que si le mouvement insurrectionnel de 1793 eut réussi, la vieille cité romaine ne fut devenue l'une des capitales du midi.

Nulle part aussi l'esprit public ne se prononça avec plus d'énergie contre la révolution du 31 mai. Mais ce serait une grave erreur d'attribuer au seul fédéralisme l'enthousiasme et la gravité de ce mouvement. Les vieilles fidélités royalistes, la vieille foi catholique contribuèrent avant tout à l'inspirer (1).

A ne parcourir que les pièces officielles émanées des autorités du département, et que M. Wallon a eu sous les yeux, il est difficile de démêler l'existence de ce sentiment chez les insurgés du Gard. Leurs revendications paraissent alors inspirées des purs principes girondins. S'ils demandent la tête de Marat, c'est parce que l'*ami du peuple* incarne pour eux la tyrannie cynique et sanglante de la capitale. Ils n'en déclament pas avec moins d'emphase contre « Pitt, Cobourg, les scélérats de Condé et les séides de la tyrannie. »

Ces manifestations républicaines sont-elles sincères ?

(1) N'écrire l'histoire que d'après les sources officielles, négliger les journaux, les brochures, les mémoires contemporains, — grande source d'erreurs ! Il se publie à Nîmes une *Histoire de la Révolution dans le département du Gard* où ce vice de méthode éclate dans tout son jour. Je souhaite qu'un de mes érudits collaborateurs de la *Revue du Midi* fasse bientôt justice de cette œuvre, estimable par la somme de travail qu'elle représente, mais illogique, partielle, sectaire, fausse en somme.

J'en doute fort. Au fond, c'est là un langage commun à tous les royalistes sensés, qui, comprenant l'impossibilité d'une restauration immédiate, essayaient d'y revenir par un détour, par la route plus longue, mais plus sûre du modérantisme. Quoi qu'il en soit de cette explication, nous sommes en droit d'affirmer avec certitude, que ces harangues, ces adresses, fédéralistes au moins d'apparence, ne présentaient que l'opinion d'une poignée de délégués. Le peuple, moins démocrate ou moins diplomate, ne déguisait en rien ses aspirations contre-révolutionnaires (1).

Sur ce point le doute n'est pas possible. Il ne résisterait pas un instant à la lecture des rapports de Feydel et de Sabonadière, agents secrets du ministre de l'intérieur dans le Gard. « Je m'aperçois, écrit Feydel, que je n'ai pas dit un mot des fédéralistes. *C'est qu'il n'y en a point là.* Je n'ai vu ni fédéralistes ni royalistes. J'ai vu des gens qui attendent les Espagnols ; d'autres qui consentiraient à demeurer français à condition qu'on leur rendit l'ancien régime dans son intégrité ; d'autres enfin qui veulent une théocratie pure (2). » — Nous ne relevons ni les calomnies de l'espion, ni ses contradictions qu'il suffit de souligner. — Sabonadière, en sa qualité de ministre protestant, insiste « sur les agissements des prêtres ». « Beaucoup de gens, dit-il, qui n'allaient jamais à la messe font plusieurs lieues pour assister clandestinement à celle d'un réfractaire. » Il résume son opinion en ces mots : « J'ai retrouvé partout l'esprit de la Vendée. »

Oui, l'esprit de la Vendée ! Et c'est là le plus bel éloge que l'on puisse faire du peuple du Gard ! Alors, comme sous les Néron et les Domitien, les âmes se retrem-

(1) M. Wallon, qui cite avec estime l'*Histoire de Nîmes* de P.-L. Baragnon, n'a qu'à relire le t. IV de cet ouvrage, p. 91 et *passim*, pour voir quel véritable esprit animait alors le département du Gard.

(2) Archives nationales. F. 1a, 551.

paient dans la lutte et les persécutions ravivaient la foi. Quelque méprisable que soit la plume qui nous apporte cette conclusion, nous la remercions cependant et pour l'honneur du passé et pour l'enseignement du présent où de tels exemples redeviennent d'actualité.

Il est surprenant que M. Wallon qui nous a mis sur la piste de la correspondance de Feydel et de Sabonadière avec Garat, qui la cite en partie, persiste à ranger le Gard parmi les départements girondins. Nous croyons avoir démontré son erreur. Cette réfutation était nécessaire avant d'entrer dans le court récit de la lutte qui s'engage officiellement le 21 juin pour prendre fin le 14 juillet (1).

Dès les premières séances de la Convention, Nîmes s'était ému du despotisme chaque jour croissant de la Montagne. La brûlante question de la garde départementale que réclamaient les girondins agitaient alors les esprits. Le 16 janvier, les sections de Nîmes votent une longue et emphatique adresse à la Convention, où, à travers force fanfaronnades et récriminations contre la Commune de Paris et « la minorité audacieuse des tribunes » percent déjà des menaces. — « Nous allons suivre l'exemple de nos frères des Bouches-du-Rhône, de la Gironde, de l'Hérault, de la Haute-Loire. Nous volons auprès de vous... Les hommes qui ont rendu la liberté à la Savoie et vaincu les rebelles de Jalès sauront soumettre les hommes de septembre. »

Jusqu'au mois de juin, des adresses semblables se succèdent, venues d'Alais, d'Uzès, de Beaucaire. M. Wallon

(1) On trouve les principaux documents sur l'histoire du fédéralisme dans le Gard aux archives départementales 1 L, § 8, et 21 L, et aux archives nationales D1L, § 4. La Bibliothèque de Nîmes renferme un assez grand nombre de documents imprimés : journaux, brochures et affiches. Enfin, le greffe de notre Cour d'appel a hérité de presque tous les dossiers des tribunaux révolutionnaires du département. M. Wallon a puisé à toutes ces sources d'information. On comprendra que le cadre de son ouvrage ne lui ait pas permis de tout utiliser.

cite tout au long celle du Vigan ; « c'est un véritable réquisitoire et le dernier degré de l'hyperbole. »

Ces vaines démonstrations ne suffisaient pas aux têtes exaltées du Midi. « Le 16 mai, les douze sections de Nîmes se réunissent et nomment quatre députés extraordinaires : Rabaut le jeune, J. Soubeyran le jeune, Antoine Lassalle et Castor Belle, pour porter de nouvelles plaintes à la Convention. » — Ces députés n'arrivèrent à Paris qu'après le 31 mai. Ils furent témoins de la terreur, qui succéda à l'arrestation des Vingt-deux. Ils ne craignirent pas d'adresser au président de la Convention et aux Parisiens un manifeste, qui, répandu dans le Gard, mit le feu aux poudres.

Le 14 juin, le directoire du Gard convoque les députés des communes « dans la ci-devant église du Grand-Couvent à Nîmes. » Ils s'y réunissent le 21, reçoivent les ambassades des départements voisins et adoptent à l'unanimité la déclaration suivante :

« Le peuple du Gard, usant de ses droits inaliénables, est en état de résistance à l'oppression, et va joindre ses armes à celles de tous les vrais amis de la liberté, de l'égalité, de la République une et indivisible. »

Les délégués ne tinrent que trois séances. Ils se séparèrent après avoir décrété la formation d'une force départementale de 1,200 hommes et remis la direction des affaires à un comité de salut public, composé en grande majorité des administrateurs du département.

Le premier soin du comité et de son président Cordonnet fut de s'assurer des principaux membres du club populaire. A Nîmes, comme partout, la secte jacobine avait étendu ses ramifications. Mais elle y fut toujours peu redoutable, et l'on en vint aisément à bout.

Le Comité s'occupa ensuite d'organiser une police sévère et d'équiper un premier contingent de 500 hommes, « dont 250 de Nîmes, 150 de Beaucaire et 100 d'Alais, » qui

devaient rejoindre au Pont-Saint-Esprit le contingent de Marseille.

Ici, s'arrête la période de préparation. La guerre commence. Elle fut courte et sans grande effusion de sang. Le canon épargna des vaincus qu'attendait l'échafaud.

Dès la première nouvelle de l'occupation du Pont-Saint-Esprit, les représentants en mission près l'armée des Alpes : Dubois-Grancé, Albitte et Gauthier, avaient détaché un corps de 4,000 hommes, commandé par l'inepte Carteaux, le même qui reçut Bonaparte devant Toulon, au devant des fédérés. — Le 14 juillet, Carteaux parut sous les murs du Pont-Saint-Esprit. Il y eut à peine quelques coups de fusil échangés. Les troupes de Nîmes, coupées de celles de Marseille, ne purent résister et mirent bas les armes.

Le soir du même jour, l'*Assemblée représentative des communes du Gard*, acceptant la Constitution nouvellement promulguée, rétractait, à l'unanimité, les mesures votées avec tant d'enthousiasme. Les prisonniers furent délivrés. Le club populaire triompha. Les membres du Comité de salut public s'enfuirent ou tendirent docilement le cou. Ils devaient montrer devant la justice révolutionnaire l'héroïsme qu'ils n'avaient pu déployer en combattant (1).

On le voit, la lutte du Gard contre la Convention, ou plutôt contre la commune de Paris, tyran de la France, fut de bien courte durée. Combien peu cependant osèrent manifester ainsi leur indignation et leur dégoût ? Si tous les départements avaient montré la même décision dans le conseil, la même énergie dans l'action, pour peu qu'ils eussent marché au même moment, nul doute que la France n'eût été sauvée. Cela suffit pour dégager la responsabilité du peuple du Gard de tous les forfaits et de toutes les hontes accumulés dont notre malheureux pays subit encore le châtimement.

LOUIS BARAGNON.

(1) Qu'il me soit permis de distinguer, parmi ces nombreuses victimes, Antoine-Jules Baragnon, avocat, secrétaire des sections d'Uzès, assassiné juridiquement le 8 prairial. C'est bien là un de ces hommes que l'on classerait parmi les fédéralistes, si l'on s'en tenait aux pièces officielles de son procès, conservées au greffe de la Cour d'appel de Nîmes ; — or, il ne fut jamais plus sincère partisan de la royauté.

ESSAI

SUR

L'HISTOIRE DU TRANSFORMISME

Dans ma dernière communication, au sujet de l'anthropologie, de ses aspirations et de ses tendances (1), j'ai dû mentionner, en passant, le Darwinisme ou Transformisme comme la question maîtresse en quelque sorte dont la jeune école se flatte d'avoir abordé et résolu les périlleuses difficultés.

Je voudrais aujourd'hui étudier ce problème et relater en quelques lignes l'état actuel de la science sur ce point capital.

Pas n'est besoin d'expliquer ici longuement ce que c'est que le Transformisme. Tout le monde sait que l'ensemble du règne animal constitue une série progressive qui se compose de créatures de plus en plus parfaites, depuis les organismes élémentaires et ambigus, intermédiaires entre le végétal et l'animal, jusqu'à l'homme, considéré comme le glorieux couronnement de l'édifice.

Leurs affinités réciproques ont été reconnues, traduites en quelque sorte par la méthode naturelle admise en botanique et en zoologie. Mais la raison de ces affinités, leurs liens immédiats, leur causalité directe, nous ont été révélés récemment, à ce qu'on assure, par la théorie de l'évolution ou Transformisme. Évolution incessante, transformations indéfinies, perfectionnements continus ! mots magiques qui contiennent la clé de toutes les énigmes posées par ce sphynx qui s'appelle la nature !

Cette théorie de l'évolution ou en d'autres termes de

(1) *Revue du Midi*, février 1887, p. 144 et suiv.

la descendance d'un type primitif, entrevue par Buffon, admise par Lamarck dès 1809, philosophiquement comprise par Goëthe, a été en définitive formulée par Ch. Darwin et un peu plus tard développée d'une façon singulièrement hardie par ses partisans et ses disciples (1).

A leurs yeux, la conception de l'espèce, suivant l'antique formule précisée par Cuvier, n'est qu'une vue de l'esprit. L'espèce, loin d'avoir la fixité, la pérennité, l'immuabilité, est, au contraire, éminemment transitoire; elle se fait et défait par la production sélective de la variété. De sorte que si on considère les espèces végétales et animales, graduellement modifiées sous l'influence du milieu extérieur, on arrive à constater qu'une chaîne généalogique ininterrompue rattache les formes paléontologiques aux formes actuelles, comme elle rattache, parmi ces dernières, les formes dites les plus inférieures aux formes dites les plus élevées.

Telle est bien l'idée fondamentale du Transformisme, à laquelle se lie étroitement l'idée secondaire de concurrence pour la vie, c'est-à-dire la sélection naturelle, la sélection sexuelle, idée qui a eu et aura probablement

(1) La première idée du transformisme appartient à B. de Maillet, qui l'a exposée dans son *Telliamed ou Entretiens d'un philosophe indien avec un missionnaire français* (Amsterdam, 1748).

On ne saurait nier qu'il existe une certaine parenté entre le darwinisme contemporain et le dogme brahmanique de l'immortalité de l'âme, sous la forme de la métempsycose. Celle-ci admet le passage successif de l'âme dans le corps des êtres, du plus infime au plus relevé, de la brute à l'homme et de l'homme au génie. L'âme s'épure dans ces existences successives jusqu'à ce qu'elle atteigne un degré de perfection qui lui permettra de se fondre enfin, et pour l'éternité, dans le Grand Esprit Universel qui anime le monde (le Nirvâna des Boudhistes).

Le fond de la doctrine évolutionniste est précisément la recherche et la constatation de ce même perfectionnement graduel et continu à tous les degrés de l'échelle animale et dans les phases successives de la vie de chaque individu, depuis la cellule primordiale jusqu'à l'être complet. L'enseignement est identique dans les deux écoles. Ce qui diffère, c'est l'application... *Multa renascuntur quæ jam cecidere...*

longtemps encore, sur le mouvement scientifique, des résultats merveilleux.

Quoi qu'il en soit, la doctrine évolutionniste, à laquelle Ch. Darwin a attaché son nom, si séduisante qu'elle paraisse au premier abord, si féconde qu'on la suppose, rencontre de jour en jour, à côté de partisans enthousiastes, des adversaires puissants, nombreux et résolus.

Je ne saurais, sans dépasser les limites qui me sont imposées ici, entrer dans le détail des controverses élevées au sujet de la fixité, de la persistance et du retour des types après un temps donné, mis en regard de la variabilité continue et indéfinie de l'espèce. Il m'est aussi interdit, pour la même raison, d'aborder la retentissante question qui a trait à la lutte pour l'existence et à cet accroissement de perfection pour les êtres, qui en serait la suite obligée. J'en dirai tout autant enfin des métamorphoses lentes et infinies attribuées trop facilement à la sélection naturelle, comme aussi de la descendance des plantes et des animaux actuels, à travers mille transformations successives et indéfinies, des êtres primitifs inconnus et disparus depuis tant de siècles... (1)

(1) Consulter la *Théorie mécanico-physiologique de la descendance*, par C. Nægeli (Munich et Leipzig, 1884), et l'*Évolution sans le secours de la sélection naturelle*, par Ch. Dixon (Londres, 1885).

En face de la variabilité indéfinie et continue supposée on découvre au contraire la persistance des types et le retour presque immédiat à l'état primitif des créatures qui échappent à l'action de l'homme.

A la lutte pour l'existence, à cet accroissement de perfection pour les êtres, on oppose les faits de tous les jours autrement exacts. Or ceux-ci prouvent que dans les combats pour la vie, les hasards servent les faibles aussi bien que les forts, que la ruse supplée à la vigueur souvent avec succès, que la faculté procréatrice pour toutes les espèces est dans un rapport merveilleux avec les chances de destruction.

En ce qui concerne les métamorphoses, chacun sait combien l'hérédité est capricieuse et qu'à la fin tout concourt à maintenir les types. En un mot, les exemples de sélection inconsciente ne se découvrent nulle part; tout au contraire le spectacle de la nature nous emporte bien loin des rêves darwiniens.

En vain essaierait-on d'indiquer la nécessité de modifications à l'ori-

Entre les vues systématiques de la doctrine et les faits révélés par l'observation de tous les jours ou l'expérience directe, une contradiction perpétuelle est apparue.

C'est pourquoi un savant anthropologiste disait naguère, au sein d'une réunion : « Cette admirable hypothèse du « transformisme a été soutenue jusqu'ici à l'aide d'arguments sans portée et de faits controuvés. Mais, désormais, ajoutait-il, elle est appelée à prendre chaque jour « plus de consistance, grâce aux documents embryogéniques qui nous ont donné une vue de plus en plus claire « des lois de l'évolution spécifique. » (1)

Ce serait donc en résultat l'embryogénie et ses lois qui constituent désormais le pivot autour duquel gravite le système transformiste. Examinons par conséquent, avec une scrupuleuse attention, ces grandes conquêtes contemporaines.

Avant toutes choses il importe de rappeler que l'hypothèse transformiste a cru devoir se substituer à la théorie des créations indépendantes. D'après cette dernière les espèces actuellement vivantes auraient été, chacune à part, le produit d'une création spéciale, effectuée par une puissance placée entièrement en dehors de la nature. Et si la paléontologie déroule à nos regards surpris les restes innombrables d'espèces animales et végétales disparues, si, entre les formes qui ont succédé les unes aux autres, on constate une gradation évidente, c'est que l'Intelligence créatrice se serait manifestée, à diverses reprises, en suivant, dans les formes des orga-

gine des êtres avec un changement d'habitude ou de conditions d'existence. Si ce changement ne dépasse pas une certaine mesure relativement faible l'espèce s'en accommode sans variations sensibles. Si le climat, le régime sont profondément modifiés, l'espèce ne saurait s'approprier au nouveau milieu, elle fuit ou meurt.

(1) Dally, 15 février 1884. *Bulletin de la Société d'anthropologie.*

nismes, un plan qu'elle a successivement développé et perfectionné.

Telle est bien n'est-ce pas, réduite à sa plus simple expression l'ancienne théorie des révolutions du globe et des créations indépendantes et séparées.

Toute autre est l'idée darwinienne qui, rejetant d'une manière absolue, dans le domaine de la nature, l'intervention d'une intelligence presciente, providentielle, s'applique à rechercher exclusivement le mécanisme matériel des causes naturelles, l'action des agents physico-chimiques et avant tout l'influence du milieu sur le développement des êtres en général, comme aussi et de la même manière sur la constitution d'un organe en particulier.

À en croire la nouvelle école, les récentes découvertes accomplies en embryologie ont démontré non seulement l'absence de toute idée préconçue dans la création (disons le mot vrai, d'une cause finale) mais elles ont prouvé que les organismes se produisent tout naturellement d'eux-mêmes par *épigénèse*, c'est à dire par apposition successive et appropriée des parties. Pareillement ces mêmes découvertes ont montré avec la dernière évidence, dit-on, que les organismes supérieurs considérés aux phases successives de ce développement épigénétique, représentent des formes inhérentes aux organismes inférieurs ou, ce qui revient au même, semblables aux organismes plus élémentaires qui ont successivement peuplé la terre aux époques géologiques. Il était impossible, assure-t-on, de concevoir pour le transformisme une démonstration plus éclatante que celle qu'ont ainsi fourni les faits embryologiques.

Tout cela est fort bien, et, pour ma part, je ne ferai guère de difficultés, provisoirement j'entends, d'accepter de telles données et d'adopter à leur appui la loi de développement que l'on a dénommée *bio-génétique*. Mais encore faut-il que les faits annoncés soient rigoureusement déterminés et acceptés par tout le monde.

Or, c'est là précisément ce qui n'est pas.

Je ne veux pas entrer dans ce grand débat et aborder par exemple l'importante question de la métamorphose des êtres en général (1).

C'est là un sujet trop vaste et qui ne saurait se prêter au cadre restreint de cette modeste communication.

Un jour, peut-être, j'essayerai de faire connaître l'état actuel de la science et ce qu'il est permis d'accepter touchant la généalogie humaine, la filiation des races et ce qu'on a appelé *la descendance spécifique* de l'homme, tout autant de redoutables problèmes semés d'écueils et encore pleins d'obscurités.

Pour le moment, me bornant à retenir que le mécanisme des causes efficientes et naturelles est identique dans le développement des êtres en leur complexité et dans la formation d'un organe considéré à part chez l'un de ces êtres, je veux concentrer toute mon attention sur l'étude d'un organe en particulier, sur l'organe de la vue, par exemple, ce qui à tout prendre, me permettrait d'examiner les divers côtés de la question darwinienne.

Pour cela je marcherai sur les traces d'un conférencier célèbre, qui est presque notre compatriote (2). Je le suivrai pas à pas dans une de ses dernières lectures à la Société d'anthropologie de Paris. Avec lui j'examinerai les formes successives que l'œil présente dans la série animale, depuis les vers de terre et les ascidiens, placés aux derniers degrés de l'échelle, jusqu'aux vertébrés supérieurs,

(1) La pensée d'une communauté d'origine, soit pour des espèces d'un même groupe, soit pour des types distincts et très caractérisés, sollicite sans trêve l'attention. La nouvelle école proclame l'évolution ou métamorphose des êtres pérenne et incessante. Mais ce n'est là encore qu'une hypothèse sans fondement solide et contredite formellement par les faits.

(2) M. Mathias Duval, président de la Société d'Anthropologie, 10 mai 1883.

et les stades successifs de son développement chez ces mêmes vertébrés supérieurs et chez l'homme. J'établirai comme lui *la phylogénie* c'est à dire l'évolution du globe oculaire considérée dans la race ou descendance sériale et *l'ontogénie* c'est à dire encore l'évolution embryonnaire envisagée chez l'individu. J'admettrai même (conformément à la doctrine darwinienne) une réelle correspondance entre ces deux séries de faits. J'étendrai encore, s'il le faut, cette étude et cet examen à tel ou tel autre organe particulier et, par exemple, à la formation du cerveau et au développement du squelette humain.

Quelles dispositions merveilleuses dans tous ces organes et combien sont saisissantes leurs appropriations vers une fin déterminée ! Tout le monde est d'accord à cet égard. Il y a là, pour rester dans la donnée transformiste, comme un mécanisme admirable qui partant de dispositions simples et élémentaires, développe par hérédité, influence des milieux, sélection, grâce à un perfectionnement graduel, les formes qui sont de plus en plus avantageuses à la vie de l'individu.... Et à son tour l'embryologie nous montre ces divers organes, œil, poumons, cerveau, d'un vertébré supérieur, présentant dans leurs phases successives de développement, les mêmes états qui les caractérisent aux divers degrés successifs de l'échelle des vertébrés.

Et après, dirai-je à mon tour, qu'est-ce que cela peut bien prouver pour le transformisme et contre la théorie des créations distinctes et séparées ?...

De ce qu'il existe une réelle similitude entre le développement ontogénique (1) constaté par l'embryologie et le développement phyllogénique (2) présupposé par une pure spéculation intellectuelle, faut-il y voir une preuve réellement décisive en faveur du transformisme ?

(1) De οὖν, οὖτος être et γένος naissance, développement de l'individu.

(2) De φυλή tribu et γένος naissance, développement de l'espèce.

Je ne le pense pas. Avec beaucoup d'autres j'estime qu'entre ce mode d'évolution embryonnaire et la sériation des caractères dans le règne organique, vouloir établir *un lien nécessaire*, alors qu'il n'est que contingent et facultatif, c'est violenter par trop l'induction. Comment établir d'une façon indiscutable qu'il existe entre l'œil humain, par exemple, et la cupule oculaire des ascidiens, ces vertébrés dégénérés, ou même l'œil des lamproies, autre chose qu'un rapport de similitude ?

Je vais plus loin. Tout ce qu'on a écrit là-dessus étant définitivement tenu pour exact, l'interprétation d'un rapport de dérivation, de descendance immédiate est-elle bien justifiée ? Tel n'est pas mon avis.

J'ai dit tout-à-l'heure que, sur la seule observation des faits de développement, les anthropologistes avaient été amenés à formuler la loi que l'on a appelé *bio-génétique*. Aujourd'hui, c'est en vertu de cette loi qu'ils interrogent et qu'ils interprètent les faits d'observation quotidienne.

Je ne sais si je m'abuse, mais il me paraît qu'en raisonnant de la sorte, on répond à la question par la question sans compter que cette loi bio-génétique n'a rien d'absolu en elle-même. N'est-il pas arrivé plus d'une fois, en effet, que l'embryon ou la larve, et ce que je dis ici s'applique aussi au fœtus humain, sont mieux organisés que l'adulte, et que, *pour certains détails de son organisation*, dans le cours de son développement, l'animal s'arrête ou rétrograde (1) ? Que devient, en ces cas particuliers, la théorie de la sélection, du développement progressif, du perfectionnement des organes ?... Et si les faits rapportés par les embryologistes d'hier allaient être contestés, démentis, entièrement repoussés par les embryologistes de demain ! Or, c'est bien là ce qui se produit d'une année à l'autre !...

(1) *Le troisième œil des reptiles et la glande pinéale*, par M. Eug. Korschelt (Kosmos, et Revue scientifique, Décembre 1886).

J'en appelle à l'opinion d'un célèbre naturaliste, parlant devant le congrès des sciences naturelles, tenu cette année à Genève. « C'est un Darwiniste endurci, dit-il lui-même, mais néanmoins parfaitement hérétique à l'encontre des exagérations, des erreurs et des conclusions aventurées ou des déductions illogiques de la doctrine transformiste, ce qui lui doit être pardonné, a-t-il soin d'ajouter, dans la cité de Calvin. » Et de fait, il repousse hautement la fameuse loi *bio-génétique* cette loi fondamentale suivant laquelle l'ontogénie et la phylogénie doivent se correspondre exactement, c'est-à-dire suivant laquelle, nous l'avons dit tout-à-l'heure, les embryons doivent parcourir, en abrégé, les mêmes phases qu'a parcourues l'espèce pendant son développement à travers les époques géologiques. Cette loi, qu'il a cru fondée pendant longtemps de par l'observation et le raisonnement, il la regarde comme absolument fausse par la base.

Il n'est pas douteux que les transformistes en ont senti les contradictions et la faiblesse. Mais, loin de délaisser le dogme, désormais insoutenable, ils ont inventé une autre loi plus insoutenable encore, si c'est possible, la loi *cœnogénétique* (1) ou de l'embryogénie falsifiée. Pauvre logique, comme on la torture, pour les besoins du système ! La nature, qui se falsifie elle-même ! La nature, qui trouble l'harmonie de la loi bio-génétique ! Maudit soit l'embryon, qui désobéit à la loi octroyée par un prince de la science. Nous allons le stigmatiser comme faussaire !

Notre auteur ne s'en tient pas là, et dans ce champ des dissidences, il en vient à renverser la théorie du développement progressif et absolu telle qu'on l'admet actuellement, je veux dire basée sur le monophylétisme initial, et à bouleverser les sériations et groupements acceptés comme le dernier mot de la science (2).

(1) βίος. γένος, — Κοινός γένετος.

(2) M. Carl Vogt. Revue scientifique. 16 octobre 1886.

M. C. Vogt fait partie de cette pléiade où je relève les noms de Hæckel,

Il n'a pas de peine à établir que si , négligeant les premières et obscures évolutions ontogéniques , source inévitable d'erreurs, on veut s'en tenir à l'observation stricte des organismes définis , en d'autres termes des groupes naissants et partant appréciables dans le règne animal, on en vient à constater, avec la dernière évidence , une origine multiple de ces mêmes groupes , c'est-à-dire l'existence primitive de deux, trois et quatre souches distinctes et nuancées. De là ces faits abondants en histoire naturelle qui prouvent que les transformations et métamorphoses se font tantôt par la réduction successive et la perte définitive de caractères primordiaux , tantôt par le développement excessif de caractères qui n'existent primitivement qu'à l'état d'ébauche , tantôt enfin par les changements de fonctions si fréquents dans certaines parties de l'organisme. En réalité , nous ne connaissons rien ni en paléontologie, ni en embryologie qui puisse nous démontrer avec certitude l'acquisition d'organes entièrement nouveaux, tandis que, en remontant aux points d'origine, nous rencontrons souvent de ces rudiments ou ébauches qui, par suite de transformations, apparaissent plus tard aux yeux d'un observateur distrait comme des organes sans précédents. D'où la conclusion qu'on ne saurait déduire fatalement, comme on le fait aujourd'hui, les organismes compliqués des organismes simples, et que, bien au contraire , le plus souvent , par suite de véritables rétrogradations, ce sont les organismes les plus simples qui proviennent des organismes compliqués.

Il faut donc renoncer à voir *toujours* dans chaque diminution ou perte d'un organe, un caractère ancestral ainsi

Gégenbaur, Turner, Macalister, etc., qui nous auraient, disent-ils , enlevé le sceptre de la science. Une telle prétention doit trouver, ce me semble, bien des contradicteurs parmi les disciples de Lamarck , Geoffroy Saint-Hilaire, Cuvier, Dugès, Serre et M. Martin , pour ne citer que ces quelques illustrations nationales.

qu'on l'a trop facilement admis jusqu'ici. Ce sont là des vues de l'esprit que l'observation exacte et renouvelée des faits contredit sans cesse.

Après cela, il est inutile de revenir encore sur l'assertion darwinienne, que les plantes et les animaux de l'époque actuelle descendent, par suite de transformations successives, des êtres primitifs, aujourd'hui disparus ? personne n'en sait rien et comment d'ailleurs prouver une telle proposition. Nulle part on ne trouve trace de ce passage insensible admis par les transformistes, entre des formes bien caractérisées, et surtout entre les types de groupes. Ce serait pourtant bien étrange, dirai-je après bien d'autres (1), qu'aucun exemple de transition réelle n'ait encore été découvert au milieu des richesses paléontologiques, si grandes actuellement et soigneusement colligées.

Il faut s'arrêter ici : de plus longs développements me prendraient trop de place et demanderaient trop de temps. Je veux me borner à constater non pas la vanité ou le néant de la science contemporaine, Dieu me garde d'un tel blasphème à l'encontre des immenses progrès accomplis depuis moins d'un siècle, mais je ne puis me défendre de m'élever fortement contre cet empressement à conclure, contre cet esprit obstiné de système qui hante les meilleurs esprits, dans un ordre d'idées où le doute et la prudente réserve doivent rester le dernier mot. La science d'observation s'accommodera toujours fort mal, cela est certain, d'un doctrinarisme prématuré (2).

(1) MM. Agassiz, Em. Blanchard, Nadailhac.

(2) Il restera toujours à apprécier sous quelles influences se sont accomplies ces transformations profondes qui ont fait de la monère (masse sarcodique primordiale de Hœckel) un animalcule à noyau, de celui-ci, organisme monocellulaire, un animal à plusieurs cellules, de l'invertébré un vertébré, un mammifère, l'homme enfin ? La réponse à cette question est dans l'état actuel de la science, moins qu'insuffisante. Tout ce qui a été écrit sur l'adaptation aux milieux, la lutte pour l'existence, etc.,

Il importe de constater ici une fois encore le phénomène qui se produit invariablement au sein des partis littéraires, politiques ou religieux à savoir que l'emporment des disciples a dépassé l'idée première du maître.

Charles Darwin reconnaissant implicitement l'entraînement fatal et les dangers de son système, pure création de son esprit, s'est dit à plusieurs reprises sincèrement religieux ou tout au moins cause finalier. Il a affirmé hautement que l'intelligence se refuse à considérer le monde comme le résultat d'un aveugle hasard.

La plupart de ses élèves et parmi eux les anthropologistes en général, logiciens impitoyables et sans retenue ont mis à sac, nous le savons à cette heure, les croyances qui ont fait l'éclat et la force de notre civilisation, je veux dire, le monde moral et intellectuel, la conscience, l'honneur, la liberté humaine, Dieu...

Après avoir détruit ce monde antique et respectable assurément ils n'ont pas craint de nous refaire un monde nouveau et à leur manière. N'ont ils pas eu la prétention d'expliquer la création et de percer à jour les mystères de la vie ?

Écoutez un instant ce docteur parlant le 18 mars dernier devant une société savante (1) : « Comment s'est formée la « première cellule vivante ? Est-elle l'œuvre d'une puissance surnaturelle ou bien le résultat de l'action des « forces physico-chimiques ?

« On a dit que cette cellule primitive était une monnaie « et que de ses transformations seraient sortis d'un côté

constitue simplement des tentatives d'explications à outrance, destinées dans la pensée de savants pressés de conclure, à nous présenter comme une vérité acquise ce qui n'est au fond qu'un rêve de leur imagination. (L. Testut, *leçon d'ouverture du cours d'anatomie*, à la Faculté de médecine de Lyon, septembre 1886).

(1) Docteur Fauvelle, *De l'origine de la vie*, Bulletin de la Société d'Anthropologie. Comparer avec *Revue de l'histoire des religions*, t. x, p. 69 et suiv., (1884).

« le règne végétal et de l'autre le règne animal. Mais cela
« ne saurait être parce que une monnaie, si simple qu'elle
« soit, ne peut vivre de matières minérales (mortes en
« quelque sorte et en tout cas irreproductibles). En effet,
« si grand qu'eût été leur nombre, au début de la vie, ces
« monnaies se seraient entre-dévorées elles-mêmes et la
« fin du monde organisé aurait suivi de près son appa-
« rition.

« Il a donc fallu de bonne heure, pour la monnaie, comme
« plus tard pour les animaux qui en sont dérivés, une
« source intarissable de matière nutritive organique et
« organisable. Cette source est fournie par le règne
« végétal et surtout par les végétaux verts qui sont les
« seuls à fabriquer cette matière organique.

« C'est forcément par eux que la vie a débuté.

« Mais comment et par quelle puissance les plantes
« fabriquent-elles de la matière organique ? Par la chlo-
« rophylle.

« Or, qu'est-ce que la chlorophylle ? Un produit orga-
« nique défini, résultant d'une combinaison de l'oxygène
« avec l'acide carbonique du milieu ambiant sous l'in-
« fluence des radiations solaires, et arrivant à la suite de
« réactions encore inconnues, à produire des hydrates de
« carbone, amidon, substances albuminoïdes, etc. Ce sont
« ces hydrates de carbone et ces albuminoïdes qui vont
« constituer la cellule végétale verte et plus tard celles
« des animaux. Cette succession de phénomènes prouve
« jusqu'à l'évidence que la chlorophylle a dû précéder
« l'apparition des êtres organisés et que c'est elle qui
« est l'origine de la vie. »

Après cette citation textuelle, il est inutile de s'attarder, je crois, à démontrer que notre excellent docteur se perd un peu dans les obscurités de la chimie des premiers âges, et qu'en tous cas, il ne fait que déplacer et reculer la difficulté ; car, à tout prendre, la création de la chloro-

phylle, *par suite de réactions inconnues*, substance organique primitive, sera aussi difficile à comprendre que la création de la monnaie elle-même.

Laissons-le donc à sa théorie sur l'origine de la vie et à ses illusions sur la toute-puissance de la chimie, qui, selon lui, en parvenant à former par synthèse la chlorophylle, nous permettra un jour de voir naître sous nos yeux, de créer en un mot la cellule végétale primordiale, c'est-à-dire *la vie*.

Ce jour-là, si tant est qu'il arrive, se lèvera, je le crains bien, trop tard pour lui et pour nous, et c'est en vérité fort regrettable, chacun en conviendra facilement.

Qu'on me pardonne cette boutade. Elle ne saurait me faire oublier tout ce que le monde moderne doit aux conquêtes de la science contemporaine. J'ai toujours rendu justice, et je ne saurai m'en départir aujourd'hui, aux courageux efforts, aux tentatives hardies, aux mécomptes même de nombreux savants de tous pays, qui dans la recherche des lois de la nature n'ont en vue que le progrès en tous sens des connaissances humaines. J'estime et j'admire par dessus tout la somme de labeurs, de temps, de forte volonté et de patience consacrée à l'étude des faits de l'embryologie dans les diverses familles du règne animal, et tout particulièrement chez l'homme.

Cette étude est en pleine évolution aujourd'hui, il importe de suivre attentivement ses progrès, mais il ne convient pas moins, d'accueillir avec une certaine défiance les élucubrations qu'on nous donne trop délibérément pour des vérités sans réplique.

Combien, en effet, reste incertain et précaire l'appui que le transformisme a cru un moment trouver dans les plus récentes découvertes embryologiques. — Nous la connaissons désormais A-t-il été au moins plus heureux avec les nombreux éléments d'appréciation qu'il a demandés tour à tour à l'anatomie descriptive et comparée, voire à

la teratologie ? Nous savons depuis longtemps le contraire, et après M. Ch. Vogt, il n'est pas possible de revenir là-dessus.

Pour ce qui a trait à la tératologie, par exemple, c'est en vain qu'on affectera de regarder comme une énigme inexplicable la présence, chez l'homme, de certaines anomalies, si grandes et si variées soient-elles, ou même l'existence de quelques organes rudimentaires dans la trame de ses tissus. Je ne sais si ce sont là des produits morbides ou des jeux aveugles de la nature, peu dignes d'attirer l'attention des morphologistes, ainsi que d'aucuns ont voulu quelques fois le prétendre. Mais je n'admets pas pour autant, et sans des preuves plus convaincantes, que je doive (sur de simples affirmations) appeler réversives ces anomalies, et partant les considérer comme des retours à une disposition ancestrale, aujourd'hui perdue, retours qui sont régis par l'atavisme.

Il n'y a là que la démonstration spontanée de cette loi reconnue par les naturalistes d'une homologie de structure dans la série animale, plus éclatante encore dans la comparaison entre l'homme et les vertébrés.

Après ces considérations, que je suis tenu d'abréger, il faut se demander si la doctrine évolutionniste est bien la seule conforme au double enseignement de la raison et des faits, ainsi que le déclarent hardiment ses adeptes (1).

Les faits eux-mêmes, ainsi qu'on vient de le voir, se sont chargés pour leur compte de répondre à cette question,

(1) « De deux choses l'une : ou il faut s'incliner devant le mystère, « c'est-à-dire devant le surnaturel et le merveilleux, toutes choses qu'on « ne peut comprendre, que suivant d'aucuns il serait défendu d'appro- « fondir, et que cependant on est tenu de croire, ou bien il faut accepter « le grand fait de l'évolution, il n'y a pas de milieu. » *Qu'est-ce que l'homme ?* par M. L. Testut, revue scientifique (janvier 1887).

N'est-ce pas le cas de s'écrier avec un célèbre philosophe : « Quelle « étrange façon de se démener en agitant des questions mal conçues et « mal posées !

T. V, 1^{re} liv., Janvier 1889.

et quant à la raison philosophique, nous aurons ultérieurement à recueillir son témoignage. En attendant, n'oublions pas que, même de l'aveu de ses partisans les plus décidés, l'Évolutionnisme ne nous a livré que d'une façon très incomplète le secret de son origine, sa manière de procéder et ses lois (1).

Ce n'est, à cette heure, qu'une vérité relative, féconde sans doute, hardiment exposée, mais insuffisamment démontrée pour quiconque ne se contente pas de vaines formules. Et, néanmoins, l'idée qui s'y rattache a grandement fait son chemin dans le monde. Les mots familiers aujourd'hui de *lutte pour l'existence*, d'*atavisme*, d'*adaptation aux milieux*, etc., qui rappellent des vues aussi neuves que séduisantes, scetretrouvent sur toutes les lèvres et accusent involontairement une toute-puissance qu'il serait puéril de nier.

Tant il est vrai que les hypothèses les plus hardies, les systèmes les plus ingénieux, sinon toujours les plus solides, une réelle habileté dans l'exposition doctrinale, beaucoup d'imagination, une imperturbable assurance sont de nature à révolutionner la science et à élargir quelquefois les horizons intellectuels. Saint Paul a bien dit un jour : « *Oportet hæreses esse.* » (2)

C'est que, à considérer la chose de près, nous sommes ici en présence d'une brillante conception, d'un système plein d'originalité, à la fois commode et satisfaisant pour l'esprit toujours un peu routinier et paresseux.

(1) MM. C. Vogt, L. Testut, Math. Duval, W. Gruber, de Moscou, etc.

« Il convient de se prémunir contre un danger que les disciples de Darwin, exagérant les idées du maître, sont en train de créer à la théorie de l'évolution. Après Buffon, Lamarck, Darwin, il reste encore beaucoup à faire dans les voies qu'ils nous ont ouvertes. » A. Giard. *Revue scientifique*, 1^{er} décembre 1888.

(2) La Fontaine, à son tour, a écrit, dans sa fable du *Chat et du Renard*, non sans malice :

« La dispute est d'un grand secours ;
« Sans elle on dormirait toujours. »

Le patronage retentissant de la jeune école anthropologique et de quelques savants en renom a fait le reste (1).

J'estime toutefois qu'il faut se garder jusqu'à nouvel ordre de le considérer comme le dernier et irrévocable arrêt de la science, encore moins comme une sorte de religion indiscutable et sacrée.

J'ai dit tantôt que l'école transformiste repoussant l'idée d'un plan déterminé d'avance, d'une cause finale, affecte de ne voir en tout que le jeu naturel et tangible des causes ou agents physico-chimiques, et cette intervention brutale des agents matériels, à l'exclusion de tous autres, elle n'hésite pas à l'invoquer même lorsqu'elle en vient à aborder le problème métaphysique. si complexe à la fois et si délicat de l'origine de la vie et de la nature de l'âme.

En ce cas, elle se départ une fois encore de cette réserve qui veut qu'en dehors du domaine si sagement délimité par l'école positiviste, à laquelle elle se rattache cependant, toutes les hypothèses aient, scientifiquement parlant, à peu près la même valeur.

J'aurai à reprendre une autre fois cette question de l'origine des choses et à marquer, si c'est possible, les limites que ne doit pas dépasser le champ de l'expérimentation scientifique et de l'autre à préciser le rôle dévolu à la philosophie. Ce n'est pas le moment d'aborder ici ce point de vue spécial.

E. MAZEL.

(1) «Le darwinisme, a-t-on dit, d'autre part, a ravi bon nombre d'âmes simples, séduit tous ceux qui n'ayant ni le goût, ni le loisir de s'appliquer à des études longues, difficiles, un peu arides, se prennent vite d'amour pour une doctrine qui leur en résume les données principales et l'esprit plus ou moins bien interprété. On en vient alors à admettre, avec une foi véritablement naïve, les insinuations les moins justifiées. » (Em. Blanchard. *Revue des Deux-Mondes*, 1874).

LES ÉTATS DE LANGUEDOC

EN 1632

Les États de Languedoc avaient-ils avant 1632 quelques droits politiques ? N'est-ce pas l'édit de Béziers qui les leur a enlevés ?

M. P. Gachon, professeur d'histoire à la Faculté des lettres de Montpellier, a choisi ces deux questions pour sujet de sa thèse de doctorat. (Paris, librairie Hachette, 1888, in-8°). De pareils travaux éclairent notre histoire provinciale. Nous en devons le compte-rendu à nos lecteurs.

I

Les États de Languedoc se composaient des trois ordres : le clergé, les barons, et le tiers. Mais qu'entend-on sous ces trois dénominations ?

Le vrai clergé, « *celui qui supporte la chaleur du jour*, » n'a pas voix à l'assemblée. Il baptise, confesse, assiste les mourants ; il lui reste peu de temps pour s'occuper de politique.

Les Abbés mitrés, crossés, n'ont pas davantage droit d'entrée aux États, quelle que soit l'étendue de leur juridiction temporelle. D'ailleurs presque tous commentateurs, ils rappellent fort peu le saint qui bénit la première pierre du vieux cloître.

La représentation du clergé est donc incomplète ; et, de plus, parmi les vingt-deux évêques de Languedoc, plus d'un doit son siège à la faveur et à des influences de famille, et ne remplit pas très exactement ses devoirs.

M. Gachon ne l'ignore pas , mais il considère comme des exceptions « ces cadets de grande race, occupant un « certain temps leurs sièges et les abandonnant pour la « vie militaire et la Cour, hommes d'épée que des intérêts « de famille *ont égarés* dans les ordres. »

Oui , on vit trop souvent, à cette époque , dès qu'un évêque se mourait, sa famille, préoccupée de la prochaine vacance, intriguer pour conserver à un des siens les revenus de l'évêché. Le neveu recueillait le dernier soupir de l'oncle et passait au doigt , sans hésitation , son anneau ; il acceptait sans trembler le *lourd fardeau de l'épiscopat*. De là, une *permanence de nom* au même siège pendant quelquefois plus d'un demi-siècle, qui à deux cent cinquante ans de distance, procure l'illusion d'une réelle demeurance à son poste du titulaire de l'emploi.

On est aussi induit en erreur en lisant les procès-verbaux des séances ; la majorité des députés du premier ordre a l'air d'y avoir assisté scrupuleusement ; tous, dit M. Gachon, prennent, dès leur institution, le souci de grands intérêts temporels. (p. 4).

Hélas ! n'oublions pas que les États rapportent à ceux qui *font semblant* d'y assister ; si l'on nous prouve que la majorité des évêques a été *réellement* présente pendant *toute la durée de la session* dans la ville où se tenaient les États, nous serons heureux de faire amende honorable à l'Épiscopat languedocien du commencement du xvii^m siècle. Richelieu dans son testament politique en dit beaucoup plus long que nous sur l'ensemble du Haut Clergé à son époque ; il indique le mal et le remède. Ses successeurs ont profité de ses sages conseils.

II

La représentation de l'ordre nobiliaire qui occupait le second rang dans les États, quoique numériquement adé-

quate à celle du premier ordre, était encore moins sérieuse (22 évêques et 22 barons).

Les hauts barons, c'est-à-dire ceux qui ont une situation importante, ne vont pas aux États; on les appelle les « *absents obstinés*. » L'opinion approuve tout grand seigneur de n'aimer à siéger qu'à côté de ses pairs.

En revanche, la tradition a conservé à de minuscules châtellenies l'entrée aux États, c'est-à-dire un droit dont de grandes terres sont privées, et ces *petits barons*, qui tiennent à leurs jetons de présence, ne manquent pas la convocation.

En définitive, l'entrée aux États est, pour le clergé, comme pour la noblesse, un privilège féodal que le peuple ne comprend plus; la noblesse et le clergé ne comptent que des *membres de droit*.

Et encore, distinguons. L'évêque est censé représenter *son diocèse*, ce qui correspond à une portion déterminée du territoire de la province; mais certaines baronnies ne représentent quasi rien. D'où conséquences inévitables: influence des nobles sur les États en décroissance constante, et alliance de plus en plus intime du Tiers-État avec le Clergé. Dès que chaque évêque remplira mieux ses devoirs de résidence, dès qu'il s'occupera des intérêts économiques de ses ouailles, il sera le grand administrateur de son diocèse, car, sans avoir à tenir compte des préjugés de la noblesse, il aura, derrière lui, le peuple qui travaille et qui prie.

III

Le vrai clergé n'y est pas.

La grande noblesse s'en dispense.

Le Tiers-État a un avantage: il procède en quelque sorte de l'élection.

« Il y a, dit M. Gachon, une *aristocratie représentative*

« *des villes*, incapable de s'élargir ou de faire entrer dans « son cadre rigide des intérêts nouveaux , non prévus. »

On traite et on traitera perpétuellement de l'amélioration des modes électoraux. La représentation intégrale des intérêts ! quel beau champ d'études pour les fabricants de projets constitutionnels !

Dans la pratique, il y a eu et il y aura toujours des inégalités. A l'heure où j'écris ces lignes, je vois, au Conseil Général du département du Gard, un seul délégué pour le canton de Bessèges, qui contient dix fois plus d'habitants que le canton d'Alzon.

Quoi d'étonnant qu'en 1630, il y ait eu aussi des villes privilégiées ! L'important est que les mandataires de ces villes soient bien choisis, et nous estimons qu'on y a bien pourvu. En vain nous opposerait-on que le premier consul, qui entre aux États, n'est pas l'élu du *suffrage universel direct*. Généralement les corps de métiers (les échelles) nomment leurs chefs, et ces chefs forment le corps électoral consulaire.

Est-ce un grand mal ?

Eut-il mieux valu faire choisir les députés par une majorité d'ignares, et n'est-ce pas ainsi que les grands admirateurs du suffrage universel direct nous dépeignent les campagnards de l'époque, qui auraient ainsi formé les 99/100 du corps électoral !

M. Gachon nous paraît donc un peu trop sévère pour cette « *oligarchie bourgeoise*. »

Nos ancêtres avaient sur le droit municipal des idées plus larges qu'on ne croit, et nous renvoyons ceux qui auraient encore quelque doute au savant ouvrage de M. Béchard.

Mais ce n'est peut-être pas tout à fait le suffrage universel à deux degrés que blâme l'auteur.

« L'épuration du tiers-ordre fut favorisée, dit-il, dès l'é-
« dit de Grâce, par une mesure politique : l'institution des

« consuls mi-partis. La bourgeoisie protestante fut rapidement éliminée de l'assemblée. »

Le véritable créateur des consuls mi-partis fut Montmorency, au moment de la Ligue. Le premier consul devait être alternativement catholique ou protestant. A la mort du connétable, les huguenots, profitant de la faiblesse du pouvoir central, pendant la minorité de Louis XIII, sollicitèrent une plus large part. A dater des guerres de Rohan, partout où ils étaient en majorité, ils ne laissèrent aucune place à la minorité catholique. Cela leur coûta cher, et dès juin 1629, la bourgeoisie protestante vaincue fut éliminée du premier consulat.

On nous pardonnera de nous être aussi étendu sur le premier chapitre de l'ouvrage; avant de voir à l'œuvre un corps politique, nous avons cru qu'il y avait une importance capitale à bien en connaître les membres.

Et, pour résumer en deux mots notre propre pensée, nous considérons que la composition des États du Languedoc est fautive en ce qui concerne les ordres privilégiés, et très acceptable pour le Tiers-État.

Était-elle suffisante pour garantir à la province une bonne administration ?

Avant de répondre, voyons les attributions des États.

IV

L'assemblée ne se réunit qu'en vertu d'un ordre du Souverain; elle ne peut refuser de siéger, car la Cour lance en même temps les lettres de convocation et la carte à payer. Les États en sont tellement persuadés qu'en 1522, ils se plaignent d'être trop souvent convoqués.

La durée des sessions est indéterminée; en fait, on se sépare dès qu'on a voté l'octroi. La forme du vote, la police des séances, la procédure des délibérations sont à peu près libres. C'est l'assemblée seule qui juge les contesta-

tions soulevées entre les divers prétendants à l'assistance. Le pouvoir central se désintéresse de la lutte entre Fanjoux et Mirepoix, entre le premier consul ancien et le premier consul nouveau d'Agde ou de Lavaur.

Le bureau choisit ses agents.

Les députés sont inviolables pendant la session ; avant de se séparer, ils rédigent un cahier de doléances ; à ce moment, les petites ambitions jusque là contenues éclatent au grand jour ; chacun voudrait aller à la Cour, auprès du roi, représenter la province et faire simultanément ses affaires personnelles. Déjà la royauté fascine le pays ; là où elle siège et rien que là on peut obtenir de l'avancement, des titres, des pistoles. Paris est le grand marché : prélats, nobles, bourgeois, tous en rêvent.

Un évêque est le porte-voix traditionnel de la députation chargée de remettre les procès-verbaux de la session, de se permettre quelques critiques gouvernementales ou de formuler quelques vœux. Il ne s'aventurera pas trop loin ; il a tant à demander pour lui et pour ses parents !

Quelle comédie que ces fameux cahiers de doléances dont l'usage se perpétua jusqu'à la Révolution !

M. Gachon a trouvé aux archives de l'Hérault une espèce de *memento* de ce que devaient dire les personnalités chargées de présenter celui de 1628 :

« La campagne est déserte, les terres sans culture, les
« maisons incendiées ou pillées, les prêtres traités avec
« toutes sortes d'indignités, les églises saccagées, les autels
« profanés, tous les diocèses, tous les lieux endettés à
« beaucoup plus qu'ils ne valent, et à des sommes si
« prodigieuses qu'il leur sera impossible de les pouvoir
« acquitter. »

Mon imagination se représente difficilement les détenteurs de cette pièce quasi-officielle, aux pieds du Roi, devant ses ministres, osant dire que la guerre, entreprise

contre les huguenots de Languedoc révoltés, est une charge incombant uniquement au trésor royal.

Comment admettre qu'une telle peinture de nos pays attendrisse le Conseil du Roi, et amène une diminution des sacrifices qu'on leur demande pour abattre à jamais l'hydre de la révolte.

Si Louis XIII a écrit le 22 mai 1625 aux États, qu'il solderait l'armée de Languedoc; c'est qu'il voulait étouffer *en germe* les menées des factions de Rohan et de Soubise. La royauté s'est momentanément faite humble, tout en envoyant à ses agents, à Lemazuyer surtout, des instructions très nettes, conformes à une théorie et à une politique plus vieilles que la monarchie : les populations au milieu desquelles se recrutent les armées autres que celles de Sa Majesté, (je n'ose pas dire les armées ennemies) doivent nourrir les soldats de l'armée légitime qui s'avance sous l'oriflamme de Saint-Denis. C'est trop clair pour que cela ne frappe pas cette pauvre Assemblée qui n'est jamais sûre de pouvoir siéger le lendemain là où elle siège aujourd'hui.

Quelle foi chancelante en son inviolabilité doit avoir cette députation des États de 1629, cherchant pendant deux mois à s'aboucher avec Louis XIII, modifiant constamment son itinéraire de peur de tomber entre les mains des soldats de Rohan ! Et à distance, à Paris, par exemple, que restera-t-il de son autorité ? Rien ! D'un mot le Conseil du Roi clora la bouche à cette assemblée qui crie grâce à chaque augmentation du subside royal, et qui n'a pas su empêcher les finances communales d'aller à la dérive. Anduze doit, en 1630, 131,171 livres. (*Histoire d'Anduze*, par Hugues, p. 256). Alais doit 200,000 liv., etc. (Archives municipales).

Qu'on parcoure les délibérations consulaires, de quelle ville que ce soit, de 1620 à 1632, et l'on verra si c'est l'impôt royal qui est la principale cause de sa triste

situation financière, si c'est l'omnipotence royale en matière d'impôts qui les effraie. Qu'on décachète les lettres des contemporains, on verra s'ils ont peur de Richelieu ! S'il n'a pas partout des émissaires clairvoyants, sans compter les mouchards et les fanatiques, pour montrer aux gens de bonne foi où est le salut. (Voir lettres publiées par le *Bulletin de l'histoire du protestantisme* et extraites de la Bibliothèque Nationale, fonds Saint-Germain, n° 1569).

Après avoir dépouillé pour nous, avec une grande abondance de détails, les cahiers des doléances, et noté les *rappports directs des États avec la royauté dans la capitale*, l'auteur nous ramène en Languedoc, et nous dépeint leurs relations avec les hauts représentants du Roi dans la province, c'est-à-dire avec le gouverneur, le lieutenant-général, les intendants, les officiers de justice et de finances.

N'oublions pas que le gouverneur s'appelle *Montmorency*.

Son grand-père a commandé en Languedoc 44 ans ; son père, mort en 1614, 52 ans. Les pouvoirs du gouverneur, non modifiés si l'on s'en rapporte à son titre et aux lettres de survivance qu'il reçut au berceau, ont bien diminué dès que la France a eu pour ministres des Sully, des Richelieu. Le pays commence à s'en rendre un peu compte ; mais l'idée de l'omnipotence des Montmorency était si bien gravée dans le cerveau des Languedociens, au début du règne d'Henri IV, que je me souviens d'une lettre du 17 septembre 1592, adressée par la municipalité Alaisienne au connétable pour qu'il mit, à Alais, le *parlement du Languedoc* : on lui rappela cette supplique en 1593, quand il y vint passer sa lune de miel avec la belle Louise de Budos, et célébrer les noces de sa fille Marguerite avec Anne de Lévis, duc de Ventadour, (25 juin 1593).

Le dernier des Montmorency n'a malheureusement pas hérité du génie politique de ses ancêtres. Il a perdu sa

mère, trop jeune, et de ce généreux sang cévenol qu'il a sucé à ses mamelles, nous ne retrouverons la marque indélébile que lorsqu'il sera en face de la mort.

Le lieutenant-général est Henri de Lévis, *neveu*, et non beau-frère de Montmorency. M. Gachon était préoccupé de nous présenter les *intendants* « ces agents révolutionnaires de la monarchie. »

L'auteur a compris combien il importait de rechercher les moindres manifestations de ces grands ouvriers de l'unité administrative, de ceux qui, lorsque les Montmorency auront disparu, seront le bras droit de la politique royale. Après M. Hanoteaux, M. Gachon a su glaner sur eux des détails fort intéressants ; on les voit ayant su déjà se créer un large rôle. Les Censeurs de Rome eux-mêmes avaient grandi moins vite.

Ainsi, du Faure, d'office, impose à six diocèses les frais de démolition du fort de Brescou ; les États se plaignent ; le Roi approuve l'intendant (p. 99).

Les relations des États avec les officiers de justice ont un caractère spécial. Les députés protestent contre l'énormité des tarifs de procédure, contre la multiplicité des tribunaux, contre le droit d'évocation. Malheureusement la royauté ne tient pas assez compte de ces vœux ; elle prend l'habitude de promettre d'y pourvoir, et elle n'accorde rien. Lorsque la criminalité augmente trop, elle a recours aux grands jours. C'est à la révolution de 1789 que la France doit son *unité judiciaire*. Mais Jacques Bonhomme attend encore la suppression des autres abus.

M. Gachon va aborder maintenant une question plus ardue en traitant des rapports des États avec les officiers des finances.

V

« La malheureuse science de sucer le sang du peuple, » pour nous servir d'une expression bien connue de Sully,

ne date pas d'hier ; elle a même des tendances à augmenter la puissance de ses moteurs à certaines époques. L'histoire de ses procédés a tenté constamment les économistes. Rien qu'en ce qui concerne la France, nous citerons les travaux de Vuitry, de Clamageran, etc.

Mais que de questions encore bien obscures !

Les terrains à défricher sont immenses ; nous recommandons à ceux qui les entreprendront de ne pas s'en rapporter aux vieux clichés. Pour en donner un exemple convaincant, nous choisirons un chef-d'œuvre, l'histoire romaine de M. Duruy.

Voici ce que je trouve dans la dernière édition, (in-8° 1877 t. III, p. 179).

« Six ans après notre ère, Auguste créa l'impôt du « vingtième sur les successions... Grâce à cet impôt, toutes les propriétés des citoyens passaient, en moins d'un « siècle, entre les mains du fisc. »

M. Duruy n'a pas fait attention que pour que cela fût, il fallait admettre vingt transmissions héréditaires du même bien par siècle, et que tant que l'espèce humaine ne sera pas devenue, pour ainsi dire, éphémère, tant qu'elle aura une durée plus que quinquennale, on devra distinguer les lustres et les générations. M. Duruy a emprunté cette appréciation à Gibbon, historien anglais, sérieux ; il ne l'a pas suffisamment vérifiée.

On pourrait relever beaucoup d'erreurs de ce genre dans nos annales académiques ; il est donc prudent d'être timide dans nos critiques ; elles n'ont pour but que de rappeler qu'il y a une méthode scientifique que ne devraient jamais perdre de vue ceux qui veulent se livrer à l'étude des finances d'une époque ; elle consiste à remonter insensiblement du connu à l'inconnu.

Il a manqué à M. Monin, lorsqu'il a dépeint avec un talent remarquable, l'histoire administrative de Languedoc, de 1685-1719, de connaître à *fond* le mécanisme des

budgets modernes ou contemporains, et M. Gachon nous pardonnera notre audace si nous lui adressons humblement la même critique.

Oui, il y avait au commencement du xviii^{me} siècle, une espèce de dicton qu'on finissait par prendre pour un axiome à force de l'entendre rabâcher ! Cet axiome, le voici :

« Nul subside ne peut être levé en Languedoc sans l'approbation des États. »

La formule a varié, mais elle résonne encore à nos oreilles :

« L'impôt doit être voté chaque année par les représentants de la nation. »

Eh bien ! supposons un moment que, le 31 décembre, le budget ne soit pas voté par les Chambres ; il n'y a plus ni percepteur, ni receveur, ni entreposeur ; il n'y a plus de *suppôts du fisc*, mais, d'autre part, la justice s'arrête, les prisons s'ouvrent, les armées de terre et de mer sont licenciées ; car, de quel droit continuerait-on d'exiger les services des gens auxquels on n'a pas garanti la rémunération annuelle de leurs labeurs. L'omnipotence de nos corps élus, en matière budgétaire, ne comporte pas la destruction du corps social, et cela s'applique à toutes les époques comme à tous les régimes.

Ces principes bien posés, revenons à la thèse de M. Gachon.

Il croit que *jusqu'en 1632*, on est en droit de soutenir d'une manière absolue que nul subside ne peut être levé en Languedoc sans l'approbation des États : il en a manifestement trouvé la preuve dans l'histoire du don gratuit.

En 1627, le roi leur demande 800,000 livres ; ils en votent la moitié (p. 160).

En 1628, Condé, général en chef, demande pour l'armée un million ; on n'en vote qu'un tiers (p. 129).

En 1629, Louis XIII attend 1,800,000 francs ; on ne veut rien octroyer (délibération du 11 mai 1629).

Voilà, d'après lui, des faits indéniables, confirmant la tradition.

On serait fort en peine de nous montrer la charte qui a consacré un droit aussi important, sans réticence. Est-ce au moment de la prise de possession du Midi que la royauté l'a reconnu ? Non !

Est-ce sous saint Louis, sous Philippe-le-Bel ? Est-ce en pleine paix ? Quels sont les légistes languedociens qui ont enhardi nos ancêtres à ce point d'en arriver à contester à la royauté le droit de réclamer les ressources dont elle avait besoin pour accomplir sa mission providentielle, l'unité française ?

Il ne servirait à rien de montrer quelque ordonnance obtenue au moment d'une crise comme la guerre de Cent Ans.

M. Monin a interprété dans son vrai sens le vieil adage. Il dit (op. cit., p. 42) :

« Peu importe au gouvernement le mode de perception
« d'un impôt, pourvu qu'il rende ce qu'il en attend. Les
« États ont eu une grande latitude à ce sujet. Très sou-
« vent, ce qui, dans l'institution primitive, était un impôt
« indirect, pour nous servir d'un terme moderne, devient
« un impôt direct ; la réciproque est vraie quelquefois. »

Nous ajoutons que le Languedoc a toujours usé de ce droit de transformation au xv^{me}, au xvi^{me}, au xvii^{me} comme au xviii^{me} siècle ; il y a gagné le faux air d'avoir eu une compétence budgétaire complète.

Quant aux droits du suzerain royal, ils ont été plus ou moins discutés, suivant son degré d'autorité à l'heure où il réclamait une aide pécuniaire ; la Couronne a pris l'habitude de demander toujours plus qu'elle ne comptait obtenir ; elle a escompté les velléités de résistance.

En 1353, la sénéchaussée de Beaucaire s'engage à verser un don gratuit de 24,000 deniers d'or à l'écu, à condition que le roi ne lèvera aucun autre subside durant le cours

de l'année. Cette réserve est, au fond, un aveu ; cependant, n'en doutez pas, le roi ne la tolère que parce qu'il est en lutte avec l'Angleterre ; mais il n'a jamais renoncé à son droit ; l'eût-il voulu, il ne le pouvait pas. Quelles étaient, en effet, les bases de l'impôt ? Le nombre des feux et la taxe par feu. Or, pourrait-on nous citer un seul texte du ^{xiv}^{me} siècle, par lequel le roi, qui avait seul le droit de réviser le tableau du nombre des feux, l'ait délégué aux États ?

Ce qui s'est passé se devine.

Un des facteurs du chiffre de l'impôt (le nombre des feux) était très variable ; il a fallu constamment tâcher d'atténuer les inconvénients de cette base si fragile par des abonnements ou d'autres expédients dont la liste, amalgame de compromis, constitue la vraie histoire de l'impôt royal en Languedoc.

Le difficile est de bien rattacher, les unes aux autres, les transformations de ce nouveau Protée.

Je résume en ces termes mon système :

Jamais, sauf dans des moments où l'action royale était paralysée par la présence de l'ennemi sur le sol français, le quantum de l'impôt n'a appartenu aux États.

VI

Il nous est donc impossible d'être d'accord avec M. Gachon, lorsqu'il s'exprime ainsi (p. 131) : « Leur autonomie financière est évidente, » ce qui supposerait une abdication en faveur des États des droits de la royauté, intervenue postérieurement à la conquête du Midi par les Français du Nord dont on ne nous représente pas le titre. Mais nous nous rapprochons de lui lorsqu'il écrit à la page suivante (p. 132) :

« Les représentants de la province forment encore, « en 1629, un corps investi de pouvoirs réels en matière « de finances ; trop restreintes pour convenir à de véri-

« tables mandataires des intérêts d'un pays, leurs attributions suffisent à montrer en eux autre chose que de simples bureaux administratifs. »

Il est bien évident, par exemple, que lorsque les États décident que les non-valeurs d'un diocèse seront à la charge de ce diocèse seulement, et non de tout le Languedoc, il y a là une attribution législative réelle.

Je reconnais aussi leur compétence presque exclusive en ce qui concerne la répartition et la perception de l'impôt direct, mais avec des réserves importantes.

A l'époque qu'a étudiée M. Gachon, les États, la Cour des Aides, la Chambre des Comptes, le Parlement de Toulouse, tous ont un pouvoir réel à certains points de vue, *en matière de finances*; les États plus que les autres corps; et nous ne saurions trop remercier M. Gachon d'avoir apporté un peu de clarté dans des questions enveloppées jusqu'à lui de tant d'ombres. Les éloges que nous lui donnons sans réticence nous permettront de relever deux petites inexactitudes.

Après avoir indiqué que la répartition a lieu entre les vingt-deux diocèses suivant un tarif immuable depuis 1530, il ajoute : « Les inconvénients de cette routine administrative ont été signalés. La permanence du tarif n'aurait pu cesser que par une réfection des compoix ou des cadastres des communautés, opération longue, difficile, coûteuse. »

Les communes revisaient sous l'ancien régime leurs compoix plus souvent qu'on ne se l'imagine; mais ce qui était matériellement irréalisable, c'était une péréquation de l'impôt des Pyrénées au Rhône.

M. Gachon, dit encore : « Les mutations des propriétés foncières étaient moins nombreuses que de nos jours. »

J'ai peine à le croire. Je suis même prêt à soutenir le contraire.

Encore un mot ; recueillons un aveu précieux de l'auteur (p. 142).

« En 1624, les Réformés n'avaient point payé leur part
« des impositions levées dans la province pendant les
« récentes guerres religieuses. Condamnés par les États,
« ils persistent à refuser pour la plupart leur contribution
« ou mettent à la solder mille longueurs. La Cour des
« Aides leur donne tous les délais qu'ils demandent. »

Enfin, M. Gachon a mis le doigt sur la plaie.

Hélas ! pendant les troubles religieux qui durent depuis 1560, interrompus pendant vingt ans sous Henri IV, que la Province a perdu de ses franchises et de ses libertés !

Les protestants ont cherché à créer un État dans l'État. Les *Cercles* ont nui aux *États*. Le rôle de la royauté était, dès lors, tout tracé. Ainsi que le dit M. le duc d'Aumale, « il ne s'agissait plus de respecter un ensemble
« d'institutions spéciales, servant de garanties tempo-
« raires à la liberté religieuse ; il fallait abattre une orga-
« nisation politique, administrative et militaire, qui fonc-
« tionnait en dehors de la hiérarchie nationale. »

Richelieu s'en chargea. Il rendit service à la France. Voyons, à vol d'oiseau, un coin de son œuvre.

VII

Le session des États commencée le 3 mars 1628, avait été clôturée le 23 juin. Condé, général de l'armée royale, nous l'avons déjà dit, n'avait obtenu que le vote de 360,000 livres, au lieu du million dont il avait besoin. Le 3 août, des lettres-patentes datées du camp de la Rochelle, portaient augmentation du taillon avec ordre aux trésoriers de France établis à Toulouse et à Béziers de répartir immédiatement sur les vingt-deux diocèses cet impôt forcé.

L'année suivante, à l'ouverture de la session, réunis à Béziers, les représentants de Languedoc protestent le 3 mai 1629. Le Roi ne répond pas. Il se prépare à punir Privas révolté :

Enfin aux châtiments il se laisse forcer.
Qui pardonne aisément invite à l'offenser
Et le trop de bonté jette une amorce au crime.
Une juste rigueur doit régner à son tour,
Et qui veut affermir un trône légitime
Doit semer la terreur aussi bien que l'amour.
(CORNEILLE).

Après Privas, Alais.

Rohan a rendu les armes.

La guerre était finie ; Richelieu triomphait. Je ne connais pas dans toute sa correspondance une lettre plus enthousiaste que celle qu'il écrivit à ce moment à Condé :

« Jamais, jamais, il n'a été fait une paix si avantageuse.
« Les protestants l'ont acceptée sous le nom de Grâce ;
« toutes les villes rebelles se sont engagées à raser
« entièrement leurs fortifications ; toutes seront rasées...
« Autrefois on faisait des traités avec les huguenots, maintenant le Roi accorde grâce. Autrefois les chefs du parti
« rebelle avaient des établissements particuliers, maintenant Rohan sort du royaume. »

C'est en ce moment de succès que le grand fondateur de l'unité monarchique vit arriver une députation des États de Languedoc.

Le Roi promet de les délivrer de tous leurs maux , sans entrer dans aucun détail. (22 juin 1629).

Richelieu, son premier ministre de fait, lui avait dicté cette vague réponse, profondément vraie, puisque les guerres religieuses étaient terminées.

Du reste , voici son plan à l'égard des protestants qu'il avait vaincus :

Il recommande à Le Mazuyer, le 1^{er} juillet 1629 « de

« gagner le cœur de ces esprits dévoyés, par de bons traitements, pourvu qu'ils exécutent fidèlement la paix. Je vous prie, dit-il, d'y tenir la main et d'empêcher qu'ils ne reçoivent des vexations indues dans l'obéissance en laquelle ils se mettent. »

Grâce aux humbles ! Guerre aux fiers ! Il importait cependant d'empêcher toute tentative de rébellion de la part de quelques ennemis irréconciliables.

Le 15 juillet, les agents du Roi firent savoir aux Etats que le gouvernement avait besoin de 5 à 600,000 livres que coûterait l'entretien de l'armée qu'on avait résolu de laisser en Languedoc pour l'exécution de la paix.

Trois jours après, Richelieu arriva à Montpellier. Il était porteur de deux édits. Par le premier, le Roi accaparait la confection des rôles et créait un bureau ou siège d'élection dans chacun des vingt-deux diocèses de la province ; les élus, c'est à dire des *commis royaux*, devaient fixer la part de chaque communauté dans les impositions.

Par le second, le Roi unissait les deux cours financières de Languedoc : la Cour des Aides et la Cour des Comptes.

Les États refusèrent de vérifier ces deux édits.

A l'égard du premier, ils motivèrent ainsi, le 1^{er} août, leur délibération : « L'assemblée, voyant certainement que « l'établissement des élus dans la province anéantit toutes « ses franchises et libertés, charge la députation nommée « pour porter à la Cour le cahier de ses doléances, de « presser son départ et d'obtenir du Roi la révocation de « l'édit. »

Le lendemain, des lettres de cachet du roi, datées de Nîmes, et du 14 juillet, leur enjoignent de se séparer. Ainsi, Richelieu s'était attendu à ce coup de tête, et avant de quitter le roi, il s'était fait donner un blanc-seing.

La portée du second édit est très perceptible : c'est une revanche tardive du cardinal ; il a voulu amoindrir la com-

pétence financière du parlement de Toulouse, qui, en 1627, a combattu les décrets royaux accroissant le nombre des trésoriers de France et augmentant le prix du sel.

Le but poursuivi par Richelieu, dans le premier édit, s'aperçoit aussi aisément. La situation budgétaire de toutes les communes était déplorable. Les syndics vont même jusqu'à reconnaître « que les paroisses doivent beaucoup plus que ne vaut la propriété de leurs fonds. » (M. Gachon, p. 215).

Les deux édits convergent au même but : ramener l'ordre dans les finances communales. C'est urgent.

« La plupart des communautés sont obérées, dit « M. Gachon, moins par les défauts de leur administration que par le malheur des temps. » (p. 203).

Les États le reconnaissent, mais n'y peuvent remédier.

« L'assemblée des députés languedociens était trop « éloignée par ses origines, sa composition, ses règles « de procédure traditionnelle, des misères et des besoins locaux (M. Gachon, p. 208).

Voilà un nouvel aveu de l'auteur dont nous saurons tirer parti. Si la situation est telle, c'est à la Royauté qu'il appartient de rechercher son amélioration. L'impuissance des États justifie les essais du cardinal ; il eut pu être mieux inspiré dans ses projets, sans doute.

VIII

On est en effet d'accord pour reprocher quelques erreurs, dans ses plans réformateurs, à Richelieu, en tant que financier. C'était son point faible, et il en convenait, dit-on. Il avait dû pourtant bien peser le pour et le contre avant de lancer ces deux édits.

La royauté établissant les Élus, on dirait, à voir l'émotion des États, que c'est le summum de la tyrannie.

Au lieu de se débattre, d'écumer de rage, de s'entêter à contrecarrer le grand ministre, pourquoi ne cherchaient-ils pas dans leurs archives la voie qu'ils avaient jadis employée pour se tirer d'aussi mauvais pas ? En 1519, en 1554, il a été question d'établir les Élus ; tout s'est réduit à financer. En 1519, on n'a même pas payé trop cher le retrait de la mesure : 68,000 livres.

Ah ! les représentants de Languedoc comprennent qu'il ne s'agit pas cette fois d'un simple épouvantail pour les amener à desserrer les cordons de leur bourse.

En tout cas, il est urgent pour eux de s'emparer de l'opinion publique, de l'exaspérer en exagérant ce que va coûter le nouveau système. Ils n'y manquent pas. Le recouvrement de l'impôt montera désormais 26 ou 28 % ; c'est imprimé, répandu à profusion. La population ne s'émeut pas assez vite ; le parlement toulousain vient à la rescousse ; ses propres intérêts sont lésés, nous l'avons dit, par l'union des deux Cours financières pourvues du contentieux domanial et de la vérification des comptes communaux.

Enfin, quelques résistances locales sont provoquées par les émissaires du pays. La municipalité de Nîmes refuse d'assister à l'installation des Élus (p. 219).

Malheur aux opportunistes qui inclinent à entamer quelques négociations avec le Roi. Les intransigeants les dénoncent comme traitres à la patrie ; mais ils ont beau crier que le Roi doit capituler sans condition ; le grand public est pour la paix, pour l'entente, d'autant que Louis XIIIa, dans son conseil, des agents sages et conciliants.

Le 20 septembre 1631, on jetait les bases d'une transaction très acceptable.

La Province rembourserait le banquier qui avait traité avec le Roi et acheté en bloc toutes les places d'élus ; avec *quatre millions*, celui-ci se déclarait suffisamment indemnisé du bénéfice qu'il avait espéré faire sur la revente au détail de toutes ces charges d'élus, de percepteurs.

La vanité languedocienne était sauve : le droit de réunion était rendu aux États ; leur compétence budgétaire seule était amoindrie, car Richelieu ne reculait pas, et il y avait quelques clauses à demi-secrètes où les élus reparaissaient sous une autre forme :

1° Le budget provincial ne devra comprendre que des impositions approuvées par le roi ;

2° Dans chaque diocèse , des agents royaux seront désormais chargés de l'assiette et de la répartition de l'impôt ; leurs gages ne dépasseront pas 20,000 livres.

Au fond, un amendement important avait été accepté ; le mot d'*élus* était rayé , et l'arrangement proposé constituait une économie d'argent.

Sans doute, de l'autre côté du Rhône, en Provence, en Dauphiné, on avait peut-être accommodé avec le roi dans de meilleures conditions. Au milieu des crises qui se succédaient depuis deux ans, des grands orages de la Cour, Richelieu avait été parfois obligé de biaiser. Il lui importait aussi de ménager une population si rapprochée de l'Italie , une frontière par laquelle il serait peut-être un jour obligé de s'enfuir.

Mais, dans le Languedoc , servi par deux agents remarquables , Robert Miron , ancien président du tiers-ordre aux États Généraux de 1614, et Le Camus d'Hemery, futur surintendant des finances , il savait très bien ce qu'il pouvait exiger sans rien compromettre.

Il fallait cependant que les États ratifiassent le traité. Convoqués d'abord pour le 7 novembre , les États ne se réunirent que le 12 décembre 1631. Miron couvrit de fleurs les représentants ; venant à parler des mesures nouvelles, il n'y vit que la manifestation de la volonté du roi de protéger les faibles , opprimés sous le joug des puissants , dans les fréquentes impositions qui se faisaient sans l'aveu du roi, sans ses lettres patentes.

La commission chargée d'examiner ce bloc enfariné n'avait pas encore déposé son rapport le 17 avril 1632.

Évêques et barons prenaient des congés pour ne pas se prononcer. De qui se moquait-on ? Du Roi.

Il enjoignit aux trésoriers de France d'agir comme si l'édit de Vandœuvre était déjà voté ; et l'on se mit à expédier les rôles d'imposition.

Stupéfaits, les États lancent une circulaire aux évêques et aux barons absents pour les engager à repousser provisoirement dans leurs diocèses toute tentative des agents du fisc (4 mai 1632).

Quand quelqu'un crie de ne pas payer l'impôt, il a chance de trouver des échos. Quelques villes applaudirent les opposants ; l'action des agents du trésor fut ainsi suspendue.

Ah ! si Richelieu eut été complètement libre, on eut senti passer sa colère ; mais, malheureusement, Richelieu luttait à la Cour contre un adversaire dangereux de sa politique, contre une partie de la famille royale.

IX

Gaston d'Orléans, en révolte contre son frère, le Roi de France, entre dans le Languedoc. Le 22 juillet 1632, les États unissent inséparablement leurs intérêts aux siens, et font détruire les pages des registres contenant *les ruses* dont s'est servi, depuis dix mois, envers eux, d'Hemery.

Le gouverneur lui-même a pris les armes. Quel est le moment précis où il a trahi son roi ? Quels sont les fous qui ont influencé sa conduite ? Les archives des Condé à Chantilly nous permettront peut-être de savoir un peu en détail toutes les intrigues de l'époque.

A la Cour, on était inquiet. Les protestants profiteraient-ils de l'occasion pour reconquérir leur autonomie ? Ils ne le pouvaient pas.

« A Nîmes, dit M. Gachon, ils se montrèrent aussi fer-

« mes dans leur fidélité au roi que le conseil de ville.
« L'exemple et les instances du Consistoire nimois main-
« tenaient dans le devoir les Cévennes et les grandes
« communautés protestantes d'Uzès, Alais, Sauve, le Vigan,
« Anduze, etc..., etc... »

Le renvoi aux preuves de Ménard ne nous a pas satisfait ; nous eussions souhaité que M. Gachon explorât à fond les archives consistoriales de Nîmes.

De Nesmond écrit de Montpellier au prince de Condé, le 30 septembre 1632 (*Histoire des princes de Condé*, par le duc d'Aumale, t. III, p. 543) :

« Les huguenots n'ont pas été si fidèles qu'on disait.
« Ils avaient déjà fait des fortifications dans leurs villes,
« et ceux de *Nîmes particulièrement*, quatre ou cinq bas-
« tions, sous prétexte de s'opposer à Monsieur ; mais s'ils
« eussent vu le parti avantageux, ils s'y fussent rangés ;
« tout cela se démolira. Le Roi part après-demain pour
« aller tenir les États à Béziers. »

Les notes que nous avons recueillies à la mairie d'Alais sont encore plus convaincantes.

Le 7 août, Alais se déclarait pour la révolte.

Bien que le premier consul catholique, Noël Donzel, seigneur de Chantaruéjols, eut embrassé le parti de Montmorency, les protestants installèrent à sa place Elzias Fornier, un ancien du Consistoire ; au 30 septembre, cette municipalité implora son pardon. Il y avait déjà vingt jours que Montmorency était prisonnier.

Le 4 octobre, on pendit, à Alais, le pasteur Isaïe Desmarts qui avait été l'âme de la révolte.

Gaston impuni !

Montmorency décapité !

L'évêque de Nîmes, Claude de Saint-Bonnet de Thoiras, admis à la retraite, alors que le pasteur protestant était pendu devant sa femme et son fils !....

Il nous reste à conclure.

Chaque révolte locale a aidé le pouvoir central à restreindre l'autonomie provinciale. La rébellion du gouverneur, des évêques et des barons, fournit à Richelieu l'occasion d'exécuter plus rapidement et plus sûrement ses plans ; mais le coup de grâce avait été donné aux franchises de Languedoc en 1629.

Le procès était gagné en 1629. Il n'y avait plus d'obstacle à la souveraineté absolue du Roi.

L'édit de Bézier fut, ce qu'on appelle au palais, la formule exécutoire ajoutée à l'arrêt définitif, l'acte de signification de l'arrêt de 1629.

On le voit, la thèse de M. Gachon a sa place marquée dans la bibliothèque de quiconque s'intéresse à l'histoire de Languedoc, et nous n'avons eu qu'un désir, c'est de vous la signaler.

Dieu fasse que le nouveau professeur de la chaire d'histoire, l'héritier de M. Germain, à la Faculté des lettres de Montpellier, nous procure souvent le plaisir de vous entretenir de son pays, de notre cher Languedoc.

Achille BARDON.

LE MISTRAL

Au vent majestueux qui passe sur nos têtes,
Comme un souffle de Dieu toujours pur et vibrant !
Au Mistral dont les flancs tressaillent de tempêtes,
Dont l'haleine est féconde, et l'arôme enivrant !!!

I

C'est un roi : sur son front le firmament déploie
Sans nuage et sans ombre un azur éternel,
Il vole, et devant lui tout s'incline et tout ploie :
L'orgueil du peuplier, le chêne solennel,
Le cyprès qui gémit et le pin qui soupire.
Si hauts que soient les monts, il est plus haut encore ;
Le coteau pour payer tribut à son empire
Lui prodigue en passant les fleurs du genêt d'or ;
L'arôme exquis du thym, l'encens de la lavande,
Et les parfums légers des liserons ouverts,
Et les feuilles d'argent qui neigent de l'amande,
Et l'austère senteur des romarins amers.

C'est un fort ; d'un regard il chasse les nuages
Comme un troupeau géant que la terreur poursuit ;
Les orages hargneux, tels que des chiens sauvages
Déchirés par le fouet, s'éloignent devant lui.
Il est frère du souffle infernal qui dévore
Le nom des habitants des sables enflammés ;
Du vent auquel l'Atlas fait un écho sonore
Avec la grande voix des lions affamés !

Frère du vent qui passe avec des cris étranges
Sur les sommets blottis dans leurs manteaux glacés,
Et du vent que jadis déchaînaient les archanges
Au Liban, sur le front des cèdres hérissés ;
Du vent dont les fureurs jettent comme un blasphème
L'écume des flots noirs, au ciel plus noir encor,
Et du vent que souffla le Tout-Puissant lui-même
Sur le Cénacle saint, lorsqu'il donna l'essor
A ses aigles, au vol royal, à l'aile agile,
Dont les serres portaient au monde l'évangile !

C'est une âme ! Écoutez dans son rythme puissant
Tout ce qu'il harmonise, à flots, de mélodie !
Il chante mieux que nous l'humaine rapsodie,
Mieux que nos voix, sa voix nous en redit l'accent.
Est-il dans les combats de clameurs plus sauvages ?
Mêlons-nous, plus plaintifs, les sanglots à nos pleurs
Que lui, lorsqu'il suspend aux arbres des rivages
Sa harpe désolée et redit nos douleurs ?
La nuit quand il franchit les murs des champs funèbres.
Il les attriste encore de ses accents plaintifs,
Comme un chien resté seul hurle dans les ténèbres !
Il ravit en passant les murmures furtifs
Des sources et des nids ; il hue au frontispice
Des temples de l'argent la fureur des humains ;
Il siffle les cités où triomphe le vice,
Tandis qu'aux flancs du bronze élevé par nos mains
Pour conserver leur taille aux hommes de l'histoire
Il passe en frémissant et trompette leur gloire !

C'est notre ami ! malgré ses rafales d'hiver
Qui nous glacent les os, et ses fureurs atroces
Qui dessèchent le sol et font rugir la mer,
Nous savons qu'il est bon — comme tous les colosses —.
Que de fois plus léger que des ailes d'oiseau
Et murmurant d'amour, il vint dans notre enfance
Balancer, comme un nid, le fragile berceau
Où, dans les rêves bleus, dormait notre innocence !

Que de fois sa rigueur moins clément engourdit
Nos corps, pour nous jeter frissonnants et plus roses
Dans le sein maternel que l'amour attiédit !
Que de fois, à travers les fenêtres bien closes,
Il nous fit des tableaux gais et réjouissants,
Ce lutin, grâce auquel tout s'agite, s'envole,
Et de la feuille sèche au chapeau des passants,
Danse en tourbillonnant la grande farandole !
Écoliers, nous avions avec lui plus d'élans
Aux heures du loisir trop courtes et trop rares,
Il donnait un essor superbe aux cerfs-volants,
Et nous faisait courir plus endiablés aux barres !
Ainsi jusqu'à seize ans, il fut de tous nos jeux,
Et tandis que passait sa bienfaisante haleine
Comme une main amie à travers nos cheveux,
Il nous fit un sang pur, une poitrine saine,
Un cœur viril, un œil brillant, des bras nerveux.

Aussi nous l'aimons tous, nous, fils de la Provence,
Avec notre mer bleue et nos champs parfumés,
Notre ciel transparent et nos soirs de silence
Et l'été nos longs jours de soleil enflammés !
Même quand son courroux consterne la nature,
Lui ne souffle jamais aucun malheur sur nous,
Et s'il brise le chêne à la haute stature,
Pour nous, roseaux amis, ses ouragans sont doux !

II

Il passe à travers la broussaille
Ou dans les pins de haute taille
Comme une charge de mitraille
Aux flancs broyés d'une bataille ;
Et dans la forêt qu'il fouaille,
Tout se tord, gémit et tressaille ;
Terre, graviers, branches, rocaille,
Tout s'envole comme la paille !

**Mais l'infatigable grimpeur
 Qui se courbature et grelotte
 Dans l'agachon qui le cahotte
 Nargue le Ciel et n'a pas peur !
 Vive ce temps ! des hécatombes
 De blancs ramiers et de palombes
 Prenant la route de l'exil,
 Viendront s'offrir à son fusil.**

*
* *

**Comme une tempête infernale,
 Il lâche, immense, sa rafale
 Sur la Camargue qui s'étale :
 Alors elle n'a ni cavale ,
 Ni taureau piqué qui s'emballe
 Dont la course insensée égale
 L'allure ardente et colossale
 Du Mistral ivre qui dévale !**

**Alors au dédale trompeur
 Des grands chemins et des coursières,
 Où tourbillonnent les poussières,
 Le gai touriste n'a pas peur !
 Ce torrent d'air qui fouette, active
 Son pied lesté et sa marche vive,
 Met au cœur, comme au ciel plus pur,
 L'entrain, la jeunesse et l'azur.**

*
* *

**Comme une haleine de banquise,
 Aiguë et sifflante, sa bise
 Prise de fureur, dévalise
 Les toits de la ville surprise ;**

Il gronde aux foyers qu'il attise,
Il tempête aux portes qu'il brise,
Et sa voix aux clochers d'église
En clameurs d'enfer se divise !

Mais il n'est alors ni stupeur,
Ni tristesse au cœur de personne :
Même le pauvre qui frissonne
De son âpreté n'a pas peur !
Il sait qu'en notre bonne ville,
A tout malheur s'ouvre un asile,
Et que pour lui, lorsqu'il a froid,
Aucun foyer n'est trop étroit.

*
* *

Large et grondant comme il s'écroule
Sur la mer à la vaste houle !
Comme il la mord, comme il s'y roule !
La crête des vagues s'enroule ,
Lutte, écume, bondit et croule
En cataracte qui s'écoule :
Et la panique est dans la foule
Des flots éperdus qu'il refoule !

Sur la tartane ou le vapeur,
L'agrès siffle, la voile claque ,
La vergue grince et le mât craque.
Mais les matelots n'ont pas peur !
Car à la Vierge de la Garde
Qui les protège et les regarde,
Ils iront sitôt revenus ,
Porter un cierge, les pieds nus.

III

Oh ! laissez donc passer son haleine féconde ,
Et n'en maudissez pas la farouche vigueur !
Sous notre Ciel béni, si le génie abonde,
Si les cœurs sont ardents, si jamais la langueur

N'endormit nos élans dans le sommeil du lâche,
 Si tout vibre chez nous, et si nous apportons
 Plus d'entrain au plaisir et de force à la tâche,
 C'est que tous de son souffle, ivres, nous palpitons !
 Il est le grand semeur qui jette aux flancs arides
 De nos monts calcinés les germes fécondants,
 Et qui verse à torrents dans nos âmes splendides
 L'éclair de la pensée et les essors ardents !
 A l'heure où le clairon des batailles qui sonne ,
 Fait un strident appel au glaive des vainqueurs,
 Lui, haletant de gloire , il accourt et frissonne
 Dans les replis émus des drapeaux et des cœurs.
 C'est lui qui donne encor aux hommes de parole
 De magiques pouvoirs : quel Dieu fait mieux jaillir
 De leur chaude poitrine et l'accent qui s'envole
 Et ce vibrant éclat qu'on y sent tressaillir !
 Avec son harmonie et son puissant délire,
 Il est à la fois père et roi des inspirés :
 Il sacre le poète , il fait vibrer sa lyre
 Et verse sur son front les hymnes enivrés ;
 Puis quand le plus aimé de ses fils se révèle
 Digne, en ses chants émus , d'égaler le renom
 Des poètes d'antan, il le prend sur son aile ,
 Le baptise, l'enflamme et lui donne son nom !

IV

Oh ! souffle donc toujours au front de la Provence
 Où tout vit, grand Mistral, de ton haleine immense !
 Souffle, avec tes parfums, la force et la santé,
 Souffle l'enthousiasme et la fécondité !
 A tout noble foyer, allume toute flamme ,
 Toujours vivant et pur, ô Mistral, soit notre âme !

L'abbé Henry BOLO.

UN MYSTÈRE EN BELGIQUE

On s'occupe beaucoup, depuis quelques années, du théâtre chrétien du moyen âge. Les *Mystères*, si légèrement traités par Boileau et si dédaignés par l'ancienne critique, sont maintenant étudiés à fond par les professeurs de la Sorbonne ou de l'École des Chartes. Désormais, le drame chrétien est en honneur dans le monde littéraire; d'aucuns même prétendent qu'il l'est trop. Mais il est un point sur lequel admirateurs et détracteurs — sauf pourtant quelques exceptions, chaque jour, plus nombreuses, — semblent tomber d'accord. A les entendre, l'interprétation des *Mystères* était par trop primitive, et il fallait, pour s'y plaire, non pas seulement une foi très vive, mais encore une assez forte dose de naïveté et de patience. Rien n'est moins prouvé. Voudrait-on admettre *a priori* que de nos jours encore, une de ces représentations attire des milliers de spectateurs, en grande partie hommes d'affaires ou de plaisir? C'est bien là, pourtant, ce qui a lieu, chaque année, à quelques kilomètres de la frontière française, dans la petite ville de Furnes, en Belgique. Il n'y a pas longtemps, les journaux de Paris ont fait grand bruit autour d'une *Passion*, jouée dans une petite ville de l'Allemagne du Sud. Je viens entretenir les lecteurs d'une fête analogue. Les admirateurs de la littérature du moyen âge y trouveront un argument de plus en faveur de leur thèse favorite, et les simples curieux ne seront peut-être pas fâchés de connaître une cérémonie dont nos processions d'autrefois ne pouvaient guère donner l'idée.

Les fêtes de Furnes ont une origine très ancienne.

En 1650, deux soldats, Mannaert et Mathurin le Jeune profanèrent les saintes Hosties, dans le but de se procurer je ne sais quelle poudre mystérieuse.

Les habitants de Furnes promirent de faire réparation au Saint-Sacrement par une procession annuelle, et ils ont tenu leur promesse jusqu'à aujourd'hui. L'année dernière encore, les fêtes ont eu lieu avec éclat, au milieu d'un immense concours de curieux et de pèlerins. On était venu des plages d'Ostende et de Blakemberghe, de Bruges, de Gand, de Dunkerque, de Douai et de Lille. Les chemins de fer belges, pourtant bien organisés, n'ont pu suffire à leur tâche, et malgré d'interminables trains supplémentaires, bon nombre d'étrangers ont dû coucher à Furnes.

La cérémonie était présidée par le coadjuteur de l'archevêque de Malines, Mgr Van den Branden de Reeth, évêque d'Eryclée. Immédiatement après une première bénédiction du Saint-Sacrement, Sa Grandeur prend place sur une estrade d'honneur, dressée au milieu de la place publique, et la cérémonie commence. Des gendarmes à cheval, coiffés du vieux casque premier empire, ouvrent la marche. Viennent ensuite diverses confréries, et des groupes représentant les personnages de l'Ancien-Testament : Abraham porte du bois pour un sacrifice, et le petit Isaac l'interroge sur le but de leur marche. Moïse élève au milieu du peuple son serpent d'airain, et chaque prophète défile en récitant un monologue. Jérémie psalmodie ses tristes prédictions, tandis qu'Isaïe décrit avec enthousiasme les splendeurs de l'époque messianique. Tous ces personnages sont parfaitement naturels ; ils ont le ton juste et la voix aisée : ni embarras, ni procédés de métier, ni exagération théâtrale. Chose admirable pour des Français, on ne remarque pas de sourire dans l'assistance. Grâce à Dieu, le souffle de Voltaire n'est pas encore passé par là, et on conserve une foi robuste et grave dans les villages de la vieille Flandre.

Entre ces divers personnages de l'Ancien-Testament, marchent de jeunes anges. Vous connaissez tous, chers lecteurs, quelque chef-d'œuvre de l'école flamande. Eh bien ! les anges de la procession de Furnes représentaient les originaux de ces célèbres peintures. Les uns avaient les attitudes naïves et recueillies qu'on voit dans certains tableaux de Crayer et de Van Ooste ; d'autres étaient joufflus et éclatants de couleur, comme les anges de Rubens ; chez quelques uns, on remarquait la suavité idéale et mystique des beaux portraits de Memling. Leur costume avait été choisi avec beaucoup de goût. Il se composait d'une robe de laine blanche serrée aux reins par une ceinture pourpre et bordée d'une frange de même couleur. Un bâton surmonté d'une croix et d'une oriflamme leur servait d'appui pendant cette longue cérémonie.

Leur rôle, dans la procession de Furnes, consistait à expliquer le symbolisme du groupe qu'ils précédaient. Par exemple, celui qui annonçait l'*Ecce homo* s'exprimait de la sorte : « Voyez comment ce Dieu, qui donna la sagesse à Salomon, est bafoué et, comme fou, exposé à la risée et aux injurieuses moqueries du peuple juif. Voyez comment Hérode lui a fait mettre la robe blanche. » — Et l'ange, est-il ajouté dans le programme de la fête, déplore l'aveuglement des hommes qui osent se moquer de leur Dieu.

Un autre ange précédait la *Pietà*, représentée par une femme vêtue de noir, qui s'avancait lentement entre deux vierges. « Pouvez-vous, disait l'ange en la désignant, rester insensible devant ce tableau ? Voyez la douleur que cette mère éprouve : « Ce ne sont ni Pilate, ni Caïphe qui ont fait mourir le Christ ; ce sont vos crimes, ô pécheurs ! »

N'y a-t-il pas là quelque chose de l'émotion simple mais profonde et pénétrante du *Stabat* ?

De même dans ces paroles d'un autre ange précédant la

croix sur laquelle étaient inscrits les derniers mots du Christ : « Voici, dit-il, les leçons que Jésus nous
 « a données : la première, c'est que vous devez, à son
 « exemple, pardonner les offenses ; la seconde, c'est de ne
 « jamais désespérer de la bonté de Dieu ; la troisième,
 « c'est de vous en rapporter au Tout-Puissant pour le
 « soulagement de vos souffrances ; la quatrième c'est que
 « saint Jean sera la consolation de votre vie ; la cinquième,
 « la soif et la faim des souffrances, pour que vous puis-
 « siez jouir à jamais du bienheureux séjour ; la sixième,
 « que pour obtenir les Cieux, il faut suivre la volonté de
 « votre Père ; la dernière, qu'il faut remettre votre vie et
 « votre âme comme le Christ entre les mains du Père. »

On comprendra qu'il n'est pas possible de décrire ici tous les groupes dont se composait la procession ; il suffira de donner une idée des principaux.

Voici, par exemple, l'étable de Bethléem. Cette étable est une maisonnette couverte de chaume et trainée à bras par des Pénitents. Les roues sont soigneusement cachées par des tentures qui simulent le prolongement des murs de la Chaumière. Sur le devant, six anges, ceux-ci en blanc et en bleu, chantent sur un ton monotone et doux le *Gloria in excelsis Deo*. Probablement quelque vieille mélodie conservée depuis l'origine de la procession. A travers la porte et la fenêtre de la chaumière, on voit la Vierge assise près de la crèche ; elle porte la guimpe blanche et le manteau aux longs plis, telle qu'elle apparaît, dans le crucifiement de Vandick. Près d'elle, saint Joseph pensif veille sur le divin Enfant.

Arrivée devant l'estrade où siégeait Mgr Van den Branden, la chaumière ambulante s'arrête et le chant des anges cesse. Alors se présentent de jeunes bergers au costume pittoresque qui demandent à voir l'Enfant nouveau-né. Mais saint Joseph ne veut pas : « Non,

« dit-il , le saint Enfant repose et ce serait mal de l'arracher au sommeil. » Mais les bergers insistent ; ils viennent de la part des anges, à travers la nuit glacée, rendre hommage au Dieu fait homme. Saint Joseph cède et chaque berger s'agenouillant devant la crèche adresse une prière au saint Enfant Jésus. Est-ce timidité ? Est-ce sincérité d'attendrissement ? Un de ces jeunes bergers hésite, et sa voix qui tremble ressemble à un murmure caressant.

Après les bergers, les mages. Ceux-là ne tremblent pas, tant s'en faut. Ils sont tous grands, revêtus de robes éclatantes et suivis de pages qui portent l'or, l'encens et la myrrhe. Deux de ces mages ont la couleur jaune des races asiatiques, le troisième est un nègre. Ils tachent de gagner saint Joseph, toujours difficile pour les étrangers. Mais cette fois, s'il hésite, c'est par crainte d'Hérode. Il finit cependant par céder, et les mages présentent longuement leurs vœux au Roi des Juifs.

Hérode passe avec sa Cour. Il exprime les craintes que lui inspire la naissance du Christ, et il ordonne à ses ministres de faire mourir tous les enfants au-dessous de deux ans. Aussitôt on voit les ministres se précipiter à la recherche du Christ. Ils trouvent un brave laboureur dans un champ et lui demandent s'il n'a pas vu passer un vieillard, une femme et un enfant se dirigeant du côté de l'Égypte. « J'ai parfaitement vu, répond le laboureur, les personnes que vous me dites, mais nous étions alors à l'époque des semailles et comme vous le voyez nous sommes en train de moissonner. » Hérode à qui on vient de rapporter ce renseignement secoue la tête et s'éloigne.

Une pareille scène, il faut bien l'avouer, ne suppose pas chez son naïf inventeur, une grande science dramatique. Mais il en est un peu de l'art de grouper les personnages, au théâtre, comme en peinture. Certains tableaux

célèbres du moyen âge, où les lois de la perspective sont déplorablement traitées, ne laissent pas d'être beaucoup admirés pour l'expression des physionomies.

Pourquoi, dans notre cas, le charme et la naïveté des sentiments ne feraient-ils pas pardonner les imperfections de la mise en scène ?

— Non loin d'Hérode, de jeunes vierges portent sur des coussins en velours les bijoux de Madeleine ; celle à qui il a été beaucoup pardonné, paraît entourée de Vierges. Pleurante et vêtue de noir au milieu des robes blanches des jeunes filles, elle semble l'image du repentir devant lequel s'incline l'innocence....

Un beau groupe que le triomphe du Saint-Sacrement ! Un ange debout sur un tertre tient un ostensor entre ses mains, d'autres anges à genoux et les ailes déployées adorent le Dieu trois fois saint. C'est tout à fait ce qu'on appelle un tableau vivant.

Et à ce propos, qu'on veuille se souvenir de certains sujets absurdes ou inconvenants choisis pour ces sortes de tableaux dans quelques-uns des salons parisiens. Je me figure un savant du ^{xxii}^e ou du ^{xxiii}^e siècle faisant des études sur les représentations dramatiques de nos jours. Il compulsera les journaux mondains, et il trouvera que dans telle soirée du *hig-life* Monsieur X..., et Monsieur Z..., ont obtenu un immense succès, l'un comme clown, l'autre comme cocher de fiacre. Si ce savant a la main un tant soit peu heureuse, il constatera des transformations moins nobles encore, ou même pas du tout humaines (1). D'autre part, ce même savant lira les dialogues simples et grands que de braves villageois de Furnes échangeaient chaque année à leur procession annuelle. De bonne foi, s'il établit une comparaison, même purement esthétique, en faveur de qui pourra-t-elle bien se faire ?

(1) Voir, pour plus de détails, dans les ouvrages compétents, l'histoire du « bal des bêtes. »

Mais revenons à notre défilé. Vous voyez Judas avec sa bourse, Pierre pleurant sa faute , et enfin Jésus lui-même couronné d'épines : « Venez, dit un ange, venez contempler non pas Salomon dans sa gloire, mais le Christ dans son humiliation. Il porte une couronne non pas de diamants, mais d'épines qui le blessent. Le Sauveur souffre tout cela pour vous servir d'exemple, ô hommes orgueilleux, qui méprisez votre semblable. » Jésus s'avance au milieu de ses ennemis et tombe lourdement sur le pavé. Au même instant, les soldats romains font entendre avec des cornes de bœuf un mugissement sourd , prolongé et horriblement triste.

— Le crucifiement n'a pas eu lieu, comme beaucoup de spectateurs s'y attendaient. On s'est contenté de porter un grand Christ , sans doute parce que l'arrêt nécessaire pour le crucifiement eût trop retardé la procession ; mais aucun des saints personnages que l'Évangile nous montre autour de la croix de Jésus n'était oublié. Sainte Véronique, saint Jean , la sainte Vierge exprimaient tour à tour leur douleur , chacun conformément à son caractère. A leur suite, des Pénitents et des Pénitentes portaient les instruments du supplice de N.-S. Jésus-Christ , depuis la lance jusqu'aux clous et à l'éponge.

Le saint Sépulcre était trainé par des chevaux. De petites vierges en deuil pleuraient , penchées à l'intérieur du tombeau. « Voyait , disait l'une d'elles, Dieu , maître de l'univers, est couché dans ce cercueil ; c'est son amour pour vous, ô hommes , qui l'a conduit là ; songez donc bien à ce qu'il a dû souffrir, et pleurez vos péchés. »

Enfin, comme un royal couronnement, à cette longue suite de figurants, on voyait s'avancer des personnages historiques : Constantin, Robert de Jérusalem , Charles-le-Bon , la comtesse Gertrude et sa fille , dont la mémoire est restée chère aux Flamands. Les princes chevauchaient en tête de nombreuses escortes , et des dames d'atour en grand

nombre suivaient les princesses que signalaient à l'attention générale leur couronne et leur manteau royal.

Le défilé de ces divers groupes a duré plus de trois heures, grande preuve de la sincérité des figurants. Ils marchaient pieds nus et la tête découverte, sous le soleil ardent du mois d'août. Les uns traînaient des chars, les autres portaient à bras tendus de lourdes planches, sur lesquelles étaient gravées les inscriptions. Les anges eux-mêmes, à qui malgré la vraisemblance et la poésie, on avait permis des sandales, les pauvres petits anges paraissaient très fatigués à la fin de la cérémonie. La conviction seule peut inspirer de pareilles mortifications, et c'est précisément cette conviction qui donnait tant d'attraits, de charme à la fête.

Une dernière remarque à faire, en terminant. Les rues n'étaient pas décorées du tout sur le passage de la procession. Pas d'oriflammes, pas de tentures, pas de feuillage; rien n'indiquait d'avance aux étrangers l'itinéraire à suivre. On se souvient des fleurs, des lumières, des arcs de triomphe qui donnaient tant d'éclat à nos processions nimoises. En Belgique, on ne connaît rien de tout cela. Telles quelles, cependant, ces processions sont fort belles. Puissent-elles durer longtemps, et s'il est permis de faire un retour sur notre cher pays, puissent les nôtres se dérouler bientôt sur nos boulevards.

Elles n'auraient pas le charme naïf des mystères flamands, mais elles offriraient un autre genre de beauté : tandis qu'au Nord, les hommes seuls, « avec leurs cœurs et leurs voix, et leurs œuvres, célébreraient la solennité sacrée, » au Midi, la nature elle-même s'associerait à ces actions de grâces et chanterait son hymne en l'honneur de Jésus-Hostie.

C. DELFOUR.

CAUSERIES ET NOUVELLES

Après avoir présenté nos respectueux hommages aux lecteurs de la *Revue du Midi*, et sollicité leur bienveillance en faveur de nos débuts, nous leur annonçons qu'à l'avenir, et sous le titre ci-dessus, nous les entretiendrons des principaux événements du mois.

*
**

Les nouvelles et les dépêches venues de Rome nous ont fait connaître les fêtes qui ont clôturé le jubilé de Léon XIII, le 31 décembre dernier. Ce jour-là, vers trois heures de l'après-midi, le Pape, escorté de toute la Cour pontificale, des cardinaux et du Chapitre de Saint-Pierre, a fait son entrée dans la basilique, mitre en tête et porté sur la *Sedia gestatoria*. L'enthousiasme était indescriptible parmi la foule ; les applaudissements et les vivats n'ont pas discontinué. D'une voix ferme et sonore, Léon XIII a entonné le *Te Deum*, alternativement chanté par la maîtrise et par le peuple. Après le chant du *Tantum ergo* Il a récité l'oraison et a ensuite, du haut de l'autel, donné la bénédiction du Saint-Sacrement. A ce moment les trompettes d'argent, retentissant sous la coupole, produisaient un effet merveilleux.

Le Saint-Père est remonté ensuite sur la *Sedia*, et pendant qu'il retournait au Vatican, toujours précédé et suivi du même cortège, de chaleureuses acclamations l'ont salué de nouveau.

Tout le corps diplomatique ainsi que la noblesse romaine assistait à la cérémonie.

Léon XIII a, dans un passage de sa réponse à l'adresse du Sacré-Collège, le 24 décembre, protesté de nouveau

contre la situation qui lui est faite par le gouvernement italien. Voici ce passage :

« Les bienfaits singuliers dont le Seigneur a daigné
« Nous combler pendant le cours de cette année Nous font
« sentir impérieusement le besoin de rendre à la bonté
« divine, au déclin de l'année jubilaire, Nos actions de
« grâces les plus vives et les plus pieuses... »

» Mais, pendant qu'il a plu au Seigneur de Nous consoler et de Nous reconforter abondamment, il ne lui a pas également plu, dans ses mystérieux desseins, d'alléger et de rendre moins dure Notre condition; il a même permis qu'elle vint à s'aggraver.

« Tout le monde voit ce qu'elle est et à quelles extrémités on veut pousser. Maintenant plus que jamais la guerre est systématiquement déclarée à tout ce qui est catholique.

« Il n'est pas d'institution de ce genre contre laquelle on n'attende par des dispositions, soit législatives, soit administratives. On ne respecte même pas les pieuses fondations destinées à porter dans de lointains pays, avec le nom italien, les bienfaits de la foi; elles ne sont même pas à l'abri sous l'égide du droit le mieux établi et reconnu par les Cours suprêmes de justice, car aussitôt une nouvelle loi vient rendre vaine la victoire.

» Il n'est pas jusqu'aux entreprises qui méritent le plus d'être soutenues, pour l'honneur de l'humanité et de la civilisation, telle que celle qui est dirigée contre l'esclavage et la traite des noirs, qu'elles ne soient soupçonnées et délaissées, pour cela seul qu'elles sont favorisées par l'Église et par le Pontife. Contre le Saint-Siège et contre Notre personne tout est permis, jusqu'aux dérisions et aux menaces de la plèbe. Nos ennemis ont en main toutes les armes pour nuire, et, comme si les anciennes ne suffisaient pas, ils en ont fabriqué tout exprès de nouvelles et de plus terribles.

« Et pourquoi tout cela ? La raison vraie, c'est la haine
« des sectes contre l'Église catholique, contre sa divine
« mission et contre le pouvoir spirituel de son Chef su-
« prême. »

Ces graves paroles sont de nature à dessiller les yeux de ceux qui prétendent que le Souverain-Pontife n'est pas entravé dans l'exercice de son ministère. Elles sont aussi une réfutation éloquente aux objections que l'on fait si souvent de nos jours et qui consistent à dire que Léon XIII plus raisonnable que son prédécesseur s'accommode très bien de la situation qui est faite au Chef suprême de l'Église par le gouvernement italien.

Le consistoire qui avait été fixé au 21 janvier est ajourné. Dans ce consistoire, le Pape doit créer trois cardinaux italiens seulement, l'accord sur les cardinaux et les évêques français n'étant pas encore conclu.

*
*

Depuis quelque temps le vent souffle aux statistiques : il y en a de spirituelles, de saugrenues, d'originales, de savantes et bien souvent de très amusantes. Mais à côté de ces dernières il y en a aussi de profondément tristes et qui, à notre avis, jetteraient le découragement dans les âmes s'il n'y avait au fond un sentiment absolu d'invincible espérance. C'est dans ce dernier cas que je place la statistique relative à la laïcisation des écoles. D'après le *Journal officiel* la statistique des laïcisations opérées du 1^{er} novembre 1887 au 31 octobre 1886 porte à 806 le nombre des écoles enlevées à l'enseignement congréganiste. Ce nombre joint à celui des 628 écoles laïcisées en 1886-1887 donne un total de 1434 écoles où l'on apprend à ne pas connaître Dieu, ou plutôt à le détester.

Si au moins l'État pouvait justifier par une raison d'économie quelconque l'acharnement qu'il met à transformer

les écoles congréganistes en écoles laïques son impiété systématique paraîtrait moins et les apparences seraient en partie sauvées. Mais cette misérable excuse lui échappe. Indépendamment des nombreux millions que le gouvernement de la République a follement prodigués pour la construction luxueuse des groupes scolaires, il dépense en outre, par élève, deux fois plus qu'il ne faisait autrefois avec les congréganistes.

Voici d'ailleurs les chiffres donnés du haut de la tribune nationale par le député Thellier de Poncheville, dans la séance du 1^{er} décembre 1868.

« La dépense moyenne pour chaque élève garçon, dans les écoles laïques municipales, s'élève annuellement, d'après le budget de 1888, à 44 fr. 20.

« La même dépense dans les écoles congréganistes municipales était, avant la laïcisation, de 7 fr. 76.

« De même pour une fille, élève de l'école laïque municipale, la dépense moyenne est de 36 fr. 70.

« Pour une fille, élève de l'école congréganiste municipale, 16 fr. 20.

« Pour un enfant, de l'asile laïque municipal, 17 fr. 27.

« Pour un enfant, de l'asile congréganiste, 8 fr. 13.

« D'où la conclusion que la dépense faite par chaque commune de France dans les établissements laïques d'instruction primaire est plus que double de celle qui est faite dans les établissements congréganistes similaires. »

Qu'on ne nous dise pas maintenant que le développement intellectuel des élèves s'est accru, dans les écoles laïques, en proportion même des sommes formidables qui sont venues grever le budget de l'instruction publique ! S'il en est qui aient la naïvete de nous tenir ce langage, nous détruirons sur le champ leurs étranges illusions en les conviant à lire l'entrefilet suivant pris dans l'*Officiel* : « Voici la liste des jeunes gens qui ont obtenu les premiers numéros à la suite du concours qui a eu lieu dans

« les cinq ports militaires le 15 novembre 1888, et que, par
« décision en date du 8 décembre 1888, le ministre de la
« marine et des colonies a nommés apprentis mécaniciens
« des équipages de la flotte, pour être admis en cette qualité
« à l'école de Brest.

« Dans cette liste, qui contient 67 noms et qui est dressée par ordre de mérite, les numéros 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 12, 13 ont été obtenus par les élèves des Frères. »

Pour oser ensuite qualifier d'*ignorantins* ces éducateurs de la jeunesse, il faut être, à notre avis singulièrement dépourvu de sens commun.

..

Un des plus gros événements du mois nous arrive d'Allemagne : c'est l'affaire Geffcken.

L'ami et le confident de Frédéric III a fait paraître dernièrement des mémoires imprimés, dans lesquels le fils de l'empereur Guillaume I^{er} expose une série de faits historiques qui sont destinés à rapetisser considérablement la gloire de Bismarck.

Le grand chancelier y apparaît au milieu de toute son ambition jalouse et avec le caractère d'un esprit étroit autant que vaniteux. Rien n'est plus fait assurément pour mettre à néant son génie factice, fait d'emprunts, d'astuce et de fourberie, comme les révélations qui viennent d'être mises à jour dans ces mémoires. Ce sont des notes écrites quotidiennement, avec une simplicité de style remarquable, et appelées à faire la lumière sur la politique prussienne avant et après la guerre de 1870.

Furieux de cette publication faite à son insu, et pour laquelle il aurait voulu sans doute donner lui-même le bon à tirer, le premier ministre de l'empire allemand, qui comptait passer à la postérité avec l'immense prestige de sa renommée, a senti se réveiller en lui toute sa haine pour

Frédéric III, et tout d'abord il a déclaré, à grand renfort de publicité, que tous ces mémoires étaient apocryphes. Mais voyant, plus tard, que ce mode de défense ne dupait personne et qu'il était généralement tourné en ridicule, il a accusé Geffcken de haute trahison, la fait arrêter et a dressé lui-même l'acte d'accusation.

Le tribunal de Leipzig vient de rendre un jugement de non-lieu sur cette affaire, et d'ordonner la mise en liberté immédiate du professeur Geffcken. C'est là sans contredit la plus évidente preuve qu'il reconnaît l'authenticité des documents incriminés par Bismarck.

Ce dénouement judiciaire, en prouvant une fois de plus qu'il y a encore des juges à Berlin, est un rude coup pour le vieux chancelier, habitué à faire marcher les hommes et les choses selon les caprices de sa volonté hautaine. Aussi, pour lui donner le change, il en appelle aujourd'hui à l'opinion publique, tenant pour nulle et non avenue la décision de la magistrature allemande.

Mais cette nouvelle détermination de l'autocrate ministre n'a fait que lui aliéner davantage les sympathies de l'Allemagne qui, depuis lors, ne tarit pas d'injures contre lui.

Nous croyons pouvoir dire que Bismarck descend les degrés du Capitole plus rapidement qu'il ne les a franchis. La fortune qui, hélas ! lui avait souri jusqu'à ce jour, pour le malheur des nations, semble vouloir lui retirer ses faveurs. D'abord, les mémoires de Frédéric III infligent à son orgueil une humiliation dont il ne se relèvera pas. Ces révélations d'outre-tombe le signalent à ses compatriotes comme ayant été le plus opposé à la politique qui devait assurer l'unité allemande. Lui qui se flattait de l'avoir faite ! Lui qui n'avait d'autre titre aux yeux de l'histoire que cette paternité colossale ! Le voilà subitement renversé du piédestal du haut duquel il semblait provoquer tous les empires.

Naguère d'autres déceptions politiques sont venues l'assombrir et le contraindre, en dépit de son entêtement, de mettre un point d'arrêt à son insolente audace. En ce moment encore, des complications nouvelles l'assaillent du côté de l'Autriche et de la Russie ; sur ces deux horizons, de nombreux points noirs se dessinent pour lui. Ne nous étonnons donc plus si sa raison manque de fermeté, si sa lucidité d'esprit s'oblitére et si le sang-froid, qui était son trait caractéristique, menace de lui faire totalement défaut. Sachons voir à tous ces signes que l'heure va bientôt sonner où il ne nous restera plus qu'un triste souvenir de l'Attila moderne.

*
* *

Clôturez cette première *Causerie* en disant simplement un mot des élections qui doivent avoir lieu dimanche prochain 27 janvier.

Plus on approche de cette date, plus les partis politiques s'agitent au milieu d'un affolement qui n'a d'exemple dans aucune histoire. Qui l'emportera du citoyen Jacques, communard émérite, ou du général Boulanger, le dictateur et le fondé de pouvoir de tous les mécontents de la République ? Nous ne saurions précisément le dire, et, d'ailleurs, nous ne voulons rien préjuger. Tout ce que nous pouvons affirmer, c'est que la lutte sera terrible et pleine de péril. A l'heure qu'il est, Paris n'est plus qu'un immense forum où fourmille tout un peuple en délire qui se coudoie, se bouscule, discute, péroré et s'insulte, en attendant que les horions arrivent. Il y a là toute une armée d'afficheurs, de camelots et de discoureurs à poigne qui se partage en deux camps bien tranchés et d'égale force.

Le gouvernement dépense l'or à pleine main en faveur de son candidat ; il comprend qu'il joue son plus fort atout. De son côté, Boulanger riposte de son mieux et ne néglige rien pour s'assurer la victoire dans cette ren-

contre électorale qui est , pour le ministère Floquet, et peut-être pour la République, une question de vie ou de mort.

Le devoir des conservateurs, dans cette mémorable circonstance, est de rester calmes. Nous n'avons pas à nous solidariser avec les agitateurs du pays. Faisons notre profit des événements qui se déroulent , et préparons-nous pour les élections générales.

T. GERVAIS.

CHRONIQUE RÉGIONALE

Nîmes, Janvier 1889.

Qui que vous soyez , cher lecteur , la Revue vous souhaite une bonne année. Une bonne année ! La formule est courte, mais elle dit beaucoup. Pour justifier ce petit mot, bonne, une année doit avoir bien des qualités et réaliser bien des vœux. Que n'avons-nous pas à demander à 1889, comme chrétiens et comme Français, pour la patrie et pour la cité, pour la famille et pour nous-même ? La Revue, elle aussi, a son ambition : celle de vous plaire, cher lecteur. Ses deux premières années ne lui ont pas été inclementes. Elle espère bien que 1889 , grâce à nos efforts et à votre fidélité, a mis en réserve pour elle, prose légère et spirituelle, poésie sonore et bien intentionnée, érudition plaisante et science aimable, et, par suite, abondance d'abonnés.

À vrai dire , le seuil sur lequel nous venons de poser le pied est celui du mystère et de l'inconnu. Où allons-nous, que ferons-nous , que serons-nous dans quelques mois ? Que deviendra cette fameuse année du centenaire de la Révolution, de l'exposition, des élections générales ? Amènera-t-elle la paix ou la guerre ? L'ordre ou l'anarchie ? Serons-nous boulangistes ou floquettistes ? Qui triomphera de l'œillet rouge ou du bonnet phrygien ? Nul ne le sait. L'avenir , a-t-on dit, est au plus sage ! Mais quelle est cette sagesse, et qui donc la comprend ? L'Église nous la fait entendre, quand elle nous souhaite, dans ses oraisons, une augmentation de foi, d'espérance et de charité. Croire,

espérer, aimer, n'est-ce pas là le meilleur. On y a quelque mérite par le temps qui court ; mais cela n'en devient que plus nécessaire. Gardons bien notre foi , maintenons nos espérances , et munissons-nous d'une forte provision de charité. Ainsi équipés , nous attendrons de pied ferme l'année 1889 et ses surprises.

Par exemple, son entrée en scène a été, pour notre Midi, du moins, médiocrement amusante. Elle nous est apparue toute grise, toute imprégnée de vapeurs, toute ruisselante de pluies. Ce n'était, dès les quelques jours qui l'ont précédée, qu'averses torrentielles ; l'eau regorgeait dans les gouttières, clapotait sur les pavés, s'engloutissait dans les soupiraux et suintait sur les murs , et cela sans répit , si bien qu'un beau matin, maints Nimois ont vu leurs caves transformées en lacs. Tout aussitôt on s'est précipité sur les pompes. Pompes à vapeur, pompes à bras, pompes de jardin, pompes d'incendie, pompes rudimentaires et pompes perfectionnées ont soudain circulé dans les rues. Pendant quarante-huit heures, machines aspirantes et machines refoulantes ont fait un vacarme affreux : après quoi on a constaté, avec une satisfaction modérée, que si le fonctionnement des pompes avait été irréprochable, l'eau n'avait pas baissé d'un pouce.

La plaine cependant a eu autrement à souffrir que la ville. Pendant que notre belle source de la Fontaine jaillissait à gros bouillons et menaçait de déborder sur les quais, à la grande admiration des curieux qui la contemplaient sous leur parapluie, le Vistre, le Vidourle, le Gardon et le Rhône inondaient les campagnes, et transformaient en îles les villages d'alentour. Et cela a duré bien au-delà des prévisions ordinaires. On avait vu quelquefois l'eau atteindre un niveau plus élevé, mais elle n'avait jamais montré tant de paresse à se retirer.

C'est du sein de ces brouillards que s'est levée la première aurore de 1889. Pâle et terne journée. A Nîmes, la

tristesse des circonstances s'est ajoutée à la mélancolie de la température. Les habits officiels sont restés accrochés dans les armoires. On n'a vu leurs broderies resplendir ni sur le perron de la Préfecture, ni sur l'escalier de l'Évêché, ni dans les salles de la Mairie, ni sous le péristyle du Palais. Point de musique, nulle fanfare ; de rares passants dans les rues ; les brillants étalages se morfondaient sous les vapeurs qui voilaient les vitrines, tandis que les marchands désolés accablaient de reproches amers la pluie qui semblait les narguer de son petit bruit incessant et narquois.

Tout a une fin cependant : le gai soleil est revenu, et puis la bise ; aux parapluies ont succédé les cache-nez ; et aux inondations, la fermentation électorale. La *conciliation* s'est élaborée silencieusement ; mais à peine paraissait-elle en rose, que la *protestation* s'est dressée contre elle toute écarlate. Comme d'habitude on s'est disputé le corps électoral à coups d'affiche, les unes brèves, les autres longues, les unes ne disant pas grand chose et les autres guère davantage. Il en est une cependant dont l'éloquence vigoureuse et le style imagé nous ont plu singulièrement. Il y était question, au nom de la conciliation, *d'hommes sinistres*, et de fils *d'émigrés*, de *liberté qui s'éclipse* et de *révolte contre l'esclavage*, le tout couronné par l'*horreur* que devait inspirer *la chape de plomb de l'ignorantisme*. Ce dernier trait nous a vaincus : on ne saurait mieux dépeindre la triste et lamentable situation de nos pères avant la radieuse année de 89. Nous les avons revus, du coup, suant sous ce vil métal et ce vêtement incommode dont le poète Florentin chargeait les épaules des opportunistes de son temps. Après ces allusions, si nous n'avons été ni conciliés, ni concentrés, à qui la faute ? Il est bien regrettable que pareille éloquence et figures de cette majesté laissent insensible la majorité des électeurs. Cela était écrit, dit-on, à l'adresse

des simples et des naïfs : dans ce cas il eut été bon de l'indiquer sur l'affiche : le résultat n'était pas douteux.

D'autre part, la muse provençale s'est faite chansonnière. Son langage et son allure, sous cet accoutrement populaire, trahit toute autre chose que la finesse et le bon goût. C'est du Paulus en patois : c'est tout dire ; mais quoi ! N'est-ce pas la populaire revue qui a créé le brav' général.

Piètre littérature au fait que cette littérature électorale ! Elle est éphémère heureusement, et dure encore moins que le rose ou l'écarlate de ses affiches. Dieu merci : nous en voilà hors pour quelque temps. Respirons et signalons pour nous refaire le gracieux et charmant volume que vient de publier Mgr Ricard sur le grand Corneille. Déjà nous avons Bossuet du même auteur. Voici Corneille en attendant Boileau. Ah ! qu'ils sont aimables ces classiques, même en dehors de leur éloquence et de leur poésie ! Comme il nous plaît de les suivre dans leur intérieur, de nous mêler à leurs familiers, de les accompagner à travers leur gloire et leurs disgrâces jusqu'au terme de leur vie humaine ! Mgr Ricard ne cherche pas comme d'autres critiques mal venus, à déshabiller ses personnages. Ce qu'il nous montre de leur intimité ne les abaisse point. Nous les connaissons mieux et nous les en apprécions peut-être davantage. Nous étions leurs admirateurs ; nous devenons leurs confidents et leurs amis. J'ose dire qu'ils n'y perdent point dans notre estime et que nous gagnons toujours quelque chose à leur école.

Un autre ouvrage, plus actuel celui-là et impatientement attendu est enfin annoncé. Nous voulons parler de la vie de Mgr Darboy, par Mgr l'archevêque de Lyon. Nous la présenterons au plus tôt à nos lecteurs : en attendant applaudissons-nous de voir un pareil sujet traité par un pareil écrivain. Mgr Darboy, le martyr de la Commune ! Quelle vie et quelle mort ! En présence de l'inconnu qui

nous menace qui sait si ce livre ne sera pas une grande et opportune leçon ? Nous sommes à une époque où les destinées glorieuses aboutissent à des catastrophes et où il importe non-seulement de bien vivre, mais encore de savoir mourir. L'exemple est mis éloquemment sous nos yeux. Pouvons-nous dire que nous ne sommes pas appelés à en profiter !

Aussi bien au moment où j'écris, la neige tombe fine et glacée. Peu à peu elle recouvre de son blanc linceul, la terre et les arbres amaigris et sans feuilles. Serait-ce là l'image du scepticisme et de l'inertie qui envahit peu à peu notre France avec sa vieille foi et ses vieilles mœurs ! Nous n'en voulons rien croire : et, tenez, voici qu'un mince rayon de soleil perce à travers les brouillards. Serait-ce le calme qui revient ? Annonce-t-il la fin de la tempête ? Pourquoi pas, cher lecteur ? Saluons-le et conservons-nous pour les beaux jours qu'il annonce.

Et vosmet rebus servate secundis

FIDELIS.

Marseille , Janvier 1889.

J'ai hâte de reprendre cette chère correspondance marseillaise, si douloureusement interrompue par le coup fatal qui a frappé les amis nombreux et fidèles du grand Évêque que l'Église de France pleure avec celle de Nîmes. S'il est mort, celui qui m'avait demandé, avec une si aimable délicatesse, d'envoyer, chaque mois, un écho de nos rivages à sa chère *Revue du Midi*, je manquerais, je crois, à sa vénérée mémoire, si je n'écrivais plus ici, parce qu'il ne lira plus mes humbles chroniques. Ses fils et ses fidèles les liront encore avec la même indulgence dont il leur a légué l'exemple. Cela suffit.

* * Nous sortons à peine ici des émotions de la grande parole du cardinal africain , l'éloquent et courageux prédicateur de ce que notre jeune et ardent poète a si pittoresquement appelé « la croisade noire. »

Avec le concours de qui semblait devoir ne venir qu'en seconde ligne en cette occurrence, les préparatifs de cette magnifique réunion ont été *enlevés* dans une demi-journée. Quelques heures après son entrevue avec l'Éminence apostolique, son visiteur faisait imprimer, afficher, annoncer et répandre la nouvelle de la conférence de Saint-Joseph. L'église était comble, comme aux plus beaux jours du Père Lacordaire et de l'Évêque d'Orléans. L'éloquence a été saisissante, et le grand cardinal aura eu là l'un de ses plus beaux triomphes oratoires.

Marseille a peut-être bien quelque chose à s'appliquer du *meâ culpâ* que l'impitoyable redresseur des droits de l'humanité a frappé sur la poitrine des peuples civilisés. S'il n'y a plus de négriers dans nos comptoirs, il y en a eu et, sous des noms spécieux, peut-être bien, si l'on cherchait avec quelque minutie, on retrouverait des procédés peu humains. Nous allons réparer tout cela, et Marseille, porte de l'Orient, arbore la première, sur le continent occidental, la bannière des nouveaux croisés.

* * Puisque j'ai cité le chantre de « la croisade noire, » qu'il me soit permis de saluer aussi l'œuvre dont la *Revue du Midi* a reçu la première confidence et la plus fraîche primeur. Je veux parler du joli et gracieux volume de M. l'abbé Gamber, sur les *Poètes de la Foi au dix-neuvième siècle*. Certes, je me garderais de déflorer, par une analyse indiscreète, ces petits bijoux de critique littéraire, si artistement ciselés par une main aussi experte que délicate. Mais, à ceux qui ont lu *Paul Reynier*, dans la livraison de décembre, je peux bien promettre un vrai régal de gourmet, s'ils lisent *Édouard Turquety*, *Victor de Laprade*,

Marie Jenna et surtout *Jean Reboul*, où l'inspiration me semble marquée d'un souffle plus puissant et plus soutenu encore que dans les autres morceaux dont se compose le livre. Nîmes n'a pas le droit de s'en plaindre.

.. D'Avignon, la ville des souffles puissants, comme disait je ne sais plus quel vieux proverbe, nous arrive un livre tout plein de charme et d'édification. Je veux parler de la *Vie de la Rév. Mère de la Fare*, par M. l'abbé Bouyac, un lettré de race, doublé d'un patient érudit. L'ouvrage, écrit avec savoir, talent et cœur, est revêtu des plus flatteuses approbations, accompagnées des rapports qui les ont provoquées. C'est une lecture fortifiante et émouvante. On la fera dans le cloître avec délices, et hors du cloître, avec intérêt et profit. Puissent beaucoup d'œuvres semblables ressusciter et fixer nos vieilles gloires méridionales. Ne laissons rien perdre des dons que Dieu nous a faits.

.. Je suis mal à l'aise pour parler de l'étude sur l'*Évêque de Nîmes*. Elle a été accueillie chez nous avec la plus indulgente faveur, qui témoigne surtout du prix qu'on y attache à la mémoire de Mgr Besson. Une étude de ce genre va paraître sur *Mgr Bougaud*.

E. A. C.

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE

DU DIVIN SACRIFICE DE LA MESSE ET DU PRÊTRE QUI L'OFFRE, par M. BACUEZ, prêtre, directeur au Séminaire de Saint-Sulpice. — Paris, 1888, in-12.

Nous prenons la respectueuse liberté de signaler ce livre aux prêtres qui lisent cette Revue et à ceux qui s'intéressent à la sublime dignité des prêtres. L'auteur est un maître, expert en cette délicate et importante matière de la direction des âmes élues que Dieu a favorisées de la participation et de la continuation du sacerdoce de Jésus-Christ. La foi et l'expérience lui ayant appris que rien ne vaut, à cet égard, une digne célébration quotidienne des saints mystères de nos autels, M. Bacuez a écrit ce volume, un des meilleurs que nous ayons jamais lus sur le sujet et d'une manière générale sur les matières d'ascétisme ecclésiastique. On sort de là, saisi de la grandeur du ministère que nous remplissons si souvent au saint autel et parfaitement instruit de tout ce qui s'y rapporte d'essentiel. Ce ne sont pas des effusions, des sentiments, des prières : c'est plus et mieux que cela, puisque, en écoutant l'auteur, l'âme s'échauffe doucement et s'épanche finalement en ces effusions qu'il a fait naître, sans le dire et sans paraître y viser. Convaincu de rendre service à ceux qui voudront suivre notre pressant conseil, nous recommandons instamment la lecture méditée de ce livre excellent.

Ant. RICARD.

LE CHEMIN DE CROIX DES ENFANTS, précédé d'une lettre de Mgr d'Hulst, recteur de l'Institut Catholique de Paris. In-18, avec gravures, relié toile de couleurs, ornements en noir. — Le cent. Net : 20 fr. (Librairie Poussielgue frères, Ch. Poussielgue, successeur, rue Cassette, 15, Paris).

Cet opuscule, imprimé avec la permission de Mgr l'Archevêque de Paris, est précédé d'une lettre de Mgr d'Hulst aux dames associées de l'Œuvre des Catéchismes.

Cette Œuvre a pour but de donner aux enfants des écoles communales l'enseignement religieux banni des classes par nos lois scolaires.

« L'expérience a démontré, dit Mgr d'Hulst, avec quelle facilité les enfants saisissent les enseignements sensibles contenus dans les scènes de la Passion que l'exercice du Chemin de la Croix fait passer sous leurs yeux. C'est l'école du christianisme pratique ; c'est l'initiation à la piété, au repentir, à l'amour du bon Dieu. »

Chaque station du *Chemin de Croix des enfants* est ornée d'une petite gravure représentant le mystère de la voie douloureuse proposé à leur piété. Les méditations, -- on dirait mieux peut-être les aspirations, -- sont simples et brèves ; elles pourraient convenir aussi à bien des chrétiens.

(Extrait du journal l'*Univers*, du 9 décembre 1888).

Le Propriétaire-Gérant,
GERVAIS-BEDOT.

Nîmes. — Imprimerie Gervais-Bedot, place de la Cathédrale.

LE GRAND PRIEURÉ DE SAINT - GILLES

— — — — —
AU TEMPS DE HENRI II

A cette époque, la maison prieuriale n'était pas assurément ce qu'elle était en 1112, au moment de sa création par Bertrand, fils de Raymond, comte de Saint-Gilles (1); mais à s'en référer à l'état un peu primitif dans lequel elle se trouvait, tout porte à croire que les quatre siècles écoulés ne lui avaient pas fait subir grandes modifications. Rien dans son aspect extérieur ni dans sa distribution intérieure ne rappelait le manoir féodal; rien n'annonçait davantage la demeure d'un chef puissant qui avait encore sous sa dépendance cinquante-trois commanderies; tout dénotait, au contraire, une maison religieuse où en tous les temps la charité et l'hospitalité avaient été en honneur. Aucun ornement architectural à la façade, aucune tour aux angles; pas de ponts levis, pas de fossés autour de l'enceinte, mais un modeste portail qui s'ouvrait de bon matin et ne se fermait qu'à la chute du jour. En un mot, n'étaient les quatre arquebuses, à « crochet de bronze,

(1) « Dès la première année du xii^e siècle, nous voyons qu'à St-Gilles, une des plus anciennes et des plus importantes maisons de l'ordre, sur le continent, résidait un lieutenant du prieur de Jérusalem, et vers 1113, son autorité, complètement organisée, s'étendait sur tous les domaines de l'ordre, compris entre le Rhône et l'Océan. Le résultat de la création du prieuré de Saint-Gilles fut de provoquer immédiatement un développement très considérable de la puissance des Hospitaliers dans nos contrées. Les comtes de Toulouse leur témoignèrent depuis ce moment une faveur qui ne se démentit point dans la suite, exemple qui fut suivi par la plupart de leurs principaux vassaux. » A. du Bourg. *Histoire du grand Prieuré de Toulouse*. Paris, 1883, p. 1.

T. V, 2^{me} liv., Février 1889.

7

avec leurs pieds et cavalets de fer , » qui flanquaient la porte d'entrée , on eut dit une ferme du temps , centre d'une importante exploitation agricole.

Cette première impression, que donne la lecture du minutieux inventaire, point de départ de cette étude rétrospective, les enseignements de l'histoire ne viennent point la contredire. Loin de là, on est autorisé à penser que dans son ardeur à venir en aide aux pèlerins qui s'embarquaient au port de Saint-Gilles pour la Terre-Sainte , le généreux fondateur a dû courir au plus pressé et affecter à leur intention une ferme placée près du Rhône , avec les terres en dépendant. Dans la suite des temps , on a pu faire quelques additions au bâtiment chargé de donner pain et gîte aux voyageurs ; mais comme les produits de l'agriculture sont restés l'unique source de ses revenus, le cachet primitif, loin de s'altérer, s'est conservé à peu près intact à travers les âges.

Quant à l'inventaire, origine de ce travail, il offre tous les caractères de l'authenticité. Dressé par Antoine Giraud, notaire de Saint-Gilles, dans les minutes duquel il se trouve, il a été fait, après la mort du grand prieur Philippe du Broc (1) , qui alla « de vie à trépas , » le 8 septembre 1556 , dans la commanderie de Sainte-Eulalie où il s'était retiré , en présence de Balthazard de Colans, commandeur de Caignac (2), receveur pour la région des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, représentant le grand

(1) Philippe du Broc , qui fut grand prieur de Saint-Gilles , de 1549 à sa mort, avait été commandeur de Homps, de 1520 à 1523, de Renneville, dont il fut le bienfaiteur, de 1523 à 1545, de Leguevin, en 1539, de Caignac, de 1544 à 1545, de Puyssiran, de 1553 à 1554, de Sainte-Eulalie, de 1553 à sa mort. Avant de devenir grand prieur, il avait été , pendant neuf ans, receveur général du grand prieuré de Toulouse , qui avait été fondé en 1315. — Il laissait un neveu, noble Honorat de Guiraud, seigneur de Carroux.

(2) Ce titre établit que Balthazar de Colans a été commandeur de Caignac, bien avant l'époque donnée par M. A. du Bourg.

maître de l'ordre, d'Antoine de Ruomis (1), commandeur de Nîmes, d'André de Ruomis (2), infirmier de la maison, d'Antoine Chazaulx (3), viguier de Thosque et maître d'hôtel de la maison pour le grand prieur décédé. Ce document, au point de vue de l'histoire de cet ordre militaire religieux, a une importance considérable ; mais son étendue, — il ne compte pas moins de vingt-quatre feuillets, — n'a pas permis de le reproduire en entier. Afin d'en faciliter la lecture et de tirer les divers enseignements qu'il renferme, il suffira d'en extraire la substance, d'en relever les détails principaux ; quant aux rares lecteurs qui désireraient le connaître en entier, ils ont la ressource de se reporter à l'original (4).

I

A l'inverse de l'abbaye, qui était au dedans des remparts, le grand prieuré se trouvait en dehors de leur périmètre, à peu près à l'endroit où est située la gare actuelle du chemin de fer. M. le chanoine Teissonnier, pour qui le vieux Saint-Gilles n'a pas de secrets, m'a dit en avoir retrouvé

(1) La commanderie de Nîmes, dont le regretté Germer-Durand a déterminé l'emplacement (*Diction. topograph.*, p. 211), donnait un reveu si maigre que le titulaire résidait au grand prieuré. On voit du moins par cet inventaire qu'il avait six draps de lit, affectés à son service particulier. Il était en même temps commandeur de Paulhac au diocèse de Mende.

(2) Il avait eu pour prédécesseur J. Rouvier. Il mourut avant le 6 septembre 1557 et eut pour successeur son frère Antoine de Ruomis.

Les autres prêtres de la collégiale étaient Gilles Robert, Jacques Gimbault et Lois Alesty. Quant au cabiscot, Pierre Théron, il avait été commis, quelques jours auparavant, pour régir la commanderie de Montpellier, vacante par décès [E. 470, f. 179]. Cette commanderie dépendait alors du grand prieuré de Saint-Gilles.

(3) Il eut pour successeur Jean de Chaumes, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem.

(4) *Arch. dép.*, E. 470, f. 217.

les traces dans un jardin (1), placé à environ 400 mètres de la ville. Quant à l'église Saint-Jean-Baptiste, qui en dépendait, elle se trouvait à 100 mètres du prieuré, et, par suite, un peu plus rapprochée des remparts (2). Elle n'en était pas pour cela plus à l'abri des malfaiteurs ; aussi, par précaution, la plupart des ornements et bijoux étaient-ils tenus enfermés dans une pièce servant d'*archives* et contiguë à la chambre du grand prieur.

Le grand prieuré, complètement clos de murs, formait un carré allongé, orienté au sud-est dans le sens de sa longueur. Il contenait trois corps de logis tout-à-fait indépendants et reliés l'un à l'autre par une vaste basse-cour. A droite, et tout près de la grande porte d'entrée, qui est un vulgaire portail, est une petite maison affectée au *jardinier*, dans laquelle se trouve un coffre contenant les graines ; à gauche, et un peu en arrière de la porte d'entrée, est une maison un peu moins petite, habitée par le *portier*. Peut-être y donne-t-on l'hospitalité aux passants, car elle contient quatre lits garnis ; enfin, elle sert quelquefois d'entrepôt, puisque la cappe blanche du *garde-terre* s'y rencontre. Enfin, au fond de la basse-cour est le principal corps de logis ayant dix-huit pièces au rez-de-chaussée, seize au premier étage, et par dessus, les greniers pour le blé et l'avoine.

La basse-cour offre un beau désordre qui n'est pas un effet de l'art et qui cependant est resté l'attribut de toutes les fermes présentes et passées. Ici, sont trois charrettes avec leurs roues ferrées ; là, un « tombereau tempestre garni ; » ailleurs, « douze cleudes de parc, » pour clôturer brebis et moutons, quand ils couchent en plein champ ; plus

(1) Ce jardin appartenait à M. Brignan, dont un des fils est actuellement curé à Champclauson. Vu cette situation, on est en droit d'affirmer que l'endroit était des plus malsains.

(2) Quelques traces en ont été trouvées dans une terre située derrière le magasin de Dufau, tout près du premier contre-canal, aujourd'hui comblé.

loin, deux bancs de bois pour s'asseoir et prendre le frais avant de se coucher. Çà et là, des tas de bois pour préparer les aliments, des amas de paille pour la litière des mules et chevaux, du fumier fraîchement sorti de l'étable, des poules qui cherchent avec hâte leur nourriture, des chiens qui vont et viennent et aboient à l'étranger.

Le corps du logis principal offre un plus grand intérêt ; aussi sera-t-il l'objet d'une description moins succincte. C'est un véritable petit monde où se rencontrent une foule d'objets dignes d'être mentionnés.

Le rez-de-chaussée a des affectations multiples ; aussi, pour simplifier et être plus intelligible, aurons-nous le soin d'énumérer les pièces suivant leur destination.

La conversion du blé en pain occupe quatre pièces. Dans la première, est le moulin à blé, garni de ses « moles, rodes et rodettes ; » dans la seconde, dite *farinière*, sont des sacs, des caisses fixées au mur et « une trompe (sic), pour descendre la farine ; » dans la troisième, dite *four*, sont tous les ustensiles pour convertir la farine en pâte, c'est-à-dire la barutelière (blutoire), pour passer la farine, la sèmeau (cornue) et la seille (baquet), pour transporter l'eau, un peyrol (chaudron), fixé au mur, pour faire chauffer le liquide, deux cocomars cuivre, pour le puiser dans le chaudron, deux pétrins pour pétrir la pâte, huit tables pour la mettre avant de la porter au four, des couvertes pour la couvrir. Enfin, dans la dernière, dite *panatarie*, qui est contiguë à la précédente, est un grand tablat (sic), avec quatre tréteaux, pour entreposer le pain, et trois armoires pour l'enfermer et le mettre à l'abri des rats. Le pain que l'on fait est brun, mais le prieur doit être mieux traité que ses subordonnés ; il a du moins à son intention un pétrin et une petite table à porter pain.

Après le blé, qui est la récolte principale, vient celle du vin. Le *cellier* ne laisse sous ce rapport rien à désirer. Pas de cuves en maçonnerie, comme de nos jours, mais

un « grand tinal à quatre encastres, avec gabie (sic) par dessus, un tinon au dessous, et des degrés de bois pour monter vendange, une grande *trôlhadore* et un tombarel de vendange, » où l'on devait fouler les raisins. Concurrément six cornues, trente « banastons, » des entonnoirs les uns en bois, les autres en fer blanc, pour remplir les tonneaux. La futaille est abondante : on a quatre grands vaisseaux, douze vaisseaux, « tant vin que trempe, » soixante-quatre demi-vaisseaux, dix tierceroles ou quarteroles, quatre barraux (sic) à porter vin aux travailleurs, etc., etc. ; bref, de quoi loger trois cents hectolitres au moins.

La récolte, cette année, n'a pas été bonne ; car, bien que nous soyons au milieu d'octobre, les deux tiers des tonneaux se trouvent vides et beaucoup de pièces de bois, destinées à servir de siège à ces derniers, sont restées sans emploi. Ce déficit ne tire pas à conséquence : en ce temps, le vin est moins recherché que le blé et se vend beaucoup moins cher.

Ce n'est pas tout. Dans le grand et le petit cellier, se trouvent déposés des outils agricoles. Ici, sont quinze fourches, là, neuf rateaux. Plus loin, il y a dix-neuf fers à marquer brebis et moutons, et autant pour marquer juments et vaches. Il faut se borner, mais il ne faut pas oublier un engin à cinq barres, garni de crocs. Il sert à suspendre la viande et est muni de deux talholes (sic) et d'une pierre servant de contrepoids.

A la *carnassarié*, qui est contiguë à la fromagerie, se trouvent tout ce qu'il faut pour débiter la viande, témoin un grand chapladour (1) de bois, à quatre pieds, et tout ce qu'il faut pour la saler, témoin un grand « tablas sur bancs pour la salladière. » Quant au sel, qui est tiré des *Salins de Listel*, appartenant au grand prieuré, il existe à foison.

(1) Languedocien, tronc d'arbre sur lequel on coupe et hache la viande.

On en a deux quintaux dans un tinal de bois ; on a une petite pile « pour piquer sel » et une autre pour le conserver quand il a été pilé. Sur une claie, on a cinq sains (lards); un peu plus loin , une vache salée et neuf barillets de sardes. Concurremment, on a quatre jarres contenant six cannes d'huile. En ce dernier article on est médiocrement approvisionné, mais, il ne faut pas l'oublier, on est à la veille de la récolte.

La *fromagerie* occupe deux pièces. La première renferme ustensiles à contenir lait : cornue , cinq baquets , deux grands et un petit barils, un entonnoir de fer blanc « pour embouteiller lait, deux maits (sic) pour apourter de fromages, » et douze planches près le mur « pour essuyer les fromages. » La seconde a vingt-quatre planches sur bancs « pour retourner fromages, » et sur celles-ci , trente-six fromages de Lozère, faits avec le lait du bétail. Mentionnons, en terminant, une vieille pastière (pétrin), contenant le sel blanc.

Les *écuries* dans lesquelles couchent le charretier et ses aides ne renferment que cinq mules ou mulets, dont un pour le bât, et sept chevaux, dont trois pour le trait. Les chevaux de selle, pour la plupart de race camargue , sont *crestat*, c'est-à-dire hongres: ici, est la monture d'Antoine Chazaulz, viguier de Thosque, et maître d'hôtel du grand prieur ; là, celle d'Antoine de Ruomis, commandeur de Nîmes ; ailleurs, celles du veneur et du garde-terre. Pas de greniers à foin ; pas de luzerne , et partant , pour tous ces quadrupèdes, une maigre provende où la paille a plus de part que l'avoine.

Tout n'est pas cependant laissé à l'abandon , et comme on est encore assez éloigné de la ville, on a sous la main les choses nécessaires pour réparer les avaries survenues aux charrettes , aux roues, à la toiture, à la futaille. Surviennent un accident , on a moyen d'y remédier , et l'existence d'une *forge*, d'un atelier de *charron* et de *charpen-*

tier est là pour attester un esprit prévoyant et pratique qui connaît le prix du temps. Je ne veux pas dire qu'on puisse toujours se passer du concours des spécialistes, mais en tous cas, on facilite leur tâche en mettant à leur disposition la plupart des outils. Le lecteur me dispensera d'en fournir la preuve ; car il faudrait entrer dans des détails techniques qui ne sauraient être du goût de tout le monde. Il suffira de renvoyer à l'inventaire ceux qui désireraient s'instruire sur ce point.

II

Deux escaliers desservent le premier étage : l'un conduit à la grande salle et de là à l'appartement particulier du grand prieur ; l'autre à la cuisine et à ses dépendances. Au milieu et rendues indépendantes par un corridor sont les chambres affectées aux prêtres de la collégiale et aux hôtes de distinction. Pour la plupart, ces pièces sont inoccupées, mais toutes ont conservé leur ameublement. Quelques-unes sont même devenues des pièces de débaras, témoin celle qui contient six lits dont quatre démontés. Les changements, survenus depuis quelques années, expliquent cet état de choses. Le grand prieuré de Saint-Gilles a beau avoir conservé le même domaine, — château de Gênerac, la Pinède de Saint-Jean, Cavalets, Saint-Pierre-de-Champ-public-lez-Beaucaire, le mas de Bellegarde, le temple de Lunel, les salins de Listel, le château de la Motte-lez-Saint-Gilles, etc., — par les fréquentes absences du titulaire, par son défaut de résidence, il a cessé d'être le lieu de réunion du chapitre de l'ordre qui se tenait chaque année au mois de juin.

Ce passé, qui ne doit plus revenir et qui a laissé partout des traces, justifie ces douze chambres, — il y a la chambre de Saint-Pierre, la chambre blanche ou du rosier, la chambre du Saulvaige, etc., — garnies de deux et parfois

même de trois lits, ces pièces de toile fine « en ouvrage de Turquie » qui sont restées intactes, cette provision de carreaux de vitre destinés à remplacer immédiatement ceux qui ont été cassés, ces grandes nappes réservées à l'immense table du chapitre, ces riches ornements sacerdotaux dont se revêtent les officiants aux jours de saint Simon et de saint Jude, ces calices, ces burettes et ces reliquaires d'argent qui sont le vrai trésor de la maison. Tout le luxe est pour l'église : quant à l'argent monnayé, il est représenté par une masse de liards faisant en tout sept livres dix-sept sous. En un mot, si par rapport aux habitants actuels, le mobilier est extrêmement abondant, il est, en la plupart des pièces, d'une rigoureuse simplicité. Assurément ce n'est pas la pauvreté ; c'est le strict nécessaire, le mépris du superflu.

La cuisine ne diffère pas de celle d'un bourgeois de l'époque. Les tartières, les tourtières, les grands landiers à réchaud, usités dans les châteaux, y brillent par leur absence. Les landiers sont grands, dénués d'ornements et en fer comme les astes (broches) les astières (brochettes). Notons cependant deux grands trépieds, deux oulles en fonte, deux gratuzes dont une à fromage. Dans toute la maison il y a huit cuillères de fer ; pas de fourchettes ; mais un modeste croc pour retirer la viande. Deux chaudrons de cuivre seulement, mais par contre trois mortiers ; l'un en métal, avec pilon de fer, l'autre en pierre avec pilon de bois ; le dernier fait « à façon de moulin pour la moutarde. » C'est là avec le sel, le seul condiment usité : quant au poivre, au girofle, ils sont considérés comme objets de luxe. Pas de sucre non plus ; on lui préfère le produit des abeilles qui se récolte dans la métairie. Quant à la vaisselle, elle est représentée par trente-sept plats de diverses grandeurs, par trente-quatre assiettes, dix-sept écuelles avec ou sans oreilles, huit chandeliers, quatre salières, quatre aiguières et un grand broc, le tout en étain.

Dans la *boutelarie* ou office se trouvent une grande cornue laiton, trois cruches, un huilier, une vinaigrière cuivre, une grande pinte et deux cosses (*sic*) étain, deux lanternes ou fallots, deux lanternes en corne et fer-blanc. A côté de ces ustensiles usuels une véritable rareté : je veux parler d'un tablier avec ses tables, nom sous lequel on désignait en ce temps le jeu d'échecs. Cet exil de la salle à manger où sa place était naturellement indiquée atteste que les amateurs de ce noble jeu ont disparu et n'ont pas été remplacés.

La petite salle, qui est à côté, est l'endroit où les religieux prennent leur repas en commun. Elle est sommairement meublée. On n'y trouve que deux tables de sapin, deux bancs avec trois tréteaux, mais en compensation elle a une bonne cheminée, garnie de landiers, pelle et tenailles (pincettes). Inutile d'ajouter que, en hiver, elle était l'endroit où les hospitaliers passaient les soirées.

A quelques variantes près, les chambres possédaient un mobilier uniforme. Dans la moitié seulement se trouvaient des cheminées ; dans toutes des lits de camp garnis d'un matelas paille, d'un coitre et traversier plume, de couvertes de laine tantôt blanches, tantôt grises, tantôt rouges. Ajoutez à cela une petite table sapin et un petit banc pour s'asseoir et vous connaîtrez le mobilier tout entier. Plus rarement, au lieu du banc traditionnel, il y a des escabelles, des chaires ; toutefois, dans deux, à ce mobilier est adjoint un dressoir ou ouvrage de menuiserie (*sic*), tandis que dans une autre on voit deux grands tapis de Turquie pendus aux murs, une vieille tapisserie tendue contre la cheminée, deux vieux coffres à bahut (*sic*), un archibanc fermant à clef, une barre à tenir les oiseaux. Ces divers meubles sont pour la plupart en pin et sapin ; le noyer et le frêne (table frechisse avec son pourtoir) ne sont mis à contribution que beaucoup plus rarement.

L'appartement affecté au grand prieur est moins sommairement meublé : on peut même dire qu'il offre un certain luxe. La table est recouverte d'un tapis vert et la chaire (*cadière*) de velours rouge cremeysin (*sic*). Les lits de camp ont des courtines de toile blanche, garnies de parement en fil de soie noir ; les couvertes de parade sont tantôt en damas rouge, tantôt « en façon de vanne trespoincée » à fond de toile rouge et à carreau médian de taffetas jaune. Il y a encore deux chaires noyer revêtues de cuir noir, un dressoir noyer en menuiserie avec armoire et tiroirs, huit pièces tapisserie tendue sur les murs « où est contenue l'histoire de David » et sur la cheminée une « ymage de nostre Sauveur et de Nostre-Dame » recouverte de verre.

Malgré les deux lits de camp qui se trouvent dans la chambre suivante, elle est en réalité une pièce de débarras. On y a enserré, avec les draps, le linge de table, la vaisselle d'étain du grand prieur, quelques objets dignes d'être mentionnés. Citons au passage une petite presse de laiton doré, faite à façon de croix, servant à l'église ; un grand coffre en marquetterie ; treize pièces de tapisserie dont trois en cuir « à ouvrage de Flandre » portant les armes du prieur de Manas et de ses successeurs qui les ont léguées à la maison. Dans une garde-robe à quatre étages se trouvent en réserve deux garniments de lits de camp, l'un en damas rouge avec franges soie de même couleur en trois pendants, l'autre en taffetas rouge avec une couverture « trespoincée, » doublée de fustaine tannée. N'oublions pas non plus neuf grand tapis veloutés de Turquie dont un dit barré (*sic*) : ils ont été rapportés par les grands prieurs de leurs caravanes, aussi vu leur vétusté beaucoup sont-ils tout à fait hors d'usage.

La *grande salle* où se tenaient autrefois les réunions du chapitre est d'une austère simplicité. Il est possible qu'en

ces circonstances solennelles les murs blanchis à la chaux fussent cachés par les pièces de tapisserie de Flandre dont il vient d'être parlé, mais aujourd'hui ils ont pour tout ornement un tableau religieux représentant « un Jésus en croix, figuré sur toile, » œuvre d'un artiste inconnu. Au milieu est une grande table de sapin, établie sur deux tréteaux : sur les côtés une caisse fermant à clef, un dressoir de noyer aux armes de M. Sellion de Demandolx, fait en menuiserie avec deux armoires et deux tiroirs et enfin cinq grands bancs. De ces bancs où s'asseyaient les commandeurs, les uns sont en noyer, les autres en sapin, ceux-ci tournés, ceux-là simplement rabottés, les uns avec leur barre ou porte-épaule (*sic*) et marche-pied, les autres sans dossier ni marchepied.

III

L'église Saint-Jean-Baptiste qui était desservie par des profès de l'ordre des hospitaliers, n'est pas, comme le grand prieuré, laissée à l'abandon. Absent comme présent, le grand prieur s'occupe d'elle et pourvoit à ses moindres besoins. Si pour sa personne, il se contente du costume officiel de l'ordre, de la tunique noire avec une croix blanche à huit pointes, appliquée à gauche sur la poitrine, du manteau noir à bec, semblablement décoré, de la ceinture et des bottines ferrées ; pour le service de Dieu, il veut les bijoux les plus beaux, les ornements les plus riches. Il a beau les payer fort cher ; sur ce chapitre, il ne regarde pas à la dépense.

Mais donnons la parole à l'inventaire officiel ; car ici il faut s'effacer. En l'écourtant, en le modernisant, on craindrait d'affaiblir la valeur du témoignage.

INVENTOIRE DES JOYAUX , ABILHEMENTS , LIVRES ET AUTRES
BIENS DE L'ÉGLISE DE SAINT-JEHAN , PRÈS SAINT-GILLES ,
FAICT LE XXVI OCTOBRE 1556 :

1. Premièrement , une grande croix d'argent surdauré ,
qui demeure ordinairement sur le grand autel.
2. Plus une aultre croix large, petite, d'argent surdauré
ou a de saint fuste (1) que feu Monsieur Prejan (2)
donna avec son estuit de cuyr et une pièce de taphe-
tas rouge à la ployer.
3. Autre petite croix doublée d'argent , avec certaines pe-
tites pierres.
4. Ung grand calix d'argent surdauré , que M. Prejan
donna , auquel sont ses armes , avec sa patène et
deux orjoletz , aussi d'argent surdauré , ensemble
leurs estuitz et une pièce de toilhe à la ployer.
5. Ung aultre calix d'argent surdauré dedans, aux armes
de feu M. de Mandols (3), avec sa patène, deux or-
joletz aussi d'argent.
6. Autre calix d'argent qui estoit de feu M. de Manas (4),

(1) Bois de la vraie croix.

(2) Prejan de Bidoux avait été grand prieur en 1518. Il se signala par sa valeur et son courage au siège de Rhodes, où il eut le cou percé d'un coup d'arquebuse. A la suite, il fut fait grand amiral de France par le roi François I^{er}. D'après M. du Bourg, il se serait appelé Jean de Vidous et aurait été commandeur de Sainte-Eulalie, de 1517 à 1526.

(3) Scillon de Demandols avait été grand prieur dans les dernières années du x^ve siècle. De 1467 à 1489, il aurait été commandeur de St-Félix de Sorgues et de Sainte-Eulalie de 1479 à 1493, année de sa mort.

(4) Le grand prieur Jacques de Manas, par acte du 14 janvier 1535, constitua une rente annuelle de soixante-dix livres tournois pour la fondation d'une messe à célébrer tous les jours dans la chapelle qu'il avait fait construire dans l'église de Saint-Jean. Auparavant, il avait été commandeur d'Argenteuil, de 1521 à 1535, et de Sainte-Eulalie, de 1533 à 1535. Cette dernière commanderie semble avoir été une sorte d'annexe du grand prieur de Saint-Gilles; car de 1426 à 1571, il a été relevé douze prieurs qui l'ont

avec sa patène et deux orjoletz, aussi d'argent, en samble leur estuit.

7. Autre calix d'argent rompu, avec sa patène aussi d'argent.
8. Ung reliquiaire d'argent, avec la pièce qui se lève pour porter CORPUS DOMINI, faisant processions, dans lequel a certaines reliques.
9. Autre petit relicquiaire rond, aussi d'argent, auquel a reliques de saint Estienne.
10. Ung test des Evangilles couvert d'argent, et sur les dites couvertes d'argent est figuré, d'ung cousté, Dieu le Père, et de l'autre, y est Jhesus en croix.
11. Ung petit fermoir de livre, d'argent, et deux pièces de cuivre surdauré.
12. Ung encencier d'argent, aux armes de M. Alemand (1).
23. Quatre petites tasses d'argent, que feu M. Alemand donna pour le service du collégiés.
14. La fondation du collégie en parchemin bullée de plomb qu'est dans la caisse.

possédée. C'était sans doute leur résidence d'été; car le climat de Saint-Gilles a toujours eu mauvaise réputation.

Jacques de Manas, qui était également commandeur de Montfrin, fut remplacé, avant le 23 novembre 1535 [E 442, f. 407], par Robert Albe, dit de Roquemartine, commandeur de Trinquetaille et de Sainte-Luce, receveur du commun trésor.

(1) Charles d'Alemand de Rochechinard a été le principal restaurateur de l'ancienne collégiale des prêtres de Saint-Jean, qui avait dé péri pendant les longues absences des grands prieurs. A ce que nous apprend M. l'abbé Goiffon, par acte du 3 mai 1506, il la rétablit en y fondant six collégiats, profès de l'ordre des Hospitaliers, dont quatre prêtres et deux diacres instituables par les grands prieurs de Saint-Gilles, les obligeant à la résidence dans la maison priorale, au chant des heures canoniales et à la messe quotidienne, en la forme indiquée par les Statuts qu'il dressa lui-même. Il donna à cet effet 11,000 livres qu'il avait sur la banque de Saint-Georges de Gènes, et moyennant cette somme, il chargea ses successeurs de nourrir et entretenir les collégiats. Les dignités de ce collège étaient celles de l'infirmier, du sacristain et du précenteur. Ces prêtres devaient desservir, avec l'église de Saint-Jean-Baptiste-lez-Saint-Gilles, celle de Sainte-Marie-du-Temple. L'acte de fondation, reçu par le notaire

15. Une boelte ronde de boys à fere une custode , garny d'ung pied d'argent, et autre petite garniture d'argent dans ladite caisse.
16. Ung anneau d'argent surdauré, avec une grande pierre pour le mal des yeulx (1), dans une petite boyte de boys.
17. Ung estuit à tenir corporaulx, de veloux rouge, et par dessus, en bordure, une Nostre-Dame tenant Jhésus devant soy.
18. Une toille ouvrée aux boutz, servant quand l'on reçoit *corpus Domini*.
19. Dix tapis de Turquie, desquelz M. Alemand en donna six, et les quatre a donné M. Préjan (2), que sont mosquettes.
20. Neuf coyssins , dont les deux sont de damas bleu , à bordure dessus, cinq de veloux noir, ung de veloux vert, et l'autre est rouge et soloit estre veloux.

Guillaume Lerissé (*Arch. dép. H.*, 631), fut ratifié le 28 mars 1509 , par bulle du grand maitre Emerie d'Amboise. Là ne se bornèrent pas ses générosités. Par acte du 3 mai 1512 , il unit au grand prieuré le terroir de Sylve-Godesque et les juridictions de Tosque , Pinède , Teste-de-Loup, Negouromine, Ribières et Comte, et tout cela aux mêmes fins. Enfin , la suite de cet inventaire prouve qu'il donna une grande partie des ornements nécessaires au culte. Il avait été commandeur de Vahours, de 1488 à 1497, et de Sainte-Eulalie, de 1497 à 1503. C'est lui qui a accordé aux habitants de la Cavalerie droit d'usage et de dépaissance dans la forêt de la Salvatge.

(1) Ces pierres pour les maux d'yeux ont été longtemps en usage , et j'en ai relevé pour ma part plusieurs exemples. Ainsi, le 2 décembre 1600, deux cordonniers de Pézenas viennent à Nîmes emprunter d'une hôtesse « une pierre blanche tirant sur le crestel (cristal), longue, servant pour la vue de l'œil, dans laquelle pierre paraît une tache pour se servir d'icelle pierre pour la vue de leurs enfants. » Ils s'engagent à la rendre dans un mois et, à défaut, à payer soixante livres (E. 320 , f. 611). Un demi-siècle plus tard, il a été relevé un procès pour « une pierre de serpent qui levoit et ostoit les taches des yeux. » (Minutes de Pierre Gally, 1664, f. 363).

Au grand prieuré de Saint Gilles, l'infirmier devait, avec cette grande pierre enchassée dans l'anneau, toucher les yeux des malades qui lui étaient amenés.

(2) Prejan n'est autre que Jean de Bidous ou de Vidous.

21. Une chappe processionnal de veloux, en broderie, aux armes de M. Prejan.
22. Une chasuple de veloux rouge, avec diacre et soubz-diacre dudit veloux, brodéz de drap d'or, une estolle, ung manipoul, et deux coliers de drap d'or, que mondit sieur Prejan donna.
23. Ung parement d'autel de veloux rouge, aux armes de M. Alemand.
24. Unga vestisses de damas blanc, sçavoir est : chasuple diacre, soubz-diacre, deux estoules, trois manipouls et trois chappes processionaux, aux armes de M. Charles Alemand.
25. Ung parement d'autel de damas blanc, aux armes dudit Alemand.
26. Une chasuple diacre, soubz-diacre, deux estoules et deux manipoulx, de satin noir, aux armes dudit Alemand.
27. Une chasuple de veloux noir, aux armes dudit Alemand.
28. Une chappe processionnal, de veloux noir, aux armes dudit.
29. Une chappe processionnal de camelot noir, avec les offres (1) de toille d'or et armes de M. Cornilhon (2).
30. Ung parement d'autiel (*sic*) de damas noir, aux armes dudit Alemand.
31. Ung grand drap de doil (3), de veloux noir, aux armes de M. Préjan.
32. Unga vestisses, de damas vert, sçavoir est : chasuple diacre, soubz-diacre, deux estoules, deux manipoulx et troys chappes processionaux, de damas vert, aux armes de M. Alemand.

(1) Orfrois broderies.

(2) Il y a eu, vers 1430, un grand prieur, nommé Jean de Cornillon.

(3) Doil pour deuil, du languedocien dol.

33. Une chasuble de veloux rouge, aux armes d'Alemand, une estouille et ung manipoul dudit veloux.
34. Une chasuble, de satin cremoisin, donnée par M. de Manas, brodée de drap d'or, avec une stouille et ung manipoul dudit satin.
35. Une chasuble, de satin bleu de Bourges, aux armes dudit de Manas, quatre estouilles et ung manipoul dudit satin.
36. Une chasuble de veloux, figure, avec des estouilles et manipoux dudit veloux.
37. Une chasuble de camocas (1) de soye violette et tanée, faite à ramaiges, doublée de toile bleue, avec son estouille.
38. Une chasuble de drap d'escarlatta, avecque ses estouille et manipoul dudit drap, que M. Préjan donna.
39. Ung palli de camocas, pour porter *corpus Domini Christi*.
40. Une chasuble de camocas de soye rouge et blanc.
41. Une chasuble de satin rouge de Bourges, avec diacre et soubz-diacre, de sarge rouge de soye.
42. Deux chappes processionaux, de taffetas rouge.
43. Diacre et soubz-diacre, de veloux rouge, fort usés, servans à deux endroits.
44. Diacre et soubz-diacre de serge blanche de soye, aussi usés.
45. Une chappe processionnal de taffetas verd, auxdites armes de Cornilhon.
46. Une chasuble vieille, rouge, de soye, aux armes de Cornilhon.
47. Une chasuble de camelot blanc, aux armes de M. de Manas, avec son estouille et manipoul.
48. Ung parement de cuyr (2), aux armes de M. de Manas.

(1) Nom d'étoffe sur laquelle il n'a pas été trouvé de renseignements.

(2) Devant d'autel.

49. Une chasuple de camelot bleu, avecques ses estouilles et manipoul, doublé de fustaine noire.
50. Une chasuple de damas blanc fort usée.
51. Une chasuple de camocas (1) en laine, vielhe.
52. Ung vel (2) a tenir devant *Corpus Domini*.
53. Cinq corporaulx.
54. Six toualhes et demye.
55. Neuf aulbes.
56. Neuf amitz.
57. Cinq cordons.
58. Deux altaretz.
59. Ung parement d'autel de taffetas rouge aux armes de M. Alemand.
60. Une couverte de camocas jaulne sur le grand autel.
61. Au grand autel deux chandeliers de lothon.
62. A l'entour du grand autel deux grands chandeliers de fer.
63. Huict grandz sierges de cire blanche pandus au rétable du grand autel que M. Prejan donna.
64. A la chappelle de M. de Manas une coverte de peau blanche à couvrir l'autel de ladite chapelle.
65. A l'autel de ladite chapelle deux chandeliers de lothon.
66. Ung livre dict Santiel (6) en perchemin aux armes de M. Alemand.
67. Deux responciers aussi en perchemin.
68. Deux graduaulx aussi en perchemin.
69. Ung missal aussi en perchemin.
70. Ung breviaire surdauré aux armes dudit Alemand.
71. Ung epistolaire en parchemin, ung legendaire, ung autre psaultier vieulx et ung breviaire aussi vieulx et ung ordinaire, le tout perchemin.

(1) Voici encore le camocas, mais cette fois au lieu d'être un tissu de soie, c'est un tissu de laine.

(2) Vel ou voile.

72. Ung gradual en parchemin auquel sont les offices de Nostre Dame seulement, aux armes dudict Alemand.
73. Ferrial de metal à pourter l'eau benoite avec deux esparsons de fer.
74. Petit benoytier d'estaing à la chapelle de M. de Manas.
75. Ung lavesmain d'estaing dans la sacrestie.
76. Ung bassin de loton à reculer les offrandes.
77. Une bolte en *maman de manet* (sic) (1) de cuyr a tenir l'enssens avec sa couverte et ung petit cuilier aussi de cuivre.
78. Une petite crosse de cuivre.
79. Six orjolets d'estaing.
80. Une souspie d'estaing au cousté du grand auteil.
81. Une petite cloche sive squile (2) de metal, rompue.
82. Ung chandelier de loton rompu.
83. La garniture d'une alampic (3) de loton rompu.
84. Six orjolets (4) d'argent, deux grands dauretz, deux petits et deux autres petitz rompus.
85. Une chasuple de taffetas rouge faicte en ouvraige avec son manipoul et son estolle aux armes de feu sieur du Broc (5).
86. Ung paremant d'autel de veloux rouge avec les armes de feu frère Philippe du Broc.
87. Autre parement d'autel taffetas de Turquie.

On le voit, rien n'a été épargné en ce qui touche l'ornementation de l'église Saint-Jean-Baptiste. Les grands prieurs qui se sont succédé ont beau ne faire que de rares apparitions au chef-lieu de leur résidence officielle, ils

(1) Je suis sûr de la lecture, mais j'avoue ignorer ce que signifie *maman de manet*.

(2) Mot languedocien encore usité.

(3) Alambic.

(4) Burette.

(5) C'est Philippe du Broc, le grand prieur récemment décédé.

n'en consacrent pas moins à cet objet une part importante de leurs revenus. C'est avec l'aumône, qui par leurs ordres est distribuée deux fois par semaine, leur principale préoccupation : aussi ne faut-il pas s'étonner si parfois ils sont obligés de recourir à l'emprunt (4).

IV

Malgré toutes mes investigations, le chiffre total des revenus du grand prieuré n'a pu être mathématiquement établi, mais à s'en référer aux allées et venues du notaire, au temps employé à l'inventaire, — il a demandé onze jours pleins, — le produit devait être de sérieuse importance. S'il était grevé de nombreuses charges (2), il était alimenté par des sources multiples que, faute de mieux, il convient tout au moins de signaler. C'est un point qui mérite d'être mis en lumière, car il est assez communément ignoré.

Sans parler du domaine rural, attenant à la maison prieurale, sur lequel se trouvait un moulin à vent (3), le grand prieur avait sous sa dépendance, la commanderie de Cavalet qui était une ferme importante au terroir de Saint-Gilles, le château de Mothe-lez-Saint-Gilles qui était affermé 500 livres (4), le Temple de Lunel, ainsi dénommé parce que cette maison avait appartenu aux Templiers, Saint-Pierre-de-Champ-Public-lez-Beaucaire dont la cha-

(1) Allusion à un emprunt de mille livres pour se rendre à l'île de Malte.

(2) La *responcion* ou somme versée au trésor central était un quart du revenu.

(3) Au fronton de la porte d'entrée, M. le chanoine Teissonnier a relevé un écusson écartelé d'une étoile et d'un lion, timbré d'un casque de chevalier. Le lambrequin porte la devise : *Vitam pro laude pacisi* (sic).

(4) Jean de Chaumes au nom du grand prieur arrente, à Jean Reboul, ce domaine au prix indiqué, plus douze chapons, douze poulets pour le chapitre de Saint-Gilles [E, 473, f. 297].

pelle était mieux approvisionnée que le château, le mas de Saint-Jean-de-Bellegarde dont nous ignorons l'importance et les salins de Listet qui avaient produit en l'année 1556 trois cents muids de sel (1). Ce n'est pas tout : tandis qu'à Saint-Gilles, il était le premier vassal de l'abbé ; à Générac, au contraire, il avait le droit de haute moyenne et basse justice. En qualité de seigneur de ce lieu, il possédait le château qui suivant l'usage était une modeste maison flanquée de quatre tours et qui cependant était assez convenablement meublée, car à l'époque de la réunion du chapitre, il devait servir à loger les commandeurs que le prieuré ne pouvait recevoir.

Dans ce château qui n'était rien moins que féodal (2), il y avait encore moins d'armes qu'au prieuré où tout se réduisait aux arquebuses placées de chaque côté du portail, mais il n'en était pas de même à la Pinède de Saint-Jean qui se trouvait sur le terroir de la ville d'Aiguesmortes et qui avait pour gouverneur André Mezerac (3). Vu son éloignement de tous lieux habités, on avait laissé à sa disposition un corseton, c'est à dire toutes les pièces pour armer un homme, une hallebarde, une arbalète avec ses bandages, une arquebuse à croc de bronze avec son garniment de bois. On avait également pensé aux besoins religieux : témoin un rétable pour servir d'autel, une pierre mabre (*sic*) consacrée, un calice de pourpre (*sic*) avec sa paix, une botte à tenir hostie, un missel, une chape de taffetas rouge et quelques autres ornements sacerdotaux.

(1) Ce salin payait le droit du trézain à la ville d'Aigues-Mortes.

(2) La salle basse était mise à la disposition du conseil municipal de ce lieu.

(3) Cette commanderie, placée à sept kilomètres d'Aiguesmortes a son histoire. Il suffira de rappeler qu'après avoir été incendiée par les camisards, elle fut reconstruite en 1710. C'est ce qui ressort d'une inscription en marbre blanc qu'a conservée religieusement le propriétaire actuel, M. de Roussel. Aujourd'hui les pins ont à peu près complètement disparus et sont remplacés par un magnifique et important vignoble.

Telles étaient les annexes du grand prieuré de Saint-Gilles : quant au titulaire, c'était toujours un homme de mérite qui était promu à ce poste de confiance. Si parfois c'était le couronnement d'une carrière honorable, parfois aussi c'était une courte étape avant d'être élevé à la dignité suprême. Je ne rappellerai pas tous ceux qui ont eu cet honneur. Qu'il suffise de dire en terminant qu'il est advenu au successeur immédiat de Philippe de Broc. Tout le monde sait que Jean de la Valette dit Parizot (1), élu quelques mois après grand maître de l'ordre, s'est immortalisé par la glorieuse défense de l'île de Malte.

Docteur PUECH.

(1) Il eut pour successeur François de Tucheboëuf, dit de Clermont.

LE MARÉCHAL DE TOIRAS

1585-1636

Parmi les hommes de guerre que le département du Gard a vus naître, deux seulement sont arrivés à la dignité suprême des armées de terre et de mer : l'amiral Brueys, tué à Aboukir sur son banc de quart et le maréchal de Toiras frappé mortellement sur la brèche, au siège de Fontanette. Le premier appartenait à la génération qui a précédé celle de nos pères et son nom, comme celui de tous les héros des épopées de la République et de l'Empire, vibre encore dans tous les souvenirs ; près de trois siècles nous séparent de l'autre et la nuit s'est faite sur sa mémoire. Le soldat de l'île de Ré, le défenseur de Casal, le capitaine qui a fait l'admiration de l'Europe, est un inconnu pour la foule qui ne lit pas son nom sur les murs de notre cité à côté de ceux de Turenne, de Condé et de Villars. Nul doute que ces gloires plus éclatantes n'aient éclipsé la sienne ; mais elles ne sont pas locales et l'oubli de la plus grande illustration militaire de notre contrée est une injustice à réparer. A quoi l'attribuer ? Est-ce le fait du temps qui renverse une ruine et en respecte une autre ? Est-ce la conséquence de l'ingratitude qui paya tant de services rendus ? Est-ce ignorance de ses hauts faits ? Est-ce une erreur sur les causes de sa disgrâce ? C'est ce qu'il nous a paru curieux de rechercher en jetant un coup d'œil rapide sur la vie de notre héros.

Histoire du maréchal de Toiras, par Michel Baudier. — *Mercure françois*. — *Histoire du cardinal de Richelieu*, par Aubéry. — *Histoire de Louis XIII*, par Scipion Dupleix. — Archives du château de Cabrières.

I

La famille de Toiras⁽¹⁾ descendait des barons de Caylar, au diocèse de Lodève, qui suivirent le comte de Saint-Gilles en Terre-Sainte en 1096. En 1377, Guillaume, VI^m du nom, épousa Catherine, dame de Montferrier et de Resteinclères, et en secondes noces Louise de Saint-Bonnet, fille de Pierre de Saint-Bonnet, seigneur de Toiras, Saint-Jean-de-Gardonnenque. La Forêt et autres lieux. Elle légua ces terres à sa descendance à charge de prendre son nom et ses armes. Vers la fin du xv^m siècle, Aymar de Saint-Bonnet, XI^m du nom, épousa Françoise de Claret de Saint-Félix et en eut :

1^o Jacques de Resteinclères, gouverneur de Lodève, sénéchal de Montpellier, mestre de camp d'un régiment de gens de pied ;

2^o Simon, seigneur de la Forêt, gouverneur du château de Foix ;

3^o Claude, abbé de Saint-Gilles, évêque de Nîmes ;

4^o Jean de Toiras, maréchal de France, gouverneur de l'Auvergne, ambassadeur de France ;

5^o Paul et Rollin, tués à l'île de Ré.

Il eut encore trois filles : Françoise, dame de Mongros, Isabeau, dame de Lézignan et Marguerite, veuve du sieur de Brinon et remariée à Jean de Rovérié, II^m du nom, seigneur de Cabrières. Nous devons à cette alliance la transmission de quelques documents intéressants.

Aymar de Toiras testa le 20 juillet 1608, au château de Resteinclères, dans le val de Montferran, au diocèse de Montpellier. Il appartenait à la religion réformée, ainsi que le prouve son testament où il désigne le lieu de sa

(1) Le père du maréchal et ses fils signaient : Toiras. Les notaires ont ajouté libéralement un y puis un h et quelques auteurs se sont conformés à cette tendance de l'époque. Baudier a conservé l'orthographe réelle du nom.

sépulture, et par lequel il lègue 4,000 livres à chacun de ses fils et 1,500 seulement à Claude, « qui s'est fait ecclésiastique. »

De son vivant, ses enfants, sauf peut-être l'aîné, se firent successivement catholiques. La conversion du futur maréchal eut lieu dans sa première jeunesse. Son historien, Michel Baudier, glisse sur cette circonstance ; mais le père Inglaris, jésuite italien, qui composa son épitaphe, y insiste avec force, aux dépens de la vérité :

Toirasius hic est, ex assertore eversor hæreseos

Jean de Toiras a combattu contre les protestants, mais jamais avec eux et pour cause. Né le 1^{er} mars 1585, à Saint-Jean de Gardonnenque,—aujourd'hui Saint-Jean-du-Gard,—il fut donné, comme page, à l'âge de douze ans, à Gaspard Pellet, baron de la Verune, gouverneur de Caen, allié à sa famille. De là, il passa dans la maison du prince de Condé, la dame de Vérune étant une Montmorency comme la princesse. Il fut certainement alors élevé dans la religion de ses maîtres, l'un et l'autre ardents catholiques.

Passionné pour les exercices du corps, adroit chasseur, bon cavalier, il devint rapidement écuyer et premier gentilhomme du prince et lorsque celui-ci, pour soustraire sa jeune femme aux poursuites d'Henri IV, passa la frontière, il le suivit en Flandre, comme c'était son devoir. Mais lorsqu'il fut question d'aller en Espagne, en pays ennemi, le patriotisme et peut-être l'ambition l'emportèrent, il revint à la Cour de France. Le Roi l'accueillit avec joie, l'admit à toutes ses chasses et plus d'une fois, laissant le grand veneur scandalisé courir tout seul le cerf, on les vit se dérober ensemble sous les grandes futaies pour parler de la bien-aimée. Louis XIII lui témoigna la même amitié, mais seulement pour ses talents cynégétiques. Il eut successivement la meute du lièvre et le vol

des oiseaux, devint lieutenant de la vénerie, puis capitaine de la volière. On pouvait aller loin dans cette voie avec ce monarque, mais ce n'était pas là la vocation de Toiras qui se sentait celle de chasseur d'hommes. Il demanda donc une compagnie aux gardes et débuta au siège de Caen et à l'affaire de Pont-de-Cé. Son importance grandissant tous les jours, ses frères, Resteinclères, La Forêt et Montferrier eurent part, grâce à lui, aux faveurs royales. Quand il fallut remplacer au château de Foix un gouverneur huguenot, Toiras proposa provisoirement son aîné, qui était encore protestant et gouverneur de Lodève, une des places de garantie de ses coreligionnaires, afin de concilier la confiance de la garnison avec la fidélité due au Roi. Puis en 1621, La Forêt alla relever son frère et manœuvra si bien que la ville redevint catholique.

Il prit ensuite une part active aux sièges de Montauban et de Montpellier. C'est sous les murs de cette ville que le célèbre ingénieur Gamourini l'initia à l'art de l'attaque et de la défense des places, science de haute importance alors et dans laquelle l'élève allait bientôt passer maître (1).

Le commandement du fort Louis, devant La Rochelle,

(1) Un détail curieux à propos du siège de Montauban. Le roi avait formé, avec les gentilshommes de son petit lever, une compagnie de tireurs au papegai, dont le capitaine était tour à tour le vainqueur du concours hebdomadaire; mais, grâce à sa supériorité pour le tir, Toiras en avait le commandement à demeure. Dans les tranchées de Montauban le jeu continua, mais avec les assiégés pour cible. Louis XIII n'y prenait point part l'arquebuse à la main, mais il remplissait, de son quartier général, les fonctions de brigadier, grade modeste qu'il s'était réservé. « Mon capitaine, écrivait-il à son chef, je vous envoie le maréchal des logis avec quatre compagnons qui seront relevés à midy, » avec la souscription : « A Monsieur de Toiras, capitaine des carabins, arquebusiers, tireurs en volant et en courant. » Et le capitaine de répondre : « Mon brigadier, je vous prie de les faire relever par la seconde brigade afin qu'à leur tour ils partagent les honneurs. » Tout cela paraît bien un peu cruel; mais n'avions nous pas aussi nos francs-tireurs dans les trous-de-loup de Sébastopol ?

étant devenu vacant , il le demanda et l'obtint. Le bruit courut alors qu'il quittait la cour, parce que Richelieu, contre lequel il avait cabalé, arrivait au pouvoir. J'insiste sur ce point de départ des disgrâces futures. Quoi qu'il en soit, il s'empresse de mettre la place en état. Cette mesure provoque immédiatement les réclamations des Rochellois. Il propose alors secrètement au premier ministre de leur enlever l'île de Ré qui ferme leur rade. Puis, pendant que La Forêt va en Hollande acheter des vaisseaux pour le roi, il descend dans le Médoc et le Bordelais , à la tête de son fameux régiment de Champagne, bat Soubise, et enfin, le 14 septembre 1625, après un brillant combat, lui enlève l'île de Ré et le fort Saint-Martin. Toiras, promu maréchal de camp , reçut alors les félicitations du roi et du cardinal, qui lui écrivit avec la grâce féline qu'on lui connaît :
« L'oubly que vous faictes de vos amis ne m'empeschera
« pas que je vous tesmoigne la part que je prens à l'honneur que vous avez acquis. »

L'ordre lui est donné d'armer activement les forts , car on sait que l'Angleterre vient décidément au secours de la Rochelle. Ce n'est plus, dès lors, une guerre civile et religieuse, mais une lutte nationale; il fait appel aux hommes de cœur et de bonne volonté , et parmi ceux-là , ses frères sont en première ligne. Paul et Rollin s'enferment avec lui dans l'île , La Forêt prendra le commandement du fort Louis, et l'évêque de Nîmes se rendra à la cour pour activer l'envoi des secours. Le 20 juillet 1627 , Buckingham débarque, mais il est reçu vigoureusement. Toiras est obligé néanmoins de rentrer dans le fort Saint-Martin , après avoir éprouvé des pertes sérieuses, entre autres celle de son frère Rollin. On lui reprocha d'avoir engagé l'action par une charge de cavalerie contre une infanterie fraîche qu'il n'avait pas encore ébranlée par son feu.

De son côté, l'ennemi perdit 500 hommes, dont fut Saint-Blancard , ce gentilhomme languedocien qui avait négocier

cié l'intervention anglaise. Soubise n'assista pas à l'affaire ; il avait choisi ce jour-là pour faire une visite à la duchesse de Rohan, sa mère , à la Rochelle. L'application du commandement de Dieu : « Honore ton père et ta mère , afin de vivre longuement, » qui lui fut faite à ce propos , n'est pas de Toiras, comme on le croit communément , mais de Gaston d'Orléans (1). Les brocards pleuvaient du reste sur ce cadet de haute race, qui ne jouissait pas d'une grande réputation de bravoure. « Ce sera bientôt le plus vieux capitaine de votre royaume, » disait-on au roi, et lorsqu'à la prise de l'île, on retrouva son épée dans sa chaloupe, son capitaine des gardes, fait prisonnier, ne se gêna pas pour dire : « Elle sera tombée de son baudrier, car il ne l'a pas mise à la main de la journée. »

Je n'entrerai pas dans le détail de la défense du fort et des souffrances de ses défenseurs , bloqués étroitement , privés d'eau et réduits à la famine. Les Anglais s'avisèrent d'un stratagème odieux pour diminuer encore leurs ressources si précieuses. On a vu de tout temps les assiégeants repousser dans la place les bouches inutiles qu'on craint d'en faire sortir , mais eux, ramassant les femmes des défenseurs restées dans l'île, les poussèrent vers leurs murs à coups de bâton et de mousquetades, laissant leurs maris dans l'alternative de les voir mourir sous leurs yeux ou de partager avec elles leur dernier morceau de pain. Tentait-on de la côte un ravitaillement ? les matelots , faits prisonniers, étaient jetés à la mer, un bras lié à une jambe, et leurs cadavres , poussés par les flots, venaient jeter le découragement parmi leurs camarades. Du reste , à part ces atrocités, les deux généraux agissaient vis-à-vis l'un de l'autre en courtois gentilshommes. Buckingham , sachant Toiras malade , lui envoie une douzaine de melons

(1) Ce mot, que la Bibliographie universelle lui attribue à tort, Toiras était trop bon pour l'adresser à l'un de ses officiers , trop généreux pour le dire d'un ennemi.

auxquels celui-ci riposte par autant de bouteilles de fleurs d'orange, et les valets, porteurs de ces présents, reçoivent respectivement , l'un vingt jacobus et l'autre vingt écus d'or.

Le plus cruel pour les assiégés était qu'on connaissait la maladie du roi et qu'on n'avait plus de nouvelles. Il arriva bien une lettre, promettant des secours et des récompenses , mais , hélas ! l'argent manquait à la cour. Richelieu, pour faire face à la détresse de l'État , emprunta sur ses biens, engagea ses bijoux. Un huguenot eut même , à ce sujet, un mot plaisant : « Le cardinal, écrivait-il à l'un de ses amis, est bien heureux de n'être plus évêque ; il n'aurait plus une bague pour donner sa bénédiction. » Un léger ravitaillement vint bien ranimer les courages et permit encore de repousser victorieusement un assaut furieux des Anglais ; mais les assiégés, exténués par trois mois de privations, commencèrent à se mutiner et à parler tout haut de se rendre.

Toiras , sérieusement malade , atteint dans sa santé et dans ses affections les plus chères , — il venait de perdre un second frère au dernier combat , — envoya des parlementaires au camp ennemi , bien décidé néanmoins à sortir et à succomber en rase campagne plutôt que de capituler. Son étoile et son énergie le servirent à souhait. Le convoi considérable préparé par le cardinal força la passe et l'on vint annoncer l'arrivée du roi. Comme la gaieté française n'abdique jamais ses droits, les Anglais, stupéfaits , virent, à midi, heure fixée pour la fin de la trêve et la reprise des hostilités, les assiégés, sans poudre et sans pain la veille, arborer des jambons à l'extrémité de leurs piques et saluer les tranchées d'une décharge générale.

On délibérait pendant ce temps-là devant la Rochelle. Le garde des sceaux Marillac opinait pour laisser à eux-mêmes les défenseurs de Ré, parce que les secours affaibliraient d'autant l'armée royale ; mais le cardinal répondit

qu'outre l'honneur des armées du roi à sauvegarder , la possession de Ré et d'Oléron importait à la sûreté de nos côtes, et l'expédition , que réclamait d'ailleurs l'opinion publique, fut décidée. Le 8 novembre, après un dernier assaut repoussé comme les précédents , Buckingham leva le blocus et envoya un parlementaire à Toiras pour prendre congé et le féliciter de sa victoire. Le surlendemain, Schomberg , avec 2,000 hommes , débarquait dans l'île et se dirigeait sur Saint-Martin. Quand on vit son héroïque défenseur sortir seul de la place et se diriger vers l'armée de secours, une émotion indicible remua tous les cœurs. Les volontaires rompirent les rangs pour courir à sa rencontre. Il fallut que le maréchal contint leur enthousiasme au nom de la discipline et réservât à deux gentilshommes l'honneur de l'embrasser les premiers au nom de tous. Toiras resta un moment sans voix dans leurs bras, et quand il put parler , sa première parole fut pour son maître : « Messieurs, demanda-t-il, comment se porte le roi ? »

On marcha immédiatement contre l'ennemi , qui essuya une dernière défaite et se rembarqua, l'épée dans les reins.

Quand Toiras vint au camp, le roi, qui était à table , se leva et fit trois pas au devant de lui pour l'embrasser. Il lui accordait les biens confisqués de Soubise et , après la remise qu'il fit des forts, pour être démolis , une somme de 100,000 écus. Félicité par le cardinal et par la cour , loué dans la chaire, honoré d'une lettre d'éloges du pape Urbain VIII, rien ne manqua à la gloire de l'heureux vainqueur : c'est que , pour le monde catholique , la prise de Ré était le prélude de la chute de La Rochelle.

Il y eut pourtant, quelques jours après, un ombre à ce tableau. Toiras s'étant présenté chez le garde des sceaux , pour lui recommander un de ses compagnons d'armes, celui-ci, qui lui gardait rancune du succès de l'expédition qu'il avait blâmée , lui répondit aigrement : « Vous êtes

bien pressé, Monsieur , de demander des récompenses. Vous avez bien servi le roi dans l'île, mais il y a plus de cinq cents gentilshommes en France qui en eussent fait autant. » — « J'espère qu'il y en a plus de deux mille, répartit brusquement le brave soldat, de même que je crois qu'il y en a plus de quatre mille capables de tenir les sceaux aussi bien que vous. » Et il sortit fièrement. Marillac ne lui pardonna jamais cette leçon si bien méritée et Toiras compta à la cour un ennemi de plus.

II

Nous arrivons maintenant à la seconde phase de la vie militaire de notre héros. Le duc de Mantoue étant mort en 1627, le duché revenait , par droit d'alliance et de succession, au duc de Nevers. Mais l'Allemagne, l'Espagne et la Savoie n'acceptaient pas le candidat français. Louis XIII, suivi du cardinal, se porta vivement sur les Alpes et força le pas de Suze. Le duc de Savoie terrifié permit aux Français d'aller ravitailler Casal, et Toiras, désigné pour cette mission, reçut, en outre, le commandement du Montferrat; mais il dut bientôt se renfermer dans la place devant les forces coalisées qui s'avançaient sous les ordres du célèbre marquis de Spinola. Richelieu lui écrit qu'un convoi de vivres va le ravitailler et qu'une armée imposante s'avance pour le secourir; mais personne à la cour ne se dissimule la gravité de la situation, et Baudier, qui s'y trouvait, raconte qu'on y disait couramment que ce poste périlleux n'avait été donné à Toiras que pour le perdre. Heureusement que si les circonstances sont les mêmes qu'à l'île de Ré, le défenseur est aussi le même homme. Il réquisitionne les blés des sujets du duc de Savoie et répare les remparts. Les bourgeois de la ville rivalisent d'ardeur avec la garnison, le clergé donne l'exemple et prend la hotte et la pelle. La ville offre en définitive une médiocre résistance comme

place de guerre. Si le château est assez solide , si la citadelle passe pour une des meilleures de l'Europe, l'enceinte est faible et les fossés sont peu profonds et privés d'eau. De plus, les postes avancés viennent d'être enlevés. Ponte di Stura s'est rendu par lâcheté. Auximiniano a capitulé après quatorze jours de combats, sa garnison est renvoyée en France avec armes et bagages, et son chef, Montauzier, obtient comme faveur de rentrer dans la ville (1).

Le 23 mai , Spinola , avec 30,000 Allemands, Espagnols et Italiens, a terminé le tomplet investissement de Casal.

Il serait trop long de raconter les sorties incessantes de la garnison , sorties toujours victorieuses et qui coûtent cher à l'ennemi. La guerre a pris un caractère d'acharnement marqué. On ne fait plus de quartier. Spinola refuse d'envoyer des vivres pour ses soldats prisonniers : on les laissera mourir de faim. Il accepte les échanges, mais prétend renvoyer les Français en France et garder les Espagnols : Toiras répond que si les Espagnols ne peuvent aller chez eux, il les enverra dans l'autre monde. Les femmes et les enfants s'en mêlent ; une Italienne prend un mousquet et tue plusieurs ennemis ; les enfants se partagent en deux camps et se livrent des combats sanglants et mortels. Puis viennent les bravades habituelles aux nôtres. A l'issue d'un souper, quelques gentilshommes vont danser et boire sur un bastion , à la barbe des Espagnols ; un fourneau de mine éclate et enterre les uns et les autres.

Cependant l'argent manque pour la solde : Toiras fait fondre sa vaisselle. Les banquiers ne peuvent, faute d'espèces, payer les traites du cardinal : il fait frapper avec le métal d'un canon hors de service trente mille écus de

(1) Il s'était déjà fait remarquer au premier siège de Casal, en traversant les lignes espagnoles, déguisé en jésuite. De la part d'un huguenot, fait remarquer plaisamment Baudier, c'était passer d'une extrémité à l'autre.

monnaie obsidionale remboursables à la paix. Le tiers de cette somme ne sera pas échangé ; nos soldats préféreront la garder comme souvenir de cette lutte épique. Mais le temps s'écoule et les secours n'arrivent pas ; l'artillerie ennemie écrase celle des assiégés ; les habitants, effrayés d'une aussi longue résistance, pensent aux représailles, aux horreurs de la prise d'assaut ; les désertions et les trahisons commencent ; enfin la peste éclate au milieu de cette population épuisée : elle emportera quatre mille personnes pendant le siège. Il est vrai qu'un gentilhomme s'est introduit dans la place sous le déguisement d'un seigneur allemand, après s'être fait héberger comme tel trois jours par Spinola, et qu'il apporte de bonnes nouvelles ; mais les deux neveux de Toiras, de Merviel et de Brinon, trouvent la mort dans une pareille tentative. Il était écrit que le défenseur de Casal marquerait du sang des siens ses deux belles entreprises. Il tombe malade et fait savoir à la Cour qu'il n'a plus de vivres que jusqu'au 25 septembre.

Du reste, si la contagion règne dans la ville assiégée, elle ravage aussi le camp de Spinola. Un jeune diplomate, envoyé par le Pape, le cavaliere Julio Mazarini propose alors une trêve. Les travaux d'attaque et de défense resteront dans l'état ; la ville et le château seront livrés à Spinola et Toiras gardera la citadelle. Si, le 31 octobre, au plus tard, l'armée de secours n'a pas paru, les Français évacueront la citadelle ; au cas contraire, les Espagnols rendront la ville et le château. Cet arrangement plaisait à Spinola, en sauvant sa réputation d'un échec et mécontentait Toiras qui perdait le fruit de sa défense. On le blâma dans le temps de l'avoir accepté parce que l'on ne savait pas qu'il avait reçu l'ordre formel du Roi de s'y conformer. Il dut obéir et le Pape qui l'avait déjà félicité pour ses succès de l'île de Ré, le remercia par un bref

d'avoir rendu la paix à l'Italie. Cependant son rival, le grand Spinola, aigri par sa défaite, abandonné par l'Espagne, était à son lit de mort. Toiras vint le visiter et fut reçu avec tous les honneurs militaires. « Je serai blâmé de mon insuccès dans le monde, lui dit l'illustre mourant, en lui serrant la main, mais je me console en pensant que je ne le dois qu'à votre belle résistance. » — « Que votre seigneurie dise plutôt qu'elle a voulu épargner la réputation d'un pauvre gentilhomme, » répondit modestement Toiras. Ces nobles paroles prouvent l'estime dont jouissait notre héros parmi les ennemis (1).

Cependant l'armée de Schomberg et de La Force s'avancait et les coalisés se fortifiaient dans leur camp ; la paix de Ratisbonne avait détaché l'Empire de leur cause et le nouveau duc de Savoie, Victor-Amédée, hésitait entre la France et l'Espagne, continuant le système de bascule cher à sa dynastie. Le 26 octobre enfin, l'armée française marche en ordre de bataille contre la place. Elle n'est plus qu'à cinq cent pas des retranchements, on vient de faire à genoux la prière générale ; les officiers ont mis l'épée à la main et sur les glacis de la citadelle, Toiras dispose ses troupes pour une sortie. L'artillerie a déjà ouvert le feu, quand on vit le Mararini passer au galop entre les lignes en criant : la paix, la paix ; il était temps ! mais ce fut une grande déception pour nos troupes. Le 28, les Espagnols évacuèrent Casal de fort mauvaise grâce et remirent la ville au commissaire impérial chargé d'en donner l'investiture au duc de Mantoue, au nom de l'Empereur. La guerre était terminée.

(1) Quelque temps après, le général Léganès recevant en parlementaire un gentilhomme français, nommé de La Tour, se leva et se découvrit dès qu'il sût qu'il avait devant lui un cousin de Toiras.

III

Toiras revint en France et fut élevé à la dignité de maréchal par lettres du 19 décembre 1630. Cette promotion fut accueillie avec joie par l'opinion qui l'imposa, dit-on, au Cardinal. Devenu l'idole du peuple de Paris, on se pressait sur son passage et il lui fallait faire baisser les glaces de son carrosse pour satisfaire sa curiosité et son admiration. C'en était trop pour l'âme inquiète et jalouse du premier ministre. La défense de Casal allait-elle faire oublier la prise de la Rochelle ? Allait-il voir surgir un autre Concini, mais suivi, celui-là, d'un cortège de gloire et de popularité ? Justement la reine-mère et Gaston d'Orléans, vaincus à la journée des Dupes, venaient de jeter le masque. Il leur fallait un homme : Monsieur, écrivit à Toiras de venir lui parler. Le maréchal, en fidèle sujet, envoya la lettre au Roi sans l'ouvrir et partit pour l'Italie où il était investi du commandement général des troupes et des fonctions d'ambassadeur de France.

Le rôle que les mécontents lui réservaient sans doute, ce fut Montmorency qui le prit, levant l'étendard de la révolte, entraînant avec lui une grande partie de la noblesse et du clergé du midi et avec eux Jacques de Resteinclères et l'évêque de Nîmes. Cet événement plongea Toiras dans le désespoir : il se sentait désigné comme leur complice. Il écrivit au cardinal et au Roi, attestant sa fidélité, déclarant qu'il renonçait ses frères et les abandonnait. Richelieu lui donna acte de sa soumission en des termes dont il dût ressentir la sévérité et la portée menaçante : « Monsieur, lui écrivit-il, je connois bien votre humeur et je répondrais jamais que vous ne soyez pas sujet à quelques colères passagères et quelquefois

mal fondées, mais bien qu'on ne verra jamais de vous que ce qu'on doit attendre d'un homme de bien. » Et une autrefois : « C'est à vous à remettre votre esprit en la confiance qu'il doit être et donner lieu au Roy de l'avoir ainsi de vous. Je vous assure que la disposition y est entière et que le tout dépend de vostre conduite. »

Le Roi se montra digne de son surnom de Juste. Il savait son serviteur sincère et dévoué ; il lui répondit affectueusement, lui donna le gouvernement de l'Auvergne et fit grâce à ses frères, en considération de ses services. Toiras, à demi consolé, ajouta cette année à ses exploits militaires passés, d'importants services diplomatiques. Il fit conclure, de concert avec Servien, le triple traité de Chérasque qui assurait le duché de Mantoue au duc de Nevers et donnait Pignerol à la France. Il réconcilia Venise et la Savoie et jeta les bases d'un projet de confédération des princes italiens garantissant l'indépendance de la Péninsule. Une dernière et perfide récompense l'attendait : le cardinal lui fit donner le collier des ordres du Roi. Or pour l'avoir réellement, il fallait venir le chercher, et Toiras savait, du moins, Baudier l'affirme, qu'on était décidé à le faire arrêter. Il avait à choisir entre la prison et l'exil : il resta. Alors toutes les disgrâces fondent sur lui. On lui enlève ses pensions, son gouvernement, son traitement de maréchal, on réduit à la misère, en face de l'étranger, le vainqueur de Spinola, le libérateur de l'Italie. On n'ébranla pas sa fidélité. L'Espagne lui fit offrir de l'argent en échange de Casal qu'il occupait encore, l'Allemagne le commandement de ses troupes et Victor-Amédée, plein d'estime et d'affection pour lui, voulut effacer par ses bienfaits l'ingratitude de son allié. Le cardinal Barberini à Ferrare, le pape Urbain VIII à Rome lui donnèrent une généreuse hospitalité et sur la terre d'exil le maréchal trouva dans la foule empressée sur ses pas le même accueil que dans sa patrie.

Qu'avait-on donc à lui reprocher ? Moréri dit que le motif de sa disgrâce est resté inconnu, et le fait est que ce fut un secret même à l'époque. On disait à la cour que c'était trop d'avoir reçu des propositions de l'Espagne, alors qu'il les avait refusées avec éclat ; qu'il portait la peine de la trahison de ses frères , alors qu'il les avait publiquement désavoués ; enfin, qu'il succombait à la haine et à la jalousie du cardinal, et c'était là la vérité. Je n'en veux pas d'autres preuves que le mystère qui a enveloppé cette honteuse intrigue et le concert d'éloges qui s'éleva de toutes parts quand Richelieu eût disparu et qui n'a point cessé depuis. « Ce m'est une religion, écrivait Mme de Sévigné, à propos d'un descendant de Toiras, que la vénération que j'ai pour cette maison. Ce sentiment m'est inspiré depuis ma tendre jeunesse, et j'ai appris, par la même tradition, que le maréchal eût épousé ma mère, si la mort n'eût emporté ce héros. »

Je conviens que son caractère brusque et violent ait dû irriter l'humeur altière d'un homme habitué à voir tout plier devant lui. Il l'avoue lui-même : « Le roi connaît mes caprices, disait-il à son confident ; quant à l'autre, je ne m'en travaille point. » Et de fait, d'après son royal maître, « il n'avait pas toujours la calotte dans son assiette. »

A côté de ces accusations vaguement formulées, et dont le temps a fait justice, faut-il citer celles qu'un écrivain contemporain nous a conservées ? Scipion Dupleix, qui ne ménage pas les louanges à Toiras en d'autres circonstances, l'accuse d'imprévoyance dans l'approvisionnement des forts de Ré et même d'infidélité. Il dit que, ne prévoyant pas une rupture si prompte avec l'Angleterre, il avait employé une partie des sommes qu'il avait reçues à recevoir magnifiquement ses amis. Baudier oppose, avec indignation, à cette calomnie, les témoignages de la satisfaction royale qui lui furent donnés, après vérification de

ses comptes, par lettres du 29 novembre 1626 (1). Certes, le maréchal était libéral, et sa générosité était proverbiale. Il rivalisait, sous ce rapport, avec Bassompierre et Montmorency; mais, loin de dilapider les deniers publics, il employa son propre bien et celui de ses amis pour subvenir aux besoins de l'État (2). Ainsi le constate l'édit de janvier 1631, par lequel le roi lui accorde, à titre de remboursement, cent mille livres de rente, au denier seize, sur les Aides de Paris. Ces faits même semblent concluants et je crois avoir dissipé tous les doutes qui pourraient planer encore sur sa mémoire; mais si l'on m'objectait qu'il aurait dû obéir aux ordres de la cour et venir à Paris, je répondrais que le maréchal de Marillac, accusé à tort ou à raison de concussion, et condamné à mort peut-être pour les intrigues de son frère, venait d'être exécuté, et que cet exemple était de nature à faire réfléchir même un innocent sur les hasards des procès de ce genre. Il avait consacré toute son existence à son pays, et son pays l'avait rejeté : il lui restait à mourir pour lui et malgré lui.

(1) Le bonhomme Dupleix, comme l'appelle dédaigneusement Baudier, était un grand panégyriste de Richelieu et prompt au dénigrement de ses ennemis. Bassompierre et de Mourgues l'ont accusé d'ignorance et de mauvaise foi, et le biographe de Toiras lui reproche durement son ingratitude envers la reine Marguerite, à qui il devait tout, et qu'il a traitée avec le dernier mépris.

(2) La fortune du maréchal s'élevait, à sa mort, d'après une note autographe de son beau-frère, le seigneur de Cabrières, à 500,000 livres en pensions et rente constituée sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, laquelle somme aurait été remise sur diverses personnes dont on avait les reconnaissances, savoir : 300,000 sur M. des Gardies, 100,000 sur M. de Calvisson, 50,000 sur M. de Jonquières, et 50,000 sur M. de Plantade. Ses revenus s'élevaient à 50,000 livres de rente. Le maréchal mourut intestat; ses frères et sœurs chargèrent La Forêt, qui avait été plus directement mêlé à ses affaires, de liquider sa succession. Elle occasionna des frais énormes pour voyages en Hollande et en Italie, et, toutes dettes payées, se trouva réduite à 49.063 l. 9 sols 6 deniers de rente sur les Aides de Paris, soit 3,812 l. 13 sols pour chacun des héritiers. Par transaction du 25 novembre 1641, quittance fut donnée à La Forêt, sous réserve des sommes dûes par le roi et par Louis Ger, marchand hollandais.

En 1636, la guerre éclatait de nouveau en Italie. Victor Amédée, encore notre fidèle allié, avait sous ses ordres, avec le titre de capitaine-général des forces du roi très-chrétien, l'armée française du maréchal de Créquy ; il donna le commandement de la sienne au maréchal de Toiras. La cour de France fut inquiète de ce choix ; elle craignit que l'homme qu'elle avait si mal traité n'en eût gardé quelque ressentiment. Elle n'y consentit donc qu'à la condition que Créquy commanderait en l'absence du duc, si les deux armées opéraient ensemble. La vérité, dit Scipion Dupleix, — et cet aveu est précieux de sa part, — est que sa disgrâce n'avait pas diminué en lui son affection pour la France et pour le roi, et qu'on vit bien, après sa mort, que sa présence seule attachait le duc à notre cause.

Les armées coalisées assiégeaient Fontanette. Le 14 juin, Toiras, qui avait toute sa vie fait en même temps le métier de soldat et celui de capitaine, après avoir pointé lui-même une pièce d'artillerie, s'était approché du fossé de la place, pour voir l'effet du boulet. Un coup de feu le renverse, la poitrine traversée. « Il tombe sur les genoux, dit : Mon Dieu ! et, regardant le ciel jusqu'à son dernier soupir, lui rend son âme généreuse. La plupart des hommes, ajoute son historien, naissent basement, vivent sans vertu et meurent sans honneur : le maréchal était né gentilhomme, il a vécu dans les vertus héroïques et est mort glorieusement les armes à la main. »

Son corps fut porté à Turin et enseveli au couvent des Capucins. La duchesse de Savoie présida à ses funérailles, qui furent dignes de lui par leur magnificence, et le grand exilé eut cette suprême consolation qu'une Française, la sœur de son roi, au nom de la patrie absente, lui rendit les derniers devoirs. Puisse son tombeau, que l'on voit encore surmontant les côteaux qui dominent la ville, rappeler à la Maison de Savoie tout le sang que la France a versé pour elle !

L'Italie a ses cendres, et le passant, qui lit son épitaphe sous le manteau de lierre qui la couvre, se souvient encore ; son pays natal n'a que les ruines de son vieux manoir et le nom qu'elles portent ne dépasse pas l'horizon des rochers d'alentour. Oui, la France a compté au xvii^me siècle de plus grands capitaines ; les victoires de Mulhouse et de Turkeim, de Lens et de Rocroy sont plus éclatantes que celles de Ré et de Casal ; mais Turenne et Condé ont eu leur jour de défaillance. Ces grands seigneurs, de races princière et souveraine, ont traité leur roi de grand feudataire à suzerain, tandis que le petit gentilhomme de province, derrière le manteau royal de son maître et la robe rouge de son ministre, a entrevu la grande image de la patrie.

Je ne leur compare pas Toiras ; mais je dis qu'il manque à leur gloire un rayon qui resplendit dans la sienne : la fidélité quand même et jusqu'au bout !

C^{te} E. DE BALINCOURT.

Janvier 1889.

ALPHONSE PELLET

1828-1887

(Suite et fin)

§ III. — (1876-1880)

Dire que tout le monde fut enchanté de la mesure prise par le maire serait manquer de franchise et offenser la vérité. Il y eut des froissements : ils étaient inévitables.

La Commission, notamment, dut rentrer dans son rôle de Commission consultative et de surveillance. Ses membres, qui étaient tout ou se croyaient tout, furent réduits à s'enfermer dans le cercle de leurs attributions. Ils ne s'y résignèrent pas de gaieté de cœur et sans rechigner. En ces conjonctures, si les relations des deux vieux amis, Sabatier et Pellet (Sabatier, on s'en souvient, était vice-président de la Commission), ne se rompirent pas, du moins leur solidité en reçut quelque atteinte ; elles se relâchèrent un peu et restèrent quelque temps comme empreintes d'aigreur et de défiance ; mais ce ne fut qu'un nuage rapide : le cœur eut bientôt repris le dessus et vaincu l'amour-propre.

Un règlement soigneusement élaboré fixe les droits et les obligations de chacun. Il remplace celui du 1^{er} décembre 1865 et porte la date du 24 mai 1877.

Aux termes de l'article 1^{er} de ce nouveau règlement, l'*école municipale de musique* prend le nom de *Conservatoire municipal de musique*. La sphère d'action de chacun est nettement tracée, principalement celle du directeur et celle de la Commission de surveillance. Un léger incident, auquel met fin l'application de ce règlement, atteste

la sagesse de ses dispositions et la vigueur de son autorité.

Plus tard, une convention passée entre l'État et la ville, le 12 mars 1884, a placé sous l'autorité du ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts l'école devenue ainsi *École nationale de musique de Nîmes*.

En dernier lieu, une délibération du Conseil municipal, du 20 octobre 1888, a voulu faire de nouveau *École MUNICIPALE l'École NATIONALE de musique*. Sera-ce la fin ?

Au fond de ces modifications successives, il n'y a qu'une lutte d'influence. C'est le désir de conquérir et de s'assurer l'autorité qui est le motif de ces transformations ; c'est l'exercice du contrôle qui en est le but. L'institution, en général, ne gagne rien à ces agitations qui se produisent à côté d'elle ; elle n'y perd pas non plus grand'chose. Ce serait autre chose si la politique, avec ses ambitions et ses rancunes, se mêlait de ces affaires : l'art subirait le plus grand dommage de cette intrusion. Ne sommes-nous pas en train d'en faire l'expérience et de le constater ? Les sages exemples de M. Blanchard, notre ancien maire regretté, ont-ils été suivis ? Tandis que, pour former la Commission du Conservatoire, il avait impartialement fait abstraction de toute idée politique ou religieuse, ne se laissant guider dans ses choix que par l'amour de l'art et l'intérêt de l'École, ses successeurs ont-ils vraiment suivi, avec le même désintéressement, la même voie ? Et encore estimons-nous que l'omnipotence ou seulement la prépondérance de la Commission est un grave inconvénient. Avec cette suprématie, l'unité de vues ne saurait exister. Il faut, à la tête, un directeur intelligent et ferme. Si celui-ci n'est pas là avec un plan mûrement étudié, nettement défini, chaque commissaire ou certain des commissaires, plus insinuant, plus actif, plus tenace que les autres, naturellement plus favorable à la classe dont la surveillance

lui est spécialement confiée, la fera prospérer au détriment des autres et de l'ensemble. L'impossibilité ou la difficulté d'une parfaite exactitude à toutes les réunions, en permettant le déplacement alternatif de la majorité, favorise aussi les contradictions dans les décisions et nuit à la marche régulière. Sans compter, enfin, que l'absence d'un *quorum* nécessaire, prévu et ordonné par le règlement, pour les délibérations, les laisse prendre par le nombre le plus réduit de membres présents. Quesi, pour obvier à des inconvénients aussi sérieux, on songeait à l'approbation obligatoire du maire, on oublierait que rarement ce dernier a toute la compétence désirable pour se former une opinion bien arrêtée, et qu'on lui trouverait plus rarement encore la volonté ferme d'entrer en conflit avec une Commission nommée pour lui donner des conseils et pour dégager sa responsabilité.

Avec Pellet, la direction fut dévouée, ferme, intelligente, fertile en heureux résultats. S'il y eut des mécontents, sous ce directeur, qui fut loin d'être un *directeur-soliveau*, selon l'expression pittoresque, plaisamment imaginée depuis peu et qui a cours aujourd'hui, ce ne furent ni les élèves, ni le public, ni les finances de la ville.

Le nouveau directeur dut, dès son entrée en fonctions, corriger des abus et des négligences qui avaient fatalement pénétré dans l'établissement et que la seule surveillance de la Commission ne pouvait empêcher de se glisser et de s'établir. L'exactitude des professeurs aussi bien que des élèves laissait à désirer. La tenue des uns et des autres n'était pas exempte de reproches: un maître allait jusqu'à donner sa leçon la pipe à la bouche. Avec un directeur vigilant et scrupuleux, qui était, aux termes de l'article 8 du règlement, le chef immédiat des professeurs, cette licence ne pouvait durer. Un avis, affiché sur la porte de la classe, corrigea ce sans-gêne exagéré.

Quant à l'exactitude, l'art. 14 du règlement avait pour

but et pour effet de de l'obtenir : il prononçait l'exclusion d'un élève à la troisième absence non justifiée. Les professeurs étaient tenus, à chaque classe, de marquer les absences et de signer ces notes sur un registre spécial. Ce moyen permettait de surveiller en même temps et d'atteindre à la fois les maîtres et les élèves.

Tout le monde marcha ainsi en ordre, à l'exception cependant d'un professeur dont l'inexactitude continua. Les avertissements amicaux, les appels réitérés au règlement demeuraient sans effet. Des plaintes adressées au maître par les parents des élèves ne permirent pas d'user indéfiniment de longanimité envers lui. Sa démission plus ou moins librement offerte et immédiatement acceptée mit fin à un état de choses qui ne pouvait se prolonger et dégagea cet artiste d'un emploi dans lequel il n'a pas encore été possible de le remplacer, mais que d'autres occupations nécessaires l'empêchent, paraît-il, de remplir assez assidûment.

Comme pour justifier son élévation à la direction du conservatoire, pour marquer sa supériorité et conquérir absolument l'autorité morale qui doit accompagner l'autorité attachée au titre et à la fonction, pour faire taire les critiques que sa nomination avait pu provoquer et pour remercier l'administration de l'honneur qu'elle lui avait fait en le choisissant, Pellet mit aujour un nouvel ouvrage, un opéra-comique en deux actes, intitulé : « *Sous les palmiers*. » C'est le point culminant de la carrière du compositeur ; c'est l'œuvre la plus lumineuse, l'œuvre maîtresse de ses productions théâtrales.

La première représentation en eut lieu, au Grand-Théâtre de Nîmes, le 22 mai 1877. Elle mit le sceau à la réputation du maître. La soirée ne fut qu'une suite d'ovations qui aboutirent à un complet triomphe. Ce fut le succès le plus éclatant, le plus franc et le plus légitime qu'Alphonse pût rêver. Son collaborateur du « *Tonneau*

de Gondolfo, » qui l'était encore à ce moment, le partagea dans une juste mesure. M. Chivot, à qui la pièce avait été soumise et dont nous connaissons la compétence en même temps que nous savons sa bienveillance pour notre ami, n'avait eu, cette fois, qu'à approuver. L'unité de genre manque bien un peu dans la pièce, défaut ordinaire chez les librettistes qui n'ont pas une grande expérience et qui placeront sans y prendre garde un grand duo d'opéra à côté d'une scène d'opérette. C'est une grosse difficulté pour le compositeur de masquer ces disparates. Malgré toute la peine que ce manque d'unité lui a donnée, Pellet est parvenu à vaincre ce grave embarras : sa partition est parfaitement homogène.

La pièce, qui n'a que trois personnages, fut très-bien et très-rapidement montée. L'ouverture, que le public applaudit bien fort, est immédiatement suivie de la fameuse *sérénade* : « *Voici la saison des lilas*, » que Carlo (*soprano travesti*) chante, au lever du rideau, après une délicieuse ritournelle sur son violon. Ce numéro est un véritable joyau musical ; c'est de l'inspiration la plus fraîche, de la suavité la plus exquise, de la ciselure la plus fine, de la simplicité la plus gracieuse et la plus naturelle, cette simplicité qui est le cachet vrai, la marque irréfragable des chefs-d'œuvre. La suite soutint bien l'élan d'enthousiasme provoqué par ces débuts. La *sérénade* à quatre voix d'hommes fit un grand effet. Le *trio final*, très-mouvementé, écrit exactement dans le style du genre, mit le comble à la satisfaction du public et s'acheva dans le triomphe de l'œuvre et des interprètes.

Le lendemain de ce succès, celui qui allait être bientôt, à la suite des gros événements qui vont éclater, d'abord président de la commission municipale et maire ensuite félicita chaudement le compositeur. « Mon cher Pellet, » lui dit-il, si jamais j'arrive avec mes amis au pouvoir et « que je sois maire de Nîmes, je demanderai pour vous

« les palmes académiques et un fauteuil à notre académie. » En excitant son amour-propre, c'était habilement flatter le penchant manifeste, l'inclination avérée, la tendresse spéciale qui entraînaient Pellet, sans qu'il ait jamais songé à résister ou essayé de se défendre, vers une société, vers un parti auxquels, ce semble, ses origines, ses attaches, ses croyances devaient le retenir de se livrer. C'était le détourner, le détacher, par une adroite insinuation de leur tiédeur, de leur reconnaissance insuffisante, de ceux à qui il devait ou paraissait appartenir et qui l'avaient fait ce qu'il était, directeur du conservatoire, organiste de la cathédrale, et le reste. Nous verrons bientôt comment ces brillantes promesses ont été tenues. La désillusion de notre ami est proche ; mais n'anticipons pas.

La *sérénade* de *Carlo* est devenue célèbre. Restée dans la mémoire de tous, elle a bien souvent figuré sur les programmes de nos concerts.

Pour faire fête à l'un de ses membres les plus éminents, le *cercle du Caveau* organisa une soirée où fut donné en entier, avec luxe, l'opéra qui fera vivre le nom de Pellet.

La presse locale avait longtemps été remplie d'éloges sur cette œuvre. Les journaux de Paris avaient fait écho à ces louanges méritées. Le continuateur de *Fétis*, dans son *Supplément à la Biographie universelle des musiciens*, M. *Arthur Pougin*, réserva une place honorable à notre compatriote, dans la nouvelle édition de son livre, et lui consacra une notice justement flatteuse.

A côté de ce coup d'éclat, et en même temps que Pellet remportait cet immense succès public, il s'assurait des réussites plus modestes, en se dévouant corps et âme à l'institution à la tête de laquelle il avait été placé ; il se livrait avec ardeur à des travaux peut-être moins brillants et moins tapageurs, mais directement et immédiatement utiles à l'art et à son pays.

Après avoir fait inscrire, dans le règlement du 24 mai 1877,

l'article 1^{er} dont le paragraphe 3 dispose que l'un des buts de l'institution est de « développer le goût de la musique » par des exécutions ou classes d'ensemble, » il mettait ce beau projet à exécution, prenant, afin d'en trouver le temps, pour les élèves comme pour lui, même sur les jours et les heures de repos. Il créait, au-delà des prévisions de ce règlement, un cours d'harmonie, qui fut suivi aussi par des maîtres, tant il était utile. Et cela gratuitement, sans une sensible augmentation de ses appointements de simple professeur, sans grever le modeste budget municipal. Toutes ces innovations heureuses et nécessaires ont disparu avec lui et n'ont pu survivre à son dévouement, malgré les largesses de la subvention de l'État.

C'est lui qui eut l'idée des séances publiques d'élèves au foyer du Grand-Théâtre, lui qui les fonda et les inaugura. Les enfants s'y produisaient seuls, sans aucun secours étranger, de façon que cette audition permettait d'établir le niveau réel de l'école et les résultats effectivement obtenus. Il fit plus : il était parvenu à rendre sa jeune phalange capable d'affronter le vrai public, le public payant, et nous avions, dans le courant de l'hiver, au Grand-Théâtre, des concerts dont la charité était le but : les pauvres s'en réjouissaient et les amateurs les regrettaient. La musique classique en formait le fonds essentiel ; les grandes symphonies elles-mêmes s'épalaient au programme et étaient bravement et franchement abordées, sans hardiesse présomptueuse comme sans faiblesse et sans infériorité. En a-t-on depuis entendu un seul fragment ? Et les solistes n'ont-ils pas détrôné l'orchestre ? Les ensembles nous paraissent cependant le vrai moyen d'éducation et le but nécessaire de notre Conservatoire. Le solo flatte l'orgueil de l'exécutant, mais il satisfait moins la masse de l'auditoire ; et que de temps il enlève au travail obligatoire et sérieux auquel l'élève doit s'astreindre

pour parvenir à être bon musicien et à se rendre maître de son instrument ! Combien sont rares, enfin, les virtuoses et ceux qui peuvent aspirer à le devenir et à se faire remarquer !

Pellet, compositeur heureux et choyé, savait descendre à la portée des enfants dont on avait commis à sa direction les premiers pas dans la carrière artistique. Il prenait pour eux sa plume la plus délicate. Il écrivait, en se restreignant aux seules ressources que lui offrait cette cohorte de débutants, des morceaux à la taille de ces élèves, pages exquises, quoique sans prétention, où chacun, du plus jeune et du plus inexpérimenté au plus grand et au plus habile, était fier de trouver une partie d'une difficulté proportionnée à son degré de force. C'est ainsi que nous avons entendu, en 1878, une *Sonate pour quatre parties de violon*, à l'exécution de laquelle concouraient tous les élèves des classes de cet instrument et où l'on trouvait depuis la ronde, pour les commençants, jusqu'aux traits et aux fioritures, pour les virtuoses en herbe. C'est ainsi encore que, dans la même année, le directeur fit travailler à la classe d'ensemble une charmante *Suite d'orchestre* de quatre morceaux très-heureusement et très-exactement intitulés *Soirées d'été*. C'est de nouveau ainsi que, répétant, en 1879, sa louable expérience de l'année précédente, il donna sa gracieuse *Gavotte pour trois parties de violon*.

C'est à Pellet encore que l'on doit une innovation favorable à l'institution et agréable au public. Antérieurement, la distribution des prix aux élèves des écoles de dessin, de fabrication et de musique avait lieu en une seule cérémonie. La lecture des rapports de MM. les commissaires était coupée par l'exécution de quelques morceaux, et le concert n'était qu'une sorte d'intermède, l'accessoire d'une longue solennité. Le plein air de la grande cour de l'ancien Lycée, même quand le temps était calme, était nuisible à

l'effet. Le nouveau directeur, toujours intelligent et zélé, eut l'idée de demander à la mairie et parvint à obtenir de la municipalité que la Distribution des Prix du Conservatoire serait séparée de celle des écoles de dessin et de fabrication et qu'elle se ferait dans la salle de spectacle du Grand-Théâtre. Il inaugura alors ces fêtes artistiques où la foule se presse, où s'affirme la personnalité de notre école, où se manifestent les progrès réalisés et se constatent les résultats obtenus.

Mais les événements vont se précipiter; leur cours va prendre une autre direction. La politique va suivre une orientation différente; les maîtres de la mairie vont changer. Ce bouleversement ne permettra pas d'assouvir tous les appétits qu'a excités la haute situation de Pellet; du moins ses conséquences donneront quelque satisfaction à ceux qui aspiraient à se partager les dépouilles du maître.

Depuis un certain temps, l'exécution des décrets ravivait, en France, les discussions religieuses. A Nîmes, tout particulièrement, qui devait être le théâtre d'un de ces exploits, les cœurs se remuaient et les esprits s'échauffaient. Vers la fin du mois d'octobre 1880, peu de jours avant l'expiration des vacances judiciaires, l'administration avait fait expulser les Pères Récollets de leur couvent.

Annuellement, avant la reprise des travaux de l'année, il est célébré, à la Cathédrale, une messe du Saint-Esprit, dite *messe rouge*, à laquelle assistent la Cour en *robes rouges* et les Tribunaux également en costume officiel. Immédiatement après a lieu, au Palais de justice, l'audience solennelle de rentrée à laquelle sont invitées toutes les autorités civiles et militaires. Le grand orgue se fait entendre pendant la *messe rouge* et alterne avec les chants de la maîtrise notamment pour l'exécution du *Veni Creator*. Pellet, organiste à la

Cathédrale, après avoir ainsi concouru à l'éclat de la cérémonie religieuse, avait l'habitude de se rendre au Palais de justice et d'assister à l'audience de rentrée.

Le lundi 3 novembre 1880, cette rentrée s'accomplit dans des circonstances exceptionnelles. La population catholique, vivement surexcitée depuis quelques jours par l'expulsion récente des Pères, s'était rendue en foule, malgré la pluie, aux abords du Palais où se produisit une double manifestation : manifestation sympathique de confiance et de respect, au passage de la Cour et des Tribunaux, leur demandant *justice* contre les entreprises de l'administration ; manifestation hostile de plainte et de réprobation contre le préfet, agent de cette administration et personnification du gouvernement. Lorsque apparut la voiture de M. Dumarest, le préfet d'alors, il s'éleva une longue et formidable clameur de huées et de sifflets. Les grilles du palais, tenues fermées pour empêcher l'envahissement par la foule, s'ouvrirent rapidement et étroitement pour laisser entrer le préfet et sa suite, afin de les mettre lestement à l'abri de l'intempérie de la saison et de les soustraire à cette façon de charivari : elles se refermèrent vivement pour les protéger contre l'inclémence du peuple. Pellet venu, comme chaque année, en simple curieux, arrivait en même temps que le cortège officiel. Ne pouvant franchir le seuil et gravir le perron pour pénétrer dans le Palais et assister, comme d'habitude, à l'audience solennelle, il se hâta de se dégager de la foule et de regagner son domicile, pressé de changer ses vêtements que la pluie mouillait. Il était bien loin déjà quand la sortie des invités donna lieu à une nouvelle et plus violente manifestation.

Pendant ce temps, de nombreuses arrestations étaient opérées et se produisaient des dénonciations plus nombreuses encore. Des poursuites bruyantes et des débats mémo-

rables devant diverses juridictions aboutirent à quelques condamnations et à plusieurs acquittements. La prudence des magistrats instructeurs sut ne pas donner suite à toutes les dénonciations et répondre à beaucoup d'autres par des ordonnances de non-lieu.

Pellet, visé, dénoncé, appelé devant le juge d'instruction, n'eut pas de peine à se justifier, à expliquer sa présence accoutumée, tous les ans, en pareil lieu et à pareil jour, à se disculper en face de témoins qui ne pouvaient rien prouver contre lui de condamnable ou même de répréhensible, à se laver entièrement de toute insinuation malveillante. Son caractère bon et tolérant, sa prudence nécessaire de fonctionnaire ou quasi-fonctionnaire, son ignorance des projets de manifestation, son éloignement naturel de ces sortes d'explosion, son respect inné de l'autorité, sa déférence particulière pour celui qui représentait alors cette autorité et qui appartenait, pour ainsi dire, à la grande famille des musiciens; puisqu'il était le gendre de George Hainl; tout cela eut bientôt convaincu le juge de l'inanité de la plainte et dissipé tout soupçon élevé contre Pellet, dont le dossier fut vite mis de côté avec une belle et bonne ordonnance de non-lieu.

Cependant, le pouvoir municipal avait changé de main. Le maire et le Conseil, immédiatement frappés, suspendus, révoqués, dissous, avaient été remplacés par une Commission, à la tête de laquelle était Ali Margarot, dont le rêve politique, longtemps caressé, se réalisait enfin. Sans trêve ni merci, les remplacements suivaient les remplacements, les révocations succédaient aux révocations. Les nouveaux maîtres de la mairie eurent bientôt fait de chasser catholiques ou conservateurs de toute place, de tout emploi, de toute fonction. Pellet ne fut point épargné par l'ami, par le flatteur de ses jours heureux.

Dès la première heure, remplacé comme directeur du Conservatoire, destitué aussi de la place de professeur

qu'il y occupait depuis peut-être la fondation de l'école, chassé encore du Lycée, où il était de temps immémorial professeur de piano, il perdit de la sorte le fruit de longues et nombreuses années de travail et expia son faible pour une société qui ne lui pardonna pas ses origines et ses attaches. C'est ainsi que Margarot dégagea sa parole et remplit les promesses brillantes qu'il lui avait faites au lendemain de ses succès éclatants. La prudence eût voulu sans doute qu'avant de frapper Pellet on attendit le résultat de l'instruction ouverte contre lui; l'équité semblait exiger qu'on lui restituât ses fonctions après l'ordonnance de non-lieu, qui avait établi l'inanité ou la fausseté des accusations contre lui portées ou imaginées. Oui, certainement, à moins que la plainte ne fût vraiment que l'occasion voulue, le prétexte cherché de se débarrasser de lui. Révoqué, il resta bel et bien révoqué.

Il serait, sans doute, intéressant, il serait sûrement utile à la vérité de rechercher ce que le Conservatoire a gagné ou perdu au remplacement de Pellet. Une comparaison entre la situation et les résultats de l'école au temps de sa direction et au temps de la direction actuelle serait fort instructive. Une feuille locale a chanté naguère les bienfaits et les louanges des administrations républicaines en daubant l'ancien maire, M. Blanchard, et les conservateurs, les réactionnaires, les encroutés qui retardent ou les écrevisses qui vont à reculons. Nous estimons sa provocation bien imprudente, et nous sommes assurés qu'un parallèle impartial tournerait forcément à la confusion de cette audacieuse. Mais nous ne faisons, ici, qu'œuvre de narrateur et ne voulons pas nous laisser entraîner à faire œuvre de polémiste.

Il nous suffira, pour conclure sur ces événements (nous ne pouvons nous soustraire à cette réflexion), de mentionner qu'ils ont été suivis de près par la disparition imprévue des deux personnages qui en furent les principaux

acteurs, le Préfet et le Président de la Commission municipale. Celui-là, appelé inopinément devant le Grand Juge, celui-ci se précipitant si tragiquement au devant de Lui, tous les deux ont devancé la date qui paraissait assignée au terme de leur vie. Dieu nous garde de scruter les desseins insondables de sa Providence ! Mais n'est-il pas vrai que l'esprit reste interdit et confondu en présence de ces événements étranges, foudroyants, qui sont si bien faits pour déconcerter nos intelligences et troubler nos âmes ?

III. — (1880-1887)

Voici donc Pellet, dépouillé de ses titres et de ses fonctions, redevenu, comme il y a trente ans, simple professeur de piano.

Heureusement les leçons ne lui manquaient pas, et, si son légitime amour-propre fut atteint, sa situation matérielle ne fut point trop compromise. Il ne craignait pas la peine et sa santé lui permettait le travail ; enfin il n'avait pas gaspillé, ainsi qu'il arrive souvent, ses années de jeunesse et d'âge mûr : de telle sorte qu'avec le soin de l'entretien de sa famille et de l'éducation de ses enfants, il n'avait cependant pas le souci pressant et continu du lendemain. Moins brillante, il est vrai, devint sa position ; mais elle était indépendante. Pellet semble, dès lors, avoir renoncé à peu près complètement aux succès troublants du théâtre pour s'adonner presque exclusivement à ses grandes œuvres religieuses. Nous ne trouverons plus guère, en effet, dans cette dernière période de sa vie, sauf une ou deux courtes échappées sur le terrain de ses anciens exploits, que le fruit des veilles du professeur et les exaltations de l'âme vers son suprême idéal.

Son existence, qui va désormais s'écouler dans un obscur labeur quotidien, sans nul bruit et sans nulle éti-

quette officielle, n'offrira aucun souvenir à l'historien. Ses années, dès ce moment, ne se compteront que par les œuvres qu'elles auront vu naître et qui, trop importantes la plupart, pour qu'on puisse réunir les phalanges vocales et instrumentales nécessaires à leur exécution, paraissent malheureusement condamnées, surtout depuis la mort de leur auteur, à rester inconnues du public.

Luttant bravement contre l'abattement et la désespérance, aussi bien pour sa consolation personnelle que par manière de protestation à l'encontre du coup qu'il avait reçu, plus fécond et mieux inspiré que jamais, Pellet se recueille, dès le lendemain de sa révocation, et il ne cesse d'écrire.

Déjà en 1881, il a terminé une saynète, en un acte, avec orchestre, *L'habit ne fait pas le moine*, dont le petit théâtre de la rue Titus aura, le 18 novembre 1882, l'honneur de la première représentation.

En 1882, il signe un des ouvrages les plus complets qu'il ait produits, ouvrage bien digne de l'expérience d'un vieil organiste et de la ferveur d'un chrétien. C'est une *messe solennelle* qu'il a dédiée à Sa Sainteté Léon XIII. Elle est écrite dans un style sévère, pour quatre voix en solo, chœur et orchestre. Le *Kyrie* ne cesse de faire dialoguer le quatuor solo et le chœur. Dans le *Gloria*, les *sol*i sont répartis en deux morceaux bien distincts; le reste présente un dialogue semblable à celui du *Kyrie*. Notre auteur a suivi l'ancienne tradition pour le *Cum sancto Spiritu*. Il y a placé une fugue avec un contre-sujet. Berlioz se récrie bien, il est vrai, contre cet usage scolastique; mais des génies comme Haydn, Mozart, Beethoven, Weber l'ont pratiqué. Pellet n'a pas cru pouvoir négliger l'exemple de tels maîtres; il a essayé de marcher sur leurs traces lumineuses. Dans quelle mesure a-t-il réussi? A défaut d'audition, il nous est difficile de le dire; mais nous devons répéter qu'il avait une confiance entière dans

cette réussite et une tendresse profonde pour cette œuvre de sa foi.

L'année 1884 est particulièrement remplie. Il signe de cette époque [*Trois suites pour piano, violon et alto et Trois suites pour deux violons, alto et violoncelle*, retournant ainsi à la musique de chambre, la musique classique, la vraie musique, genre sérieux, digne de marcher presque de pair avec le genre religieux, et qui, en tout cas, ne forme pas avec lui un contraste choquant. De rares amis, les intimes, ont seuls joui de ces pages qu'ils ont trouvées et déclarées exquises.

De la même époque date un retour à ses souvenirs de jeunesse, au temps où il fondait, dirigeait un orphéon et le conduisait à maintes victoires. L'expansion du mouvement musical remettait alors en honneur ces sociétés, les musiques d'harmonie et les concours où elles se rencontrent et se mesurent, fêtes populaires qui stimulent l'émulation en donnant aux concurrents l'occasion de remporter des succès dont ils sont si envieux et si jaloux, qu'ils inscrivent si fièrement sur leurs bannières et qu'ils proclament si bruyamment dans leurs foyers. A cet ordre d'idées se rattachent le chœur d'orphéon intitulé *Au printemps* et les morceaux pour musique d'harmonie appelés *La mer*, grande fantaisie, *Marche militaire*, et la *Grande Polonaise*, qui ne vint que l'année suivante (1885). Dans toutes ces pages se retrouvent la facilité, la verve, l'ingéniosité de notre ami.

Entre temps il avait eu un regain de jeunesse. *La Cruche*, opéra-comique en un acte, donné successivement au Théâtre de la rue Titus et au Théâtre de la Renaissance, et dont la première représentation est du 12 mai 1884, peut n'être regardé que comme une simple escapade; elle faillit cependant créer des ennuis à l'organiste. Fort heureusement, la brebis rentra vite au bercail, et le profane avait si bien et si promptement disparu que le sacré n'en parut que plus épuré.

Le *Martyre de saint Maurice*, grande scène lyrique pour baryton (1885), l'atteste formellement, de même que certaines romances de la même année, et surtout, dans la même année également, la cantate oratorio, qui a pour titre : *Le Christ*, dédiée, comme la *Messe solennelle*, à Sa Sainteté Léon XIII, œuvre d'une importance capitale, écrite pour soli, chœur et orchestre, et qui, nous le craignons fort, ne sera jamais entendue, à moins d'une circonstance bien extraordinaire. Les paroles lui en avaient été fournies par MM. les abbés Prouvèze et Réeb, supérieur et professeur à la Maîtrise. Si nous notons que la poésie de la cantate à Reboul est due à la plume élégante et savante de M. l'abbé Camille Ferry, supérieur actuel de la maison, nous constaterons avec le plus grand plaisir que, de M. l'abbé Veissierre, le fondateur, à M. l'abbé Camille Ferry, le directeur actuel, en passant par MM. les abbés Prouvèze et Faure, maîtres de chapelle des plus experts, nous voyons constamment briller, unies dans la plus étroite et la plus fructueuse intimité, à la tête de cette institution, les deux sœurs jumelles, la Poésie et la Musique.

Le vieux professeur ne disparaissait jamais complètement au milieu de ces œuvres de grande envergure. Son amour de l'enseignement s'affirmait par une série de leçons de solfège à deux, trois et quatre voix. Il les préparait en vue d'un projet utile qu'il méditait et que la mort, hélas ! l'a empêché de réaliser. Une circulaire de 1887, lancée par l'*ancien Directeur du Conservatoire de Nîmes*, annonçait « qu'il allait ouvrir des *cours de solfège, élémentaire et supérieur, à l'usage des jeunes filles.* » On y lisait : « Très souvent, les études spéciales du mécanisme
« du piano absorbent complètement la leçon et font négli-
« ger le solfège dans sa partie théorique et pratique. C'est
« pourquoi on voit généralement un grand nombre de jeu-
« nes filles arriver à jouer relativement bien un morceau
« sans être musiciennes pour cela. Mes cours combleront

« cette regrettable lacune. » C'était une excellente idée. Pour la rendre plus profitable, Pellet écrivait, avec sa vieille expérience, de charmantes leçons qui devaient, sans rebuter ni fatiguer les élèves qui auraient répondu à son appel, pousser vivement leurs progrès. Mais, le 15 octobre, jour fixé pour l'ouverture du cours, le maître n'était plus.

La fin de l'hiver précédent avait entendu son chant du cygne, un quatuor vocal, *le Papillon*, d'un parfait agencement, d'une exquise fraîcheur, d'une tendresse délicate. Nous l'avions applaudi d'enthousiasme et redemandé d'acclamation, dans une soirée donnée chez M. Jules Martin qui, par son dilettantisme, sa persévérance et sa bonne grâce, a su faire de son salon un vrai centre artistique.

Rompant au labeur, Pellet occupait les rares loisirs que lui laissait sa position à travailler encore. Mettant à profit pour le public ses nombreuses recherches, ses intelligentes observations et son goût sûr, il préparait un ouvrage important qu'il comptait publier sous ce titre : *Aperçu sur l'Histoire de la Musique depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*. Cet ouvrage, qui ne devait pas former moins de trois volumes in-8°, aurait offert l'analyse des œuvres de Palestrina, Monteverde, Scarlatti, Bach, Haendel, Haydn, Mozart, Beethoven, Mendelssohn, Schumann, Wagner, etc. Il reste inachevé et ne paraîtra, par conséquent, jamais. C'est une perte sérieuse pour les musiciens, qui auraient trouvé là des trésors ignorés, sans doute, de compilation patiente, des appréciations saines et d'ingénieux aperçus.

Dans tout l'éclat d'une vigoureuse santé, encore dans toute la force de son âge, au milieu de ses modestes ou brillants succès, Pellet a-t-il eu un pressentiment de sa fin prochaine ? Peut-être ; toujours est-il que, quoique soudainement frappé et presque subitement enlevé, il a laissé quelques pages touchantes, hâtivement écrites, sorte de testament spirituel, de suprême confession, où l'on trouve

de curieux détails sur les siens et sur lui, où s'ouvre simplement son âme bonne et naïve. Datées , à la première page, du 1^{er} octobre 1886 , et terminées évidemment peu avant sa mort, elles débutent modestement ainsi : « Je n'ai
 « nullement l'intention d'écrire mes mémoires , ma per-
 « sonnalité n'étant pas de celles qui puissent occuper le
 « public..... Je tiens seulement à laisser à mes enfants
 « l'énumération de mes œuvres et le récit des circonstan-
 « ces qui les ont produites. » Et , pour finir, ces lignes,
 dans lesquelles son esprit et son cœur se peignent si fidè-
 lement : « Mon fils aîné est licencié ès-lettres , branche
 « histoire. Il est entré dans l'Université ; il est actuelle-
 « ment professeur d'histoire au Collège de Perpignan.
 « Quand mon plus jeune aura sa position (il termine ses
 « études), je me retirerai pour planter mes choux. J'ai de
 « quoi vivre tranquille avec ma femme ; et je dirai adieu à
 « la vie d'artiste. Je vise une petite localité où je pense
 « avoir un orgue à jouer, et j'attendrai que le bon Dieu
 « me rappelle à lui. Me donnera-t-il une place dans son
 « Paradis ? Je l'espère : je n'ai aucune mauvaise action à me
 « reprocher ; j'ai apporté dans mes relations artistiques
 « et autres toutes la franchise et l'honnêteté possibles ; je
 « n'ai jamais fait perdre un sou à personne, au contraire... »
 N'est-ce pas charmant et édifiant tout ensemble , et pou-
 vions-nous mieux le faire connaître autrement qu'en le
 laissant parler lui-même ?

Telles étaient ses dispositions, lorsque , tandis qu'une joie et une consolation nouvelles pénétraient à son foyer, sous la forme d'un projet de brillant et heureux mariage pour son fils aîné, le bon Dieu , comme il l'avait écrit naguère, le rappela à lui. C'est dans la nuit du samedi au dimanche, 30-31 juillet 1887, que « la mort , une mort
 « presque subite, mais non imprévue, grâces à Dieu, vint
 « frapper cet homme honorable. » (1)

(1) Voir dans l'*Éclair* du mercredi 3 août 1887 un article sur *M. Alph. Pellet*, signé : *Un Ami*.

Le lundi soir, 1^{er} août 1887, nous lui rendions les derniers devoirs. Sur son cercueil, aucun insigne de ces distinctions honorifiques auxquelles il eût pu si légitimement prétendre et qu'on avait, un certain temps, fait luire à ses yeux ; au cortège, aucun corps, aucune délégation officielle : absent, le Conservatoire lui-même, dont il fut l'intelligent et utile directeur, n'avait pas été convoqué. Les camarades dont la fidélité avait survécu à sa révocation, et qui se trouvèrent réunis là, n'y avaient été amenés que par leur affection. Il semblait presque que, dans sa complète ingratitude, l'école eût voulu gêner la confraternité et empêcher ou contrarier la manifestation de ces sympathies : les circonstances firent, en effet, que la Distribution des Prix du Conservatoire allait avoir lieu le même jour, à une heure proche de celle des obsèques ; de telle sorte que plusieurs furent contraints de quitter le cortège à la sortie de l'église et eurent le regret de ne pouvoir s'y mêler jusqu'au bout.

Mais, autour de la famille et derrière elle, à défaut d'honneurs officiels, il y avait ce qui les remplace et ce qui console de leur absence, ce qui vaut mieux que l'indifférence ou la tristesse de commande, il y avait la foule affligée, la longue file des amis spontanément venus, rendant hommage à l'artiste éminent, pleurant l'ami disparu, louant l'homme de bien et le chrétien sincère que Dieu avait déjà trouvé digne de recevoir sa récompense.

Sans rien exagérer et sans aller jusqu'à dire ou faire entendre que la nature elle-même s'associait à ce deuil, il nous sera bien permis de relater un fait peu ordinaire qui se produisit à cette heure. Au moment précis de la levée du corps, quand le prêtre jetait l'eau bénite sur le cercueil, tout à coup le tonnerre éclata dans un ciel sec et nous fûmes tous saisis jusqu'au fond de l'âme. Il semblait que, pour faire fête, au seuil de l'éternité, à l'organiste d'ici-bas désormais perdu pour nous, le grand orga-

niste de là-haut voulût le recevoir dans la vie et le repos éternels au bruit de ce tonnerre dont Pellet, dans nos cérémonies religieuses, usait si à propos et qu'il imitait si bien, notamment à la Pentecôte pour annoncer la descente du Saint-Esprit, et tout dernièrement encore, au Jeudi-Saint précédent, pendant l'exécution des *Sept paroles du Christ* de Dubois, pour marquer le dernier cri du Sauveur du monde expirant sur la Croix.

C'est dans ces sentiments de sympathique douleur et dans cette atmosphère de lourde et profonde tristesse que nous avons accompagné Pellet à sa dernière demeure. Au cimetière, aucune vaine pompe humaine ; sur la tombe point de discours, rien de profane, rien..., mais ce spectacle, si grand dans sa simplicité, si consolant pour l'âme chrétienne, plus en harmonie avec la liturgie catholique, plus digne de la sainteté du lieu : la voix du prêtre s'élevant seule pour faire monter au ciel les dernières prières et faire tomber sur le cercueil l'adieu suprême ; puis, se détournant enfin et s'éloignant avec l'angoisse de la séparation définitive, après de nouvelles et plus sympathiques étreintes des mains amies, sous une effusion plus active et plus abondante de larmes plus chaudes et plus grosses, le cortège qui se reforme morne et muet pour le retour et la foule qui s'écoule dans un religieux silence et un pieux recueillement.

Paul CLAUZEL,

Mgr DARBOY , Archevêque de Paris

Par Mgr FOULON.

La vie de Mgr Darboy a été écrite deux ans après la mort de l'archevêque de Paris, et ce n'est qu'aujourd'hui, c'est à dire après seize ans d'attente que son auteur la livre au public. Mgr Foulon qui connaît bien ses classiques a largement appliqué à son œuvre le fameux précepte : « *Nonumque prematur in annum.* » « N'est-ce pas aux historiens surtout, nous dit-il, qu'il convient de suivre le précepte d'Horace et le temps ne se charge-t-il pas de travailler pour nous en mettant l'apaisement dans les esprits et le calme dans les jugements de l'opinion ? » Il est certain que la biographie de tout grand personnage, mêlé par sa situation aux luttes politiques et religieuses de son pays, gagne à ne pas être publiée hâtivement.

Ce n'est pas au lendemain de la mêlée, quand les esprits encore tout émus ont peine à se reprendre eux-mêmes qu'il faut s'attendre à l'impartialité de la part du lecteur. Celui-ci n'admet alors, ni la sobriété dans l'éloge, ni la réserve dans la critique. La modération lui paraît froideur et l'impartialité lui semble injustice. Suivant les impressions qu'il a subies, il s'étonne de la louange et s'offusque du blâme. Laissez faire le temps. Peu à peu l'atmosphère devient plus sereine : la vue est moins troublée. Déjà l'on discerne mieux les hommes et les choses : la lumière devient meilleure ; la vérité se dessine. C'est le jour de la justice qui se lève et grandit en dissipant peu à peu les ombres devant lui. L'historien peut se montrer. Son heure est venue. Mgr Foulon a donc attendu. Ce n'est pas qu'il se flatte d'avoir par de longs délais vaincu tous les préjugés ou désarmé tous les ressentiments ; parmi ceux-là il en est qui s'obstinent, et parmi ceux-ci

il s'en trouve qui ne se rendent jamais : mais il a compté que le temps aiderait à faire comprendre et accepter la mesure, le ferme bon sens et la judicieuse réserve qui marquent ses jugements : et il a eu raison.

I

L'homme dans Mgr Darboy eut des qualités vraiment supérieures. C'était d'abord une intelligence vive, prompte, déliée, de celles qui loin de rétrécir l'horizon ouvert devant elles, l'élargissent sans effort. L'activité, une activité constante, réfléchie est le propre de ces natures. Le travail leur est nécessaire, mais ce travail est à la fois leur aliment, leur force, leur consolation dans les épreuves, leur repos dans les agitations matérielles de la vie. Très sûres d'elles-mêmes, portant très haut, mais mesurant exactement les distances, perçant à fond les individus et discernant finement leurs qualités et leurs faiblesses, en toutes choses se fixant un but à atteindre et sachant y tendre avec persévérance, d'un pas égal, mais point tapageur, également discret et résolu, les âmes de cette trempe se font vite leur place.

A l'élévation de la pensée, Mgr Darboy joignait une force de volonté peu commune. Elle suppléait en lui à la vigueur physique et lui permettait de supporter malgré son peu de santé des fatigues auxquelles n'auraient pas résisté des tempéraments autrement vigoureux. Ce qu'il voulait, il le voulait bien. Il raisonnait son indépendance et lui fixait des limites, mais il entendait qu'elle fut respectée. C'est une leçon qu'il avait apprise de bonne heure : « Ma mère, avait-il au curé de Saint-Dizier dont il était alors le vicaire, m'a souvent dit : Mon enfant, ne te laisse jamais manger la laine sur le dos. — Quand je verrai votre mère, lui répondit en riant, le vénérable M. Horiot, je lui dirai que vous avez bien profité de la leçon. » Ainsi s'explique l'esprit de décision et d'autorité dont ses actes

et ses paroles ont porté plus d'une fois l'empreinte, en même temps que le caractère d'ordre et de régularité qui s'est réfléchi de tout temps sur sa vie.

Il eut conscience de sa valeur personnelle ; non qu'il ait été jamais accessible à la vanité, ou que son ferme esprit se soit laissé égarer par quelques rêves de pure ambition : mais il avait foi dans le bien qu'il pouvait atteindre, encore qu'il lui arrivât de différer avec d'autres, sur le moyen d'y parvenir. Sans faste, d'ailleurs, rencontrant les honneurs plutôt parce qu'ils étaient sur sa voie que parce qu'il allait au devant d'eux, acceptant courageusement leur responsabilité mais aussi peu séduit par leur éclat extérieur, que peu intimidé plus tard par les odieux traitements de ses assassins.

Tout cela reposait sur un de ces fonds de piété, solides, résistants, qui ne se laissent jamais entamer. Tout enfant, Mgr Darboy apportait à ses actes religieux un sérieux qui l'avait fait choisir, au moins autant que sa qualité d'ainé, pour réciter à haute voix les prières du matin et du soir devant la famille réunie. Sur les bancs du séminaire, en rhétorique, il faisait trêve à ses études, et engageait avec son âme des entretiens intimes sur sa vocation. A chaque ordination qui le rapprochait de la prêtrise, c'étaient, envers Dieu, des effusions de reconnaissance dont ses notes confidentielles ont conservé la touchante expression. Vicaire, professeur, archevêque il conserva jusqu'à la fin de sa vie les habitudes de régularité dans la prière et dans les exercices spirituels qu'il avait prises au Grand-Séminaire, ne se permettant jamais d'en abréger la durée fixée une fois pour toutes par son règlement particulier. Il se mettait à la gêne pour ne manquer à aucune de ces observances. A ses yeux tout de conséquence, dès qu'il s'agissait du service de Dieu, ne jugeant pas qu'il avait le droit de choisir parmi les obligations que ce service impose. Il ne connaissait

qu'une manière de les accomplir, c'était de n'en omettre aucune. Ainsi parle excellemment son biographe, et nous ne voyons pas qu'il pût donner une preuve plus sensible de la sainteté de vie de Mgr Darboy.

Comme dernier trait d'une physionomie aussi remarquable, ajoutons la bonté. Nous ne disons pas que dans Mgr Darboy, elle consistât en effusions extérieures. Naturellement réservé, Mgr Darboy en cela comme en tout le reste, évita avec soin l'ostentation. Mais sous ses dehors austères, il gardait un cœur affectueux, fidèle dans ses amitiés, délicat dans ses prévenances, qui tempérât par la loyauté et la franchise de son attachement, les vivacités de ses saillies. Il eut des amis, et nombreux et dévoués. Il en trouva dans les classes les plus élevées de la société, comme il en rencontra dans les rangs les plus humbles; autant il mettait de charme et d'esprit dans ses relations avec les uns, autant il usait de simplicité et de bonne grâce dans ses rapports avec les autres. Surtout les affections de la famille gardèrent chez lui, malgré la fuite du temps, une fraîcheur que rien ne put altérer. Monseigneur Foulon n'a eu garde d'oublier cet aspect qui appartient à toutes les grandes âmes. Il s'est plu à nous dessiner, et combien gracieusement, le vallon boisé de Fayl-Billot, la maison paternelle! s'élevant à l'angle du chemin solitaire, la vieille église où le futur archevêque de Paris fit sa première communion, et l'horizon sur lequel se reposèrent ses premiers regards. Il nous a peint la douce intimité du foyer chrétien où s'éleva l'enfance de Georges Darboy. Il a fait revivre le père et la mère, objets de la plus affectueuse tendresse de la part de leur fils; il nous a montré leur image suivant Mgr Darboy à travers toutes les vicissitudes de sa vie et éveillant toujours dans son cœur de nouveaux sentiments de reconnaissance et de vénération. Ces souvenirs le délassaient et le reposaient des luttes du moment.

Ils devinrent un jour plus pénétrants que jamais. On était au lendemain du siège de Paris ; la commune prenait possession de la capitale. L'archevêque, causant avec sa sœur , s'entretenait des temps écoulés. En ce moment solennel, entre les débris d'un trône et les horreurs de la révolution déchainée, il revit, parées d'un attrait irrésistible, les heures calmes, tranquilles de son enfance ; il se retourna vers elles comme pour les goûter à nouveau , et prenant en grande pitié les vanités et les illusions de ce monde, il se figura une retraite où il envelopperait dans un oubli profond sa personne, ses dignités et sa vie. A la veille d'une catastrophe, a dit le poète, le bonheur passé se présente à nouveau devant nous :

..... Seu fine bonorum
 Anxia venturis ad tempora læta refugit ,
 Sive per ambages solitas contraria visis
 Vaticinata quies magni tulit omina planctus (1).

Nous ne savons si Mgr Darboy eut jamais le pressentiment de sa mort tragique. Mais on a remarqué que je ne sais quelle ombre de tristesse s'attacha à sa destinée et la suivit constamment, même sur ses sommets les plus élevés. Par une sorte de pente naturelle , sa pensée se portait avec persistance vers les fins héroïques des confesseurs de la foi. Quand il prêche, n'étant encore que diacre, à Fayl-Billot, il émeut toute l'assistance, en rappelant le souvenir des prêtres tombés sous le fer de la Convention. Les évêques dont il commente les œuvres ou raconte la vie sont deux martyrs , saint Denys et saint Thomas Becket. Quand on lui offre la croix de ce dernier, il la reçoit avec bonheur : J'en accepte l'augure, dit-il à celui qui

(1) Était-ce qu'au terme de son bonheur, son âme , inquiète de l'avenir, se réfugiait vers les joies du passé ? ou bien quelqu'un de ces rêves, qui d'ordinaire présagent le contraire de leurs perfides images, lui annonçait-il le deuil suprême du lendemain ? (Luc., Phar., VII, 49-22).

la lui présente. La ferme résolution où il est de mourir pour sa foi revient souvent sur ses lèvres ou dans ses écrits. Il porte sur sa poitrine la croix de Mgr Affre, à son doigt, l'anneau de Mgr Sibour, précieux souvenirs, qu'on ne lui arrachera qu'au jour de sa mort. Il y a dans sa personne, dans la nature même de son talent, comme une souffrance lointaine et cachée. Elle se traduisait même à l'extérieur. Que l'on considère le portrait, qui est en tête du livre de Mgr Foulon. Le front est large, mais une ride le creuse profondément. Le nez est droit; les lèvres sont légèrement serrées, indice de la fermeté du caractère; le sourire ne doit pas leur être familier; le galbe est anguleux; le regard semble poursuivre, au-delà de l'horizon, un avenir triste et mystérieux. Un ancien eût dit que cette figure était marquée au sceau de la fatalité.

Tel est l'homme dont Mgr Foulon vient de nous retracer la vie. Il l'a fait en historien fidèle, sûr et discret. Il a dit ce qu'il a vu, entendu, admiré, aimé, simplement, sobrement. Ce n'est pas du panégyrique: c'est de l'histoire, et de la bonne, j'entends celle qui fait un portrait, et non de la photographie, qui peint un personnage sous son vrai jour et son expression la plus naturelle, qui ne voile pas les défauts, mais ne les met pas au premier plan, qui donne à l'ombre et à la lumière leur juste part, et dans la physionomie, qu'elle nous rend, sait attirer nos regards sur les lignes les plus pures de son modèle. Ainsi comprenons-nous la tâche de l'historien; Mgr Foulon n'y a pas failli, et on ne saurait trop l'en féliciter.

Il nous reste à parler de Mgr Darboy, évêque et écrivain. Ceci sera l'objet d'un second article.

(A suivre)

C. FERRY,
Docteur ès-lettres.

A LA MÉMOIRE DE L'ÉVÊQUE DE NIMES

Les *Annales Franc-Comtoises* fondées par Mgr Besson, quand il était encore supérieur de Saint-François-Xavier et interrompues par la guerre de 1870, reprennent leur publication. Nous ne pouvons que nous rejouir de la réapparition de cette revue qui nous est chère par son origine et dont le programme avait inspiré le nôtre.

Nous lui faisons donc le plus cordial accueil et nous nous permettons de lui emprunter la pièce de vers suivante, éloquent hommage à notre Évêque :

C'est donc vrai que ta flèche, ô mort, abat les aigles !
Tu te ris de leur vol éperdu vers les cieux,
Car ton tir, ô tueuse, a d'infaillibles règles,
Et les feux du soleil n'aveuglent point tes yeux !

Il n'est pas, à tes coups, de cime inaccessible ;
Que dis-je ? Les sommets sont pour toi pleins d'attraits !
Tout ce qui plane est sûr de te servir de cible,
Et c'est en haut surtout que tu lances tes traits !

Tu nous prouvas hier ta force et ton adresse,
Ton sarcasme cruel et ton dédain moqueur,
Et nous t'avons maudite, ô sombre chasseresse,
Quand ta proie à tes pieds tomba, percée au cœur !

Ta proie !... Ah ! c'était lui !... lui ? l'aigle à la grande aile !
Lui, l'Aigle au vol altier ! lui, l'Aigle aux fiers élans,
Fasciné par l'éclat de la voûte éternelle,
Où, fiévreux, s'arrêtaient ses yeux étincelants !

C'était lui ! lui, frayant à tout essor la voie
Qui conduit au foyer des célestes ardeurs,
Vers les sérénités lointaines où flamboie
Dieu, soleil des soleils et splendeur des splendeurs !

C'était lui !... lui, montant, montant sans lassitude !
Lui, que rien n'arrêtait en son ascension !
Lui, poursuivant sa route avec la certitude
Qu'elle aboutissait droit à la sainte Sion !

O gloire ! Sur nos monts le ciel a placé l'aire
De cet Aigle géant qui brava tout péril,
Et qui, tout jeune encor, plana si haut qu'à terre
Les témoins de son vol se disaient : « Où va-t-il ? »

Où va-t-il ? — Mais où vont les aigles ? — Leur prunelle,
Pour aliment sacré, partout cherche le feu !
Il lui faut un soleil à la flamme éternelle,
Et le soleil qu'il cherche et qu'il trouve, c'est Dieu !

Ah ! Dieu !... Dès qu'il eut vu ce foyer de lumière,
Dès qu'à son fier regard cet astre insigne eut lui,
Non !... ne supposez pas qu'il clôra sa paupière ;
Il le fixe, et son aile aspire et monte à lui !

A lui qu'il aime ! A lui dont il veut sonder l'être
Insondable ! A lui dont il ravit les secrets !
A lui qu'il fait aimer ! A lui qu'il fait connaître,
Et dont il nous apprend la gloire et les attrait !

Quel lumineux sillage il traça dans l'espace !
Quel magnifique essor ! Quel vol impétueux !
Où donc est-il, où donc celui qui le dépasse ?
Je vois bien des aiglons.... Mais l'Aigle est plus haut qu'eux !

Et le voilà frappé juste à l'heure où, sublime,
Avec son étonnante envergure, il planait
dans les lointains perdus de la dernière cime,
Séduit par le soleil divin qui l'entraînait !

Oui, ton illustre proie, ô mort, est abattue ;
Oui, les airs qu'étonnait son aile sont en deuil ;
C'est vrai, l'Aigle est tombé sous ta flèche qui tue ;
Mais ne crois pas l'avoir tout entier !.... Fol orgueil !

Non ! La meilleure part, en vain tu la réclames !
Tu te repais de chairs, tu t'enivres de sang,
Mais ton dard acéré ne perce point les âmes ;
Ton bras, pour les blesser, fut toujours impuissant.

Et tandis que son corps mutilé, sur la terre,
Revient soudainement demander un linceul,
L'esprit qui l'animait vers son but persévère
Et jusqu'à Dieu poursuit l'ascension tout seul !

Et c'est là que sa soif s'apaise dans la gloire !
N'a-t-il pas mérité ce breuvage divin ?
Les grands lutteurs n'ont-ils pas droit à la victoire ?
Jamais l'effort constant fut-il un effort vain ?

Et désormais, ouvrant les yeux, levant la tête,
Nous ne le verrons plus, altéré de rayons,
Ouvrir l'aile et monter vers les cieux, sa conquête ;
Mais nous saurons entrer dans ses brûlants sillons !

Et d'un vol moins rapide, et d'une aile moins fière,
Jusqu'à lui — tant aimé de nous qu'il aimait tant, —
Pour boire à notre tour la flamme et la lumière,
Nous irons sans faiblir..... L'aigle au ciel nous attend !

L'abbé Aug. CIZEL.

CAUSERIES ET NOUVELLES

La persistance des dernières pluies tombées dans le Midi a été désastreuse pour plusieurs de nos contrées. Elle a produit notamment dans une des communes situées aux environs de Nîmes, à Bellegarde, un phénomène géologique assez grave pour la sécurité de cette population : La montagne au pied de laquelle est bâti ce village s'est en partie ébranlée et a menacé un instant d'ensevelir sous ses ruines les immeubles qui en sont le plus rapprochés.

Cette montagne, d'une altitude de 50 mètres et qui mesure environ 700 mètres de longueur, se compose, à sa surface, de terrains friables plus ou moins graveleux désignés par les géologues sous le nom de terrains quaternaires. Sous l'action dissolvante des eaux pluviales, ces terrains, moitié sable, moitié cailloux, se sont fortement détrempés sur toute leur étendue ; puis, s'affaissant sur eux-mêmes, ils ont commencé à glisser le long de la couche inférieure laquelle est beaucoup plus imperméable, puisque, d'après les divers sondages qui y ont été opérés, elle se trouve formée d'argile et de bancs calcaires complètement stratifiés.

Des ingénieurs se sont aussitôt rendus sur le théâtre de cet événement et ont élaboré ensemble un projet d'étalement qui doit être soumis à l'approbation du Conseil général du Gard. A notre avis, et malgré leur haute compétence, nous croyons ces honorables fonctionnaires absolument impuissants à pouvoir conjurer et même atténuer un pareil sinistre. Toutefois, hâtons-nous de le dire, il n'existe actuellement aucune crainte de danger : le mistral, ce vent du nord-ouest, contre lequel on médit

trop facilement dans notre région méditerranéenne, s'est chargé à lui tout seul de solidifier et de rendre stable la couche mouvante de la menaçante montagne.

Ce cataclysme, qui a légitimement ému les habitants de Bellegarde, n'est pas sans précédent dans les annales de notre histoire. Il est, d'ailleurs, le résultat naturel d'une loi constante en vertu de laquelle notre globe terrestre tend sans cesse à se niveler. La science et tous les récits géographiques l'établissent péremptoirement. Qui n'a entendu parler de la catastrophe qui arriva en 1806, en Suisse, à l'endroit appelé Ruffiberg, après une longue période de pluies ? Les sédiments argileux qui reliaient entr'eux les immenses blocs dont la montagne était formée s'étant littéralement délayés, une masse énorme, que l'on évalue à 50 millions de mètres cubes, se détacha subitement, roula en tout sens dans la vallée et, après avoir enseveli un grand nombre de villages, donna naissance à plusieurs collines qui pouvaient avoir jusqu'à 60 mètres de hauteur. Le phénomène qui se produisit dans l'Ariège, il y a environ une trentaine d'années, fut aussi de la même nature que celui que nous venons de citer. Dans ce département, un hameau appartenant à la commune de Saurat, flanqué sur le versant de la montagne, glissa tout entier sur une longueur de plus de 50 mètres. Comment se fit-il que ni arbres ni maisons ne furent avariés et que rien ne troubla l'équilibre de cette masse dans son mouvement de descente ? Nous ne saurions l'expliquer. D'aucuns prétendent que c'est la grande quantité de neige dont la terre était recouverte à ce moment-là qui empêcha toute brusque oscillation. Toujours est-il que le voyageur peut voir encore aujourd'hui ce hameau resté intact : il porte le nom de *Pré-Communal*.

Une tradition savoisiennne raconte également que l'ancienne capitale de la Savoie, Saint-André, fut autrefois ensevelie par de vastes terrains qui descendirent de la

montagne et qui formèrent ces nombreux promontoires que l'on désigne dans le pays sous le nom d'*Abîmes*, dans le canton de Montmellian. On peut voir encore aujourd'hui la brèche du mont Granier et juger par elle de l'immense quantité de terres et de rochers qui s'effondrèrent et roulèrent pêle-mêle à plusieurs kilomètres d'étendue. C'est sur ces ruines, et peut-être en souvenir des nombreux dangers auxquels les habitants échappèrent alors, qu'on a élevé un sanctuaire à la Vierge sous le nom de Notre-Dame-de-Myans.

Dans ce même département, en Tarentaise, nous vîmes en 1868, un torrent, tout petit affluent de l'Isère, qui, au lieu d'eau ordinaire, débitait jusque par dessus bords et bien au delà de ses rives, un vrai *fleuve* de fange épaisse mêlée à d'innombrables quartiers de rochers.

La neige était tombée abondante cette année-là. Le printemps et les chaleurs, plus précoces que d'habitude, en avaient de très bonne heure provoqué le dégel. Aussi pendant longtemps les eaux filtrèrent au sein de la montagne se mêlant, ou plutôt, s'identifiant avec les terres argileuses et les alluvions amoncelés par les siècles. Se déversant alors le long des pentes qui allaient aboutir au torrent, elles entraînèrent avec elles d'énormes blocs désagregés et détachés de leurs bases par leur action dissolvante. Rien n'était hideux comme ce spectacle ! Il nous semble encore voir ces immenses vagues, se déroulant avec lenteur au bas de la montagne ; ce lit agrandi du torrent, qui ressemblait à une partie de mer en courroux ; ces terrains mouvants qui couraient en gigantesques ondulations pour aller se jeter ensuite dans la rivière ! Heureusement pour les populations riveraines que le phénomène fut de courte durée et que l'Isère, grossie par la fonte des neiges, avait un courant impétueux qui emportait tout sur son passage. Heureusement aussi que cette avalan-

che de matériaux hétérogènes descendant des Alpes par le torrent bourbeux qui lui servait de véhicule, s'arrêtait à mi-chemin et ne pouvait arriver jusqu'au confluent. Sans ce concours de circonstances, le lit de l'Isère aurait été fatalement intercepté et de grands désastres s'en seraient suivis malgré les efforts dévoués de la foule accourue de tous les pays voisins.

On pourrait multiplier à l'infini le récit de ces cataclysmes géologiques. Mais arrêtons-nous là en signalant simplement l'évènement qui a eu lieu récemment à Marseille, au quartier populeux de la Belle-de-Mai. La maison portant le n° 3 de la rue Guérin ne s'est écroulée, elle aussi, que sous l'influence des phénomènes que nous venons de décrire; ce sont les pluies torrentielles, qui après avoir détrem pé le sol, sur lequel elle était assise, ont entraîné sa chute et fait de nombreuses victimes.



Après les perturbations de la nature nous avons eu les convulsions de la dernière période électorale.

La lutte entre jacquistes et boulangistes s'est terminée en faveur de ces derniers dans la nuit du 27 janvier. Eh bien, franchement, il était temps que cela finit ! Si les parisiens étaient restés quinze jours de plus au milieu de cette fièvre électorale, ce qui pouvait parfaitement arriver à la suite d'un ballottage, ils auraient tous certainement perdu le peu de cervelle qui leur reste. Mais enfin le calme a fait place à la tempête. A l'agitation tumultueuse des combats a succédé la paix d'un armistice provisoire et partout une quiétude relative est rentrée dans les esprits. Ces légions d'afficheurs, ces multitudes de camelots ambulants, ces armées de policiers, ces flots d'ouvriers en blouse, tout ce monde enfin qui élit domicile dans les rues de la capitale, dès qu'un événement

insolite éclate, repose en ce moment sous l'action bien-faisante d'une large rémunération et à l'ombre du toit hospitalier des marchands de vin. Toutes les grandes places ainsi que les boulevards ont repris leur aspect d'autrefois.

Les maisons et les monuments de la cité ont été dépouillés de l'épais vêtement de papier que des milliers d'hectolitres de colle avaient fixé sur leurs murs. A la grande satisfaction des chiffonniers parisiens et pour l'honneur de l'esprit français, on a déchiré, puis jeté sur la voie publique, ce nombre incalculable de placards où se montraient toutes les formes de la névrose républicaine et révolutionnaire. Jusqu'à nouvel ordre aussi, on a suspendu ces fraternelles réunions, dites électorales, qui commençaient toujours par une forte pluie d'injures pour se terminer invariablement au milieu d'une grêle de coups de cannes et de chaises lancées en pleine figure.

Et maintenant que le carnaval du suffrage universel est terminé, maintenant que le général Boulanger a jeté sur le carreau électoral le gouvernement de la République, incarné dans la personne du citoyen Jacques, que va-t-il se passer ? Vous vous imaginez peut-être que notre belle Assemblée nationale va demander sa dissolution ! Dans votre bonne foi naïve vous croyez que le ministère, honteusement battu, va décamper et que tous nos mandataires du Palais-Bourbon, très respectueux envers le suffrage du pays qui en fit ce qu'ils sont, vont à leur tour boucler leurs malles pour regagner immédiatement leurs foyers qu'ils n'auraient jamais dû quitter ? Je regrette de vous le dire, vous êtes dans la plus complète erreur.

Déjà dans la première séance de la Chambre qui a eu lieu au lendemain des élections de Paris, M. Floquet, le partisan et le défenseur à outrance du vœu des peuples, s'est chargé de nous apprendre que le gouvernement était dans l'intention de ne tenir aucun compte

de la volonté nationale. Sans doute cette déclaration est le comble de l'audace la plus outre-cuidante, mais elle n'en témoigne pas moins de l'intention et surtout de l'abnégation patriotique du leader de l'extrême-gauche.

Indigné de cet aveu plein de mépris pour la volonté nationale, M. Paul de Cassagnac revendiqua énergiquement en faveur de celle-ci l'intégrité de son droit grossièrement méconnu. Allez-vous-en ! s'écria-t-il, le peuple, par l'élection du 27 janvier, vous fait savoir qu'il ne veut plus de vous. Allez-vous-en ! Allez-vous-en ! Et l'irascible Président du Conseil qui, depuis quelque temps, fait la sourde oreille aux aspirations nationales, n'a pas trouvé d'autre réponse à faire à cette mise en demeure du suffrage universel rappelée par l'honorable député du Gers, que de constater qu'on employait au sein d'une assemblée délibérante des tournures de phrase qui n'étaient point parlementaires : il a feint de ne pas comprendre l'injonction et a passé à l'ordre du jour. Toutefois, jugeant prudent de se départir de cette attitude stupide et revenant quelques instants après sur la question relative à la crise du Gouvernement, il a annoncé que la Chambre allait être saisie d'un projet de loi ayant pour but de protéger la Constitution et la République elle-même contre toute attaque de ses ennemis ; — c'est-à-dire M. Floquet contre les attaques de la France entière, de cette France qui en ce moment, avec un ensemble admirable, lui crie à tue-tête : Partez, nous ne voulons plus de vous.

Quelle grotesque bouffonnerie que tout cela ! Quelle comédie honteuse et vraiment indigne du peuple français ! Comment, nos gouvernants ont escaladé le pouvoir grâce à la souveraineté du nombre qu'ils ont proclamée, avec la liberté, la maîtresse des nations civilisées, et aujourd'hui que ces deux puissances fatales veulent les faire descendre des hauteurs où elles les avaient fait monter, ces mêmes

hommes travaillent à enchaîner l'une et à anéantir l'autre ?

Croyez encore à la sincérité, au dévouement et au patriotisme de ces gens-là ! Allons-donc ! Ce ne sont ni plus ni moins que d'insatiables ventrus. Mais sachez-le bien, demain et pas plus tard ils succomberont tous sous les abus criminels de leur autorité usurpée.



L'Archiduc Rodolphe, prince impérial d'Autriche, vient de mourir tragiquement à Meyerling, près Baden, où il était allé en partie de chasse. Cette fatale nouvelle, qui plonge dans une vraie consternation la population viennoise, défraie actuellement toutes les conversations et remplit, par les commentaires qu'elle fait naître, les colonnes de la presse entière. Qu'il nous soit permis à notre tour de dire quelques mots sur cet événement soudain, dont les conséquences pourraient bien, plus tard, réagir sur la politique européenne.

A quel genre de mort et dans quelles circonstances le fils de l'empereur François-Joseph a-t-il succombé ? Voilà ce que les journaux officiels ne disent pas et ce qui préoccupe en ce moment l'opinion publique très étonnée du silence que l'on garde à ce sujet. Aussi ce mutisme absolu donne-t-il lieu à des racontars divers dans tout l'Empire. D'après les uns, le prince Rodolphe aurait trouvé la mort dans un accident de chasse ; suivant d'autres, ce serait dans un duel avec un personnage de la Cour, et on en circonscrit vraisemblablement le fait. Quelques feuilles officieuses inclinent à croire au suicide, déclarant que depuis quelque temps, le prince donnait des signes non équivoques de troubles dans ses facultés mentales. Les journaux semi-officiels donnent à entendre que sa mort mystérieuse pourrait bien avoir eu la politique de l'étranger pour mobile. La population viennoise et la presse indépendante affirment à leur tour qu'il meurt

frappé par une balle à la suite de quelque intrigue de Cour. Hélas ! disons-le, avec tout le regret que nous inspire un pareil malheur, c'est à cette dernière version que nous sommes obligé de nous arrêter, car tous les détails qu'on raconte sur la vie intime du jeune prince établissent le bien fondé de cette dernière hypothèse. D'ailleurs ce n'est un secret pour personne que l'archiduchesse, sa femme, se plaignait amèrement de sa conduite à l'empereur François-Joseph.

Le bruit avait même couru que la fille du roi Léopold II et de la reine Marie-Henriette se proposait de retourner prochainement en Belgique pour rompre tout rapport avec l'Archiduc.

Le procès-verbal relatif à l'autopsie du corps du prince impérial constate bien qu'il est mort d'un coup de revolver qu'il s'est tiré lui-même en s'appliquant l'arme sur la tempe. Mais que peut-il y avoir d'absolument vrai dans ces sortes de documents officiels, la plupart du temps apocryphes et inventés pour donner le change à la rumeur publique ?

Le prince Rodolphe jouissait d'une grande popularité dans tout l'empire, et nul doute que sa mort n'ait un grand et douloureux retentissement dans toutes les Cours de l'Europe. Nous croyons pouvoir dire toutefois que l'Italie et l'Allemagne ne doivent pas en être affectées au même degré que les autres puissances ; l'Allemagne surtout dont le jeune souverain a laissé percer plusieurs fois son peu de sympathie pour l'héritier présomptif de la couronne d'Autriche. Comme preuve de ce que nous avançons, rappelons ici l'incident qui eut lieu en 1888, lors de la dernière entrevue des deux Kronprinz. C'était à San-Remo. La conversation était devenue générale parmi les intimes de la maison. On parlait science, littérature, etc. Tout à coup, après une brillante tirade, le prince Rodolphe se tourna vers le petit-fils du vieux Guillaume et sembla

solliciter son avis. Le fils de Frédéric III, peu familiarisé avec ces sortes de matières, prit brusquement la parole et s'écria : Je ne comprends rien à ce langage ; d'ailleurs quand on est soldat et prince héritier il serait indigne de s'occuper de ces futilités-là ! Il y a une chose plus indigne encore pour un Prince, riposta Rodolphe, sans se déconcerter, c'est d'aspirer au trône du vivant de son père. Le Prince allemand se sentit aussitôt frappé, et il abaissa son regard terne sous l'œil calme et limpide du Prince autrichien. C'en était fait entre les deux jeunes hommes : désormais une inimitié profonde devait les diviser. Citons encore à l'appui de notre témoignage le mot du prince de Galles, devenu l'ami de l'archiduc depuis l'époque de son voyage à Londres à l'occasion du jubilé de la reine Victoria : Oui, Rodolphe est allemand, disait le fils de la reine d'Angleterre, si allemand signifie anti-prussien. Voulez-vous encore d'autres preuves de la haine que Guillaume II avait pour Rodolphe ? En apprenant la mort de l'archiduc, le Reischtag de Berlin s'est abstenu, contre toutes règles des bienséances gouvernementales, de lever la séance en signe de deuil et les théâtres de la Cour n'ont pas même fait relâche ce jour-là !

Le prince Rodolphe était né le 21 août 1858. Il s'était marié le 10 mai 1881 avec l'archiduchesse Stéphanie, fille du roi des Belges, Léopold II, et de la reine Marie-Henriette, née archiduchesse d'Autriche, fille de feu l'archiduc Joseph, palatin de Hongrie.

De ce mariage il n'y a eu, jusqu'à ce jour, qu'une fille, l'archiduchesse Élisabeth, née le 2 septembre 1883. Fils unique de l'Empereur François-Joseph et de l'Impératrice Élisabeth, le jeune Rodolphe avait deux sœurs, l'une, l'archiduchesse Gisèle, mariée au prince Luitpold de Bavière, et l'autre, l'archiduchesse Marie, récemment fiancée à un de ses cousins de la Maison d'Autriche. Après avoir reçu une éducation aussi simple que com-

plète, il avait été émancipé le 24 juin 1877 et, un an plus tard, le 23 juillet 1878, il était entré au service militaire actif dans le 36^{me} régiment d'infanterie. Il fut ensuite nommé major-général et contre-amiral en septembre 1880. Le 6 avril de l'année suivante, il recevait le commandement de la 18^{me} brigade d'infanterie à Pragues et enfin devenait feld-maréchal lieutenant en 1883 avec commandement de la 25^{me} division d'infanterie à Vienne. A tous ces titres il joignait, en outre, ceux de chef honoraire de plusieurs régiments autrichiens, allemands et russes.

Ses connaissances étendues, sa science en l'histoire naturelle, en ornithologie particulièrement, lui avaient permis de se mettre en rapport avec les hommes éminents de la société viennoise. Il échangeait avec eux des relations que tout le monde enviait et recherchait. Son tact, sa délicatesse, son aménité pleine de grâce et de familiarité, tout cela lui avait conquis des sympathies universelles.

On ne doit s'occuper de la question relative à la succession au trône qu'après une période de dix mois : ce laps de temps étant nécessaire pour savoir s'il ne naîtra pas un fils posthume à l'archiduc Rodolphe. Dans le cas probable où celui-ci ne serait point père d'un garçon, c'est le second frère de l'empereur François-Joseph, c'est à dire l'archiduc Charles-Louis, qui deviendrait le prince héritier. La fille du défunt, la princesse Élisabeth, n'y a aucun droit d'après la pragmatique-sanction interdisant aux femmes de monter sur le trône de Habsbourg tant qu'il existe des membres mâles dans la famille. En conséquence, après le premier frère de l'Empereur, l'archiduc Maximilien, fusillé à Queretaro et mort sans enfant, l'héritier présomptif doit être naturellement le second. Dès lors, nous ne comprenons pas pourquoi certains journaux annoncent que des difficultés vont surgir au sujet des droits à la couronne d'Autriche ! Pour tenir un pareil langage, il faut être aux gages de Crispi ou de Bismarck.

Dans notre prochaine causerie, nous donnerons quelques détails biographiques sur le futur héritier de la maison d'Autriche. Pour aujourd'hui nous nous contentons d'affirmer que ni lui ni son fils, en faveur duquel il pourrait bien abdiquer, ne sont admirateurs de la politique d'Humbert et de Guillaume II.

*
* *

Nous avons appris, par dépêche du 10 février, la mort du cardinal Pitra.

Le cardinal Pitra était d'origine française ; il était né le 31 août 1812, à Champforgeuil, département de Saône-et-Loire.

Après quelques années passées au séminaire d'Autun en qualité de professeur, il prononça ses vœux comme moine bénédictin à l'abbaye de Solesmes. Là il fut l'ami et l'émule du célèbre Dom Guéranger, restaurateur de l'Ordre, et s'adonna particulièrement à l'étude des antiquités ecclésiastiques. Les ouvrages qu'il laisse sur cette matière ont une grande valeur aux yeux du monde savant. En 1858, le pape Pie IX l'appela à Rome et le promut cardinal le 9 mai 1863. Il était bibliothécaire du Vatican, sous-doyen du Sacré-Collège et évêque de Porto.

« Le cardinal Pitra, dit le *Matin*, a écrit un nombre « considérable de volumes. Nous citerons entre autres « son histoire de saint Léger, son *Speciegium solesmense*, « monument d'une impeccable science, relevé par un « noble style français ou une forme de langue latine « égale aux plus beaux modèles de la Renaissance. Il « comptait parmi les plus forts hellénistes de ce temps.

« Bien que devenu, en quelque sorte Romain par adoption, il ne continuait pas moins à porter un intérêt « passionné aux choses de France. Quoique soumis à « une retraite volontaire, il exerçait encore une action

« importante sur les choses de l'Église, dans les Congrégations dont il faisait partie.

« Il eût peut-être joué dans le futur conclave un rôle considérable, tant était grande son autorité, tant-était invincible le respect dû à sa science, à sa vertu, à la noblesse de son caractère. A coup sûr, les cardinaux l'eussent écouté avec déférence.

« Sa disparition est donc un évènement grave, auquel la France, même politique, ne peut rester indifférente.»

A l'occasion de sa mort quelques journaux, à doctrines suspectes, ont prétendu que son Éminence, après avoir eu des démêlés avec Léon XIII, s'était retractée dans une amende honorable éclatante. Nous affirmons que jamais le cardinal Pitra n'a eu de rétractation à faire, par la raison bien simple qu'il n'a pas eu de démêlés avec le Pape. A la suite de fausses imputations, soulevées par esprit d'opposition à l'école qu'il représentait, l'illustre cardinal écrivit au Saint-Père pour lui renouveler l'assurance de son respect et de son obéissance; mais voilà tout.

Cette grande figure de Pontife, que nous avons eu le bonheur de voir à Nîmes à l'époque où eurent lieu les obsèques de sa sœur, morte supérieure de Saint-Vincent-de-Paul dans cette ville, nous rappelait tout à fait cette autre grande figure d'évêque, Mgr Plantier : elle en avait l'austérité, les traits ascétiques et l'imposante majesté.

L'Église catholique perd en lui un de ses plus illustres dignitaires, l'Ordre des Bénédictins et les sociétés savantes une de ses plus pures gloires.

T. GERVAIS.

CHRONIQUE RÉGIONALE

Nîmes, Février 1889.

Nous nous proposons de consacrer notre chronique à M. l'abbé Clastron, dont la mort subite a si vivement atteint le clergé et le diocèse de Nîmes. Mais nous estimons que nous ne saurions mieux faire que de reproduire l'allocution prononcée par M. l'abbé Delacroix, au jour des funérailles de notre regretté grand vicaire, à Orsan. Les lecteurs de la *Revue*, ne pourront que nous approuver de reproduire cette page si littéraire et si émue, et qui rend en traits si fidèles l'image de notre ami.

(*Note de la Rédaction*).

Après la cérémonie funèbre qui avait eu lieu à Nîmes, le 8 février, au milieu d'un concours imposant de prêtres et de fidèles, la dépouille mortelle de M. l'abbé Clastron, ancien vicaire-général du diocèse, fut portée à Orsan, paroisse d'origine du défunt. Le lendemain, à 9 heures, dans la belle église du village, ornée avec un zèle et un goût admirables, on chantait la messe, corps présent. Toute la paroisse était là. Des paroisses voisines étaient venus beaucoup d'amis de la famille Clastron. Plusieurs communautés religieuses des environs s'étaient fait représenter. Les Pénitents de Laudun assistaient en robe et soutenaient le chœur accompagné sur l'harmonium par M. l'abbé Jullien, vicaire de Bagnols. M. l'archiprêtre d'Uzès officiait au milieu de vingt-cinq prêtres, parmi lesquels plusieurs chanoines. Après l'Évangile, M. l'abbé Delacroix, doyen de Bagnols, a prononcé le discours suivant :

*Amavit eum Dominus et ornavit eum.
Stolam gloriæ induit eum.*

Le Seigneur l'a aimé et orné ;
Il l'a revêtu d'un manteau de gloire.

MES FRÈRES,

Les paroles que je viens de vous faire entendre sont celles mêmes dont l'Église se sert pour célébrer la mémoire des serviteurs de Dieu, honorés ici-bas de la dignité épiscopale, à l'ombre de laquelle s'est écoulée la vie presque entière du prêtre éminent que nous pleurons. Oui, le Seigneur l'a aimé, *amavit eum Dominus* ; et c'est pourquoi il l'a placé si près de son cœur, lui assignant, dans ce diocèse, à trois reprises, un ministère de confiance et d'honneur. Il l'a orné de tous les dons de l'esprit, du cœur et de l'âme, *ornavit eum*, pour en être représenté dignement auprès des grands et des pouvoirs de ce monde, non moins que auprès des fidèles et des prêtres. Il l'a revêtu d'un manteau de gloire, *stolam gloriæ induit eum*, de la gloire que donnent les hautes charges noblement exercées ; de celle, plus précieuse, qui naît des souffrances longuement et saintement supportées ; de celle enfin que confère le ciel où vos yeux le voient déjà à travers leurs larmes : *stolam gloriæ induit eum*.

Toutes ces choses, Mes Frères, feront l'objet de ce discours, sans autre ordre que celui qu'y pourra mettre le récit nécessairement abrégé de la vie de M. l'abbé Louis-François-Jules Prosper Clastron, vicaire capitulaire nommé par le Chapitre, ancien vicaire général de Monseigneur Plantier et de Mgr Besson, vicaire-général honoraire de Montpellier. Cette vie parle assez d'elle-même parmi les concitoyens, les amis et les parents du cher et

vénéré défunt, pour n'avoir pas besoin des prestiges de l'éloquence. Vous permettrez donc que je vous la rappelle à grands traits, avec l'accent ému d'un témoin et d'un ami ; mais sans rien qui sente la recherche et l'éclat qui, d'ordinaire, accompagnent ces sortes de discours. C'est assez des ornements dont Dieu le para lui-même dans sa personne et dans sa vie : *Ornavit eum.*

Monsieur l'abbé Clastron naquit à Orsan, d'une famille honorable par la position sociale et, surtout, par la foi et la pratique religieuse : deux choses qui lui valurent la confiance du pays. Ceux d'entre vous qui l'ont connu dans son enfance se rappellent avec plaisir la piété douce et grave déjà qu'il fit paraître dès ses premières années, comme pour se hâter de donner un gage de ce qu'il serait un jour dans la maturité et les honneurs. Tel parut-il à Nîmes, à son arrivée dans l'établissement d'instruction secondaire que dirigeait un autre enfant d'Orsan dont je n'ai pas besoin de vous rappeler les mérites, M. l'abbé Baume. Un lien de parenté unissait l'élève au maître ; mais je dois à la vérité de dire que le cœur du maître fut, de bonne heure, incliné vers l'élève par les qualités seules de l'élève lui-même : sa douceur, sa religion, sa modestie dont il s'efforçait de voiler un sens d'une portée précoce, une intelligence lumineuse et sûre. Cher au supérieur, Jules Clastron le fut bientôt à ses maîtres et à ses condisciples. Venu moi-même à Saint-Stanislas, comme professeur, avant que le pieux et brillant élève en fût sorti, j'ai pu constater de mes propres yeux la place qu'il y occupait. Enfant de ce canton, j'aurais pris volontiers ma part des succès de mon compatriote ; et son digne frère qui m'entend et qui marchait sur les traces de son aîné, dans le même collège, sait que je dis vrai quand j'affirme que c'est là l'un des plus doux souvenirs de ma vie intellectuelle.

Le Grand-Séminaire ouvrit avec bonheur ses portes au lauréat de Saint-Stanislas. Chancelant dans sa santé, obligé même, une fois, d'interrompre ses études théologiques, Jules Clastron fit peu de bruit dans cette maison sainte, alors dirigée par un saint qui ne se doutait pas que ce jeune séminariste, qui s'enveloppait de silence et d'ombre parmi ses condisciples, serait un jour son successeur à l'évêché. Je veux parler de M. Boucarut dont la mémoire est en si grand honneur dans le diocèse.

Ordonné prêtre, l'abbé Clastron fut envoyé à la cathédrale d'Alais avec le titre de vicaire. Le vicaire ne tarda pas à être remarqué par M. le curé Hébrard ; il devint l'ami de son successeur à la cure d'Alais, M. Bouisse. Longtemps après ce court vicariat, j'ai surpris moi-même bien des fois l'éloge enthousiaste de M. l'abbé Clastron sur les lèvres de son ancien curé. Il vantait la douceur et la sûreté de son commerce ; la prudence de sa direction au saint Tribunal ; la doctrine et la distinction qu'il portait en chaire ; sa charité pour les pauvres, son zèle pour les malades. Les paroissiens n'avaient pas gardé un moins bon souvenir du jeune vicaire ; et c'était une joie pour beaucoup, quand il revenait à Alais : *amavit eum Dominus*. Oui, le Seigneur l'avait aimé et l'avait rendu aimable à son Église.

Une maison surtout l'avait accueilli avec empressement : le *Sacré-Cœur* d'Alais. Il préludait là à la direction des religieuses qui allait être un de ses triomphes ; il commençait à jouir là de l'estime et de la vénération qu'il devait trouver auprès des épouses de Jésus-Christ dans le diocèse. Le *Sacré-Cœur* d'Alais fut aussi le berceau de son élévation. Madame la Supérieure, sachant que Mgr Plantier, dont elle était religieusement écoutée, était en quête d'un secrétaire particulier, ne craignit pas de lui proposer son jeune protégé pour cet emploi délicat,

persuadée qu'elle donnait à l'illustre évêque un prêtre digne de lui par sa piété, sa discrétion, son dévouement et son intelligence : *amavit eum Dominus*.

Nous vîmes donc le jeune vicaire d'Alais arriver à Nîmes, où peu le connaissaient encore, et se placer à côté du grand évêque avec une modestie qui lui gagna tous les cœurs. Mais qui l'apprécia et l'aima le plus, ce fut Mgr Plantier. Il démêla bien vite ce qu'il y avait de trésors cachés dans l'âme de son secrétaire ; et de là le camail de chanoine honoraire qu'il lui donna la veille de son départ pour Rome, où il l'emmenait en 1864 ; de là le titre de secrétaire général qu'il porta avec autant d'aisance et de succès que celui de secrétaire particulier dès 1871 ; de là, quelques années plus tard, et malgré sa jeunesse, les fonctions de vicaire général qu'il a remplies, avec d'autant plus de mérite, que la vieillesse prématurée de son maître lui laissait presque tout le poids de l'administration. Vous ne me démentirez pas, vénérés confrères ici présents, si je dis qu'on allait à lui comme à l'évêque lui-même, dont il représentait l'autorité et dont il retraçait, dans son accueil, son langage et ses actes, la sagesse et la bonté. Rarement appela-t-on de ses conseils et de ses décisions ; plus rarement eut-on à lui reprocher d'avoir manqué d'égards ou de mansuétude envers un confrère, fusse le plus petit d'entre nous.

C'est pourquoi, Mes Frères, ce fut un concert d'éloges autour du glorieux prélat qui venait prendre la place laissée vacante par la mort de Mgr Plantier, quand on le vit faire appel aux services de M. Clastrou, en qualité de grand vicaire. Il n'y eut qu'une voix, dans le diocèse, pour louer ce choix, nul, plus que l'ancien vicaire général de Mgr Plantier, ne paraissant capable d'éclairer le nouvel évêque dans le gouvernement de son diocèse, et de l'aider à en porter la responsabilité. La charge épisco-

pale est lourde en tout temps, Mes Frères ; elle l'est particulièrement au nôtre. Il faut parcourir un diocèse en tous sens ; prêcher, catéchiser partout ; joindre l'apostolat de la plume à celui de la parole ; soutenir ou créer des écoles ; encourager ou reprendre les pasteurs ; les consoler ou les défendre ; être l'aumônier des pauvres, le père de la veuve et de l'orphelin ; organiser de grands pèlerinages et y prendre part. Il faut travailler sans cesse à la Vigne du Seigneur ; sans cesse faire bonne garde autour du troupeau ; sans cesse nourrir du pain spirituel, et souvent du pain temporel, les brebis fidèles, et même celles qui ne le sont pas. Par dessus tout, il faut mourir à la tâche et sur la brèche ; et mourir pauvre, comme est mort l'Évêque que son grand vicaire et son aide en tous ses travaux devait suivre de si près dans la tombe.

La tombe ! rien n'en parlait encore, pour le zélé Prélat, quand il consacrait naguère cette église au milieu de l'affluence respectueuse de la population d'Orsan et des populations voisines. Mais, tandis que la cérémonie s'accomplissait, je voyais M. l'abbé Clastron, à demi caché derrière l'autel, ne prendre part à la fête que par le cœur, affaibli et presque mourant qu'il était. D'où lui venait, Mes Frères, cette vieillesse prématurée qui était là comme une ombre au tableau de ce jour heureux ? Elle venait du zèle, du dévouement du serviteur de Dieu. Ses forces l'avaient trahi à suivre les Évêques, ses maîtres, dans leurs courses apostoliques ; à partager leur fardeau en ces jours mauvais pour l'Église ; à prendre sa part de leurs peines et de leurs larmes, en même temps qu'à les aider dans leurs œuvres, à s'associer à leurs succès et à leurs gloires. Évêque lui-même (et avec moins de fierté sacerdotale il eût pu l'être à un moment donné : permettez-moi cette révélation qui ne peut plus blesser sa modestie) évêque lui-même, eût-il porté le bâton pastoral avec moins de vaillance que ses modèles,

et avec plus de péril pour une vie que Dieu lui donna fragile, comme une compensation aux bienfaits dont il l'avait comblé d'ailleurs ? *Ornavit eum.*

A ces travaux absorbants, M. l'abbé Clastron n'avait pas craint d'en joindre un autre que tout son cœur, qui le lui imposait, était incapable d'alléger. Vous avez nommé *l'Histoire de Mgr Plantier*. Certes, nul mieux que M. Clastron n'avait qualité pour raconter cette grande vie; nul n'y était mieux préparé. Il avait connu Mgr Plantier dans l'intimité; il l'avait admiré et aimé. A son école, son goût littéraire s'était élevé, son intelligence avait grandi; son style avait pris un surcroît de correction et d'ampleur. Par dessus tout, il avait appris, de l'administration et des relations qu'elle amène, à juger sainement et de haut les hommes et les choses. Aussi *l'Histoire de Mgr Plantier, par M. l'abbé Clastron*, n'est-elle pas qu'une œuvre de piété filiale; c'est encore une œuvre de vrai mérite littéraire, jugée telle par les hommes compétents, et digne d'être placée à côté des *Vies* de Mgr Pie et de Mgr de Bonnechose par les maîtres du genre. Je la louerais moi-même davantage, si je ne lui reprochais, en quelque sorte, d'avoir été pour un peu dans l'affaiblissement mortel d'un prêtre dont les services étaient encore nécessaires au diocèse, comme sa présence était chère à son évêque et à ses amis.

Mais cette éclipse d'une existence jusque là si brillante ne devait-elle pas être pour le bien de celui que nous pleurons et pour le nôtre ? Elle a fait l'édification du diocèse, de ce pays, de sa famille, en attendant d'être son principal titre auprès de Dieu : *stolam gloriæ induit eum*. J'en appelle à ceux qui l'ont approché dans cette phase dernière et douloureuse de sa vie, j'en appelle à vous tous qui écoutez si religieusement son éloge : quand vous parut-il plus digne de respect et d'admiration que

dans ces années d'angoisse où son intelligence, toujours lucide cependant, semblait chercher les mots qui montaient de son cœur à ses lèvres pour chacun de nous ; où il faisait effort pour émettre un jugement, donner un avis, un conseil ; où il évoquait avec tristesse un passé qui ne le satisfaisait pas, encore qu'il fût plein d'œuvres et de lumière ; où tout lui parlait d'une mort prochaine qu'il voyait venir sans frayeur ; où aucun ami ne le quittait sans que, dans un serrement de main et avec un regard qui était bien près d'être un adieu, il ne se recommandât à ses prières ?

Vénérable et cher ami, des prières ! mais c'était à nous à vous en demander ; car, dès lors, vos prières étaient celles d'un élu : *stolam gloriæ induit eum*. N'était-ce pas une prière prolongée comme celle du Christ en agonie, et une prière pour tous, que la voix résignée de votre souffrance et de ce que vous appeliez votre néant ? Ah ! je comprends maintenant cet évêque qui, malgré vos instances, refusa votre démission. Il voulait vous laisser parmi nous comme un flambeau toujours allumé, ardent, destiné à réchauffer, à éclairer les âmes sacerdotales ; il voulait que la mort seule nous privât de ce grand exemple de résignation et que, à cette gloire qui était la vôtre, succédât immédiatement, un jour, la gloire plus grande et plus douce du ciel : *stolam gloriæ induit eum*.

Et maintenant, ô victime, ô prêtre, il ne vous reste plus qu'à attendre la fin du sacrifice où le prêtre immole pour vous la victime des victimes ; il ne vous reste qu'à sortir de cette église qui vous fut chère et que vous avez contribué, par vos largesses, à orner comme Dieu vous orna vous-même ; à vous séparer de ces amis qui s'empressent autour de votre dépouille mortelle, de cette famille en deuil dont vous fûtes la joie et la gloire, et dont vous serez le plus précieux souvenir ; il ne vous reste qu'à

aller prendre place à côté de vos aïeux, entre un père et une mère près de qui vous avez souhaité dormir votre dernier sommeil. Ces ossements vénérés et chéris tressailleront à votre approche ; et il y aura là ce baiser dans la mort qui nous attend tous , mais qui n'est doux qu'à ceux qui, avec vous et les vôtres, se sont endormis dans le Seigneur, pour se réveiller dans sa gloire : *stolam gloriæ induit eum.*

Modeste jusque au-delà du tombeau, vous avez voulu venir cacher votre mémoire à l'ombre des toits aimés qui vous rappelaient votre enfance ; mais vous vivrez à Nîmes, et mieux que dans la demeure dernière des prêtres et des évêques : vous vivrez dans le cœur des brebis et des pasteurs ; vous vivrez dans le cœur des fidèles et les prêtres du diocèse , venus ici en si grand nombre pour prier sur votre cercueil et vous donner un dernier témoignage, vous sont un gage de la fidélité des autres. C'est là votre gloire véritable ici-bas , ô saint ami ! gloire que celle du ciel, nous l'espérons, ne vous fera point oublier ; car au ciel on se souvient de la terre, puisqu'on y prie pour elle , quelque absorbé qu'on puisse être dans la vision béatifique : *stolam gloriæ induit eum.*

Amen.

Marseille , Février 1889.

*. Je commence cette revue au sortir d'un touchant office à la Cathédrale. Suivant un usage des plus anciens, l'honorable corporation des notaires y célébrait sa fête annuelle. Conformément aussi à la tradition , pendant l'Evangile et l'Elévation , MM. les Notaires tenaient chacun un cierge allumé. L'origine de cette coutume remonte

à 1422. Alphonse d'Aragon, profitant de l'absence de Louis III, s'était emparé de Marseille. Au retour de Louis III, un combat sanglant fut livré, les maisons du quai du Port furent incendiées et les habitants de ce quartier déposèrent ce qu'ils avaient de plus précieux dans la chapelle souterraine des Accoules, consacrée à la Purification. Les notaires notamment y portèrent leurs registres et protocoles. Alphonse ayant donné l'ordre à ses soldats de respecter tout ce qui avait été déposé dans ce lieu sacré, les notaires choisirent pour leur fête le jour de la Purification. Ce jour-là, ils assistaient à la grand-messe et aux vêpres dans l'église des Accoules d'alors; puis, quand cette église eût été détruite par la Révolution, ils se transportèrent à Saint-Cannat, où une chapelle (la première à gauche en entrant) a été édifiée de leurs deniers et porte leurs insignes. Cette coutume a été rappelée récemment dans un rapport présenté à la Chambre des Notaires par l'aimable trésorier de cette compagnie.

*. De Saint-Cannat, la foule pieuse se rend à Saint-Victor, où les mystères sacrés s'opèrent, comme au temps des persécutions, dans nos catacombes marseillaises, pendant huit jours, sans aucun ralentissement dans le concours du peuple. Tous les vrais Marseillais viennent là chercher la chandelle *verte*, la *navette* au beurre sucré et les médailles de la *Vierge Noire* ou N.-D. de Confession. Ces usages pittoresques tiennent au cœur de la population, autant et même un peu plus que les pèlerinages à la *Bonne-Mère* de la Garde. Celle-ci sortait une fois par an et la Vierge Noire ne sortait que dans les grandes calamités.

*. A l'aller et au retour, j'ai rencontré la foule bruyante des lycéens, tout fiers de promener leurs bérets, une heureuse et coquette innovation, qui sied à ravir sur ces jeu-

nes têtes ! *Maï*, disait une revendeuse de poisson à côté de moi en les voyant défiler, *quand durara ! Cé qu'ès nou-véou ès béou.*

*. Mais, ne voilà-t-il pas que les sœurs ou cousines de MM. les Bérétistes Marseillais ne dorment plus de dépit et de jalousie ! Ces demoiselles avaient décidé entre elles de s'affubler, à leur tour, d'un coquet petit bérét blanc, crânement incliné sur l'oreille. Par bonheur, la direction du lycée de filles, où l'on avait comploté cette jolie invention, s'est montrée féroce et a interdit le bérét blanc à ces hardies pionnières de l'avenir, tandis que le lycée des jeunes gens interdisait le bérét jaune aux aspirants de l'École Polytechnique. Vous verrez que tout cela finira mal !

E. A. C.

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE

LA VIE DES SAINTS, racontée par un homme d'esprit et de cœur.

J'attendais, je l'avoue, avec quelque impatience, le complet achèvement de cette œuvre, pour en parler un peu à l'aise. L'œuvre m'attirait, parce qu'elle est hardie; elle me plaisait tant, dans ses initiations, que j'aspirais à la voir finir, de peur de quelque désillusion.

La voici achevée, et ses admirateurs, disons mieux, ses amis, peuvent en triompher comme d'une victoire en faveur de leur thèse.

La thèse, c'est que rien n'est parfois décourageant comme de lire la vie d'un saint. Pie IX le disait spirituellement: *Sunt laudandi, non imitandi!* Il y a là beaucoup plus de matière à louanges qu'à imitation. C'est tellement parfait, tellement surhumain, qu'on se regarde ensuite avec quelque découragement.

C'est une tradition de Port-Royal et un legs du Jansénisme que cette méthode d'hagiographie, depuis deux cents ans. Les meilleurs s'y sont laissés prendre. N'a-t-on pas, même de nos jours, objecté que, à représenter « la bonté et les affections naturelles chez les saints », il y avait danger pour le surnaturel et, en particulier, pour l'esprit de sacrifice et de mortification, qui est le fonds même de la vie chrétienne!

Ah! vraiment, mes maîtres, il y a péril, à votre sens. Et, qu'est-ce donc qu'il y a au fond du sacrifice et de l'immolation, si ce n'est l'amour? Le héros qui donne son sang pour le pays, l'ami qui renonce à ses aises pour l'ami malheureux, le chef de famille qui se dépense pour le cher foyer, la femme qui s'oublie pour l'enfant de son cœur, tous ces types d'immolation et de renoncement personnel parlent-ils d'autre chose que d'amour? Je voyais hier, sur une promenade publique, une jeune mère, hâve, décharnée, à qui un passant charitable venait de donner deux gâteaux, l'un pour son petit, l'autre pour elle. L'enfant eut vite fait de croquer le sien, la mère le regardait en souriant; mais lui, le goulu, avait son objectif, l'autre gâteau. Il y passa comme le premier, et la mère ne cessait de sourire. Pour partir d'une inspiration du cœur, le sacrifice en était-il moins un sacrifice?

Donc, au regard de la thèse anti-janséniste, les trois volumes que M. le marquis de Ségur vient d'écrire sur **LA BONTÉ ET LES AFFECTIONS NATURELLES CHEZ LES SAINTS** (1), et qu'il aurait pu aussi intituler *le cœur des saints*, constituent une révolution, à laquelle les amis de la vérité historique et de la vraie morale chrétienne se doivent de faire un sympathique accueil.

(1) Trois vol. in-12. Paris, Retaux-Ray.

Le premier volume raconte, disons mieux, peint les saints des premiers âges chrétiens ; le second, ceux du moyen-âge ; le troisième, les saints et les bienheureux de la période contemporaine.

Comme tout cela est varié dans l'unité à laquelle le très habile narrateur sait ramener tous ses récits ! L'aimable, le doux, le cher livre ! Comme il repose, comme il instruit, en même temps qu'il encourage ! Les saints étaient donc des gens comme nous, de la même pâte, du même moule, ou mieux, selon l'expression même du Saint-Esprit sur les lèvres du psalmiste, du même « limon » que nous ! Pour aller au ciel, il n'est pas du tout obligatoire, comme l'enseignaient les sectaires de Jansénius et de Saint-Cyran, de broyer son cœur, sa nature, son être, afin de s'en recomposer un autre, tout hérissé, inabordable, sauvage, contre nature. La grâce suppose la nature, dit l'enseignement catholique, elle la perfectionne, elle l'élève, mais, elle ne la détruit pas. Au ciel même, on se reconnaîtra et on se retrouvera, pour s'aimer, pères, mères, époux, fils, parents, amis, etc. Ah ! fatale hérésie des siècles derniers, vous avez desséché la piété chrétienne dans sa fleur et dans sa sève, en la faisant dévier de sa notion fondamentale !

Il a fallu au digne et fraternel héritier des plus gracieuses inspirations de Mgr de Ségur un grand courage pour tenter l'entreprise ! Quelques attardés de l'hérésie ou plutôt de l'influence jansénienne pourront l'en blâmer ; tous les amis du vrai, du beau et du bon, l'en remercieront.

Quant à ceux qui savent combien la lecture de la *Vie des Saints* est chose utile, dans les traverses de la pratique chrétienne, nous pouvons enfin signaler une série qui répond à tous les besoins, et satisfera tous les goûts.

Voici enfin une *Vie des Saints* écrite par un homme d'esprit et de cœur !

ANT. RICARD.

LA FAMILLE DE MADAME DE SÉVIGNÉ EN PROVENCE, d'après des documents inédits, par le marquis de LAPORTE (in-8° Plon).

Tout ce qui touche à l'immortelle épistolière a le privilège de saisir vivement l'attention publique. Mais, quand des documents nouveaux ont la chance d'être mis en œuvre par un dilettante littéraire, qui sait la valeur et le mode d'emploi des choses, c'est alors un régal pour tous. M. le marquis de Laporte a trouvé beaucoup de pièces dans ses archives de famille, il en a trouvé encore davantage chez les descendants de l'aimable Marquise en Provence, chez d'heureux collectionneurs aussi, tel que M. Paul Arbaud, à qui une rare bonne fortune a procuré tant de pièces tirées de nos riches archives ciotadennes. Tout cela est enchâssé dans un récit animé vivant et où l'érudit a soin de dissimuler son savoir sous une forme pleine de charmes. Signalons encore les deux portraits qui accompagnent ce texte et qui sont des trouvailles pour les admirateurs si fortement fidèles de M^{me} de Sévigné. Ant. Ricard.

RENONCIATION DES BOURBONS D'ESPAGNE AU TRONE DE FRANCE, par le marquis de Courcy (in-12, Plon).

Tout le monde sait qu'il existe, en France, un groupe de légitimistes dits « Blanc d'Espagne. » C'est à ceux-là que s'adresse M. de Courcy. Il examine, à la lumière de l'histoire, la légitimité de ces revendications et prouve qu'elles sont contraires au droit espagnol et au droit européen. C'est là surtout l'intérêt de ce livre qui analyse le problème dès l'origine et le retourne avec une grande sûreté de critique puisée aux sources originales. L. DUCLOS.

SACERDOS RITE INSTITUTUS PIIS EXERCITATIONIBUS MENSTRUÆ RECOLLECTIONIS, auctore P. ADULPHO PETIT, S. J. — Brugis et Insulis, typis Desclee et De Brouwer, 1888. — fr. 4, 50

Nous n'avons pas à recommander ici la pratique de dévotion bien connue du clergé sous le nom de Récollection du mois la haute approbation de NN. SS. les Evêques de Belgique et les fruits abondants de cette réunion mensuelle en sont la meilleure recommandation. Mais il n'est pas rare que des prêtres se voient empêchés, soit par l'âge, soit par les occupations du saint ministère d'assister à ce pieux exercice, et privés par conséquent des avantages qui y sont attachés. C'est pour compenser cette perte et fournir le moyen de faire en particulier la Récollection du mois, que le R. P. Ad. Petit vient de publier le livre annoncé aujourd'hui à nos lecteurs.

L'auteur débute par quelques conseils pratiques, relatifs à la Récollection mensuelle. Il donne ensuite deux méthodes ou séries des questions qui aideront le retraitant à faire la revue du mois et à acquérir ainsi une connaissance exacte de l'état de son âme. Vient enfin les exercices pour vingt-cinq Récollections mensuelles. Ces exercices, toujours parfaitement appropriés à l'état sacerdotal, sont au nombre de trois pour chaque Récollection : deux méditations et un examen. Le sujet de la première méditation est telle ou vertu du Sacré-Cœur de Jésus, de la sainte Vierge, de saint Joseph, de saint François de Sales... La seconde méditation, qui pourrait servir aussi de lecture, est le plus souvent présentée sous forme de préparation à la mort. Quant à l'examen, il roule sur une vertu ou sur une obligation particulière du prêtre. Tel est le plan que l'auteur a donné à son œuvre ; en l'exécutant, il a su joindre à une doctrine solide, exposée méthodiquement et appuyée sur d'heureuses citations de la Sainte-Ecriture, les agréments d'un style élégant et facile. Il a aussi montré qu'il avait retiré de trente ans de ministère auprès du clergé une grande connaissance des principaux moyens d'acquérir la perfection sacerdotale. Le livre est donc appelé à prendre place sur le prie-Dieu de tout prêtre qui désire s'entretenir dans les hautes et saintes pensées de sa vocation. Disons en terminant que son exécution typographique est irréprochable, et que l'éditeur, voulant en faciliter la lecture aux prêtres affaiblis par

l'âge ou par quelque infirmité, a fait choix pour l'impression d'un caractère suffisamment grand.

QUELQUES SCÈNES de la PASSION de NOTRE-SEIGNEUR JÉSUS-CHRIST, par M. l'abbé BRUGUIÈRE, chanoine de la cathédrale de Rodez. Un volume in-8°, 400 pages, filets rouges. Prix : 4 francs.

Les récits de l'Evangile sur la Passion du Sauveur, si simples et si touchants, sont une source inépuisable de saintes et hautes pensées, de réflexions salutaires, de pieuses émotions, de consolantes espérances.

Nous félicitons l'estimable auteur d'avoir choisi un si beau sujet et d'en avoir fait la matière de ses méditations et de ses études.

Il a voulu nous faire bien comprendre les faits évangéliques, nous les retracer vivement et nous les expliquer à tous les points de vue. D'une part, il répond aux erreurs et aux vaines théories de la fausse science contemporaine ; il repousse les attaques du rationalisme, qui ne semble occupé qu'à défigurer les faits et à les ramener à des proportions tout humaines. D'autre part, il rend sensible le sens mystique qu'il faut y attacher, il fait ressortir les grands enseignements qu'ils renferment, les conséquences morales qui en découlent. Ce livre est à la fois un exposé historique d'une parfaite exactitude, un ouvrage de doctrine, de critique et de discussion solide, et un traité de spiritualité où sont indiquées en passant les règles les plus sages pour la direction des âmes. C'est dire tout l'intérêt qu'il présente aux lecteurs sérieux.

Le style est en harmonie avec le sujet : grave, ferme, d'un ton noble et soutenu, sans s'écarter jamais d'une simplicité nécessaire dans de pareilles matières.

Dans l'exposition des faits, M. Bruguière a suivi l'ordre chronologique d'après la concordance des Évangiles. Il nous donne le vrai sens du texte en rapprochant les prophéties des faits qui en sont la réalisation et l'accomplissement, et en prenant pour guide les interprétations des Pères et des Docteurs et les anciennes traditions recueillies avec soin. Quelle méthode plus sûre pouvait-on adopter.

Nous faisons des vœux pour que ce livre solide et touchant qui fait si bien passer sous nos yeux les plus augustes mystères de notre foi, se trouve en beaucoup de mains et soit lu par un grand nombre de personnes. Il est destiné à produire les impressions les plus salutaires, à raviver notre foi, à fortifier notre espérance, à exciter notre amour pour l'Homme-Dieu immolé pour le salut du monde. C'est toute la récompense que le pieux auteur ambitionne et qu'il mérite d'obtenir.

(Revue religieuse de Rodez).

**Le Propriétaire-Gérant ,
GERVAIS-BEDOT.**

Nîmes. — Imprimerie Gervais-Bedot, place de la Cathédrale.

M. DE TARTERON

ÉTUDE BIOGRAPHIQUE ET POLITIQUE

« L'escrivallerie, dit Montaigne , semble être quelque symptôme d'un siècle débordé... Quand escrivimes-nous « tant que depuis que nous sommes en trouble.... Quand « les Romains tant que lors de leur ruine ? »

La démangeaison d'écrire et de parler qui sévit sur nous tous avec tant de rage, dans ces temps calamiteux, serait-elle un avant-coureur de notre irrémédiable décadence ? Dieu veuille qu'il n'en soit pas ainsi ! Mais ne semble-t-il pas vraiment que, tout au moins en politique, les sages (s'il en était encore) devraient se renfermer, à cette heure, dans le silence et le recueillement, plutôt que de vouloir raisonner sur des événements qui déroutent tous calculs, expliquer des situations qui défient toute analyse, peindre des hommes dont il est difficile d'étudier et de fixer les traits tant, à chaque instant, ils diffèrent d'eux-mêmes, désespérant ainsi le crayon le plus prompt et le plus sûr ? Et cependant, conviendrait-il de laisser disparaître certaines figures qui précisément ont attiré les regards par la constante noblesse de leur caractère, sans tenter de les faire revivre, sans essayer de rechercher comment elles ont pu conserver le calme, la dignité et, à certaines heures, l'héroïsme de leur attitude, au milieu de l'incohérence des événements, de l'angoisse des vicissitudes les plus diverses et des trahisons les plus imméritées de la fortune ? Non, il ne serait ni bon, ni juste que nous ensevelissions de tels morts en ne prenant aucun soin d'élever sur leur tombe la pierre du témoignage ; et, en ce moment, où la cause des plus saintes croyances et des plus sûrs principes de salut a subi de ces défaites qui pourraient désespé-

rer les soldats de la levée, nous avons le patriotique devoir de perpétuer au milieu de nous le souvenir de nos chefs disparus, et de montrer aux jeunes troupes comment ces vaillants ont su combattre et mourir sans perdre, un seul jour, ni l'espérance, ni la foi.

Le 31 du mois d'octobre 1888, s'éteignait, à Sumène, d'une façon subite, et l'on peut dire prématurée, M. Ernest de Tarteron, ancien député, membre du Conseil Général et président du Comité royaliste du Gard. Le modeste auteur des quelques pages que l'on va lire ne peut avoir la prétention de tracer la biographie complète d'un ami dont il a cruellement ressenti la perte. Intimement mêlé, depuis plusieurs années, aux pensées et aux sentiments de celui qui n'est plus, il borne toute son ambition à dire ici, pour l'enseignement et l'édification de tous, surtout des plus jeunes, comment M. de Tarteron, serviteur infatigable de la monarchie traditionnelle et nationale, a su constamment comprendre et pratiquer la politique royaliste soit dans les assemblées publiques, soit dans les écrits sortis de sa plume si bien trempée et si alerte, soit en dehors des luttes du parlement et de la presse, dans la direction quotidienne du parti dont il était devenu, au milieu de nous, le chef aimé et respecté. Puisse cette étude contribuer, malgré son insuffisance, à conserver, parmi les royalistes du Gard, la mémoire de l'un des hommes qui leur ont fait le plus d'honneur et de bien ! Puisse-t-elle dissiper les préjugés de ceux qui combattent encore la grande cause à laquelle M. de Tarteron a voué sa vie, parce qu'ils la méconnaissent ou l'ignorent !

I

Ernest de Tarteron appartenait à cette génération d'hommes qui, arrivés à l'adolescence de 1835 à 1838, allaient aborder la vie d'étudiant à l'heure du réveil religieux sus-

cité, dans la jeunesse, par les prédications de Lacordaire et de Ravignan à Notre-Dame, la présence et les discours de Montalembert à la Chambre des Pairs de France, et par le séraphique apostolat de Frédéric Ozanam et de ses disciples. « De toute part, dit l'historien de la Monarchie de Juillet, on constatait le retour des générations nouvelles vers la religion, » (1) on saluait avec bonheur « la pensée d'un Dieu, s'élevant sur la ruine des illusions humaines ! » — « C'est plaisir, écrivait dans la *Presse* M^{me} Émile de Girardin, de voir cette jeunesse française venir d'elle-même, indépendante et généreuse, chercher des enseignements et apporter des croyances aux pieds des autels où l'on ne voyait jadis que des fonctionnaires publics en extase...—N'aimez-vous pas mieux cette jeune France instruite et religieuse que cette jeunesse (voltairienne) que nous avons autrefois..... Comment ne pas beaucoup attendre d'un pays où les jeunes espèrent et prient ! » L'élan était si sublime, si entraînant, qu'un adversaire bien connu de la religion, M. Dubois, ancien rédacteur du *Globe*, s'écriait : « Ah ! j'ai toujours combattu le catholicisme, mais je ne puis me le dissimuler, il se prépare pour lui un siècle aussi beau, plus beau peut-être que le treizième. » (2) Hélas ! ce siècle est encore à venir ; et plaise à Dieu que la malice des uns, les fautes et les lâchetés des autres, et par dessus tout, les desseins de justice de la Providence n'en retardent pas longtemps encore le glorieux épanouissement !

Nous ne voulons pas nous appesantir ici sur les tristes causes de l'avortement de telles espérances : nous tenons à constater seulement que si, depuis cinquante ans, il a été fait ou tenté quelque chose de bon et de salutaire en France, parmi les laïques, dans l'ordre politique et religieux, nous le devons, en majeure partie, aux hommes de

(1) Thureau-Dangin. *Histoire de la Monarchie de Juillet*, vol. III,

(2) Id. *passim*.

cœur et de foi dont la jeunesse a été si merveilleusement influencée par le grand mouvement d'idées et de sentiments chrétiens qu'a suscité l'école des Lacordaire, des Ravignan, des Montalembert, des Ozanam et des Gerbet ! Pour restaurer les croyances catholiques et revendiquer les droits imprescriptibles de l'Église dans l'action sociale, ces jeunes hommes crurent devoir se borner « à réclamer « leur juste part dans les libertés que le pays avait conquises et qu'eux-mêmes avait payées (1) ; » et cela leur suffit. Et on les vit fonder de tous côtés, à Paris, à Lyon, à Toulouse les conférences de Saint-Vincent-de-Paul, cette merveille de notre âge, et les catéchismes aux détenus et aux enfants abandonnés ; on les vit se grouper dans des réunions d'étude pour préparer par des exercices oratoires, des essais en histoire et en philosophie, la grande apologétique chrétienne et la défense de ce qu'il y a de vrai dans les principes de la société contemporaine et qu'il faut dégager, à tout prix, des erreurs de la Révolution.

Il a été donné à celui qui signe ces lignes de vivre près du cœur de quelques-uns de ces vaillants, et après l'avoir senti battre et palpiter il s'est souvent demandé si la grande loi pacificatrice de 1850 a donné à l'Église et à la Patrie de meilleurs fils et de meilleurs défenseurs que ces hommes qui n'avaient pu être élevés que dans un atmosphère de combat, et dont le tempérament moral s'était formé, dès le bas âge, sous le coup de fouet piquant mais salubre du flot sans cesse agité de la contradiction et de la lutte. Mais si un tel régime peut convenir aux forts, n'est-il pas plein de périls pour les tempéraments moyens dont le monde est semé ? Ceux-ci ne doivent-ils pas être protégés par notre mère, l'Église, contre une épreuve que nulle puissance au monde n'a le droit de leur imposer, et la liberté de l'enseignement chrétien n'est-elle pas la première et la plus essentielle de toutes ?

(1) Lacordaire, *Mémoire pour le rétablissement des Frères-Prêcheurs*.

Ernest de Tarteron était un de ces robustes jeunes hommes qui n'avaient puisé qu'un surcroît d'énergie pour le vrai et le bien dans le système du monopole universitaire. Il avait près de lui, du reste, pour aider ses efforts dans le bon combat, une mère d'une grande supériorité d'esprit et d'un rare bon sens. Elle suivait son fils partout où ce dernier était appelé par les besoins de son éducation. Douée d'un caractère viril joint à la fine et délicate clairvoyance de la femme, elle fut, pour lui, dans toutes les circonstances de la vie, un guide d'une perfection achevée.

A Toulouse, à la Faculté de droit, Ernest de Tarteron portait bien haut le drapeau catholique au milieu d'une pléiade de jeunes camarades dont quelques-uns ont occupé plus tard de hautes fonctions dans l'administration et la magistrature. Presque tous sont restés fidèles, malgré les difficultés des temps et des situations, aux principes et aux enthousiasmes de leur jeunesse. Formés à la grande école dont nous parlions tout à l'heure, ils y avaient appris à aimer leur temps avec passion; et « s'ils voulaient l'agenouiller, » comme leurs frères de Paris, « aux pieds du divin libérateur du monde » ce n'était pas seulement pour obéir à leur foi religieuse, c'était encore pour donner aux réformes légitimes de la fin du dernier siècle la seule base sur laquelle elles puissent reprendre et assurer leur mouvement progressif, la base des croyances chrétiennes et de l'accord intelligent et libre de l'Eglise et de l'Etat. Ils tempéraient, d'ailleurs, l'ardeur des convictions et du prosélytisme par des formes exquises, dernier reste de la vieille courtoisie française, qui donnaient un charme indéfinissable à leurs personnes et à leurs discours, et ils apportaient à leurs doctrines cette large et intelligente mesure qui assure l'ascendant du bien et finit par gagner à ses défenseurs l'estime et la confiance de leurs contradicteurs même les plus obstinés. Ces précieuses qua-

lités resteront à tout jamais la caractéristique de celui dont nous parlons et gouverneront, jusqu'à la fin, toute sa vie politique. Il fut donc sage et modéré de bonne heure : pour lui, « ce n'était pas tout que de sentir et de vouloir ; il fallait juger exactement ; » et le champ clos des discussions humaines lui parut, dès l'abord, un terrain stratégique, où le succès était plus souvent assuré par l'habileté de la manœuvre que par la téméraire impétuosité de l'attaque de front. Ce ne fut pas à sa naissance ou à ses sentiments qu'il alla demander ses convictions royalistes.

Il ne consulta jamais, sur ce point, que ses réflexions personnelles, son bon sens et son amour du pays. Lui aussi, comme il l'écrira plus tard de M. de Larcy, était « légitimiste de raison, » et non de mode ou d'entraînement, et voilà pourquoi sa politique fut toujours si raisonnable et si attirante. A la différence de quelques uns de ses contemporains qui crurent que le catholicisme, en France, pouvait également bénéficier, dans son action, de toutes les formes de gouvernement, il considérait, dès 1840, la Révolution, quelque captieux et séduisant que fut son régime, comme l'ennemie naturelle et irréconciliable de l'Eglise et de ses libertés ; et s'il a été toujours prêt à profiter et à se réjouir des heures de trêve plus ou moins longues que, par lassitude ou calcul, les systèmes révolutionnaires ont laissées à l'œuvre de Jésus-Christ, il n'a jamais pris ces armistices pour une paix définitive et sincère entre deux principes qui lui paraissaient destinés, par essence, à se combattre éternellement.

II

En 1842, M. de Tarteron avait fini ses études de droit, et aux élections départementales de 1848, le canton de Sumène l'envoyait siéger au Conseil général du Gard. Il entra, ,

à 28 ans à peine, dans la gestion des affaires publiques, et il ne devait plus s'en éloigner. Nous étions alors sous la seconde République : « La République, a dit M. de Metternich, peut bien passer en France comme une tempête, mais jamais comme un gouvernement. » Hélas ! la parole du célèbre diplomate ne se justifie que trop, toutes les fois que le jeu des événements jette notre malheureux pays en dehors de son gouvernement naturel, la monarchie. C'est en vain que les habiles du régime républicain s'empres-sent autour de lui et font, comme de nos jours encore, tous leurs efforts pour qu'il devienne un *gouvernement*. Il est condamné par sa nature à ne l'être jamais et à ne nous offrir que les angoisses énervantes du provisoire, de l'instable, de l'incohérent et de l'agitation révisionniste à jet continu. C'est là, d'après Michel de Bourges, un des plus fameux et des plus honnêtes du parti, l'essence même de la République : « Si nous ne sommes pas discutables, dit-il, nous ne sommes pas vrais ; nous sommes, nous, les enfants *du doute*, nous ne pouvons pas renier notre mère, le *libre examen* ; c'est la source d'où nous sortons et à laquelle nous voulons toujours remonter. (1) » Heureux est le pays, quand la ruine matérielle, l'oppression des consciences, les périls extérieurs et le déchaînement du plus effrayant des antagonismes, à tous les échelons de la société, ne viennent pas s'ajouter par surcroît, comme de nos jours, aux autres maux nécessaires et constitutionnels du système !

En 1850, on était loin du trouble et de la désorganisation générale qui règnent en ce moment. La République n'était pas tout-à-fait au pouvoir des républicains d'école et de principe, et l'on sait, d'après M. Thiers, que c'est surtout entre leurs mains qu'elle arrive au comble de ses mésaventures et qu'elle bat le plein de ses folies.

(1) *Les Hommes de 1851*, p. 224 et 225.

Et cependant, l'inquiétude était grande. Alors, comme aujourd'hui, la question de la révision passionnait les esprits. La démagogie qui n'est jamais plus à son aise que sous un régime dont elle n'a rien à craindre et doit tout espérer, se vantait d'arriver bientôt, et, au plus tard, aux élections générales de 1852, aux réformes les plus radicales. Les amis du prince Louis et les conservateurs qui avaient mis en lui leur espérance contre les hommes de désordre, s'inquiétaient ou s'effrayaient de l'article de la Constitution qui interdisait la réélection du président; ils réclamaient l'abrogation de ce texte et bornaient, pour le moment, à ce *minimum*, la révision de la loi constitutionnelle. D'autre part, les royalistes voyaient que la nation était toute prête à repousser loin d'elle un régime qui ne lui donnait ni repos, ni bien-être, ni sécurité, et ils se refusaient à la jeter dans les bras d'un consul de longue durée qui ne pourrait être que trop tenté, suivant un fameux exemple de famille, à échanger sa magistrature républicaine et temporaire contre un titre plus auguste et perpétuel : ils s'opposaient donc à toute révision qui ne serait pas totale et n'aurait pas pour objet la forme même du gouvernement.

La question fut portée devant les Conseils Généraux. Dans une remarquable étude sur M. de Larcy (1), M. de Tarteron a raconté lui-même comment elle fut traitée devant le Conseil Général du Gard dont il était déjà un des membres les plus écoutés. Cette assemblée départementale où la droite était en majorité, repoussa la révision partielle : « Mieux vaut, disait l'organe de la droite, le rap-
« porteur, M. de Larcy, rester sur la haute mer avec le
« sentiment du péril et l'esprit de vigilance qu'il excite que
« d'aller s'endormir dans quelque rade peu sûre... (le renouvellement des pouvoirs du président), « au risque de

(1) *Le Contemporain*, livraison du 1^{er} décembre 1882.

« se réveiller , un jour , au milieu d'une nouvelle tem-
« pête et de s'y engloutir..... Dans notre conviction pro-
« fonde, pour sauver la France de la crise où elle est enga-
« gée, il faut autre chose qu'un nom glorieux , rehaussé
« même par du courage et de louables intentions. Pour
« fixer le navire au port, l'ancre d'un principe est néces-
« saire ! »

Quelle exacte prophétie de l'avenir , et comme nous devons apprendre à nos dépens , mais, hélas ! jusqu'à présent , sans profit , qu'on n'évite pas des nécessités éternelles, et qu'en préférant à la voie droite toutes sortes de traverses et de défilés, on ne peut rencontrer que des écueils et s'exposer à de tristes naufrages.

Plus tard, la question est posée comme le demandent les royalistes : la Constitution tout entière est en cause , et c'est sur la révision fondamentale que les Conseils généraux vont délibérer. Ici, MM. de Larcy, Alphonse Boyer, de Surville, de Tarteron, déploient hardiment le drapeau de la monarchie traditionnelle et représentative , et font voter par le Conseil un vœu tendant à sa prochaine restauration : « On voit , disait le rapporteur, qui était encore
« M. de Larcy, où nous en sommes arrivés... les doctrines
« les plus monstrueuses ont été prêchées, et l'on est à se
« demander si par ignorance , par lassitude ou par déses-
« poir , les bons eux-mêmes ne finiront pas par succomber
« à la contagion.

« Dans ces circonstances suprêmes , continuait le
« rapporteur de la droite , la *monarchie traditionnelle hé-
« réditaire et représentative, rétablie par la volonté du
« pays*, sera, à nos yeux, la garantie du repos et de la sé-
« curité de la France..... »

— « M. de Larcy veut la *monarchie représentative*, » dit M. de Tarteron, dans le travail dont nous parlions tout-à-l'heure, « il ne consentira jamais à abandonner cet adjectif... » « C'est ainsi, continue-t-il, qu'il traçait, il y a trente

ans, le programme de la politique royaliste. Il ne comprit jamais la monarchie sans la liberté ; il ne la voulait pas plus absolue que vassale du pouvoir parlementaire... Ni l'une ni l'autre ne sont, en effet , la royauté française. » Ce programme restera toujours celui de M. de Tarteron. Il y consacra, dans l'Assemblée nationale de 1871, toute l'intelligence et toute l'énergie de son dévouement ; il fera tous ses efforts pour qu'il prévale dans les rangs de ceux qui se grouperont plus tard sous son autorité.

Mais que devint, en 1851, la question de la révision ? Elle n'obtint pas à l'Assemblée le *quorum* légal , et quelques mois après , la difficulté était tranchée par le coup d'État de Décembre et l'établissement du second Empire. Les violences et les sottises du radicalisme furent un des principaux facteurs de ce résultat.

III

Après la proclamation de l'Empire, M. de Tarteron resta à son poste de Conseiller général ; il habitait , à cette époque, Montpellier où il ne tarda pas à contracter alliance avec une famille fort honorable du département de l'Hérault.

Durant les premières années du régime impérial, la politique d'opposition royaliste fut forcément condamnée au chômage : plus de tribune au Corps législatif ; plus de presse libre. Du reste, l'empire répondait au besoin d'ordre, de repos et d'autorité qui avait suivi les événements de 1848 et les agitations de la deuxième république.

La nation ne voyant que le développement de ses intérêts matériels oublia, bien vite, au sein de la prospérité momentanée dont elle jouissait, sa vieille histoire et sa vieille dynastie, comme l'enfant prodigue avait oublié

la maison paternelle au milieu des délices trompeuses où il dépensait son patrimoine et son énergie. Quant aux intérêts moraux, le suffrage universel s'en préoccupait fort peu ; le catholicisme facile, mitigé, mais au fond sans conviction, qui régnait dans les hautes sphères officielles, satisfaisait le vicil instinct chrétien de la masse, tout en la rassurant contre les chances de retour de ce fantôme créé de toutes pièces par la mauvaise foi révolutionnaire, et qu'on a appelé, de nos jours, « le gouvernement des curés. »

Que devenait, au milieu d'un tel état, le parti légitimiste ?

Chose étrange et significative ! S'il subsistait encore dans nos départements du midi, c'était au sein du peuple. Cette fière bourgeoisie urbaine et rurale qui, dans l'Hérault, notamment, avait fait sa force sous le gouvernement de juillet et qui pour lui rester fidèle s'était montrée « rebelle à toutes les séductions d'une politique et d'un « gouvernement qu'on lui présentait comme fait exprès « pour elle, (1) » avait, en majorité, déserté les rangs royalistes pour s'attacher au régime nouveau. Les progrès de l'industrie et du commerce favorisés par le calme de l'intérieur lui avaient ouvert, dans des proportions jusqu'alors inconnues, la voie de la richesse : la loi de 1855 sur la dotation de l'armée avait réduit pour elle le service militaire à un *minimum* de charges et de préoccupations. On la laissait tranquillement faire fortune ; et si les coups de canon de l'Alma et de la prise de Malakoff résonnant dans la vieille Europe donnaient à son orgueil patriotique toutes les satisfactions qu'elle avait vainement réclamées au règne pacifique du roi Louis-Philippe, c'était avec le moins de dommage possible pour son sang et pour

(1) M. de Tarteron, — Contemporain. *Étude sur M. de Larcy*, décembre 1882.

son or. La situation financière léguée par les régimes précédents permettait de guerroyer sans avoir à recourir à de nouveaux aides, et, comme le dit M. Renan, par le fait des lois militaires alors en vigueur « ceux qui pos-
« sédaient et jouissaient ne tenaient réellement ni l'épée
« ni le mousquet. » Qu'importait à cette partie de la bourgeoisie que le nouvel état fut dénué de base morale ? Que lui importait l'abaissement de toutes les supériorités sociales indépendantes poursuivi, avec une habileté machiavélique, par des fonctionnaires de tout ordre obéissant à des inspirations vraiment révolutionnaires qui ne portaient pas toujours du cabinet du Souverain ! Que lui importait l'amollissement des caractères et des âmes dans les contentements d'un sensuel bien-être et sous un régime où tout était laissé aux soins de l'administration officielle et de la bureaucratie ? Enfoncée dans sa prospérité matérialiste et ne voyant rien au delà, la bourgeoisie dont nous parlons ne demandait au nouveau régime qu'une chose, l'ordre dans la rue ; et quand le débonnaire Empereur lui avait dit, du haut du trône : « J'en réponds » pleine de confiance dans cette parole du souverain, elle retournait à sa vie aisée et à ses affaires, sans nul souci de tout ce qui fait la vraie grandeur d'une nation. On s'est écrié dans un jour de folie : « *Périssent les colonies plutôt qu'un prince !* » N'aurait-on pas raison de dire : périssent quelques années de prospérité éphémère et de luxe corrompteur plutôt que de voir s'altérer dans l'âme de la patrie, le sens divin du beau, du noble, des intérêts immatériels et de la dignité chrétienne de l'homme, suprême sauvegarde des *franchises* du citoyen et des libertés nécessaires du sujet !

Ernest de Tarteron gémissait de cet abaissement politique. Il craignait que le système d'abstention qui était alors la tactique des royalistes, ne contribuât, dans une large mesure, à détacher la classe bourgeoise des

rangs du parti ou elle servait naguère avec tant de fidélité et d'éclat. Quitter la vie politique active, s'enfermer dans des regrets superflus et de stériles espérances lui paraissait, à tort ou à raison, un moyen douteux de garder de l'influence et de l'ascendant sur les classes moyennes de plus en plus sollicitées par les avances de toutes sortes de l'Empire. Il croyait qu'il fallait rester mêlé aux affaires, lancer les jeunes hommes du parti au plein cœur du monde qui travaille, ne pas se refuser à les voir prendre leurs places dans des carrières où, sans rien sacrifier des droits de leur conscience, ils se formeraient à l'art difficile de gouverner les hommes et les choses, tout en se signalant à l'attention et à l'estime publiques par des exemples de vertus professionnelles et de dignité morale que nuls autres ne pourraient surpasser. Il voulait, dans tous les cas, que s'ils restaient sur leurs terres ou dans leurs foyers, « on leur imposât la consigne » de vivre en contact d'intérêts, en communauté d'action avec leurs concitoyens. Ils devaient se montrer à leurs yeux aussi capables de gérer les affaires publiques, de traiter les questions administratives, de défendre les intérêts agricoles et commerciaux que les fidèles du nouveau régime, fussent-ils obligés, pour se rendre utiles à tous, de coudoyer les préfets et les sous-préfets, de paraître à leurs audiences et de négocier avec eux comme de féaux administrés.

Telle fut sa conduite personnelle, telle fut sa politique. Elles lui valurent de garder, dans le canton de Sumène, sa situation de conseiller général et de rester, au milieu de cette population, une autorité sociale des plus bienfaisantes. L'Empire n'eut jamais la mauvaise pensée de combattre ouvertement son influence et de le traiter en ennemi, et M. de Tarteron, par son action incessante et féconde, conserva son canton et les régions voisines dans des sentiments de fidélité royaliste qui ne se sont jamais démentis. Lui-même acquit, dans la pratique cons-

tante des affaires, cette expérience des hommes, cette habileté « faite d'intelligence et de mesure » et cette profonde connaissance des intérêts publics qui le placèrent au premier rang des notabilités légitimistes du département et appelèrent sur lui le choix des comités quand il s'agit, après 1870, de choisir des députés chargés de refaire la fortune de la France : Autant que tout autre, il était prêt.

IV

Nous ne rappellerons pas ici au milieu de quels désastres disparaissait, le 4 septembre 1870, le régime impérial. Profitant de l'effarement général et de la présence de l'ennemi sur le sol français, l'émeute révolutionnaire s'empara du pouvoir, et sous prétexte d'organiser la défense nationale, établit la République et distribua aux républicains les charges de l'État. Un décret du 25 décembre prononça la dissolution de tous les Conseils généraux ; ils étaient remplacés par des commissions départementales que devait instituer le gouvernement, sur la proposition des préfets. M. de Tarteron, révolté par un tel excès d'arbitraire, prit l'initiative d'écrire à tous ses collègues et de les inviter à se rendre à Nîmes, au siège de leurs séances, pour protester contre cet acte inconstitutionnel et continuer, dans les limites légales, la gestion des intérêts qui leur étaient confiés. Plusieurs membres du Conseil général répondirent à son appel, et il leur soumit la protestation suivante :

« Le décret par lequel le gouvernement de la défense
« nationale dissout les Conseils généraux et les remplace
« par des commissions dont il s'attribue le droit de
« nommer les membres, ne peut être silencieusement
« subi. Ce n'est pas un acte de défense nationale, c'est
« une œuvre de parti. C'est une usurpation du droit élec-

« total, c'est une violation du suffrage universel qu'on ne
« devait pas attendre des hommes qui se sont toujours
« posés comme ses plus inflexibles défenseurs. Ils repro-
« chaient à l'Empire de fausser le suffrage, ils le suppri-
« ment. L'Empire proposait le candidat, le gouvernement
« de Bordeaux impose le représentant. Qui garantira
« désormais pour les contribuables, l'ordre, l'exactitude,
« la régularité dans les dépenses, puisque le contrôle en
« sera fait, non par leurs représentants, mais au gré de
« ceux qui les auront ordonnées, par des agents qu'ils
« auront choisis. Le mandat confié par les électeurs, on
« le ravit, non pour restituer à ceux dont il émanait le
« droit d'en disposer de nouveau, mais pour l'exercer
« sans eux et malgré eux. Nous qui en étions inves-
« tis, nous y serions infidèles, si nous couvrions une
« telle violence par un silence timide ou seulement indif-
« férent. Ce décret est de plus, un attentat au patriotisme
« des Conseils généraux. Qui donc a le droit de le sus-
« pecter ? Quel est parmi les corps élus, celui qui a mon-
« tré un autre désir, une autre pensée que ceux du salut
« de la patrie ? Quel est celui qui a hésité à donner son
« concours à cette tâche sacrée ? Le Conseil général du
« Gard a le droit de rejeter loin de lui cette injure. L'ho-
« norable administrateur du département lui rendait
« justice (1), quand il l'appelait, il y a trois mois à peine,
« auprès de lui, et lui proposait pour la défense nationale,
« des mesures votées avec un patriotique et unanime
« empressement. C'est donc un devoir de protester contre
« le décret du 25 décembre, au nom de la liberté qui
« doit être de tous les régimes, au nom du respect du
« droit dont un gouvernement ne peut s'affranchir ! »
M. de Tarteron proposait qu'après avoir publié cette
protestation, le Conseil général avertit le préfet qu'il
entrait en séance, afin de voter les crédits que l'admi-

(1) M. Laget.

nistration croirait devoir demander pour la défense du département. Son avis ne prévalut pas ; on ne publia rien, on ne fit rien, et le décret fut silencieusement obéi, tant il est vrai que l'audace révolutionnaire trouve toujours ses plus sûrs complices dans l'indifférence et la timidité des gens de bien. Cette tentative de résistance légale n'en honore que davantage le caractère de celui qui essaya de l'organiser, et dont les efforts n'échouèrent que devant l'invincible inertie qui leur fut opposée. Quelque temps après, la triste succession de nos revers militaires et la capitulation de Paris obligeaient les détenteurs du pouvoir à rendre, enfin, au pays la libre disposition de lui-même.

« La France, a écrit M. Renan, était une grande société
« d'actionnaires formée par un spéculateur de premier
« ordre, la Maison Capétienne ; les actionnaires ont cru
« pouvoir se passer du chef, et puis continuer seuls les
« affaires... Cela ira bien tant que les affaires seront
« bonnes..., mais les affaires devenant mauvaises, il y a
« des demandes de liquidation...! » Hélas ! au mois de février 1871, la liquidation s'imposait ; et poussé par l'instinct toujours infaillible du salut et de la vie, le pays appelait à la tête de ses affaires en détresse une majorité de députés dont les noms signifiaient restauration prochaine de la dynastie qui a fait la France, et qui seule pouvait encore la refaire pour de longs siècles !

Le département du Gard fut au premier rang de ceux qui envoyèrent à Bordeaux une députation royaliste : il se donna des représentants d'élite. C'était Ferdinand Boyer dont le nom mêlé, depuis près de cent ans, à toutes les luttes du parti légitimiste nimois est synonyme de fidélité sans peur ni reproche ; il gardera pendant quinze ans consécutifs son mandat de député et combattra, le dernier, le bon combat pour la défense « des grandes
« libertés auxquelles tout peuple chrétien a droit ; » seule

une mort prématurée le relèvera de ce poste d'honneur. C'étaient, ensuite, le général de Chabaud-Latour, une de nos gloires militaires les plus pures ; Benoit-d'Azy, un des plus illustres vétérans de la cause monarchique et que de grands intérêts industriels rattachaient au Gard ; le baron de Larcy, l'ancien flétri de 1844 ; « banni des Assemblées parlementaires par deux monarchies, l'une libérale, l'autre autoritaire (1), » la confiance publique se hâtait de l'y ramener « dès que la royauté légitime était dans les perspectives prochaines (2) ; » il était jugé « l'un des plus dignes de lui frayer le chemin, (3) » et de la servir, après dans les plus hautes fonctions de l'Etat. C'étaient encore le duc de Crussol d'Uzès qui rehaussait le prestige d'un des plus grands noms de France par le courage du soldat et les plus nobles vertus de l'homme de bien ; le marquis de Valfons, héritier lui aussi d'un des plus beaux noms de la province et des plus populaires, et joignant aux avantages de sa naissance et aux qualités de son esprit, toutes les séductions de l'art de charmer du gentilhomme d'autrefois ; c'étaient Numa Baragnon, l'orateur de la droite que Gambetta redoutera le plus et dont l'éloquence fine et entraînante, la merveilleuse habileté parlementaire seront une des gloires et une des puissances de la majorité de l'Assemblée ; et, enfin, le conseiller général de Sumène, E. de Tarteron, qui devra bien vite à la sagesse, de son esprit, à sa remarquable clairvoyance politique, et au *loyalisme* de sa foi royaliste, une position vraiment à part dans les divers groupes de droite de la Chambre. Et la liste comprenant tous ces noms portait en tête celui de M. Thiers. M. Thiers avait déclaré aux légitimistes du Gard qu'ils pouvaient prendre son nom comme un vrai programme de prochaine restauration royale !!

(1) (2) (3) M. de Tarteron : *Études sur M. de Larcy*, passim.

Ce n'est pas le lieu de faire l'histoire de l'Assemblée de 1871 ; cette tâche serait, d'ailleurs, fort au-dessus de nos forces. Mais comment analyser le rôle parlementaire de M. de Tarteron, sans parler « des efforts, des succès et des revers » (1) de cette majorité de droite, qui trouvera, sans doute, dans la postérité, la justice qu'elle ne peut encore obtenir des contemporains, trompés les uns, par des ressentiments politiques, et d'autres, par de cruels mécomptes ?

Plusieurs lui ont amèrement reproché de ne pas avoir procédé, dès ses premières réunions, au rappel du Roi, sauf à demander au prince, en attendant qu'il pût prendre en main le gouvernement de l'État, la nomination d'un lieutenant-général du royaume.

Mais quand, à l'heure de la ruine, à la chute du premier Empire, nous avons invoqué le secours de la monarchie légitime, n'avons-nous pas eu la noire ingratitude, dès qu'elle a eu rétabli nos affaires, de lui faire précisément un crime des malheurs et des humiliations dont elle avait eu pour mission d'atténuer ou de corriger les effets ?

Et d'ailleurs, nos soldats étant captifs ou éparpillés par les défaites, tandis que les gardes nationales urbaines étaient en armes et que les agents de l'Internationale terrorisaient certains de nos départements, n'avait-on pas à redouter que la faction qui avait usurpé le pouvoir n'allumât, pour le garder, les guerres civiles les plus sanglantes ? Et, certes, sans entendre approuver que la droite n'ait pas alors rappelé le Roi, et en le regrettant même, nous sommes bien obligés de convenir que la commune de Paris et les émeutes de Lyon, Marseille et Saint-Étienne ne justifiaient que trop, sous ce dernier rapport, les appréhensions qui avaient inquiété les royalistes de l'Assemblée nationale.

(1) M. de Tarteron. *Étude sur M. de Larcy.*

Le pacte équivoque de Bordeaux fut accepté ! Les événements ont montré, depuis, l'erreur et les dangers de cette mesure, et on est à se demander encore, non sans étonnement, comment la majorité monarchiste put être amenée à y souscrire et, de plus, à se résigner au cabinet dont M. Thiers fit choix pour l'interpréter et l'appliquer.

En effet, ce ministère comprenait des hommes tels que MM. Picard, Jules Simon, Jules Favre. M. de Larcy fut désigné, il est vrai, pour le département des travaux publics; mais il se hâta d'en référer à ses amis pour, ensuite, se conformer à leur décision.

Un nouveau trait de la politique de M. Thiers fit naître des soupçons qui, déjà, étaient en germe dans les monarchistes. Un de ses amis les plus intimes et les plus considérés proposa de le nommer *chef du pouvoir exécutif de la République française*. Ernest de Tarteron ne cacha pas, dans les réunions, ses vives répugnances pour ce dernier titre. Il craignait, suivant un vieil aphorisme, que la forme n'entraînât le fonds, et il était énergiquement opposé à ce que le mot de *république* figurât dans la formule d'institution du nouveau gouvernement. Mais on fit observer que toute appellation vague et ne répondant à aucun régime proprement dit pourrait amener des difficultés pour négocier avec les puissances étrangères. La République existait en fait; elle avait causé, en dernier lieu, tout le mal; ne fallait-il pas que son nom supportât la responsabilité et le discrédit de l'expiation? « Et, d'autre part, ajoute M. de Tarteron (1), en conférant à M. Thiers le pouvoir, pouvions-nous supposer un seul instant que nous allions fonder la République? Il avait été nommé partout comme protestation vivante contre l'établissement du 4 septembre; tout ce qu'on savait de lui, pendant la crise de l'invasion, le représentait ainsi, et son langage et sa conduite, dès la première réunion de Bordeaux, n'avaient

(1) Notes de M. de Tarteron.

pas démenti une telle attitude. » Les royalistes pouvaient se tenir tranquilles, disait-il, à M. Janicot, de la *Gazette de France* ; il était avec eux. « La plupart de ces braves gens, « avait-il ajouté avec une pointe de dédain pour leurs « syndérèses et leurs anxiétés, sont peu versés dans le ma- « niement des choses parlementaires ; ils s'inquiètent d'un « rien et ils s'étonnent de tout ! Qu'ils me laissent agir. »

C'est ainsi que la droite fut induite à confier à M. Thiers l'interrègne de la monarchie.

Cependant, le ministère qu'il avait constitué comptait, nous l'avons vu, plusieurs hommes du 4 septembre ; mais avec beaucoup d'art opportuniste, il les avait triés parmi ceux de cette catégorie qu'on devait croire les moins antipathiques à la majorité. On distinguait effectivement, dans le gouvernement d'alors, le côté de M. Gambetta et le côté de ceux qui avaient refusé de le suivre dans sa politique jacobine. Et si, dans ce personnel étrange, M. Gambetta faisait repoussoir, MM. Jules Favre et Jules Simon, au contraire, faisaient saillie dans une lumière plus douce, sinon plus pure. Il courait bien sur M. Jules Simon des bruits de chasse au crucifix dans les écoles, contre lesquels il a plus tard protesté avec une indignation éloquente. Certaines doctrines ultra-radicales soutenues par lui, dans ses discours, étaient bien faites, aussi, pour exciter les défiances ; mais on lui savait gré de sa lutte contre M. Gambetta, et du soin qu'il avait pris de sauvegarder la liberté des élections. — On avait moins de préventions contre M. Jules Favre. N'avait-il pas courageusement combattu, au 31 décembre, la démagogie parisienne ? Le pardon qu'il avait solennellement demandé à Dieu et aux hommes inclinait à penser qu'il avait reçu l'illumination de l'expérience. Dans la noble tristesse de son visage, et dans la résignation de son attitude, on croyait lire la perte de ses illusions et le témoignage ému de ses inconsolables regrets. On sait, hélas ! comment ce malheureux a fini.

Quant à M. Ernest Picard, il passait pour un républicain des plus modérés. Il affectait, dans les conversations particulières, le scepticisme le plus gai, et se moquait même agréablement du régime. Mais il prenait sa revanche à la tribune, où il se montrait républicain intraitable et convaincu. C'est lui qui devait céder le moins aux exigences légitimes de la droite ; il était impossible de lui arracher les préfets du 4 septembre et de le résoudre aux nominations les plus justement désirables. Aussi dut-il résigner bientôt son mandat ministériel. — Le garde des sceaux, M. Dufaure, quoique plus rapproché de la gauche que de la droite, inspirait à la majorité beaucoup de respect et une haute estime. On le savait homme de devoir et cœur éminemment honnête. Il s'appliqua, d'ailleurs, immédiatement à réparer les atteintes portées à la magistrature par Crémieux. Telles sont les influences dirigeantes qui, sous la suprême impulsion de M. Thiers, vont guider l'action gouvernementale. Les titulaires des divers départements ministériels pourront changer, soit par le fait d'un vote de la chambre, ou d'un événement intérieur ; mais jusqu'à la fin du principat du chef du pouvoir exécutif, le programme secret du cabinet restera toujours le même. Et quel était ce programme ?

A peine arrivé au pouvoir, M. Thiers s'empressa, malgré les assurances qu'il avait données aux principaux membres de la droite, et qu'il ne laissait pas oublier, de revenir à ses premières erreurs ; il se livra, sans réserve, à ses vieux instincts révolutionnaires ; il voulut sauver la Révolution qui aurait dû sombrer dans les désastres de 1870-71 ; il se fit une idée fixe de constituer définitivement la République, sous prétexte de ne faire qu'organiser le pays.

Pour lutter contre une telle tendance, et en conjurer les effets, l'Assemblée présentait, nous l'avons dit, une majorité monarchiste.

Les légitimistes étaient plus de 200 ; on comptait environ 135 royalistes d'origine orléaniste, et 130 conservateurs libéraux n'appartenant à aucune opinion bien déterminée, mais ne voyant guère de salut hors de la monarchie. Les monarchistes n'étaient pas tous de même tempérament et de même humeur. Mais on aurait vainement cherché parmi eux un seul homme d'ancien régime et de pouvoir absolu. « Ils considéraient tous la royauté légitime, » dit M. de Tarteron, dans ses notes (1), « comme le « fond de la vérité constitutionnelle de la nation ; mais ils « estimaient que la monarchie traditionnelle est essentiellement flexible et qu'il est de sa nature de s'adapter aux « nouveaux éléments de la vie sociale contemporaine. » Elle leur paraissait comme le pivot nécessaire sur lequel la nation devait évoluer vers le progrès ; privée de cet organe essentiel de mouvement régulier, la France ne pouvait qu'osciller d'excès en excès , de chute en chute, dépensant, en vain, les efforts les plus énergiques pour se relever et continuer ses glorieuses destinées.

A Bordeaux, les royalistes n'étaient pas encore organisés en groupes distincts. On se cherchait ; on était dans une mêlée confuse où les affinités naturelles des esprits devaient finir par amener un ordre , un classement, et par réunir les natures sympathiques en des groupes plus intimes, tous d'accord dans les lignes générales. Trois classifications ne tardèrent pas à se faire : l'extrême droite, la droite et le centre.

La droite, qu'on appelait encore droite modérée , droite intermédiaire , était , si l'on peut employer ce terme , le *parti de la royauté*. La droite n'entendait dépouiller la royauté d'aucun de ses droits, d'aucune de ses prérogatives essentielles , et elle ne voulait rester en arrière de personne pour la fidélité, le dévouement et le respect envers le Roi. Mais elle considérait que si la nation doit au

(1) Notes de M. de Tarteron.

Roi, celui-ci, à son tour, doit à la nation, dont il personnifie et représente d'une façon permanente la souveraineté. Cette représentation auguste ne donne pas au Roi le droit de disposer de l'État selon son caprice ; l'exercice de son pouvoir est limité par des devoirs sacrés qui sont l'éternelle sauvegarde des sujets. La droite ne voulait pas d'un roi esclave d'un pouvoir parlementaire qui put le tenir constamment en échec et suspendre à tout propos la vie même de la nation. Elle ne voulait pas non plus d'un roi ayant, en vertu de son seul droit héréditaire, la prérogative de tout régler par son arbitraire. Elle reprenait la grande tradition française de la monarchie représentative qui apparaît dans les discussions quelque peu confuses des États-Généraux comme au milieu des lueurs incertaines de l'aube, mais qui, par la marche des temps, se serait nettement dégagée de ce demi-jour et aurait vite atteint une apogée radieuse, si, après Henri IV, elle ne s'était brusquement évanouie dans la monarchie absolue !

L'extrême droite était le *parti du Roi*, et quel autre prince méritait plus que le comte de Chambord un culte enthousiaste et un attachement passionné ! Sans méconnaître les nécessités des temps présents, elle trouvait, dans l'admirable loyauté du petit-fils de Charles X, dans sa générosité toute royale et dans sa violente amour pour le pays, une sauvegarde incomparable des droits et des intérêts de la France moderne. Vouloir demander au prince une autre garantie, essayer de la prendre, vis-à-vis de sa personne, par des déclarations et des programmes, c'était lui faire injure et compromettre son auguste dignité. Il était de souveraine importance, disait l'extrême droite, de garder l'or pur du droit royal et du principe héréditaire loin de tout alliage avec les compromissions contractuelles. Craignant toujours quelque *charte imposée*, elle allait jusqu'à douter que l'attitude de la droite fut une barrière suffisante à ce qu'elle appelait *le constitutionnalisme*, et elle

aurait brûlé ses vaisseaux plutôt que de prêter les mains à une tentative de restauration d'un régime légitime procédant, dans la façon de comprendre et d'exercer le pouvoir, des doctrines de 1830. L'extrême droite offrait un refuge tout naturel aux aigües du parti, à ceux qu'on a coutume d'appeler les *purs*. Si on ne se trouvait ici en présence des plus honnêtes gens du monde, incapables de tout calcul personnel, on pourrait peut-être se demander, avec M. de Tarteron, si, dans un parti, les purs sont toujours les plus désintéressés et les plus chevaleresques. Il en est, nous dit-il, qui rencontrent parfois, dans l'intransigeance des opinions, des profits qu'ils demanderaient vainement au talent et à la valeur personnelle. Aux yeux du public, l'acuité des principes et l'obstination étroite dans les idées ne peuvent-elles pas facilement passer pour l'excès héroïque de la fidélité, la fermeté du caractère et la profondeur du discernement ?

Le centre comprenait les monarchistes parlementaires, anciens amis de la royauté de juillet, et amis nouveaux de la famille d'Orléans. Il pouvait se décomposer en deux groupes : l'un qui cédant à l'influence de M. Thiers, passera plus tard à la république sans épithète, et celui qui tout en restant fidèle au principe héréditaire, redoutait l'indépendance qui en résulte, et voulait se garantir contre elle. C'était ce qu'on appelait improprement, exiger des conditions, et vouloir en faire l'objet de stipulations préalables, nettes et précises. Malgré ce, le centre était porté à l'accord, et à une communauté d'action avec tous les autres royalistes de la Chambre.

Dans les commencements, le centre gauche n'était pas encore formé. « Nul, dans la majorité, n'aurait consenti, au début, à considérer MM. Martel, Léon de Malleville et Périer comme devant être placés en dehors du parti monarchiste. Sans se faire l'illusion que ces hommes et beaucoup d'autres fussent complètement ralliés à une idée de

restauration royale, immédiate, on aurait cru leur faire injure que de les croire gagnés à la République. Elle venait de commettre tant d'excès, et avait une si grande part dans la responsabilité de nos désastres (1) ! »

D'un coup d'œil rapide, mais exact, M. Thiers comprit que parmi ces conservateurs sans conviction bien précises, et, au fond, travaillés par l'ambition du pouvoir, il trouverait des complices. Il les attaqua immédiatement ; il les attira autour de lui, les uns après les autres, et en fit pour sa politique un centre de gravitation. Que de fois, aussi, il essaya sur les flancs du centre droit et même de la droite, les mouvements les plus habiles pour ramener à lui les isolés, ou s'emparer de ceux que leur succès dans les commissions, ou à la tribune, pouvaient disposer progressivement à croire qu'ils étaient faits pour le gouvernement ! « Prenez garde, leur disait son sergent recruteur, M. Léon de Malleville, « M. Thiers vous a remarqué... vous êtes du bois dont on fait les ministres ; ne vous compromettez pas dans les partis... on a les yeux sur vous... pourquoi ne pas vous réserver, et ne pas suivre M. Thiers ? » La parole du délégué à la séduction, fut trop souvent persuasive ; il provoqua de temps à autre, des défaillances, et put même, sans forfanterie, se vanter auprès de son chef de plusieurs défections.

Il est fort intéressant et très instructif de suivre attentivement Ernest de Tarteron, au milieu de la mêlée des partis de l'Assemblée, dans ce classement des diverses fractions royalistes : « Je dois travailler avant tout, avait-il écrit dans ses notes, au rétablissement de la monarchie légitime ; tel doit être mon unique objectif. »

Cette résolution a réglé toute sa conduite politique et constamment orienté son action parlementaire. M. de Tarteron n'était pas un homme de tribune dans la complète acception du mot. Sa voix manquait de sonorité et

(1) Notes de M. de Tarteron.

se prêtait peu aux grands effets du discours ; il savait, cependant, la rendre chaude et émue quand sa parole touchait aux sujets qui passionnaient son cœur. Mais il détestait la fausse rhétorique ; et l'effort qu'il faisait, en parlant, pour qu'une pensée forte et saisissante vint toujours soutenir la phrase, avait quelquefois l'inconvénient de trop ralentir son débit : sa forme était toujours des plus correctes et d'une rare élégance. Il discutait avec une merveilleuse clarté les questions d'affaire et malgré qu'il n'eût pas à un degré éminent toutes les facultés des grands orateurs parlementaires, il est regrettable qu'une excessive défiance de lui-même ne lui ait pas permis d'aborder plus souvent la tribune de l'Assemblée ; il fut certainement devenu un des *débattants* distingués de la droite. Mais là où il était passé maître, c'était dans ce travail délicat qui s'accomplit loin du jour éclatant de la séance publique et des regards du vulgaire. La séance publique n'est, pour ainsi dire, que le dehors de la vie parlementaire. Le foyer intime de cette vie, le centre secret d'action où se préparent et s'élaborent toutes ses manifestations extérieures, il faut le chercher dans les réunions et les délibérations des *groupes* et dans leurs diverses relations politiques. C'est de là que vient tout le bien ou tout le mal. Eh bien ! c'est là qu'Ernest de Tarteron poursuivait sans repos ni trêve (et nous verrons avec quel succès !) la glorieuse tâche qu'il s'était assignée en entrant à la Chambre : travailler, dans la limite de ses forces, à réunir toutes les bonnes volontés et à les faire converger vers un seul but, la restauration de la monarchie nationale. Ce but, il ne le perdait pas de vue un seul instant, et il était sans cesse en quête pour apaiser les susceptibilités des uns, calmer les inquiétudes des autres, effacer les froissements d'amour-propre de ceux-ci, secouer le découragement de ceux-là et maintenir une communauté d'action et d'effort entre tous. Son grand

esprit de conciliation, sa loyauté royaliste, la profonde estime qu'inspiraient sa personne et son caractère lui avaient valu le singulier privilège que nul autre de ses collègues n'a pu obtenir peut-être, celui d'être également inscrit et accueilli dans deux groupes qui, malgré leurs communes sympathies, pratiquaient l'un vis à vis de l'autre, dans leurs réunions et leurs délibérations particulières, un véritable exclusivisme, la droite et l'extrême-droite. Il inspirait, d'autre part, une grande confiance aux membres du centre droit franchement ralliés à la monarchie légitime ; il leur servait parfois d'intermédiaire officieux vis à vis des deux autres réunions royalistes de l'Assemblée. Il était vraiment, suivant le mot spirituel de l'un de ses collègues du Gard, l'homme trait-d'union, le négociateur de l'entente et de la paix !

(A suivre)

L. DE CASTELNAU.

UN PETIT-FILS DE CHÉNIER : M. FRÉDÉRIC FLESSIS ¹

Je ne sais qui l'a dit, — je crois pourtant que c'est M. Jules Lemaitre, — il y a des écrivains qui sont des orfèvres, il y en a qui sont des guerriers, il y en a qui sont des grands prêtres, il y en a qui sont des gentilshommes, il y en a même qui sont des charlatans. M. Frédéric Plessis est un potier antique : chacun de ses petits poèmes a le fini et la simplicité d'une œuvre d'art primitive.

Voyez plutôt le titre de son recueil de vers : *La Lampe d'argile* ! Il y a toute une esthétique, toute une personnalité, du moins, dans ces deux seuls mots. L'idéal entier de l'auteur y apparaît, — cet idéal de beauté sobre et de grâce fruste. Il s'y révèle archéologue sans pédanterie, artiste curieux et patient ouvrier. Ce titre résume tout le livre.

Mais c'est assez nous attarder aux bagatelles de la porte. Aussi bien, l'œuvre nous convie, et elle est belle, sinon parfaite. Fatigante et un peu obscure par endroits, maniérée même ou banale dans certaines parties, elle nous a plu. Cependant, par un air de sincérité qui lui va bien, on y devine l'effort d'un vrai poète, parfois égaré un peu trop loin de son siècle, mais qui sait y revenir par les tendresses et les passions communes à tous les temps. Ainsi comprise, étudiée à ce point de vue, l'œuvre est humaine, — et j'en félicite M. Frédéric Plessis. Il y a tant d'écrivains, à l'heure actuelle, qui roulent éternellement du colossal à l'impossible, sans passer jamais, — du moins il le semble, — par le vrai et par le simple ! Cela devient une joie

(1) *La Lampe d'argile*, poésies, Alphonse Lemerre, éditeur.

de **ren**contrer des vers où la forme sonore et pleine n'é-
t**ouffe** pas l'absence de la pensée et le vide du sentiment.

Nous allons , si vous le voulez bien , feuilleter rapide-
ment le livre de M. Frédéric Plessis. Vous y trouverez un
ou **deux** petits chefs-d'œuvre, — et les chefs-d'œuvre de-
vienn**ent** si rares , par ce temps de besogne hâtive et de
talent**s** inachevés, qu'il vaut la peine de s'arrêter pour les
adm**irer** au passage. Qui sait ce que nous réserve demain,
et **quel**le misère complète succèdera peut-être à la demi-
pén**urie** où nous sommes déjà !

Le livre s'ouvre sur plusieurs longs poèmes , où l'in-
flu**ence** de M. Leconte de Lisle se traduit par une rigidité
et **une** froideur qui ne seront pas sans grâce aux yeux et
aux **oreilles** des délicats, mais qui effaroucheront peut-être
le **grand** public. Au milieu de ces pièces antiques , détachons
un petit morceau qui est d'un charme bien contenu
et d'**une** originalité bien attachante. C'est *l'Enfant aux
abeilles* :

L'enfant prédestiné , le chanteur , le poète ,
Qui doit , l'été venu , se couronner la tête
Du lierre élégiaque ou du noble laurier ,
Ressemble à Tomatas , le jeune chévrier.
C'est lui qui , dans le jour , sacrifiait des chèvres
Aux Muses , dont un souffle habitait sur ses lèvres.
Quelle stupeur , un soir , quand d'un geste nouveau ,
Le maître commanda de compter le troupeau !
Les mains du suppliant , ses couleurs pâlissantes
Et ses aveux tardifs sur les têtes absentes ,
Rien ne put désarmer cet homme injurieux ,
Plus épris de ses biens que des honneurs des dieux :
« Va jouer de la flûte au champ des asphodèles ,
Dit-il , et sers d'exemple aux pasteurs infidèles. »

On enferma l'enfant dans un coffre de bois ,
Tandis que son bourreau criait à pleine voix :
« Allons , pieux ami ! Voici l'heure où la Muse
Devrait , pour ton salut , inventer quelque ruse. »

Il partit. Douze mois passèrent : « A présent,
 Qu'on lève, ordonna-t-il, le couvercle pesant. »
 Il disait, curieux de voir le peu de cendre
 Qu'avait pu faire un corps si flexible et si tendre :
 Le coffre était riant et parfumé de miel,
 Et l'enfant, vigoureux comme un jeune Immortel.

Ne croirait-on pas lire du Chénier ? Il y a loin de là au faux art antique que nous servent la plupart de nos poètes. M. Frédéric Plessis est l'un des seuls à avoir cherché et rencontré par instants ce je ne sais quoi d'insaisissable, qui serait sec, s'il n'était simple, et monotone s'il n'était merveilleusement pur ! Son livre abonde en fines œuvres d'art, toutes frêles, longuement travaillées, mais qui gardent un air de prose naturelle, — où enfin, pour employer une expression qui rendra mieux ma pensée, la ciselure est en dessous.

Après ces petites ébauches antiques, voici venir des poèmes sur la Bretagne. Il s'y trouve deux beaux sonnets ; je vais de préférence aux sonnets, je l'avoue, car ils représentent pour moi ce que la science poétique a de plus simple et de plus consominé à la fois. Le *Premier Amour* est un ravissant coin d'idylle, un morceau du ciel bleu après *les armures des chefs hellènes*, le *bouclier d'Achille* et les *souvenirs des fêtes de Corinthe*. Quant au sonnet sur le *Cimetière de Saint-Jean*, il renferme une pensée philosophique pittoresquement exprimée en des vers fermes et pleins.

Le livre se continue avec des phases diverses, et sous plusieurs rubriques, par des vers plus chauds et plus vivants que ceux du début. Écoutez l'*Offrande*, et dites-moi si vous n'y trouvez pas un mysticisme exquis, un mysticisme à l'Eugénie de Guérin :

Voici ce que j'ai cru, ma douce et fière étoile !
 Tous ceux qu'un bon génie expose à vos clartés
 Sentent dans leur esprit se déchirer un voile
 Qui leur obscurcissait les belles vérités.

Alors, tournant les yeux à l'horizon céleste,
Ils ont le sentiment d'un paradis perdu.
Chacun d'eux, à vous voir si grave et si modeste,
En soi-même rougit de son peu de vertu.

Et c'est pourquoi j'ai dit à ma triste espérance,
Qui vers vous, fleur du ciel, voulait guider mes pas :
« Nous ne pourrions offrir que gerbes de souffrances,—
C'est une moisson pâle et qui ne mûrit pas.

« De nos larmes d'amour, comme d'une rosée,
Fût-elle plus brillante et plus humide encor,
Pour la rendre agréable à la chaste épousée,
Il n'en faudrait pas moins quelques beaux épis d'or.

Viens ! nous les cueillerons au champ des veuves saintes.
C'est peu d'aimer le bien : il reste à l'accomplir,
Pour mettre aux pieds de celle à qui montent nos plaintes
Un trésor que le temps ne puisse point pâlir.

Plus loin, dans les vers modernes, c'est l'amour encore,
mais un amour plus brûlant, plus violent, plus passionné.
Puis, avec les *Scabieuses*, le ton devient grave. Voici passer les douleurs, en leur lent et triste cortège. Il faut citer cette superbe et navrante petite pièce : *La première Agonie* :

Comme un soldat blessé, dans l'ambulance obscure,
A choisi le moment où l'infirmier s'endort,
Et d'une main tremblante arrache avec effort
Le linge ensanglanté qui couvre sa blessure
Et qui d'une heure à peine eût retardé sa mort ;

Quand d'habiles douleurs ont exercé leurs glaives
Sur un cœur déjà prompt de lui-même à s'ouvrir,
Vient un jour où, perdant tout espoir de guérir,
Ce cœur s'arrache aussi le dernier de ses rêves,
S'abandonne à son mal, et consent à mourir.

C'est alors qu'on subit la première agonie,
La plus longue : — La mort, qui nous suit pas à pas,
Nous attire, et sur nous referme un de ses bras.
Quelques jours de torpeur, quelques nuits d'insomnie :
Ce que j'étais n'est plus et ne revivra pas.

Il y a là, en ces vers si désespérés, mais si fermes et si mâles, je ne sais quoi de grand qui vous fait songer à l'antique.

C'est à l'antique, en effet, que le poète retourne toujours de préférence. Sur ce thème, les variantes se multiplient au cours du volume. Je recommande aux délicats : *le Songe du pêcheur, Rome*. — Cette dernière pièce est parfaite en tous points, — *Septunier, les deux Frères, Donec eris sospes*, et les vers superbes au poète José-Maria de Hérédia. Ce sont là autant de petits chefs-d'œuvre d'une coupe achevée et d'un pur travail. Je sais bien des écrivains, même populaires, qui n'ont point dans leur bagage un pareil nombre de morceaux d'anthologie.

Sur la fin du livre, c'est l'intimité qui recommence. Il y a ainsi des vies dans lesquelles le bonheur et le calme ne viennent que sur le tard.

C'est alors que le poète trouve et qu'il traite ces quelques sujets si profonds et si simples, *Mysticisme, le Ravin, Justice*. Et puis, quand l'amour heureux est enfin venu, quand le nid s'est bâti et que les baisers s'y blotissent, le bonheur de vivre et la douceur d'aimer chantent leur chanson en des strophes toutes banales aux yeux du vulgaire, mais originales d'autant, puisque l'originalité réelle se cache bien souvent sous un air de banalité fausse. Rien de reposé, rien de souriant comme la fin de ce livre d'un artiste tourmenté d'art et d'un penseur tourmenté de pensée. Si bien que la dernière pièce *Benq*, est consolante comme une parole de sage, — d'un sage qui aurait cherché le bonheur, qui l'aurait pu saisir, et qui aurait trouvé l'amour par dessus le marché.

Telle est cette œuvre, où, toute une vie a dû se dépenser, car elle est complète et diverse comme la vie elle-même. Je me suis efforcé de le suivre pas à pas, en montrant, autant que possible, ce qu'elle a de neuf et de beau. A ceux qui m'accuseront de n'avoir point mis de nom à la

médaille que j'ai frappée en l'honneur du poète, je répondrai par le proverbe arabe : « Le chien aboie, — la caravane passe. » La caravane, c'est la bande courageuse, c'est l'héroïque petit troupeau des patients ouvriers, des artistes respectueux et des penseurs sincères ! Sans doute chacun d'eux a ses défauts et ses faiblesses, chacun d'eux ressemble peut-être à un prédécesseur, chacun d'eux paraît bien petit et reste bien obscur à côté des chefs de bande ; mais je trouve qu'il y a une belle témérité à s'engager ainsi en plein désert, sur la route à la fois brûlante et banale : souffrez donc que j'aie un sourire et des fleurs pour chaque pèlerin.

Charles FUSTER.

APOLOGÉTIQUE & LITTÉRATURE¹

Où en sommes-nous en fait d'apologétique ? Cette question qui de prime-abord paraît délicate n'a rien d'inquiétant pour notre foi ni même pour notre fierté chrétienne : au contraire. Avec cette autorité que lui donnaient l'énergie de ses convictions et les clartés supérieures de son esprit, Bossuet disait : Il y aura toujours dans l'Eglise des docteurs pour la défendre. Jusqu'ici, en effet, aucune attaque dirigée contre sa doctrine n'est restée sans réponse. A eux seuls, les Pères et Bossuet lui-même suffiraient à remplir cette glorieuse tâche. Ils ont réfuté d'avance sinon toutes les erreurs possibles, du moins ce que ces erreurs ont d'essentiel. Ainsi, nos évêques et nos apologistes contemporains ont dépensé beaucoup de travail et de talent à la réfutation de la trop fameuse « Vie de Jésus, » et nous devons nous en féliciter ; mais on aurait pu tout aussi bien rééditer, avec des commentaires appropriés aux circonstances, les écrasantes philippiques de Bossuet contre Richard Simon. C'eût été ruiner par la base la méthode et partant l'œuvre de M. Renan.

Mais s'il est vrai qu'il n'y a jamais rien d'absolument nouveau sous le soleil de la science théologique ; s'il est vrai que les objections des incrédules tournent, depuis Celse, dans un même cercle, la manière de les formuler et aussi de leur répondre n'en offre pas moins une riche variété. Les arguments pour ou contre la révélation ne changent guère de nature, ils gagnent ou perdent tour à

(1) *Saint-Pierre*, par M. l'abbé Fouard (Paris, Lecoffre).

tour d'intensité selon le talent des polémistes ; mais ils croissent sans cesse en étendue.

Chaque siècle voit l'Église éternelle offrir une nouvelle face aux attaques de ses ennemis et à l'admiration de ses enfants. En ce sens, de grands changements viennent de se produire. Comme le disait récemment un de nos adversaires les plus remarquables, M. Réville, depuis quinze ans, une révolution immense s'est accomplie dans le domaine de la science religieuse.

L'exégèse et l'orientalisme ont réalisé de grands progrès, et une science née d'hier, l'histoire des religions, a pris des développements inouïs. Les libres-penseurs cherchent à prendre la tête du mouvement et à l'accaparer. Il n'y a pas là de quoi nous émouvoir outre mesure. Bossuet, à qui il faut toujours en revenir, Bossuet dit encore : La science de la tradition est la vraie science ecclésiastique, le reste, et il entend par là l'hébreu, la critique et les langues orientales, le reste est abandonné aux curieux, même à ceux du dehors, comme l'a été, durant tant de siècles, la philosophie aux païens.

Toutefois, il est bon, il est nécessaire que des hommes compétents, des prêtres de préférence, se lèvent et vengent, devant tous, les droits de la vérité méconnue. La difficulté, en dehors même des conditions scientifiques, est de trouver le ton et le mode le plus convenable pour entrer en communication intime avec l'esprit du lecteur. Il faut tenir compte du tempérament intellectuel et moral de ses contemporains et de leurs habitudes en fait de lecture.

Aujourd'hui, par exemple, presque toutes les questions un peu élevées se traitent dans des articles de Revue. Quelquefois l'article s'élargit et devient volume, mais ni le ton ni la nature du travail ne changent sensiblement. Les écrivains de ce genre ont reçu un nom tout particulier : ils s'appellent *essayistes*. L'idée et le mot, d'origine

anglaise, sont d'un écrivain célèbre mort récemment, M. Mathew Arnold. Selon lui, leur méthode doit s'appliquer aux questions religieuses et, dans ce cas, elle comprend deux choses : le *dogme*, c'est à dire la science théologique, et la *littérature*, c'est à dire ce talent d'exposition, agréable et distingué, tel qu'on le voit souvent briller dans les grandes Revues européennes. En France nous désignons les *essayistes* sous le nom moins exact de *vulgarisateurs*. Il me semble qu'un ecclésiastique, déjà très connu pour ses études religieuses, mais pas encore autant qu'il mérite, réalise, dans une sphère modeste, les deux conditions exigées par M. Mathew Arnold. Je veux parler de M. l'abbé Fouard, professeur de théologie à la Faculté de Rouen.

Déjà nous avons de lui une « Vie de Notre-Seigneur Jésus-Christ, » la plus intéressante à coup sûr, et une des plus savantes qui aient paru. La physionomie du divin Maître se détache vivante et vraiment divine dans un cadre délicieux. Une érudition profonde et discrète explique et rattache entre eux tous les chapitres de l'Évangile. La vie de l'Homme-Dieu revêt sous la plume de l'écrivain une couleur moderne qui vous charme sans rien perdre de son caractère primitif. Enfin il se dégage de l'ensemble de l'œuvre une impression de piété pénétrante. Naturellement ce livre réfute, d'une façon indirecte mais peut être la plus efficace, la *Vie de Jésus* de M. Renan.

M. l'abbé Fouard vient de faire paraître un nouvel ouvrage sur saint Pierre. Ici encore il est impossible que l'auteur n'ait pas quelque préoccupation d'apologiste. Les théories hégéliennes de Baur et de son école ont subi depuis assez longtemps un discrédit bien mérité. Mais de cette conception fausse du Pétrisme et du Paulinisme il est resté, comme toujours, quelque chose. M. Fouard dissipe tous les doutes. Seulement il le fait avec sa discrétion habituelle. Seuls, les exégètes de profession dis-

tinguent à travers les beautés poétiques du récit les arguments du controversiste.

Le travail de M. Fouard ayant pour objet, non la biographie de saint Pierre mais l'histoire de son pontificat, commence au lendemain de l'Ascension. L'auteur, qui suit pas à pas le narré des actes des Apôtres, nous montre dans les deux premiers chapitres la descente du Saint-Esprit et la double comparution des Apôtres devant le sanhédrin, il groupe les traits épars, il presse habilement le texte sacré, ou bien encore, par une série de déductions ingénieuses, il rétablit les scènes telles qu'elles ont dû se passer. Les Actes nous apprennent que les premiers chrétiens se réunissaient pour prier dans le Cénacle. M. Fouard précise : « Ils psalmodiaient les cinq livres que leurs descendants récitent encore à cette heure, le Cantique des cantiques, où est chanté l'amour de Jéhova pour son peuple ; la Loi, plus douce que le miel aux lèvres de l'épouse ; l'histoire de Ruth, qui décrit les labeurs de la moisson. Ces biens présents n'effaçaient pas de leur souvenir les terreurs du Sinaï, et à Ruth on ajoutait aussitôt la prière d'Habacuc : Eloah, vient de Théman et le Saint du mont Pharan. » Saint Luc nous raconte que les Apôtres furent battus de verges. Mais soit réserve, soit hâte d'avancer dans le récit, il nous cache les horreurs du supplice. M. Fouard a recours au Deutéronome et à la Mischma, et met sous nos yeux les tortures des Apôtres. « Le patient, dépouillé jusqu'à la ceinture, était attaché par les mains près de la pierre où montait le serviteur de la synagogue ; là, courbé devant l'exécuteur, il recevait treize coups sur la poitrine, treize sur l'épaule droite et autant sur la gauche. Un des juges donnait le signal de chaque coup en disant : Frappe. Un autre les comptait et pendant toute l'exécution, le chef du Tribunal lisait à haute voix des passages déterminés des Saints-Livres. » Ces supplices que subirent les Douze n'arrêtèrent ni

leur élan ni les progrès du Christianisme. Telle était la force d'expansion de la vérité, qu'elle remplissait déjà Jérusalem et se répandait au loin. La rapidité de cette diffusion est due aux miracles, et à l'influence visible et pour ainsi dire palpable du Saint-Esprit. Mais elle avait été préparée par une disposition particulière de la Providence. La dispersion des Juifs dans toutes les villes du monde pacifié sous la domination romaine, a favorisé puissamment la propagation du Christianisme.

Il n'entrait pas dans le plan d'une étude sur saint Pierre, de toucher aux intéressants et graves sujets qui se rattachent à la captivité et à ses suites. Mais l'auteur a très bien fait ressortir ce qui va à sa thèse : « Ainsi répandus, liés entre eux par un commerce actif, les Juifs enlaçaient le monde sans limites et presque sans crainte, car nul bras n'eût pu atteindre la race entière. Qu'une ville, une province même égorgeât ses Juifs, d'autres les remplaçaient plus nombreux que leurs persécuteurs ; ils se consolaient en se disant avec leur Sibylle : Toute terre, toute mer est pleine de toi : si tous te sont hostiles c'est que tu excelles entre tous. »

Plus loin, l'auteur reviendra sur cette dispersion, dans un chapitre très érudit, consacré au *ghetto* de Rome.

Chacun des collaborateurs de saint Pierre a son portrait tracé dans l'œuvre de M. Fouard. La galerie s'ouvre par celui de saint Étienne. Qu'elle est belle cette physiologie du premier martyr ! Ardent à la bataille, polémiste acharné, il constitue à lui seul comme l'avant-garde de l'Église naissante. Avec cela, des mouvements d'une éloquence lyrique, la piété d'un extatique et un fonds de tendresse qui s'étend jusqu'à ses ennemis. Il est étonnant que les journalistes et les conférenciers catholiques ne l'aient pas pris pour patron. On a beaucoup reproché à Lacordaire et à Veuillot quelques excès de polémique. Ils auraient pu se justifier par l'exemple de saint Étienne. J'ima-

gine que si certain publiciste connaissait la manière dont le premier martyr traitait les aïeux des MM. de Rottschild, il ne manquerait pas de s'en prévaloir et d'en abuser peut-être pour abriter un peu les côtés faibles de son orthodoxie : « Hommes au cou raide, incirconcis de cœur et d'oreilles ! vous vous opposez toujours au Saint-Esprit. Ce que vos pères ont été, vous l'êtes aussi : ils ont tué ceux qui annonçaient d'avance l'avenue du Juste, que vous avez livré maintenant et dont vous avez été les meurtriers. »

Et à propos de ce discours, que M. Fouard me permette quelques respectueuses observations. Il trouve de la confusion dans le discours d'Étienne, un amas de traits historiques, des détails hors d'œuvre, de l'obscurité. Mais, au contraire, l'unité générale et la pensée du discours me paraissent très claires.

Saint Étienne expose parallèlement les révélations successives de Dieu à son peuple et l'ingratitude persistante de ce peuple. Il s'arrête habilement à David, et conclut à la destruction du temple et à l'inauguration d'un culte nouveau.

Il ne me paraît pas non plus vraisemblable que l'histoire de Joseph soit restée lettre close pour les pharisiens. Ces casuistes étaient bien trop habitués à chercher des symboles dans l'Écriture pour ne pas comprendre les allusions sanglantes de saint Étienne à leur conduite envers Notre-Seigneur.

A côté d'Étienne, se trouvent le diacre Philippe et Saul de Tarse. Pour quiconque est tant soit peu au courant des choses de la Sainte-Écriture, l'apôtre des Gentils a des attraits puissants, pour ainsi dire irrésistibles ; on va d'instinct à ce pénitent dont les pensées prennent un si haut vol et dont le cœur a des délicatesses infinies, à ce persécuteur que Dieu ravit au troisième ciel, que l'ange de Satan soufflette chaque jour. « En même temps que l'âme de Paul prenait cet essor, son corps, ébranlé par

« des commotions soudaines, rompu par des luttes au prix
 « desquelles la vertu s'affermirait, son corps s'affaiblissait et
 « devenait pour lui un lourd fardeau. Désormais, sa vie ne
 « sera plus qu'un martyre, une mort de chaque jour. Pas
 « une lettre où il ne parle de ses infirmités, des afflictions
 « de sa chair : Je porte en mon corps, disait-il, la mort
 « de Jésus-Christ. Un mal chronique s'empara de lui,
 « entrava son ministère et le réduisit à un état si humi-
 « liant qu'il remerciait plus tard les Galates de ne l'avoir
 « ni méprisé, ni rejeté à cause des épreuves qu'il souff-
 «rait en sa chair. »

J'offenserais M. Fouard, si je le comparais un seul instant à Bossuet. Mais son travail me semble très propre à servir de commentaire philologique au célèbre panégyrique de S. Paul. En marge du texte de Bossuet, les détails très curieux donnés par M. Fouard l'expliqueraient fort bien, ou plutôt *l'illumineraient*, comme on disait au moyen-âge.

Cette prédilection visible de M. Fouard pour S. Paul ne l'empêche nullement de subordonner son action apostolique à celle de S. Pierre. La pensée maîtresse et le mérite capital de l'ouvrage est précisément de mettre en relief le rôle prépondérant de S. Pierre dans la constitution de l'Église. Pierre dirige le collège apostolique ; Pierre agit, décide et organise. Il va où le conduit l'esprit de Dieu, parfois résistant d'instinct, comme sur la terrasse de Joppé, mais enfin cédant à l'ordre du divin Maître. Par le ministère de Pierre, quinze ans après la Pentecôte, Jésus a constitué l'Église dans ses parties essentielles. Pendant ce temps, Saul de Tarse n'est qu'un simple laïque, méditant les révélations du Seigneur : s'il parle, c'est par occasion et en subalterne.

Les progrès du Christianisme ne se comprennent pas bien sans l'influence des Saints-Livres. M. Fouard a eu soin d'ajouter à son histoire une étude sur les deux pre-

miers synoptiques. Pour caractériser saint Mathieu, il donne quelques renseignements sur l'Halaka et sur l'Hagada, et il a raison. Mais peut-être quelques explications rapides sur les écoles rabbiniques eussent été nécessaires pour beaucoup de lecteurs.

M. Fouard s'attache également, et avec beaucoup de bonheur, à montrer ce qu'il y a de personnel dans l'Évangile de saint Marc. Sur l'origine commune des trois synoptiques, il se sépare de saint Augustin et de Hug. Il suppose une sorte de protévangile oral, œuvre commune des Douze, où seraient venus puiser tour à tour saint Mathieu, saint Marc et saint Luc. Ce système peut avoir du vrai; mais il soulèvera probablement des critiques. Les réserves que le Père Brucker a faites dans son bulletin scripturaire, portent peut-être sur ce point. Il serait à souhaiter que le savant jésuite précisât davantage et motivât son opinion. Une discussion courtoise entre deux exégètes catholiques, sur la rédaction des évangiles, offrirait beaucoup d'intérêt.

En somme, le travail de M. Fouard a une valeur scientifique incontestable. Mais il se recommande aussi par son agrément et ses qualités littéraires. Il renferme des descriptions très poétiques comme celles de Damas et d'Antioche, une petite biographie de Pomponia Grécina, très probablement la Lucine des Catacombes, des études de mœurs, comme le tableau de la société romaine, au moment de l'arrivée de saint Pierre. Ce tableau est nécessairement incomplet : la plume d'un prêtre et surtout d'un prêtre français se refuse à écrire de certaines choses. Un allemand, Dollinger, par exemple, a pu se montrer beaucoup plus hardi dans le même sujet : mais un lecteur français et chrétien veut être respecté. M. Fouard a su concilier les intérêts de la curiosité historique avec ceux de la délicatesse chrétienne. Le style de l'écrivain, facile, abondant et coloré, a quelque chose de flatteur : M. Fouard

a fait beaucoup d'avances à ceux qui dans un ouvrage cherchent surtout le plaisir. Un livre comme le sien mérite non seulement du succès, mais encore un grand succès. Le devoir des catholiques est de le faciliter. On oublie trop cette simple vérité qu'un homme de talent ne peut faire valoir les dons reçus du ciel sans l'appui moral de ses amis. Ne ménageons pas nos encouragements, c'est à dire notre attention aux écrivains qui peinent pour l'honneur de l'Église.

Parmi ceux-là, M. Fouard occupe un très beau rang.

C. DELFOUR.

PÈLERINAGE A NOTRE-DAME DES BOIS

Nous étions partis de grand matin pour aller en pèlerinage à Notre-Dame des Bois, petite chapelle à une demi-lieue de la Suze, cachée jadis dans cette immense forêt du Mans ou de Longaulnay, presque entièrement défrichée de nos jours, et voici comment le baron de Pératte, mon compagnon de voyage, me raconta, chemin faisant, l'origine de cette dévotion.

En l'année 1002 de N.-S. J.-C., de pauvres bûcherons faisant des fagots dans cette partie de la forêt de Longaulnay, appelée le bois de Minlor, aperçurent un jour dans le creux d'un chêne antique une petite statue de bois qui représentait la Sainte Vierge tenant son enfant sur ses genoux. Ces bonnes gens se prosternèrent aussitôt devant cette douce image et adressèrent de naïves prières à la Reine des anges et des hommes; puis, le cœur rempli d'une sainte joie, ils allèrent raconter à leurs amis la découverte qu'ils venaient de faire. Dès l'année suivante, une chapelle, dont l'autel repose sur la souche même du vieux chêne qui avait abrité d'abord la statue, fut élevée dans la forêt, sous le nom de Notre-Dame des Bois, ou de la Mariette. Les moines de la Boûture furent chargés de la desservir, et ils y entretenirent un chapelain jusqu'à leur dispersion en 1793.

Comme le baron achevait ce récit, nous aperçûmes plusieurs personnes qui nous précédaient dans le sentier battu, conduisant à la Mariette. C'était d'abord un ecclésiastique de haute taille avec un Monsieur pourvu d'une longue barbe; quelques pas en avant marchait une pauvre

femme si vieille et si courbée qu'elle avait beaucoup de peine à se traîner à l'aide de son bâton, et autour d'elle, sautant et gambadant pieds nus sur le sable humide, trois enfants déguenillés, roses et joufflus comme des chérubins. Bientôt la vieille femme trébucha contre je ne sais quel obstacle, et elle serait tombée si l'ecclésiastique ne s'était empressé de la soutenir ; je le vis, non sans émotion, donner avec une bonté touchante le bras à cette pauvre créature et l'aider à achever sa route. Nous arrivions nous-mêmes à la chapelle isolée, dont la façade modeste n'annonçait guère la destination ; le prêtre ouvrit la porte, fermée, je crois, par un simple loquet ; nous pénétrâmes d'abord dans une espèce de parvis décoré de deux petits autels, puis dans le sanctuaire où se trouve le grand autel surmonté de la statue de la Sainte Vierge. Tous les visiteurs s'agenouillèrent dévotement devant cette image vénérée et mes yeux se mouillèrent de larmes à la vue des nombreux *ex-voto* appendus aux murs. Que de gens sont venus ici tristes et la mort dans le cœur et s'en sont retournés consolés ! me disais-je, combien de pauvres mères y ont obtenu la guérison d'un enfant chéri qu'une maladie mortelle allait enlever à leur amour ! Que de jeunes femmes désolées y ont prié pour leurs époux guerroyant en pays lointain, que de larmes répandues dans cette enceinte, que de soupirs auxquels ont succédé des hymnes de reconnaissance. O Marie, ma bonne mère, protégez tous ceux que j'aime et comblez-les de vos bénédictions !

Un religieux silence régna longtemps dans le saint lieu ; le Monsieur à longue barbe fut le premier à se relever ; alors le prêtre s'approcha de lui, et lui montrant le sanctuaire :

— Voici, dit-il à demi-voix, la chapelle primitive ; mais comme elle était devenue insuffisante pour le grand nombre de fidèles qui s'y pressaient les jours de fête, on y a

ajouté le reste de l'édifice. Venez voir maintenant l'inscription dont je vous ai parlé.

Nous rejoignîmes ces messieurs, et nous lûmes ces mots placés derrière la statue au rétable du grand autel :

« Cette figure de la Très-Sainte Vierge s'est trouvée
« ici dans un chesne, jadis bois de Mimlor, où on a édifié
« une chapelle en 1002, qui en 1003 fut un couvent de
« bénédictins, qui faisaient les fonctions curiales ; vu
« qu'il n'y avait que la chapelle du château à la Suze. Cette
« figure estant toute piquée de vers a été plâtrée et
« dorée et repeinte par les sieurs Marion René Joubert,
« prestre ; Pierre Joubert, cirier, et François Ruillé, gar-
« çon marchand... Priez Dieu. »

Cette chapelle a donc aujourd'hui près de 900 ans et la statue est plus ancienne encore, dit le Monsieur à longue barbe avec un air de satisfaction qui me sembla dévoiler l'antiquaire.

Certainement, répondit l'ecclésiastique, et depuis ce temps les fidèles n'ont jamais cessé de venir invoquer la Sainte Vierge dans la place qu'elle s'est choisie ; non seulement un grand nombre de pèlerins la visitent séparément à différents jours de l'année, mais on y va en procession de la Suze et de bien d'autres lieux.

Comme le prêtre achevait ces mots un sanglot inutilement contenu retentit sous la voûte, nous nous retournâmes tous en même temps et nous aperçûmes la pauvre vieille que l'ecclésiastique avait soutenue pendant la route encore agenouillée dans un coin de la chapelle, tandis qu'un petit cierge qu'elle avait apporté se consumait lentement devant l'image sainte :

— Qu'avez-vous à pleurer ainsi ? lui dis-je en m'approchant.

— Ah ! si le bon Dieu voulait couper cette fièvre, me répondit-elle d'une voix tremblottante, je pleurerais encore peut-être, mais ce serait de joie.

— Vous êtes donc malade et vous venez demander à la Sainte Vierge de vous guérir ? lui dis-je.

— Oh ! non pas, répondit-elle naïvement, ma maladie, à moi, c'est la vieillesse, et de cette maladie-là on n'en guérit que dans le ciel, parce qu'il est juste que chacun ait son tour dans ce monde et que les vieux fassent place aux autres ; mais j'ai mon pauvre *gars* que la fièvre ne quitte point depuis plus de trois mois, il va au contraire toujours en empirant, et, s'il vient à mourir, que deviendront ces trois pauvres petits qui n'ont déjà plus de mère ? Ils mourront de faim, ma bonne dame, car ce n'est pas moi qui pourrais gagner leur pain, vieille comme je suis, voilà pourquoi je suis venue prier la Sainte Vierge, pour que le bon Dieu me prenne à la place de mon pauvre Antoine. Je ne suis plus bonne à grand chose maintenant, tandis que lui nous nourrissait tous de son travail, le brave *gars* ! Ce n'est pas pour dire, mais c'était un fier travailleur, mon Antoine, et qui n'allait pas au cabaret deux fois dans l'année.

— Consolerez-vous, pauvre femme, lui dis-je toute émue, la Mère des douleurs aura pitié de vous, qui vous adressez à elle avec tant de confiance.

Ce colloque avait attiré vers nous les trois visiteurs.

— Espérez en Dieu et retournez soigner votre malade, dit le prêtre d'une voix grave : voici pour payer les remèdes ajouta-t-il plus bas en lui glissant dans la main une pièce d'argent.

Nous fîmes tous comme le bon prêtre.

— Que Dieu et la Sainte Vierge vous bénissent, s'écria la pauvre vieille, j'aurai du bouillon gras pour Antoine et du pain pour les enfants !

Elle appela ses marmots, qui jouaient sur le seuil de la porte, et reprit le chemin de sa chaumière.

— Demeurez-vous bien loin d'ici ? lui demandai-je, en la voyant se traîner avec peine.

— A deux lieues au delà de Roïzé, me répondit-elle ; quand j'étais jeune et bien portante, je mettais tout au plus une heure et demie à faire le trajet, mais à présent ce n'est plus de même ; c'est égal, je pars le cœur bien content.

La pauvre vieille aura bien de la peine à regagner son village, dis-je au baron ; si vous la faisiez reconduire en voiture, elle serait plutôt auprès de son malade qu'elle a laissé seul peut-être.

— Et nous, Madame, demanda-t-il un peu surpris.

— Nous demanderons du pain et du lait dans cette ferme que j'aperçois là-bas, nous ferons un vrai déjeuner champêtre, ce sera charmant ; puis nous irons attendre à Roïzé le retour de la voiture.

— Vous arrangez les choses à merveille, qu'il soit donc fait comme vous le désirez.

Il donna ses ordres aux domestiques, et moi, je courus avertir la bonne vieille de l'arrangement que nous venions de prendre. Elle fit d'abord quelques façons, n'osant point, pauvrement habillée comme elle l'était, disait-elle, entrer dans cette belle voiture si luisante, mais je lui fis valoir l'avantage de revoir plus tôt son cher malade et cette réflexion la décida ; je l'installai dans la calèche, où je fis aussi monter les enfants tout joyeux de l'aventure, et, leur ayant souhaité un bon voyage, je rejoignis ces Messieurs.

— Nous allons déjeuner à la ferme avec ce que nous pourrons y trouver, leur dis-je, voulez-vous être des nôtres ?

L'ecclésiastique s'excusa sur la nécessité où il était de retourner de suite à la Suze, mais son compagnon, qui me parut fort aimable malgré sa longue barbe un peu hérissée, accepta mon invitation et m'offrant le bras pour aller à la ferme :

— Voici des champs bien fertiles, me dit-il chemin

faisant, mais ils ne peuvent m'empêcher de regretter cette belle forêt de Langaulnay, où le *roi des ménestrels* avait placé les scènes principales de son charmant poème de *Berte aux grans piés*.

— Qui était donc ce roi des Ménestrels, et quel est ce poème de *Berte aux grans piés* ? dis-je à l'étranger, qui se nommait M. Duponcel.

— Celui qu'on appelait le roi des Ménestrels, me répondit-il, était un brabançais venu en France à la suite de Marie de Brabant, lorsqu'elle épousa le roi Philippe. Il avait nom Adam ou Adinès, et il composa plusieurs poèmes, dont le plus agréable est, sans contredit, celui qui est intitulé *li roman de Berte aux grans piés*, que M. Paulin Pâris a retrouvé dans la bibliothèque impériale et qu'il a publié en 1836, après l'avoir collationné sur deux manuscrits du ^{xiii}^e siècle ; si vous le désirez, il me sera facile de nous procurer le poème d'Adinès.

— Je doute que Madame y tienne beaucoup, dit le baron en souriant, je sais qu'elle ne professe pas un goût bien prononcé pour la lecture des vieux auteurs français ; mais, si vous voulez lui faire vous même l'analyse de ce poème, je suis persuadé que vous lui ferez grand plaisir.

— Très volontiers, répondit M. Duponcel.

— C'est à merveille, lui dis-je, laissez-moi seulement m'entendre pour le déjeûner avec la fermière, que j'aperçois sur le seuil de la porte, et je suis à vous à l'instant.

Cette bonne femme, à la mine avenante, me promit du lait, du miel, du beurre, du fromage ; et, pendant qu'elle préparait une omelette et tirait quelques bouteilles de son meilleur cidre, j'allai m'asseoir avec mes compagnons au pied d'un chêne antique, formant à lui seul un berceau de verdure.

— Maintenant nous vous écoutons, dis-je à M. Duponcel, qui recueillait ses souvenirs.

— Je ne vous réponds pas, nous dit-il en forme d'exorde,

de n'omettre aucune circonstance du poème d'Adinès, mais je ferai de mon mieux pour ne pas m'en écarter beaucoup ; je commence.

Le roi Pépin, étant devenu veuf, résolut de prendre une autre femme, et, ne voulant s'allier qu'avec une princesse digne de la couronne de France, il assembla ses barons et leur demanda quelle était, de toutes les filles des souverains de l'Europe, celle qui leur paraissait mériter la préférence. Les avis furent d'abord partagés ; mais Enguerrand de Mont-Bleu ayant vanté les charmes de Berthe de Hongrie, surnommée la débonnaire, qui avait alors seize ans et dont la beauté était sans égalé, tous les conseillers se déclarèrent en faveur de cette princesse, et Pépin fit partir une brillante ambassade pour demander la main de Berthe.

Cette belle jeune fille aimait ses parents avec une tendresse extrême et lorsque les ambassadeurs, arrivés à Strigon, dans la basse Hongrie, se furent acquittés de leur message, elle sentit son cœur se remplir de tristesse ; car, même pour le beau trône de France et pour le vaillant Pépin, dont elle avait souvent entendu chanter les exploits, la douce enfant n'eût pas voulu quitter son vieux père et Blanchefleur, sa mère chérie ; mais le roi Florus trouva l'alliance très-avantageuse, et Berthe, habituée dès l'enfance à l'obéissance la plus absolue, dût bientôt faire ses adieux à sa famille, dont elle prit congé en versant beaucoup de larmes.

Le voyage fut long et pénible ; la princesse inconsolable chevauchait tristement sur sa blanche haquenée, et, soit par crainte de laisser voir son chagrin aux Français qui l'accompagnaient, soit par excès de timidité et de modestie, elle les tint constamment éloignés de sa présence, ne s'entretenant qu'avec Margiste, sa suivante, et Aliste, fille de Margiste, élevée avec elle dès l'enfance, et qui, par un hasard singulier, lui ressemblait à s'y mé-

prendre, de taille et de visage. Ces deux femmes, ainsi que Tybers, leur cousin, avaient été rachetées de l'esclavage par la reine Blanchefleur, qui, les ayant comblées de bienfaits et croyant pouvoir compter sur leur reconnaissance, leur avait confié la garde de ce qu'elle avait de plus cher au monde.

Cependant le roi Pépin, impatient de voir sa fiancée, s'avancait à sa rencontre vêtu magnifiquement et suivi d'un brillant cortège. Toutes les rues de Paris étaient jonchées de fleurs, tous les habitants en habits de fête, et les cloches des églises sonnaient à haute volée; mais Berthe, accablée de tristesse d'avoir quitté ses bons parents, fatiguée du voyage et effrayée par les contes absurdes que ses deux suivantes ne cessaient de lui faire sur le caractère indomptable et l'humeur farouche du roi des Francs, refusa de se montrer en public et se tint renfermée dans les appartements qu'on lui avait préparés, jusqu'au moment où, noblement vêtue d'un riche drap *d'Ocrente*, la couronne en tête et gracieuse comme une belle fleur dans tout son éclat, elle parut aux pieds des autels pour recevoir la bénédiction nuptiale, sans se douter de l'affreux complot que l'exécrable Margiste tramait contre elle depuis leur départ.

Poussée par une aveugle ambition, cette méchante femme avait conçu le dessein de profiter de la ressemblance frappante qui existait entre la princesse et Aliste pour placer cette dernière sur le trône; c'est dans ce but qu'elle avait engagé Berthe à se cacher à tous les yeux et qu'elle l'entretenait sans cesse de la prétendue barbarie de Pépin. Le soir des noces étant venu, Margiste redoubla tellement par ses discours toutes les craintes de la jeune fille qu'elle la décida à quitter ses riches parures et à s'enfuir secrètement sous la conduite de Tybers, qui lui promettait de la ramener auprès de sa mère, la reine Blanchefleur.

A peine la princesse fut-elle partie qu'Aliste, revêtue

des brillants atours abandonnés par sa maîtresse prit sa place auprès de Pépin, tandis que la pauvre Berthe cheminait tristement dans la compagnie de Tybers et de trois sergents que celui-ci commandait, Morand, Godefroy et Rénier.

Après cinq jours de marche, les voyageurs arrivèrent dans la forêt du Mans, et, quand ils se furent enfoncés dans les bois, ils firent halte et mirent pied à terre; alors Tybers, levant le masque, déclara à la reine que sa dernière heure était venue et qu'il ne lui restait que le temps de recommander son âme à Dieu. En prononçant ces paroles, le misérable tira son sabre du fourreau, et, insensible aux larmes et aux supplications de Berthe, qui le conjurait à genoux de lui laisser la vie, il la saisissait déjà par ses longs cheveux pour lui trancher la tête, lorsque les trois sergents, touchés de compassion pour cette pauvre infortunée, joignirent leurs prières aux siennes; puis, voyant qu'ils n'obtenaient rien de ce monstre, ils se jetèrent sur lui et le continrent de vive force, tandis que Morand criait à Berthe :

— Fuyez, dame, et que Dieu vous conduise !

La jeune reine profita du conseil et se mit à courir de toutes ses forces à travers les bruyères. Il faisait un temps affreux, les éclairs se succédaient rapidement, illuminant d'une clarté bleuâtre les profondeurs de la forêt, la pluie tombait par torrents, le vent soufflait avec violence, et les hurlements des bêtes féroces, se mêlant au bruit de la tempête, en augmentaient l'horreur. Mouillée jusqu'aux os, transie de froid et mourant de peur, Berthe ne savait où porter ses pas tremblants; son premier soin néanmoins fut de remercier Dieu de lui avoir sauvé la vie; puis, les vêtements en lambeaux, les pieds ensanglantés par les cailloux du chemin, elle se tapit sous un buisson, attendant la fin de l'orage.

A peine avait-elle pris un peu de repos, que deux vo-

leurs, venant à passer, aperçurent le manteau gris en drap de Frise qui enveloppait la princesse, et, le tirant à eux, ils la découvrirent elle-même, pâle et tremblante de frayeur. Saisis d'admiration et supputant la somme d'argent que pourrait leur rapporter la vente d'une esclave si belle, ils se disputèrent vivement cette proie; mais, pendant que, le sabre à la main, ils s'entretuaient l'un l'autre, Berthe, rassemblant toutes ses forces, s'élança, comme une biche effarouchée, dans le plus épais du bois et se cacha dans les broussailles. La pluie avait cessé tout-à-fait, mais la nuit était venue; Berthe n'y voyait plus pour se conduire, et la faim commençait à se joindre à ses autres souffrances. La pauvre enfant, toute en larmes, et ne sachant que devenir, se jeta de nouveau à genoux et pria la bonne Vierge, M. Saint-Julien et le *baron* Saint-Pierre de lui procurer un asile, faisant vœu, si Dieu lui conservait la vie, de passer, autant qu'elle le pourrait, le reste de ses jours pauvre et ignorée, sans faire connaître à qui que ce fût au monde son titre de reine, ni sa naissance royale; puis, reconfortée par la prière, elle rassembla quelques feuilles mortes, plaça une grosse pierre sous sa tête pour lui servir d'oreiller et s'endormit paisiblement.

Le chant des oiseaux, saluant les premières clartés de l'aurore, interrompit seul le sommeil de la princesse; elle se leva prestement, rajusta de son mieux ses habits déchirés, et, pleine de confiance en la bonté divine, elle suivit le premier sentier qui s'offrit à ses regards, et arriva bientôt près d'une fontaine limpide, qui lui servit à étancher sa soif; puis, continuant à marcher dans le bois, elle aperçut de loin un ermitage.

Le cœur palpitant de joie et d'espérance, la douce vierge hâta le pas et vint frapper à la porte de ce petit réduit. L'ermite mit la tête à la fenêtre, mais, à l'aspect de cette jeune et jolie femme, il recula épouvanté, craignant une

de ces ruses diaboliques dont l'enfer se sert quelquefois pour tromper les anachorètes.

— Au nom de Dieu , donnez-moi l'hospitalité , lui dit Berthe d'une voix lamentable, car je suis une pauvre fille sans asile, et je mourrai de faim et de froid si vous ne venez à mon secours.

Ces accents plaintifs ramenèrent le cénobite à la fenêtre.

— Aucune femme , dit-il , n'est jamais entrée ni n'entrera jamais dans ma demeure, car j'en ai fait le vœu ; mais voici du pain pour satisfaire votre appétit, et, si vous voulez allez frapper à la porte de Symons le *Voyer* , dont la maison est là-bas, sous ces grands arbres, ajouta l'ermite, en les montrant de la main, il ne refusera pas de vous recevoir; car sa femme et lui sont de bons chrétiens, hospitaliers et charitables.

Berthe mangea avidement le morceau de pain noir que lui avait donné l'anachorète, et cette nourriture, quelque grossière qu'elle fût, ayant ranimé ses forces, elle marcha d'un pas rapide dans la direction qu'il lui avait indiquée.

A peine avait-elle fait une centaine de pas, qu'elle vit s'approcher un ours de taille gigantesque , qui semblait prêt à la dévorer. La frayeur de Berthe fut si grande, qu'elle tomba sans connaissance ; l'ours passa cependant sans lui faire aucun mal , et, quand elle reprit ses sens , il s'était enfoncé dans les bois.

Quelques pas plus loin, la jeune reine rencontra un homme d'un âge mûr , dont l'air doux et honnête lui inspira de la confiance ; elle s'approcha timidement , le priant de lui enseigner la maison de Symons le *Voyer*. C'était lui-même ; il lui fit plusieurs questions. Berthe y répondit simplement, tout en cachant néanmoins son titre et sa naissance, comme elle s'y était engagée par son vœu de la nuit précédente. Symons, qui était, en effet, un bon

chrétien, offrit à Berthe de la conduire à la Glorière, où il demeurait, et elle le suivit avec joie, en remerciant Dieu du fond de son cœur du secours qu'il lui envoyait.

Ils arrivèrent bientôt à la porte d'une maisonnette à moitié cachée sous les grands arbres, une femme et deux jeunes filles étaient assises auprès du foyer.

— Voici une pauvre enfant à moitié morte de froid et de faim, que je viens de trouver égarée dans les bois, dit-il.

Aussitôt Constance et ses deux filles se levèrent précipitamment et s'empressèrent de faire bon accueil à l'étrangère.

Aiglante, l'aînée des deux sœurs, jetant des branches de sapin dans la cheminée pour ranimer le feu, fit chauffer des linges, dont sa cadette, Isabelle, entourait les membres de Berthe, raidis par le froid, tandis que Constance lui préparait à manger et lui donnait du vin mélangé d'une eau fraîche et limpide. Le soir, Berthe partagea la chambre des deux jeunes filles, et, quand elle se leva le lendemain, le doux repos dont elle avait joui pendant la nuit lui avait rendu toutes ses forces.

— Demeurez avec nous, mon enfant, puisque vous n'avez personne pour vous protéger, lui dit Constance.

Symons lui fit la même proposition, et les deux sœurs, charmées de la douceur et de la modestie de l'étrangère, joignirent leurs instances à celles de leurs parents.

Berthe accepta avec grand plaisir cette offre généreuse; elle resta donc dans cette paisible retraite, entourée de soins et d'affection, partageant les travaux d'Aiglante et d'Isabelle, et passant dans le pays pour la nièce de Symons. Souvent néanmoins la pauvre princesse pensait avec douleur à son père et à sa mère qu'elle ne devait plus revoir, à Pépin, son mari, dont elle entendait l'éloge dans toutes les bouches; mais, alors, se rappelant son vœu, elle se contentait de prier Dieu avec ferveur pour

ses parents et pour l'époux, sur le compte duquel elle avait été si cruellement trompée.

Près de neuf ans s'écoulèrent de la sorte, et la reine Blanchefleur qui n'avait pas cessé de penser à sa fille chérie, ne pouvant plus résister au désir de la revoir, obtint du roi Florus la permission d'aller la visiter à la cour de Pépin.

Accompagnée d'une suite nombreuse, précédée par des courriers chargés d'annoncer sa venue, elle se mit en route le cœur plein de joie. Mais à peine eût-elle passé les frontières qu'elle eût la douleur d'entendre de toute part un concert de malédictions contre la jeune reine ; les uns s'élevaient contre ses injustices, les autres contre sa cupidité ; un vieillard se présenta même devant la reine de Hongrie, accusant sa fille Berthe de lui avoir ravi son cheval, le seul bien qu'il eût au monde. Sa pauvre mère paya le cheval, tout en se demandant avec amertume comment son enfant bien-aimée, si bonne et si généreuse jadis, avait pu changer de la sorte.

Cependant Pépin, averti de la prochaine arrivée de sa belle-mère, donnait des ordres pour la recevoir somptueusement, tandis qu'Aliste, Margiste et Tyber, troublés jusqu'au fond de leur conscience coupable, tenaient conseil entr'eux pour savoir quel parti prendre dans une circonstance si critique. La fausse reine leur proposait de fuir tous les trois en pays étranger, emportant avec eux leurs richesses mal acquises ; Margiste plus audacieuse et plus cruelle, voulait empoisonner Blanchefleur ; ils décidèrent enfin qu'Aliste faisant semblant d'être malade, ne recevrait la reine de Hongrie que le moins de temps possible et dans une obscurité presque complète, afin de n'être pas reconnue.

Dès que les védettes aperçurent le cortège de l'auguste voyageuse, le roi Pépin, suivi d'une brillante cour, s'avança à sa rencontre jusqu'à Montmartre, et l'amena

par la grande rue saint Denys pavoisée de drapeaux et jonchée de fleurs jusqu'à son palais, où l'attendait un splendide festin ; mais Blanchefleur, quoique reconnaissante de ces hommages, ne pensait qu'au bonheur d'embrasser sa chère Berthe, toute étonnée de ne point la voir accourir à sa rencontre.

Alors Margiste, perçant la foule des courtisans, vint se jeter aux genoux de son ancienne maîtresse, et lui dit que la joie de la jeune reine avait été si vive à la nouvelle de l'arrivée de sa mère qu'elle en était tombée sérieusement malade, et, que l'extrême danger de toute nouvelle émotion faisait un devoir de retarder l'entrevue.

Pendant quarante-huit heures Margiste réussit ainsi à éloigner Blanchefleur, mais le troisième jour celle-ci, ne pouvant plus résister au désir de revoir son enfant, pénétra de vive force dans la chambre de la prétendue malade, et, courant droit au lit, elle la pressa vivement sur son cœur. Aliste, toute troublée par la présence de la reine, répondit à peine à ses caresses.

— Ma fille est bien malade ou elle ne m'aime plus ! s'écria la pauvre reine au désespoir.

Et s'élançant sur la fenêtre, elle entr'ouvrit les volets et retourna près du lit. Aussitôt un doute affreux se glisse dans son âme. Cette belle personne qu'elle a sous les yeux ressemble à son enfant, il est vrai, ce sont bien les mêmes traits réguliers et délicats mais ce n'est cependant point l'expression de noblesse et de candeur répandue jadis sur le visage de Berthe, ce n'est pas son regard si doux et si tendre, le cœur d'une mère ne saurait s'y tromper. La reine de Hongrie prend à deux mains les couvertures, les arrache violemment, et, apercevant les pieds d'Aliste, elle crie de toutes ses forces :

— Trahison ! trahison ! Ce ne sont point là les pieds de ma fille... Ma fille !... où est ma fille?... (Car Berthe la débonnaire avait un pied plus grand que l'autre).

Aux cris de Blanchefleur ses gens accourent en toute hâte, Pépin lui-même pénètre dans la chambre.

— Ce n'est point là ma fille ! qu'on me rende ma fille ! s'écrie la pauvre mère en sanglotant ; celle-ci n'est que sa servante.

Tous les assistants se regardent surpris et épouvantés ; Pépin interroge lui-même celle qu'il avait cru jusqu'alors sa femme légitime. Confondue par la présence de ses compatriotes, qui n'avaient pas tardé à la reconnaître aussi, elle garde un silence significatif ; Margiste et Tybers sont aussitôt arrêtés et ils confessent dans les tortures toutes les circonstances du crime dont ils se sont rendus coupables. Livrés à la justice séculière, leur procès marcha rapidement. Margiste fut condamnée à être brûlée vive, Tybers fut trainé sur la claie tout le long de la grande rue et pendue ensuite à la potence de Montfaucon ; quant à Aliste, on se contenta de l'enfermer avec ses deux enfants dans l'abbaye de Montmartre.

Pendant que ces misérables expiaient ainsi leurs forfaits, Pépin envoyait Morand, à la tête de plusieurs hommes d'armes, faire des recherches dans la forêt du Mans pour tâcher de découvrir la véritable reine, mais toutes les perquisitions furent inutiles. Alors Blanchefleur, convaincue que sa fille avait été dévoré par une bête féroce, ou avait péri de misère dans les bois, reprit, la mort dans l'âme, le chemin de son pays. Le roi Florus pensa expirer de douleur à la nouvelle d'une si horrible catastrophe, et la Hongrie tout entière prit part à son affliction.

Cependant Symons et sa femme ayant entendu raconter tout ce qui venait de se passer à la cour de France, et ayant appris que l'on faisait toutes sortes de démarches pour trouver la véritable reine, disparue dans la forêt du Mans à l'époque même où ils avaient donné l'hospitalité à la jeune fille qui passait pour leur nièce, conçurent quelques soupçons à ce sujet et interrogèrent Berthe en par-

ticulier, la suppliant de leur apprendre si elle n'était point celle qu'on cherchait : mais, fidèle au vœu qu'elle avait fait de ne découvrir son titre et sa naissance que dans le cas d'une absolue nécessité, elle leur donna le change en leur disant :

— Si j'étais reine trouvez-vous probable que je fusse restée ici si longtemps ?

Berthe était obligée de se faire une grande violence pour parler de la sorte, mais c'était une pieuse et sainte créature, qui passait sa vie dans les pratiques de vertu et de mortification, portant le cilice tous les vendredis, jeûnant au pain et à l'eau une fois par semaine, et qui, pour rien au monde, n'eût voulu offenser le Seigneur ; elle continua donc à vivre comme par le passé, offrant à Dieu, du fond de son cœur brisé et déchiré, le sacrifice de ses plus douces et de ses plus légitimes affections.

Or, il arriva l'année suivante que le roi de France, ayant des affaires importantes à régler en Anjou, passa par le Mans et y demeura pendant les fêtes de la Pentecôte. Il y eut à cette occasion de grandes réjouissances, et les hauts barons voyant le roi moins triste qu'il ne l'avait paru depuis la découverte de la perfidie d'Aliste, en profitèrent pour le presser de se remarier, mais il leur répondit en soupirant qu'il ne pensait pas pouvoir s'y résoudre jamais, tant il éprouvait de chagrin de la disparition de la princesse de Hongrie.

Le jour suivant il y eut une grande chasse dans la forêt, et Pépin, après avoir longtemps couru le cerf, prit un petit sentier détourné et se trouva séparé de sa suite. Il erra d'abord à l'aventure, éprouvant un secret plaisir à s'enfoncer seul dans les bois pour y donner un libre cours à ses rêveries. Après une heure de marche il arriva par hasard auprès d'une chapelle dédiée à la mère de Dieu, et, comme il se disposait à y entrer, il en vit sortir une jeune femme, dont l'air noble et modeste, les blonds

cheveux et la taille élégante le frappèrent d'admiration ; il mit aussitôt pied à terre, et, s'approchant de la belle inconnue, il lui fit mille questions sur la route qu'il devait suivre, sur les lieux où il pouvait espérer de trouver à se rafraîchir ; elle lui répondit en peu de mots, avec une simplicité modeste, et, plus il la regardait plus il sentait se réveiller dans son âme un vague souvenir ; il lui semblait qu'il connaissait ces traits charmants, quoi-qu'il n'eût jamais vu de femme si parfaitement belle. Se donnant alors pour le maire du palais, il offre à cette fille ravissante son cœur et sa main, en lui promettant de la rendre riche et honorée parmi toutes les femmes de la cour, pourvu qu'elle consente à le suivre à Paris. Berthe refuse avec douceur et s'éloigne au plus vite, mais le roi s'élance à sa poursuite.

Berthe ne trouvant pas d'autre ressource pour arrêter le prétendu maire du palais, lui dit avec dignité :

— Au nom de Dieu et de la sainte Vierge, ne me manquez point de respect, car, telle que vous me voyez, je suis femme du roi de France, fille du roi de Hongrie, sœur du roi de Pologne et de la dame de Saxe.

Pépin, vivement frappé de ces paroles, recula interdit, et la princesse, qu'un si pressant danger a seul pu décider à enfreindre son vœu, se met à courir vers la Glorière, sans s'apercevoir que le prétendu maire du palais la suivait à peu de distance.

Arrivé presque en même temps qu'elle, Pépin interrogea Symons et Constance, pour savoir quelle était la jeune femme qui venait d'entrer chez eux.

— C'est notre nièce, répondirent-ils.

— D'où vient donc qu'elle se dit reine de France et fille du roi de Hongrie ? reprit Pépin, surpris et désappointé.

Symons et Constance, fort étonnés eux-mêmes de ce qu'ils entendaient, engagèrent l'étranger à se cacher der-

rière un meuble, et, ayant appelé la jeune fille, ils lui demandèrent des explications sur les paroles qu'elle avait prononcées. Berthe répondit que l'espoir d'échapper à celui qui s'était mis à sa poursuite, en se faisant passer pour la jeune reine que l'on cherchait naguère dans le pays, l'avait décidée à parler comme elle l'avait fait, et le roi n'osant insister davantage, mais brûlant du désir d'éclaircir ce mystère, pria Symons de le reconduire à la ville. Chemin faisant, il l'interrogea de nouveau, et apprit de lui toutes les circonstances de l'arrivée de Berthe à la Glorière. Alors, espérant avoir enfin découvert la véritable reine, il se hâta de faire partir pour la Hongrie un messager fidèle, chargé d'apprendre à Florus et à Blanchefleur tout ce qui venait d'arriver, et de les prier de venir sans retard voir si c'était bien leur fille qu'il avait rencontrée; il ordonna en même temps à Symons, auquel il s'était fait connaître, de garder le secret sur cette aventure, lui recommandant de ne rien changer dans ses rapports avec celle qui passait pour sa nièce, jusqu'au moment où il reviendrait lui-même à la Glorière.

Quelque temps après, comme Berthe était occupée à raccommoder la nappe d'autel de la chapelle de Notre-Dame des Bois, elle entendit avec surprise, dans la forêt, le cliquetis des armes et le bruit d'une troupe nombreuse chevauchant au milieu des arbres; puis tout-à-coup la porte s'ouvrit brusquement et la reine de Hongrie apparut sur le seuil.

— Ma mère ! s'écria la princesse en se précipitant dans les bras de Blanchefleur, que l'excès de la joie fait tomber sans connaissance.

Le roi Florus entre à son tour, et, serrant sa fille sur son cœur, la couvre de baisers et de larmes, tandis que Pépin et les gens de sa suite font retentir les airs de leurs cris d'allégresse et rendent grâce au ciel de ce bonheur si longtemps désiré.

Aussitôt Gauthier, sénéchal du palais, Thierry, chambellan du roi, et le sergent Henri courent à bride abattue vers le Mans, pour y porter cette bonne nouvelle. Toutes les cloches de la ville sont mises en branle, les principaux personnages du pays, gens d'église, seigneurs et grandes dames, accourent à l'envie à la Glorière, suivis d'une foule de menu peuple, désireux de contempler la nouvelle reine. Pépin fait dresser dans la forêt des tentes pour les recevoir, et leur fait servir à tous des mets exquis et du vin en abondance; puis il se met en route pour le Mans, emmenant en triomphe Berthe, sa femme, le roi, son beau-père, et la reine Blanchefleur, qui ne pouvait détacher ses regards de sa fille chérie. Après eux, marchait le brave Voyer, revêtu, ainsi que ses deux fils, de manteaux de *fin drap d'or*, que le roi leur avait donnés en les armant chevaliers. Pépin récompensa encore l'hospitalité de Symons en le nommant, en outre, *maître conseiller*, en lui octroyant des armoiries qu'il fixa lui-même, en lui donnant *mille livrées* de terre pour lui, cinquante autres pour chacun de ses enfants, et en se chargeant de marier ses filles. Les seigneurs, les nobles dames et tout le peuple venaient ensuite, bénissant le seigneur et poussant des cris de joie. Jamais on n'avait vu un aussi beau cortège. Les rues étaient jonchées d'herbes fraîches, le peuple s'y pressait en foule pour mieux voir, les fenêtres étaient comme autant d'amphithéâtres garnies de dames richement parées.

Arrivée au palais, Berthe, entourée des barons, mit pied à terre au perron de la salle et y entra, tenant par la main sa mère, qu'elle aimait d'un si tendre amour; les fêtes de cette heureuse réunion se prolongèrent pendant huit jours dans la cité du Mans; puis le roi, la reine et toutes leurs suites prirent joyeusement le retour de Paris.

Le récit de M. Duponcel nous avait tellement intéressés, le baron et moi, que nous avions laissé refroidir l'omelette au grand déplaisir de la fermière qui était venue plu-

sieurs fois nous avertir de nous mettre à table. Le couvert était dressé sous un berceau de vigne et de chèvre-feuille; une nappe fort propre, des fourchettes d'étain brillantes comme de l'argent et un excellent appétit contribuèrent à nous faire trouver le déjeuner délicieux.

— Y a-t-il eu quelque circonstance dans la vie de la femme de Pépin qui ait pu fournir au *roi des ménestrels* le canevas de son poème? demandai-je à mes compagnons tout en savourant le cidre doux.

— Pas que je sache, répondit M. de Pératte, sinon que la mère de Charlemagne s'appelait en effet Berthe ou Bertrade. Elle fut élevée sur le trône avec Pépin lorsque ce prince fut couronné à Soissons en 751; son caractère doux et affable et la manière splendide dont elle tenait sa cour lui avaient gagné tous les cœurs; outre Charlemagne et Carloman, elle eut un autre fils nommé Gilles, qui embrassa de bonne heure l'état ecclésiastique, et trois filles, dont deux prirent le voile des vierges; la troisième épousa Milon, comte du Maine et d'Anjou. Berthe survécut quatorze ans à son mari, respectée de ses enfants et conservant sur eux une grande autorité; elle mourut à Choisy en 783, et son tombeau, placé dans les caveaux de saint Denys à côté de celui de Pépin, portait cette simple inscription: « *Berta mater Caroli magni.* » Voilà, Madame, tout ce que l'histoire m'a appris concernant la reine Berthe.

Ce qu'il y a de certain, reprit M. Duponcel, c'est que si le poème d'Adinès n'est pas même un roman historique, l'auteur a du moins observé une telle exactitude dans la description des lieux où il a placé les principales scènes de son récit qu'on les reconnaît encore fort bien malgré les transformations qu'ils ont subies depuis lors; ainsi la chapelle dans laquelle Berthe venait prier Dieu est évidemment celle de *Notre-Dame des Bois*.

C^{me} de la ROCHÈRE.

Mgr DARBOY , Archevêque de Paris

Par Mgr FOULON.¹

Comme évêque Mgr Darboy eut plus que des qualités. Il eut de la vertu et non commune. Son biographe n'a pas négligé de mettre en relief les mérites de son administration épiscopale, ferme, vigilante, éclairée. Certes, il n'était pas à craindre que l'autorité faiblît en pareille main. Mais à la franchise de décision nécessaire à tout gouvernement, Mgr Darboy joignait le tact et la prudence sans lesquels on ne saurait manier les hommes. S'il imprimait une direction il savait la faire comprendre, la faire accepter et mieux encore, aimer. Personne ne doutait qu'il n'eût eu vue avant toutes choses l'honneur de son Église et le bien des âmes. De là entre son clergé et lui des liens étroits, qu'il resserrait encore en s'ouvrant à ses prêtres, aussi affectueusement qu'un père en aurait usé avec ses fils. Chaque fois que revenaient les exercices de la retraite pastorale, Mgr Darboy était là, présent, au milieu de ses collaborateurs. Il recevait leurs confidences, secondait leur zèle par ses exemples et ses conseils, leur traçait les règles les plus sages de conduite, et les associait à son œuvre, non par des épanchements indiscrets, mais en leur montrant le but auquel il tendait lui-même à travers tant d'obstacles semés sur ses pas. Quand on l'entendait, on ne pouvait que se rendre à des raisons aussi hautes, qui s'adressaient au cœur non moins qu'à l'intelligence. Mgr Foulon a peu de pages plus belles que celles où il nous représente, en maintes circonstances, l'union intime de l'évêque et de son clergé. Sachons lui gré d'avoir

(1) Voir la livraison de février 1889.

appelé l'attention sur cet aspect de l'administration de Mgr Darboy, d'autant que la fin héroïque de l'archevêque, en appelant à soi l'intérêt, l'avait quelque peu rejeté dans l'ombre ; ce qui était fort immérité.

Le même sentiment profond de ses devoirs, comme il inspirait l'administrateur, conduisait aussi l'homme public. Celui-ci était très en vue et la France et l'Eglise, on peut le dire, avaient les yeux sur lui. Mgr Darboy le comprenait et ne s'en sentait que plus obligé à unir à la droiture dans l'intention, la circonspection dans les actes et les démarches. Grand aumônier de l'Empereur, sénateur, membre du Conseil privé, il jouissait à la Cour d'un crédit très grand ; mais il ne voulut jamais l'employer pour lui ou pour les siens. Il eût désiré qu'il tournât tout entier au profit de la religion.

Son action était aussi persévérante que discrète : « Ne cherchons pas, disait-il, à paraître quelqu'un. » Il y avait cependant quelqu'un qui paraissait toujours en lui : je veux dire l'Évêque : « C'est plaisir, écrivait un des témoins de sa vie à la Cour, de voir le premier officier de la couronne se conduire autant en homme d'église. »

La réserve dont s'entourait Mgr Darboy devait être discutée. Elle n'était faite pour plaire ni aux adversaires de la politique impériale, ni à ceux qui déploraient le résultat de jour en jour plus fatal à l'Eglise et au Saint-Siège de l'attitude ambiguë du pouvoir. On attendait de Mgr Darboy une opposition qui n'était ni dans ses desseins, ni dans son caractère. Il ne croyait pas à l'efficacité des manifestations bruyantes, et se persuadait en toute bonne foi, qu'il était un moyen plus sûr d'arriver au but désiré. « On m'accuse de mutisme, disait-il un jour ; je crois être plus utile à l'Eglise en gardant le silence. D'ailleurs chacun a sa mission en ce monde comme dans une bataille. Dieu est notre grand général ; les uns ont les honneurs de l'avant-garde ; l'arrière-garde est appelée

souvent à ne pas rendre moins de services. Je tâche de rallier, de concilier, mon rôle est moins glorieux ; pourvu qu'il soit utile, c'est l'essentiel. » Sans doute, il a été utile, plus, peut-être, que nous ne saurions le croire. Mais se fût-il trompé, il n'est pas défendu d'avoir un idéal quand même il s'y mêle quelque illusion. L'illusion est la part de l'humanité. Les esprits supérieurs eux-mêmes n'en sont pas exempts. Bien plus, de pareilles illusions leur sont souvent ce qu'ils ont de plus cher. Que Mgr Darboy se soit mépris sur les avantages qu'il devait retirer de son silence et de ses ménagements, qu'il ait cru, dans son profond dévouement à la personne du prince, à des retours qu'il n'était pas seul à espérer, qu'il n'ait pas voulu briser avec éclat la seule influence qui lui paraissait propre à conjurer de plus grands malheurs, et cette influence était la sienne, nous ne voyons là rien qui puisse le diminuer. D'ailleurs persuadé de l'excellence de ses vues, et par esprit d'indépendance naturelle il se refusait à subir les entraînements, et tandis qu'il prétendait marcher à son pas, il parut à d'autres qu'il remontait le courant. Il n'en était rien. Il connaissait son temps, et s'il aimait la vieille Église de France ; si, dans Bossuet, avec une fierté épiscopale qui ne lui messeyait pas, il saluait un de ses aînés, s'il rendait, en plein concile, un hommage solennel au clergé qui préfère l'exil et la mort à un serment schismatique, cette admiration fort légitime n'enlevait rien à la sincérité de son attachement à l'Église romaine.

Mgr Foulon a apprécié l'attitude politique de Monseigneur Darboy comme l'appréciera la postérité. Il a loué la dignité de maintien, l'esprit de conciliation, le désintéressement personnel, non moins que la fermeté de doctrines de l'Archevêque de Paris, et c'était justice. Il a fait des réserves sur certaines démarches et c'était loyauté.

Il ne s'est pas attardé sur les épisodes de la lutte, et en ramené les incidents, grossis par les passions du moment, à leurs justes proportions, et c'était sagesse. Le débat est clos. A quoi bon le rouvrir ? La véritable histoire ne doit ni se transformer en apologie, ni dégénérer en critique. En affirmant ce qui est incontestable, et rien au-delà, elle maintient la vérité au-dessus des discussions des partis. Nous ne pouvons lui demander davantage.

Dans la dernière partie de son livre, Mgr Foulon a laissé la parole aux événements eux-mêmes. On dirait d'un témoin qui rapporte les faits en un langage dont la clarté, la précision, la simplicité font toute l'éloquence. Point de phrases à effet : nulle recherche littéraire, aucune passion, aucun cri, et dans ce que j'appellerais cette nudité de moyens oratoires, le pathétique le plus émouvant. Jamais, il semble, catastrophe ne fut plus subite, ni plus complète. C'est la chute d'un trône disparaissant avant que les dévouements qui l'entouraient aient eu un instant pour le soutenir dans son écroulement soudain. Ce sont les hontes de l'invasion, les souffrances du siège, les humiliations de la défaite; puis les violences de la Commune, et tout d'un coup la prison, avec son odieux cortège d'insultes, de traitements indignes, d'isolement, d'angoisses rendues plus cruelles encore par des lueurs d'espoir qui ne devaient jamais amener le jour de la délivrance, et enfin la mort accompagnée des plus viles injures. Mgr Foulon a raconté tout cela. Que d'enseignements dans ce récit ! quelles leçons ! quel spectacle ! et comme il fait valoir l'héroïsme de la victime ! Rien ne put la faire faiblir. Rien ne put arracher à Mgr Darboy une parole, un geste qui ne fut point conforme à sa dignité. Rien ne trahit en lui la ruine complète des espérances humaines, ni l'amer désenchantement qui, au lendemain de leur catastrophe, saisit les puissants de la veille. Il a dominé de très haut les désillusions de la vie, si dures pourtant, et qui des splen-

deurs des Tuileries, l'avaient amené dans les cachots de la Commune. Il les regarda en face et ne s'en émut pas. Pendant les mornes et froides heures de sa captivité, le corps épuisé par la maladie, quand il remontait, par la pensée, le cours de cette destinée, qui, pour parler comme Bossuet, avait connu les extrémités humaines, le souvenir du passé passait sur son âme sans altérer son énergie. Il travaillait, il priait pour la France et son diocèse. Ni plaintes, ni récriminations, ni regrets, ni exclamations de douleur, ni protestations indignées ne se rencontrèrent sur ses lèvres. Dans la misérable cellule de malfaiteur où on l'avait jeté, il étudiait avec autant de tranquillité d'esprit que dans son cabinet de travail de l'archevêché. Dans le préau de La Roquette, ceux qui abordaient le prisonnier n'ayant qu'un souffle de vie, s'adossant péniblement au mur de la prison pour maintenir debout son corps exténué, retrouvaient en lui et dans son langage la bonne grâce, la modération, la vivacité d'intelligence qu'ils avaient si souvent admirées, lorsque Mgr Darboy leur faisait les honneurs de ses salons. Dans ces rares conversations, la seule joie que leur ait laissée la Commune, à la veille même de leur mort, l'archevêque leur faisait envisager celle-ci, non pas comme une épreuve, mais comme un martyr. Cependant, la fusillade qui éclatait autour d'eux, le tumulte et le fracas de la mitraille, grandissant et se rapprochant de plus en plus, semblaient leur indiquer que l'heure allait venir où les portes du cachot s'ouvriraient devant eux. Elles s'ouvrirent, en effet, non pour la délivrance, mais pour la mort. Il faut ici laisser la parole à Mgr Foulon :

« La journée, qui avait été nébuleuse, était encore obscurcie par la fumée des incendies de Paris. Le soir venu, le ciel prit une teinte lugubre : des lueurs d'un aspect effrayant se projetèrent jusque sur les murs intérieurs de la Roquette qui regardent la ville, c'est-à-dire vis-à-vis l'endroit même où devait avoir lieu l'exécution. L'agitation et

le tumulte , causés par les derniers incidents d'une lutte désespérée, les vociférations et les blasphèmes retentissant dans les corridors et les préaux de la prison ajoutaient encore à l'horreur de l'heure tristement solennelle où l'on procéda à l'appel des otages.

« Le chef de peloton d'exécution, Vérig, envahit avec un détachement de fédérés le corridor de la quatrième division encore à peu près dans les ténèbres... A l'extrémité du corridor on fit halte. Le brigadier Romain étant remonté, l'appel commença enfin : « Attention ! citoyens ! » cria l'un des fédérés, « répondez à l'appel de vos noms. » Les six victimes étaient marquées d'une croix à l'encre rouge sur une feuille de papier qui contenait une vingtaine de noms. Le premier inscrit était l'Archevêque de Paris. Un gardien ouvrit la cellule n° 22. « Êtes-vous le citoyen Darboy ? » — « Non, » répondit le détenu ; c'était M. l'abbé Guérin, cet héroïque prêtre des Missions Étrangères qui insistait le lendemain auprès de M. Chevriaux, proviseur du lycée de Vanves et son compagnon de captivité, pour prendre sa place au cas où le nom de M. Chevriaux figurerait sur une nouvelle liste de victimes. On passa à la cellule suivante : « Citoyen Darboy ! » cria-t-on. — « Présent ! » répondit l'Archevêque d'une voix assurée. On ouvrit sa cellule. Le prélat sortit et se trouva en face de ses assassins.

« L'appel fut continué cinq fois de la même manière. M. Deguerry, assoupi ou absorbé, n'avait pas entendu son nom : « Mais, mon pauvre ami, c'est vous qu'on appelle, » lui dit Mgr Surat, son voisin. Alors l'énergique vieillard vint prendre son poste de combat. M. Bonjean voulait rentrer un instant dans sa cellule pour y prendre un pardessus : « Pour ce que l'on vous veut, » lui dit-on, « vous êtes bien comme cela. » Un autre otage ne sortait pas assez vite : « Faut-il que j'aille vous chercher ? » cria le brigadier Romain.

« Enfin quand les six victimes furent réunies, Romain se

tournant vers François lui dit : « Le compte y est, » puis, il conduisit lui-même les prisonniers par l'escalier de secours, dans un petit espace libre qui se trouve sous les fenêtres de l'infirmerie, au sud de la prison. Mais au bas de l'escalier, on trouva fermée la grille des morts, laquelle donne accès sur le chemin de ronde. On s'arrêta là, un instant, pendant qu'un gardien essayait d'ouvrir. Vérig, impatienté du retard, ébranlait violemment la grille et criait en blasphémant : « On le fait donc exprès ! on le fait donc toujours exprès ! » « Lui et ses hommes ne prirent pas la peine d'attendre qu'on vint répondre aux coups violents et répétés de la sonnette d'avis, et, dans leur impatience, ils firent sauter la serrure. Alors les otages descendirent les quelques marches qui conduisaient dans la cour. L'abbé Allard, aumônier des ambulances de la Société internationale de Genève, marchait en tête, levant les yeux et les mains au ciel et chantant à demi-voix les prières des agonisants auxquelles il mêlait des oraisons jaculatoires dites avec un grand accent de foi. Il était précédé du brigadier Romain qui guidait le cortège, les mains enfoncées dans ses poches, et de l'air insouciant d'un homme qui accomplirait une besogne ordinaire. Monseigneur Darboy et M. Bonjean suivaient M. Allard ; puis venaient M. Deguerry et les RR. PP. Clerc et Ducoudray. Les Fédérés entouraient le groupe et marchaient sans ordre à côté et par derrière ; ça et là cheminaient des gardiens portant des falots.

« L'appel des victimes et le tumulte qui suivit avaient attiré l'attention des prisonniers enfermés dans la quatrième division ; persuadés que tout était fini pour les six otages dont ils avaient entendu les noms, et que ce serait bientôt le tour des autres, ils suivaient avec anxiété les péripéties de l'exécution. L'œil appliqué aux barreaux de fenêtre, ils essayaient, malgré l'obscurité naissante, de démêler les détails de l'horrible scène qui allait s'accom-

plir si près d'eux. Ils furent aperçus par un des assassins. Celui-ci pour leur montrer ce qu'on allait faire, et ce qu'on projetait de recommencer le lendemain fit le geste de coucher en joue l'Archevêque qui marchait devant lui et accompagna d'un grossier ricanement cette sinistre pantomime.

« M. Bayle, promoteur du diocèse, dont la cellule, située dans le même couloir que celle de Monseigneur, mais de l'autre côté, donnait sur la cour intérieure de la prison, avait suivi, de son guichet entr'ouvert, les incidents de l'appel des victimes. Pour essayer de faire comprendre aux autres prisonniers qu'il apercevait de sa fenêtre ce qui allait se passer, il figura plusieurs grands signes de croix, imitant la bénédiction épiscopale, et répéta ce geste aussi longtemps qu'il le crut nécessaire pour être compris. Tous alors se mirent en prières. Cependant, le funèbre cortège défilait dans la cour de l'infirmerie. Ce lieu avait été primitivement désigné pour l'exécution. On changea d'avis sur le terrain, parce qu'on remarqua qu'on y était trop en vue. Alors, longeant le mur de l'infirmerie, on redescendit jusqu'à la grille du second chemin de ronde, et l'on remonta ce chemin parallèlement à la direction qui avait été suivie de l'autre côté. Pendant ce temps, les fédérés ne cessaient d'accabler d'injures leurs victimes. Leur bataillon se composait en grande partie d'adolescents de quinze à dix-huit ans, ramassés dans la lie des faubourgs ; ces cyniques vauriens, si nombreux dans les grandes villes, surtout à Paris, et chez lesquels une corruption précoce étouffe de bonne heure le sens moral, étaient bien les aides qu'il fallait à la Commune pour sa sanglante besogne.

« A mort ! à mort ! assassins ! canailles ! espions de Versailles ! » hurlaient ces misérables ; et ils ajoutaient d'horribles blasphèmes. Il fallait que ce fut bien atroce, puisque celui qui remplissait le rôle de capitaine se crut

obligé d'intervenir : « Vous êtes ici pour faire justice , » leur disait-il, « et non pour insulter les prisonniers. Taisez-vous ! demain ce sera peut-être votre tour. » Un autre, qui était revêtu d'une blouse bleue, ajouta d'une voix enrouée, qu'il s'efforçait de rendre solennelle : « Les hommes qui vont à la mort ne doivent pas être insultés, il n'y a que des lâches qui insultent le malheur. » D'autres maximes de commisération , qu'on aurait pu croire empruntées à un répertoire de mélodrames, à voir l'emphase de la formule et l'air théâtral dont on les débitait , montraient au moins que tout sentiment d'humanité n'était pas complètement éteint dans cette foule ; à ce moment, nous a-t-on dit, s'il se fut trouvé deux ou trois hommes seulement pour appuyer ceux qui prononçaient ces paroles , Mgr Darboy et les autres victimes auraient été sauvées. Mais pas une protestation ne s'éleva.

« De quel parti es-tu ? » demanda alors un fédéré à l'Archevêque. — « Je suis du parti de la liberté , » répondit-il. — « Tu n'as rien fait pour la Commune ? » — « J'ai consenti à écrire pour vous une lettre à Versailles. »

« Puis Monseigneur ajouta d'autres paroles qui ont été diversement rapportées, disant qu'il était résigné à mourir et qu'il pardonnait à ses meurtriers. Au moment où il franchissait la grille qui donne accès sur le chemin de ronde, il aurait répondu à un de ses assassins, qui hurlait à ses oreilles le mot de liberté : « Ne profanez pas le nom de liberté ; c'est à nous qu'il appartient , car nous mourons pour la liberté et pour la foi. » — « Assez de sermons comme cela ! » lui cria-t-on : « Ce n'est pas l'heure de prêcher, » dit un autre. A ce moment, un des hommes du peloton d'exécution , trouvant sans doute que Monseigneur ne marchait pas assez vite, le poussa dans les reins d'un coup de crosse de fusil , si bien que le vénérable prélat perdit l'équilibre et fut sur le point de tomber. Ce fut M. Bonjean qui le soutint : « Acceptez mon bras , Mon-

seigneur, » lui dit-il, « nous nous soutiendrons, ou bien, nous tomberons ensemble. » L'Archevêque prit alors le bras du magistrat ; mais il ne se retourna même pas pour voir d'où le coup était venu.

« Il se trouva pourtant dans le cortège un homme, un seul homme, qui eut le courage de protester, au moins par son attitude, contre ces odieuses brutalités. Au moment où l'on franchissait la première grille de la cour de l'infirmerie, Mgr l'Archevêque se tourna vers ses compagnons de martyre et, levant la main droite, prononça sur eux la formule de l'absolution : « En voilà assez avec vos prières, allons, marchons ! » avait crié une voix rude, qui paraissait être celle du chef de la bande. Mais l'un des gardiens, le surveillant Jannard, touché de cette scène, tendit furtivement la main aux ôtages ; ceux-ci la lui pressèrent affectueusement. Le pauvre homme éprouva une telle émotion qu'il fut obligé de s'asseoir, sentant ses jambes se dérober sous lui : il laissa défiler les derniers hommes du peloton, puis il s'enfuit en sanglotant.

« On était enfin arrivé au lieu désigné pour l'exécution, à l'extrémité du second chemin de ronde, c'est-à-dire à l'angle du mur extérieur qui borde la rue de la Folie-Regnault et la rue Vacquerie ; c'est là que le cortège s'arrêta ; les six prisonniers s'agenouillèrent pour faire une courte prière, puis ils se relevèrent à la voix d'un gardien qui, un falot à la main, faisait un dernier appel : « Par ici ; par ici, » leur cria-t-il. Ils se rangèrent debout sur un seul rang, dans l'ordre qu'on leur indiqua, et à une distance d'environ 3 mètres du mur. Il se passa environ six minutes avant qu'on n'entendît la fusillade, quoique à partir de la seconde grille, il ne fallut que quelques secondes pour arriver au lieu de l'exécution. Ce temps fut employé à former en bataille les assassins, car on remarqua un certain ordre dans les traces laissées par les balles sur les murs de la prison. On entendit bientôt un seul feu de pe-

loton prolongé, irrégulier, avec de courts intervalles; puis quelques coups isolés retentirent un peu avant que huit heures ne sonnassent à l'horloge de la prison. Tout était consommé ! »

Ainsi parle Mgr Foulon. Il était bon qu'il rappelât ce drame sanglant et ses sombres épisodes à un siècle trop facilement oublieux de sa propre histoire. Parmi ceux dont les odieuses provocations suggérèrent à la Commune l'assassinat de l'Archevêque, il en est dont la popularité, un moment éclipsée, est peu à peu sortie de ces ombres. Tout un public se suspend de nouveau à leurs lèvres. Leurs traits d'esprit font le tour de la presse, et çà et là ils sont encore accueillis par les ovations d'une foule égarée et inconsciente.

Le livre de Mgr Foulon est une protestation contre de pareilles mœurs. La politique peut prodiguer les amnisties ; mais il appartient à l'histoire de sauvegarder les droits de la conscience et de la morale, en rendant à chacun sa part de responsabilité dans les attentats qui déshonorent une révolution, et la flétrissure qu'inflige son arrêt, aucune amnistie ne pourra l'effacer.

Nous en avons dit assez pour qu'on apprécie à sa juste valeur le livre de Mgr Foulon. Parmi tant de biographies écloses dans un temps fécond plus qu'aucun autre en œuvres de ce genre, celle-ci tiendra une des premières places, autant par les mérites singuliers du personnage dont elle fixe la physionomie, que par les qualités de l'historien. Nous avons déjà signalé la concision, la sobriété d'un style qui ne se distingue pas de la pensée, tellement il fait un avec elle. Nous dirions qu'en fait de style historique, c'est là l'habileté suprême, si nous ne parlions d'un livre dû à l'âme de l'écrivain, plutôt encore qu'à son talent. Mais nous préférons nous arrêter sur la conclusion morale qui ressort de cette étude. Elle a été formulée par Mgr Darboy lui-même, en termes rappelés par son histo-

rien, et qui forment comme l'épilogue de son récit. Méditons ces lignes qui honorent à jamais la langue française et la pensée qui les inspira. Elles nous donneront le secret de la vie et de la mort de Mgr Darboy, en même temps qu'elles resteront pour nous le plus haut et le plus fécond des enseignements.

« Nous songerons pour nous-mêmes à ce pays mystérieux où les martyrs nous ont précédés et où nous irons les rejoindre, car il ne faut pas nous attacher à ce monde terrestre, comme si tout y finissait, mais plutôt élever notre esprit et notre cœur vers le ciel où règne le bonheur inaltérable. Sachons donc découvrir dans les choses créées tout ce travail de dépérissement qui s'y fait et par où nous sommes avertis de n'y point asseoir de vaines espérances. Pressés par des ruines sans cesse croulantes et par toutes ces images de néant, *restons à notre poste et faisons notre devoir*, comme des soldats, sous l'œil de Dieu, notre chef suprême, et, quand la mort viendra, nous serons prêts à la recevoir, voyant en elle le sommeil qui finit et le rêve qui s'en va, le jour qui se lève et la vie qui commence avec la vraie félicité ! »

C. FERRY,
Docteur ès-lettres.

CHRONIQUE RÉGIONALE

Centenaire de 1789. — L'assemblée de Montpellier.

Montpellier, Mars 1889.

L'assemblée commémorative de la réunion des trois ordres des sénéchaussées du Languedoc, tenue à Montpellier les 17, 18 et 19 mars, — un titre aussi long a du moins le mérite d'être précis, — vient d'inaugurer une campagne qui, bien dirigée, peut valoir à la cause conservatrice de grands succès. L'important serait, dès cette heure, d'assigner à ce mouvement de congrès provinciaux une direction centrale, active, prudente, respectueuse de toutes les initiatives privées, mais assez intelligente et assez forte pour savoir et pour pouvoir introduire l'ordre et le bon sens dans des délibérations où trop de zèles seraient peut-être tentés de se faire fête. Que l'on ne prenne pas ce souhait général pour une critique adressée à la réunion de Montpellier. Ni l'ordre, ni même le bon sens n'ont cessé d'y régner. Grâce en soient rendues aux membres de la commission comme aux orateurs sans doute, mais surtout à ce prélat éclairé, à cette juste et fine raison si chrétiennement libérale que l'on nomme Mgr d'Hulst.

A l'heure tardive où j'écris, à peine de retour de « ces solennelles assises, » encore sous le choc de tant d'éloquences, je ne saurais avoir que la prétention d'indiquer le caractère général des vœux émis et des discours prononcés.

On aurait, à coup sûr, fort étonné certaines gens, si on

leur avait dit qu'ils se trouvaient dans une assemblée réactionnaire. Il semble qu'une préoccupation louable des intérêts de l'ouvrier, une tendance trop exclusive à faire intervenir dans tous les rapports sociaux l'État, protecteur des faibles et des déshérités, aient entraîné certains de nos amis à formuler des propositions tant soit peu *avancées* ; — du moins leur a-t-il fallu un courage plus qu'ordinaire pour affronter, sur ce terrain, certaines alliances.

En dehors des questions sociales proprement dites, tous les grands problèmes de l'ordre religieux et politique ont été rapportés, étudiés et résolus en trois jours ! Quels trésors de recherches accumulées, de sûres et lointaines préparations doivent supposer de pareils résultats !

De nombreux orateurs, quelques uns jeunes débutants, d'autres en possession d'une pleine expérience, d'un talent et d'une renommée épanouis, ont fait entendre leur voix généreuse ou autorisée. Nîmes constatera avec orgueil la place occupée par ses représentants au sein de cette phalange. Si je n'écrivais à cette place, j'essayerais de faire entendre à mes lecteurs l'écho de cette parole spirituelle, mordante et toujours élevée, qui faisait jadis l'ornement de notre parquet général. Je voudrais fixer sur le papier les chaleureuses imprécations de cet autre ancien magistrat que le barreau de Nîmes s'enorgueillit d'avoir enlevé au barreau de Valence. Mais mes deux maîtres, mes deux collaborateurs ne souffriraient sans doute pas l'expression de l'éloge, même le plus mérité, dans cette *Revue* où ils sont chez eux. Il est un autre orateur qu'il ne m'appartient pas de louer ; — et je n'aurais point mentionné ici les applaudissements qui saluaient avant hier le toast de M. Numa Baragnon, si je ne reportais sur notre chère ville de Nîmes tout l'honneur dont l'hospitalière cité de Montpellier a comblé ses délégués.

Je salue, en même temps que ces amis nîmois, tous

ces autres amis venus des points les plus opposés du vieux Languedoc : M. de la Batié député de la Haute-Loire, esprit si judicieux et si ferme, M. Buisson dont c'est le moindre mérite que de rester dans un âge avancé le merveilleux caricaturiste du *Musée des Souverains*, et, parmi les organisateurs de la réunion, M. le commandant Vernhette, M. Pégat, M. le baron de Serres ; ceux que j'oublie voudront bien m'excuser. Les dévouements et les talents partout si clair-semés étaient foule à Montpellier.

L'œuvre de ma gratitude serait accomplie si Mgr de Cabrières daignait m'accorder la permission d'inscrire ici son nom, de me faire auprès de lui l'interprète de cette jeunesse que sa parole entraîne, que son charme séduit et que retient son inépuisable bonté. Historien érudit dans son mémoire sur les États du Languedoc, prédicateur émouvant au couronnement de Notre-Dame des Tables, Mgr de Cabrières a donné à cette assemblée commémorative de 1789 son dernier et son plus beau lustre.

Louis BARAGNON.

Nîmes, Mars 1889.

Nous le tenons enfin notre compliment, et si flatteur pour nous, et si joliment tonné et en même temps si solennel ! Car, il n'y a pas à s'en dédire, sous la coupole même de l'Institut, en face des immortels, que dis-je ? par la voix de l'un d'entre eux, justice a été rendue aux chroniqueurs et à leurs chroniques. Ce qui prouve que tôt ou tard la vertu est toujours récompensée. Donc on a fait en pleine Académie Française l'éloge de la chronique. On lui a reconnu de l'esprit. On l'a proclamée une des grâces de la littérature française, et qui ne sait que la grâce est plus belle encore que la beauté ? La voilà bien vengée,

cette pauvre et innocente chronique des dédains de maint esprit supérieur mais chagrin.

Il est vrai que cela nous impose des devoirs. Je suis à me demander comment je donnerai à ma pensée ce tour gracieux, qui doit être un des charmes de notre littérature. Ainsi j'ai consulté, comme tout chroniqueur qui se respecte, la statistique communale du mois dernier. Dois-je écrire pour faire connaître le résultat de mes recherches : « A Nîmes, pendant ces dernières semaines, les mariages ont été très nombreux ? »

Ce serait vulgaire, banal et pas du tout gracieux. Faudra-t-il s'exprimer en périphrases poétiques, dans ce genre, par exemple : « Durant cette hivernale saison l'oranger, préludant aux bourgeons d'avril, a fleuri étonnamment sur notre sol, en dépit de la bise et des ondées. Chaque jour a vu son odorante moisson. Notre vieil Hôtel de ville en était embaumé depuis les premiers feux du soleil jusqu'aux pâles lueurs du crépuscule. » C'est mieux assurément. Mais il est des lecteurs qui trouveraient le renseignement ainsi formulé d'un goût douteux, et d'une clarté médiocre. Et puis, enfin, tout sujet n'est pas propre à ce développement poétique.

Cependant, à propos de notre mardi-gras, je pourrais citer au moins le fameux vers :

C'était pendant l'horreur d'une profonde nuit.

Notre carnaval n'a vécu, en effet, que pendant quelques heures, à la lueur tremblotante des becs de gaz. Des pierrots tout enfarinés, on en comptait bien une vingtaine, ont défilé le long de nos boulevards, aux applaudissements des badauds, que ne décourageaient ni le vent piquant qui soufflait du nord, ni l'heure avancée de la nuit. Et puis, plus rien. Le carnaval est mort sans avoir vu le jour. Nous en avons mince regret, ces sortes de bouffonneries n'ayant

que très peu de rapports avec la morale et l'honnêteté publique.

Ily a bien eu aussi un petit carnaval politique. N'est-ce pas chose amusante que cette élection d'un conseiller d'arrondissement dans notre premier canton ? Au premier acte ni candidat, ni électeurs. Ce n'est que vers quatre heures du soir qu'on arrive à former un bureau et le résultat des votes est absolument illusoire. Au second acte, l'urne devient une boîte à surprises, et, tout d'un coup, on en voit sortir le brav'général. C'est le héros de quatre cents électeurs. Six mille se sont abstenus. O suffrage universel ! voilà de tes coups !

Si la surface électorale n'a pas même été agitée dans notre ville, nous n'en dirons pas autant de nos rues, de nos places et de nos jardins violemment secoués pendant trois jours par le mistral. Heureux ceux qui pouvaient rester tranquilles, auprès de leurs foyers, et n'avaient pas à affronter la tempête ! Elle s'en est donnée à cœur joie. Elle soulevait, avec une désinvolture sans pareille, les cheminées sur les toits, et les passants dans les rues. Pour finir elle a déraciné en un instant un de nos beaux peupliers du square de la Couronne, et nous a laissé comme adieu un des froids les plus vifs que nous ayions eus à subir cette année.

Un temps pareil, qui l'eût cru ? est une aubaine pour les voleurs. On s'en est cruellement aperçu à Bellegarde. La nuit même où le vent faisait rage, des malfaiteurs se sont introduits dans l'église, et l'ont complètement dépouillée. Ce n'était que la continuation de la tournée entreprise, il y a quelque temps, par ces messieurs. Déjà, Bernis, Uchaud, Vergèze, Roquemaure avaient reçu leur visite. Le jeu paraît leur plaire. Hier encore ils ont recommencé, à Jonquières et à Saint-Vincent, et aujourd'hui, toujours avec le même succès, à Remoulins et à Saint-Bonnet. Quant à dame justice, ils n'ont pas l'air de s'en

préoccuper le moins du monde. Évidemment nous sommes en progrès.

Cette recrudescence et cette audace dans le vol, ces profanations multipliées qui consternent, l'une après l'autre, nos populations catholiques, sont un signe du temps. Faudrait-il en conclure que nous remontons vers les mœurs chères au paganisme ? Celles-ci nous les connaissons de mieux en mieux chaque jour grâce aux travaux de l'érudition et ce n'est pas à leur honneur ! Quelle dépravation sous ce luxe, et quelle misère morale sous cette apparence de civilisation ! Une simple visite aux fameuses ruines de Pompeï suffit pour s'en convaincre. Peut-être même que nos descendants pourront s'épargner les frais du voyage : car nous avons sous nos pieds, et à quelques mètres de profondeur, toute une ville gallo-romaine qui dort, non sous la lave, mais sous la terre de nos modestes mazets.

Monsieur le colonel Pothier en a récemment exploré un quartier, encore inédit, découvert par ses fouilles intelligentes, sur le coteau qui domine notre Fontaine. Il en a fait le sujet d'une lecture à l'Académie de Nîmes. C'était plaisir que de le suivre dans ces ruines. Le plan de ces anciennes demeures, leurs divisions, la destination de chaque pièce, les ornements dont elles étaient revêtues ; il a tout restauré, tout reconstruit avec une sûreté de méthode qui n'avait d'égale que la clarté de l'expression.

Nous lui en savons d'autant plus de gré que ces débris à peine exhumés ont été ensevelis de nouveau sous la terre qui les recouvrait, et que son récit seul les sauvera de l'oubli. Sans crainte de paraître mauvais prophète, on peut prédire au volume des *Mémoires de l'Académie* qui contiendra l'étude de M. le colonel Pothier, un très joli succès.

Le passé a ses ruines ; le présent a ses deuils. Le clergé

de notre diocèse, si cruellement frappé depuis quelques mois, vient de faire une nouvelle perte. M. l'abbé d'Éverlange, curé doyen de Saint-Gilles, lui a été enlevé après une rapide maladie. La vie de M. l'abbé d'Éverlange a été un modèle de vertu sacerdotale. Dévoué jusqu'au scrupule à son ministère pastoral, M. le doyen de Saint-Gilles était également un orateur très apprécié et un écrivain de mérite. Il a écrit *l'Histoire de saint Gilles et de son abbaye*, très connue de tous les pèlerins qui affluent au tombeau du saint, et très estimée par tous ceux qui s'occupent d'hagiographie. Nous signalerons aussi la mort de Mme Bligny-Bondurand, veuve de M. Bligny-Bondurand, ancien intendant militaire qui a laissé dans notre ville une haute réputation de probité, d'intelligence et de savoir. Cette réputation, avons-nous besoin de le dire, est dignement soutenue par son fils, M. Bligny-Bondurand, archiviste du Gard. Que celui-ci nous permette de lui offrir, en cette douloureuse circonstance, nos sincères témoignages de sympathie.

La mort ne frappe pas toujours isolément. Elle appelle quelquefois les catastrophes à son aide, pour augmenter le nombre de ses victimes. On a pu lire dans les journaux le triste récit de l'explosion du feu grisou, dans les mines de Chamborigaud. Quatorze ouvriers ont été tués sur le coup; plusieurs autres ont été dangereusement blessés. L'imprudence, dit-on, est cause de la catastrophe. M. Babilo, directeur des mines, M. l'ingénieur en chef, Gudin de Pavillon, ont fait preuve, en ce déplorable accident, du dévouement le plus complet. Mais quel désastre! et combien de familles privées en un instant de leur soutien le plus nécessaire! La charité publique s'est émue. Des dons généreux ont été faits. Quels qu'ils soient, peuvent-ils soulager tant d'infortunes et consoler de si amères douleurs?

La religion seule est capable de cette œuvre. En ce

T. V, 3^{me} liv., Mars 1889.

18

moment de stations quadragésimales, elle se fait entendre du haut de la chaire sacrée. Elle encourage les fidèles, elle presse les indifférents. Elle commente les grandes leçons de la Providence, elle explique la morale évangélique, démontre les vérités indispensables au bonheur des sociétés comme à celui des individus. Devant ce langage si grave, et qui domine de si haut toutes nos misères, nous n'avons qu'un devoir : celui de nous taire, en vous invitant à aller l'entendre. C'est ce que nous faisons, cher lecteur, non sans vous dire : A bientôt.

FIDELIS.

Marseille , Mars 1889.

.. Je vous écris, au sortir de la touchante cérémonie de la Palud. Le Révérendissime Père Abbé, entouré de ses moines, officiait pontificalement, sur la gracieuse invitation de Mgr l'Évêque de Marseille, qui assistait à la messe, avec ses grands vicaires. Au milieu de la belle église, un catafalque, surmonté des insignes cardinalices et pontificaux, représentait la pompe funèbre de son Éminence le cardinal Pitra, sous-doyen du Sacré-Collège et Bénédictin de la Congrégation de France.

Cette cérémonie, dont l'initiative fait si grand honneur à notre Évêque, a fourni à notre organe diocésain, l'occasion d'un article justement louangeur à la gloire de l'Éminent Dom Pitra. Quelques-uns, parmi les meilleurs amis de notre abbaye Bénédictine, auraient voulu qu'en donnant un extrait du singulier article qu'une revue, peu tendre aux œuvres du clergé, a consacré au cardinal Pitra, la feuille diocésaine fit de justes réserves à l'endroit des insinuations blessantes à la mémoire de dom Guéranger et même de dom Pitra, que s'est permises le publiciste parisien, malheureusement coutumier du fait.

De nombreux particuliers se sont faits les revendicateurs de la justice et des convenances violées par cet article, qui a blessé les plus délicates susceptibilités de ceux qui se refusent à voir, comme M. Duchesne, en dom Pitra, « un romantique inconscient. »

*. Notre Carême sera prêché, presque partout, par le clergé séculier ou régulier local. On remarque que MM. les Curés de Marseille visent de plus en plus à faire monter dans leurs chaires les ecclésiastiques, vicaires ou aumôniers de la ville, qui se font remarquer par leurs dispositions pour l'éloquence sacrée. Il y a là un encouragement fort apprécié par nos jeunes prêtres et une puissante excitation au travail dans notre clergé séculier. On ne peut que complimenter Mgr Robert d'avoir favorisé ce mouvement.

*. En même temps qu'un jeune curé de banlieue gravissait notre Carmel marseillais et devenait, à la paroisse des Grands-Carmes, le successeur des Franc et des Beuf, on voyait arriver, à Saint-Philippe, dans notre Chaussée-d'Antin, comme l'a dit spirituellement une feuille du crû, le Curé que « le cœur de Mgr l'Évêque », selon l'expression même de l'Archidiacre installateur, envoyait à la riche et aristocratique paroisse de Saint-Philippe. Le discours de M. l'abbé Geoffroy a été tout le temps une fusée d'éloquence pittoresque. Le zélé et ardent curé a promis à ses paroissiens d'être « un rempart » pour eux, en cas d'épidémie et leur a ouvert son grand cœur, avec des accents émus qui ont retenti dans toute la ville. C'est une installation qui fera époque dans les fastes diocésaines.

*. Notre carnaval bat son plein. Pendant que les églises regorgent de fidèles adorateurs, nos œuvres et nos maisons d'éducation ont ouvert leurs grandes salles à d'honnêtes distractions, qui ont eu beaucoup de succès.

Signalons, à l'École Belsunce, une désopilante interprétation de Labiche et à l'École Saint-Ignace une séance dramatique du plus haut intérêt. Mais, c'est au cercle de Saint-Défundent, en plein Belleville marseillais, que se jouait l'œuvre capitale. Dans une série de tableaux merveilleusement brossés par de vrais artistes, avec une admirable couleur locale, M. Fabre, le jeune et intelligent professeur de notre Faculté libre de Droit, a déroulé, dans une suite de scènes émouvantes, les péripéties du *Martyre de Saint-Défundent et ses compagnons thébéens*, martyrisés à Marseille. L'apothéose finale a été couverte d'applaudissements qui ne savaient plus finir. Cette belle œuvre en vers mériterait les honneurs de l'impression. D'autres villes et d'autres milieux voudraient la faire figurer dans leurs meilleurs programmes.

* M. le docteur Barthélemy vient de mettre au jour sa savante *Histoire d'Aubagne*, en deux forts volumes in-8°. Il y a là un bon exemple de patriotisme local, qui devrait avoir beaucoup d'imitateurs.

* Pour bien finir, disons que l'ouvrage de M. l'abbé Gamber sur les *Poètes de la foi* vient de paraître, qu'il y est parlé fort dignement de Jean Reboul et qu'un dépôt de l'ouvrage se trouve à la librairie de la *Revue du Midi*.

E. A. C.

Le Propriétaire-Gérant,
GERVAIS-BEDOT.



L'ÉVÊQUE DE NIMES



La nomination de l'Évêque de Nîmes impose, à la *Revue du Midi*, un devoir qu'elle se hâte de remplir. L'épiscopat est un honneur et une charge. L'honneur ici est allé à celui qui en était digne. La charge incombe à qui saura la porter vaillamment. Nous ne pouvons donc que nous réjouir pour l'Église, pour le Diocèse et pour nous. Le choix de l'État s'est porté sur le Professeur qui nous a instruits, sur l'Écrivain qui nous a édifiés et charmés, sur l'Administrateur qui a su unir dans une juste mesure l'autorité qui se fait respecter et la charité qui se fait aimer.

Que nous reste-t-il, pour parler comme Mgr Besson, dont les pressentiments avaient peut-être entrevu ce jour, sinon de répéter avec le clergé et le peuple du diocèse, le vœu qui est sur toutes les lèvres : *Ad multos et felices annos !* Ainsi fait de grand cœur notre modeste Revue, en offrant à Mgr Gilly l'expression de ses hommages respectueux et de ses plus sincères félicitations.



LES PRÊTRES DU CANTON DE LASALLE

ET LA CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ (1)

L'histoire de la Constitution civile du clergé est une page bien glorieuse, dans les annales de l'Église de France.

On sait que, par son vote du 2 novembre 1789, l'Assemblée nationale avait mis « tous les biens ecclésiastiques à la disposition de la nation, à la charge de pourvoir d'une manière convenable aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement des pauvres. » Le clergé se trouvait, par le fait, dépouillé de ce vaste patrimoine que « lui avaient formé l'amour et le libre don de quarante générations. » Mais dans sa pauvreté, il gardait toute sa force morale. « Si on ôte aux évêques leur croix d'or, a dit M. de Montlosier, ils prendront une croix de bois, et c'est une croix de bois qui a sauvé le monde. »

Les meneurs révolutionnaires le savaient bien. Aussi persuadés que rien n'était fait, tant que l'Église de France demeurait catholique et romaine, ils inventèrent la Constitution civile, pour la séparer de Rome et la *décatholiciser*. Le mot était de Mirabeau.

Mon intention n'est pas de raconter la conduite du clergé français, en cette mémorable circonstance. Je dirai seulement que des cent trente-cinq évêques de France, quatre, pas davantage, s'enrolèrent sous les étendards du schisme; les autres, cent trente-un, restèrent fidèles à leurs devoirs. Quant aux curés et vicaires des provinces, la grande majo-

(1) Extrait d'une Histoire encore inédite, de Lasalle, par l'abbé G. Fesquet curé de N.-D.-de-Soudorgues.

rité, au moins cinquante mille sur soixante, refusèrent tout serment ; beaucoup ne jurèrent qu'avec des restrictions en ce qui serait contraire à la religion catholique ; un petit nombre seulement jura sans réserve.

Qu'on se rappelle dans quelles déplorables conditions se recrutait alors le clergé. En général, ce n'était pas la vocation qui décidait du sort des enfants, mais plutôt le rang de naissance. Étiez-vous l'aîné de la famille, vous embrassiez le métier des armes ; arriviez-vous le second, on vous précipitait dans le Sacerdoce. A quelles défaillances ne fallait-il pas s'attendre de la part de tels prêtres ? Qu'on ajoute à cela, le bien être dont jouissaient le plus grand nombre des prieurs, et auquel il fallait renoncer si on ne faisait pas bon accueil à la Constitution civile ; et on sera moins surpris de l'apostasie de quelques uns, que de la fidélité du grand nombre.

Mais j'ai hâte de m'enfermer dans mon cadre ; il comprend seulement le canton de Lasalle.

Le territoire qui forme aujourd'hui ce canton, se divisait, au dernier siècle, en neuf paroisses : Lasalle, Monoblet, Notre-Dame-de-Soudorgues, Colognac, Sainte-Croix-de-Caderle, Thoiras, Saint-Bonnet, Vabres et Saint-Félix-de-Pallières. Douze prêtres les desservaient sous les noms de prieurs, vicaires perpétuels, ou secondaires. Le plus important était celui de Lasalle qui avait le titre d'archiprêtre. C'est par lui qu'il faut commencer cette étude.

*
**

« Un document, a écrit un auteur, en dit souvent plus qu'un gros volume. » Mon récit ne sera guère qu'une suite de documents dont j'indiquerai toujours la source.

Le 29 janvier 1791, l'appariteur de Lasalle faisait à son de trompe, dans les rues de la ville, la proclamation suivante :

De la part de MM. le Maire et les officiers municipaux :

Quoique pleins de confiance en l'honnêteté des citoyens de cette ville, le Corps municipal croit se devoir à lui-même d'exhorter fortement, tous ceux qui assisteront demain, à la cérémonie auguste de la prestation du serment civique de MM. nos Ecclésiastiques fonctionnaires publics, de se comporter avec toute la décence, le silence, le recueillement et le respect que cette cérémonie exige et commande. Le Corps municipal déclare que ce serait avec douleur mais avec sévérité qu'il réprouverait la plus légère irrévérence, quelque fut le citoyen qui osât se la permettre.

Donné dans la maison commune, le vingt-neuf janvier mil sept cent quatre-vingt-treize. (Procès-verbaux de la municipalité de Lasalle 1789 à 1793).

Le lendemain, dimanche, à l'issue de la messe, le Conseil municipal se rendait à l'église paroissiale, pour recevoir le serment du curé M. André Tuech, et de son vicaire.

Ce fut le Procureur de la commune, M. Molines, un ministre protestant (!), qui présida la cérémonie. Il débuta par un discours dont voici la teneur :

« Citoyens !

« Le serment civique que la loi exige de M. M. les Ecclésiastiques fonctionnaires, nous voici au moment de l'entendre sortir de la bouche et sans doute du cœur de vos pasteurs.

» Je m'étais fortement promis de n'être que le témoin de cette cérémonie touchante, de n'y participer que par une religieuse attention ; les fonctions que vous me voyez exercer dans cette respectable enceinte, le directoire du département du Gard, m'en a fait un devoir strict.

» Je remplirai donc mon devoir.

» Citoyens ! vous l'avez entendu le décret de nos représentants, vous l'avez entendue cette proclamation de

nos administrateurs ; ces deux pièces portent avec elles-mêmes, la lumière dans l'esprit et un assentiment tout formé dans le cœur. Je dois pourtant vous les expliquer ; je dois vous faire sentir l'accord de la Constitution civile du clergé et du serment civique qui la consacre, avec la raison la plus rigoureuse et la conscience la plus timorée. J'aurai bientôt rempli ma facile tâche.

» Je dis facile... Elle l'est doublement ; soit par ce que ce que j'ai à prouver est vrai comme la vérité, soit par ce que les cœurs des citoyens honnêtes qui m'écoutent, sont tous ouverts aux impressions de la vérité.

» Citoyens ! les changements qu'apporte dans le régime du clergé, la Constitution civile de l'Église gallicane décrétée par l'Assemblée nationale et sanctionnée par le Roi se réduisent à deux : nouvelle démarcation dans les diocèses, nomination des pasteurs par les suffrages du peuple. Fidèles qui m'écoutez, c'est à votre bon esprit que j'en appelle ; dans ce nouvel ordre de choses, en quoi la religion, en quoi la conscience est-elle intéressée ? La démarcation des diocèses et des paroisses, est un acte qui appartient à la puissance civile, puisqu'il n'en résulte que des effets purement civils.... Bons citoyens ! Le sacerdoce que vos pasteurs ont reçu, n'aurait-il à vos yeux qu'une sainteté locale ; et les fonctions qu'ils exercent en vertu de ce sacerdoce, ne seraient-elles légitimes et augustes que dans les limites territoriales où elles sont circonscrites ! Ministres du Dieu vivant ! vos fonctions quand elles sont exercées dans la sincérité d'un cœur honnête et pur, prennent en quelque sorte, le caractère de l'immensité du grand Être qui vous les confie ; et le chrétien les admet comme légitimes, les invoque comme nécessaires, et les reverre comme saintes, partout où se trouve un ignorant à instruire, un infortuné à consoler, un pécheur à convertir.

» Citoyens ! il s'ensuit de ce que nous venons de dire,

que la nouvelle démarcation des diocèses est un acte purement temporel, qui n'appartient qu'à la puissance temporelle, et que croyant aux mêmes dogmes, célébrant le même culte, conservant avec le chef de l'Église la même communion, votre foi vous reste telle que vous la reçûtes de vos pères.

» Le second changement qu'apporte, dans le régime du clergé, la Constitution civile de l'église gallicane, c'est la nomination des pasteurs par le suffrage des peuples.

» Avant d'interroger l'antiquité, interrogeons la raison bien plus respectable qu'elle. Autrefois vous teniez vos pasteurs, vos évêques, des mains de la faveur. Le troupeau qu'ils devaient instruire, édifier, ne les choisissait pas ; il les choisit aujourd'hui. Laquelle de ces deux méthodes, est la plus appropriée à la pureté de l'Évangile ? La première ne vous montrait que le choix d'un homme, la seconde vous montrera l'honorable choix du peuple. La sollicitation subjuguait un ministre faible ou timide ; aujourd'hui ce seront les vertus et l'estime qu'elles inspirent, et l'honorable réputation dont elles s'entourent, qui détermineront les suffrages d'un peuple libre ; autrefois l'orgueil seul désignait les ministres d'un Dieu, dont le berceau fut une crèche ; et les premières dignités d'un sacerdoce, qui n'est que vertu, fuyaient un homme qui n'était que vertueux ! Je m'arrête..., il est des vérités qu'il ne faut que faire entrevoir ; les développer, ce serait les affaiblir.

» Vous le voyez, citoyens, la raison consacre le décret immortel qui rend aux peuples, le droit de nommer leurs pasteurs. Ce droit qui vient de leur être conféré, n'est qu'une restitution. Dans les premiers siècles de l'Église, dans ces temps sur lesquels il est si doux à la piété de reposer sa pensée, les peuples jouissaient de ce droit et l'exerçaient. Nous pourrions appuyer cette assertion d'une infinité d'exemples. Nous n'en citerons qu'un seul. Saint

Ambroise le plus éloquent et le plus vertueux des Pères de l'Église nous le fournit.

» Il était fils d'un préfet du prétoire, une des premières dignités militaires de l'empire romain. Il fut nommé gouverneur, quand Auxence, évêque de Milan vint à mourir. Le peuple ne s'accordait pas sur le choix de celui qui devait lui succéder ; des débats tumultueux dans l'église, faisaient craindre pour la tranquillité publique. Le gouverneur Ambroise s'y transporte ; il parle aux deux partis. La persuasion découlait de ses lèvres ; le peuple subjugué par cette éloquence vertueuse, dont Ambroise lui faisait entendre les accents, déterminé comme par une espèce d'inspiration divine, réunit sur Ambroise lui-même, tous les suffrages ; et d'un magistrat ministre des volontés du chef de l'empire, il en fit un pontife des autels.

» Citoyens ! voilà quelle fut la primitive Église, qui voisine encore de son berceau, reproduisait dans sa pureté touchante, une image de celle de son divin fondateur. Eh bien ! ce privilège heureux de décorer des premières dignités de l'église, la science modeste, l'utile et sacrée bienfaisance, va vous être rendu..., vous est rendu ; et le peuple chrétien, en laissant entrevoir à la vertu, la perspective des premiers honneurs du sacerdoce, va renforcer son ardeur à les mériter, par l'espoir même de les obtenir.

» Fidèles qui m'écoutez, ma tâche est remplie. J'ai dû vous faire sentir la sagesse, la pureté de principe qui règne dans la Constitution civile du clergé, décrétée par l'Assemblée nationale, et acceptée par le Roy. Jurer d'être fidèle à cette Constitution, ainsi qu'à celle de l'empire dont elle fait partie, n'est donc autre chose que jurer d'être bon chrétien, bon citoyen, et sanctifier par ce serment auguste, des devoirs qui indépendamment de ce serment même, eussent été sacrés et obligatoires.

» En conséquence, je requiers de M. le maire, qu'il invite

au nom de la loi, MM. le curé et le vicaire ecclésiastiques, fonctionnaires publics de cette paroisse, de prêter le serment civique énoncé dans l'article XXI du titre II du décret de l'Assemblée nationale du 12 juillet 1790, sur la Constitution civile du clergé, sanctionnée par le Roy, le 24 août suivant.

• Prêtres vénérables, pardonnez la rigide austérité des dernières paroles que je viens de vous faire entendre, c'est le langage de la loi ; qu'il me soit permis en finissant, de vous faire entendre celui de mon cœur. Il ne contiendra que l'expression de l'estime que votre bonne conduite nous inspire, et que celle de l'espoir de vous voir propager au sein de la Commune, l'exemple de civisme qu'elle attend de vous » (Délibérations du Conseil municipal, 1790 à 1793).

*
* *

Cette scène, j'allais dire, cette comédie, d'un ministre protestant venant sermonner le curé dans son église, ne fut pas du goût de tout le monde. Je n'en citerai qu'un exemple. Et comme mon témoignage pourrait paraître suspect, je laisserai parler encore les archives de la Mairie.

Procès verbal du 5 février 1791.

Mademoiselle Bringuier cy devant de Cornely, ayant été inculpée de s'être comportée irrévérencieusement dans l'église, le dimanche trentième janvier, où la municipalité s'était rendue pour recevoir le serment civique de MM. les Prêtres fonctionnaires publics ; hier, 4 du courant, le Corps municipal manda la demoiselle Rose Coustié, qui déposa que la demoiselle Bringuier dans le tems que les officiers municipaux remplissaient leurs fonctions, secouait rudement les barreaux de la grille de la chapelle où elle était renfermée, avec des paroles pleines d'impatience, que même elle entendit ces mots :

ne finira-t-il jamais ce vendeur d'orviétan ? qu'elle, déposante, croit être sortis, sans pouvoir l'affirmer, de la bouche de la demoiselle Bringuier, pendant que M. Molines débitait son discours. Le conseil municipal a mandé encore la dame veuve Vernet, qui a dit que la demoiselle Bringuier tenait des propos confus, et faisait des mouvements inquiets, au point que, pendant deux fois, elle, déposante, avait été obligée de lui imposer silence ; que le propos répréhensible qu'elle, déposante, a entendu sortir de la bouche de la demoiselle Bringuier, est celui-ci : *ne finira-t-il jamais ce Molines (procureur de la Commune) ; si j'étais la mattresse, je lui ferais quitter son écharpe.*

Le Conseil municipal, sur ces dépositions, mandat la demoiselle Bringuier, pour lui faire une réprimande paternelle ; elle nous fit répondre, par le fils du valet de ville, qui fut la requérir de notre part, de venir à la maison commune : *qu'elle n'en savait pas le chemin.* Le Conseil y manda de nouveau le valet de ville ; il ne la trouva pas, et le conseil ajourna au lendemain à délibérer sur ce refus, qu'elle avait énoncé d'une manière si malhonnête. Sur les huit heures du soir, la demoiselle Bringuier fut chez M. le Maire, lequel lui représenta qu'il n'avait rien à entendre dans sa maison et qu'il ne l'entendrait qu'à la maison commune, où la demoiselle Bringuier annonça de nouveau qu'elle ne viendrait pas. Aujourd'hui, 5, le Conseil s'est rassemblé à 10 heures du matin, la demoiselle Bringuier a été mandée ; elle est venue, elle a d'abord nié tous les faits, et a fini par convenir de l'imputation de charlatanisme faite, non pas à la municipalité, mais à un des officiers municipaux, à M. Molines. Le Conseil lui a fait sentir vivement l'indécence de ces propos ; et M. le Procureur de la commune a requis qu'elle demandât pardon à la municipalité, et que cette réparation fut inscrite dans le procès-verbal ; démarche à laquelle ladite demoiselle Bringuier s'est enfin déterminée, de-

mandant pardon à la municipalité , et la priant d'oublier l'offense qu'elle s'était permise ; et promettant à l'avenir d'être plus circonspecte dans ses paroles....., puis elle s'est retirée (Procès-verbaux de la municipalité 1789-1793).

Mademoiselle Bringuier de Cornely qui traitait de charlatan, le pasteur Molines, était elle-même protestante.

*
**

Le discours de M. le Procureur de la commune obtint néanmoins son effet.

L'Archiprêtre prêta le serment exigé « purement et simplement, sans réserve ni restriction. » Le fait est encore consigné dans le morceau qui suit.

« Le 18 mars 1791, le Conseil municipal ayant appris qu'on avait coupé plusieurs gros saules, qui bordaient le fond du pré de la dominicature transplanté d'arbres fruitiers, des possessions nationales dans celles affectées au curé, il s'est transporté à la dominicature, et ayant reconnu et constaté la réalité de la dégradation susdite, le Conseil a fait prier ledit sieur curé, de se rendre auprès de lui, pour apprendre de sa bouche quel était l'auteur de ces déprédations.

Le sieur curé a fait répondre qu'il dînait, et qu'après qu'il aurait dîné, il viendrait. Le Conseil lui a fait dire de venir tout de suite, que les Officiers municipaux l'attendaient. Ledit sieur curé a fait répondre qu'il allait venir, et s'est fait attendre un quart d'heure. M. le maire s'est acheminé pour aller lui remontrer tout ce qu'il y avait d'irrégulier dans son procédé. Ledit sieur curé a paru alors ; il s'est présenté. M. le maire lui a fait observer qu'il s'était bien fait attendre. Ledit sieur curé a répondu qu'il dînait ; que c'était pour lui un jour de jeûne, et qu'il avait cru pouvoir achever son repas. Un officier municipal lui a répliqué que le Conseil pour faire son

devoir ne regardait pas aux heures de ses repas qu'il n'était aucun de ces membres qui n'eût retardé le sien ; et que, au surplus, il n'était pas décent de faire attendre un corps municipal. Ledit sieur curé a répondu : *De corps municipal, je n'en connais pas*. Là-dessus M. le procureur de la commune a prié les membres du Conseil, de se rappeler ce propos inconstitutionnel, et qui exprimait un mépris si affiché de toute subordination sociale ; et se tournant vers ledit sieur curé, il l'a exhorté à oublier ce temps qui paraissait trop présent à sa mémoire, d'un despotisme sous lequel nous ne vivions plus. *Cela est vrai, répond le curé, mais pour gémir sous le despotisme actuel plus odieux encore*. M. le Procureur de la commune a requis pour ce second propos, la même attention que pour le premier ; et sur l'observation que lui a faite un conseiller municipal de l'inconvenance de ces propos, et de la sorte d'ingratitude qu'il y avait à lui, de méconnaître le bienfait du nouvel ordre de choses qui lui assurait à lui curé, un traitement de deux milles livres, et par là même double de ce qu'il jouissait sous l'ancien régime ; ledit Sieur Curé a répondu qu'il avait eu toujours le même traitement. Ledit Sieur Curé a avancé, au surplus, être l'auteur des transplantations faites des arbres, sous prétexte que lui-même les avait plantés ; mais il a offert de les replanter de nouveau d'où il les avait arrachés. Le Conseil municipal s'est refusé à cette offre, lui observant que ces arbres dans les transplantations multipliées pouvaient souffrir, et que le district prononcerait sur cette entreprise ; discutant toujours sur les propos inconstitutionnels, que le Curé s'était permis, et lui remontrant tout ce qu'il y avait de déplacé dans ces propos, surtout si près de l'époque où *il venait de faire la prestation de son serment civique*, qui semblait promettre en lui une conduite plus constitutionnelle. A ce moment, sa servante est sortie, et apostrophant la Municipalité, lui a for-

tement reproché de venir insulter M. le Curé chez lui ; et a porté si loin l'irrévérence, que M. le curé a été obligé de lui commander de se renfermer chez elle, et le Conseil municipal s'est retiré. (Procès-verbaux de 1789 à 1793).

*
* *

Ces réparties du Curé, assez aigre-douces, trahissaient un regret, un remords.

Le souvenir du serment qu'il avait prêté, l'importunait.

Déjà les catholiques, j'entends la partie la plus saine de son troupeau, l'avaient renié ; ils avaient cessé à son égard, toute marque de confiance, de vénération et d'amour. Plus de relations d'aucune sorte. Désormais il n'était plus pour eux qu'un excommunié. Cet isolement l'affectait beaucoup ; et, un jour, le Conseil municipal crut devoir lui porter quelque consolation.

Le 5 juin 1791, M. Tuech avait lu dans l'église paroissiale, par ordre du département, une lettre pastorale de M. Dumouchel.

Cette lecture finie, le Corps municipal, sur la motion d'un de ses membres, arrêta d'aller en cérémonie, « suivi de tous les *bons* citoyens de la localité, remercier M. le curé non pas de la lecture qu'il avait faite, mais du zèle et du civisme qu'il y avait mis. » Le procureur de la commune porta la parole dans ces termes :

Monsieur,

Une autorité constitutionnelle vous avait ordonné de nous lire la lettre pastorale de l'Évêque du Gard ; vous nous l'avez lue ; vous avez rempli un devoir strict encela ; mais le ton de sensibilité avec lequel vous avez fait cette lecture est un mérite qui vous est propre ; l'attendrissement que vous avez montré, ces éveils heureux que vous avez donnés à l'attention de votre auditoire, dans les mor-

ceux dont il était le plus important que tous les citoyens se pénétrassent, voilà qui est de vous. Vous nous avez convaincus que les sublimes principes du vertueux prélat, dont vous nous disiez les développements avec tant d'onction, étaient aussi ceux de votre âme. Voilà ce que le Corps municipal vient honorer, dans la démarche qu'il fait auprès de vous. Mais il est un motif plus fait encore pour nous toucher. Notre sainte constitution n'est pas dans le cœur de tous. En jurant de lui être fidèle, vous avez été applaudi de tous les *bons* citoyens et improuvé de tous ceux qui ne le sont pas. Les brusques altérations dont l'incivisme menace vos affections, affligent sans doute votre bon et honnette cœur ; il a besoin de consolations. Eh bien ! nous venons vous les présenter, ces consolations. Le conseil municipal s'empresse à vous offrir en son nom et au nom de la Commune, estime, confiance et amitié : sentiments qui élèvent l'âme qui les éprouve, quand c'est le mérite qui les inspire ; et qui flatte ceux à qui on les montre, quand c'est la franchise qui les exprime.

Livrez-vous donc , Monsieur , avec sécurité à la douce certitude que tout ce qu'il y a d'estimable dans cette Commune, voit et honore en vous l'ami des loix et le sage ministre d'un Dieu de paix. Et si l'aspect de la malveillance jette inopinément quelques émotions pénibles dans votre cœur, pour en effacer la triste impression , lisez dans les yeux des *bons* citoyens le regard approbateur de la patrie , et sur leurs lèvres , le touchant sourire de *ses vrais enfants*.

M. le curé, dans l'attendrissement où il était , murmura son remerciement, et on put entendre distinctement ces mots : « J'ai été toujours soumis aux décrets de l'Assemblée nationale. » (Procès-verbaux de 1789 à 1793).

*
* *

Les vrais enfants continuaient à faire le vide autour

de celui qui avait été leur père ; et le malheureux Archiprêtre n'avait guère, le dimanche, autour de sa chaire, ou au pied de son autel, que des *non-catholiques*.

L'église avait été en quelque sorte sécularisée ; on en avait fait un *simultaneum*, où la prière alternait avec les bruyantes discussions politiques et municipales. Il fallait bien ménager la transition. Encore un peu , et le culte de nos pères allait céder la place au culte de la Raison.

Sur ces entrefaites, la Convention nationale décréta que la République ne salariait aucun culte ; mais elle voulait bien accorder, à titre gracieux, une pension aux ministres qui abdiqueraient leur état (2 frimaire an II).

C'était les pousser à une nouvelle lâcheté. M. Tuech , qui avait soixante-quatorze ans, redouta sans doute la misère, et il commit encore cette faute. Voici ce que nous lisons dans le volume des *Délibérations municipales* de l'an 1793 à l'an IV :

Le 22 ventose de l'an second de la République française , une et indivisible , le Conseil général assemblé, présens et opinans les citoyens Raujoux, maire, Alibert , Parlier et Vernet, officiers municipaux, Grousset, Marion, Guizard, Gibelin, Mazauric, Martin, Leblanc, notables ;

S'est présenté le citoyen Jean Lafont, qui a déclaré qu'il abdique les fonctions de ministre du culte protestant, qu'il n'exerce plus dans le fait depuis quelque tems ; il a déclaré encore qu'il n'a point de lettres, et a signé : J. Lafont.

S'est aussi présenté le citoyen André Tuech âgé de 74 ans, qui a déclaré qu'il abdique la qualité et les fonctions de curé de la Commune de Lasalle ; il déclare de plus que ses Lettres de prêtrise portées d'Alais à Saint-Félix, furent brûlées dans ladite Commune le 4 avril 1792 (vieux style) et a signé : Tuech.

S'est encore présenté le citoyen Louis-Henri Martin qui a déclaré qu'il abdique la qualité et les fonctions de vicaire du dit Lasalle : il a remis ses Lettres de prêtrise, et a signé : L. H. Martin.

» Le Conseil, ouï l'agent national de la Commune, se félicitant du progrès des Lumières, et de la destruction des préjugés qui s'opposaient encore au bonheur public, et qui disparaissent pour céder à la raison un empire qu'elle n'avait jamais dû perdre ; arrête, qu'il est donné acte, aux ci-devant ministre et prêtres, Lafont, Tuech et Martin, de l'abdication qu'ils viennent de faire, au moyen de laquelle ils rentrent dans la classe générale des citoyens ; arrête en outre que, extrait en forme de la présente délibération sera adressée au citoyen Borie représentant du Peuple, ainsi qu'au Directoire du district de Saint-Hipolyte. »

M. Tuech est mort à Alais dans les premières années de ce siècle, réconcilié avec l'église dont il avait sollicité et obtenu le pardon.

Il est beau de rentrer dans le devoir ; mais il est plus beau de ne pas en sortir.

*
* *

Les curés du canton, n'imitèrent pas l'exemple de leur archiprêtre ; si parmi eux, il se trouva un apostat, il y eut aussi un martyr.

Le plus près voisin de Lasalle était le prieur de Saint-Bonnet, M. Bourras. Deux familles catholiques composaient toute sa paroisse. Il leur donnait ses soins avec ce zèle qui appartient aux saints pasteurs, quand vinrent les jours de l'épreuve. Placé comme tous ses confrères en face de la Constitution civile du clergé, il crut pouvoir prêter le serment civique, en faisant des réserves pour ce qui serait contraire à la religion catholique. Voici ce que nous apprend, à ce sujet, le cahier des *Délibérations du Conseil municipal de Saint-Bonnet de 1793 à 1836*.

Du dimanche cinquième juin 1791.

Le Conseil municipal de la Communauté de Saint-Bonnet, assemblé en la forme ordinaire, sur l'heure de huit du matin.

M. Brouillet maire a dit qu'il a été envoyé à la Municipalité par M. Despuech procureur syndic du district de Saint-Hipolitte, deux lettres imprimées de M. Dumouchel évêque du département du Gard ; la première pastorale en date du 20 avril dernier, et la seconde est adressée à tous les curés du dit département en date du 20 may dernier, pour prolonger la Pâque jusqu'à la fête de la Pentecôte : que suivant la lettre dudit M. Despuech procureur syndic, les deux lettres de M. l'évêque doivent être lues au prône, lors de la messe par M. le curé, ce jourd'hui ; et en cas de refus, la lecture en doit être faite par un officier municipal : sur quoy il prie l'Assemblée de délibérer.

L'Assemblée après avoir vu les dites lettres, et le procureur de la commune ouy ; a délibéré se transporter tout de suite dans l'église paroissiale dudit Saint-Bonnet ; ce qui a été à l'instant fait ; et y étant arrivés, elle a trouvé M. Bourras curé de Saint-Bonnet, qui allait célébrer la messe, auquel elle a fait part du sujet de sa visite. L'Assemblée l'a prié de lire au prône et en présence des fidèles qui assistaient à la messe, auquel, les deux lettres dudit M. Dumouchel évêque de Nismes qui lui étaient présentées. Ledit M. Bourras curé a répondu que « d'après « son serment qu'il avait presté le trentième de janvier « dernier, il ne pouvait, ni ne devait en conscience faire « lecture des deux écrits qui ont été présentés par la « municipalité dudit Saint-Bonnet, dont l'un est intitulé « *Lettre pastorale de M. Dumouchel évêque du départe-* « *ment du Gard*, et l'autre du même évêque aux curés du « dit département. Ledit sieur curé a protesté et protesté d'être entièrement et parfaitement soumis aux lois civiles et politiques discutées par l'Assemblée nationale et sanctionnées par le roy, » et s'est retiré de l'église, après avoir célébré la messe. Sur quoy, vu le refus dudit sieur Bourras curé, ledit sieur Brouillet maire a ensuite fait lecture des deux lettres dudit M. Dumouchel évêque,

au devant de la porte d'entrée de la dite église, en présence des fidèles qui venaient d'ouïr la messe, et du peuple qui s'y était assemblé ; après laquelle lecture faite, les délibérants se sont retirés et ont signé.

Cet acte de courage du prieur de Saint-Bonnet fut le signal de son départ, En vérité, pouvait-on conserver comme *fonctionnaire public* un prêtre qui reconnaissait une autorité supérieure à celle de la République ? M. Bourras quitta sa paroisse, mais son éloignement ne porta pas bonheur à la Commune de Saint-Bonnet.

..

Les doctrines qui avaient inspiré la Constitution civile du clergé, commençaient à produire leurs effets.

« Le jeudy cinquième d'avril 1792, le Conseil municipal de la Communauté de Saint-Bonnet assemblé en la forme ordinaire, présents et délibérants MM. Brouillet maire, Moïse Fourmental procureur de la Commune... etc. »

Ledit sieur Brouillet maire a dit que le jour d'hier mercredi, 4^m du courant, environ les huit heures du matin, il fut informé par le public, qu'une troupe de personnes armées, avaient incendié plusieurs châteaux dans le district de Sommières ; et qui montait aux Cévennes pour commettre de pareils désordres. Cette fâcheuse nouvelle l'obligea d'aller à Saint Hippolite, pour s'informer de la vérité du fait ; et lorsqu'il y fut arrivé, on l'assura que la chose était véritable, et qu'on avait même déjà incendié le château de Ginestous appartenant à M. Vissec ; et comme étant lui-même fermier du château inférieur dudit Saint-Bonnet, appartenant au même propriétaire, craignant d'ailleurs que ce château ne subit le même sort, il revint de suite dudit Saint-Hippolite pour faire sortir les meubles et effets qui étaient dans ce château ; et requit en même temps la garde nationale dudit Saint-Bonnet de

s'assembler et prendre les armes. Mais comme cette garde n'est composée que d'une vingtaine de personnes, qui étaient alors les uns absents de la Communauté, et les autres occupés à cultiver leurs champs ; ils n'étaient pas encore rassemblés, lorsque, sur les trois à quatre heures de l'après-midi, il survint tout à coup, une troupe de personnes armées, composée d'environ trois cens, qui venaient du côté de Vabres (1), et marchaient à grands pas, tambour battant. Lorsqu'il vit paraître cette troupe, il fut à leur devant, et demanda à parler aux chefs ; mais on ne luy répondit pas, et on continua leur chemin. Ledit sieur Maire les suivit, en attendant quelque réponse de leur part. Cette troupe effrénée fut de suite fondre sur ledit château inférieur de Saint-Bonnet, ayant à leur tête plusieurs personnes armées de hâches et de piques, qui se mirent aussitôt à enfoncer et briser les portes et fenêtres dudit château, de même que les meubles et effets qui y étaient dedans en criant au feu ! au feu ! et mirent le tout en pièces. Ils y allumèrent ensuite le feu dont les flammes couvraient en grande partie le château. Cette troupe fit défense, à haute voix, d'éteindre ledit feu, se retira, et s'en fut à Lasalle, commettre d'autres semblables malheurs... » (Délibérations *ibid.*).

Les bandits arrivèrent à Lasalle, à la chute du jour, et demandèrent des vivres et des logements. Comme ils étaient en nombre et armés, on en passa par tout ce qu'ils voulurent. Le lendemain, ils se réunirent sur la place, et à un signal donné, coururent incendier, après l'avoir pillé, le château de Mallérargues, sur la route d'Anduze. Ils poursuivirent, les jours suivants, le cours de leurs exploits ; et bientôt, il ne resta plus, des principaux châteaux de la contrée, que des ruines fumantes.

Voilà les premiers résultats de ce *progrès* que les Com-

(1) Vabres est une commune de Lasalle.

T. V, 4^{me} liv., Avril 1889.

munautés osaient célébrer. Quoiqu'on en dise, la religion et le prêtre qui la personnifie, seront toujours la meilleure sauvegarde de la société. « Otez aux peuples, le ciel de la vie future, a dit un auteur, et ils vous en demanderont un dans la vie présente, par le fer et par le feu (1). »

(à suivre)

G. FESQUET, curé.

(1) Emile Olivier, l'Église et l'État au Concile du Vatican, tom. II à la fin.

Richelieu et les Assemblées du Clergé

(1635-1641)

I

De tous les corps constitués de l'ancien régime, le plus vivace et le mieux enraciné était l'assemblée du clergé. « Tous les cinq ans, elle se réunit, et dans l'intervalle, deux agents choisis par elle veillent aux intérêts de l'ordre. Convoquée par le gouvernement, dirigée par lui, contenue ou interrompue au besoin, toujours sous sa main, employée par lui à des fins politiques, elle reste néanmoins un asile pour le clergé qu'elle représente (1). »

Les assemblées du clergé étaient comme un reste des États-Généraux ; elles empruntaient aussi quelque chose à la majesté des Conciles. L'Église gallicane y formulait ses décisions tant sur le dogme que sur la morale ; elle y rédigeait des règlements touchant la discipline ecclésiastique ; elle y établissait les maximes sur lesquelles elle prétendait fonder ses libertés, et qui en mainte circonstance faillirent l'amener au schisme. D'autre part, les députés étaient dans l'usage constant de faire au Roi leurs remontrances, de lui présenter les cahiers de doléances de l'ordre, de lui offrir le *don gratuit* et d'en faire le département et la levée.

Ces assemblées n'étaient pas agréables au génie dominateur de Richelieu. Il en éprouvait beaucoup de résistances et de contradictions. Aussi ne les convo-

(1) Taine. *Les Origines de la France contemporaine* : L'ancien régime, p. 78.

quait-il que pour en tirer de l'argent ou pour les faire servir aux desseins de sa politique. Richelieu était, selon l'expression de M. d'Avenel, « un terrible bourreau d'argent. (1). » Lui-même en convient dans ses *Mémoires*. « Si le Roi se résolvait à la guerre, il fallait quitter toute pensée de repos et d'épargne. L'argent est inutile aux Rois, s'ils ne s'en servent aux occasions nécessaires à leur réputation et à leur grandeur, et fermer les yeux à la dépense, c'est le meilleur usage qu'on puisse faire à leur avantage (2). » Pénétré de ces principes et estimant d'ailleurs que « les ecclésiastiques étaient seuls à leur aise » le cardinal les mettait largement à contribution.

Les biens de l'Église de France étaient à cette époque considérables. M. d'Avenel calcule qu'ils devaient osciller entre le tiers et le cinquième de tous les biens du royaume, mais qu'ils étaient beaucoup plus près du quart que du tiers, soit une somme de 75 millions de revenus. « Soixante-quinze millions de livres, ajoute-t-il, représentaient en 1640, à 5 p. 0/0, taux ordinaire de l'intérêt des immeubles, un capital de *quinze cents millions de livres, ou deux milliards trois cents cinquante millions de francs* (3). » Quand même on admettrait que ces chiffres sont un peu

(1) *Richelieu et la Monarchie absolue*, 3 vol., chez Plon-Nourrit, Paris.

(2) En 1639, le budget de la guerre s'élevait à la somme de 86 millions, se décomposant de la sorte : sommes entrées à Paris ou en province et employées avec une destination connue : 31.500.000 livres ; sommes employées sans justification, 30.000.000 de livres.—Le surplus provenant de l'impôt des étapes et subsistances, est réservé et utilisé sur place dans les provinces pour l'entretien de l'armée. Or, évalués au taux actuel de la valeur, ces 86 millions représentent 516 millions d'aujourd'hui ; et comme il faut remarquer que la population était alors moitié moindre que de nos jours, ils correspondent à *un milliard*. Mais encore cette charge énorme était presque doublée par les frais de recouvrement annuels qui montaient à 40 millions ; et par les rentes, intérêt accumulé des frais de recouvrement des années précédentes, qui s'élevaient à 28 millions. (Voir d'Avenel, op. cit. t. III, p. 155 et 156 et suiv.).

(3) d'Avenel, op. cit. t. III, p. 284.

exagérés, il n'en reste pas moins que la fortune du clergé sous Louis XIII était immense et sans comparaison possible avec celle du clergé d'aujourd'hui. Le clergé était, en outre, un ordre privilégié. Il était dispensé de l'impôt direct pour ses biens personnels autant que pour les domaines religieux ; et l'on peut trouver qu'il maintenait avec un soin un peu trop jaloux un privilège qui n'était pas assez compensé par les charges auxquelles il était soumis. Il tenait trop à ses vues particulières en matière de finances. Chaque fois qu'on mettait en discussion les moyens d'accorder au Roi les sommes parfois énormes, il est vrai, que le trésor demandait, il se rencontrait des orateurs qui énuméraient longuement les conditions sans lesquelles, disaient-ils, aucune aliénation ou imposition des biens ecclésiastiques n'est valable. Il fallait d'abord le consentement *effectif et actuel* de tous les ecclésiastiques de France ; il fallait de plus que la situation où se trouvait l'État fût telle que cette subvention s'imposât. Enfin, l'autorité et l'approbation du pape étaient nécessaires, les évêques promettant le jour de leur sacre, de n'aliéner en aucune façon les biens de l'Église : *Non donabo, non vendam, non impignorabo, inconsulto summo Pontifice*.

Telle était sur ce point la doctrine de l'Église gallicane. Il faut en tenir compte, si l'on veut s'expliquer dans les Assemblées du clergé sous Richelieu, la conduite des évêques opposants. Qu'on leur reproche, si l'on veut, une certaine étroitesse dans l'application de principes, appuyés en définitive sur le droit canon lui-même. Ils furent en tout cas sincères et courageux. Mais aussi, comment ne pas condamner les procédés dont Richelieu usait à leur égard ? Quand il ne faisait pas expulser leurs députés de la salle des délibérations, le Cardinal avait des moyens ingénieux pour amener les Provinces récalcitrantes à s'exécuter. Il commençait par attaquer de toute part les immunités du clergé ; puis il promettait et faisait donner des lettres-pa-

tentes qui semblaient remettre celui-ci dans tous ses droits : seulement, il empêchait qu'elle ne fussent vérifiées nulle part. Ou bien encore il faisait rendre plusieurs arrêts favorables au clergé en apparence, mais presque tous illusoires. Les prélats inféodés à sa politique, vantaient ces prétendus services au sein de l'Assemblée ; les autres, les indépendants, les exposaient sous leur véritable jour, et, en fin de compte, l'Assemblée fatiguée d'une longue lutte, énervée, effrayée par les menaces du tout-puissant Cardinal, jugeant d'ailleurs qu'il était temps de délibérer de ses propres intérêts, votait la somme demandée ou un peu moins, quand Richelieu voulait bien consentir à en rabattre quelque chose : la Cour se trouvait satisfaite.... jusqu'à la prochaine Assemblée !

II

En l'année 1635, le Cardinal Richelieu était fortement occupé par le grave incident du mariage de Gaston d'Orléans avec la sœur du duc de Lorraine. Ce mariage célébré secrètement en janvier 1632, pendant que le roi était à Metz (1), avait été tenu caché jusqu'en 1633. Le roi de France en l'apprenant, conçut un violent ressentiment contre Gaston et contre le duc de Lorraine. Sur le conseil de Richelieu qui pensait à faire tourner le châtiment de ce dernier à la grandeur et à la sécurité du royaume, Louis XIII avait envahi les états du duc, lorsqu'un traité fut signé à Charmes le 20 septembre 1633 : il stipula entr'autres choses, que la ville serait donnée au roi comme gage, et la princesse Marguerite remise entre ses mains dans un délai de trois mois. Le délai expiré, Louis XIII n'ayant pas obtenu satisfaction, résolut de faire annuler incessamment une union conclue malgré la loi du royau-

(1) Mathieu Molé (Mémoires). Le Cardinal de Lorraine, en qualité d'évêque de Toul, donna la dispense de bans.

me, qui défendait aux fils de France et aux princes du sang de se marier sans le consentement exprès du roi. Le 18 janvier 1634, il tint un Lit de justice où il donna à enregistrer une Déclaration qu'il venait de porter contre le mariage de Gaston. Il commanda ensuite à la haute Assemblée d'examiner la question de *droit*, et d'informer en ce sens de la nullité de cette union. Le procureur général, Mathieu Molé, rédigea un important mémoire motivé, où il concluait selon les désirs de Sa Majesté. Le pape s'étant plaint que l'on donnât connaissance de ce différend à des juges séculiers, il lui fut répondu que l'action que l'on intentait, l'action de *rapt*, était de la juridiction du Parlement. Le 5 septembre 1634, le Parlement rendit un arrêt conforme aux conclusions du Procureur général, qui prononçait la non-validité du mariage du duc d'Orléans pour cause de *rapt*, déclarait Charles de Lorraine coupable de lèse-majesté, le bannissait du royaume avec son frère et sa sœur, et confisquait leurs biens au profit de la Couronne (1). Cependant, au commencement d'octobre un accommodement eut lieu entre Louis XIII et Gaston. L'un ne demandait plus aucune place de sureté, et l'autre de son côté promettait « de vive voix et par écrit d'oublier le passé, et d'aimer monsieur son frère comme il faisait auparavant » (2). Sur l'article du mariage, il était convenu qu'on se soumettrait de part et d'autre au jugement de l'Église.

L'affaire en était là, quand l'Assemblée générale du Clergé se réunit à Paris au mois de mai 1635 (3). Richelieu

(1) Le Vassor. Histoire de Louis XIII, t. iv. Liv. XXXIV^e.

(2) Mémoires de Montrésor, cités par le Vassor.

(3) L'histoire de cette assemblée est connue par le Procès-Verbal imprimé chez Vitrai et reproduit dans la collection des Procès-Verbaux du clergé (t. II), — et aussi par le Journal manuscrit de l'abbé de Saint-Josse, l'un des secrétaires de l'Assemblée. Ce journal est une chronique animée, piquante, parfois un peu cancanière. Il est en même temps très varié : anecdotes, scènes, portraits s'y succèdent tour à tour et en rendent la lecture très agréable.

se proposa aussitôt d'en retirer deux avantages : faire déclarer nul le mariage de Gaston , et obtenir du clergé une subvention assez considérable pour fournir aux dépenses de la guerre qu'il commençait ouvertement contre la maison d'Autriche. Aussi s'arrangea-t-il tout d'abord pour avoir dans l'Assemblée le plus grand nombre possible de prélats à sa dévotion. Montchal raconte dans ses *Mémoires* (1) que le Cardinal fit casser par lettre de cachet la députation de la province de Narbonne ; et l'abbé de Saint-Josse note dans son *Journal*, qu'il y eut « des prières secrètes portées par la bouche de l'archevêque de Narbonne pour faire députer Messieurs de Montpellier et de Nismes. »

Cette précaution essentielle une fois prise, Richelieu ne tarda guère à porter devant les prélats l'affaire du mariage de Gaston d'Orléans. Le 16 juin, les sieurs de Léon et Aubry, conseillers d'État, se présentèrent au nom du roi à l'Assemblée et lui donnèrent lecture d'une *Proposition* de Louis XIII contre le mariage de son frère. Séance tenante, on nomma une commission chargée d'étudier cette proposition : elle fut composée des Evêques de Montpellier, de Séez, de Chartres, de Saint-Malo et de Nîmes (2). Le vendredi 6 juillet, l'Evêque de Montpellier, dans un très long discours, exposa au nom des commissaires, l'avis motivé et signé par les divers théologiens consultés sur la question proposée (3), et

(1) *Mémoires de Charles de Montchal, archevêque de Toulouse* (Rotterdam, 1718. Tome 1, p. 76.

(2) L'Evêque de Nîmes était alors Mgr Anthyme-Denis Cohon. Il occupa le siège jusqu'en 1644.

(3) Entr'autres Cornet et Lescot, docteurs de Sorbonne, et le P. Séguéran. Le P. Gondren, supérieur de l'Oratoire et confesseur de Monsieur eut, paraît-il, sur la déclaration du clergé une grande influence. Sa conduite, en cette circonstance, le brouilla avec l'abbé de Saint-Cyran qui, ennemi de Richelieu et chef des Jansénistes, soutenait que le mariage de Gaston était valable.

qui concluait à la nullité du mariage du duc d'Orléans. Après quoi, les Évêques le confirmèrent par leurs votes unanimes, jugeant d'après ce principe que « les coutumes des États peuvent faire que les mariages soient nuls et non valablement contractés, quand elles sont raisonnables et anciennes, affirmées par une prescription légitime et autorisées par l'Église (1) ». Le 11 juillet, les mêmes Évêques qui avaient été priés d'examiner la Proposition du roi, furent députés pour aller porter à Louis XIII la délibération de l'Assemblée, ainsi qu'un extrait de la délibération au cardinal Richelieu.

La procédure du clergé de France indisposa Marie de Médicis qui en fit ses doléances au Pape ; celui-ci en parla à notre ambassadeur à Rome et ordonna à ses nonces Mazarin et Bolognetti de se plaindre à sa Majesté de la conduite des prélats français. On députa vers lui l'Évêque de Montpellier « pour représenter à Sa Sainteté les raisons de la nullité du prétendu mariage et l'éclaircir de la sincérité des intentions de sa Majesté à ce sujet (2). » La cour de Rome ne se montra pas très pressée de conclure dans ces longs débats : la négociation durait encore en 1636. Finalement, le 26 mai 1643, huit jour après la mort de Louis XIII, l'Archevêque de Paris, J. F. de Gondi se rendit à Meudon et célébra à nouveau le mariage de Gaston avec cette formule : « *Ego vos in matrimonium conjungo, in quantum opus est* ».

Si, dans les circonstances qu'on vient de voir, le clergé de France s'était montré favorable aux projets de Richelieu, il fut tout-à-fait rebelle à lui accorder le secours pécuniaire que le cardinal demandait. A ce moment Richelieu, qui venait de faire déclarer par Louis XIII la guerre à l'Espagne (11 juin 1635), avait plus que jamais besoin d'ar-

(1) Le Vassor ; op. cit. ibid, p. 751.

(2) Mémoires de Richelieu, t. VIII, p. 476.

gent. « Il voulut obtenir du clergé 7 à 8 millions de dons extraordinaires. » (1) Le 12 juillet, on vit paraître les commissaires du roi, Chevry et d'Etampes ; ils venaient prier les membres de l'Assemblée « de ne point refuser leur assistance à Sa Majesté en cette occasion si urgente. » Ils reviennent le 7 août, et disent plus explicitement, cette fois, que « le roi demande une assistance temporelle, par le moyen de laquelle il puisse soutenir le poids et le fardeau des excessives dépenses où il est engagé. Il est nécessaire d'entretenir des armées nombreuses en divers cantons et provinces, tant dedans que dehors la France, contre les étrangers ennemis de l'État. » (2) L'Assemblée fait répondre au roi qu'elle délibérera de la somme à fournir et des moyens de la lever ; mais auparavant elle requiert l'expédition des arrêts jusqu'à présent sollicités par ses agents, et la réponse aux cahiers.

Bientôt se dessinent nettement dans l'Assemblée les deux partis opposés : le parti de la Cour, dont les chefs étaient les évêques de Chartres (3), de Nîmes, de Séez, de Coutances ; et le parti appelé « *les Provinces unies*, » qui comptait des hommes comme Mgr de Harlay, évêque de

(1) Procès-verbal de l'Assemblée de 1635 (avant-propos), dans la collection des procès-verbaux du clergé.

(2) Journal de Saint-Josse (op. cit.).

(3) *Léonore d'Etampes de Valencay*. Voici le portrait que trace de lui l'abbé de Saint-Josse : « Il a beaucoup d'expérience des affaires du clergé ; grand esprit, pour s'en servir utilement ; riche narratif à exprimer ses sentiments et pensées ; fort à soutenir ses opinions ; inventif et artiste pour les accommodements ; artiste aux fourbes de cour. Mais il est glorieux au dernier point, homme que la dépense et la profusion rendent nécessaire et désireux d'avoir par des voies bien souvent obliques, sans toutefois le taxer ; qui n'est point maître de lui ni de ses mouvements, capricieux, soupçonneux, entreprenant jusqu'aux injures et aux transports ; hors de lui et alors privé de conduite ; puis revenant à lui, il reconnaît sa faute et enrage de l'avoir faite, non tant pour l'avoir faite, car ce serait générosité de s'en repentir, mais de ce que ses légèretés le décréditent et font autant d'obstacles à ses affaires, lesquelles il s'efforce de raccommode jusqu'à la faiblesse. »

Saint-Malo, et Montchal, archevêque de Toulouse. On avait proposé, entre autres expédients, pour contenter le roi, d'aliéner quarante mille livres des revenus du clergé. L'évêque de Saint-Malo combattit ce projet, dans la séance du 27 novembre. Il soutint que le clergé ne pouvait accorder au roi aucun secours sur les biens ecclésiastiques, qu'en observant les règles prescrites par les canons et les constitutions de l'Eglise. L'archevêque de Toulouse ayant appuyé le sentiment de l'évêque de Saint-Malo, l'évêque de Nîmes intervint alors dans la discussion. « Il s'éleva, dit Saint-Josse, sur son style de prédicateur, comme il l'est très bon. » Il trouvait étrange qu'on voulût effrayer les consciences « par des scrupules préparés, des terreurs paniques et des fantômes chimériques. » Les intérêts de l'Eglise sont inséparables de ceux de l'État. « Au reste, Mgr l'évêque de Saint-Malo avait toujours été malade de sa goutte, pendant lequel temps il avait, par étude très préparée, formé son discours qui semblait éblouir la compagnie; mais si on lui donnait vingt-quatre heures, tout ignorant qu'il était, et le moindre de la compagnie, il espérait néanmoins qu'il appuierait ce qu'il avançait, par les paroles des Pères, par les canons et les saints-décrets. » Il terminait en demandant pardon à l'Assemblée d'avoir parlé si haut; c'était « la voix qui était rude chez lui et non pas le cœur. » L'évêque de Saint-Malo répliqua ironiquement « qu'il était petit de taille et d'esprit, et qu'il ne prétendait pas aller de pair avec Mgr de Nîmes, ni répondre à un discours animé de voix et d'esprit, plein de doctrines, et rempli d'éloquence et de l'art de bien parler. »

L'aliénation des biens du clergé fut votée avec trois autres expédients, qui devaient produire deux millions de livres. L'Assemblée décida un peu plus tard d'augmenter cette somme jusqu'à trois millions. Après bien des pourparlers entre les commissaires du clergé et les conseil-

lers du Roi, Monseigneur de Bordeaux président, rapporta enfin dans la séance du 29 mars 1636 « le succès de la dernière conférence avec M. le chancelier et Messieurs du Conseil sur les contrats, dont celui de l'extraordinaire (le don extraordinaire) demeure arrêté. »

Le cardinal avait berné le clergé ; car l'assemblée était réunie depuis dix mois ; elle était sur le point de se séparer et aucune de ses affaires particulières un peu importante n'était terminée.

III

Au dehors, la guerre continuait avec la maison d'Autriche. Richelieu dut songer à se procurer de nouveaux fonds. Convoquer une nouvelle assemblée du clergé ? Le cardinal n'était pas très porté vers ce moyen. Il n'avait rien exécuté de ce qu'il avait promis à l'assemblée de 1635, laquelle ne lui avait accordé ce qu'il demandait que parce qu'il avait engagé sa parole de faire publier une déclaration sur plusieurs chefs intéressant l'honneur et le bien de l'Église. Une de ses créatures les plus dévouées, l'évêque de Chartres, lui proposa d'exercer à l'égard du clergé, le *droit d'amortissement* des biens de main-morte. Richelieu et le surintendant des finances accueillirent ce conseil avec empressement : ils voyaient là un moyen commode d'extorquer au clergé une grosse somme d'argent, sans avoir besoin pour cela de réunir une assemblée.

Le 11 août 1639, un édit parut où l'on affirmait que les ecclésiastiques, communautés et autres gens de main-morte, sont entièrement incapables de posséder des biens immeubles en France, et que le Roi les peut contraindre à « *vuidier leurs mains*. » Cependant Sa Majesté veut bien consentir à ce que les gens de main-morte lui paient seulement le *droit d'amortissement* « indemnité pour les droits royaux et seigneuriaux qui lui appartiennent à cause

des dépossessions. » Recherche devait être faite du *droit* en question pour toute sorte de bénéfices, fondations, hôpitaux, etc. On exceptait les nouvelles communautés établies depuis trente ans, les jésuites et les carmélites (1).

« L'édit publié dans tout le royaume fit voir de tous côtés par son exécution des rigueurs extraordinaires, exploits et saisies de toute part, insinuations aux curés, aux marguilliers, etc... (2). » Attristés d'un état de choses si préjudiciable à l'Église, les prélats présents à Paris écrivent au Roi en forme de remontrances, et supplient Richelieu de convoquer l'assemblée du clergé qui devait, selon l'usage, être tenue en 1640. Le cardinal refuse. Puis, sur l'assurance de l'évêque de Chartres qu'on aurait une assemblée souple et docile, il se décida à accorder l'assemblée ; mais il y mit comme condition que ceux qui la demanderaient feraient espérer au Roi *six millions* de livres, ou bien le tiers des revenus du clergé. Les prélats promirent, sans donner pourtant aucune parole précise ; et l'assemblée fut convoquée par lettres royales du 14 décembre 1640 (3). De nouveau, Richelieu y voulut faire députer ceux des évêques qu'il savait être des partisans zélés de sa politique. Il écrivait le 23 décembre 1640, au maréchal de Schomberg, gouverneur du Languedoc : « Monsieur, le roi ayant accordé au clergé une assemblée générale pour faciliter les moyens de donner à Sa Majesté le secours qu'elle lui demande, je vous fais

(1) Voir le procès-verbal de l'assemblée du clergé de 1641. (Collection des procès-verbaux du clergé).

(2) Les *Mémoires* de Montchal sont proprement l'histoire de l'assemblée de 1641. L'auteur y malmène fort Richelieu et les prélats de Cour : tout en tenant compte de certaines appréciations, de certains jugements exagérés relatifs aux mesures du Cardinal, et qui s'expliquent naturellement quand on voit la façon dont Richelieu traita l'archevêque de Toulouse, l'ensemble des faits racontés par Montchal est exact et confirmé d'ailleurs par le procès-verbal officiel.

(3) Procès-verbal (avant-propos).

cette lettre pour vous prier d'employer votre autorité à ce que Monsieur l'évesque de Nismes soit député pour la province de Narbonne, et Messieurs de Pamiers ou de Lombez pour celle de Toulouse. On vous objectera peut-être que quelques-uns de ces messieurs étaient députés à la dernière assemblée. Mais, outre que ceux qui n'ont autre intention que le bien, jugent que ce sont ceux qui y peuvent le mieux servir l'État en cette occasion en servant l'Église qui ne peut dénier à Sa Majesté un secours si considérable comme celui qu'Elle désire ; j'ai à vous dire que les règlements faits pour la députation des évêques, veulent qu'on ne prenne point garde ni au tour ni à l'ordre. Je vous conjure aussi de faire en sorte que l'élection qui se fera dans ces provinces des députés du second ordre, soit de personnes douces et faciles à gouverner ; et de ne faire connaître aux uns et aux autres que je vous ai écrit sur ce sujet (1). »

Il y a là un nouvel exemple des procédés peu scrupuleux qu'employait le cardinal Richelieu pour arriver à ses fins : c'est ce qu'on a appelé de nos jours « *faire de la candidature officielle*. » Rien n'est nouveau sous le soleil !

L'assemblée se réunit dans la petite ville de Mantes : on ne tarda pas à savoir pourquoi l'on avait choisi cet endroit. L'évêque de Chartres qui n'avait pas été député par sa province, et désirait cependant faire partie de l'assemblée afin d'y servir les intérêts du cardinal, obtint que les évêques seraient appelés à Mantes, ville de son diocèse ; il pouvait ainsi prendre part aux délibérations en qualité d'évêque diocésain (2).

A peine l'assemblée était-elle constituée, que l'évêque de Nimes vint formuler la proposition qu'il avait déjà présentée en 1635, d'offrir à Richelieu le titre de premier président. Mais pas plus en 1641 qu'en 1635, le cardinal

(1) Lettres du cardinal de Richelieu (édit. Avenel) t. 1^{er} CCL.

(2) Procès-verbal (loc. cit.).

ne mit les pieds dans la salle des séances. Quelques jours après, arrivèrent les inévitables commissaires du Roi : c'étaient Brûlart de Léon et le sieur d'Emery, surintendant des finances. Leur discours conclut par une demande de *six millions six cent mille livres* (1). L'archevêque de Sens qui présidait protesta que le clergé était incapable de fournir une pareille somme ; il promit toutefois d'en délibérer avec l'assemblée. Dès lors, les provinces s'occupèrent, pour ainsi parler, de choisir la sauce à laquelle elles seraient mangées. Devait-on accorder au Roi une somme déterminée ou bien le tiers du revenu des bénéfices ? (2). Quand vint son tour d'opiner, l'évêque de Nîmes dit « qu'il n'était pas question de chercher des cavillations et des subterfuges pour se garantir de ce que le Roi voulait : ... qu'en la levée *du tiers*, les désordres étaient du tout inévitables et la ruine du clergé certaine, par les procédures des exacteurs qui consommaient tout en frais ; que l'Église serait vexée et le Roi n'en serait pas secouru ; qu'ainsi personne n'ayant de plus grandes lumières que son Éminence, il jugeait son conseil le meilleur, et était d'avis d'accorder une somme certaine. » Les deux présidents, l'archevêque de Sens et celui de Toulouse, furent d'un avis contraire, mais la majorité adopta le projet de l'évêque de Nîmes. Il s'en suivit une scène tumultueuse. On invectivait les archevêques ; les évêques de Nîmes et d'Auxerre leur criaient par moquerie : « Vous voulez que votre nom paraisse et passer pour les martyrs du clergé ! (3) »

Le 19 mars, le secrétaire de l'Assemblée lut un billet de Richelieu, qui fixait définitivement la somme deman-

(1) Mémoires de Montchal.

(2) « Le roi, dans sa lettre de convocation, avait donné le choix entre ces deux partis, mais le cardinal et les officiers de finances préféraient de beaucoup une somme certaine. » (Montchal).

(3) Mémoires de Montchal.

dée à *six millions*, et laissait aux prélats le choix de les donner par imposition ou par d'autres moyens. On décida à l'unanimité qu'on accorderait au roi « quatre millions par imposition, en trois années, si la guerre durait autant. »

Quant aux deux autres millions, on aviserait ultérieurement aux moyens de les avoir. Richelieu trouva sans doute qu'on tardait trop à parfaire la somme promise au roi. Il envoya à l'Assemblée un mémoire, dans lequel il disait que Sa Majesté s'ennuyait des tergiversations des provinces. Il proposait d'aliéner la charge de receveur général du clergé, dont on retirerait, d'après lui, la somme de *quatorze cents mille livres*. Si, en outre, le clergé voulait imposer les 400,000 livres restants, avec les 4 millions déjà accordés, le roi aurait les 6 millions qu'il demandait (1). Malgré les sollicitations de toute nature des prélats de cour, pour gagner des voix, l'Assemblée se refusa à imposer la somme dont parlait Richelieu. Grande colère des amis du cardinal. Ils interpellent les présidents, qui sont obligés de lever la séance. « L'archevêque de Toulouse dit, en sortant, qu'il avait vu l'image du second concile d'Éphèse, *concilium ephesinum*, le brigandage d'Éphèse. » (2)

A quelques jours d'intervalle, l'Assemblée se déjugea. Le cardinal avait fait savoir, par l'évêque d'Auxerre, qu'il rabattrait 300,000 livres, et même plus, de la somme demandée. D'un autre côté, les députés étaient fortement travaillés par l'évêque de Chartres et par ses amis. L'évêque de Nîmes écrivait de Mantes à Richelieu, le 24 mai :

... « Ce matin, nous avons arrêté, par une courte mais courageuse conférence, d'aller à l'Assemblée, pour voir la contenance et la marche des ennemis, qui trouveront en leur chemin à qui parler, s'ils entreprennent quelque

(1) Mémoires de Montchal (Séance du 20 avril).

(2) Ibid. (Séance du 15 mai).

chose, ce qu'on ne croit pas. Tant y a que Son Éminence peut et doit s'assurer que ceux qui sont à Elle sont plus fermes que des rochers, et que leur affection, au lieu de s'alentir, paraît plus vive et plus ardente de moment en moment. M. de Tolose... catéchise avec soin ceux qu'il croit pénétrables à sa fausse doctrine... ; il tire des pronostics de malheur de notre opposition, laquelle, à son compte, est un acte d'impiété qui ne va pas à moins qu'à détruire l'Église. Mais après tout, ses lieux communs lui demeurent en pure perte, et son venin ne peut glisser dans le cœur de nos disciples, qui sont bien confirmés. » (1).

A la suite de ces manœuvres, une imposition de sept cents mille livres fut votée à la majorité des voix (2). En vain, l'archevêque de Sens protesta contre une détermination qu'il considérait comme une bassesse et un avilissement. Il dut encore se retirer, après avoir refusé de signer le procès-verbal ; il fut suivi par les députés de six provinces qui avaient partagé son sentiment. L'Assemblée, devenue alors, selon l'expression de Montchal, « un conventicule furtif, » élut pour président l'évêque de Sisteron, qui signa la délibération (3). On nomma une Commission chargée de l'aller porter à Richelieu. Le cardinal répondit en envoyant à Mantes le surintendant des finances d'Emery, avec le mandat de mettre ordre aux querelles de l'Assemblée. Richelieu, quand il se mêlait de faire de la police, pratiquait ce métier avec toute la brutalité qu'il comporte, et n'y allait pas, comme on dit, par quatre chemins.

Le 3 juin 1641, d'Emery est introduit dans la salle des délibérations de l'Assemblée. Il dit en substance que, malgré qu'on n'ait pas satisfait entièrement le roi, Sa

(1) Lettres du card. Richelieu (Ed. Avenel). T. VI, p. 801.

(2) Cela faisait, avec les 4 millions précédemment accordés, plus 800,000 livres qu'on avait décidé de se procurer par des moyens extraordinaires, la somme de *cinq millions cinq cent mille livres*, un peu moins que Richelieu n'avait demandé.

(3) Séance du 27 mai.

Majesté se contente de ce qu'on lui a accordé. Puis, élevant la voix, et s'emportant contre les évêques qui avaient combattu les projets de Richelieu, il leur commande, au nom du roi, de sortir de la ville et de rentrer dans leurs diocèses, sans passer par Paris. Ils demeureront responsables « sur leurs têtes » de tous fâcheux événements qui pourraient subvenir dans les provinces contre l'exécution des volontés du roi. « Les deux archevêques (de Sens et de Toulouse) se retirent, après avoir remercié l'Assemblée de l'honneur qu'elle leur a fait... A leur sortie, plusieurs de l'Assemblée jetèrent des larmes, et quelques uns des sanglots et des gémissements. Vitrai, huissier, pleurant fortement, se jeta aux pieds de l'archevêque de Toulouse, et comme il traversait la salle, l'évêque de Boulogne l'embrassa, pleurant chaudement ; mais l'archevêque, pour arrêter ses pleurs, lui dit : « *Nolite flere super nos, flete super vos !* » Ce que l'évêque de Nismes, ayant ouï, dit, avec un ton d'indignation : « Il semble que vous vous réjouissez de votre malheur. » L'archevêque lui répliqua : « *Ibant a conspectu concilii, gaudentes quoniam digni habiti sunt pro nomine Jesu contumeliam pati !* »

Ce coup de force exécuté, l'évêque de Vabres fut élu président, comme étant le plus ancien de l'Assemblée, et depuis lors toutes les affaires proposées furent renvoyées au cardinal (1). Une fois encore, le despotisme de Richelieu avait eu raison du courage de ceux qui essayaient de lui résister (2).

(1) Mémoires de Montchal. — Le nonce Grimaldi se plaignit du traitement qu'on faisait aux évêques, et surtout des paroles injurieuses qu'avait prononcées le s^r d'Emery. Quant au pape, il lança une bulle, datée du 5 juin 1641, où il protestait contre des actes qui attaquaient, disait-il, aux droits et aux prérogatives de l'Église, et où il renouvelait les censures portées contre les usurpateurs des biens du clergé. Richelieu en fit défendre la lecture, la vente et la publication, sous peine d'être puni comme coupable de lèse-majesté.

(2) En revanche, le cardinal savait reconnaître pécuniairement les services de ses amis. A la fin de l'Assemblée de 1641, les prélats que l'évé-

IV

Le cardinal de Richelieu fut moins un ministre qu'un fondé de pouvoir universel de la Royauté, a dit Augustin Thierry. L'absolutisme du roi, voilà l'œuvre qu'il poursuivit et qu'il acheva. Il ne respecta rien de ce qui pouvait contrarier les efforts de sa politique : autorité du Parlement, puissance des États provinciaux, franchises des villes, indépendance du clergé, tout fut sapé et détruit. Aussi l'a-t-on sévèrement jugé ; et il faut convenir que les moyens dont il se servit ne sont pas toujours à approuver. Mais n'est-il pas vrai que dans le jugement historique qui s'est formé sur lui, il entre un peu trop de l'impopularité qui atteint facilement tout pouvoir fort, considéré aux époques de relâchement ? Richelieu fut en définitive un homme chez qui l'âme était aussi grande que l'esprit. Il fut surtout un grand patriote qui n'eut jamais d'autres ennemis que les ennemis de la France.

que de Chartres appelait familièrement « *mes pigeons* » reçurent diverses gratifications. L'évêque de Chartres, « *en raison de ses services et des che-vaux qu'il avait perdus !* » reçut 8,000 livres. L'Assemblée générale du clergé de 1645 supprima ces gratifications. Mais, dans l'intervalle, Monseigneur d'Etampes avait obtenu du cardinal un bienfait plus solide : il avait été nommé à l'archevêché de Reims. Dans une lettre écrite à Richelieu, après avoir reçu « *les brevets et les œconomats* » de son archevêché, d'Etampes remercie le cardinal avec effusion, lui demande pardon de sa vie passée, et le prie d'être son protecteur et son précepteur pour sa conduite.

— Or, voici un très curieux billet de Richelieu, qui pourrait bien être une réponse à la lettre de Mgr d'Etampes : « A l'archevêque de Reims, 15 décembre (1641). — J'ai vu votre lettre d'un très bon œil ; je croy que vous avez envie de bien faire, et prie Dieu qu'il vous en fasse la grâce. Je laisse la charge de votre directeur au Père Hayneuve (recteur du collège des Jésuites de Paris) ; *mais j'accepte celle de votre précepteur pour vous bien estriller, si vous manquez à ce que vous devez à Dieu, et à ce que vous promettez solennellement par votre lettre !* — De Rueil. »

« Il est , dit Sainte-Béuve, un de ceux qui ont le plus contribué à donner consistance et unité à une noblenation qui d'elle-même en a trop peu ; il est à ce titre, un des plus glorieux artisans politiques qui aient existé ; et plus les générations auront été battues des révolutions et mûries par l'expérience, plus elles s'approcheront de sa mémoire avec circonspection et avec respect. »

Alphonse RÉEB.

LA RÉCLUSE DES ROCHES NOIRES

C'était un jour de fête , les promeneurs affluaient sur le Champ-de-Mars, dont les grands arbres étaient déjà garnis de feuilles d'un vert tendre ; les élégantes de la petite ville étalaient leurs toilettes printanières , encore dans tout l'éclat de leur fraîcheur, et les jeunes gens du pays, le lorgnon à l'œil, la canne à la main, et causant, hélas ! le cigare à la bouche, suivaient les pas des jolies promeneuses.

Tout-à-coup, les clairons et les trompettes du 60^me d'infanterie firent retentir les airs de leurs plus brillantes fanfares, les groupes se rapprochèrent , et presque en même temps, la fenêtre d'une maison de belle apparence, donnant sur l'allée principale, s'ouvrit avec fracas , livrant passage à une troupe de jeunes filles qui envahirent le balcon.

— Quelle bonne musique, dit l'une d'elles, petite blonde à l'air doux et timide ; mais ne l'entendrions-nous pas aussi bien du salon , sans nous exposer ainsi aux regards des passants ?

— Ils s'exposent bien aux nôtres, ma chère ; nous avons le plaisir de voir et l'avantage de la position , répondit une jolie brune aux yeux étincelants d'esprit et de malice, aux mouvements vifs et décidés, qui semblait faire les honneurs de la réunion. Tiens , vois-tu ce petit sous-lieutenant, qui se promène d'un air sentimental, il est assez laid de figure, c'est une justice à lui rendre, mais il pose à ravir, et, s'il vient t'inviter à danser, dimanche soir, n'hésite pas à l'inscrire sur ton calepin ; trouve , au contraire, un prétexte honnête pour refuser ce grand brun

qui nous regarde en ce moment, dans une pose théâtrale; il est ennuyeux à mourir, et ne va jamais en mesure. Ce sont des conseils d'amie que je te donne là.

— Conseils dont je ne profiterai guère cependant, ma chère Jenny, pas plus que de ton aimable invitation, dit en souriant la jeune blonde.

— C'est ce que nous verrons, petite sauvage, interrompit l'autre en la menaçant du doigt; nous irons chez Monsieur ton père, et c'est avec lui que je traiterai cette grosse question. Mais regarde donc, Madeleine, voilà Mme de Chantereau, cette beauté surannée, dont je t'ai montré la caricature.

— Vous voulez dire le portrait, ma chère, interrompit vivement Mlle Céline Verdier, grande fille sèche et déjà sur le retour; j'affirmerais même qu'il est un peu flatté.

— Peut-être bien, répondit Jenny.

— Vit-on jamais accoutrement pareil, reprit la vieille fille acharnée sur sa victime, robe verte, mantelet vert, chapeau vert ou peu s'en faut.

— Une vraie rainette des prés, ma chère, dit Jenny, en riant de tout son cœur; il faut avouer que M. de Chantereau a eu là un singulier goût, ajouta-t-elle, en jetant sur Mlle Céline un regard plein de malice, lui qui aurait pu avoir pour femme une personne élégante et un cœur disposé à l'unisson du sien.

— Mais, ma chère Jenny, dit Madeleine, sans remarquer la rougeur qui avait subitement envahi le visage de Mademoiselle Verdier, je ne sais pas s'il est bien convenable à de jeunes filles comme nous de s'amuser aux dépens d'une dame d'un âge respectable, et dont j'ai entendu dire beaucoup de bien.

— Ne faut-il pas s'égayer un peu dans ce monde, et quel mal cela fait-il, après tout, à cette charmante petite grenouille verte que nous avons sous les yeux?

— Mademoiselle Madeleine sort du couvent, et nous la

scandalisons, sans doute, par nos propos, dit avec un sourire ironique Mlle Céline, qui éprouvait le besoin de prendre quelqu'un à partie.

Mais cette conversation fut interrompue par l'arrivée d'un nouveau personnage, un grand garçon de vingt-cinq ans, aux traits réguliers, à la physionomie insignifiante, aux gants beurre frais et à la mise irréprochable.

— Bonjour, mon cousin, dit la folle Jenny, en lui tendant sa petite main effilée, qu'il secoue fortement à la manière anglaise, quelle nouvelle apportez-vous ?

— Une grande nouvelle, ma foi ! telle que vous ne la devinerez jamais.

— La rivière a-t-elle remonté vers sa source, ou Mme Ventouse est-elle devenue aimable ?

— Ni l'un ni l'autre, cousine, c'est bien plus extraordinaire encore.

— Alors je donne ma langue au chat, et je demande le mot de l'énigme.

— Eh bien ! le voici. La recluse des Roches noires est sortie de son ermitage, et se promène à pied, comme une simple mortelle.

— Où donc ? s'écrièrent à la fois Céline et Jenny, en se penchant vivement sur la balustrade. Madeleine saisit ce moment pour entrer au salon, et, s'approchant d'une dame âgée, qui était demeurée assise auprès de la table ronde, un journal à la main :

— Il est quatre heures, dit-elle, et ma femme de chambre n'est point encore venue ; seriez-vous assez bonne, madame, de m'accompagner jusqu'à l'église, où mon père doit venir me prendre.

— Très volontiers, ma chère enfant, répondit la vieille dame ; mais revenez-nous bientôt, et le plus souvent que vous pourrez, car c'est un grand bonheur pour ma petite fille que le retour à Bellème d'une aimable compagne, dont les bons exemples peuvent lui être si utiles.

— Vous êtes trop obligeante pour moi , madame , et je ne sais comment vous remercier de toutes vos bontés. Au revoir, Jenny, ajouta-t-elle, en élevant la voix.

Mais Mlle de Boissac ne l'entendit point , occupée qu'elle était à examiner la jeune fille que son cousin avait appelée la recluse des Roches noires, et qui se trouvait alors presque sous le balcon, au bras d'un vieillard, à l'air énergique et ferme, dont les yeux brillaient sous d'épais sourcils, et dont une abondante chevelure grise et légèrement frisée encadrait le front et les tempes.

— N'est-ce pas que cette étrangère est ravissante ? dit le cousin avec feu.

— Cela dépend des goûts, répondit froidement Mlle de Boissac.

— Une taille de déesse ou d'impératrice, si vous l'aimez mieux.

— Disons de reine, et n'en parlons plus.

— Des cheveux d'un si joli blond ?

— Donnant un peu sur le rouge, ce me semble , mais c'est devenu à la mode, dit-on.

— Un teint de lys et de roses.

— Quant à cela, cousin , il faut que vous ayez de bons yeux; car, sous son chapeau , de bergère et son voile de veuve du Malabar, je n'ai pu découvrir que le bout de son nez, qui m'a paru couleur grise ; mais d'où sort-elle donc cette belle au bois dormant ? qui est-elle enfin ?

— C'est un mystère qui n'est point encore éclairé, répond Armand de Boissac ; les uns prétendent qu'elle n'est que la nièce du baron de Fournel, d'autres disent sa fille, quelques uns même ajoutent qu'elle est sa femme, jeune orpheline sans fortune, qu'il aurait épousée quelque temps après l'acquisition de son petit château, mais cette dernière version est la moins probable ; ce qu'il y a de certain, c'est que depuis deux ans qu'ils habitent Roches Noires, le fier baron y a vécu comme un ours dans

sa tanière, et que la pauvre recluse doit s'y ennuyer à mourir.

— Peut-être, dit Céline en pinçant ses lèvres minces, car, s'il faut en croire la chronique, un jeune et beau troubadour, dont on ne connaît ni le nom ni la demeure, a été surpris plusieurs fois déjà rodant autour des murailles du parc, et il n'est guère probable que ce soit sans motif.

— Voilà une version et une supposition contre lesquelles je proteste de toutes mes forces, répliqua vivement le jeune homme.

— Si j'avais su que M. Armand fut le chevalier déclaré de la beauté des Rochesnoires, je me serais tue sur cette aventure, répondit Céline avec un malin sourire.

— Vous auriez aussi bien fait il me semble.

— Et si je vous donne quelque jour la preuve de ce que j'avance ?

— Dans ce cas je serai bien forcé de vous croire ; en attendant j'ai l'honneur de vous saluer, mademoiselle, et vous aussi cousine.

— A bientôt Armand.

— Oui, à ce soir.

— Décidément, dit la vieille fille, M. de Boissac a la tête tournée par les beaux yeux de cette mystérieuse étrangère, qui m'a tout l'air d'une aventurière, et je parie que c'est pour la suivre qu'il nous quitte si brusquement.

Et comme Jenny, toute absorbée dans ses réflexions, ne répondait point à ces paroles.

— Du reste l'heure s'avance, ajouta Mlle Verdier, et je vais me retirer aussi.

— Déjà ! dit Jenny d'un air distrait, et en l'accompagnant jusqu'à la porte de l'antichambre, mais sans faire effort pour la retenir.

En rentrant au salon la jeune fille, restée seule avec la vieille dame, vint s'asseoir auprès d'elle et d'une voix caressante :

— Et bien, chère bonne maman, dit-elle, votre journal est-il intéressant aujourd'hui ?

— En vérité je ne saurais te le dire, car je n'en ai presque rien lu encore.

— Oh ! dit étourdiment Jenny, que faisiez-vous donc pendant que nous causions ?

— Je t'écoutais, ma fille, répondit gravement la vieille dame, et je t'avoue que je n'étais pas satisfaite de ta conversation.

— Et pourquoi cela grand'mère ? ai-je manqué à la politesse, ou aux usages de la bonne compagnie ?

— Tu as manqué à la charité ce qui est bien plus grave, ma petite.

— J'ai beau faire mon examen de conscience, répliqua la jeune fille en rougissant légèrement, je ne vois point en quoi j'ai mérité ce reproche. Est-ce mes plaisanteries sur madame de Chantereau, ou mes petites malices à l'adresse de nos danseurs, ou encore à nos réflexions sur la personne que l'on a surnommée la recluse des Rochesnoires ?

— C'est à cause de tout cela, mon enfant.

— Mais je vous assure, grand'mère, que je n'avais aucune mauvaise intention, je plaisantais, voilà tout.

— Sois persuadée, ma fille, que l'on peut faire beaucoup de mal sans mauvaise intention et par pure légèreté. Le désir de briller, de passer pour une personne spirituelle et amusante, peut vous faire dire mille sottises, dont une seule suffit quelque fois pour tuer la réputation d'un homme ou d'une femme, d'une femme surtout ! Quelle misérable preuve d'esprit cependant ! il n'est pas nécessaire d'en avoir beaucoup pour déchirer le prochain et faire rire les gens médiocres en divulguant les torts de celui-ci et les ridicules de celle-là ? La plus ignoble commère du plus humble village y réussit facilement, pour peu qu'elle soit méchante ou jalouse, car la moque-

rie, qui naît quelque fois d'une légèreté toujours coupable, prend le plus ordinairement sa source dans l'envie ou dans la malice et l'on ne cherche bien souvent à mettre à jour les défauts des autres que pour mieux faire ressortir ses propres mérites ; mais c'est un mauvais calcul en vérité : « qui moquerie sème, moquerie récolte, » dit le proverbe et c'est avec raison ; car un persiflage en attire un autre aussi sûrement que l'aimant attire le fer.

— N'est-il donc jamais permis de rire et faut-il toujours s'exprimer avec la gravité d'un docteur en théologie ?

— Ou d'une pauvre grand'mère affaiblie par l'âge et les infirmités, ajouta en souriant la vieille dame ; ce n'est point là ce que j'ai voulu dire, ma chère petite, il est des plaisanteries fines et délicates, de petites attaques inoffensives qui ne peuvent blesser personnes et dont la gaité innocente prête un charme infini aux conversations intimes ; mais qu'il faut de bonté dans le cœur et de grâce dans l'esprit pour savoir plaisanter de la sorte ! Ne nous y risquons que rarement et lorsque nous sommes bien certains de ne faire de peine à personne et au lieu de nous appliquer à rechercher les vices et les ridicules de nos semblables, étudions-nous plutôt à découvrir leurs bonnes qualités.

— Je reconnais que j'ai eu tort, répondit franchement Mlle de Boissac, j'ai été fort moqueuse aujourd'hui et cela m'arrive souvent pour une raison ou pour une autre ; mais n'est-ce pas un peu votre faute, grand'mère, ajouta-t-elle d'un ton calin, en baisant la main de la vieille dame : Si au lieu de passer deux longues années loin de votre pauvre petite Jenny, vous aviez consenti à demeurer auprès d'elle, comme nous le désirions, à l'aider de vos conseils, de votre expérience, de vos bons exemples, elle se corrigerait de ses défauts et elle se trouverait bien heureuse de vous avoir pour guide.

— Aimable et chère fille ! dit la vieille dame émue de

ces paroles et du ton affectueux dont elles étaient prononcées ; il me semble voir ta mère telle qu'elle était à dix-sept ans ; c'est la même voix caressante, le même regard vif et tendre, la même candeur, la même grâce charmante ! Souvenirs doux et triste à la fois qui trompe ma douleur tout en ranimant mes regrets ! Je ne pourrai jamais t'exprimer, mon enfant, tout ce qu'il en coûte à ta grand'mère de vivre ainsi loin de toi, portrait vivant de ma Clotilde, mais mon pauvre infirme ne saurait se passer de mes soins, c'est à peine si j'ai pu m'en éloigner pour quelques jours, et encore, malgré toutes les précautions que j'ai prises avant de partir, je ne suis pas entièrement tranquille sur son compte. Dieu le veut ainsi, je dois me soumettre à sa volonté sainte. Qu'il te bénisse mon enfant pour ta tendresse filiale et pour les jouissances que tu me donnes !

Et la vieille dame avait raison, car c'était une charmante créature que Jenny, rose et fraîche comme une matinée de printemps, ayant le visage plein, des yeux pétillants d'esprit, des lèvres merveilles, un petit nez mutin, une taille bien prise, voilà pour le physique, au moral un peu railleuse, un peu capricieuse peut-être, gaie et aimable d'ordinaire, et toujours disposée à avouer ses torts et à en faire amende honorable. Malheureusement elle avait perdu sa mère à l'âge où ses leçons et ses exemples lui eussent été les plus utiles et son père, qui l'aimait tendrement, mais que ses affaires éloignaient souvent de chez lui, avait jugé à propos de la placer dans un élégant pensionnat où elle apprit un peu de beaucoup de choses, la danse, la musique, le dessin, la botanique, l'anglais et surtout à se mettre avec goût et à s'habiller avec grâce ; mais où l'on avait négligé de lui inculquer assez fortement les principes religieux qui sont la première base d'une éducation solide, bâtissant ainsi sur le sable un édifice gracieux mais sans fondement.

Rentrée à seize ans dans la maison paternelle, avec une réputation méritée d'esprit naturel, d'amabilité et de distinction, Jenny fit dès lors, avec l'aide d'une demoiselle de compagnie, les honneurs du salon de son père, qui était riche et recevait beaucoup; elle fut donc classée de suite au premier rang des jeunes filles du pays et appelée même du titre pompeux de la perle de Bellême, par un jeune poète indigène, dans un poème dont l'unique édition existe encore, presque intacte chez un libraire du palais royal à Paris.

Cette supériorité de considération, cette espèce de royauté honoraire, dont elle avait joui de prime-abord, lui semblait presque de droit divin. Aussi n'était-ce point sans un dépit véritable qu'elle avait remarqué l'enthousiasme de son cousin Armand pour la recluse des Roches-Noires, dont on parlait avec admiration dans la ville, quoiqu'elle s'y montrât alors pour la première fois. Jenny était donc disposée à défendre sa position par tous les moyens en son pouvoir, lorsque les sages avis de sa grand'mère lui furent donnés si à propos, heureuse s'ils ne lui eussent jamais manqué!

Cependant la jeune fille, cause involontaire de ces jalousies féminines, ne tarda pas à s'apercevoir de la curiosité dont elle était l'objet et de s'en trouver comme mal à l'aise.

— Je me sens fatiguée, dit-elle à son compagnon, tout ce bruit me fait tourner la tête.

— Retournons alors au château, répondit le baron de Fournel, car je n'avais d'autre but en te conduisant ici que de te procurer une de ces petites distractions dont tu étais privée depuis si longtemps.

Ils regagnaient leur voiture, laissée à l'entrée du champ de Mars; mais le cocher, qui se croyait libre pour une heure ou deux en avait confié la garde à un garçon de sa connaissance et avait suivi à pied la grande rue conduisant à la place.

— Peste soit de l'animal ! s'écria le baron, me voilà maintenant obligé de courir après ce drôle, et d'aller le chercher au cabaret Joubert, où il est attablé sans doute, attends moi là un instant Valentine.

La jeune fille s'assit sur un banc de pierre, et à travers les jalousies des fenêtres du voisinage, les curieux, s'il s'en trouvait là en ce moment, purent contempler tout à leur aise celle que l'on appelait à Bellême la recluse des Roches-Noires.

C'était une grande fille mince, frêle, élancée comme une de ces vierges d'Ossian que le poète représente glissant sur les vapeurs brumeuses, emportées par le vent du soir vers les montagnes d'Ecosse. Ses longs cheveux, d'un blond doré, retombaient en grosses boucles sur son cou et sur ses épaules, ses beaux yeux avaient la couleur du ciel et son teint le doux éclat d'une rose du Bengale. Elle était simplement vêtue d'une robe de mousseline fond blanc, retenue autour de sa taille flexible par un large ruban blanc, et son chapeau de paille n'avait pas d'autre garniture qu'une guirlande de bluets. Se voyant seule et éloignée enfin de la foule indiscrette, elle venait de lever son voile de tulle afin de respirer plus à l'aise la brise printanière et d'admirer le frais paysage que le soleil couchant semblait caresser de ses derniers rayons, lorsqu'un beau jeune homme, le visage à moitié couvert par son large chapeau de feutre, se dirigea vivement vers la recluse des Roches-Noires qui tressaillit à son aspect, et lui fit de sa main mignonne un petit geste expressif pour l'engager à rebrousser chemin ; mais soit qu'il n'eût pas compris le signe, ou qu'il n'en tint aucun compte, il s'approcha rapidement et d'une voix mal assurée :

— Valentine, j'ai à te parler, dit-il ?

— Va-t-en, va-t-en Bernard, lui répondit-elle fort troublée, car mon oncle va revenir.

— Et comment veux-tu qu'il me reconnaisse à présent que j'ai coupé ma barbe ? dit-il en s'asseyant résolument auprès d'elle.

— Je t'ai bien reconnu moi ?

— Toi, c'est bien différent. Mais écoute-moi, ma chère, j'ai quelque chose de très important à t'apprendre.

— Parle alors, parle vite !... mais j'aperçois mon oncle, il n'est plus temps, mon pauvre ami.

— Et quand pourrai-je te revoir ? je voudrais que ce fût bientôt ?

— Ce soir, à sept heures précises.

— N'y manque pas au moins, il y va de ma vie peut-être.

Et il disparut en un instant.

La jeune fille se leva aussitôt et s'avança à la rencontre du Baron, sans avoir pu remarquer que des yeux perfides, braqués derrière la jalousie d'une fenêtre d'un rez-de-chaussée, étaient restés obstinément fixés sur elle et que peut-être même la créature humaine à laquelle ils appartenaient avait entendu quelques mots de sa conversation.

— Je t'ai fait attendre bien longtemps dit le vieillard à la jeune fille, c'est la faute de ce coquin de Baptiste que j'ai grondé d'importance ; enveloppe-toi dans ton châle, car le vent s'élève et devient presque froid à cette heure.

Il lui donna la main pour l'aider à monter en voiture, et la calèche, entraînée par deux vigoureux chevaux, fut lancée comme un trait sur la route.

CHAPITRE II

Le jour était déjà sur son déclin, lorsque les voyageurs aperçurent de loin le site sauvage et ravimé, auquel d'énormes blocs de pierres noirâtres, couronnés de grands arbres d'un vert sombre ont fait donner le nom de Roches Noires. Près de ce lieu solitaire, dont le murmure d'un

ruisseau, bondissant au fond d'une gorge profonde, trouble seul le silence solennel, s'élève le vieux château, construit avec ces mêmes pierres volcaniques, qui prêtent au vaste édifice un aspect presque lugubre. On y arrive par deux voies : l'une fermée par une forte grille, et conduisant, par la grande allée du parc, entourée de murs, de la route de Bellême jusqu'au perron et à la porte principale ; l'autre, venant aboutir à une tour antique, toute festonnée de lierres et brodée de lichens, et à une cour carrée, où se trouvent les dépendances. L'ensemble de l'édifice, avec ses sculptures antiques, ses tourelles, ses clochetons, avait quelque chose de grandiose et d'un bel effet dans le paysage ; mais ce château était en mauvais renom, à plusieurs lieues à la ronde, depuis que, en 1793, Birouchet, l'intendant du seigneur des Roches Noires, avait dénoncé son maître au tribunal révolutionnaire, et conduit lui-même, comme le traître Judas, la bande des sicaires chargés de son arrestation. Le vieux gentilhomme, aidé de ses deux fils et d'un domestique fidèle, s'était défendu vaillamment pendant plusieurs heures ; victimes et bourreaux avaient mêlé leur sang dans un combat inégal, et l'on en voyait encore les traces sur les lambris de la grande salle.

Vaincus, et garrottés comme des malfaiteurs, les quatre héros de cette triste histoire furent amenés à Bellême, et lorsque la guillotine eut achevé son œuvre, l'intendant acheta à la nation le domaine, objet de sa convoitise, pour la centième partie de la valeur, et s'y installa avec sa femme et ses cinq enfants, tous florissant de santé, tous heureux et fiers de leur nouvelle fortune. Mais, comme si l'ange exterminateur, qui frappa jadis les premiers des Égyptiens, eut pris son vol vers cette demeure, il arriva que les fils moururent, empoisonnés par des champignons, cueillis au pied des rochers, juste à l'anniversaire du jour où le malheureux seigneur, criblé de blessures, avait péri

sur l'échafaud , et leur mère les suivit de près dans la tombe ; restaient les deux jeunes filles, l'une âgée de vingt ans, l'autre, de dix-huit ; la première s'enfuit un beau matin avec un aventurier, que son père n'avait pas voulu lui laisser épouser ; l'autre se noya, peu de temps après , en se baignant dans la rivière. Le misérable Birouchet en devint fou de douleur , et pendant vingt années encore que se prolongea son existence, il vécut seul, n'habitant que la maisonnette qu'il occupait jadis dans les dépendances du château, n'en laissant approcher personne , excepté la vieille femme qui lui apportait à manger , et poussant parfois des cris si horribles que tous ceux qui les entendaient en frissonnaient d'épouvante.

Après sa mort, un de ses neveux, qui ne le connaissait même pas , et dont les antécédents laissaient beaucoup à désirer, hérita de tous ses biens, et habita quelque temps les Roches noires avec sa famille ; mais il disparut un jour, sans qu'on pût savoir au juste ce qu'il était devenu ; le spectre de Birouchet l'avait entraîné aux enfers , disaient les uns ; le mauvais état de ses affaires l'avait décidé à s'enfuir aux États-Unis, assuraient les autres. Ce ne fut que longtemps après que le cadavre de ce malheureux fut retrouvé par hasard dans les souterrains du château, où il était descendu sans avertir personne, et dont quelque accident ignoré l'avait empêché de sortir.

Ces catastrophes, et d'autres encore, avaient si fortement impressionné les gens du pays que les Roches noires, ayant été mises en vente , quinze ans environ avant l'époque où commence cette histoire , il ne se présenta pas un seul acquéreur, quoique le propriétaire n'eut que des prétentions très modérées et qu'il les baissât encore tous les ans.

Le baron de Fournel était alors attaché à l'ambassade de Constantinople. Pendant un voyage qu'il fit en France , en 1854, il alla voir un de ses parents , riche propriétaire

d'Auvergne, et dans une partie de chasse, organisée en son honneur, il poussa jusqu'aux Roches noires. La sombre légende lui en fut racontée et lui donna la fantaisie de visiter le château. La situation pittoresque, la modicité du prix, et peut-être aussi un certain désir de braver les préjugés vulgaires le décidèrent aussitôt à l'acheter. Il avait précisément des fonds disponibles, pour lesquels il cherchait un placement avantageux ; le marché fut donc bientôt conclu, et le nouveau propriétaire partit quelques jours après, enchanté de son acquisition, mais ne présageant pas à quelle époque il lui serait possible d'en jouir.

Dix années s'écoulèrent, en effet, sans qu'on entendit parler du baron ; son vieil oncle était mort depuis longtemps, lui-même avait quitté la carrière diplomatique dans des circonstances désagréables, et il habitait Paris, c'était tout ce qu'on savait de lui ; car il n'avait jamais reparu aux Roches noires, se contentant d'en toucher le revenu par l'entremise d'un notaire, lorsque, par une belle matinée de printemps, une berline de voyage, exactement fermée, traversa Bellême et suivit la route qui conduit au château. Cette voiture mystérieuse, qui excita la curiosité des habitants de la petite ville, et dont on parla au cercle de l'Union et à la soirée de M. le Maire, renfermait le baron de Fournel et une jeune personne fort belle, dit-on. Quant au baron, qui parut à la ville quelques jours après, pour y faire des emplettes, c'est à peine si ceux qui avaient chassé avec lui, quelques années auparavant, purent le reconnaître, tant il était changé. Ce n'était plus le brillant cavalier à la chevelure noire, au teint fleuri : c'était un vieillard morose, dont la haute taille se courbait déjà, quoiqu'il eut à peine cinquante-cinq ans.

On s'attendait du moins à ce qu'il fit bientôt une visite à ses anciennes connaissances et à ce qu'il présentât dans le monde la jeune femme ou la jeune fille qu'il avait ame-

née avec lui ; il n'en fut rien cependant. M. de Boissac , qui avait déjà pensé à inviter à dîner ses nouveaux voisins et à donner même une fête en leur honneur , en fut pour ses frais d'imagination. Il se figura pendant quelque temps que le baron voulait d'abord s'installer convenablement avant de voir du monde ; car il avait fait venir de la ville des ouvriers de toute espèce pour restaurer les Roches noires, et des meubles magnifiques, afin de renouveler le mobilier ; mais depuis près d'une année déjà, toutes ces réparations étaient terminées, et les habitants du château n'en étaient encore sortis que les dimanches, pour entendre une messe matinale au village le plus voisin. Aussi, ce ne fut pas sans étonnement que le jour dont nous parlons, on les vit arriver à Bellême et faire plusieurs tours à pied, sur la promenade publique.

Pendant que cette excursion de quelques heures réveillait le souvenir de Monsieur de Fournel et de la jeune compagne dans l'esprit des habitants et donnait lieu à de nouvelles conjectures sur leur compte, l'un et l'autre s'en retournaient en silence, le Baron lisant son journal , et Valentine toute occupée de la rencontre qu'elle avait faite.

Que lui est-il donc encore arrivé ? se disait-elle. Mon Dieu ! mon Dieu venez à mon aide ! n'aurai-je donc jamais l'esprit tranquille et me faudra-t-il toujours trembler pour ceux que j'aime ! Comme elle réfléchissait de la sorte, le galop d'un cheval retentit dans le lointain et bientôt un cavalier devança la voiture. Quoiqu'il eut passé comme une flèche, la jeune fille avait cru le reconnaître et son cœur battit plus fort qu'à l'ordinaire ; mais lorsqu'ils arrivèrent à la grille et qu'elle vit le cavalier retourner sur ses pas pour venir à leur rencontre, elle ne put retenir un petit cri joyeux.

Soyez le bien venu, Monsieur, dit le Baron au nouvel arrivé. Voilà longtemps que je vous désire.

Je suis débarqué d'Afrique il y a trois jours j'ai embras-

sé ma mère et me voici, répondit l'officier en serrant la main que lui tendait M. de Fournel et en s'inclinant respectueusement devant la jeune fille.

Et tous trois suivirent à pied l'avenue ; Valentine les yeux baissés et le cœur ému, le vieillard interrogeant le jeune homme sur les circonstances de son voyage. Le nouveau personnage était un garçon de vingt-six à vingt-sept ans, d'une taille élevée, d'une figure agréable, surtout par l'expression d'intelligence et de loyauté qui animait sa physionomie. Il avait le teint fortement bronzé par le soleil du midi, mais son front était noble et fier et ses grands yeux, jetaient des flammes.

Y a-t-il longtemps que vous n'avez été à Paris ? demanda-t-il à Valentine en la regardant avec admiration.

— Nous n'y sommes plus retournés depuis notre installation aux Roches noires, qui a eu lieu peu de temps après votre départ pour Alger.

— Et vous plaisez-vous dans ce nouveau séjour ?

— Oui, dit-elle, j'aime ce site sauvage, ces blocs gigantesques, couverts de mousses vertes ou de sombres fucus, ces buissons tordus et rabougris, au pied desquels s'épanouissent d'humbles fleurettes.

— Demain, dit le Baron, nous pourrons visiter tout cela en détail, maintenant offrez le bras à Valentine, mon ami, et allons nous mettre à table puisque l'on sonne le dîner.

Le jeune homme s'inclina et saisissant avec empressement l'occasion qui lui était offerte d'entretenir un instant la jeune fille à voix basse.

— Mademoiselle, lui dit-il avec émotion, puis-je espérer que ma longue absence n'a rien changé aux sentiments que vous eûtes la bonté de me témoigner la veille de mon départ, jour béni, qui n'est jamais sorti de ma mémoire ?

— Faites plus que de l'espérer, soyez en sûr, Monsieur, répondit-elle d'un ton ferme.

— Ainsi vous m'autorisez à renouveler aujourd'hui la demande que je fis alors de votre main ?

Elle parut hésiter un instant, puis, d'une voix craintive.

— Je voudrais y mettre une condition, obtenir de vous un service, plus que cela, un sacrifice, Monsieur, mais comment m'expliquer à cette heure ? nous voici déjà dans la salle à manger.

— Soyez sûre, Mademoiselle, qu'il n'est rien que je ne sois disposé à faire pour vous, lors même qu'il faudrait, comme au temps de la chevalerie errante, combattre les dragons ailés, ou pourfendre les géants, ajouta-t-il avec un charmant sourire en prenant place à table à côté d'elle.

Le repas fut gai ; jamais, depuis son arrivée au château, le Baron ne s'était montré de si bonne humeur ; il mangeait de bon appétit et causait avec entrain, comme au jour de sa jeunesse.

Après le café, il proposa à M. de Belfort de l'accompagner au fumoir.

— Nous te rejoindrons bientôt, dit-il à Valentine.

La jeune fille, demeurée seule au salon, comme cela lui arrivait tous les jours à cette heure, se laissa aller sur un fauteuil, appuyant son front sur sa main dans l'attitude pensive et recueillie qui lui était familière, mais un doux sourire errait sur ses lèvres et son visage avait une expression de bonheur qui rendait sa beauté plus suave.

Elle était ainsi depuis quelques minutes absorbé dans ses réflexions lorsque la pendule sonna sept heures. Valentine treissailait alors, comme réveillée brusquement d'un songe plein de charmes.

— Oh ! c'est impossible, dit-elle, je n'ai pas le courage de sortir aujourd'hui, de sacrifier cette soirée, la seule peut-être que M. de Belfort doit passer auprès de nous..., mais Bernard compte sur moi cependant et avec sa mauvaise tête qui sait ce qu'il pourrait faire ou imaginer !

Elle tira le cordon de la sonnette et une vieille femme parut sur le seuil de la porte.

— Ma bonne Catherine, lui dit-elle d'un ton calin, donne-moi vite ma pelisse et mon capulet, couvre-toi et sortons.

— Et où donc Mademoiselle veut-elle aller à cette heure ?

— Tu le sais bien, ma chère bonne.

— Mademoiselle n'y pense pas, répondit la vieille d'un tongrondeur, monsieur le Baron peut revenir d'un moment à l'autre.

— Il croira que je suis montée dans ma chambre, comme je le fais bien souvent.

— Mais le temps est détestable, il fait noir comme dans un four !

— Alors prend la lanterne et partons.

— Hélas ! hélas ! tout cela finira mal pour nous deux, et pour moi aussi par dessus le marché, dit la vieille en soupirant, voilà notre capulet et notre manteau et que Dieu nous protège !

(A suivre)

C^{me} de la ROCHÈRE.

M. FLAMMARION DANS LE CIEL

Monsieur Flammarion (Camille) est un homme privilégié. Astronome, il parcourt le ciel ; lettré il raconte ses voyages. On ne conteste pas sa science et l'on achète sa prose. Les grands explorateurs ont usé leur vie à découvrir un monde. Lui en invente des milliers rien qu'en se mettant à sa fenêtre. Ceux-ci ont cheminé par les tempêtes et supporté le poids accablant du jour. Lui vogue, léger comme un souffle, dans une nuit toujours étoilée. Les Hottentots du bois de Boulogne ont eu peine à établir leur authenticité et l'on n'accorde qu'une confiance médiocre aux Lapons leurs successeurs. Les dires de M. Flammarion ne sont pas de ceux que l'on contrôle. Il est réellement l'interprète attitré des planètes. Si d'autres les connaissent aussi bien, nul n'en parle avec autant d'autorité. Ses récits sont pleins de merveilles que lui seul a vues, et qui n'en ont que plus de charmes à ses yeux. Il en a différentes éditions suivant sa clientèle. Tantôt il se montre en tête de grandes revues périodiques ; tantôt il figure dans le catalogue des écrivains célèbres édités à bon marché dans l'intérêt des classes laborieuses ; tantôt on le débite en feuilletons illustrés qui se vendent couramment dix centimes, sauf le premier distribué gratuitement aux passants à titre d'hommage flatteur et désintéressé.

. Assurément voilà de l'astronomie qui n'est pas chère. — S'il ne s'agissait que de science pure nous saurions quel que gré à M. Flammarion de mettre ainsi libéralement la sienne à notre disposition. Se promener dans la lune, visiter le soleil, contempler Mars, Neptune et Saturne, il

est certain que cela nous change de perspective et agrandit notre horizon. Mais la susdite astronomie contient bien autre chose. La science qu'elle prétend vulgariser n'est guère qu'un pavillon qui couvre la marchandise et cette marchandise elle-même consiste en une religion nouvelle dont M. Flammarion est le prophète et le héraut. Les astres lui servent de chaire. De cette tribune rayonnante, sans souci des interruptions qui ne montent pas jusqu'à lui, il dogmatise à son aise. Il daigne nous apprendre, de peur que nous en ignorions, quelle est notre origine, ce que nous avons été, ce que nous ne sommes pas, ce que nous devrions être, s'il ne dépendait que de lui. Au fond ses théories se résument en un matérialisme raisonnablement vieux, mais qu'il apprête à la moderne. Il le rajeunit au moyen de procédés à lui où il entre à doses diverses et exactement combinées, un paysage nocturne, quelques phrases poétiques, beaucoup de chiffres et force attaques odieuses contre la religion en général et le christianisme en particulier. La preuve en est facile à faire. Nous allons suivre M. Flammarion dans un de ses voyages. Nous verrons où il nous conduit et comment il nous conduit. C'est encore le meilleur moyen de mettre en garde le lecteur chrétien contre des excursions inoffensives en apparence, fort dangereuses en réalité.

Monsieur Flammarion soigne ses départs. En voici un qui ne manque pas d'agréments(1). Nous sommes à Venise. Le silence de la nuit enveloppe la cité du sommeil. Le gondolier a jeté ses dernières notes ; le bruit cadencé des rames expire dans le lointain. La vieille horloge ducale frappe lentement les heures et ses vibrations sonores, s'élevant seules dans la paix de l'atmosphère, accroissent l'intensité du silence. La lune glisse calme et sereine dans le firmament. Tout dort, sauf l'astronome assis dans l'embrasement de la haute fenêtre. Il contemple la « pâle Phœbé »

(1) V. la Revue de Paris et de Saint-Pétersbourg, 15 Avril 1888.

qui descend à l'occident vers le clocher de la Chiesa : et voilà que sans plus tarder, sous forme d'apostrophe poétique, le dogme de l'évolution fleurit sur ses lèvres. On dirait d'une flute soupirant tristement sur un mode antique :

« Déjà, tu brillais sur les eaux argentées par ta clarté , ô lune silencieuse , sphinx du ciel , lorsqu'il y a des millions d'années , l'humanité terrestre attendait , dans les limbes des possibilités futures, son éclosion, si lente à venir... Mais un jour tu ne trôneras plus, reine silencieuse de la nuit, que sur un cimetière de glaces ; tu ne recevras plus la lumière du soleil , prêt lui-même à s'éteindre , et il n'y aura plus ici d'horloge pour mesurer tes heures , ni d'êtres humains pour les compter ! »

Sombre et lamentable perspective ! mais en attendant que nous disparaissions avec les horloges, M. Flammarion profite de celles-ci. Il s'élance avec la vitesse de la propagation de la lumière, et en une seconde, un tiers, il arrive au dessus de l'immense chaîne des Apennins lunaires. Là , pendant quelques instants , il plane sur les rives escarpées de la mer de la Sérénité. De ces hauteurs , il s'assure que rien n'est changé dans le spectacle que son télescope lui a permis de s'offrir maintes fois. Il y a beau temps qu'il se promène à travers ces volcans éteints , et cette nuit , pas plus que les autres , il ne saurait apercevoir les habitants du monde lunaire. La chose est regrettable ; mais il y a compensation. Justement, en effet, Mars passe en ce moment dans sa section la plus voisine de la terre , si bien que quatorze millions de lieues seulement séparent cette planète de notre globe. Hâtons-nous de redescendre à notre fenêtre. Trois minutes nous suffiront pour remonter jusqu'à Mars, et le profit vaut bien la peine.

Ce monde de Mars est fort curieux. M. Flammarion y a distingué très nettement une mer Méditerranée et plus obscurément des bois d'orangers. Mais ce que Mars possède, et ce qui nous fait surtout envie, c'est un corps d'ingénieurs

tels qu'on n'en voit pas sur notre misérable terre. Les travaux qu'ils ont accomplis, nous dit notre guide, sont immenses, incomparablement supérieurs à tout ce qui a été fait en notre propre siècle sur notre planète. Ils ont transformé leur globe par des opérations gigantesques. Nos astronomes, ajoute-t-il, commencent à s'en rendre compte. Pour M. Flammarion, c'est chose faite depuis longtemps, et il a d'autres chefs-d'œuvre à inspecter.

Ce n'est plus quinze millions de lieue, mais bien trois cents millions qu'il va franchir. Le premier coup de dix heures sonne à la vieille horloge qui doit disparaître un jour, en même temps que les êtres humains. Avant que le dixième ait retenti, nous sommes logés dans le huitième satellite de Saturne. Ici, les affirmations scientifiques sont plus restreintes: plus de mers méditerranées, plus d'orangers, plus d'ingénieurs, mais un univers dont M. Flammarion calcule mathématiquement les prodigieuses dimensions. La terre, vue de pareille hauteur, est perdue comme un minuscule petit point dans les rayons du soleil. Quelle humiliation pour elle! Et dire qu'avant *l'ère de vérité inaugurée par les conquêtes de l'astronomie*, elle se croyait quelque chose! La voilà bien détrompée; un peu tard, il est vrai, et non sans que les humains aient dépensé fort inutilement des provisions de philosophie. Que n'ont-ils connu plus tôt l'Astronomie? Ils auraient compris l'inanité de leurs efforts, comme il est arrivé à M. Flammarion, qui nous en fait l'aveu sincère: « A cette distance... , je comprenais mieux que jamais pourquoi nulle conception philosophique ou religieuse, même parmi les plus avancées et les plus pures, n'a pu encore donner aux habitants de ce globe la solution du problème de nos destinées, et pourquoi nous devons demander cette solution à l'astronomie. » Et il la demande, et il va nous la donner. Toutefois, avant de rendre ses oracles, un scrupule le saisit. Saturne n'est pas assez éloigné de la terre

pour nous affranchir entièrement de tout patriotisme local. Nous ne recouvrerons bien l'indépendance de notre pensée, et la vérité ne saurait nous luire autre part qu'en dehors des frontières du système solaire. Montons jusqu'à Neptune, qui gravite à la distance de plus d'un milliard de lieues du soleil.

La tribune est assez haute maintenant, et M. Flammarion se tranquillise. La terre a disparu loin de nos regards emportant dans sa fuite nos préjugés mesquins et notre sottise vanité. Il peut parler sans crainte et commencer son cours. Son premier soin est de nous révéler notre origine. Le morceau est un peu long, mais il a de la grâce : « La forme humaine terrestre a pour origine les formes ancestrales de la longue série animale d'où elle est graduellement sortie et dont elle est la plus haute émancipation et ces formes animales remontent de proche en proche, par des liens ininterrompus jusqu'aux organismes rudimentaires — dépourvus des sens qui sont la gloire de l'homme — par lesquels la vie a inauguré ses manifestations, organismes bien rudimentaires, en effet, auxquels on hésite à donner le titre d'êtres vivants, que l'on ne peut appeler ni animaux, ni végétaux, qui ne sont encore ni l'un ni l'autre, qui nous apparaissent à l'état de substances organisées, déjà distinctes du règne inorganique, mais pourtant simples combinaisons chimiques portant en elles une sorte de vitalité confuse, protoplasma élémentaire, germe de tous les développements futurs de la vie terrestre, animale et végétale. »

Bienfaisant protoplasma ! Encore que son nom soit disgracieux, sa définition peu claire, et sa nature indéfinie, convenons que lui seul dénoue fort heureusement la situation embrouillée que nous avait faite la philosophie. Avec lui tout s'explique. Il est à l'origine de tous les mondes. C'est lui, la vie produite et développée conformément à la loi primordiale, la loi du progrès. Dès

lors Dieu n'est plus nécessaire. Et, en effet, affirme M. Flammarion, l'être que les habitants de la terre ont appelé Dieu jusqu'ici n'existe pas. Il n'est qu'une invention et quelle invention ! odieuse, barbare, inhumaine ! Et là-dessus, oubliant qu'il voyage dans les régions où les passions terrestres ne sont plus de mise, le savant astronome lance ses anathèmes contre Boudha, Osiris Jupiter, Allah, Jéhovah, et Dieu le Père et Dieu le Fils des chrétiens. Il fait une sinistre peinture de « ce Dieu des armées qui protège telle ou telle nation, qui bénit les poignards et plonge ses mains dans le sang fumant des victimes pour en marquer au front les potentats couronnés. »

Cela touche à la haute éloquence. Suivent ces preuves historiques, qui ont déjà servi une fois ou deux, mais que l'usage ne saurait défraîchir : Galilée, Giordano Bruno, la Saint-Barthélemy. J'ose ici, cependant, avertir modestement M. Flammarion, qu'il ne trace, comme l'aurait dit Corneille, qu'un crayon imparfait. Il y manque l'Inquisition et Calas. Nous sommes désappointés de ne pas les rencontrer à leur place ordinaire et l'effet général en souffre un peu. Il comblera facilement cette lacune dans son prochain voyage.

Nous comprenons maintenant, après des démonstrations aussi vigoureuses, l'indignation de notre guide contre les Rois qui, en notre époque même, font de la politique au nom du droit divin, et « montrent l'empreinte du doigt de Dieu sur les plaies les plus monstrueuses du corps social. » En sa qualité d'homme indépendant, M. Flammarion déclare hautement qu'il prend en mépris tous les fonctionnaires qui vivent aux dépens d'un pareil système. Infortunés ! ils ne s'en relèveront pas, ni eux, ni les religions créées jadis aux siècles d'ignorance où l'on ne savait rien, mais rien, ni sur le ciel, ni sur la terre. Quant à celles qui datent de deux siècles seulement, et qui commencent à peine à se dégager de l'hypocrisie des fausses doctrines, à elles

l'avenir. Et M. Flammarion, secouant ses ailes, s'envole de nouveau pour aller se percher à huit mille milliards de lieues, dans l'étoile Alpha de la constellation du Centaure. Dans ce nouveau séjour, il ne peut constater qu'un fait, mais un fait capital : c'est que tous les mondes qu'il traverse sont régis par l'attraction, l'attraction de l'inconnu. Comme le protoplasma remplace le Créateur, l'attraction remplace la Providence. Pour nous aider à comprendre, la flûte reparait et défile, en quelques notes légères, toute une aimable pastorale où l'on voit la fleur qui se tourne vers le soleil, l'oiseau qui vole de branche en branche en cherchant son nid, le rossignol qui charme de son cantique incomparable les doux mystères de la nuit, etc. La pastorale épuisée nous nous éloignons rapidement de l'Alpha pour atteindre les profondeurs étoilées de la Croix du Sud à cent millions de milliards de lieues.

Là, nous apercevons des astres peuplés par des *organismes* aériens dont l'éclat laisse loin au dessous de lui la chair de nos roses les plus fraîches et de nos lis les plus purs.

« ah ! qu'en termes galants ces choses-là sont mises !

Ces êtres vivent de l'atmosphère même qu'ils respirent, sans se voir condamnés, comme les habitants de notre planète, à massacrer perpétuellement des animaux innombrables pour en remplir leurs corps. D'où M. Flammarion conclut que l'ineptie des citoyens de la terre est véritablement colossale. C'est ici que trouve sa place la tirade obligatoire contre le militarisme, dans laquelle l'Allemagne est fort malmenée, non moins que les conquérants, dont la gloire étant de l'ordre des instincts des carnassiers, ne dure guère plus longtemps qu'un diner brutal.

Décidément, nous ne sommes pas assez haut encore. Montons dans l'infini, dans les espaces où se promènent des milliards de soleils, éloignés les uns des autres par des

millions de milliards de lieues. Perdu dans l'immensité, notre explorateur, qui ne peut pas cependant encore oublier la terre, renouvelle ses sarcasmes contre les systèmes religieux dans lesquels « l'humanité terrestre a enveloppé jusqu'ici son imagination inféconde. » En vain on lui objecte qu'il y a en France même, à l'Observatoire de Paris, des astronomes qui communient, disent leur chapelet et portent des cierges dans les chapelles. Un mot suffit pour les confondre. Ce sont des êtres hybrides, ou illogiques, ou menteurs; il n'y a pas de milieu. Après cet arrêt sommaire, mais équitable, M. Flammarion nous donne le dernier mot de son système. La force et la matière ne peuvent être ni créées ni détruites. Elles ont existé et agi de toute éternité. Par exemple, nous ignorons le secret de la conservation de l'énergie; mais cela importe peu. Tout naît et tout meurt et puis tout ressuscite. Comment cela se fait-il? Vous vous moquez. Est-ce que le panthéisme lui aussi n'a pas droit à son mystère. Taisez-vous et croyez.

Il ne reste plus à notre guide, pour achever sa démonstration, que de nous peindre la société idéale entrevue dans ses rêves. Chaque religion a son paradis. L'astronomie a le sien. Donc, dans le plus éloigné des mondes, habite une humanité qui n'est pas très différente de la nôtre, au point de vue physique. Nous sommes assurément flattés de la ressemblance, et après tant d'humiliations, le compliment nous touche. Mais aussi quelle supériorité dans l'état social de cette humanité d'élite! qu'on en juge!

D'abord les honnêtes gens qui la composent sont perpétuellement d'accord entre eux. Simples, modestes, ambitieux seulement de science et de perfection morale, ils ajoutent à ces mérites déjà si rares, celui de ne se nourrir que de végétaux. C'est le pur idéal de la société végétarienne. Les fonctions de la vie matérielle leur prennent peu de temps. Cela vient sans doute de l'ex-

cellence de leur régime. Ils vivent d'intelligence, sans aucune rivalité personnelle d'affaires petites ou grandes, uniquement préoccupés d'études ou de plaisirs.

Quelles études ? quels plaisirs ? M. Flammarion ne l'explique pas. Il a sans doute ses raisons pour se taire sur ce point délicat. Dans son Eden, il n'y a point d'argent, et, par conséquent, ni riches, ni pauvres, et comme l'éternité est perpétuel, on n'y connaît point ces machines à coquetteries que nous appelons les vêtements. Ces nouveaux phénix ne meurent point : ils s'endorment, leur corps se désagrègeant comme les molécules du nuage. Les unions y sont libres ; mais comme elles sont fondées sur une connaissance mutuelle des époux, si le divorce existe, il y est rarement pratiqué. Les amis y sont toujours fidèles. Comment en serait-il autrement, les communications étant établies sur ce globe avec la vitesse de l'éclair ?

Une société aussi parfaite n'existe pas sans le suffrage universel. On l'y rencontre donc, tout comme ici-bas, avec cette différence, à notre honte et à la gloire de ce monde idéal, qu'il y est éclairé, — cela se conçoit puisqu'il fonctionne au sein des étoiles et des soleils — et que son choix ne se porte jamais que sur des astronomes consciencieux.

Car, avons-nous besoin de le dire ? la religion de l'astronomie gouverne seule, en ce bienheureux pays, les esprits et les cœurs. Grâce à elle, on y est muni d'instruments d'observation bien autrement puissants que les nôtres, on voyage par attraction et on possède enfin le secret de l'union substantielle de la force et de la matière.

Il a paru à M. Flammarion que ces gens-là—de vrais Dieux de l'Olympe, même costume, avec la lunette en plus,—étaient absolument heureux, quoique d'une excessive sensibilité nerveuse (ô siècle de la névrose !) Dans son enthousiasme il nous sert des jardins enchantés où le mysticisme n'a pas grand chose à voir. « Ils vivent au sein des plai-

sirs les plus raffinés. Des parfums s'élèvent du sein des fleurs éclatantes; les bois sont embaumés d'odeurs enivrantes, la lumière du jour se joue en de féériques paysages. »

Ainsi s'épanche notre guide en images assez étranges sur les lèvres d'un astronome, lorsque tout-à-coup une sorte de commotion électrique le rend à lui-même, et il se retrouve assis dans sa fenêtre, au moment où la vieille horloge, — elle ne manque jamais à son rôle, — sonne les douze coups de minuit. Le voyage est fini.

Eh bien ! je l'avoue franchement, je suis bien aise d'être à terre. Quoi ! se promener pendant des heures parmi les astres, pour entendre des raisonnements de cette force : La lune est à 90,000 lieues de la terre ; donc il n'y a pas de Dieu ; ou bien — j'ai rencontré des mondes multicolores, éclairés par quatre soleils : un rouge, un rubis, un vert émeraude et un bleu saphir ; donc jusqu'ici on n'a rien entendu à la philosophie, — qu'est-ce, sinon une véritable mystification ? Et c'est ce fatras, en vérité je ne puis l'appeler autrement, d'allégations impies délayées entre un clair de lune et les vibrations d'une horloge, que M. Flammarion prétend faire passer pour de la science populaire ! Quelque chose me dit qu'il n'y réussira pas. Autre est la vraie science, surtout celle qui s'adresse aux humbles et aux petits. Elle n'a ni ces emportements, ni cette moralité douteuse, ni ces obscurités voulues. Elle affirme parce qu'elle sait et se garde de l'emphase pontificale que M. Flammarion ne cesse de reprocher à ses adversaires et que lui-même pratique religieusement. Elle est faite de clarté, de bon sens et d'amour. Elle s'adresse aux meilleurs sentiments de l'humanité et ne songe pas à l'éclairer pour lui reprocher son néant, l'accabler sous le poids de son ignorance et lui montrer, dans une lunette perfectionnée, le terme du bonheur et l'idéal de la civilisation. Sur ce terrain de l'enseignement populaire, l'Eglise est encore la maîtresse incomparable. M. Flammarion, s'il

allait à l'école de nos docteurs et des saints pères, y trouverait, même en astronomie, maintes utiles leçons.

Il en est une qui est restée célèbre, que la poésie et l'art ont illustrée à l'envi. Il s'agit également d'un voyage dans les cieux, et le point de départ est celui de M. Flammarion. S. Augustin et Monique sont assis dans l'embrasure de la fenêtre de leur maison d'Ostie. La nuit est venue, les étoiles rayonnent au firmament et se reflètent dans la mer qui étend devant eux ses flots paisibles. Le jeune chrétien et sa mère contemplent le ciel, et doucement emportés par ce spectacle, ils montent et s'élèvent peu à peu dans l'espace.

En passant, ils interrogeaient les astres : « Qui donc vous a créés ? » et ceux-ci répondaient : « Allez plus haut, cherchez au-dessus de nous ; ce n'est pas nous qui nous sommes faits. » Et traversant l'immensité, laissant derrière elle les mondes et les soleils, et les nuées lumineuses, leur pensée montait jusqu'à la Trinité-Sainte, source éternelle de lumière, de force et de vie, Sagesse, Parole et Amour incréés, par qui tout a été fait et où tout doit revenir, qui nous attirent incessamment à eux par la splendeur de la création et les mystères de leur grâce invincible. Et la mère et le fils s'absorbant dans cette ineffable vision, devançaient les heures où la nature mortelle qui était en eux devait s'épanouir en impérissable beauté.

Ainsi nous enseigne l'Église. Ainsi elle commente et explique la création. Ainsi elle sait nous conduire au-delà des astres visibles et des mondes que l'œil humain ne saurait atteindre.

M. Flammarion me répondra que S. Augustin avait une imagination inféconde, qu'il ne s'est jamais promené sur l'Alpha ; que d'ailleurs il n'avait pas de télescope, et qu'il vivait avant l'inauguration de l'ère de vérité.

Malgré tous ces désavantages, je persiste à croire que le docteur d'Hippone a mieux compris les astres, et plus sa-

gement interprété leur langage, que certains astronomes de nos jours et qu'en fait de science populaire son enseignement est encore préférable aux affirmations d'une science infatuée de ses mérites, qui transforme ses hypothèses irréligieuses en dogmes immuables et nous offre je ne sais quels rêves malsains pour l'expression de la vérité qu'ils dénaturent, de la réalité qu'ils travestissent et de la morale qu'ils compromettent.

C. FERRY,
Docteur ès-lettres.

NOTE SUR LA VENTE DES IMMEUBLES

DE LA

MENSE ÉPISCOPALE DE NIMES

Le Gouvernement de la République vient de décider que divers immeubles, appartenant à la mense épiscopale de Nîmes, seront aliénés prochainement, pour le prix en être converti en titres de rentes sur l'État français. Cette mesure inattendue, qui s'applique notamment au collège Saint-Stanislas à Nîmes et au collège de l'Immaculée-Conception à Sommières, cause une vive et légitime émotion à la population catholique de notre région. Chacun se demande si cette décision est dans le droit du Gouvernement et quels motifs l'ont dictée. La question est assez grave pour mériter un examen attentif.

I

D'abord, qu'est-ce qu'une mense épiscopale ?

M. Batbie, dans son *Traité de droit public et administratif*, t. v, n° 221, l'explique très clairement. « L'évêché, » dit-il, est, comme la cure et la succursale, une personne » morale capable d'acquérir. Ses biens appartiennent, en » jouissance, aux titulaires successifs, et, en propriété, » au titre. Cette personne morale est un établissement » ecclésiastique qu'on appelle *mense épiscopale*. »

Il suffit, pour reconnaître l'exactitude de cette formule, de se reporter au décret du 6 novembre 1813, et à la loi du 2 janvier 1817. D'abord la mense épiscopale est un établissement ecclésiastique reconnu par la loi, puisque

le décret-loi du 6 novembre 1813 contient un titre entier, composé de vingt articles, ayant précisément pour objet « les biens des menses épiscopales ». Ensuite la loi du 2 janvier 1817 dispose que tout établissement ecclésiastique, reconnu par la loi, pourra, avec l'autorisation du Gouvernement, acquérir, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, des immeubles et des rentes. Donc, une mense épiscopale a le droit, avec l'autorisation du Gouvernement, de devenir propriétaire de biens immobiliers.

De tout temps les menses ont usé de ce droit. Aussi le Bulletin des Lois contient-il, depuis 1813 jusqu'à ce jour, de nombreux décrets et ordonnances, autorisant les menses des divers évêchés de France à accepter des donations et des legs portant sur des immeubles.

Après avoir autorisé l'acquisition à titre onéreux ou gratuit, le Gouvernement peut-il, changeant d'avis, imposer l'aliénation et transformer la valeur immobilière en un titre de rente sur l'État ? Non, absolument non. Il n'existe dans tout l'arsenal de nos lois aucun texte qui lui confère ce pouvoir. Pourtant il se l'attribue en se fondant sur le droit de régale. Examinons la valeur de cette prétention.

II

Autrefois l'Évêque était le collateur ordinaire des bénéfices non électifs de son diocèse. Quand le siège épiscopal venait à vaquer, le Roi avait le droit de conférer lui-même ce bénéfice, et en même temps de jouir du revenu de l'Évêché. Ce droit, appelé *Régale*, prenait fin le jour où le nouvel évêque prêtait serment de fidélité. Inutile de rappeler ici la célèbre affaire de la Régale, née de la résistance de deux évêques de Languedoc contre la prétention de Louis XIV de maintenir leurs diocèses en régale, malgré l'ancienneté d'un usage contraire, jusqu'à

l'enregistrement de leur serment de feauté. Le point intéressant à élucider est celui de savoir si la Régale existe aujourd'hui et quelle en est l'étendue.

D'abord il ne peut plus être question de la régale spirituelle, relative à la collation des bénéfices, puisque les bénéfices, c'est-à-dire les dotations attachées à certains titres ecclésiastiques, ont été abolis par les lois révolutionnaires, et n'ont jamais été rétablis. Quant à la régale temporelle, relative à la jouissance des fruits des évêchés, son maintien ne peut être justifié, ni au point de vue de l'histoire, ni au point de vue du droit.

La Régale jadis avait pour origine, d'après les anciens auteurs, soit un privilège accordé au Souverain par l'Église, soit un droit réservé lors des concessions féodales faites par les Princes aux Évêques dès le temps des Mérovingiens, soit une sorte de compensation au profit de l'État, en raison de la supériorité reconnue par lui au culte catholique. Quelques légistes allaient jusqu'à invoquer un haut domaine du Souverain sur toutes les terres du royaume. Aucun de ces motifs ne saurait être présenté aujourd'hui.

Il suffit de lire le Concordat pour reconnaître qu'aucun privilège de ce genre n'a été accordé par le Souverain-Pontife au Premier Consul, en ce qui concerne les biens de l'Église. Si l'article 16 porte « Sa Sainteté reconnaît » dans le premier consul de la République française les » mêmes droits et prérogatives dont jouissait près d'elle » l'ancien gouvernement, » tous les commentateurs de bonne foi, qui interprètent le texte sans le tronquer par la suppression des mots *près d'elle*, reconnaissent que les droits et prérogatives, réservés par cet article, ont uniquement rapport aux relations diplomatiques.

Les concessions féodales faites par les Princes aux Évêques, et remontant aux premiers siècles de la monarchie française, ont disparu avec la confiscation révolutionnaire

des biens du clergé. L'Église eût-elle même conservé son patrimoine que ce patrimoine serait aujourd'hui affranchi de toute servitude féodale, à l'égal de tous les autres patrimoines français. Si les menses épiscopales possèdent quelques biens, elles le doivent aux récentes libéralités des fidèles, et nullement à la générosité de Clovis, de Dagobert ou de Chilpéric.

Ne parlons pas de la suprématie du culte catholique : il y a longtemps que les canons de l'Église ont cessé d'être lois de l'État, et je ne sache pas que M. le Président de la République puisse être considéré comme l'Évêque du dehors.

Enfin, le principe de la propriété personnelle et inviolable est devenu l'une des bases de notre législation : seuls quelques socialistes fougueux osent encore parler d'un droit éminent de l'État sur les fortunes privées.

Il convient toutefois de signaler la théorie, invoquée par la Cour d'appel de Limoges (arrêt du 13 août 1888), pour motiver un dispositif d'incompétence, en contradiction formelle avec notre ancien droit en matière de régale. « La régale, dit cet arrêt, en ce qu'elle s'applique aux » biens des menses épiscopales, subsiste aujourd'hui » comme dans le passé, au même titre, c'est-à-dire qu'é- » tant alors un droit personnel au roi, réognitif de sa » souveraine puissance, elle est aujourd'hui une dépen- » dance, un accessoire de la souveraineté de la nation, » transmise par celle-ci à qui exerce le pouvoir en son » nom, c'est-à-dire au chef de l'Etat, au Président de la » République. » Plus loin, l'arrêt ajoute : « Il n'est pas » douteux que la régale est un droit inhérent à la puis- » sance publique. » Cette proposition, que le rédacteur de l'arrêt formule, sans même essayer de la justifier, nous paraît assez proche parente de la thèse socialiste. Le souverain, par cela seul qu'il est souverain, devient titulaire

de droits réels sur des patrimoines privés ! En raison, cela ne se conçoit pas. Impossible, en effet, de comprendre que lorsqu'un particulier, voulant faire une fondation pieuse, a donné à un évêque et à ses successeurs un immeuble ou une valeur mobilière, le chef de l'État puisse intervenir pour en profiter. S'il est vrai que la régale soit un droit inhérent à la puissance publique, comment se fait-il que, dans tous les autres pays catholiques, où cependant il existe une puissance publique, la régale n'ait jamais existé ? « N'est-il pas à craindre, dit excellemment Mgr Freppel, qu'en partant des mêmes principes, l'on ne vienne soutenir quelque jour, et dans le même ordre d'idées, que la violation du secret des lettres et les lettres de cachet elles-mêmes sont « un droit inhérent à la puissance publique ? »

A propos de l'arrêt de Limoges, il est piquant de noter que, dans ses conclusions, M. le procureur général Baudouin s'est exprimé en ces termes : « L'origine de la » régale est fort ancienne. Sans remonter au concile d'Orléans la concédant à Clovis vainqueur d'Alaric, au pape » Adrien l'accordant à Charlemagne après l'extermination des Ariens, on la trouve mentionnée dans le testament de Philippe-Auguste, partant en 1190 pour la » croisade, dans celui de saint Louis (1241) : elle est pratiquée par tous les rois de France, Charles V, Louis XI, » Charles IX, Louis XIII, Louis XIV, sous lequel elle » donne lieu aux débats les plus retentissants, et devient » l'occasion de la déclaration de 1682.... L'avocat général Bignon lui reconnaissait quatre sources : la souveraineté du roi, sa qualité de fondateur des églises de » France, sa qualité de seigneur féodal, et sa qualité de » gardien et défenseur des droits et prérogatives des églises de ses États. Tout cela est assez obscur, au dire des » auteurs, et d'Héricourt lui-même confesse à cet égard » ses doutes et son ignorance. » C'est après avoir entendu

ce langage que la Cour de Limoges s'écrie courageusement : « *Il n'est pas douteux* que la Régale est un droit » inhérent à la puissance publique. »

La vérité est qu'en 1812 et en 1813, alors que le pape Pie VII était prisonnier à Fontainebleau, Napoléon I^{er} promulgua plusieurs décrets, qui, loin d'être rendus en exécution du Concordat, constituaient des empiètements évidents sur les droits de l'Église, et sortaient de la volonté impériale comme pour remettre en mémoire le vieil adage païen : *Quidquid Principi placuerit, ita jus esto*. Dans le décret du 6 novembre 1813, la Régale fut rappelée en ces termes (art. 33) : « Le droit de régale continuera d'être » exercé dans l'empire, ainsi qu'il l'a été de tout temps par » les souverains nos prédécesseurs. » Cet article est suivi de plusieurs autres réglant l'administration de la mense épiscopale pendant la vacance du siège. Tel est le texte dont se prévaut aujourd'hui le Gouvernement pour ordonner la vente des biens immobiliers appartenant à des évêchés. Or, en supposant indiscutable la légalité de ce décret impérial, il suffit de le lire pour se convaincre que précisément il interdit les aliénations immobilières.

III

En premier lieu, l'article 33 décide que le droit de régale *continuera d'être exercé ainsi qu'il l'a été de tout temps*. Ce langage est clair. Il ne s'agit pas de rechercher, par une analyse philosophico-juridique, plus ou moins subtile, plus ou moins fantaisiste, jusqu'où auraient pu aller, dans les âges précédents, les conséquences du droit régalien, quelles applications il aurait pu comporter, par suite de l'interprétation abusive des parlementaires gallicans du xvii^e siècle. Non, car le décret ne dit pas ; « le droit de régale est maintenu avec toutes ses applications réelles ou possibles. » Il dit, ce qui est tout différent : « le droit de régale continuera *d'être exercé*, ainsi qu'il l'a

» été de tout temps. » Cette rédaction se conçoit à merveille, si l'on songe que la Régale était, non un droit formulé à sa naissance dans un texte susceptible de discussion et d'interprétation, mais un droit d'origine ancienne et obscure, ne reposant avec certitude que sur la coutume. Ce droit, parce qu'il est fondé sur la coutume, est nécessairement limité par elle. Le texte du décret de 1813 est précis : il maintient la coutume en dehors de laquelle il n'y a rien. C'est l'*exercice* du droit qui est conservé. L'exercice, c'est-à-dire un fait, est *continué* ; et puisqu'il est continué comme dans le passé, il n'est pas permis de modifier ce fait pour accomplir, dans le présent, des actes dont le temps passé n'a pas été témoin. Eh bien, on peut consulter l'histoire, fouiller les archives nationales, interroger tous les anciens auteurs, on ne trouvera nulle part trace que jamais, dans aucun siècle, un souverain ait prescrit, en vertu du droit régalien, l'aliénation d'un immeuble quelconque. Donc aujourd'hui, en ordonnant la vente des immeubles de la mense, le gouvernement usurpe un droit qu'il ne possède pas.

Au surplus, non seulement l'histoire des siècles, qui ont précédé le décret de 1813, enseigne que jamais la Régale n'a amené l'aliénation d'un immeuble épiscopal, mais il faut encore noter que, depuis 1813 jusqu'à ces dernières années, jamais aucun des gouvernements, qui se sont succédé en France, n'a émis la prétention de faire vendre un bien immobilier quelconque appartenant à une mense épiscopale. Cette double constatation suffit à démontrer que l'art. 33, sur lequel s'appuie le Gouvernement pour justifier ses résolutions, les condamne au contraire formellement.

IV

Si maintenant nous portons notre attention sur les articles qui, dans ce même décret-loi de 1813, suivent notre

article 33, et déterminent la manière dont ce droit de régale sera exercé, que trouvons-nous ? d'abord l'art. 34, disposant qu' « au décès de chaque évêque il sera nommé, par » le ministre des cultes , un commissaire pour l'*administration* des biens de la mense épiscopale pendant la » vacance ». Voilà le pouvoir du commissaire bien défini ; c'est lui qui est chargé d'assurer l'exercice du droit de régale, et il n'a pas d'autre pouvoir qu'un pouvoir d'*administrer*. Donc le droit régalien n'emporte pas pouvoir d'aliéner.

Mais ce n'est pas tout. Les art. 36, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, qui précisent le mandat du commissaire-*administrateur*, portent — qu'il tiendra note de ses recettes, de ses dépenses, et des actes de sa gestion , — qu'il mettra opposition aux scellés apposés à la requête des héritiers, à fin de conservation des biens de la mense, — qu'il requerra la levée des scellés et procédera à l'inventaire des biens, — qu'il encaissera les sommes et denrées dues par les débiteurs et fermiers de la mense , — qu'il acquittera les charges ordinaires de la mense , — qu'il fera procéder à l'expertise des immeubles, afin de s'assurer si les héritiers de l'évêque défunt ne sont pas tenus de quelques réparations, — qu'il fera procéder aux réparations nécessaires, si les héritiers négligent de les effectuer, — qu'il fera exécuter les réparations urgentes et les paiera sur les revenus de la mense. Tout cela n'est-il pas essentiellement de l'administration, rien que de l'administration ? Où est le pouvoir de disposer, d'aliéner ? Pourtant, si la Régale entraîne droit d'aliéner les immeubles, comment se fait-il que ce décret, si détaillé, ne fournisse pas l'ombre d'une indication sur la manière dont l'aliénation sera poursuivie ?

Ce n'est pas tout encore. Cet administrateur n'a même pas les pouvoirs ordinaires d'un administrateur : l'art. 41 lui interdit expressément de consentir aucun bail, de si

brève durée que ce soit, de couper aucun arbre futaie, ni d'entreprendre au-delà des coupes ordinaires des bois taillis. Et ce serait ce décret qui circonscrit si étroitement les fonctions de l'agent régalien, qu'on pourrait invoquer pour ordonner la vente des immeubles de la mense, par les soins de ce même agent !

Enfin l'article 48, qui termine la série, règle le salaire du commissaire-administrateur. On vient de dire tout ce qu'il aura à faire, il faut dire quelle sera sa rétribution. Citons le texte entier : « La rétribution du commissaire » sera réglée par le Ministre des cultes ; *elle ne pourra* » *excéder* 5 cent. pour franc des revenus, et 3 cent. pour » franc du prix du mobilier dépendant de la succession » en cas de vente, sans pouvoir rien exiger pour les vacations ou voyages auxquels il sera tenu tant que cette » gestion le comportera. » Voilà certes un langage précis !

Le ministre ne pourra pas allouer au commissaire, à titre de rétribution, un centime au delà d'un maximum formé de deux éléments : 1° le 5 0/10 des revenus ; 2° le 3 0/10 du produit des ventes *mobilières*. Donc il n'est pas possible, à moins de se livrer à un véritable pillage de la fortune d'autrui, d'allouer à l'administrateur un seul centime pris sur le produit de ventes immobilières. Pourquoi le décret-loi de 1813 défend-il d'allouer quoi que ce soit en dehors d'une fraction des revenus et d'une fraction du prix des ventes mobilières ? Mais précisément parce que ce décret tout entier met obstacle aux ventes immobilières, et que, dès lors, il eût été absurde d'autoriser une rétribution en vue d'un acte légalement impossible.

En résumé :

Le Gouvernement, qui peut refuser à une mense épiscopale l'autorisation d'acquérir un immeuble, n'a pas le droit, quand une fois la mense, personne morale, est devenue propriétaire, de rétracter son autorisation et d'ordonner la vente de cet immeuble.

Sa prétention d'exercer ce droit pendant la vacance du siège, en vertu de la Régale conservée au profit du Souverain par le décret de 1813, est contredite par les termes mêmes de l'art. 33 du décret, qui ne permettent pas d'user de la Régale au XIX^e siècle autrement qu'en ont usé les Rois de France avant 1813.

Toutes les dispositions de ce décret, qui s'enchaînent logiquement entre elles, protestent expressément contre l'idée d'une vente immobilière par les soins du commissaire-administrateur de la mense.

V

Après avoir envisagé la question à un point de vue général et dans l'intérêt de toutes les menses épiscopales de France, il nous reste le devoir de parler de la situation particulière de la mense épiscopale de Nîmes. Nos observations devant porter sur le décret spécial du 8 avril 1889, qui a ordonné la vente de quelques immeubles de cette mense, il est convenable de le reproduire in-extenso.

DÉCRET

Le Président de la République Française ,
Sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes ;

Vu l'arrêté ministériel, en date du 27 novembre 1888, nommant un commissaire pour l'administration des biens de la mense épiscopale de Nîmes, pendant la vacance du siège ;

Vu les rapports du commissaire-administrateur en date des 14 décembre 1888, 9 et 25 février 1889 ;

Vu les avis du Préfet du Gard en date des 11, 17 et 25 février 1889 ;

Vu le décret du 6 novembre 1813 ;

Le Conseil d'État entendu ;

Décète :

ARTICLE PREMIER

Est approuvée, pour le compte de la mense épiscopale de Nîmes, l'acquisition faite au nom de cet établissement par M. Besson, alors

évêque de Nîmes, suivant contrat reçu par M^{re} Causse et Dunal, notaires à Nîmes, le 22 juin 1876, d'un sieur Justin Aymat, et moyennant le prix de 3,800 francs, d'un jardin et dépendances d'une contenance de 19 ares, 23 centiares, sis commune de Sommières (Gard) et désignés au plan cadastral sous les numéros 169, 170, 174, 175 et 176 de la section A, quartier du Château-Fort.

ARTICLE II.

Le Commissaire pour l'administration des biens de la Mense épiscopale de Nîmes pendant la vacance du siège devra faire procéder immédiatement à l'aliénation aux enchères publiques, en un ou plusieurs lots, sur des mises à prix qui seront fixées à dire d'experts, des immeubles dont la désignation suit appartenant à ladite mense, et qui ne concourent pas directement au but en vue duquel cet établissement a reçu la capacité civile :

1^o Un bois-taillis, situé terroir de la commune de Fontanès (Gard), quartier de Prime-Combe, d'une contenance de 61 ares, 50 centiares, inscrit au cadastre sous le numéro 160 de la section A, appartenant à la Mense épiscopale en vertu d'une donation autorisée le 22 avril 1875, et d'un legs autorisé le 28 du même mois ;

2^o Un immeuble, ainsi que les meubles et objets mobiliers le garnissant, sis à Sommières (Gard), connu sous le nom de « Collège de Sommières, » appartenant à la mense, pour la majeure partie en vertu d'un legs autorisé par décret du 14 août 1857, et pour le surplus en vertu de l'acquisition autorisée par l'art 1^{er} du présent décret ;

3^o Un immeuble, ainsi que les meubles et objets mobiliers le garnissant, sis à Nîmes, rue des Chassaintes, connu sous le nom de « Collège Saint-Stanislas, » appartenant à la mense en vertu d'une donation, faite par l'abbé Boucarut, autorisée par décret du 17 mai 1862, d'un legs fait par le sieur Cart (*sic*), autorisé par décret du 10 novembre 1862, et d'une acquisition d'un sieur Lafont, autorisée par décret du 25 avril 1879.

Le produit de ces aliénations, déduction faite des frais et honoraires fixés par le Ministre des Cultes, conformément à l'article 48 du décret du 6 novembre 1813, sera employé en rentes 3 p. % sur

l'État français , immatriculées au nom de la mense épiscopale de Nîmes.

Il sera justifié de cet emploi tant auprès du Préfet du Gard que du nouveau titulaire du siège épiscopal.

ARTICLE III

Le Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Cultes , est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 avril 1889.

CARNOT.

Par le Président de la République ,
THÉVENET.

Pour ampliation,

Le Conseiller d'État, directeur des Cultes,
Ch. DUMAY.

La première réflexion qui vient à l'esprit , au début de la lecture de ce document , est qu'il est surprenant de voir une telle décision prise à la suite de trois avis de M. le Préfet, alors que le représentant de l'autorité ecclésiastique dans le diocèse n'a pas été consulté. En quoi M. le Préfet a-t-il à intervenir en une telle matière ? L'État est représenté , sur les lieux, par le Commissaire civil, préposé à l'administration de la mense. Ce fonctionnaire a adressé au Ministre plusieurs rapports sur l'objet même du décret. Cela semblerait suffisant. L'intervention préfectorale est difficile à justifier , à moins que le Gouvernement, sentant qu'il commet un acte de violence envers les catholiques , ait tenu à sonder l'impression que cette violence causerait à la population , afin de savoir jusqu'où pourrait s'étendre, sans trop de dommage pour l'action politique de son préfet, l'illégalité projetée.

Il est clair que si le décret était inspiré par une pensée de justice, et non par une pensée de persécution, au lieu de consulter l'autorité politique on eût loyalement consulté l'autorité ecclésiastique. Les explications

de M. le Vicaire capitulaire eussent éclairé le Gouvernement sur l'origine des biens dont le sort était en jeu. Le défaut d'enquête, auprès des représentants de l'Église, démontre qu'on ne voulait pas plus sauvegarder ses intérêts que respecter ses droits.

VI

Quand on rapproche de l'article 1^{er} du décret, qui nous occupe, le second § de l'article 2, on demeure véritablement confondu en constatant que le Gouvernement autorise l'acquisition d'un immeuble uniquement afin de le faire vendre. Que penserait-on d'un tuteur achetant un immeuble pour le mettre en vente le lendemain ? Tous les hommes sensés estimeraient que ce tuteur manque à son devoir. C'est ce même sentiment qu'éveille dans l'esprit le décret du 8 avril. S'il est opportun d'acquérir, n'ordonnez pas la vente ; s'il est opportun de vendre, n'autorisez pas l'acquisition.

Il est, au surplus, une circonstance qui mérite d'être particulièrement signalée à l'attention des hommes de bonné foi. Le décret approuve, pour le compte de la mense épiscopale de Nîmes, « l'acquisition faite au nom de cet établissement » par Mgr Besson, suivant contrat reçu M^e Causse, notaire à Nîmes, le 22 juin 1876, d'un jardin et dépendances, sis à Sommières. Or, il y a là une flagrante inexactitude. Aux termes de ce contrat de vente, Mgr Besson n'a pas acheté pour le compte de la mense épiscopale, dont le nom n'est pas même écrit dans l'acte ; il a acheté expressément pour le compte du *Diocèse*, ce qui est tout différent.

Un avis du Conseil d'État du 13 mai 1874 avait reconnu au Diocèse la capacité de posséder, d'acquérir et de recevoir, avec l'autorisation du Gouvernement, dans les mêmes conditions que les autres établissements ecclésiastiques,

tels que les Menses, Séminaires, Chapitres, etc. ; en un mot le Diocèse était reconnu avoir la personnalité civile. Mgr Besson, confiant en cette décision, déjà vieille de deux ans, achète un immeuble pour le compte du Diocèse. Cette acquisition ne sera définitive qu'après l'autorisation du Gouvernement. Celui-ci fait attendre son autorisation, et, en 1880, le Conseil d'État émet un nouvel avis, contraire à celui de 1874. Par ce nouvel avis, en date du 6 avril 1880, il refuse au Diocèse la personnalité civile, et décide qu'en conséquence il n'y a pas lieu de statuer sur les actes concernant les diocèses. On comprend dès lors que, postérieurement à cet avis, il n'ait plus été possible d'obtenir l'approbation de l'acquisition de 1876, faite pour le compte du Diocèse. Et voici le résultat de cette situation : ou bien, l'acte étant nul pour défaut de réalisation d'une condition essentielle, le vendeur reprend son immeuble et restitue le prix ; — ou bien, personne ne se prévalant de cette nullité, Mgr Besson, qui a acquis l'immeuble de ses deniers, le garde pour son compte et ses héritiers le trouvent dans sa succession. Qu'on ne dise pas qu'il l'a payé avec les revenus de la mense épiscopale, et que par suite l'immeuble appartient à la mense, parce qu'en supposant le fait vrai cela importe peu, l'évêque étant, grâce à sa qualité d'usufruitier de la mense, personnellement propriétaire de ses revenus. Le décret ne saurait modifier cette situation : l'approbation d'un acte n'a pas pour effet de créer cet acte s'il n'existe pas, et en réalité il n'existe aucun acte portant acquisition pour la mense épiscopale de Nîmes de l'immeuble acheté par Mgr Besson en 1876. Tout cela démontre que l'administrateur de la mense, sur les rapports de qui la décision a été prise, a agi avec la plus inconcevable légèreté, et que, si le Gouvernement ne rapporte pas son décret, illégal à tous les points de vue, on va opérer des ventes entachées de la plus éclatante nullité.

VII

A l'appui de l'injonction de vendre certains immeubles de la mense, adressée par le décret au Commissaire-administrateur, on donne cet unique motif : ces immeubles « ne concourent pas directement au but en vue duquel » cet établissement a reçu la capacité civile. »

Pour que le rédacteur du décret en ait été réduit à invoquer une pareille raison, il fallait que son œuvre fut véritablement injustifiable. Il suffit, en effet, de rechercher l'origine des biens qu'on veut vendre pour s'apercevoir qu'ils ont tous reçu leur destination actuelle avant de devenir la propriété de la mense épiscopale, en supposant, ce qui n'est pas démontré, que les titres d'acquisition, analysés au décret, l'aient été exactement, et qu'ils concernent tous la mense de Nîmes.

On sait que les collèges de Sommières et de Saint-Stanislas existaient déjà lorsque sont intervenus les décrets autorisant l'acceptation des donations et legs de Mgr Cart et de M. l'abbé Boucarut. Les actes mêmes, approuvés par ces décrets, signalaient au Gouvernement l'affectation des immeubles donnés. Voici, par exemple, ce qu'on lit dans l'acte du 22 septembre 1860, contenant donation par M. l'abbé Boucarut : « Ces deux maisons ont été aujourd'hui réunies en un seul corps, et sont occupées à titre » de location verbale par M. Beaume, directeur de l'institution connue sous le nom de Saint-Stanislas. » Par conséquent c'est bien un immeuble affecté au collège Saint-Stanislas que le Gouvernement a « autorisé l'évêque » de Nîmes à accepter, tant en son nom qu'en celui de ses » successeurs. » Il a été jugé alors que cette destination n'avait rien de contraire aux lois : l'Évêque et ses successeurs ont le droit de la maintenir. L'intervention du Gou-

vernement ne pourrait se concevoir que si l'Évêque avait modifié l'affectation première depuis le décret d'autorisation, ou encore si, par un changement dans la législation, l'établissement, auquel l'immeuble est affecté, était devenu illicite. Aucune de ces hypothèses ne s'est réalisée. Le Gouvernement ne peut donc pas légalement faire sortir de l'Évêché ces biens qui y sont légalement entrés.

VIII

Mais en voilà assez sur le texte de ce triste décret.

Au-dessus des raisonnements, déduits de la légalité, plane cette considération, saisissante pour tous ceux que l'esprit de secte n'égare pas. Comment les Évêques de Nîmes sont-ils devenus propriétaires des biens qu'on veut vendre ? Parce que des prêtres zélés, des pères de famille soucieux de leurs devoirs, des fidèles généreux ont réuni de larges offrandes, afin de fonder des institutions destinées à procurer à la jeunesse catholique le bienfait d'une éducation chrétienne. Quand leur œuvre a été accomplie, ils ont offert leurs fondations à nos Évêques, afin d'en assurer l'avenir. Respectueux observateurs de la loi, nos Évêques ont demandé au Gouvernement l'autorisation d'accepter ces libéralités ; cette autorisation leur a été accordée. Et aujourd'hui le Gouvernement, voulant oublier, parce qu'il veut détruire, cherche à déposséder les Évêques de Nîmes de ces fondations ! Mais alors qu'on les rende aux bienfaiteurs, qui ne les ont pas données pour les voir mettre aux enchères ! Est-il permis de fouler aux pieds les intentions évidentes de tous ces hommes de bien, prêtres et laïques, qui se sont généreusement dépouillés d'une partie de leur patrimoine, non pour jeter dans la mense épiscopale un titre de rente, mais afin de conserver aux enfants catholiques

de notre région la liberté d'être enseignés, dans la foi et dans la science, par des maîtres qui croient et qui prient ! Le décret du 8 avril 1889 est donc tout ensemble une formelle illégalité et une criante injustice. C'est un acte de brutale persécution envers les Catholiques.

Telle est la vérité que tous les sophismes ne sauraient obscurcir. Il faut que les persécutés le sachent ; il faut qu'il s'en souviennent. Ils sont approuvés dans leurs légitimes protestations par tous les hommes impartiaux, sans distinction de cultes ni d'opinions. Qu'ils aient confiance ! Le jour de la réparation viendra, car, suivant la consolante pensée d'un poète,

Le crime est un passant, le bien est éternel.

BOYER DE BOUILLANE.

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE

L'ÂME DES CHOSES, poésies par Charles Fuster (Paris, Monnerat, 1889, 4^e édition)

Les poètes ne sont pas rares, qui dès l'aube de ce siècle, ont révélé leur cœur à leurs contemporains, et ont traduit, en des vers superbes et inoubliés, leurs émotions et leurs rêves, leurs joies enthousiastes ou leurs amères rancunes. A côté de ces bardes des choses de l'âme, nous sommes heureux de présenter aujourd'hui aux lecteurs de la *Revue de midi* le poète de l'*âme des choses*. C'est un reproche qu'on a souvent fait aux écrivains de l'école parnassienne, et en particulier à Lécote de Lisle, de s'être contentés de ciseler leurs poèmes et d'éblouir par la couleur outrée des images et les sonorités du rythme, sans montrer ce qu'il y a d'éternellement vivant dans la nature qu'ils ont chantée sous tous ses aspects. Les anciens moins initiés que nous cependant au mystère de la vie, et à la fin providentielle des êtres, avaient compris les secrètes harmonies de l'univers avec l'âme humaine, et c'est pour avoir exagéré cette merveilleuse correspondance, qu'ils avaient divinisé les éléments et prêté la vie à la matière. Sans tomber dans ce procès panthéisme, et sans s'arrêter d'autre part au côté purement plastique ou pittoresque de la création, M. Ch. Fuster a merveilleusement saisi et exprimé, ces relations et ces affirmités intimes. Cette personification hardie des objets inanimés, cet amour interne et profond pour les êtres inférieurs sur lesquels l'homme exerce à toute heure du royal empire, cette compassion sincère pour leurs tristesses et leurs souffrances, impriment à l'œuvre de M. Fuster un cachet de puissante originalité, qui contraste vivement avec les peintures banales et scannées, les effusions monotomes et les froides descriptions qu'on rencontre dans un trop grand nombre de poètes contemporains.

Nous regrettons que la place nous manque pour dire tout le bien que nous pensons de ces courts poèmes, où le blé, l'eau, le fer, le feu, le canon, la brume, le temple nous racontent leur genèse et nous font le dramatique récit de leurs jours de gloire et de combats. Plusieurs de ces pièces, écrites dans une langue très chaude, très vibrante, et d'une énergie sobre et contenue, ont des allures d'épopée, tandis que d'autres ont toute la pureté et tout le charme d'une idylle.

Pourquoi faut-il que l'inspiration religieuse soit trop souvent absente d'un livre consacré à exalter les œuvres de celui qui a tout créé, l'âme et les choses ? Espérons qu'un jour ou l'autre le poète désabusé et finalement déprimé non pas d'une hostilité, qu'heureusement il

ne professe pas, mais d'une indifférence qui atténue la portée de son inspiration et refroidit les ardeurs de sa muse, s'élèvera de la contemplation des êtres finis et mortels qu'il a si bien chantés, jusqu'à l'adoration et à l'amour de l'idéal éternel et infini, qui s'appelle le Christ Jésus.

S. G.

Les livres s'entassent sur ma table et les auteurs s'impatientent à bon droit. Par malheur,

Le flot chasse le flot, le jour succède au jour,
Tout ici-bas se renouvelle,

même les livres et sur le même sujet encore ! Donc, tant pis, hélas ! pour les vieux d'hier, je vais au plus pressé, les jeunes d'aujourd'hui qui seront les vieux de demain.

* *

Voici d'abord une **Marie-Antoinette, sa vie, sa mort**, un livre poignant d'intérêt. On a beaucoup écrit sur la Reine. Les uns ont fait des études superficielles, les autres des œuvres partiales, ceux-ci des livres érudits, ceux-là des livres... assommants. Le sujet est assez beau pour avoir tenté un habile metteur en scène. M. de Vyré a raconté, dans un livre clair, simple, émouvant par sa vérité même, la vie et la mort de la Reine martyre (1755-1793), depuis sa glorieuse aurore, jusqu'à son non moins glorieux échafaud. (Plon, Paris).

* *

Du même éditeur, les **Mémoires du marquis de Ville-neuve**, un languedocien, homme d'esprit, qui voit clair et narre bien ses souvenirs sur *Charles X et Louis XIX en exil*. C'est tout ce qu'on a écrit de plus curieux et de plus intéressant sur la politique légitimiste après 1830, ses généreuses visées et ses... illusions. Il y a là des portraits tracés de main maîtresse, tel que celui du duc de Blacas, par exemple, qui est un modèle de trait et de langue. Le livre aura du succès.

* *

La maison Gaume vous envoie deux élégants petits volumes dont le premier se recommande de lui-même et par son passé. C'est l'**annuaire de l'Enseignement libre pour 1889**, un très bon livre que l'éditeur soigne et améliore, chaque année, avec une sollicitude jalouse. L'autre est le **Manuel des lois de l'Enseignement primaire**, par M. Le Provost de Launay, avocat et député, qui est un guide parfait en ces matières bouleversées par les récentes lois qui régissent présentement nos écoles. Ce livre paraît, alors que la jurisprudence a donné la solution des points controversés. Une excellente table des matières permet de trouver sur le champ le document voulu. Rien de meilleur pour les conseils élus, les municipalités, les écoles et les pères de famille.

De Lyon, nous arrive un **Traité de philosophie scolastique**, qui réalise, à notre humble avis, le rêve vainement poursuivi depuis Goudin et son vulgarisateur nimois. Il faudrait un article pour montrer ce qu'il y a dans cet excellent Manuel, dont nous n'avons que le premier volume. C'en est assez pour faire juger du reste. Les initiés eux-mêmes seront frappés de la justesse, de la netteté et de la perfection du trait que M. le chanoine Elie Blanc a su porter sur les définitions. Le vocabulaire vaut son pesant d'or, il traduit et éclaire toute cette terminologie qui en a tant rebuté, hélas ! depuis Descartes.

* *

Enfin, nous tenons la fin et les tables de la grande **Histoire Générale de l'Eglise Catholique**, en 44 volumes, vaillamment poursuivie, à travers tant de péripéties, par le cher et grand éditeur de la rue Delambre. M. Vivès a fini par faire appel à la plume alerte et rapide de Mgr Fèvre, qui a mené rondement l'entreprise et l'a couronnée par deux volumes consacrés au pontificat de Pie IX, qui sont bien tout ce qu'on peut lire de plus vivant, de plus animé et de plus intéressant. Par ci par là, nous différons de vues avec le prélat historien. En tel point, nous nous séparons résolument de lui. Mais, qu'importe ! L'ensemble a du trait, de l'intérêt, et puis, c'est fini ! Or, les Français aiment ce qui finit vite et bien.

* *

La France Ecclésiastique pour 1889, chez Plon, ne finira jamais. Le volume qui nous arrive est encore plein de lacunes fauchées par la mort. Celle de Nîmes sera sans doute comblée, lorsque paraîtront ces lignes. Bienvenue à l'élu ! Il sera d'autant mieux accueilli qu'il se sera fait plus longtemps attendre !

* *

Le charmant livre que celui de M. de Lescure, intitulé **les deux France** ! Une aïeule centenaire y raconte l'histoire d'un siècle de 1789 à 1889, avec gravures à l'appui. On voit tout de suite l'opportunité. C'est une bien heureuse idée d'avoir personnifié, incarné cette histoire d'un siècle dans une centenaire qui raconte à sa famille les péripéties dramatiques et romanesques de sa longue vie. Elle a traversé enfant la Terreur et la vie de prison; jeune fille le Consulat et l'Empire. Mariée à vingt ans à un brillant officier qui lui a sauvé la vie dans l'incendie du bal de l'hôtel Schwarzenberg en 1810, elle est heureuse épouse, heureuse mère pendant la Restauration et la Monarchie de 1830. Après avoir pris part à la conspiration de dévouement de l'héroïque comtesse de La Valette, elle assiste et nous fait assister avec elle à la mort du duc d'Orléans, à la prise d'Abd-el-Kader, et le jour même de la célébration de son centenaire, elle écoute, de la bouche d'un de ses petits-fils, officier prisonnier à la citadelle de Magdebourg, le récit de son émouvante

évasion. Jamais l'auteur, connu par de nombreux ouvrages historiques, de nombreux succès académiques, n'a été mieux inspiré que dans ce résumé de l'histoire du siècle, en tableaux *vivants* d'une variété de couleurs, d'une intensité d'expression, d'une émotion dramatique qui ne laissent pas languir un seul instant l'intérêt de ce récit, où tous les membres de la famille trouveront plaisir et profit.

*
* *

Voici maintenant, de la maison Delagrave, deux gros énormes volumes, précieux outil de travail pour les écrivains, les journalistes et bien d'autres avec eux. C'est une nouvelle édition, en deux tomes, du **Dictionnaire Dezobry**, complété, refondu et actualisé par M. Darsy. Sans le dire parfait — comment prétendre à la perfection parmi ces millions de noms, de dates, de faits, etc? — nous osons dire que le Dictionnaire biographique, historique, etc., Dezobry-Darsy, en approche si fort que nul ne nous paraît le dépasser ni même l'égaliser.

Louis DUCLOS

Le Propriétaire-Gérant ,
GERVAIS-BEDOT.

L'ORDINAIRE D'UNE ABBAYE DE BÉNÉDICTINS

AU RÈGNE DE FRANÇOIS I^{er}.

Dès les premières années du xvi^e siècle, les ordres religieux s'étaient sensiblement transformés. Rares étaient ceux qui avaient conservé l'ancienne discipline. Pour la plupart, ils se ressentaient du trouble des esprits, des effets de la commende, et ne présentaient plus qu'à titre d'exception, ces éclatantes vertus qui constituent le plus beau fleuron de leur couronne. Le recrutement, si facile aux siècles antérieurs, en était mal aisé et les sujets d'élite y abondaient moins qu'autrefois. La règle était, sinon délaissée, du moins suivie avec tiédeur; enfin les austérités, au lieu d'être à l'ordre du jour, avaient dû être mitigées et même étaient généralement tombées en désuétude. Comme aux premiers temps de l'ère chrétienne, on ne se privait plus de boisson, de nourriture, de sommeil, n'en prenant que juste ce qui est indispensable pour ne pas mourir; mais si, sous ce rapport et sous celui de la discipline, il s'était introduit d'assez notables modifications, ce serait une erreur d'en conclure que la recherche du bien être avait remplacé l'excès des austérités et la pratique des mortifications.

A l'appui de cette opinion qui est communément reçue, les documents authentiques ne manquent pas; mais quelque nombreux qu'ils soient, ils sont pour certaines personnes regardés comme non advenus. Au lieu de les soumettre à un contrôle rigoureux et les utiliser ensuite, suivant les règles de la critique historique, les adversaires des ordres religieux les repoussent de parti pris et ne donnent à cette

conduite d'autre raison que leur provenance catholique. Passe encore si, avec une logique inflexible, ils se comportaient de même à l'égard des insinuations, des accusations portées par les réformés ; mais par une étrange contradiction, ils tiennent celles-ci pour dignes de croyance et les estiment pour paroles de vérités. Ils glorifient l'esprit scientifique du siècle auquel ils appartiennent et peu après, oublieux de son impartialité et de ses véritables traditions, ils n'ont d'oreilles que pour ce qui peut servir leur passion, ils n'ont d'yeux que pour ce qui peut appuyer leurs préventions systématiques.

En bonne logique, le dédain est la seule réponse que mérite une semblable façon d'écrire l'histoire, mais ce n'est pas un motif de tenir sous le boisseau les documents qui répandent quelque jour sur la vie intime des monastères. Loin de les dédaigner comme superflus, comme venant confirmer ce que l'on sait déjà, il y a une véritable opportunité à les tirer de l'oubli, à les mettre soigneusement en lumière. C'est même une espèce de devoir, lorsqu'ils présentent tous les caractères de l'impartialité, parlent d'eux-mêmes et disent, sans fard ni réticences, toute la vérité.

I

Rabelais, dont les docteurs de Montpellier sont censés revêtir la robe, lors de la soutenance de leur thèse, est moins l'ancêtre des médecins que celui des romanciers. Son œuvre, satire amère, mordante et profonde des mœurs de ses contemporains, en est le témoignage irrécusable : elle offre en de rares pages l'esprit d'analyse, l'observation consciencieuse qui caractérisent les premiers, tandis qu'elle possède au plus haut degré l'invention, le comique, le sublime que doivent se proposer pour but les seconds. Elle est, si l'on veut, une encyclopédie des sciences morales et physiques, faite au xvi^e siècle.

cle par un homme de génie, je n'ai nulle peine à l'accorder, mais elle est par dessus tout une œuvre passionnée, pleine de scories et d'ordures, où la critique, l'esprit de dénigrement, l'amour du grotesque ont une plus grande part que la recherche de la vérité.

La reconnaissance, cette qualité des âmes bien nées, ne hante pas notre Homère comique. Elevé par les bénédictins de l'abbaye de Seuillé, initié par eux aux lettres anciennes, le fils de l'hôte de la *Lamproie* ne leur sait aucun gré de cette éducation première; il ne s'en souvient que pour leur décerner un brevet de paresse et de gourmandise. Il y apporte toutefois un tempérament en cela qu'il étend ce reproche à toutes les abbayes de l'ordre de Saint Benoit. Au lieu d'alterner l'étude et la prière, on y passe le temps « comme les plus petits enfants du pays, c'est à savoir, à boire, manger et dormir, à manger, dormir et boire, à dormir, boire et manger ». Cette belle épigramme est ce qu'il a trouvé de mieux pour payer sa dette de reconnaissance et, comme il est gourmand émérite, porté aux *beuveries* et au culte du ventre, on est tenté de le croire sur parole. On a beau le savoir suspect à bien des titres, on a peine à penser qu'il ait accusé sans fondement ses bienfaiteurs, ses anciens compagnons.

L'abbaye de St-Gilles, alors desservie par des bénédictins de l'ordre de Cluny, était-elle atteinte par ce reproche? Telle était la question qui se posait et qui paraissait *à priori* devoir être résolue par l'affirmative. Tout ce que nous avait appris son histoire semblait en faire un terrain d'élection pour étayer l'accusation. La lutte que les moines avaient soutenue, en 1525 et 1526, au Parlement de Toulouse avec l'abbé commendataire, l'empressement qu'ils avaient mis, en 1538, à demander leur sécularisation, les recrues que quelques années plus tard ils avaient fournies à la Réforme, et le triste rôle que deux anciens moines avaient eu dans nos guerres

religieuses, constituaient du moins des présomptions, sérieuses à tous les points de vue.

A ces arguments empruntés à l'histoire, venaient s'en joindre d'autres qui, pour être tirés non du dossier officiel, mais des registres des notaires de cette petite ville, n'en étaient pas moins démonstratifs. De cette enquête poursuivie avec persistance, se dégageait un fait certain, c'est que le monastère possédait en propre de beaux et importants revenus et qu'il savait en faire emploi. Par exemple, au lieu de consacrer une somme minime à l'achat de bréviaires, il n'hésitait pas, en 1531, à dépenser trois cent vingt-cinq livres (1) à l'impression de bréviaires affectés à son usage particulier. La prospérité de ses finances, qui ressort de cette commande luxueuse, le rendait difficile en matière de recrutement. Loin d'ouvrir ses portes à tous ceux qui s'y présentaient avec la vocation religieuse, ses profès étaient exclusivement pris parmi les nobles, les bourgeois et les gradués en théologie. Enfin le droit d'entrée, consistant primitivement en une cape et une tasse, avait été, depuis quelques années, transformé en une somme de cinquante livres qui servait « aux urgentes et pressantes besognes » de la communauté et qui devait être versée en prenant l'habit monacal.

Toutes ces particularités, ainsi que d'autres de moindre

(1) Le 14 avril 1531, les moines baillent à M. Léonard Daniot, libraire de Nîmes, à imprimer ou à faire imprimer, quatre cens bréviaires à l'usage de l'office de leur monastère, selon le patouillard qui lui sera baillé. L'écriture sera de la qualité, grandeur et bonté qu'est le spécimen imprimé en deux feuillets et signé des parties. Ils seront rubriqués de lettres rouges et s'il y « avait aucunes faultes ou erreurs à l'escripture et latinité, ledit Daniot sera tenu de la fere emender et réparer à ses despens. » Ils seront bien et dumens imprimés, quotés et rubriqués ; ils seront « deacriptz en bon papier et de bonne encre. » Le 9 juin 1532, vu la prolixité de l'office et l'impossibilité de le reduire en un volume, l'imprimeur Loïs Lombard est autorisé à employer des caractères plus petit, conformément à la lettre d'un bréviaire imprimé à l'usage d'Uzès par ledit Lombard. » [Arch. dép., E, 440, 1531 f. 12, 1532 f. 32].

importance, avaient peu à peu accru mes préventions et conduit à admettre que l'ancienne discipline avait cessé d'être strictement observée. La logique indiquait que le régime alimentaire qui était, des obligations de la vie monastique, ce qu'il y avait de plus dur, de plus rude pour des jeunes gens, habitués aux douceurs du foyer domestique, avait été le chapitre sur lequel le relâchement s'était produit. Tout portait à croire que le nombre des jours consacrés au jeûne et à l'abstinence avait été peu à peu réduit et que le régime des collations était devenu moins sévère que par le passé. Concurrément, les autres jours, la ration alimentaire avait augmenté en quantité et s'était améliorée en qualité; enfin les préparations culinaires, qui autrefois ne connaissaient d'autre sauce que l'appétit, avaient tendu à un certain perfectionnement. En d'autres termes, le régime des bénédictins avait dû se rapprocher de celui qu'ils suivaient dans leurs familles et par conséquent s'écarter sensiblement de celui des ordres mendiants.

Quant à la démonstration de cette hypothèse, elle présentait un double intérêt. Le document en question ne devait pas seulement nous apprendre ce qui se mangeait dans le monastère, il devait encore renseigner sur ce qui était servi à cette époque sur la table des bourgeois. A ce titre, il comblait une lacune et devenait, pour le Midi de la France, ce qu'est, pour le Nord, le livre de cuisine de Taillevent.

Cette hypothèse n'a pas été tout à fait confirmée par la réalité et les espérances du démographe en particulier ont subi une déception à peu près complète. Sans doute y a un écart assez considérable entre les sommes affectées à cet objet aux années 1532 et 1535, mais si cet écart atteste que la règle de Saint-Benoit a été de plus en plus oubliée, on voit par les détails minutieux donnés par le dernier document que l'ordinaire, bien qu'amélioré, n'en

est pas pour cela devenu plantureux. Le plus souvent on a de pauvres repas, dont les estomacs modernes s'accommoderaient mal et dont les artisans eux-mêmes se montreraient médiocrement friands. C'est une déconvenue, ce n'est pas toutefois une perte complète de temps.

II

Parmi les nombreux officiers possédés par l'abbaye de Saint-Gilles, le prieur mage et le conrasier sont les seuls dont nous dirons quelques mots. Le premier, qui était pour lors Pierre Buade, était le chef du monastère ; il avait été élu le 2 septembre 1531, à l'unanimité par ses confrères, et conserva ses fonctions jusqu'à la sécularisation ; le second, Antoine Mascaron, nommé par l'abbé, était, de par son titre, chargé de pourvoir à la subsistance du couvent, mais nonobstant il n'a jamais rempli cet office. Le monastère mettait, en effet, à l'adjudication la fourniture de la pitance et naturellement le moine qui faisait l'offre la plus basse en obtenait la délivrance. C'était un contrat synallagmatique par lequel, en retour d'une somme variable suivant l'époque, l'adjudicataire se chargeait de remplir les obligations spécifiées dans le marché.

Nombreuses étaient celles-ci, car les cinq cent quatre-vingt livres n'étaient pas entièrement affectées à l'article alimentation. Dans cette somme se trouvent compris les gages des quatre prêtres de Vauvert (36 livres), la pension du conrasier (22 livres), les gages du cuisinier, du coquard, du vivandier ou pourvoyeur, du barbier ou chirurgien, qui, à douze florins chaque, entraînent une dépense de trente-six livres. Il faut encore prélever le coût des chandelles consommées durant cinq ou six mois, l'aumône faite tous les dimanches à la léproserie de la Madeleine. Bref, toutes ces distractions faites, il reste tout au plus *quatre cent*

soixante-quinze livres, soit en moyenne vingt-six sous par jour.

Avec cette somme il fallait nourrir, toute l'année, seize moines(1) dont trois, suivant les statuts, le prieur mage, le doyen et le prieur claustral, avaient droit à double pitance et quatre serviteurs. A ces hôtes permanents, venaient s'adjoindre le prêcheur de l'Avent et du Carême, le barbier qui était nourri, chaque semaine, le jour où il venait faire la tonsure aux religieux, le médecin le jour où il venait visiter les malades, ce qui par malheur n'était que trop fréquent (2), les rentiers du monastère lorsqu'ils venaient porter partie ou totalité de leur ferme, le curé, le cabiscol et le sacristain à l'époque des Rogations, les officiers laïques de l'abbaye lors des criées et de la fête de Saint-Benoît.

Ce n'est pas tout. Ce budget si maigre a encore à pourvoir à d'autres dépenses, témoin le chapitre des aumônes et l'imprévu, résultant des devoirs de l'hospitalité. Sans doute elle n'est pas accordée indistinctement à tous les pèlerins, mais quel que soit le jour de l'année, elle est pratiquée envers les prêtres et les religieux de passage durant un jour et envers les parents des bénédictins durant trois jours. Enfin lors de la fête de St-Gilles, elle est de rigueur à l'égard des amis qui viennent visiter les Bénédictins. Quant aux aumônes, elles se distribuent toute l'année et sont à la charge du monastère. On en ignore l'importance ; on sait seulement qu'au Jeudi Saint il est donné aux

(1) Dans une des notes du paragraphe IV, on trouvera énumérés les absents ou malades. Il en ressort que vingt-quatre moines avaient droit à prendre place au réfectoire, mais par excès de réserve, je me suis contenté d'en faire figurer seize seulement. Quant aux serviteurs, c'étaient le cuisinier, le coquard, le pourvoyeur et le valet de l'aumônier.

(2) Vu le climat malsain de Saint-Gilles, les maladies étaient en règne. De 1535 à 1538, allèrent de vie à trépas, Drivet Gratinot, archidiaque, Guillaume et Antoine Mascarot, le premier prieur claustral, le second conrasier.

pauvres un quintal de pois et un quintal de fèves. Ainsi le veut une antique tradition, à laquelle l'abbaye est restée religieusement fidèle.

Avec nos habitudes de luxe et de dépenses, avec la dépréciation subie par les espèces monayées, ces quatre cent soixante-quinze livres semblent disproportionnées avec l'étendue de ces charges multiples, avec le nombre des bouches à nourrir. Il n'en est rien cependant et tout en remplissant son devoir avec scrupule et conscience — l'adjudicataire est le *cabiscol* c'est-à-dire une dignité du monastère—il n'est pas douteux pour moi qu'au bout de chaque trimestre, il n'ait un modeste reliquat pour rémunération de ses peines. Le pouvoir vingt fois plus considérable de l'argent, le bas prix relatif des denrées de première nécessité, le pain et vin fournis par l'abbé ne sont pas étrangers à ce résultat, mais sont insuffisants à l'expliquer complètement : il faut encore faire entrer en ligne et tenir en très sérieuse considération le régime suivi par les moines et la parcimonie qui préside généralement au service de leur table. Là en effet est le secret de ce prodige ; là se trouve la vraie solution de ce problème ardu et la possibilité de faire beaucoup avec des ressources restreintes.

Ce n'est point ici le lieu de relever le prix des denrées à cette époque, de montrer avec pièces à l'appui que l'artisan dépensait pour sa nourriture individuelle une somme un peu plus élevée que chaque bénédictin en particulier ; mais c'est le cas de noter que la constatation pure et simple de la somme totale affectée à cet article démontre à elle seule que les bénédictins de St-Gilles échappent à l'accusation d'une vie plantureuse. Du reste, s'il subsistait à cet égard le moindre doute, il serait dissipé par la composition de leurs repas, par les menus détails dans lesquels nous croyons devoir entrer. Cette minutie, on voudra bien nous la pardonner, car elle a tout à la fois sa raison d'être et une véritable importance en la matière.

III

Le contrat d'adjudication, que nous rapportons plus loin, ne prête guère à l'équivoque ; il semble avoir prévu la curiosité moderne à laquelle, en tous cas, il donne pleine et entière satisfaction, car loin de se borner aux grandes lignes, il descend aux infinis détails. Personne ne saurait s'en plaindre : au contraire, il faut se féliciter d'apprendre, à pareille source et d'une façon peu suspecte et on ne peut plus authentique, le régime ordinaire et extraordinaire d'une abbaye riche et puissante. Passons le successivement en revue afin de démontrer sans réplique que si la règle de S. Benoit a subi de nombreux amendements, la sobriété et la frugalité n'ont pas perdu tout leur empire.

Le régime *ordinaire*, qui comprend tous les jours non fériés, est gras les dimanche, lundi, mardi et jeudi, et maigre les autres jours ; mais comme le jeûne et l'abstinence sont observés la veille des fêtes, les Quatre-Temps, les Rogations, l'Avent et le Carême, le maigre prédomine légèrement.

Les jours gras, le pot au feu n'est pas garni avec un morceau de bœuf ou de mouton, mais avec deux livres de porc salé. C'est avec ce bouillon que l'on trempe le pain et c'est avec des légumes divers, dont le détail se trouvera plus loin, que l'on mange la viande. A Noël, Pâques et Pentecôte seulement, on met cinq quartons (500 grammes) de mouton dans l'archipot de la communauté. Il en résulte une soupe qui vaut mieux que celle du *lévrier*, mais qui est loin de la soupe de *prime* si complaisamment vantée par Rabelais, et si bien décrite par l'imagination de son commentateur Le Duchat. A dîner, à la sortie de table, c'est-à-dire à titre de dessert, on fait circu-

ler un morceau de fromage. A souper, on a un quartier de mouton (100 grammes) pour deux, et de Pâques à la Pentecôte un morceau de chevreau. L'animal fournit vingt portions, soit deux pour la tête et les pieds, deux pour la méchine (*sic*) et le sang, et quatre pour chaque quartier.

Les jours maigres, on a droit à quatre œufs, du fromage en plus grande quantité et des potages matin et soir. Les soupes, qui varient suivant la saison, empruntent leurs éléments fondamentaux, tantôt aux champs, tantôt aux jardins potagers. Les premiers, faits avec le *boyer lit*, le *nups*, le *joite sive herbettes chaplées* (*sic*) les *fouffrals* ne devraient pas être très fameux; car ils n'ont pas survécu à cette époque et sont à tel point tombés en oubli qu'aucun dictionnaire languedocien n'en donne la signification. Les seconds, faits avec des choux de mayorque, des choux cabus, des choux verts, des fèves, des pois et des oignons frais, de la courge, sont au contraire restés en usage. On utilisait encore à cette fin la laitue, l'épinard qui sont aujourd'hui employés l'une en salade, l'autre en ragoût. Les fèves et pois secs et quelques autres étaient servis en purée. Quant au riz qui se vendait alors quatre livres le quintal, il était considéré comme un objet de gourmandise et était réservé aux jours de fêtes. On y recourait toutefois, pendant le Carême et l'Avent, les dimanches et jeudis.

Aux jours de jeûne et d'abstinence, on s'ingéniait à varier le poisson et au lieu de se contenter de carpes, de brochets et d'anguilles ou bien de poissons salés, comme le hareng et la morue, on demandait aux pêcheurs d'Aigues-Mortes du poisson de mer frais. La marée n'arrivait pas toujours, mais elle était inscrite deux jours de la semaine et devait alterner avec le poisson d'eau douce. Quant aux autres jours, ils étaient affectés à la merlus de cornouailles (*sic*). Est-il besoin de l'ajouter? la quantité de poisson, la portion d'anguilles et de morue étaient soigneuse-

ment précisées, non que le coût en fut aussi élevé que celui de la viande, mais parce qu'on a à cœur d'éviter la possibilité d'un excès. Telle est, du moins, l'explication vraisemblable de cette minutie exagérée, qui serait ridicule si elle tendait à d'autres fins. Les jeudi et samedi saints, il était de tradition de donner des lamproies et des aloses mais il arrivait souvent qu'elles fesaient défaut. Le vendredi-saint, suivant la règle primitive, on ne mangeait pas d'aliments préparés. Les malades seuls avaient droit à des soupes.

Pendant le Carême et l'Avent, le maigre était de rigueur, mais les dimanches on ne jeûnait pas et au souper, avec un potage aux épinards, on mangeait un hareng-saur. Quant aux collations, elles étaient réduites aux quatre mendiants, c'est-à-dire aux noisettes, amandes, figues et raisins secs.

Le régime *festival* ou *extraordinaire* peut se distribuer en trois catégories suivant la façon dont la fête est célébrée. La première est celle dans laquelle soit le dîner soit le souper est repas de gala, la seconde est celle dans laquelle les deux repas sont de gala, enfin, la troisième comprend les deux grandes fêtes de l'abbaye, c'est-à-dire le jour de Saint-Benoit et de Saint-Gilles. Quelle que soit la catégorie, le régal est d'une extrême simplicité. En maigre, au lieu de quatre œufs, on en reçoit six, et au lieu de poissons d'eau douce communs, on a un plat de lamproies, d'aloses ou de poissons de mer. En gras, le plat de viande est remplacé tantôt par une poule, tantôt par une oie, tantôt par un lapin, tantôt par du veau. Enfin, au dessert on a des *reversons*, des *tartes* ou bien dans les fêtes comprises entre la Noël et la Purification, des oublies et des pruneaux.

Plus intéressante est la dernière catégorie. A l'entrée de table, le jour de saint Benoit, sont servies des prunes au sucre et des chaudesaux c'est à dire une espèce de vin

chaud. Après ce beau début, se succèdent poissons de mer, lamproies avec leurs sauces, de la bonne morue, de gros muges, puis du fromage caillé, des épinards et une purée pour soupe. Pour dessert, on a du riz, figues, raisins secs et amandes cuites. On le voit, le diner est servi à l'inverse de la logique mais, à ce qu'il paraît, en cela on se conforme à la mode, qui n'est pas moins tyrannique que de nos jours.

Le repas, donné au jour de saint Gilles, est plus engageant et surtout plus en rapport avec les us et coutumes de notre temps. Pas de choses sucrées au début, bonnes tout au plus à enlever l'appétit, mais de quoi satisfaire un estomac, soigneusement lavé par une série de potages rafraichissants. Peu de plats, mais aussi pas la moindre dissonance : après un bouilli de mouton à la *sauce crumeline* qui fait rêver, un roti de tourterelles, un plat de pigeons terminé par des cailles engraisées par les vignes du terroir. Assurément le menu n'a rien de pantagruélique, mais il convient admirablement à des estomacs assagis par la sobriété et la frugalité. Ce diner, auquel étaient conviés parents et amis, devait laisser une impression favorable aux convives ; on s'était mis en frais pour eux, mais au lendemain on se serrait le ventre, afin de réparer sa prodigue hospitalité.

Tel était, sous ses diverses phases, le régime des Bénédictins. Le programme n'était pas toujours suivi à la lettre et présentait quelques variantes en ce qui touche les aliments peu usuels. A cette époque, le marché de Saint-Gilles n'était pas toujours bien approvisionné. Le veau, les oies, les cailles, le poisson de mer, les aloses, les lamproies manquaient souvent. De là des promesses non remplies et des substitutions plus ou moins heureuses.

Quant à la cuisine du monastère, il est inutile de jeter un coup d'œil sur les ustensiles dont elle est garnie et il suffira de renvoyer à la fin de ce travail. Cette enquête

ne fait que confirmer ce que nous savons déjà. Le mobilier a été de tout temps en harmonie avec la fonction qu'il est appelé à remplir. On trouve ici le nécessaire et non le superflu.

IV

Voici maintenant les deux pièces principales sur lesquelles repose ce travail. Elles ont été reproduites aussi littéralement que possible ; mais, vu la mauvaise écriture du notaire, quelques mots ont dû être laissés en blanc ou bien, en cas de doute, être suivis d'un point d'interrogation. Il en résulte quelques lacunes qui, par bonheur, sont sans grande importance.

ARRETEMENT de la pictance du vénérable couvent de Saint-Gilles, fait à messire Pierre VALENTIN.

L'an MVXXXV et le premier jour du mois de avril, congregés à son de la cloche capitulaire, vénérables religieux, frères : Pierre Buade (1), prieur mage, Jacques Berenguier (2), doien, Guillaume Mascaron, Bernard Delacroix (3), camérier, Amblard de Lespinasse aumosnier, Jehan Portal, infirmier, Anthoine Mascaron, grusier (4), Anthoine Rebolle, sacristain de Saint-Pierre, Pierre Sannery, hostalier, Phelip Arbosset, succenteur, Guiraud

(1) Issu d'une famille noble de Nîmes, retirée pour lors à Aimargues, et oncle de noble Catherine des Portes [E 444, f. 20].

(2) Il était frère du seigneur de Liouc et fut en 1542 chargé de remettre « à la reine Marguerite, fille du roy de France, une couverte de pot d'argent, pesant huit unzes et demie, qui avoit été trouvée dans le foyer d'une maison, après que la Cour fut partie de Saint-Gilles » [E 447, f. 149] Il était alors vicaire général de l'abbaye de Saint-Gilles.

(3) Il était frère de Robert Delacroix, prévôt de la Cathédrale de Nîmes. En qualité de camérier, il était prieur de Saint-Saturnin de Cieurre [E 442, f. 96] Il vivait en 1550 [E 462, f. 203].

(4) *Grusier*, *grassarier* sont employés, par ce notaire, comme synonymes de *conrasier*. Ce dernier, d'après le dictionnaire de Ducange, était l'officier claustral, chargé d'administrer les vivres du couvent.

de Vernete (1), second sacristain, Nicolas Philippon (2), diacre, Drivet Gratinot, arcediacre de monastère de Saint-Gilles, ordre de Saint-Benoist, diocèse de Nysmes, lesquels de commun accord tant à leurs noms que des absens (3) et pour tout ledit couvent, ont confessé avoir baillé, nommé, ez présences de moy notaire et tesmoings soubzscripts, ils baillent à messire Pierre Valentin (4), cabiscol dudit monastère illec present, et messire Valentin avoir prins d'eulx à prouvoir et fournir la despence de bouche ordinaire d'iceulx religieux et couvent de Saint-Gilles acoustumée à faire pour le temps de troys années commencans le XV^e jour du moys de may prochainement venent et semblable jour finissant et ce pour le prix de CINQ CENS QUATRE VINGT livres tournois, payables chacune année par lesdits religieux audit messire Valentin par quartons, sive de troys en troys moys, la quarte partie de ladite somme le XV^e jour de may prochain et ainsi la paye de chacun quarton luy anticipant et ce avec les pactes que s'ensuyvent.

1. Premièrement ledit messire Valentin, moiennant ladite somme, outre ladite pictance de bouche, payera les gaitges des quatre prestres de Valvert, pension de conrasier (5), gaitges de cuisinier, coquard, vivandier, barbier.

(1) Il devint chanoine et résigna ses fonctions en 1540 [E, 445, f. 72].

(2) Il devint chanoine et était, en 1550, prieur de Saint-Étienne-de-Laval [E, 462, f. 237].

(3) Les absents, malades ou empêchés sont : Gilles Prat ouvrier, Bernard Barthélemy, celerier, Jean Martin, Jean d'Espinasse, sacristain, Guillaume Cubières dit de Pouzilhac parce que son père était seigneur de ce lieu, Laurens Morineau et Jean Lansard qui assistent avec les susnommés le 2 janvier 1535 (6) à la réception de Charles Rozel qui paie les cinquante livres de droit d'entrée [E 442, f. 120].

(4) Il conserva sa dignité après la sécularisation et testa le 19 août 1550 [E, 452, f. 176].

(5) Officier du couvent qui, en retour de la cession de ses droits sur Estagel, recevait une pension. Il est dans cet acte appelé *grasier*.

2. Il sera tenu de alimenter et nourrir et faire la despence de bouche, sans pain ne vin, auxdits religieux dudit monastère, comprins ceulx qui prennent double pictance et plus petit nombre, s'il en y a (1), de bon mouton, de deux en deux ung quarton (2) pour tout le jour et le faire aprestre à son cuysinier, ainsi qu'il plaira auxdits religieux, et les pouvres ainsi qu'est acoustumé.
3. Baillera pictance ledit messire Valentin aux parens desdits religieux, comme à ung religieux, par trois jours, ainsi que dit l'estatut.
4. Item et au médecin, quant fera les visites neccessaires pour aulcun malade, lui fera la despence, comme à ung religieux.
5. Item au barbier une fois par sepmaine luy fera la despence, comme ung religieux, quant fera les barbes auxdits religieux.
6. A ceulx qui sont tenus de fere les Rogations, commes curé, cabiscol et sacristain, comme est acoustumé.
7. Se vient aulcun pouvre prebtre ou religieux lui fera la pictance pour un jour.
8. Tous les dimanches de l'an, aux pouvres de Saint-Laze (3), sera tenu bailler ung *quarton* de mouton et les dimanches de caresme ung solz.
9. De Pasques jusques à Pentecostes de cabritz (4) bons

(1) Allusion aux enrôlés qui, vu leur âge, avaient droit à une demie pitance. Tel était, sans doute, le cas de Nicolas Calvière, qui n'est mort qu'en 1600.

(2) Cent grammes au maximum pour deux personnes était, il faut le reconnaître, une bien modeste ration.

(3) La léproserie joignait l'église du prieuré de la Madeleine et était régie par le prieur de la Madeleine. A titre de preuve, je citerai la réception d'une famille de lépreux faite le 27 octobre 1559 par Jean de Thulle, docteur ez décrets d'Avignon, prieur de la Madeleine [E 474 f. 155].

(4) Chevreau. Il tenait la place de l'agneau qu'on devait rarement consommer, car je n'en ai jamais trouvé le prix dans les tarifs de la viande de boucherie.

- et souffisans pour pictance et le quartier servira pour quatre pictances, la teste et les pieds pour deux pictances, les mechines (1) et sang pour deux.
10. Les jours de chair baillera deux livres de chair salée pour mettre au pot.
 11. Fournira le lart à tout ce qui sera necessaire auxdits religieulz pour larder leurs dites pictances et de leurs dits parens et amys.
 12. Fournira les liquides pour cuyre les méchines des chevreaulx, tant que s'en mangeront.
 13. Après disner, à la sortie de table, fournira de fromage bon et souffisant auxdits religieulx, qui courira par table, ainsi que est de coustume.
 14. Baillera les mercredi, vendredi et samedi quinze deniers pour le fromaige et aux prieur mage, doyen et prieur claustral le double et quatre œufs lesdits jours pour lesdites pictances et le double aux prieur mage, doyen et claustrier aussi double des œufs.
 15. De Pasques jusques à Pentecostes, jour de chair, de bons fromaigeons gras, non comprins les jours maigres, auxquels baillera comme dessus est dit.
 16. Fournira huile qui sera nécessaire pour faire la cuisine auxdits religieulx et aux parens et amis.

S'ensuyvent les festes que les dits religieulx prendront double pictance.

Premièrement à Noël, Pasques et Penthecostes, cinq quartons de mouton pour chascune feste et son lard pour l'archipot (2) appartiennent, et six œufs à chacun et le double aux dessus nommés; à sopper une galline (3) de quatre en quatre ou ung conil (4) de quatre en quatre.

(1) Sous ce nom languedocien, on désigne la rate, le foie, le cœur et les poumons.

(2) Etuvée, ou pour être plus clair, c'est la viande avec laquelle se fait le bouillon.

(3) Poule.

(4) Lapin.

Le jour de St Estienne disner et sopper soit jour gras ou maigre.

Jour de St Jehan disner et sopper, la Circoncision, id.

Les troys Roys id. id.

A St Anthoine à sopper,

Purification id. id.

St Mathias à sopper,

L'Ascension. à disner,

Les troys jours de caresme prenant comme est acoustumé et le premier dimanche de l'Avent.

Sera tenu fournir les chandelles despuys le jour de St Michel jusques au premier jour de caresme entrant.

Le jour de St Benoist (1) baillera à l'entrée de table de prunes au sucre, chaudeaulx, poisson de mer, de lamproies avec leurs saulses, d'allauzes si s'en trouvent, de bons merlus (2) de cornouille (*sic*), de muchos grosses (3), de toumyne (4) grasse, d'espinars, de purée pour soppe, de riz à la fin de table [avecques] sa suiete ? [] les officiers de Monsieur et prendra quatre livres tournois que luy baillera Monsieur de St Gilles pour ladite pictance.

It. Le jour de Saint Ambroise à disner.

It. Les jours de Pasques fleuries, Jeudi et Samedi Saints fera pictance générale et de lamproies (5) si s'en trouvent, et allauzes (6) si s'en peuvent trouver ou aultre poisson.

It. Si y a aucuns religieux malades, en caresme ou

(1) En souvenir du fondateur de l'Ordre, le 21 mars était grandement célébré. Comme la fête tombait habituellement en carême, le menu était maigre, mais aussi recherché que possible.

(2) Morue.

(3) Sans doute le muge.

(4) Fromage caillé.

(5) C'est sans doute le *Petromyzon marinus* de Linné qui remonte en avril le Rhône—La chair passe pour un manger délicieux.

(6) L'alose se pêche à la même époque que la lamproie, mais compte moins d'amateurs.

T. V, 5^{me} liv., Mai 1889.

26

autre temps, fournira les soppes comme dit l'estatut, le Vendredy Saint, ainsi qu'est acoustumé.

It. A Pasques à sopper et les deux jours suivans disner et sopper d'auques (1), ou ainsi que le temps regnera, ainsi qu'est acoustumé.

It. L'Ascension, disner et sopper.

It. St Philippe et Saint Jaumes (2), et la Invention de la Croix à sopper.

It. Pentecoste à sopper et les deux jours après, disner et sopper.

It. Dimanche de Trinitat, double disner et sopper.

It. St Jean-Baptiste, disner et sopper.

It. Le jour du corps de Dieu, id. id.

It. St Pierre et St Pol, id. id.

It. La Magdeleine, sopper.

St Irénée, id.

La canonisation St Gilles, id.

L'Assomption de Nostre-Dame, disner et souper.

St Barthélemy, sopper.

Le jour de St Gilles (3), pictance générale à benedicite, disner et souper : rousti et bouilli à la salse (4), crumeline (5), tortorellas (6) co (7) (le reste blanc), et cailhes si s'en trouvent pour tous les parens et amys, ainsi qu'est acoustumé et de veau (8), si s'en peult trouver.

It. A la Nativité de Notre-Dame, disner et souper.

It. A St Mathieu, sopper.

It. A St Luc, id.

(1) Du mot *auca* b. lat. *oie*.

(2) S. Jaume pour S. Jacques.

(3) 1^{er} septembre.

(4) Sauce.

(5) On n'a pu trouver sur cet adjectif le moindre renseignement.

(6) La tourterelle à collier.

(7) Sans doute la colombe domestique ou pigeon.

(8) En ce temps on abattait rarement des veaux; du moins les tarifs de boucherie de notre ville n'en parlent pas.

It. A St Simon et Jude, sopper.

It. A Toussaintz, disner et sopper.

It. A St Martin id. id.

It. A Ste Cécille, à disner aux religieux [qui assistent]
les officiers à cause des criées et à sopper au chap-
pitre double.

It. A St André, à sopper.

It. A l'Assomption de Notre-Dame, à disner.

It. A St Thomas, id.

S'ensuyvent les jours qu'il faut donner oblies (1) et
pruneaux

Les jours de Noé, disner et sopper

— de St-Etienne, id.

— de St Jehan, id.

— les Innocens, id.

— la Circoncision, id.

— les Troys Roys, id.

— la Purification, id.

S'ensuyvent les potaiges que doit bailler ledit messire
Valentin auxdits religieulx.

De Noël jusques en Caresme ung jour de boyer lie (2),
l'aulture de nups(3), l'aulture de joits sive herbettes chaplées(4),
l'autre de coulletz malhorquins (5), et les aultres festi-
vaulx de riz (6) avecques la chair et les vigiles de purée.

L'esté de cogourles (7), selon le temps, de fèves nou-
velles, de lachues (8), de peisez (9) nouveaulx, de cèbes (10)

(1) Il est inutile de définir les oublies ; mais il est bon de rappeler qu'il
en est parlé dans les plus anciens documents. Les romains les appelaient
nebulæ ; au moyen âge on les appelait *oblata* d'ou oblies et enfin oublies.

(2) Chicorée ?

(3) Poreau de vigne ?

(4) Herbes de champ ?

(5) Choux de mayorque.

(6) Il se vendait 4 livres le quintal.

(7) Courges.

(8) Laitues.

(9) Pois nouveaux ; sans doute les pois dits de Paris.

(10) Oignons.

nouvelles, selon les jours les uns après les autres.

De la feste de St-Gilles jusques au noviesme de janvier, ung jour de cauletz cabuz (1), l'autre jour de boyerlic, l'autre de joite pourrée avecques la purée.

L'advent et la caresme, les dimanche et jeudi, de riz avec l'amelles à disner et le dimanche à sopper d'espinars, en potaige, à chacun religieux ung harenc sauret (2) et les prieur mage doyen et claustrier le double.

Lundi et vendredi de poys en potaige.

Le mercredi d'herbettes ou caulletz vers et le samedi de fouffratz (3).

L'advent et caresme deux foys de poysson de mer frest, si s'en peult trouver, deux livres à chacun plat ; aux autres jours de la sepmaine de poisson d'eau douce comme escarpes (4) et brochetz, à chacun plat deux livres et les trois autres jours de la sepmaine durant ledit temps baillera de merlus (5) de Cornouille à chacun plat trois troz (6) de quatre doigts de large et six de long, ainsi qu'est acoustumé d'acouter.

Le sallen (7) des platz du temps desdit advens et caresme ung jour deux troz (8) d'anguille pegal (9) à chacun plat deux foys la sepmaine et deux autres jours à chacun plat deux souquenens (10) de la bonne forme (11) et l'autre jour de toumine grasse (12) comme est accoustumé.

It. à la fin de table, de figues bonnes de Marcelle et avel-

(1) Variété de chou encore usitée.

(2) Hareng saur.

(3) Mot perdu.

(4) Carpe.

(5) Morue.

(6) Morceau.

(7) Sans doute supplément.

(8) Languedocien morceau.

(9) C'est l'anguille commune.

(10) Sans doute petits morceaux.

(11) Gros fromage d'Auvergne.

(12) Fromage récemment caillé.

lanes (1) troys jours de la sepmaine et les aultres quatre de raisins sive *pansse* (2), avec l'amelle (3) cuytte.

It. les troys jours de reversons, (4) de tartres, (5) ainsi qu'est accoustumé. L'abbé fournira la farine pour lesdites tartres et cuyre poissons.

It. le jeudi saint ung quintal de pezes et ung quintal de febves et ledit couvent baillera audit Valentin ou fera bailler tout le peisson que prend ledit couvent sur les rentiers d'escamandres (6) ou argent et sera tenu bailler ledit Valentin les deux quintaulx de peyses et fevez pour l'aumosne des pouvres ledit Jeudi Saint.

It. En lieu des œufs, les jours de Rogations (7) à l'équipolent desdits œufs, baillera ledit Valentin si s'en trouve d'esturions (8).

Item. Si advenoit le cas, que Dieu ne veuilhe, que aulcung desditz religieulx mourut, baillera la pictance à deux pouvres pendant ung mois et à ung pauvre toute l'année, fini le moys.

It. Si durant ce temps viennent aulcungs rollez (9), sera tenu bailler la pictance comme auxdits religieulx.

It. Au prescheur de caresme la vie et troys jours après Pasques la pictance comme à un religieulx.

It. Ledit Valentin fournira la pictance au cuysinier, coquard (10), vivandier et vallet de M. l'ausmonier,

(1) Noisettes

(2) Languedocien auquel on a substitué passariolos, Raisins secs : un des quatre mendiants de la collation du carême. La préparation de ces raisins était une industrie de nos contrées. Ainsi en 1554 (J. Mombel, f. 194) Laurens Tutelle en expédie 10 caisses pesant 21 quintaux à la ville de Lyon.

(3) Amande.

(4) Pate de farine passée à la poêle et retournée.

(5) Pate de farine cuite au four.

(6) Étang d'Escamandre appartenant à l'abbaye.

(7) Les Rogations étaient en ce temps jours de jeûne et d'abstinence.

(8) Esturgeon.

(9) Novices.

(10) De *coquina* cuisine. D'après certains détails, on réservait alors cette appellation à l'aide cuisinier, au marmiton.

ainsi qu'à esté acoustumé et aux rentiers, quand viendront apporter argent au couvent, leur baillera pictance comme ung religieux et M. de Saint-Gilles baillera pain et vin comme est acoustumé et nourrira le cheval que tiendra ledit messire Valentin pour le vivandier ou procureur.

It. Si aucuns religieux viennent à passer, ledit Valentin baillera la pictance pour ung jour comme est acoustumé.

It. Ledit messire Valentin prendra par inventoire l'estang (1) et aultres ustencilles de cuisine et rendra à poix ledit estang et le reste de ladite cuysine rendra les pièces comme se trouvent.

Et ont promis, promettent lesdites parties et une chacune d'icelles tout ce que dessus dict a esté et le contenu au présent instrument.

Faict et publié aux claustres du monastère ez presences de maître Jacques Albenas (2), licencié ez droits de Nismes, de M^e Gilles Aubert, prêtre, de Saint-Gilles et Pierre Langles, de Bolhargues, tesmoins à ce requis et de moy Loys Giraud, notaire de Saint-Gilles [E. 442, f. 3].

INVENTAIRE des biens meubles du couvent de St-Gilles qu'à receus messire Valentin, rentier de la pitance dudit couvent.

L'an mil cinq cent trente-cinq et le dix-huit jour de may avons baillé la vassel d'estang, tant de plats que d'escudel et aultres aysines (3) appartenants à ladite cousine.

(1) Etain.

(2) C'était le père du futur conseiller Jean Poldo d'Albenas.

(3) Nom générique servant à exprimer, d'une manière vague, toute sorte de vaisseau, de meubles propres à contenir ou à porter des choses soit solides, soit liquides.

1. Et primo luy avons baillé seize plats d'estang pezant trente livres.
2. Seize pièces d'escudel à oreille (1) pesant dix-sept livres.
3. Quatre sartans (2), une grande, deux moyenes et une trouquade.
4. Un tryan ? une bassine, deux esquafaires (3) demy usay.
5. Ung pero [chaudron], une grasier (4) grande.
6. Ung tripier [couteau de boucherie].
7. Deux casses (5), une grande et une petite.
8. Deux hastes.
9. Ung mortier avec le trisson.
10. Ung gresau de boy pour laver les escudels.
11. Une coulier, une escumador et aussi une giraydoire, une houlier (6) et deux couversels (7).
12. Un cabas, ung panye.
13. Une esaine ? de boy pour mestre la sel.
14. Une aultre esaine pour mestre la farine.
15. Deux estyers de fer pour soustenyr les astes.
16. Une pale de fer [pelle].
17. Ung careylle [lampe à pied].
18. Deux pielle pour tenir luyllle, de quoy l'une est bone, l'aultre ne vault pas guyer.
19. Une esaine pour tenir huilhe.
20. Trois tables pour servir en la cousine.

Ont signé GRATINOT, P. des Vallent.

[E. 442, f. 68].

(1) Ecuelle.

(2) Du latin *sartago*, poêle à frire.

[3] Bassinoire pour chauffer le lit des malades.

(4) Gril.

(5) Grand poëlon.

(6) Vase pour tenir l'huile.

(7) Couverts.

V

Ces pièces, dont je me suis efforcé de donner le texte littéral et intégral, n'ont pas seulement un intérêt de clocher. Elles ont beau concerner l'histoire de l'abbaye de Saint-Gilles, elles intéressent aussi la linguistique, la médecine, et la démographie à une époque encore assez mal connue. C'est, en dépit des apparences, un vaste thème que nous n'épuiserons pas. Nous nous bornerons à quelques remarques, laissant aux spécialistes de profession le soin de les compléter.

Le texte se ressent de l'époque à laquelle ont été rédigés ces documents. Depuis quatre ans tout au plus, la langue latine a été abandonnée et remplacée par la langue nationale. Celle-ci, à peine sortie de ses langes, est loin d'être familière au notaire ; aussi dans l'embarras recourt-il à l'idiome du terroir. De là l'emploi fréquent de mots languedociens dont la traduction est mal aisée, de là la nécessité de quelques points d'interrogation.

En ce qui touche l'hygiène alimentaire, les matériaux ne manquent pas ; mais si ce terrain est plus familier que le précédent à l'auteur de ce modeste travail, ce n'est pas une raison pour qu'il le fouille dans tous les sens. L'érudition, en pareille matière, est hors de saison : elle nécessite des détails qui sont toujours ennuyeux et fournit prétexte à une accusation de pédantisme qui n'est rien moins qu'enviable. Le parti le plus sage est donc de s'abstenir et de conclure avec un poète du xvi^e siècle :

Leur repas est libre et modeste
D'herbe et de fruits meslangé ;
N'engendrent un hocquet moleste
Qui volontiers, aux banquets reste
Après que l'on a trop mangé.

Aussi, ne leur faut-il point faire
Tant de despens en médecin,
Ny en drogues d'apotiquaire.
Aussi personne à leur affaire
Ne vient espier le bassin.

En résumé, l'ordinaire des bénédictins est simple et frugal. Il est hygiénique en ce qu'il est varié dans une certaine mesure et n'exclut pas la viande ; mais il n'en fait pas un usage tel qu'il y ait lieu de redouter la goutte. Il ne recourt pas aux épices à la mode pour exciter l'appétit et s'il brille par quelque chose, c'est par l'absence de tout raffinement. Seul le menu de la fête de Saint-Gilles pourrait provoquer l'envie, mais il a le malheur de ne se répéter que tous les ans, ce qui pour les gourmands de profession est un inconvénient majeur, que dis-je, un grief irrémissible.

Est-ce à dire que pour ce chef les moines soient exempts de tous reproches ? c'est ce qui ne saurait être soutenu. Ils ne se nourrissent plus exclusivement de légumes, d'œufs et de lait, et leur ordinaire n'est plus ce qu'il était auparavant. Pour se convaincre de cette vérité, il n'y a pas loin à aller ; il suffit de comparer l'arrentement de la pitance aux années 1532 et 1535. Le chemin parcouru saute aux yeux autant par les détails que par l'écart existant entre les sommes affectées à cet objet. Le prix des denrées a, il est vrai, légèrement augmenté dans l'intervalle, mais cette plus-value est insuffisante à expliquer la différence existant entre trois cent vingt livres d'une part et quatre cent soixante quinze de l'autre. Force est donc de conclure que le monastère a amélioré son ordinaire et commis de nouvelles infractions à la règle qui le régissait. Il n'a pas tout à fait oublié l'ancienne discipline, mais il en a atténué ou, pour mieux dire, mitigé les rigueurs.

Ces améliorations portent sur les rations de pain et de vin qui sont l'une et l'autre augmentées d'un tiers, sur

les fêtes qui sont presque doublées, sur les jours de jeûne et d'abstinence qui sont diminués, sur la ration alimentaire qui est préparée avec un art moins primitif. Telles sont les seules modifications apportées ; aussi ne faut-il pas s'étonner si la majorité mit la plus grande hâte à poursuivre la sécularisation. Assurément cette conduite n'atteste pas un amour très vif de la vie monastique, mais cette circonstance est une preuve nouvelle que l'ordinaire était bien éloigné des douceurs, inventées par l'auteur de Gargantua et de Pantagruel.

Docteur PUECH.

LA RECLUSE DES ROCHES NOIRES

(Suite)

Elles traversèrent le vestibule, ainsi que la tour servant de porche et se trouvèrent dans une cour carrée ayant une porte donnant sur la campagne. On la fermait à l'entrée de la nuit ; mais Catherine en avait la clef, et elles disparurent bientôt dans le sentier montueux conduisant au terrain raviné qui avait donné son nom au château.

Pendant ce temps M. de Belfort profitant de la bonne humeur du baron et de l'amitié qu'il lui témoignait, venait d'avoir avec lui une conversation très intime et il lui avait renouvelé sa demande en mariage.

— Je n'attendais pas moins de votre constance, lui répondit le baron, et après cette épreuve de trois ans, c'est avec joie que je vous donnerai ma nièce. Je crois agir en cela comme aurait fait son père, car vous êtes un honnête garçon que j'estime et que j'aime ; vous avez une carrière honorable, de la naissance, de l'esprit, de la fortune et je ne vois vraiment pas ce que je pourrais désirer de mieux ; mais il nous faut le consentement de Madame votre mère.

— Et voilà sa demande par écrit , interrompit le jeune homme en tirant une lettre de son portefeuille, demande qu'elle viendra bientôt renouveler de vive voix. Elle vous connaît depuis longtemps, m'a-t-elle dit, elle a vu à Paris Mlle Valentine et son plus vif désir est de la nommer sa fille.

— Je vous crois, cela doit être, répondit le baron, car c'est une douce et noble créature que Valentine, un cœur d'or, une âme d'élite. Je ne sais comment s'y sont pris ces pauvres religieuses auxquelles ma belle-sœur l'avait con-

fiée toute petite, mais on peut dire qu'elles lui ont donné, à un degré éminent, les talents et les qualités qui conviennent à une femme.

J'avais beaucoup souffert, j'étais d'une humeur farouche et bien peu disposé à prendre ma nièce auprès de moi, quoiqu'elle fut ma plus proche parente et la fille d'un frère que j'aimais de tout mon cœur ; elle de son côté ne demandait pas mieux que de rester auprès de ses mattresses ; mais bientôt je tombai malade, et, me croyant prêt à rendre l'âme, j'envoyai chercher l'orpheline pour lui faire mes adieux et quelques recommandations suprêmes. Mon discours ne fut pas long et je le terminai par ces mots : Ne pleure plus et retourne au couvent.

— Non, répondit-elle d'un ton résolu, qui me surprit beaucoup ; puisque vous êtes malade, ma place est ici et j'y reste.

— A quoi pourrait me servir une petite pensionnaire comme toi, lui dis-je en levant les épaules.

— J'espère que vous le verrez bientôt, mon cher oncle.

Et bon gré mal gré je dus subir sa présence, mais je n'eus pas lieu de m'en plaindre, car jamais garde-malade expérimentée ne se montra plus soigneuse et plus attentive que cette petite fille de seize ans. Elle devinait mes désirs avant même qu'ils fussent exprimés ; avais-je soif, elle approchait aussitôt la coupe de mes lèvres ; sentais-je quelque disposition à m'endormir, les rideaux fermés doucement faisaient dans ma chambre une nuit factice qui favorisait le sommeil.

Aidée de mon valet de chambre et d'une vieille bonne qui avait pris soin de son enfance, elle suffisait à tout dans la maison avec un courage et un dévouement sans bornes. Assez emporté de ma nature et fort mauvais malade, je dois en convenir, je ne lui épargnai ni les plaintes injustes ni ma méchante humeur ; elle les

supporta avec une patience angélique et une douceur inaltérable. Mais ce fut surtout dans la convalescence que je pus apprécier son bon cœur et les ressources de son esprit solide et cultivé ; elle me distrayait par sa conversation ingénue, me faisait la lecture, s'intéressant à des livres sérieux, que j'aurais crus très au dessus de sa portée, et m'étonnant bien souvent par la justesse et la profondeur de ses réflexions. Puis elle me donnait le bras pour m'aider à faire quelques tours de promenade dans ma chambre, et ensuite au jardin ; bref, je lui dûs la santé et peut-être la vie, et ces soins affectueux, cette gracieuse amabilité ne m'ont jamais fait défaut depuis lors. Aussi, je l'avoue franchement, ce n'est point sans un grand effort de raison et de volonté que je consens à briser moi-même ces liens d'affection qui depuis près de cinq ans déjà enchaînaient son sort au mien.

— Soyez persuadé, Monsieur, qu'ils ne seront pas rompus par notre mariage et que vous aurez au contraire deux enfants au lieu d'un, puisque je suis tout disposé à partager les sentiments de Mademoiselle Valentine, et que, depuis longtemps vous avez la bonté de m'honorer de votre bienveillance ; mais le temps marche et Mademoiselle Valentine nous attend sans doute.

— C'est juste, mon ami, retournons auprès d'elle.

Ils rentrèrent au salon et le trouvèrent désert. M. de Fournel sonna son valet de chambre.

— Avertissez ma nièce que je la demande, dit-il brusquement.

Le domestique revint quelques instants après.

— Mademoiselle n'est pas chez elle, Monsieur le baron, ni dans la salle à manger ni dans la lingerie, nulle part enfin.

— Va la demander à Catherine.

— Introuvable aussi Mlle Catherine ; je l'ai cherchée partout, jusque dans le jardin.

— Imbécile ! dit le Baron en fronçant le sourcil, tu ne me feras pas croire qu'elles ont été enlevées par des brigands !

— Qui peut savoir ! dit le domestique.

Presque au même instant Valentine entra au salon toute rouge et toute essoufflée.

— Me voici, mon oncle, dit-elle en s'efforçant de sourire.

— Et d'où viens-tu, petite fille, reprit-il en se radoucissant tout-à-coup ; voici plus d'un quart d'heure que l'on te cherche.

— Dame ! c'est votre faute, Messieurs, vous avez fumé si longtemps que j'ai été faire un tour de promenade.

Elle parlait fort vite et avec une gaité feinte qui surprit le jeune homme.

— Nous avouons nos torts, dit-il, et je n'en suis que trop puni, car l'heure s'avance et il me faut songer à retourner à la ville.

— Il n'est pas tard cependant, observa Valentine.

— C'est que, par malheur, mon cheval n'est pas un Bucéphale, répondit en riant l'officier, et si je ne suis point à Bélem avant dix heures, ma tante de St-Céran, chez laquelle je suis descendu et que le seul nom des Roches noires fait frissonner d'épouvante, croira que le diable m'a emporté.

— Allez donc rassurer cette excellente demoiselle, dit M. de Fournel et revenez demain déjeuner avec nous.

— A demain donc, Monsieur.

Et s'approchant de Valentine.

Si vous êtes aussi bonne pour moi que l'a été Monsieur votre oncle, je suis le plus heureux des hommes.

— Cela dépendra de vous, répondit-elle.

CHAPITRE III

Dès que le cavalier fut en selle et qu'il eut enfilé la grande allée, le vieillard et sa nièce rentrèrent au salon.

— Eh bien, petite, dit Monsieur de Fournel en tapant familièrement sur l'épaule de la jeune fille, ce qui était de sa part une grande marque d'amitié, as-tu deviné dans quelle intention Gaston de Belfort est venu nous chercher jusqu'ici ?

— Je crois bien que oui, répondit-elle en rougissant et les yeux baissés vers la terre.

— Et tu n'en es pas fâchée au fond.

— Non, mon oncle.

— Tu trouves donc ce jeune homme à ton goût ?

— Oui, mon oncle.

— Et tu consens à l'épouser ?

— Non, mon oncle.

— Parbleu ! voilà qui est trop fort, s'écria le baron, en frappant un grand coup de poing sur la table ; où as-tu donc la tête ce soir, Valentine ? Oui, mon oncle, non, mon oncle, tu ne sors pas de là et encore tu me réponds au hasard, comme si tu pensais à autre chose. Voyons, veux-tu oui ou non épouser le capitaine Gaston de Belfort ?

— Permettez-moi de vous faire observer, mon cher oncle, qu'une décision aussi importante demande cependant un peu de réflexion.

— Voilà trois ans déjà qu'il est question de ce mariage et tu as eu le temps d'y réfléchir tout à ton aise ; les femmes sont vraiment incompréhensibles, ajouta-t-il, en s'échauffant de plus en plus, et je dirais volontiers comme le roi-chevalier : *bien fol est qui s'y fie* ! Combien te faut-il donc encore de temps pour te décider tout-à-fait ?

— Est-ce trop de vous demander vingt-quatre heures ?

— Va pour vingt-quatre heures, reprit le baron, en se rassérénant visiblement, et pour t'aider de tout mon pouvoir dans tes combinaisons matrimoniales, voici quelle serait en entrant en ménage votre position pécuniaire.

Gaston, outre ses appointements de capitaine, possède

dès maintenant, du chef de son père, cent soixante mille francs ; tu lui apporterais en dot deux cent mille francs dont tu as hérité de tes père et mère, plus cinquante mille francs, provenant des économies faites sur tes revenus ; cela vous ferait, pour commencer, vingt-quatre mille francs de rente , ce qui est très joli déjà. Plus tard , M. de Belfort, étant fils unique, aura droit à tous les biens de son aimable mère, sans compter l'héritage très probable de mademoiselle de Saint-Céran. Quant à moi, tu sais que je suis riche aussi et tu auras un jour toute ma fortune.

— Oh ! non pas *toute*, mon bon oncle, dit-elle, en joignant les mains et en tournant vers lui ses beaux yeux bleus où brillaient de grosses larmes.

— Toute, mademoiselle, répéta le baron, d'une voix terrible, je voudrais bien voir qu'on me dise le contraire !

Tu sais maintenant au juste à quoi t'en tenir au sujet de ta fortune, reprit-il d'un ton radouci ; pour le moment, allons nous reposer et que l'on nous serve demain un bon déjeuner.

Dès que la jeune fille se trouva seule dans sa chambre, elle tomba à genoux et son cœur s'épancha devant Dieu dans un torrent de larmes. Était-ce de joie ou de douleur qu'elle pleurait ainsi ? On pourrait croire qu'elle ne le savait pas elle-même, car tantôt sa prière s'élevait vers le ciel en hymne d'action de grâce, et tantôt elle implorait en sanglotant la miséricorde céleste ; nature nerveuse, corps délicat, âme tendre et douée d'une sensibilité exquise, le silence des champs, la solitude des bois avaient encore développé son exaltation naturelle ; elle avait à la fois des aspirations plus ardentes, des douleurs plus profondes et des jouissances plus vives que les jeunes filles élevées dans le monde. L'imagination jouait un grand rôle dans son existence et l'on sait combien cette enchanteresse est habile à créer, à grossir les joies et les chagrins. Puis elle

n'avait ni mère, ni sœur, ni amie à qui elle put ouvrir son âme, confier ses agitations secrètes ou demander un conseil ; aucun cœur ne battait à l'unisson du sien. M. de Fournel l'aimait à sa manière et en était tendrement aimé, mais il lui faisait peur. Son œil, vif et hautain, qui semblait vouloir plonger jusqu'au fond de l'âme, pour en découvrir les secrets, l'expression habituellement raide de sa physionomie, la colère, toujours prête à l'envahir et à éclater en paroles acerbes, éloignaient toute confiance ; c'était donc devant Dieu seul qu'elle épanchait son cœur.

Lorsqu'elle eût longtemps prié et pleuré et que la fatigue survint, elle se releva doucement et ouvrit la fenêtre de sa chambre pour respirer le grand air. Le temps s'était éclairci, la nuit était devenue sereine, le ciel était constellé de toute part, des myriades d'étoiles, indistinctes à l'œil nu, brillaient dans le firmament comme une poussière diamantée ; une brise douce et légère murmurait dans les branches des arbres et la voix plaintive du rossignol s'élevait en chants mélodieux au fond d'un bosquet voisin.

Ces beautés de la nuit, ce calme de la nature furent comme la réponse du ciel aux ferventes prières de Valentine ; l'apaisement se fit dans son âme ; elle se coucha et s'endormit dans de doux rêves. Il était grand jour déjà quand elle se réveilla le lendemain, toute fraîche et toute souriante, pensant avec joie à la visite de Gaston. Cependant une sorte d'inquiétude ne tarda pas à la reprendre quand elle se rappela ce qu'elle avait à lui demander.

— Quelle opinion va-t-il concevoir de moi ? se disait-elle, tout en soignant sa toilette un peu plus qu'à l'ordinaire, comme la jeune fille la plus ingénue le fait instinctivement en pareille circonstance ; encore si je n'avais pas promis le secret, si je pouvais lui confier toutes mes peines !

Ce point noir, cette idée fixe mit comme une ombre sur son front et donna à son regard une langueur mélancolique, à sa démarche une apparence de fatigue dont le baron se préoccupa quelque peu.

— Serait-elle malade, se disait-il, ou va-t-elle refuser ce brave garçon qui me convient fort ?

Il se mit aussitôt à faire un éloge pompeux du capitaine, exaltant ses chances probables de rapide avancement, vantant son aptitude militaire et l'illustration de sa famille.

Valentine écoutait son oncle sans lui répondre et sans émotion apparente, toute concentrée en ses réflexions intimes ; mais lorsque le valet de chambre eût annoncé : Monsieur Gaston de Belfort ! le visage de la jeune fille s'épanouit si visiblement, sa physionomie prit tout à coup une telle expression de joie que le vieux diplomate se sentit tout rassuré.

— A la bonne heure, s'écria-t-il d'un air joyeux en tendant la main au jeune homme, j'aime l'exactitude, et c'est une qualité de plus que je vous reconnais volontiers. Êtes-vous arrivé assez à temps hier au soir pour ne point causer d'inquiétude à Mademoiselle votre tante ?

— J'étais à sa porte avant l'heure fatale, ajouta-t-il en riant, car dix heures sonnaient comme je montais l'escalier, mais cinq ou six de ses amis, auxquels il y a apparence qu'elle voulait me présenter, s'étaient déjà retirés, ce qui l'avait un peu contrariée, je crois ; aussi ai-je dû promettre pour la remettre en belle humeur de l'accompagner demain soir au bal de souscription qui doit avoir lieu à l'Hôtel-de-ville, à l'occasion de la fête du pays. Y viendrez-vous Mademoiselle ?

— Pourquoi pas ? dit le baron, en se hâtant de prendre la parole ; Valentine et moi nous avons vécu en ermites depuis notre arrivée aux Roches noires ; j'étais devenu farouche comme un ours, mais votre présence me rajeunit et me remet en belle humeur, mon cher capitaine.

La jeune fille fit timidement quelques observations sur son ignorance des usages du monde, et sur la presque impossibilité de préparer en si peu de temps une toilette convenable ; mais le baron n'était pas homme à se laisser arrêter dans ses projets par des difficultés de si peu d'importance.

— Tu t'entendras avec ta femme de chambre, lui dit-il, et tu te tiendras prête à partir demain, à huit heures précises.

Après le déjeuner, M. de Fournel, accompagné de sa nièce, conduisit son hôte dans le parc, dont les grands arbres formaient en maints endroits des dômes impénétrables aux rayons du soleil ; d'humbles violettes croissaient aux pieds de ces géants de la végétation et Valentine en cueillit quelques-unes ; ce que voyant, le jeune homme s'empressa de l'aider à former un bouquet, tandis que le vieillard assis sur un banc de verdure, le menton appuyé sur sa canne à pomme d'or les contemplait en silence ; mais bientôt, tirant un journal de sa poche, il s'enfonça dans la politique.

— Mademoiselle, dit alors à demi-voix le capitaine à la jeune fille, dites-moi donc bien vite ce que je dois faire pour obtenir un consentement dont dépend le bonheur de ma vie.

— Une simple promesse, Monsieur, mais à laquelle j'attache une extrême importance.

Et comme il se mit à lui sourire de cet air doucement railleur dont les grands parents accueillent parfois les demandes des enfants :

— Ayez pitié de mon embarras, ajouta-t-elle en joignant les mains ; ce que je vais vous dire est très sérieux, mais vous parattra peut-être bien étrange.

— Veuillez vous expliquer sans crainte, Mademoiselle, ne savez-vous pas que je vous suis dévoué cœur et âme.

— Eh bien, répondit-elle d'une voix tremblante, et

après s'être assurée, en mesurant du regard la distance qui les séparait du baron, que leurs discours ne pouvaient arriver jusqu'à lui, mon oncle a dû vous dire que j'avais deux cents mille francs de dot, plus cinquante mille francs d'économies faites sur mes revenus.

M. de Belfort fit un signe de tête affirmatif.

— Je voudrais, reprit Valentine, si émue qu'elle laissa échapper de ses mains sa récolte parfumée, je voudrais pouvoir disposer, à l'insu de mon oncle, de la moitié de cette dernière somme, le jour même de mon mariage, sans que personne m'en demandât compte.

Le jeune officier fit un mouvement de surprise, tant il était loin de s'attendre à pareille demande de la part d'une jeune fille aussi poétique, aussi éthérée que le paraissait Mademoiselle de Fournel.

— Est-ce que vous auriez fait des dettes, mon bel ange aux cheveux d'or ? lui dit-il, en riant et d'un ton familier qu'il n'avait jamais employé à son égard.

Mais il réprima bien vite cette gâté hors de propos en voyant couler des larmes des beaux yeux de Valentine et une expression douloureuse se peindre sur ses traits.

— Vous savez aussi bien que moi, j'espère, que ce n'est point pour votre fortune, mais pour votre beauté, votre esprit, vos vertus, pour vous même, en un mot, que j'aspire depuis si longtemps au bonheur de vous épouser ; vingt-cinq mille francs de plus ou de moins ne m'importent guère et j'y renoncerai volontiers pour vous être agréable.

— Je vous remercie, Monsieur, mais ce n'est pas tout encore, répondit la jeune fille en prenant son courage à deux mains ; mon oncle vous a appris sans doute qu'il voulait me laisser sa fortune après lui ; eh bien, cet héritage je désire, le cas échéant, n'en accepter que la moitié.

— Chère Valentine, dit doucement le capitaine, j'ai en votre bon sens, comme en votre vertu une confiance entière

et je vous donne ma parole d'honneur de vous laisser entièrement libre d'agir à ce sujet comme vous croirez devoir le faire, mais ne pourriez vous pas, à moi, votre ami, votre fiancé, confier les motifs qui vous décident à m'imposer de semblables conditions ?

— Soyez généreux jusqu'au bout, dit-elle, et ne me demandez pas un secret que j'ai promis de garder. Un jour viendra, je l'espère, où je serai relevée de cette promesse qui ne m'a jamais tant coûté qu'à cette heure, et je suis bien persuadé que vous approuverez ma conduite.

— Je l'approuve dès à présent, soyez en sûre, Valentine.

— Eh bien, Monsieur, dès à présent, moi aussi, je vous engage ma parole.

Et comme le baron s'approchait d'eux :

— Mon oncle, lui dit-elle en s'avançant vers lui, vous m'aviez donné vingt-quatre heures pour répondre à une grave question que vous m'adressiez hier au soir, mais je n'attendrai point que tout ce temps soit écoulé pour vous dire que d'après votre conseil et votre désir, j'accepte de tout mon cœur, devant Dieu et devant les hommes, la proposition de mariage de M. de Belfort, et que je me tiendrai pour honorée de devenir sa femme.

— Voilà qui est parlé net, dit le vieillard en déposant un baiser sur le front de sa nièce et en serrant la main du capitaine, recevez mes félicitations, mes enfants, car vous êtes dignes l'un de l'autre.

Il ne fut plus question ce jour là de visiter le domaine. On avait bien autre chose en tête. M. de Belfort demanda avec insistance que, séance tenante, on fixât l'époque du mariage.

— Le plus tôt est le meilleur, disait-il.

— C'est aussi mon avis, répondit le diplomate, mais encore faut-il le temps de faire quelques préparatifs et de régler certaines affaires d'intérêt ; puis nous devons, avant tout, nous conformer à la volonté de Madame votre mère.

— Je lui écrirai dès ce soir, répondit le jeune homme, et je suis sûr qu'elle sera tout à fait de mon avis. Nous pouvons donc, ce me semble, fixer dès maintenant au 15 juillet, par exemple, l'époque du mariage.

— Deux mois, c'est bien peu, pour tout ce qui reste à faire, répondit M. de Fournel, on peut y arriver cependant. Ce sera donc pour le 15 juillet si tu n'y trouves aucun inconvénient, Valentine.

— Je n'ai d'autre volonté que la vôtre, dit-elle.

— Alors c'est chose convenue, mais gardez le secret quelque temps encore, mon cher capitaine, même envers Mademoiselle de Saint-Céran, de peur de mettre la population toute entière dans notre confidence, ce qui serait gênant peut-être.

— Il me suffit d'être heureux, répondit le jeune homme, et j'éprouve nullement le besoin de crier mon bonheur sur les toits.

Le reste de la journée s'envola rapidement comme l'oiseau dans l'espace ; de douces causeries, de charmants projets d'avenir le remplirent tout entier et ils se séparèrent le soir en se donnant rendez-vous au bal du lendemain.

CHAPITRE IV

Mademoiselle de Saint-Céran n'avait pas beaucoup de ressources dans l'esprit, et comme elle était toujours restée dans la petite ville, elle en avait conservé les manières et la conversation. Excellente personne, du reste, la bonté et l'obligeance même. Elle ne s'était point mariée dans sa jeunesse pour soigner ses vieux parents, et depuis qu'elle les avait perdus, elle se faisait honneur de sa fortune en recevant souvent ses amies et en consacrant à des œuvres charitables une grande partie de ses revenus.

Son affection pour son neveu se rapprochait de l'amour maternel, tant elle était ardente et dévouée ; elle était fière de lui, elle en parlait sans cesse , vantant ses exploits, son esprit, ses talents, son air noble et martial. Elle n'avait pas de plus vif désir en ce monde que de lui voir épouser une demoiselle du pays, afin d'avoir plus de chances qu'il s'y fixât quelque jour. De toutes les jeunes filles de sa connaissance, Jenny de Boissac était celle qui lui paraissait réunir au plus haut degré toutes les conditions désirables ; c'était la plus riche , la plus élégante , celle qui tenait le premier rang dans la ville, et à coup sûr, la plus jolie. On prétendait bien à Bélem qu'elle était fiancée, depuis son enfance, à son cousin Armand, mais cela n'était rien moins que certain, et Mlle de Saint-Cérane doutait point que si Gaston voulait bien se mettre sur les rangs, il ne l'emportât aisément, non seulement sur le cousin Armand, mais sur tous les concurrents du monde. La difficulté était de décider le capitaine à faire une première démarche en se mettant en relations avec cette famille. Sa bonne tante avait bien offert de le conduire chez M. de Boissac, mais le jeune homme avait trouvé de si bons prétextes pour éluder cette visite, qu'elle n'avait osé insister davantage. Changeant alors de batterie, elle avait témoigné le désir d'assister au bal de l'Hôtel-de-Ville et prié son neveu de l'y conduire. C'était, d'ailleurs, pour elle un véritable plaisir de se montrer dans le monde, où elle ne paraissait plus depuis longtemps, au bras d'un si brillant cavalier. Elle mit donc toutes voiles dehors, sortit ses bijoux, sa belle robe de moire vert-pomme, qui était restée enfermée depuis le jour mémorable où Mlle de Saint-Céran avait eu l'insigne honneur d'être marraine de la grande cloche, et arbora pour la circonstance un bonnet en points d'Alençon , orné de roses rouges, chef-d'œuvre de la plus intelligente des modistes de Bélem.

Ainsi parée de ses plus beaux atours, la bonne demoiselle arriva dans la salle et s'assit dans un fauteuil placé

juste derrière la banquette occupée déjà par Mlle de Boissac et quelques unes de ses amies intimes.

— Mon neveu Gaston de Belfort, que j'ai le plaisir de vous présenter, mesdemoiselles, dit la vieille fille.

— Oh ! Monsieur n'est pas un étranger pour nous, répondit Jenny, en rendant gracieusement à l'officier le salut qu'elle venait d'en recevoir ; nous le connaissons toutes de réputation.

— Si c'est d'après les discours de mon excellente tante, mon portrait pourrait bien être flatté, je vous en préviens, dit Gaston.

— S'il en est ainsi, nous nous en apercevrons aisément, ces demoiselles et moi, répondit gaiement Jenny, nous sommes très habiles à Bélem à découvrir les défauts d'autrui.

— Et aurez-vous la charité de me faire part de vos découvertes, Mademoiselle ?

— Nous verrons, cela dépendra de leur importance.

— Ou du caprice du moment ?

— Peut-être bien ! Vous venez d'Alger, Monsieur ? On s'y amuse beaucoup, dit-on ? les jeunes filles y sont elles jolies ?

— Je le croyais encore, il y a un quart d'heure.

— Pourquoi pas maintenant ?

— Parce que je compare.

— Et la comparaison n'est pas en leur faveur ?

— Précisément, Mademoiselle, vous êtes vraiment douée d'intelligence.

— Et vous très galant, Monsieur.

— Je suis sincère, voilà tout. Voici que les musiciens préludent et vont se mettre en train, daignerez-vous m'accorder ce premier quadrille ?

— Je l'avais promis à mon cousin, mais il n'arrive point et je ne suis pas d'humeur à l'attendre, ajouta-t-elle en acceptant le bras que lui offrait le capitaine.

— Cela commence assez bien, se disait tout bas Mademoiselle de Saint-Céran en se frottant les mains, elle est vraiment gentille cette petite.

Le fait est que Jenny était toute charmante ce jour-là dans sa robe de tulle rose et animée par cette coquetterie naïve, ce désir instinctif de plaire qui la quittait rarement, mais qu'avivait encore davantage alors la présence inespérée du brillant capitaine; un spirituel sourire animait son visage et ses yeux, veloutés comme les fleurs de la scabieuse, étincelaient de plaisir. La conversation ne tarissait point entre elles et l'officier qui lui donnait la réplique et paraissait s'amuser beaucoup de ce babil, assez vide de sens, mais pétillant et léger comme le vin de champagne.

A mesure que l'heure s'écoulait, le capitaine devenait distrait, soucieux même; il écoutait à peine, et ses yeux semblaient fixés vers la porte. Jenny ne s'en aperçut point d'abord, elle était lancée et comme grisée par ses propres paroles; les conseils de la grand'mère étaient déjà bien effacés de son esprit, les bons mots, les saillies spirituelles, mais il faut bien l'avouer aussi, les médisances, les jugements téméraires, frisant parfois la calomnie, s'échappaient de ses lèvres vermeilles et sa voix, devenue plus vibrante arrivait jusqu'à ses voisins, dont quelques-uns riaient aux éclats de ses remarques originales, de ses allusions mordantes, lorsque tout à coup il se fit comme un mouvement marqué d'ondulation dans la salle de bal, remplie de presque toute la bourgeoisie de la ville, et les jeunes hommes en habit noir abandonnant le haut de la salle refluèrent vers la porte.

— C'est elle ! Mademoiselle de Fournel, la recluse des Roches noires, dit un jeune avocat, qui figurait vis-à-vis de Mademoiselle de Boissac, et qui manqua son avant-deux pour mieux examiner la nouvelle venue.

— Quelle est ravissante ! lui dit sa danseuse, petite blonde, à l'air modeste qui regardait comme lui.

Valentine était ravissante, en effet, dans le nuage diaphane de légère mousseline dont elle était enveloppée. Quelle simplicité cependant dans sa toilette improvisée ! pas une garniture à sa robe flottante, pas un bijou à ses oreilles, ni sur sa poitrine, chastement voilée, une seule rose dans sa chevelure d'or, qui formait comme une auréole sur son front blanc et pur et retombait en grosses boucles sur son cou et sur ses épaules ; c'était là toute sa parure.

— Ophélie ressuscitée, si ce n'est son fantôme, dit en riant Mlle de Boissac.

Mais son rire n'eut point d'écho, et le quadrille étant fini, le capitaine se hâta de remercier sa danseuse, et de la reconduire à sa place ; puis s'esquivant aussitôt il se mit à manœuvrer vigoureusement pour percer la foule et arriver jusqu'à Mlle de Fournel.

— Monsieur votre neveu connaît donc la recluse des Roches noires ? Je ne lui en ferai pas mon compliment, dit à Mlle de Saint-Céran la vaniteuse Jenny, qui n'avait pas vu sans dépit l'empressement de l'officier auprès de Valentine.

— Pas que je sache, ma chère enfant, répondit la vieille tante. N'est-ce point Mlle de Fournel que l'on appelle de ce nom ridicule ? Ils sont cependant de bonne lignée ces Fournel, leur noblesse remonte au XIII^e siècle ; j'ai connu jadis le baron actuel, et j'ai été surprise qu'il ne m'ait pas fait visite ; mais on dit qu'il ne voit personne. Où est donc cette jeune fille dont on fait tant de bruit ? ajouta Mlle de Saint-Céran en se tenant sur la pointe des pieds pour dominer la foule ; est-ce cette grande et svelte personne tout habillée de blanc, avec laquelle danse mon neveu ?

— Précisément, répondit Mademoiselle de Boissac.

— Mais elle est fort bien, ce me semble, continua la vieille demoiselle, ajustant son lorgnon pour mieux voir, on dirait une Sainte-Vierge.

— Fameuse sainte ! murmura Jenny, que sa vanité blessée suffoquait de plus en plus ; vous ne savez donc point tout ce qu'on raconte de ses excentricités, de ses courses à pied et à cheval, de ses promenades sentimentales, au clair de lune, en compagnie d'un galant chevalier, quelque prince déguisé ou quelque poète byronien. Il faut entendre à ce sujet Mlle Verdier et mon cousin de Boissac, l'un de ses anciens adorateurs cependant. Il en sait long sur le compte de cette singulière personne.

— Que sait-il ? que dit-il ? s'écrièrent en même temps des voix plus ou moins fortement accentuées.

Tandis que Jenny racontait à sa manière, avec une infinité de broderies de sa façon, tout ce qu'elle avait recueilli, depuis quelques jours, de suppositions malicieuses sur les faits et gestes de la recluse des Roches noires, le capitaine, qui était enfin parvenu à la rejoindre avait offert son bras à Valentine, et, la contemplant d'un air ravi.

— Combien j'étais impatient de vous voir arriver ! lui disait-il ; j'avais une peur affreuse que vous eussiez renoncé à ce bal, et d'être ainsi privé un jour tout entier du bonheur de vous voir.

— Je vous avais promis d'y venir et vous savez que je suis toujours fidèle à ma parole, monsieur Gaston ; mais que de monde ici ! l'on y étouffe. Ah ! combien je préfère nos promenades sur les belles pelouses du parc. La vue des fleurs du parterre, ou celle des étoiles scintillant dans un ciel d'azur, ne vous charme-t-elle pas davantage que les décors de cette salle ? et la voix du rossignol, qui chante si mélodieusement dans nos bosquets, ne vous paraît-elle point préférable à ce bruyant orchestre ?

— L'endroit que je préfère est toujours celui où vous êtes, Valentine... Mais j'ai une bonne nouvelle à vous apprendre, ma mère doit arriver la semaine prochaine.

— Oh ! que j'en suis heureuse, il me tarde tant de la

revoir ! elle a été si gracieuse pour moi lorsque , tout enfant encore , je lui fus présentée au couvent ! Quel bonheur de pouvoir bientôt donner ce doux nom de mère à une personne si distinguée , que j'aime déjà de tout mon cœur ,

— Et qui vous le rendra bien, j'en suis sûr ; vous avez grandement raison, Valentine, *notre* mère est bien bonne et bien digne à tous égards d'une fille telle que vous.

Ils causèrent ainsi quelques temps encore , oubliant le bal, la musique, la foule élégante qui se pressait autour d'eux.

— Vous ne dansez donc pas, jeunes gens, leur dit tout-à-coup M. de Fournel , qui venait de saluer quelques unes de ses anciennes connaissances.

— Non, répondit la jeune fille, je me sens un peu fatiguée ce soir, et j'ai d'ailleurs refusé déjà plusieurs danseurs ; mais vous même, mon cher oncle, ne seriez-vous pas indisposé ? je vous trouve plus pâle que d'habitude.

— Le fait est que je ne me sens pas très à mon aise, je pense cependant que cela ne sera rien.

— Je l'espère bien aussi, mais partons tout de suite, cela me paraît plus prudent, d'autant mieux qu'il nous faut au moins une heure pour retourner au château.

— Tu as peut-être raison , Valentine. Gaston aura la complaisance d'avertir le cocher.

Ils sortirent tous trois ensemble et M. de Belfort ne rentra dans la salle de bal qu'après avoir mis ses amis en voiture, et leur avoir formellement promis d'aller déjeuner avec eux le lendemain. Le quadrille était commencé, Gaston ne put donc pénétrer de suite jusqu'à Mlle de Saint-Céran , ainsi qu'il en avait l'intention , et force lui fut de se tenir debout derrière les danseurs, dont il entendit forcément en partie les conversations.

— Elle a donc quitté le bal sans avoir dansé une seule fois, disait un ancien beau à une vieille fille sèche et noire.

— Vous m'avouerez que c'était bien ce qu'elle méritait et ce qu'elle avait de mieux à faire, car personne d'entre nous n'aurait voulu lui servir de vis-à-vis.

— Est-ce à ce point là, Mademoiselle ?

— En douteriez-vous encore après tout ce que je viens de vous raconter ?

— Armand de Boissac m'en avait déjà touché quelques mots, mais je ne pouvais y croire.

— Il a vu comme moi, de ses propres yeux vu.

L'orchestre donna le signal du galop et le couple suranné se lança dans l'espace, ce qui permit au capitaine d'avancer de quelques pas sans que les paroles qu'il venait d'entendre eussent piqué sa curiosité.

— Oh ! Monsieur, je ne pourrai jamais croire qu'une jeune fille à l'air si doux et si modeste ait pu se conduire de la sorte, disait une petite blonde à son danseur, et, loin d'avoir mauvaise opinion de cette charmante personne, je ne comprends pas et je déplore vivement qu'on s'acharne ainsi à tourner en mal toutes ses actions.

— Et moi qui pensais vous amuser en vous répétant les bavardages de Mesdemoiselles Verdier et de Boissac je vois que je me trompais bien.

— De qui parle-t-on donc ainsi ? se demanda Gaston, mécontent sans savoir pourquoi, mais qui était enfin parvenu à rejoindre Mlle de Saint-Céran.

— Vous savez que je suis à vos ordres, lui dit-il, nous nous retirerons dès que vous le jugerez à propos.

— Partons tout de suite alors, lui répondit-elle avec un gros soupir. Oh ! Gaston, cela avait si bien commencé ! Quel dommage que cette étrangère soit venue se jeter au travers !

— Je ne vous comprends point, chère tante, mais n'importe, vous vous expliquerez plus tard.

Il la reconduisit au logis et dès qu'ils furent arrivés :

— Comment trouvez-vous Jenny de Boissac, lui demanda-t-elle.

— Mais assez jolie et assez amusante, ce me semble.

— Fort jolie et fort amusante, Gaston, et aussi fort riche et de bonne famille, et je crois qu'au début de la soirée vous aviez réussi à lui plaire ; mais vos assiduités auprès d'une autre personne, d'une réputation au moins douteuse.....

— De qui voulez-vous parler, ma tante ? interrompit vivement le jeune homme ; je n'ai dansé qu'avec Mademoiselle de Boissac, à laquelle par parenthèse je tiens nullement à plaire.

— Est-ce que sérieusement vous lui préféreriez Mademoiselle de Fournel ?

— Mille et mille fois, sans aucun doute.

— Oh mon Dieu comme vous dites cela, Gaston ! Je ne voudrais pas vous fâcher, mon ami, je la trouve moi-même fort jolie, sa fortune et sa naissance nous conviendraient aussi, mais malheureusement on jase beaucoup sur son compte.

— Et que peut-on dire, sinon qu'elle est la plus pure, la plus modeste et la meilleure des jeunes filles ? répondit-il avec feu.

— Mon Dieu ! calmez-vous donc, mon neveu, tout cela est possible, mais ce n'est point l'opinion des gens du pays et l'opinion est chose respectable, dont il faut toujours tenir compte.

— Mais, pour l'amour du ciel, que lui reproche-t-on ?

— Vous me troublez à ce point, avec votre véhémence, que je ne sais vraiment que vous répondre, d'autant plus que je n'ai pas bien compris moi-même, parcequ'on ne s'exprimait qu'à mots couverts, comme il arrive souvent ; ce qu'il y a de certain, c'est que tout le monde en parlait dans la salle, et l'on s'étonnait, je crois, qu'un brillant officier comme vous pût s'occuper si longtemps d'une per-

sonne. . . . Mais il est tard et je me sens fatiguée, allez vous coucher, mon ami, nous causerons de tout cela demain.

Le capitaine s'éloigna triste et irrité. Les lambeaux de conversation qu'il avait entendus au bal lui revenaient en mémoire et ces souvenirs le mordaient au cœur.

— Il faudra bien que tout cela s'explique, se disait-il en montant dans sa chambre ; mais sa tête était en feu, il ne se sentait aucune envie de dormir, et, après avoir rêvé quelque temps accoudé sur sa table, il se leva tout à coup et sortit pour rafraîchir son front aux brises de la nuit.

(A suivre)

C^{me} DE LA ROCHÈRE.

LA VILLE DE NIMES

SOUS LES EMPEREURS ROMAINS

L'Académie de Berlin a entrepris la publication de toutes les inscriptions du monde ancien. C'est bien du temps et du papier perdus, dira-t-on, et que nous veulent tous ces savants en us, inventeurs de vieux pots, gratteurs de vieux cailloux, dont l'importune curiosité va recherchant de minuscules débris et furetant partout avec une rare indiscretion. L'œuvre est utile pourtant ; elle a complètement renouvelé toute une partie de l'histoire, et n'aurait-elle eu pour résultat que de replacer à leur vrai jour, à leur rôle humain, les faux héros dont l'imitation nous a coûté si cher, que nous devrions la saluer au passage. Le dernier volume paru de cette gigantesque collection, du *corpus inscriptionum latinarum*, puisqu'il faut l'appeler par son nom, a d'ailleurs pour nous un intérêt tout particulier, un intérêt patriotique. Il a trait à la Narbonnaise, c'est-à-dire à notre pays depuis Lyon jusqu'à la Méditerranée et depuis les Alpes jusqu'à Bordeaux et au golfe de Gascogne. Ces Romains ne doutaient de rien vraiment et enfermaient dans un seul de leurs départements cinq ou six de nos anciennes provinces. Les choses n'en allaient pas plus mal d'ailleurs. Les préfets d'alors, gouverneurs ou proconsuls, s'occupaient seulement des relations des cités avec le pouvoir central et laissaient les municipalités s'administrer comme bon leur semblait.

Notre ville de Nimes fournit seule une respectable partie du volume, onze cents inscriptions environ ; encore

n'y sont pas compris les monuments trouvés dans des localités qui sont en quelque sorte ses faubourgs : Courbessac, Marguerittes, Saint-Césaire, etc., etc. Cela n'étonnera nullement les vieux Nimois habitués, dès leur enfance, à la rencontre journalière des monuments romains et qui savent qu'on ne peut démolir une vieille muraille ou creuser une cave sans découvrir quelque débris archéologique. Nos ancêtres s'imposent à nous ; que nous le voulions ou non, ils assiègent notre souvenir et nous enveloppent d'une antique atmosphère. Toute civilisation est chose périssable et bien peu de temps suffit pour ensevelir ses œuvres sous quelques pieds de terre. Les travaux des halles ont ramené au jour, il y a sept ans, une des plus belles mosaïques connues, le *mariage d'Admète*, qui fait aujourd'hui l'ornement de notre musée. Que d'objets d'art, de statues, de mosaïques dont leurs possesseurs étaient justement fiers, qui étaient l'orgueil des artistes leurs créateurs, sont encore cachés sous le sol que nous habitons et que nous foulons aux pieds journellement, sans que rien autre chose que le hasard des découvertes puisse nous mettre sur leur trace !

Tout Nimois, le hasard et l'occasion aidant, est donc quelque peu archéologue ; aucun n'échappe à une atteinte de cette épidémie, qui dure plus ou moins longtemps suivant le tempérament, les habitudes et les occupations.

Les vieux cailloux nous font même quelquefois oublier les modernes, ce qui est un tort sans doute ; mais ils les ornent parfois, ce qui est un avantage. De toutes ces vieilles inscriptions, n'est-il pas possible de faire sortir le tableau de la vie et des mœurs des Nimois aux deux premiers siècles de l'ère chrétienne ? Ce serait bien mal connaître les habitudes romaines, que de répondre négativement à cette question. Les anciens, qui ne connaissaient pas l'imprimerie, inscrivaient beaucoup de choses sur les pierres : leurs souvenirs de famille quand

ils dédiaient un cippe funéraire à un défunt regretté ; leurs actes et leurs ambitions, quand ils se faisaient élever une statue honorifique ou faisaient quelque legs pompeux à la cité ; leurs croyances religieuses, quand ils consacraient un ex-voto ou un autel à une divinité quelconque. Les inscriptions tenaient lieu chez eux de minutes par devant notaires, de journaux, de registres, de procès-verbaux du Conseil municipal de l'époque, de livres de raison familiaux. Il y a un peu de tout dans ce bavardage lapidaire, des formules plates et poncives, l'expression vraie de sentiments pieux, la mention d'usages complètement perdus, l'exposé des carrières administratives telles que les suivaient les ambitieux du temps ; parfois aussi l'indication de certaines institutions qui se sont prolongées jusqu'à nous, parce qu'elles touchent à la constitution même de la société et sont inséparables du travail humain, ainsi l'association des ouvriers de même métier, la corporation pour l'appeler par son nom. Il se dégage de cet amas une impression touchante, un indéfinissable sentiment du passé, quelque chose qui nous prend à l'âme quoi qu'on en ait et tantôt nous fait sourire, tantôt nous attriste, ainsi que dans le vieux missel du poète la fleur desséchée nous rappelle au signet les doigts qui ont feuilleté les pages, les regards qui les ont parcourues, et les cœurs qui ont battu au verset qui fait battre les nôtres.

Dans ce tableau de la vie de nos ancêtres que j'ai essayé de retracer en suivant les indications de nos pierres écrites, je supplie mes lecteurs de ne chercher aucun appareil d'érudition ; j'ai borné mon ambition à être aussi exact que possible et à n'avancer aucun fait qui ne soit justifié par un document d'archéologie absolument authentique. Si d'aucuns trouvent que l'affirmation est trop souvent suspendue, ils peuvent à leur gré remplacer les lacunes par l'imagination. Les documents lapidaires

disent assez pour satisfaire la curiosité la plus inquiète sur bien des points et sur les autres fournissent des éléments suffisants à l'invention de chacun pour s'exercer amplement et librement.

I

Nîmes s'appelait, sous les Romains, *Nemausus*, au masculin ou au féminin ; car les deux genres se trouvent chez les auteurs avec une tendance marquée, à mesure qu'on approche des temps modernes, à donner la prépondérance au genre fort. La cité avait une réelle importance stratégique, étant située au milieu de la grande voie Domitienne qui de Rome allait en Espagne, et à peu de distance du Rhône, dont elle couvrait le passage. Elle était ville de commerce et d'entrepôt, car les plus importantes vallées qui débouchent des Cévennes viennent y aboutir, et, d'autre part, elle est assez rapprochée de la mer et du Rhône pour que les négociants étrangers puissent venir commodément y offrir leurs marchandises aux colporteurs montagnards du centre. De tout temps, il a dû y avoir autour de notre fontaine un marché actif et suivi ; c'était la porte ouverte au Sud et au Nord qui laissait passer le courant d'échanges. Ainsi s'expliquent la multiplicité et la variété des débris archéologiques antérieurs à la période romaine. Les civilisations les plus disparates y ont laissé leurs traces ; les sépultures gauloises et phéniciennes, les monnaies celtiques, grecques, ibériennes, les torques ou colliers que portaient les compagnons de Vercingétorix et les amphores sépulcrales, dont on ne trouve l'équivalent que dans le cimetière de Sfax, en territoire carthaginois. Tout est encore trouble et confusion dans cette époque. Le monument le mieux conservé que je connaisse est le tombeau du chef gaulois Eccingorix, retrouvé sur une colline entre les routes d'Alais et de Sauve, et aujourd'hui

dispersé. La pierre qui portait son nom est quelque part perdue dans un de ces murs en pierres sèches qui couvrent nos garrigues. Séguier l'avait vue et lue ; moins heureux que lui, nous ne pouvons l'étudier dans notre musée. Un tumulus en pierre, sous forme de clappier, recouvrait ce tombeau ; quand il fut déblayé, on trouva l'épée du chef gaulois tordue et repliée en arc de cercle par l'action du feu du bûcher funéraire, la pointe rouillée d'un javelot, les débris d'un torque et une série de vases de différentes grandeurs, dont l'un contenait les ossements du vieux guerrier, qui devait être un personnage important, à en juger par la richesse relative de cette sépulture.

Aussi Nîmes était-il le chef-lieu du pays des Volsques Arécomiques. Le territoire qui en dépendait était considérable et comprenait 24 bourgs ou centres d'habitation. Auguste, conseillé par Agrippa, dont on voit l'image associée sur nos monnaies à celle de son beau-père, fut le premier auteur de la splendeur monumentale de notre cité ; il la dota d'une enceinte continue de murailles, de plusieurs monuments magnifiques et des privilèges de colonie latine. Cette faveur bienveillante lui fut continuée par les empereurs du II^{me} siècle, et Adrien notamment, le grand César errant, y fit construire une basilique, qu'un auteur contemporain qualifie d'œuvre merveilleuse. Hélas ! elle est complètement ruinée, et nous ne pouvons même pas en marquer l'emplacement exact sur une carte ancienne ; c'est à peine si quelques fouilles nous permettent de supposer qu'elle s'élevait en partie à l'endroit où est situé notre Palais-de-Justice actuel.

Le voyageur qui arrivait dans *Nemausus* par la voie Domitienne était bientôt averti qu'il pénétrait dans une grande ville. Il rencontrait tout d'abord la porte que nous appelons encore aujourd'hui porte d'Auguste et au fronton de laquelle était gravée, en lettres gigantesques, l'inscription qui annonçait à tout venant que César-Auguste, empereur,

fils du divin Jules, avait construit ces murailles en l'an de Rome 738 (16 ans avant J.-C.). L'animation était grande sur cette voie Domitienne qui était le chemin direct de l'Italie et qui allait de Nîmes au Rhône ; en nettoyant avec soin les dalles qui forment le seuil de la porte, on distingue encore assez nettement sur la pierre l'usure des sillons tracés par les chars. De cette porte partait la rue principale de notre cité qui se dirigeait droit vers le forum ou place centrale ; l'aspect devait en être superbe. Les maisons qui la bordaient étaient celles des plus riches habitants de la ville et tous les débris découverts dans son périmètre probable portent un cachet d'art et de luxe incontestable. La mosaïque découverte place du Château et celle d'Admète viennent de là. Le forum s'étendait en face du temple, si célèbre sous le nom de *Maison-Carrée*, qui était alors entouré d'une colonnade dont les traces sont encore aujourd'hui apparentes. Sur cette place se concentrait la vie publique de *Nemausus* ; là se tenaient les assemblées populaires, se discutaient les candidatures électorales, se tenaient les réunions publiques. C'était le centre et le cœur de la cité où toutes les intrigues de petite ville se dénouaient, où les novellistes se donnaient carrière et où les curieux et les flâneurs venaient recueillir le bruit du jour, la dépêche orale du moment. Un jour peut-être quelque heureux hasard de découverte nous livrera autour de la Maison-Carrée une de ces inscriptions tracées à la pointe, de ces *graffiti* comme on les appelle à Pompeï, où nous lirons le nom d'un candidat chaudement recommandé aux électeurs ou.... diffamé et vilipendé ; qui sait ? ce candidat portera le nom de *Faber*, *Soillius* ou *Julius*, dont le nom à peine transformé figure encore aujourd'hui sur nos listes électorales, et l'affiche contemporaine redira l'affiche du temps passé, à travers dix-huit siècles d'écoulés... *nil novi sub sole*.

Du forum, deux voies principales se dirigeaient vers la fontaine, la source sacrée et bienfaisante, siège de l'antique cité gauloise, où s'élevait le temple du culte municipal et où étaient situés les bains. C'est encore à Auguste qu'on en devait la création, et deux plaques identiques nous en ont conservé la date antérieure à celle des fortifications, 729 de Rome (25 av. J.-C.). Et remarquons en passant la suprême habileté politique du premier empereur. Il met son premier soin à restaurer les monuments du vieux culte national ; l'enceinte, c'est à dire le signe extérieur de la main-mise romaine, viendra plus tard. L'aspect de la source en elle-même ne s'est pas sensiblement modifié, et les architectes du XVIII^m siècle ont reconstitué pierre par pierre les ruines antiques ; les deux hémicycles, avec gradins, qui descendent vers le creux, sont tels qu'ils étaient il y a dix-huit siècles. Mais là s'arrête la ressemblance, et les modernes ont gâté l'admirable site nimois, en voulant l'accommoder au goût du jour. Si nous voulons nous en faire une idée, supprimons d'abord, par la pensée, les canaux aux murailles massives, justement comparés à des fossés de place forte ; voyons la source couler librement dans ses rives naturelles et suivre la pente du sol dont le niveau nous est exactement donné par le pavé du temple de Diane. Les bains ne sont pas isolés, vus en contre-bas et comme en cave ; ils forment la partie intérieure d'un beau monument, précédé d'un vaste portique, dont le fronton, presque entièrement ruiné, mais encore majestueux dans son délabrement, a été transporté dans l'enceinte extérieure de la Maison-Carrée : du côté du Levant, à l'angle du mont d'Haussez actuel, se dresse un xyste, dû à la générosité des princes de la jeunesse, les petits-fils d'Auguste. Au Couchant, c'est le temple, l'asile sacré, le centre du culte nimois, qui a remplacé le vieux sanctuaire celtique, et demeure comme un inébranlable témoignage du respect des vainqueurs pour la religion des vaincus. Quel

était le dieu dont l'image, élevée dans la niche centrale, dominait le cortège des *Dei Minores* ? *Nemausus*, sans aucun doute, le protecteur de la cité, dont le culte, légèrement romanisé, s'est transmis jusqu'au III^{me} siècle de notre ère. « *A Nemausus Auguste*, » s'écrie un fidèle, qui dédie un autel au vieux dieu gaulois. Le temple n'était pas très grand, et il faut renoncer à toutes les légendes mystérieuses qui rattachent à cet édifice toutes les constructions découvertes à l'entour et imaginent je ne sais quel collège de vestales, quels couloirs sombres et mystérieux circulant autour de la cella centrale. Le culte de *Nemausus*, sous la domination romaine est public, et c'est à cette condition qu'il est officiellement consacré. Ce n'est pas, d'ailleurs, le seul temple de la cité, est-ce même le plus grand ? J'y verrais plutôt une chapelle, une sorte de pèlerinage vénéré au loin. Le dieu *Nemausus*, chose singulière, n'a pas de prêtre, nulle part n'apparaît une formule pouvant faire supposer qu'un collège spécial a pour mission de lui offrir des sacrifices et de célébrer son culte. Mais la piété des fidèles ne chôme pas pour cela. Autour de la source et des monuments que je viens de décrire, il y a toute une frondaison de pierres dédicatoires, d'ex-voto, de chapelles privées, qui remplissaient tous les vacants et donnaient un étrange aspect à cette partie de la montagne. Depuis le chapiteau, dédié aux mères nimoises, et qui remonte à l'époque celtique, jusqu'à l'autel de Mithra, tous les paganismes, toutes les superstitions du monde antique y sont représentés. Si nous avions complets tous ces ex-voto, nous pourrions en faire sortir, à en juger par les débris qui nous en restent, toute l'histoire des religions païennes pendant les trois premiers siècles de l'ère chrétienne. A un moment donné, les divinités orientales envahissent l'esprit public ; *Nemausus* lui-même reçoit des attributs et des épithètes orientales ; son culte est associé à celui de Jupiter Héliopolitain ; c'est l'époque célèbre du syn-

crétisme , celle où , suivant l'expression du poète , l'Euphrate et l'Oronte coulent librement dans Rome.

La montagne était beaucoup plus resserrée qu'aujourd'hui autour de la source et les travaux modernes l'ont singulièrement entaillée. Par contre elle était plus habitée. Les maisons se hissaient jusqu'à mi-côte, peut-être plus haut. Ce quartier avait un nom, celui des *Arcevolturi*, mot à mot des dévots de la citadelle ; c'était le quartier préféré, des vieux nimois, des habitants d'origine celtique. Derrière le temple de Nemausus, des fouilles toutes récentes ont fait découvrir les ruines d'une maison assez vaste, luxueusement aménagée, dont les enduits avaient encore une fraîcheur de ton qu'ils devaient à leur ensevelissement sous terre, maison de plaisance peut-être, maison où l'on vivait grassement et joyeusement en tout cas, si l'on en juge par l'énorme amas de coquilles d'huîtres, trouvées le long des façades extérieures. On a relevé tout autour l'amorce de diverses rues et d'un canal destiné à l'écoulement des eaux pluviales. Encore quelques coups de pioche en haut et autour du temple, et l'on pourrait facilement raccorder toutes ces rues et reconstruire la topographie exacte de ce quartier de la ville antique.

La tour que nous appelons *Tourmagne* est de construction antérieure à l'époque gallo-romaine. L'appareil employé en témoigne plus sûrement encore que ne le ferait une inscription ? Mais quelles furent sa destination primitive et sa raison d'être ? La réponse était déjà une énigme pour les nimois du premier siècle comme pour nous. Tombeau élevé par les Celtes à la mémoire d'un de leurs chefs, citadelle de la tribu fixée autour de la source, phare construit par la colonie grecque ou phénicienne pour guider la marche de leurs caravanes, le champ des conjectures est ouvert. J'ai été tellement sobre d'hypothèses dans cette étude qu'il me sera peut-être permis

d'en émettre une, non point sur l'origine de la construction de la Tour, mais sur l'usage auquel elle a pu servir. Nîmes était bien avant la conquête romaine le centre d'une fabrication monétaire active. Étant donnée la situation de notre oppidum qui était le lieu de marché des négociants phéniciens et grecs, cet atelier avait un grand relief et devait être très important.

On trouve des monnaies à l'effigie de Nîmes dans des contrées éloignées et presque dans tous les pays de l'univers alors connu. Il fallait donc à Nîmes non seulement un atelier pour la fabrication des monnaies, mais encore un lieu de dépôt pour les métaux précieux. La Tourmagne semblait toute indiquée pour servir d'*æra-rium*. Sa forte position, l'épaisseur de ses murailles la rendaient difficile à aborder pour les ennemis et les malfaiteurs. Elle dominait l'oppidum celtique; elle en était comme l'emblème de pierre et annonçait au loin que là était la sécurité des fortunes (1).

Quoi qu'il en soit, les Romains avaient englobé la grande Tour dans leur système de fortification. Le mur d'enceinte descendant à l'ouest enfermait une partie des faubourgs abandonnés aujourd'hui; ses vestiges sont encore très apparents dans divers mazets et nous pouvons en suivre la trace jusqu'à la route de Sauve et au cadereau qu'il

(1) Comme il faut des preuves à toute hypothèse, voici celles que je puis invoquer à l'appui de celle que je viens d'avancer :

1° L'absence de toute inscription relative à des ouvriers monnayeurs à Nîmes, absence d'autant plus significative que nous possédons des spécimens de presque tous les corps de métiers. Si celui qui y jouait un rôle considérable n'est pas représenté, c'est qu'il se recrutait sans doute parmi des ouvriers Gaulois habitant autour de l'*Arx* ou Tourmagne; ceux-ci n'ont pas adopté les habitudes romaines et leur sépulture n'a pas reçu d'inscription tumulaire.

2° Une inscription en l'honneur d'un édile de la colonie a été trouvée au milieu du coteau de la Tourmagne. Or l'édile avait parmi ses attributions la charge des monnaies.

3° La tradition populaire constante qui prétendait qu'un trésor était enfoui sous la Tourmagne.

franchissait un peu en dessous du cimetière protestant. Il remontait sur la colline à gauche de la route de Ganges, couronnait sa cime du nord au midi et s'infléchissait brusquement au sud, traversant le Cours-Neuf et l'ancien lit de la Fontaine et se dirigeant vers la porte dite aujourd'hui de France, probablement parce qu'elle conduit sur la route d'Espagne ; de là il frôlait les Arènes qu'il laissait en dedans de la ville, la Basilique d'Hadrien et enfin allait se raccorder à la porte d'Auguste.

Le quartier de l'ouest, celui qui était compris entre le Cours-Neuf actuel et la montagne était sans doute habité, par des gens de métier, de modeste condition. Les quelques inscriptions recueillies sur les voies qui le traversaient sont d'une extrême simplicité et mal dessinées ; les fouilles n'ont ramené au jour que des pavés en béton, des mosaïques sans valeur et des débris de sculpture assez grossière. La première mosaïque, un peu élégante, a été trouvée rue des Chassaintes, c'est à dire vers le centre de la ville, et à une distance plus rapprochée du Forum.

L'amphithéâtre est un monument familier à tous les nimois, et cependant bien peu le connaissent réellement. Ainsi la galerie intérieure, une des plus remarquables parties de l'œuvre et dont les voûtes surbaissées, profondes et sombres produisent un effet saisissant, n'est presque jamais visitée. Je crois bien que la plupart de ceux qui vont aux Arènes, le dimanche, pour ne pas dire tous, resteraient fort embarrassés, si un étranger les priait de lui montrer les chambres des gladiateurs. Elles existent cependant, assez bien conservées et avec une différence caractéristique. A l'entrée, porte du nord, les chambres sont semblables ; à la sortie, porte du sud, la chambre des gladiateurs vivants est ajourée et voûtée ; celle des gladiateurs morts n'est à vrai dire qu'un charnier, une sorte de cave obscure, d'où les corps étaient extraits avec des crochets par une ouverture étroite en demi-lune.

Les Arènes sont un monument bâti à coups de poing, si je puis employer cette expression ; les voûtes sont inégales, les pierres irrégulièrement taillées ; les piliers ne concordent pas entre eux. Mais l'imperfection des détails se perd dans l'impression produite par l'ensemble. La masse est imposante à ce point qu'elle ne laisse place qu'à un sentiment d'admiration. On s'étonne des proportions gigantesques de cet amphithéâtre pour une ville relativement petite. Mais qu'on veuille bien se souvenir que les fêtes avaient dans le monde romain une importance et une renommée dont nous pouvons difficilement nous rendre compte. Elles duraient plusieurs jours ; on y accourait de loin et l'on prenait du plaisir pour une année entière. Les Arènes étaient construites, non seulement pour les habitants de Nîmes, mais encore pour les peuples des territoires voisins. Des places d'honneur y étaient réservées à diverses corporations, aux bateliers du Rhône, de l'Ardèche et peut-être même de l'Ouvèze. Les rangs y étaient soigneusement distingués par des inscriptions ou des emblèmes. Ici c'est la loge des questeurs, là celle des Arlésiens, plus haut celle d'une catégorie de spectatrices, tout le contraire des vestales et qu'on séparait rigoureusement des honnêtes femmes. Dans cette immense construction, les pierres, soigneusement interrogées donnent un témoignage qui pour être muet n'en est pas moins très clair et permettent de replacer chaque ordre de spectateurs dans sa stalle, depuis les quattuorvirs ou chefs de la municipalité, assis à la place d'honneur jusqu'à la tourbe des esclaves pressés sur les plus hautes précinctions et exposés jusqu'à la fin du spectacle à toute l'ardeur du soleil. Leur place n'était pas plus mauvaise d'ailleurs et elle est encore aujourd'hui très appréciée des amateurs. Car les Arènes ont cette fortune de n'avoir pas changé de destination et de servir aux mêmes jeux qu'au temps jadis. Le sang des

toréadors maladroits ou malheureux coule au même endroit que celui des gladiateurs vaincus. Est-ce à cause de ces souvenirs barbares, mais l'amphithéâtre étonne plus qu'il n'attire. L'ovale d'ailleurs est de toutes les formes géométriques la moins accueillante et la moins plaisante à l'œil. La disposition intérieure par gradins successifs est extrêmement rigide, et, à travers les portiques de la galerie supérieure, le regard est repoussé par les angles de ces gradins aperçus à travers les bancs. L'effet produit est celui de la grandeur, plutôt que de l'art pur.

D'autres monuments contribuaient encore à l'ornement de la cité nimoise ; il y existait un théâtre, dont la trace a complètement disparu, un xyste ou gymnase public, enfin un château-d'eau, ou *castellum divisorium*, dont le bassin se voit encore rue de la Lampèze ; il est fort laid et ne dit absolument rien, mais pour l'apprécier tel qu'il devait être dans l'antiquité, il faut le voir rempli de l'eau pure et fraîche de la fontaine d'Eure, et la distribuant dans tous les quartiers, par les cinq canaux dont l'orifice existe encore.

II

Au milieu de cette enceinte, trop vaste peut-être pour le nombre de la population, autour de ces beaux monuments et au pied de cette série de collines qui couvre la ville au Nord, habitait une population diverse d'origine, comme celle de presque toutes les colonies gallo-romaines, mais dont le fond était resté éminemment celtique. La majorité des noms révélés par nos inscriptions appartiennent à la langue gauloise et ont été seulement romanisés, je dirais presque pour les besoins de la cause victorieuse, si l'on ne savait que la Narbonnaise avait adopté la langue du vainqueur spontanément et avec une très grande rapidité. Beaucoup de ces noms, malgré leur vêtement latin, ont con-

servé une forme rébarbative et sonnent durement à nos oreilles ; ainsi, les *Boduacius*, les *Excingillus*, les *Combarillus*, les *Togiacius*. Parfois, mais rarement, on relève des noms dont la racine est ibérienne ; plus fréquemment des noms purement orientaux, tels que : *Arsinoe*, *Cinnamus* ; ceux-ci sont généralement portés par des affranchis ou des esclaves. Enfin, un groupe important des anciennes familles de notre cité a fait revivre dans Nîmes les noms des plus illustres gentes romaines : les *Pompeius*, les *Julius*, les *Æmilius*. Mais ne nous hâtons pas d'en tirer orgueil et d'y voir des fils de la noble cité égarés au milieu des Volsques-Arécomiques. Ce sont, en réalité, ou des Gaulois qui ont pris le nom du puissant protecteur sous l'égide duquel ils ont acquis le droit de cité romaine et dont ils sont ainsi devenus les hôtes ou les clients ; ou même d'humbles affranchis qui, suivant l'usage, ont pris le nom de leur patron et sont venus chercher fortune en pays étranger.

Autant qu'il est permis d'en juger, les habitudes de nos pères étaient sérieuses et peu expansives ; leurs sentiments et leurs affections étaient concentrés. A Lyon, les inscriptions connues sont beaucoup moins nombreuses qu'à Nîmes, mais elles sont d'une extraordinaire loquacité ; la douleur des parents s'exprime d'une façon exubérante ; les louanges du défunt, les particularités de sa vie et de sa mort y sont répétées et racontées ; tel jeune homme, enlevé à la fleur de l'âge, était un artiste bien doué et d'une merveilleuse habileté pour travailler le fer ; tel autre, vieux vétérans, a été lâchement assassiné. S'agit-il d'inscriptions honorifiques, aucune des minimes distinctions du personnage n'est omise ; sa générosité est célébrée en termes magnifiques ; la prose vulgaire ne suffit plus pour de telles apothéoses, et il faut parfois recourir à la poésie, généralement mauvaise d'ailleurs. A Nîmes, rien de pareil : les formules sont brèves, officielles, banales ; l'intérieur des sentiments de famille se referme devant l'étranger. Nous

pouvons suivre la généalogie de deux familles nimoises pendant trois générations ; nous n'en sommes guère plus avancés dans leur intimité et ne pénétrons guère au-delà de la sèche nomenclature des noms : la profession de leurs membres, leurs alliances, leurs qualités morales et physiques nous demeurent inconnues. Les quelques rares bustes iconiques sculptés sur les tombeaux ont le type gaulois, tel qu'il nous est connu par les anciens monuments authentiques et qu'il s'est conservé dans les vallées reculées des Cévennes et du Ventoux, tête ronde, massive ; front abaissé ; le cou est puissant, court ; la physionomie est sérieuse ; c'est une race qui rit en dedans. C'est à cause sans doute de cette tendance à la réflexion qu'elle est religieuse à l'excès, superstitieuse même. Nulle part les inscriptions religieuses, nulle part la collection d'amulettes n'est plus complète, les unes grossières, d'un goût douteux ; les autres élégantes et d'un travail fini. Dans beaucoup de fouilles, on a retrouvé des laraires, minuscules autels de famille et monuments du culte domestique. Ce sont de petits cubes en pierre, taillés suivant des proportions hiératiques correspondant à des nombres réputés sacrés ; sur la face antérieure sont souvent sculptés des emblèmes religieux : tantôt c'est le marteau, symbole du Jupiter Gaulois, tantôt le dieu lui-même ; sur un autre, c'est une sorte de portique où nous pouvons suivre la trace des cultes égyptiens ; parfois le lairair est sans ornement, il suffit à sa destination par sa forme et ses proportions, et l'économe piété des fidèles peut le vouer à telle ou telle idole, au gré de son imagination. Il s'en faut, d'ailleurs, que toutes les divinités plus ou moins étranges invoquées dans nos textes lapidaires nous soient entièrement connues, il en est dont le secret a résisté jusqu'ici aux investigations les plus ardentes, ainsi les *proxumes*, dont les monuments sont nombreux à Nîmes et dont on ne sait si l'origine est romaine, celtique ou orientale, et même si ce

sont des dieux ou des déesses. Sur un certain nombre de tombeaux, nous retrouvons la mystérieuse dédicace *Sub ascia* et l'énigmatique instrument, dont la signification a fait le désespoir de tous les archéologues lyonnais et dont la tradition se perd dans la nuit des temps.

Cette religiosité de nos ancêtres devait les porter à solliciter volontiers des fonctions religieuses ; aussi ne sommes-nous pas étonnés de compter à Nîmes trois flamines de Rome et d'Auguste au Concile provincial de la Narbonnaise. Ces flamines étaient de grands personnages dont l'importance dépassait de beaucoup le cadre étroit de la cité ; ils présidaient la réunion des délégués qui tous les ans venaient au chef-lieu célébrer des sacrifices solennels au temple de Rome et d'Auguste, élevé à Narbonne ; ils étaient les prêtres du culte officiel de l'empire, mais les prêtres élus par le libre suffrage de leurs concitoyens et en quelque sorte les représentants accrédités de la province toute entière vis-à-vis du pouvoir central. Des privilèges spéciaux leur étaient attribués ; un costume solennel rehaussait leur prestige : vêtus d'une robe de pourpre brodée d'or, la couronne d'or sur la tête, ils présidaient aux grands jeux annuels, ils accomplissaient le sacrifice solennel « pour le salut du prince et du pays ; » ils marchaient dans ces assises régionales les égaux du gouverneur dont ils étaient indépendants et dont ils contrôlaient les actes dans une certaine mesure. Aussi les trois flamines provinciaux, dont nos inscriptions gardent la trace, sont-ils des personnages importants, riches et d'ample envergure. Non seulement ils ont exercé dans la cité toutes les fonctions municipales ; mais encore ils ont servi dans l'armée Romaine et y ont eu des grades assez élevés ; le sacerdoce provincial a été le couronnement de leur carrière.

L'ambition d'être quelque chose et d'arriver aux honneurs de la hiérarchie impériale agitaient les âmes des

jeunes provinciaux et les poussait à chercher fortune en dehors de leur pays natal. Ils débutaient généralement dans l'armée; quelques-uns y restaient et arrivaient aux plus hautes dignités, comme le célèbre préfet du prétoire, Burrhus, le précepteur de Néron, qui était originaire de Vaison. Le plus grand nombre, parvenus à un certain grade, tournaient dans les carrières administratives et obtenaient parfois le gouvernement d'une province. Un de nos compatriotes *L. Æmilius Honoratus* avait précédé ou suivi de très près Pline le Jeune dans le gouvernement de la Bithynie; pour la bonne réputation des Nimois, j'aime mieux croire qu'il avait été un de ses successeurs, car l'on sait que Pline fut précisément choisi pour rétablir les affaires de cette importante province complètement gâtées par la mauvaise administration des précédents gouverneurs. Un autre nimois *Julius Mabrocchus* avait été gouverneur de l'Espagne Tarracornise et la reconnaissance de ses administrés lui dédia une statue dans le forum de sa ville natale, ce qui d'ailleurs se produisait fréquemment, surtout quand c'était le magistrat ainsi honoré qui faisait les frais de la statue. Les *Julius* et les *Æmilius* paraissent avoir été des familles nimoises considérables; presque tous leurs membres ont reçu quelque distinction impériale. Une autre famille, tout aussi considérable et tout aussi bien représentée, celle des *Solonius*, paraît au contraire avoir borné son ambition aux honneurs municipaux, peut être est-ce l'influence du nom qui a voulu cette sagesse. On peut en dire autant de la famille des *Magius*, dont les débuts ont été assez humbles, mais qui, à en juger par la splendeur des monuments laissés par eux, ont fini par être les Crésus de la cité nimoise.

La fortune n'était cependant pas toujours accompagnée de la considération publique. Un certain *Nævius Diadumenus* nous a laissé la preuve irréfragable d'une richesse

peu commune à Nîmes ; il avait maison de ville et maison de campagne ; les cippes qui consacrent sa mémoire comptent parmi les plus ornés de nos collections ; mais il exerçait une profession vile, il était marchand d'esclaves, aussi n'obtint il jamais la moindre fonction municipale et ne fut-il même pas sevir augustal, cette première dignité des humbles.

On appelait *sevirs augustaux* un groupe de prêtres, institués par Auguste et spécialement chargés du culte des dieux, protecteurs des quartiers, et de l'entretien de leurs autels dressés aux carrefours des rues. Les *sevirs* formaient un collège de six membres et joignaient à leurs fonctions religieuses certaines attributions administratives de petite voirie ; ils surveillaient l'entretien et la propreté des rues et avaient le droit de prononcer de légères amendes contre des contrevenants. Leur influence et leur rôle étaient sans doute bien minimes, mais enfin être agrégé au collège des *sevirs augustaux* était un premier pas dans la voie des honneurs : on avait un costume spécial, une place dans les cérémonies et les cortèges, un appariteur à ses ordres ; on était quelqu'un dans son petit cercle. Aussi était-ce la suprême ambition des marchands, des artisans et des affranchis. Car le *sevirat* était ouvert à ces derniers et l'on peut même dire qu'il avait été institué pour eux et dans le dessein d'une politique habile de les agréger insensiblement à la société officielle et de désarmer ainsi leur ambition. Le monde dans lequel nous introduisent les inscriptions nîmoises se référant au *sevirat* est assez mêlé ; des hommes de race libre, des ingénus reconnaissables à leurs noms patronymiques ; des affranchis grecs ou asiatiques ; des personnalités riches et influentes, d'honnêtes artisans sans fortune mais que recommandaient leur probité et leurs vertus domestiques ; deux de ces *sevirs* ont le titre de *décursions honoraires* et touchent presque à l'aristocratie ; d'autres

sont de condition très basse ; mais ce qui les rapproche tous, c'est qu'ils se font honneur de leur titre et l'étalent avec complaisance.

Au total, population de braves gens, quelque peu superstitieux, sans grande vanité, vivant beaucoup chez elle, ennemie des aventures, telle est l'opinion que la lecture de nos inscriptions nous permet de dégager sur nos ancêtres. L'étude de leur mobilier, ou plutôt de la partie de leur mobilier qui nous a été conservée, confirme cette appréciation. Il y avait, sans doute, dans l'antique cité de Nîmes, quelques belles maisons ; les mosaïques et les fragments de sculpture découverts en plusieurs endroits en témoignent suffisamment, mais c'était l'exception. Ce qui dominait dans l'architecture domestique, c'était la maison ample, commode, mais d'apparence quelque peu massive. Les fouilles n'ont pas ramené au jour, comme à Narbonne ou à Arles, des bijoux rares ou précieux, ou comme à Vaison, des vases ou des verreries d'un goût et d'un travail exquis. Tous les ustensiles de toilette se sont retrouvés à Nîmes, depuis le peigne, la fibule, les aiguilles, jusqu'aux miroirs et aux bracelets ; mais tous ces objets sont de facture simple et un peu lourde. La vaisselle était en quantité énorme, il y a certaines fouilles où le sol est pavé des débris de cette poterie rouge, improprement appelée samienne et dont plusieurs fabriques existaient en Gaule, peut-être même à Nîmes. Les ornements gravés sur ces vases et ces coupes sont très variés ; quelques motifs sont ravissants et appartiennent à la catégorie des œuvres d'art, d'autres sont beaucoup plus communs et d'une grande simplicité. Évidemment on devait graduer la fabrication et l'ornementation de ces poteries de façon à les rendre accessibles à toutes les bourses. A en juger par l'ensemble de notre collection, qui est des plus complètes, sur ce point, comme sur tous les autres, les Nîmois gallo-romains se tenaient dans une honnête moyenne.

Ce serait toutefois commettre une grave erreur que de tirer de cette simplicité et de cette pauvreté relative de notre musée, des conclusions trop désavantageuses pour le goût artistique de nos aïeux. Il n'est peut être pas d'antiquités qui aient été plus pillées que les nôtres. Le nombre des collectionneurs a toujours été très grand dans notre ville et malheureusement ces collections ont été dissipées aux quatre coins de l'Europe. Dans un grand nombre de musées on retrouve des objets découverts à Nîmes et qui en sont sortis au grand dommage de notre patriotisme jaloux. Peiresc parle quelque part, dans ses lettres, d'un « petit enfant tout nu », sans doute un amour en bronze, qui à son avis, et on le sait compétent, était un petit chef-d'œuvre. Un de ses correspondants à Nîmes, l'architecte Tournier, avait formé une collection très riche, surtout en monnaies antiques. De tout cela, de toutes les découvertes mentionnées par Ménard, il ne reste rien ou presque rien. Encore aujourd'hui il est regrettable de constater que nous ne savons pas mettre en lumière les belles choses qui nous restent. Il y a, dans notre musée, des aigles en pierre sculptée d'un admirable travail et dont on ne rencontre l'équivalent qu'à Rome. Combien de nos compatriotes les connaissent et ont su les trouver au milieu du fouillis qui les entoure dans le musée provisoire de la Maison-Carrée ?

Il se dégage cependant, de l'examen attentif de tous les débris qui nous restent, le fait que Nîmes possédait une école de sculpteurs sur pierre ayant ses procédés et son style propres. Il est facile de remarquer, dans l'ornementation des chapiteaux et des entablements, une certaine unité de dessein, des tours de main identiques, le retour des mêmes courbes, des mêmes motifs.

Et ce n'est pas seulement dans nos grands monuments qu'on retrouve cette analogie, mais encore dans les encadrements des cippes funéraires qu'il est impossible de

confondre avec d'autres. La gravure sur pierre notamment est généralement d'une correction et d'une élégance remarquables ; on sait que l'imprimerie nationale, cherchant un type de lettres pour faire fondre des caractères facsimile des inscriptions antiques, n'a rien trouvé de mieux que de copier une des inscriptions de notre musée. L'étude de l'art antique Nimois ne serait donc pas sans intérêt, comme on est tenté de le croire trop facilement ; mais elle demanderait un travail spécial et de longue haleine. Que de rapprochements curieux ne serait-on pas appelé à faire ? Celle par exemple des relations artistiques ayant existé entre notre ville et celle de Vaison. Un des motifs favoris de nos sculpteurs est le *swastika* ou croix gammée dont ils ont tiré un effet très heureux soit dans un des caissons de la grande mosaïque d'Admete, soit dans la partie supérieure de l'entablement de la Maison-Carrée. Le même ornement se retrouve avec un grand luxe d'exemples dans beaucoup de monuments de Vaison. Un débris de pilier carré déposé dans notre musée offre un type d'ornementation très élégant et unique à Nîmes ; c'est une chaîne de bouquets de feuilles aquatiques d'où sortent des champignons, s'étageant les uns sur les autres et formant chapelet. Ce motif se retrouve fréquemment à Vaison. Il y avait donc entre les deux cités des communications fréquentes et suivies, dont nous retrouvons encore une trace dans ce fait qu'un des flamines provinciaux de notre ville est qualifié de patron des Voconces.

Un patriotisme exagéré ne doit pas cependant nous entraîner en cette matière au-delà des bornes de l'exactitude historique. L'antique *Nemausus* n'a jamais été le théâtre d'une activité politique, industrielle et commerciale comme Lyon, Narbonne et Arles. Elle n'a jamais tenu le premier rang ; mais elle a dignement occupé celui qu'elle avait. C'était une ville moyenne, grande et belle, mais sans luxe effréné ; cette modération dans la fortune l'a préservé des

ruines qu'ont subies les métropoles dont je viens de citer les noms. Le développement de sa population et de son industrie a suivi une marche régulière et permanente : c'est à cela qu'elle doit la conservation de ses monuments et l'abondance des débris de l'antiquité trouvés dans son enceinte. Si nous avions su les conserver et les recueillir pieusement, notre collection serait incontestablement aujourd'hui une des premières du monde et viendrait immédiatement après celles de Pompeï et de Rome. Qu'il me soit permis en terminant de faire un appel à tous ceux qu'intéresse la science et de leur demander de faire dans l'avenir ce que nous n'avons pas su faire dans le passé et d'unir nos efforts pour arriver à ce but, qu'on ne puisse plus étudier l'antiquité classique sans passer par le musée de Nîmes-

Georges MAURIN.

COURBET

A Monseigneur Fuzet , évêque de Saint-Denis.

Depuis quinze ans déjà penchant ton noble front,
Tu pleurais ta défaite, ô France, et ton affront,
Et ton cœur où l'espoir sacré toujours demeure
Attendait, confiant, une chance meilleure.....
Hélas ! rien ne venait éclairer ton destin,
Quand surgit un sauveur, un héros, un marin :
Courbet, chef vénéré, fier, jaloux de ta gloire,
Orgueilleux d'effacer le deuil de ton histoire,
Rendit à ton drapeau vaincu l'illusion
Du triomphe et de la régénération.
Il vint, et son épée, écartant la tempête,
Te permit un moment de relever la tête ;
On compta tes succès comme avant tes revers ;
Les cœurs à l'avenir serein furent ouverts.
Avec ces deux amours : la Mer et la Patrie ,
Maîtresses qu'il aimait avec idolâtrie ,
Sans d'autres horizons que la vague et l'azur ,
Il va , soldat soumis , sous un climat impur ,
Sans reculer , n'ayant qu'une seule pensée
C'est de nous ramener la Victoire passée
Pour lui restituer son temple et son autel
Et rendre à son pays son éclat immortel.

Dans les âpres combats , ardent , il l'a suivie ,
Il l'atteint maintes fois au péril de sa vie
Aux batailles d'Hué , d'Hanoi , de Sontay
Faisant des coups de maitre à chaque coup d'essai.
Son courage invaincu jamais ne se repose :
Il détruit Foutchéou puis bloque et prend Formose,
Plaçant, par cet exploit, sa valeur hors de pair
Parmi les officiers et de terre et de mer.
Mais son cœur qu'élevait l'orgueil du sacrifice,
Accablé de fatigue autant que d'injustice,
Ce cœur fier de héros, d'amertume rempli
Fut brisé, sans avoir un seul instant faibli.
Pâle martyr, heureux de son œuvre féconde,
Il rentra dans la nuit comme un astre dans l'onde
Pour s'endormir enfin du paisible sommeil,
En attendant le jour brillant du grand réveil !

Dors, Courbet, dans la paix de ta gloire sereine,
Triomphant du dédain et de l'injuste haine,
Victime du devoir, héros des bons combats,
Dors, la France te veille et te parle tout bas !
Depuis longtemps déjà parmi les lieux funèbres
Ton âme a vu soudain resplendir les ténèbres,
Et ton cœur tout saignant s'est senti transporté
Au sein de la Justice et de la Liberté ;
Dans un monde meilleur de gloire et de lumière
Tu rayonne martyr, dans ta valeur altière,
Au milieu des vaillants, des braves, des soldats,
Priant pour ton pays et ses Maîtres ingrats.

Grave dans l'immortel airain, ô statuaire,
Cette image sublime, et nous, pour sanctuaire,
Nous te donnons, Courbet, un seul et même cœur
Où tu seras toujours vivant, ô grand vainqueur !

Et quant à l'avenir, cet éternel peut-être,
Cette Isis que jamais nul ne pourra connaître,
Ce hochet solennel, enflé d'ombre et de vent,
Que le siècle qui meurt lègue au siècle suivant,
Attendons-le sans crainte et, remplis d'espérance,
Tous, la main dans la main, disons : VIVE LA FRANCE !

Georges REBUFFAT

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE

NOTICES BIOGRAPHIQUES, par Mgr Besson, évêque de Nîmes, ouvrage orné du portrait de l'auteur et précédé d'une *Notice sur sa Vie et ses Oeuvres*, par M. le Chanoine SUCHET (1).

Deux beaux volumes nous arrivent de la Franche-Comté. Nous espérons un jour leur consacrer une étude spéciale, pour le moment nous nous empressons de les signaler à nos lecteurs. C'est du Mgr Besson qu'ils contiennent et du meilleur. On trouvera là réunies les notices biographiques intéressant la Franche-Comté, écrites par notre illustre évêque aux divers intervalles de sa vie. Les premières remontent à ses débuts littéraires, les dernières datent de quelques jours avant sa mort. C'est par elles que Monseigneur Besson commença sa carrière d'écrivain, c'est par elles qu'il la termina. Il en faisait une affaire de patriotisme autant que de fidèle amitié. D'une part, il était fier de mettre en relief les illustrations de son pays natal ; de l'autre, il lui était doux de dessiner en quelque sorte par la pensée et de graver en quelques pages les physiologies de ses amis. A mesure que les vides se faisaient autour de lui, il apportait à ce pieux devoir un empressement plus vif. C'est ainsi que le nombre de ces notices s'est augmenté, et a pu fournir la matière de deux volumes. On y reverra toute la société aimée par Mgr Besson. Lui-même, comme s'il eut voulu s'en entourer encore, s'était occupé de recueillir et de grouper ces différents portraits qui lui rappelaient tant de chers souvenirs. Il est mort lorsqu'il mettait la dernière main à cette œuvre. M. le chanoine Suchet, interprète de ses dernières pensées, n'a pas voulu la laisser inachevée. Il nous la donne aujourd'hui complètement terminée et dans toutes les conditions désirables. Il a eu soin de la faire précéder d'une première notice sur la vie et les œuvres de l'illustre évêque de Nîmes. Celle-ci est parfaite dans sa brièveté, dans son style sobre et clair, sa langue franche et correcte, très ennemie de l'emphase, une des bonnes marques du style franc-comtois. Cela nous donne de belles espérances pour ce que nous appellerons la *grande vie* de Mgr Besson, et M. le chanoine Suchet ne les trompera pas.

En attendant nous le remercions vivement de ses notices qu'il considère lui-même comme le suprême testament de l'évêque de Nîmes. Elles offrent la plus variée et la plus intéressante des lectures ; et quand même nous n'aurions pas connu quelques-unes de

(1) Besançon, P. Jacquin, imprimeur. — Paris, Retoux Bray. 2 volumes in-8°, xxiii, 338, 330.

ces figures si bien tracées par l'intelligence et le cœur, il nous plaira de voir dans ces pages l'expression la plus vraie des sentiments et des affections de Mgr Besson. Cela suffira pour nous les rendre chères et pour que nous fassions le meilleur accueil à ces derniers accents d'une voix qui nous parvient encore, toujours éloquente et toujours applaudie, à travers les ombres du passé.

F. C.

PENSÉES CHOISIES de l'abbé Henri Perreyve, extraites de ses œuvres et précédées d'une introduction par Mgr Perraud, évêque d'Autun.

C'est assurément un grand honneur, mais un honneur mérité qu'on a fait à l'abbé Perreyve que de recueillir ses pensées les plus saillantes, pour les offrir aux méditations des âmes pieuses et des penseurs chrétiens. On ne nous sert ainsi que les maîtres. L'abbé Perreyve ne fut pas seulement un esprit charmant, un cœur tendre, une âme ouverte, comme beaucoup pourraient le croire ; son œuvre abonde en pensées pieuses ou profondes, exprimées avec grâce, énergie, originalité. Théologie, philosophie, beaux-arts, sociologie sont autant de domaines qui ont l'air d'être les siens tant il s'y meut avec aisance et autorité. Ses ouvrages sont de ceux bien rares aujourd'hui, dont Mgr d'Autun peut dire qu'il ne vieillissent pas. Les éditions s'en multiplient. Ses *entretiens sur l'Eglise* sont de haut-vol ; ses *lettres* nous captivent ; ses *biographies et panégyriques* rappellent le P. Lacordaire dont il fut le Benjamin ; sa *journal du malade* console encore beaucoup d'âmes. Ses *pensées choisies* extraites avec un soin éclairé et pieux de tous ces beaux ouvrages, ne le feront donc pas déchoir dans l'estime et l'admiration publiques. C'est un service que M. l'abbé Evesque, l'éditeur de ce livre, rend à la mémoire du jeune maître, service d'autant plus précieux que la main qui le rend se cache davantage. Une préface de M. Evesque aurait-elle déparé le volume, encore qu'il fût placé sous le patronage d'un académicien ?

A. D.

HYMNES et IDYLLES. par Félix PELOUX (Marseille, Bérard, 1889). *Autour du Sanctuaire*, par M. l'abbé SALMON, curé de N.-D. de Champey (Manche). (Chez l'auteur : 1 fr.).

Très religieux sont les *Hymnes* et très fraîches et pures les *Idylles* que vient de publier un tout jeune poète marseillais, M. Félix PELOUX. Pour n'être pas ciselées comme les bijoux d'orfèvrerie, si patiemment travaillés par nos modernes parnassiens, et pour avoir été soupirées au pied de l'autel, et tout imprégnées de parfum mystique, ces petites pièces ne manquent ni de délicatesse, ni de grâce, et nous émeuvent d'autant plus que rien du scepticisme

désolant et de l'amer pessimisme dont souffre la poésie contemporaine ne les décolore et ne les attriste. Ce n'est pas qu'elles soient toutes filles d'une joie exubérante et d'un enthousiasme dévorant. Je ne sais quoi de vaguement triste et de suavement résigné nous révèle ça et là que l'auteur, quoique jeune, a connu la souffrance, mais l'a supportée en chrétien. Disciple de Lamartine, il incline comme lui vers la méditation et le rêve, sans borner toutefois ses aspirations au Dieu infini et idéal dont se contentait le poète déiste. Pour lui ce Dieu n'est autre que le Christ Jésus, et franchement et ouvertement catholique est le *Credo* qu'il chante, et le culte qu'il offre.

A s'affirmer avec un tel courage, il est possible que la muse perde en popularité, mais que n'y gagne-t-elle pas en durables sympathies auprès des âmes croyantes et affamées de vérité ?

*
* *

C'est des mêmes pensées et des mêmes sentiments que s'inspire un autre poète, frère de l'autre par sa foi ardente et le caractère très hardiment religieux de ses chants, M. l'abbé Salmon. Après avoir offert le matin la sainte victime et tenu sur l'autel l'Agneau sans tâche, quelle joie et quelle consolation c'est pour lui de prendre la lyre et de continuer l'hymne d'adoration et d'actions de grâces commencé dans le sanctuaire ! Toutes les émotions chastes et et pieuses qui peuvent faire battre un cœur de prêtre, toutes les douleurs aussi qui le frappent et le crucifient, il les redit dans ses cantiques, mélodieux échos de la voix des prophètes et des poètes d'Israël. Très simple d'allure, sans aucune prétention au modernisme, ces odes et ces sonnets font mieux que de caresser harmonieusement l'oreille : ils apaisent et ils fortifient. Quel but plus noble et plus élevé pourrait se proposer un prêtre, dont les actes comme la parole doivent tendre sans cesse à la sanctification des âmes et à la plus grande gloire de Dieu ?

S. G.

Le Propriétaire-Gérant,

GERVAIS-BEDOT.

BIBLIOGRAPHIE.

VIENT DE PARAÎTRE

LE NOUVEAU MOIS DU SACRÉ-CŒUR DE JÉSUS, tiré des écrits du P. Croiset, S. J. Un volume in-32, orné de filets rouges.
Prix : broché. . . fr. 0.85
Relié percaline. » 1.25

Ce nouveau *Mois du Sacré-Cœur*, nouveau par l'ordre et la division des matières, est tiré tout entier de l'incomparable ouvrage du Père Jean Croiset : *La dévotion au Sacré-Cœur de Jésus*.

On sait que le Père Croiset, appelé par Dieu à diriger la bienheureuse Marguerite-Marie, après la mort du Père de la Colombe, fut au XVII^e siècle l'apôtre et en quelque sorte l'évangéliste du Sacré-Cœur.

La multitude des éditions de ce livre en prouve la beauté, et les fruits abondants qu'en ont retirés ceux qui l'ont pratiqué, en démontrent l'utilité mieux que nous ne saurions le faire. Si la dévotion des peuples envers le Sacré-Cœur a souvent épuisé les éditions de cet ouvrage, ses nombreuses éditions ont, à leur tour, propagé cette dévotion en tous lieux, et ainsi s'est vérifiée la prédiction de sœur Marguerite-Marie.

Nous avons pensé que ces pages si efficaces, à une époque de Jansénisme, pour l'établissement de la dévotion au Sacré-Cœur, n'avaient rien perdu de leur vertu, et fourniraient encore aujourd'hui, à la piété des fidèles, un inestimable aliment, à la paresse des tièdes un irrésistible stimulant. Quoiqu'il soit divisé en trente lectures suivies chacune d'une prière, comme l'exigeait la pratique toute moderne du « Mois du Sacré-Cœur » texte et prières, tout est de lui ; c'est toujours ici le livre du Père Croiset, et nous espérons qu'il plaira au divin Sauveur d'en retirer encore de grands fruits.

LA SEMAINE DES FAMILLES

Revue universelle hebdomadaire

La presse Catholique peut s'enorgueillir de la *Semaine des familles*. Nos adversaires n'ont rien de mieux comme rédaction, comme illustration, ni comme bon marché. Cette Revue, à la fois littéraire et populaire entre au mois d'avril dans sa trente-deuxième année. Elle est aujourd'hui sous la direction de M. Gaston Feugère, une autorité dans le monde des lettres (Librairie Lecoffre).

Le COLONEL PAQUERON, par Mgr SAIVET, évêque de Perpignan. Un volume in-8° de 200 pages avec filets rouges, illustré de nombreuses gravures.

Broché	Prix 2 fr. 00
Cartonné chromo	» 2 fr. 60
Sous couverture parchemin	» 2 fr. 60
Relié papier cuir ordinaire, tr. bl.	» 2 fr. 60
Relié papier cuir riche, tranche jaspée . . .	» 3 fr. 00
Reliure amateur	» 3 fr. 00
Relié percaline, tranche dorée	» 4 fr. 00

La première édition du *Colonel Paqueron* a été accueillie avec enthousiasme par toute la presse catholique. *L'Univers*, *Le Monde*, *La Gazette de France*, *Le Français*, *La Défense*, *La Décentralisation*, *Les Études historiques*, *Le Correspondant*, *La Revue des Deux-Mondes* elle-même, en ont fait les plus grands éloges. Nous ne saurions mieux applaudir à cette élégante réédition d'une œuvre si parfaite, qu'en reproduisant quelques extraits des jugements qui saluèrent son apparition.

« Ce petit volume — disait *Le Monde* — a le double avantage de nous donner l'histoire très-intéressante d'un homme de bien, et, dans cette histoire composée par un évêque, de nombreux fragments d'un journal quotidien, écrit par le colonel lui-même. On s'y trouve donc en présence de deux écrivains; c'est comme un duel littéraire entre l'évêque et l'homme d'épée. Le prélat et le colonel se valent l'un l'autre; ils sont de la même race, leurs âmes jumelles habitent les mêmes régions de l'intelligence et de la charité. Chacun reste avec sa plume; celle de l'évêque est plus souple, plus docte, plus fine; celle du colonel sent le fer; on dirait qu'il ait jeté dans son encrier quelques grains de la poudre qu'il a maniée toute sa vie; il atteint son but avec plus de force; tandis que l'évêque dispose le cours de sa pensée avec plus de douceur: à tous les deux, ils nous offrent une des lectures les plus attachantes qui se puisse imaginer. »

« Pour prolonger la pénétrante suavité de son apostolat, la Providence a voulu, — remarquait *l'Univers*, — que Mgr Saivet laissât une part de son âme dans quelques pages embaumées qui portent pour simple titre: *Le Colonel Paqueron*. Modeste à la fois comme son héros et comme son auteur, cette œuvre renferme le trésor de haute leçons morales, semées à chaque pas d'une carrière sans bruit est sans éclat. Rien d'exceptionnel dans la vocation ni d'abrupt dans la destinée. Ce n'est ni la légende d'un saint ni l'épopée d'un grand homme. C'est dans une vie aux proportions étroites, l'histoire d'une âme magnanime et chrétienne. On dirait la coupole du ciel réfléchi par un miroir de quelques centimètres, encadré de bois uni. On voit par là de quelle utilité ce livre peut être pour un grand nombre d'âmes. Si toutes, en effet, sont prédestinées à la conquête de l'infini, la plupart y marchent par des sentiers vulgaires, à travers de monotones horizons... »

Enfin, dans la *Gazette de France*, M. de Pontmartin terminait

en ces termes un article très flatteur : « C'est une perle bénie à placer dans l'écrin de notre littérature catholique ; c'est une consolation et une joie pour quiconque refuse de se complaire dans la laideur et de traîner dans la boue la nature humaine, sous prétexte de nous en présenter une image plus ressemblante et plus vraie. *Le Colonel Paqueron* sera lu avec amour par les lecteurs et les lectrices de M^{me} Swetchine, d'Eugénie de Guérin, du *Récit d'une sœur*. Il nous enseignera comment le devoir, le simple et honnête devoir, consacré et agrandi par une piété solide et profonde, peut toucher à l'héroïsme, ennoblir les actes les plus ordinaires et travailler pour le ciel sans être moins utile, moins pratique, moins efficace et moins applicable aux choses de la terre. »

Librairie **POUSSIELGUE FRÈRES**, rue Cassette, 15, Paris.

CH. POUSSIELGUE, SUCCESSEUR

NOUVELLES PUBLICATIONS

VIE DE Mgr JAQUEMET

ÉVÊQUE DE NANTES

Par M. l'abbé VICTOR MARTIN

DU DIOCÈSE DE NANTES, PROFESSEUR AUX FACULTÉS CATHOLIQUES D'ANGERS

Procédé de Lettres de Sa Grandeur Mgr Richard, Archevêque de Paris

et de LL. GG. Mgr LE COQ, Evêque de Nantes, et Mgr LABORDE, évêque de Blois

In-8° avec portrait 7 fr. 50

HISTOIRE DE SAINT VINCENT DE PAUL

Par Mgr BOUGAUD

Deux volumes in-8° avec portrait (*Sous presse*).

VIE DE JUST DE BRETENIÈRES

MISSIONNAIRE APOSTOLIQUE, MARTYRISÉ EN CORÉE, ANNÉE 1866

Par Mgr D'HULST

RECTEUR DE L'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS

Un volume in-18 Jésus avec portrait et carte de Corée. 3 fr.

OUVRAGES DE Mgr BAUNARD

RECTEUR DES FACULTÉS CATHOLIQUES DE LISLE

LE LIVRE DE LA PREMIÈRE COMMUNION ET DE LA PERSÉVÉRANCE

Edition illustrée. In-16, pliée dans un portefeuille ou broché. 8 fr.

Edition ordinaire. In-32, format carré broché. 3 fr.

Grand choix de reliures de luxe

DIEU DANS L'ÉCOLE

Tome I. — Le Collège Saint-Joseph de Lille, 1881-1888

Discours, Notices et Souvenirs. In-8° 5fr.

Tome II. — Le Collège Chrétien

Les autorités de l'Ecole. La Journée de l'Ecole. l'Ecole et la Famille.

In-8° (*Sous presse*)

Tome III. (*En préparation.*)

HISTOIRE DE LA VIE ET DES ŒUVRES DE MGR DARBOY

ARCHEVÊQUE DE PARIS

Par Mgr Foulon, archevêque de Lyon

Un volume in-18° avec portrait et autographe. . . . 7fr. 50

Exemplaires sur papier de Hollande, avec portrait avant la lettre et autographe. 20 fr.

Discours du Comte Albert de Mun, député du Morbihan, accompagnés de notices par Ch. Geoffroy de Grandmaison. Trois volumes in-8°. 22 fr. 50

—Trois volumes in-18 jésus. 12 fr.

Ascétique (L') chrétienne, complément de la **MYSTIQUE DIVINE**, par M. l'abbé J. Ribet, chanoine honoraire. Ouvrage approuvé par S. Em. le cardinal Desprez, archevêque de Toulouse. In-8°. . . . 7 fr.

Mystique divine (La) distinguée des contrefaçons diaboliques et des analogies humaines par l'abbé J. Ribet. Trois beaux volumes in-8° 22 fr.

Tous ces ouvrages sont en vente

à la Librairie GERVAIS-BEDOT, place de la Cathédrale.

Mgr BESSON ET LA VILLE DE NIMES

MESDAMES ET MESSIEURS,¹

« Les morts vont vite, » a dit le poète, et notre temps n'est pas fait pour le démentir. Elle est si affairée notre société moderne ; elle est si occupée entre les centaines à célébrer, les expositions à visiter et les constitutions à réviser, qu'en réalité, il lui reste fort peu de temps à consacrer aux regrets. Elle va de l'avant, trop soucieuse des vivants pour faire longue halte auprès des morts : elle se contente d'adresser à ceux-ci des adieux corrects, mais courts ; puis elle passe, tandis que ceux qu'elle laisse derrière elle s'enfoncent aussitôt dans le silence et l'oubli.

Les académies ont le privilège de ne pas céder tout d'abord à cet entraînement. Elles font quelque résistance. Elles se plaisent dans le souvenir de ceux qui ont bien mérité de la patrie et des belles-lettres, surtout quand ils leur ont appartenu. Elles appellent volontiers l'attention sur leur mémoire, et de longs mois après les avoir perdus, elles considèrent comme un devoir de leur rendre hommage en séance publique.

J'ai même entendu dire que ces solennités en devenaient parfois monotones et sensiblement tristes. Assurément, cela est un défaut. Mais si nous n'en étions pas coupables, nous aurions moins de vertu, et la vertu, si nous en croyons les maîtres anciens et nouveaux, supplée en mainte circonstance à l'éloquence.

(1) Discours prononcé à la séance publique de l'Académie de Nîmes le 25 mai 1889.

Il en sera ainsi, je l'espère, en ce moment où je remplis une tâche qui me devient chère par la reconnaissance et que, d'ailleurs, me rend plus aisée le mérite du personnage dont j'ai à vous parler.

Il y a quelques mois, une mort soudaine enlevait à la ville de Nîmes Mgr Besson. L'Académie perdait en sa personne un président honoraire. Dès le lendemain de sa mort, notre président d'année, M. Robert, exprimait ses regrets et ceux de ses confrères dans cette langue claire, précise, courtoise, vraiment française, que vous applaudissiez il y a quelques instants. Vous me permettrez de compléter cet hommage en vous montrant combien réellement Mgr Besson nous appartenait par son attachement à Nîmes et sa profonde affection pour sa seconde patrie.

C'est le 25 novembre 1875, vers les neuf heures du matin, que Mgr Besson fit son entrée officielle dans sa ville épiscopale. Le temps était beau, mais froid. Une légère brume pâlisait notre soleil d'automne. La brise soufflait, assez forte, indiquant par sa fraîcheur la présence de la neige sur les montagnes voisines. Aux abords de la gare, tout le long de l'avenue, la foule attendait, avide de voir le nouvel évêque, prête à l'acclamer. Il parut. Debout sur l'estrade où le recevait le Maire de Nîmes, pendant qu'il écoutait, crosse en mains, la harangue de ce magistrat, lui seul attirait les regards.

Évidemment, l'homme qui était devant nous n'avait rien de méridional.

Grand et fort, les traits plutôt taillés à grands coups par l'ébauchoir que modelés patiemment par le ciseau, le front large et découvert, les sourcils proéminents, le regard difficile à saisir, les lèvres épaisses, le geste court et brusque, la démarche massive, tout en lui indiquait un tempérament et une nature peu familière à notre sol. Son langage lui-même, sobre d'images poétiques, trahissait l'homme du Nord. Nous voyions assez bien ce qu'il était

jusqu'à ce jour. Dans sa réponse à M. Blanchard, il nous apprit ce qu'il voulait être.

« Nîmes, lui dit-il, était comptée parmi les bonnes villes de l'ancienne France. C'est sous ce titre que je la salue, car j'aime à parler la langue de nos pères, et je garde avec un soin jaloux leurs fiers et généreux sentiments. Je sais ce que vous êtes et ce que je vous dois. Agréez-moi au nombre de vos concitoyens, et soyez assuré que je suis dès maintenant un Nimois fidèle et dévoué à vos intérêts. » Il a tenu parole pendant les treize ans qu'il a vécu parmi nous, et non seulement par devoir, mais par cette sorte d'inclination naturelle qui nous fait deviner tout de suite, dans un nouveau séjour, ce qui correspond à nos pensées et à nos plus intimes sentiments.

L'affection envers la patrie, même celle que nous adoptons, se forme en effet de mille liens invisibles. Nous concevons cette patrie sous sa forme extérieure. Nous la percevons dans le soleil qui l'éclaire, dans les horizons qui la limitent, dans les monuments qui l'embellissent. Nous la suivons par l'imagination à travers l'histoire, en nous instruisant de ses destinées, en étudiant la vie, le caractère et les mœurs des hommes qui l'ont illustrée. Nous l'aimons dans le présent en pénétrant dans l'âme de ceux qui nous entourent, en mêlant leur vie à la nôtre, en nous associant à leurs légitimes émotions. De tout cela se forme comme une vision que nous gardons toujours au fond de notre cœur, dont les traits délicats et les vives nuances sont l'œuvre de la nature, de l'histoire, de la réalité présente. Nous la regardons sans cesse et dans les âmes bien nées ce regard est un culte auquel ne manque ni l'adoration ni l'encens.

C'est ainsi que Mgr Besson envisagea Nîmes et la province, si éloignée de son berceau, où la Providence l'avait appelé. Certes il ne trahit point son pays natal. Il resta franc-comtois d'esprit et de cœur comme il l'était de race.

Les brouillards et les neiges de ses montagnes avaient selon lui d'indiscutables agréments. Quand on lui parlait de l'humidité de ce climat : « Il y pleut, c'est vrai, répondait-il ; mais ce n'est pas comme ici, la pluie n'y mouille pas. » C'est à croire qu'il avait suspendu une part de lui-même à chacun des pics verdoyants qui se dressent le long du Doubs, qu'il en avait caché quelque autre sous les sapins qui en boisaient les flancs, une autre aussi au bord des torrents qui dévalent dans les gorges profondes, tant lorsqu'il les décrivait, il nous paraissait retrouver son âme et s'abandonner sans réserve à la joie de cette rencontre.

Mais si inaltérables que fussent de pareilles impressions, elles ne le rendirent pas insensible aux beautés de notre midi.

Il s'éprit, lui aussi, de notre ciel d'azur, *pur à en être monotone et du soleil étincelant sur les ruines*. Il aima les larges horizons, la plaine s'étendant à perte de vue, les formes fuyantes des collines à peine estompées dans la brume. Dans ses promenades habituelles à notre Fontaine, il en rassasiait ses regards. S'il avait amené avec lui quelqu'un de ses hôtes, il s'arrêtait complaisamment sur la terrasse supérieure du Mont-d'Haussez. De là, montrant la grande ville à ses pieds, et plus loin la vaste et riche campagne qui va du Rhône à la mer, il insistait devant ses visiteurs, sur l'harmonie entre le ciel et le paysage, la douceur et l'amplitude des lignes, la transparence de l'air qui rapprochait les distances, accusait les arêtes et revêtait de clarté les arbres, le sol et les rochers eux-mêmes. Alors se retournant vers les côteaux chargés d'oliviers, il faisait ressortir le contraste des deux aspects : l'un, celui de la plaine sans limite, parsemée çà et là d'îlots de verdure et baignée dans la lumière ; l'autre, celui de la colline âpre, rude, poussiéreuse, jalonnée de loin en loin par quelques pins au noir feuillage. Le pre-

mier, disait-il, appartient à l'Italie : le second à la Judée. Puis il redescendait lentement, et sous l'ombre des maronniers, dans les allées de ce jardin où il voyait l'image de Versailles et du grand siècle, près de nos monuments dorés par les rayons de l'automne ou les premiers feux du printemps, il commentait l'œuvre des artistes humains et se transportait aussitôt aux origines de notre histoire. Il dessinait à grands traits, l'antique Nemausus avec ses sept collines, ses bains, ses temples, ses palais, sa grande tour. Des reminiscences classiques, auxquelles le temps n'enlevait rien de leur fraîcheur, se pressaient sur ses lèvres.

Virgile, Horace, Cicéron, lui faisaient comme une harmonieuse escorte dans ces excursions à travers notre passé. Rome le possédait tout entier, et comme il en reconnaissait l'empreinte sur chacune de nos ruines, il cherchait aussi à démêler dans les figures qui passaient devant lui le type de la race victorieuse qui conquiert les Gaules. N'est-ce pas lui qu'a écrit de Reboul : « Regardez-le : sa noble figure décèle un ancien : il en a la mâle beauté, les grands traits, le relief qui s'accuse et se grave dans l'esprit. Un jour, en retrouvant, parmi les débris de vos monuments, le bronze que Pradier a sculpté de ses mains ou le marbre que vous allez inaugurer, vos petits-neveux hésiteront à dire si cette tête a appartenu à l'antiquité romaine ou à ce que nous appelons les temps modernes, tant elle est bien placée parmi les statues du peuple-roi. »

Aussi bien ne nous étonnons pas de ce qu'avec une intuition si vive de ce que pouvait être Nîmes au siècle d'Antonin, Mgr Besson ait vu dans ces souvenirs comme la marque instinctive et originale de notre cité. Il y a trois ans, quand il fut question d'envoyer à l'exposition vaticane un objet d'art, sa pensée se porta tout de suite sur une réduction en bronze de notre belle Maison-Carrée. « Rien, disait-il, ne montrera mieux ce que nous

avons été et ce que nous sommes encore. » Il entra en pourparlers, à ce sujet, avec un de nos meilleurs métallurgistes (1). Mais le prix demandé (2) dépassait de beaucoup les ressources de son modeste budget épuisé par la détresse croissante de son église. Il renonça à ce projet, non sans de vifs regrets.

A côté et au dessus de la cité romaine, qu'un sens profond de la civilisation et de l'art antique dégageait pour lui des ombres du passé, venait se placer dans l'affection de Mgr Besson la Nîmes chrétienne du moyen-âge. De celle-ci, il avait étudié avec un soin plus attentif encore les traditions religieuses. Les cathédrales ouvrant leurs parvis pour tenir leurs assises solennelles de l'Église et de la Patrie ; les abbayes, déroulant sous les arceaux de leurs cloîtres les longues files de moines au blanc vêtement ; les monastères et les chartreuses, abrités dans le vallon ; les sanctuaires , perdus au fond des bois ; les chapelles , les hospices, jusqu'à une simple croix élevée sur le bord des chemins par la piété de nos pères, tout cet ensemble d'institutions, d'édifices, de monuments sacrés, qui paraît jadis notre contrée, lui était singulièrement cher. Partout il eût voulu en réparer les ruines , en sauver les dernières traces, en éclairer les origines. En le voyant aussi empressé auprès de ces pieux vestiges, un de ses collègues dans l'épiscopat (3) s'écriait : « Monseigneur , vous êtes digne que l'on grave un jour sur votre tombe cette épitaphe : « Restaurateur des traditions. »

L'éloge était mérité. L'évêque de Nîmes reconstituait pierre par pierre et page par page l'histoire de son peuple. La pierre, c'était l'Église, la page, l'instruction pastorale. Dès que la première était terminée , que ses voûtes s'étaient arrondies de nouveau, que les saints avaient repris

(1) M. Maurice Denonvilliers.

(2) Dix mille francs.

(3) Mgr do Cabrières, évêque de Montpellier.

leur place dans les verrières, que la flèche élancée, ou la tour majestueuse annonçaient aux fidèles que la maison de la prière s'était rouverte pour eux, l'évêque déroulait les annales de son église, et quelles annales ! Les unes éclatantes et glorieuses, comme celles où Mgr Besson racontait la consécration de la première basilique et le concile de Nîmes ; les autres, ardentes et colorées, comme celles où il retrace l'apostolat et le martyre de saint Baudile ; celles-là toutes parfumées de senteurs rustiques comme l'histoire du pèlerinage de Prime-Combe, celles-ci rapides et mouvementées, comme le récit des courses apostoliques de Bridayne. Tous ces personnages, dont les vertus et les bienfaits avaient apporté à la ville de Nîmes un surcroît de considération, étaient révéérés par Monseigneur Besson. Leurs noms lui étaient familiers ; leur vie lui était connue. Il savait quand et comment ils s'étaient mêlés à notre histoire, quelles villes de notre province ils avaient traversées. dans quelle autre ils avaient fait séjour, quels monuments rappelaient leur passage, quelles œuvres attestaient leur présence parmi nous. Il s'étonnait de ne pas rencontrer plus fréquentes les preuves de notre reconnaissance.

« Quoi ? disait-il, en parlant de saint Louis, ce pays est plein de son nom. Vos privilèges, vos lois, vos marchés, votre prospérité commerciale, datent pour ainsi dire de son règne. Il a parcouru en entier votre territoire, laissant partout des traces de ses munificences, de sa charité, de sa sagesse ; et dans votre ville, aucune inscription, aucun marbre, aucun bronze ne le rappelle. N'est-ce point de l'ingratitude ? » Quant à lui, il eût volontiers contribué par ses larges offrandes à honorer nos grands hommes. Jamais il ne se plaignit tant de sa pauvreté qu'aux heures où elle faisait obstacle à ses généreux desseins. Quelques jours avant sa mort, comme on causait devant lui de ces hasards heureux qui vous apportent une fortune inatten-

due : « Si la Providence m'envoyait un million , nous dit-il tout d'un coup, je sais bien ce que j'en ferais. — Et quoi donc, monseigneur ? — J'assurerais l'avenir de nos écoles chrétiennes, et le recrutement de mon clergé. Cela fait, il me resterait quatre cents mille francs. Ceux-ci je les prendrais avec moi et je me présenterais au Conseil municipal de Nîmes. Introduit devant ces messieurs, je leur tiendrais cette brève harangue : « Messieurs je vous apporte « quelque argent. Acceptez-le : je ne vous demande « qu'une chose en échange. Restaurez la façade de ma « cathédrale, élargissez la place et construisez, au milieu, « une belle fontaine que dominera la statue de Fléchier. « Les quatre cents mille francs sont à vous. »

Il l'eut fait comme il le disait. Car il était grand dans ses dons, et s'il avait le culte du passé, il savait l'utiliser au profit du présent. Il évoquait les ombres, mais ne s'isolait pas dans leur contemplation. Attaché par les devoirs de sa charge à nos bonnes populations, il eût vite fait de les comprendre et de les aimer. Sans doute il n'eût jamais aucun goût pour les enthousiasmes factices, les manifestations tapageuses, les protestations bruyantes et sans lendemain. Son grand bon sens, sa tournure d'esprit très pratique, sa promptitude à saisir le côté plaisant de la vanité humaine, le mettait assez en garde contre les surprises de notre fougue méridionale, et s'il n'eût écouté que sa verve franc-comtoise, il eût pu ajouter plus d'un chapitre, et non pas des moins cruels, aux pages dans lesquelles un romancier célèbre, un enfant du pays celui-là, nous a voués, un peu malgré nous, à la postérité. Mais Mgr Besson ne s'arrêtait pas à cette surface. Il pénétrait plus avant dans l'âme de ses nouveaux compatriotes. Il en admirait l'intelligence vive et facile, la loyauté sans apprêt, la générosité prompte et dévouée, et surtout l'honnêteté modeste et chrétienne.

Ce dernier trait fera sourire peut-être et il s'en ren-

contrera qui l'accuseront d'avoir été grandement en retard sur son siècle.. Je ne puis le nier cependant, et je me garderais de vouloir l'excuser. Sans souci de la fameuse loi du progrès qui fait consister le bonheur d'un peuple dans l'accumulation des jouissances matérielles et l'épanouissement du luxe, il se félicitait hautement de ce que Nimes n'était pas une ville de plaisirs. Il estimait que la vie de famille avec ses joies paisibles, que l'on raille si agréablement aujourd'hui, ses affections tranquilles, qu'il est de si haut goût de dédaigner, cette vie au milieu de laquelle il avait grandi, était le meilleur élément de la moralité d'une cité. Elle était pour lui la gardienne pure et chaste du foyer, celle qui maintenait la vigueur d'une race, la préservait de toute déchéance, et il s'obstinait à ne pas comprendre qu'on la sacrifiât à des distractions qu'il qualifiait sévèrement.

Ni les troublantes impressions du théâtre, ni les émotions cruelles des courses de taureaux ne trouvaient grâce devant lui. A ces plaisirs suspects il ne craignait pas d'opposer (était-ce assez de simplicité?) les satisfactions assurément moins turbulentes d'une belle journée au mazet. Est-ce lui ou un Nimois de vieille roche qui a écrit à propos des mazets cette jolie page : « Lorsque nous montrons aux étrangers ces villas, ces maisonnettes, ces abris de verdure et de fleurs, ou plutôt, pour parler la langue du pays, ces mazets presque sans nombre qui peuplent vos coteaux, voilà, leur disons-nous, l'asile sacré que nos bons habitants de Nimes fréquentent le dimanche. Ce toit informe ne couvre qu'une chambrette où se prépare un humble et frugal repas. Mais au devant s'étend une pelouse peuplée d'amandiers où l'on compte autant de fruits que de fleurs, d'oliviers qui gardent jusqu'à la fin de l'automne leur douce récolte. Là viennent dans la soirée respirer et se reposer nos familles chrétiennes. La mère vaque aux soins du ménage,

le père compte les fruits de son petit domaine, les enfants s'exercent à la course ou au jeu de boules sous les regards des parents. Vous les rencontreriez après les vêpres, portant au bras le repas du soir, prenant le chemin de leur chère maisonnette. Vous les verriez rentrer dans la ville, après le coucher du soleil, d'un air serein, d'un pas joyeux, montrant dans leur démarche et leur regard l'assurance modeste d'une conscience tranquille, et le travail de la semaine recommencera le lundi sans peser à cet humble ménage parce qu'il a joui de la prière et de la liberté du dimanche, parce qu'il a goûté le repos de son mazet entre l'olivier et le figuier qui en ombragent les murs. » Peuple heureux ! répond l'étranger. Heureuse ville si elle garde longtemps ces mœurs simples, ces habitudes chrétiennes, si elle ne connaît jamais que le chemin de l'église, de l'atelier, de l'école et de la maison des champs ! »

Qui pourrait dire que le sentiment qui inspire de pareilles lignes n'est pas sincère ? On ne peint pas ainsi quand on n'aime pas véritablement. Mgr Besson a des traits semblables et non moins justes chaque fois qu'il parle des familles patriarcales de nos Cevennes, ou des honnêtes paysans de notre plaine, ou des robustes ouvriers qui travaillent dans nos mines. Il disait à ces derniers : « Quand nous sortons de l'église ou de l'hospice et que nous nous arrêtons au seuil de vos maisons pour bénir les petits enfants groupés autour de leurs parents, nous avons le spectacle du bonheur domestique. Nos regards s'arrêtent volontiers sur ces visages noircis par la fumée, mais où l'on devine les traits d'une forte race et les marques de bonnes mœurs. Volontiers, nous baisserions ces mains calleuses que le travail a durcies, comme St Ermenfroï, en distribuant les enlogies du Dimanche aux paysans de la terre de Cusance, baisait leurs mains encore empreintes de la terre des champs et de la sueur du travail. »

D'ailleurs, aucune classe de la population n'était indifférente à Mgr Besson, et s'il se mêlait cordialement aux simples et aux humbles, il n'ignorait pas ce qu'il devait aux supériorités sociales de la contrée.

Il y a dans toute cité une élite où prennent rang le talent et le mérite sous leurs aspects les plus divers. Une des joies les plus douces de l'évêque de Nîmes était d'entretenir ceux qui la représentent au milieu de nous. Qu'ils appartenissent à la magistrature ou à l'armée, à nos grandes écoles ou à nos administrations supérieures, aux lettres, aux sciences ou aux arts, ils étaient tous les bienvenus chez lui. Il lisait leurs œuvres, s'honorait de leur amitié, et j'en sais plus d'un, parmi nos confrères, qui conserveront de leurs rapports avec lui le plus durable souvenir. Souvent ils se rappelleront ces heures trop vite écoulées où, causant avec eux des hommes et des choses, l'évêque de Nîmes les charmait par la fermeté de sa raison, la largeur de ses vues, la vivacité de son esprit. Ils le reverront souvent venant se délasser chez eux des fatigues et du poids du jour, se détournant de ses courses pastorales pour jouir de leur hospitalité, s'intéressant à la noble demeure de leurs ancêtres,

(4) Nous citerons entr'autres celle que Mgr Besson a composé pour le château de Castelnau :

HOC CASTELLUM
 MEDIO ÆVO ÆDIFICATUM
 XVII SÆCULO
 DUM SÆVIRENT BELLA CIVILIA
 FERRUM VASTAVIT
 DESINENTE XVIII SÆCULO
 ERGA DOMINUM HENRICUM BOILEAU
 BENE MERENTEM
 ET TUNC AB AVS QUI PER ANNOS PROPE CCCC
 MAGNO CUM HONORE HABUERANT
 TENENTEM
 INCOLARUM VENERATIO
 E FLAMMA ET VASTATIONE SERVAVIT
 EX HEREDITATE MATERNA ACCEPTAM
 ANNO DOMINI MDCCCLXVIII
 CAMILLUS E MARCHIONIBUS VALFONS ORIUNDUS
 REFECIT AUXIT EXORNAVIT

et lui laissant pour adieu l'inscription latine qui résumait ses destinées et les mérites de ses maîtres(1). Ils n'oublieront ni ces égards empreints de la politesse d'un autre siècle, ni cette correspondance affectueuse, où la langue ne défailait jamais, parce qu'elle était d'accord avec le cœur, ni cette part si vive enfin qu'il prenait à leurs deuils comme à leurs joies : commerce agréable et sûr, s'il en fût, où rien ne diminuait l'évêque, où tout révélait l'ami.

N'est-ce point le peuple de Nîmes, chrétien, intelligent, poète à ses heures, inviolablement attaché à ses traditions, que Mgr Besson personnifiait dans Reboul ? Il n'avait pas connu celui-ci, et cependant il n'est pas de portraits qu'il ait dessinés avec plus de soin, de figures qu'il ait étudiées avec une attention plus soutenue et une affection plus sincère. Que de traits superbes dans l'éloge qu'il en a fait ! Quelle conviction dans cet hommage solennel à la triple fidélité du poète nîmois à sa patrie, à son roi et à son Dieu ! Quelle touchante analyse de l'immortelle élégie l'ange et l'enfant ! Quelle vue d'ensemble sur cette poésie qui, selon l'orateur, contenait toute l'antiquité de Nîmes comme un suaire qui en fait valoir encore la majesté souveraine ! La louange était si belle, qu'une de nos compatriotes (1), adepte fervente du romantisme, qui se trouvait dans l'assistance, s'écriait, dans un moment de dépit : « Ah ! c'est trop louer Reboul dans le siècle de Victor Hugo ! »

Celui qui peignait si fidèlement un homme, d'après un simple récit ou une rapide lecture, ne pouvait manquer à ce devoir, lorsqu'il s'agissait de ceux qu'il avait pu apprécier personnellement. Après avoir joui de leur entretien, pendant leur vie, Mgr Besson se hâtait, au lendemain de leur mort, de leur consacrer de brèves notices, fins médaillons, esquisses sobres et cependant achevées, profils rapides où l'on ne sait ce que l'on doit le plus

(1) Madame Louise Colet.

admirer de la fermeté des lignes ou de l'expression de la physionomie.

Il le fit pour ses amis de Nimes comme il l'avait fait pour ses compatriotes de la Franche-Comté. Était-ce qu'il voulait prolonger ses souvenirs et tromper ses regrets, en vivant encore par la pensée en compagnie de ceux qu'il avait perdus ? Était-ce par cet instinct de l'artiste qui, voyant sur ses pas une figure où respire quelque chose de son idéal, se préoccupe, au moment où elle s'efface et se décolore, de l'arrêter sur le marbre ou sur la toile ? Était-ce un hommage de reconnaissance pour les satisfactions secrètes qu'il avait goûtées dans ses rapports avec de grandes âmes ou de beaux talents, ou bien encore une leçon, un modèle qu'il prétendait laisser à la postérité, de peur qu'elle ne fût ingrate envers ses aînés ? Il y avait, sans doute, de tout cela dans le soin que mettait Mgr Besson à donner à tous ceux qui avaient honoré la cité par le talent, la science, la dignité de leur vie, un dernier témoignage de son admiration et de sa sympathie. En dirai-je les noms ? Mgr Plantier, le baron de Larcy, Dumas, Germer-Durand, le cardinal Guibert, le R. P. d'Alzon, ces véritables illustrations de notre province, ont été tour à tour l'objet de ses regrets et de ses éloges. A côté de ceux-ci, il en est d'autres dont Mgr Besson ne prononce le nom qu'en s'inclinant pour ainsi dire devant le caractère qu'ils représentent. C'est Guizot qu'il associe, dans sa cathédrale, aux honneurs que l'on rend à Reboul. C'est M. Girard, l'ancien maire de Nimes, dont il rappelle en toute circonstance l'esprit d'intelligente modération et de haute équité. C'est M. Blanchard, un autre maire de Nimes, qu'il cite comme le modèle du magistrat intègre, éclairé, fidèle surtout à cette vertu, sur la disparition de laquelle on gémit aujourd'hui si bruyamment, l'honnêteté publique et privée.

Me tromperai-je, ou n'y a-t-il pas dans tout cela un vrai

patriotisme ? J'appelle ainsi le souci impérieux de nos gloires domestiques , la tendance invincible à rechercher dans une patrie ce qu'elle a de vraiment grand dans les mœurs et dans les arts, dans l'histoire et dans le présent.

Ne disons point , si vous le voulez , que Nîmes ait conquis violemment Mgr Besson. S'il y a eu violence , il s'y est prêté de bonne grâce. Elle est de celles dont parle ingénieusement Fontenelle , lorsqu'il remarque que les esprits, en se regardant, finissent par se ressembler. N'est-il pas vrai que nous reflétons, inconsciemment peut-être, dans nos œuvres , l'image de la Patrie. Il en est de notre existence comme des eaux courantes d'un fleuve. Elle reflète la rive, le long de laquelle elle s'écoule. Aussi bien, il me paraît voir ce reflet du Midi dans les derniers écrits de Mgr Besson. N'a-t-il pas donné comme une grâce nouvelle à sa langue forte et vigoureuse ? N'a-t-il pas animé ses paysages, nuancé çà et là d'une lumière plus vive ses comparaisons, introduit quelques tons plus chauds dans son coloris, paré d'un feuillage moins sévère l'arbre né dans les montagnes de la Franche-Comté et transplanté plein de sève sur notre sol ? C'est affaire de critique et de psychologie. Mais il semble que Mgr Besson avait lui-même pressenti cette secrète influence et qu'il en avait donné une gracieuse allégorie en unissant dans ses armes le sapin de sa province natale à la palme de Provence.

C'est aussi le symbole qui résumera sa vie. La Franche-Comté a eu son berceau, sa tombe est au milieu de nous. Il dort là de son dernier sommeil celui qui fut l'évêque de Nîmes, dans la cathédrale dont son or et son éloquence ont doté notre cité. Le soleil du midi qu'il aimait tant, étincelant à travers les verrières, vient éclairer l'humble pierre sous laquelle il repose et qui renferme tant de souvenirs. Cette place lui était due, au cœur même de notre cité, dont le nom, pour la postérité, est désormais inséparable du sien.

Je crains de m'être attardé. Il est difficile quand une voix qu'on entendait chaque jour s'est subitement arrêtée, et qu'elle se réveille pour un instant, de l'autre côté de la tombe, de ne pas l'écouter encore et encore. J'ai cédé au charme et je ne m'en défendrai pas. On n'a jamais tort lorsqu'on parle devant vous de Nîmes, de ses gloires et de ceux qui l'ont sincèrement aimée.

C. FERRY.

M. DE TARTERON

ÉTUDE BIOGRAPHIQUE ET POLITIQUE

(Suite)

V

L'Assemblée n'était pas encore complètement installée à Versailles, qu'éclatait, à Paris, la hideuse insurrection de la commune. On sait quelle énergie et quel courage durent déployer nos troupes, à peines remises des souffrances épuisantes de la captivité et des fatigues des dernières batailles autour de Paris et sur la Loire, pour venir à bout de l'armée des insurgés. Les crimes et les folies de cette redoutable révolte ne pouvaient que jeter une lueur sinistre mais éclatante sur l'avenir qui tôt ou tard attendait notre pays, s'il s'attardait encore dans les voies révolutionnaires. M. Thiers ne puisa cependant dans ces lugubres événements qu'une nouvelle ardeur pour la consolidation de son œuvre. Il prit à cet égard, vis-à-vis les délégués des sociétés maçonniques et de plusieurs municipalités radicales des engagements formels (1) qui, dans sa pensée, n'avaient qu'un but, fournir un prétexte et une excuse à la direction désormais officielle de l'action gouvernementale (2) vers l'établissement du régime dont le chef du pouvoir exécutif était en ce moment la personnification !

Quant à la majorité de l'Assemblée, elle hésita malheureusement à profiter des nouvelles circonstances créées

(1) Voir le rapport présenté à cet égard par M. de Tarteron, sur la proposition de M. de Lorgeril et de Cintré (Séance du 20 mars 1873).

(2) Voir le même rapport et le discours de M. Thiers du 29 novembre 1873.

par la repression de la commune et par le sentiment général des terribles périls auxquels on avait, à grand peine échappé, pour mettre fin au provisoire et rétablir la royauté nationale. La gauche cependant s'y attendait ; et sans aller jusqu'à dire qu'elle n'aurait point opposé de vives résistances à la restauration de la monarchie, il est incontestable que plusieurs de ses membres, les plus considérables, effrayés et décontenancés par les événements de la Commune (1), témoignaient hautement de leur résignation à subir un nouvel état de choses. La majorité se contenta de voter la validité de l'élection du prince de Joinville et du duc d'Aumale, dans divers départements, et d'abroger les lois d'exil contre les princes de la maison de Bourbon.

M. Thiers apporta toute la mauvaise volonté possible et l'humeur la plus versatile dans les négociations qui précédèrent le vote ; il chercha fort habilement à tirer parti de la situation pour obtenir de la chambre quelque chose de plus dans la constitution de la République.

Ces manœuvres furent déjouées. Les portes de la chambre s'ouvrirent sans conditions devant les princes-députés et les lois d'exil furent rapportées.

Quelques jours après le vote, les députés monarchistes de toutes nuances affluaient à Versailles, dans les salons des princes, pour affirmer qu'il n'y avait plus qu'un seul parti royaliste, celui de la monarchie héréditaire dont le Comte de Chambord, chef de la maison de France, était l'unique représentant.

A cette même époque, l'Assemblée fut saisie des pétitions des évêques de France relatives à la situation profondément douloureuse qu'avaient faite au Souverain Pontife la prise de Rome par Victor-Emmanuel et le récent établissement officiel, dans la Ville-Éternelle, de la capi-

(1) Notes de M. de Tarteron.

T. V, 6^{me} liv., Juin 1889.

talé du royaume d'Italie. Le pouvoir temporel du Pape et son indépendance absolue vis-à-vis de tous les gouvernements, sont des questions d'intérêt universel. Gardien suprême et indéfectible, dans tout l'univers, de la dignité de la conscience humaine et de la liberté des âmes, le Pape ne peut tomber en vasselage. Il importe à l'humanité toute entière dont il personnifie la grandeur morale et les droits les plus sublimes, qu'aucune puissance terrestre ne le tienne sous sa domination. Mais à qui revient l'honneur de représenter le monde civilisé dans la sauvegarde de cette noble indépendance et des droits souverains qui en sont la garantie nécessaire, sinon à la France qui, la première, a véritablement constitué la puissance temporelle du Pontife romain ? Aussi la logique qui, plus souvent qu'on ne pense, est une des lois de l'histoire, avait-elle voulu que la chute de Rome, capitale du monde catholique, et dernier lambeau du patrimoine de saint Pierre, coïncidât avec la première atteinte portée à notre unité nationale et avec la perte momentanée de notre suprématie en Europe. Fallait-il prendre prétexte de nos revers pour rester indifférents aux protestations émouvantes que Pie IX adressait au monde contre la violation de ses droits sacrés ? C'eût été renier nos traditions les plus glorieuses et abandonner un rôle qu'à défaut de mobiles plus nobles, l'intérêt seul nous commandait de ne point céder à d'autres. C'est pourquoi les évêques français avaient élevé la voix afin de réclamer l'intervention du Gouvernement dans les conseils des puissances européennes, en faveur du Pontife romain spolié.

M. de Tarteron fut chargé par la cinquième Commission dont il faisait partie, de présenter le rapport sur ces pétitions.

« Les évêques, dit-il, signalent avec une profonde douleur la situation du Souverain-Pontife..., et témoignent des vives alarmes qu'elle leur inspire, soit pour l'indé-

« pendance et même la sécurité du monarque , soit pour
« la liberté des membres de la société catholique... Pie IX
« a cessé d'être un souverain et n'est plus qu'un prison-
« nier... Le chef d'une religion universelle, indépendante
« de toute forme politique, pour laquelle tout ce qui divise
« les peuples n'existe pas, ni les frontières, ni les ins-
« titutions, ni les langues, devient, lui-même, le sujet d'un
« gouvernement qui acquiert, par là, l'intolérable privilège
« d'étendre indirectement la main sur des citoyens de
« toutes les nations du monde ! Aussi , les évêques pro-
« testent au nom de la liberté des consciences catholiques
« compromise.... ; ils protestent contre l'invasion de ce
« domaine inviolable et sacré et contre la spoliation qui
« en est la cause et l'origine , et ils demandent à l'As-
« semblée de s'associer à leurs protestations. Ils le de-
« mandent au nom des promesses qui n'ont point été te-
« nues, au nom de la foi des traités qui n'a pas été res-
« pectée, au nom du droit des nations qui est lésé , au
« nom de la liberté de l'Église qui est la liberté religieuse
« elle-même dans sa plus haute et plus féconde manifes-
« tation.

« Le gage de cette liberté pour le monde, c'est, suivant
« une parole célèbre qui, si elle était contredite ici, dans
« cette assemblée, y trouverait un éloquent défenseur, la
« réunion, à Rome, du pouvoir spirituel et du pouvoir tem-
« porel, afin que ces deux pouvoirs puissent être séparés
« ailleurs ! »

Le rapport défend ensuite les évêques et les catho-
liques de vouloir pousser de nouveau « la France dans
« des hasards et des épreuves qu'ils sont les plus ardents
« à prier Dieu de lui épargner. » Les pétitionnaires ,
observe le rapporteur, supplient « l'Assemblée d'inviter le
« gouvernement à se concerter, par les voies pacifiques,
« avec les puissances étrangères afin de rétablir le Sou-
« verain-Pontife dans les conditions nécessaires du libre

« gouvernement de l'Église. Les éminents prélats manifestent, continue M. de Tarteron, qu'à leurs yeux, il est un autre *droit que celui de la force*, et fidèles à la doctrine dont ils sont les ministres, ils mettent plus fermement leur confiance dans la puissance de la vérité et de la justice que dans celle du glaive. Non ; ce seraient des peuples bien abaissés et des temps bien obscurcis que ceux où l'on en viendrait à douter si le droit peut triompher par sa seule force intime et le respect qu'il impose, dans le secret de leur âme, à ceux-là qui le prétendent nier ! C'est du moins le devoir et c'est aussi l'honneur de ceux qui croient à sa puissance d'oser la proclamer hautement *sans illusion* et sans faiblesse. »

Le rapport concluait au renvoi des pétitions au ministre des affaires étrangères, « au nom du respect de la liberté des consciences catholiques et de la foi des traités. »

Mgr Dupanloup monta à la tribune et prononça un des plus beaux discours qui aient illustré nos débats parlementaires. « Il mit ce qu'il y a de plus éloquent au service de ce qu'il y a de plus juste. » M. Thiers était fort embarrassé par ses anciennes opinions sur le pouvoir temporel du Pape et par les ménagements qu'il voulait garder envers la gauche... « Je ne désavoue, disait-il, aucune de mes opinions passées. Ce que j'ai pensé, je le pense et je le penserai toujours. Mon devoir incontestable est d'assurer le plus possible, seul ou accompagné des puissances étrangères, la complète indépendance du Saint-Siège.... Mais je ne puis la défendre que dans la mesure d'une situation difficile que nous n'avons pas créée. — Je vous promets donc de faire de mon mieux, de faire ce qu'un gouvernement de raison doit faire.... Nous n'avons pas la prétention d'être autre chose. Issus de la nécessité nous ne pouvons nous vanter d'autre chose que d'être un gouvernement de raison... Nous réglerons notre conduite sur cette inspiration... »

Et M. Thiers demandait qu'on s'en remit à sa prudence. Trois ordres du jour furent proposés à l'Assemblée; l'un concluait, comme le rapport de M. de Tarteron, au renvoi des pétitions au ministre des affaires étrangères; l'autre se bornait à exprimer la confiance de l'Assemblée dans la prudence et le patriotisme du chef du pouvoir. M. Marcel Barthe en était l'auteur; le troisième était l'ordre du jour pur et simple. Ce dernier avait été proposé par M. Gambetta. Mais, avec beaucoup d'habileté, l'ancien délégué de Bordeaux s'empessa d'ajouter « qu'après avoir écouté le chef du pouvoir exécutif, il se ralliait à la proposition Marcel Barthe qu'acceptait le gouvernement. »

C'était donner à cet ordre du jour une signification que les catholiques ne pouvaient que repousser. M. Keller le comprit bien vite, et il déclara que M. Gambetta ayant adhéré à l'ordre du jour accepté par le gouvernement, lui et ses amis se refusaient à le voter. Un tumulte violent éclata dans l'Assemblée; M. Keller ne put continuer à se faire entendre; M. Thiers, visiblement impatienté par l'intervention de M. Gambetta, s'efforça au milieu du bruit de calmer les esprits et de ramener la droite vers l'ordre du jour de M. Marcel Barthe. Mais dominant l'orage de sa voix puissante : « Je tiens à dire, s'écria M. Gambetta, en s'adressant à la droite, « que lorsque nous nous sommes ralliés à l'ordre du jour motivé, c'était parce que vous avez passé la journée à demander le renvoi au ministre et que l'ordre du jour le repoussait. » Cette déclaration audacieuse levait l'équivoque. Mgr Dupanloup et M. de Tarteron en prirent acte; l'évêque d'Orléans demanda qu'à l'ordre du jour accepté par le gouvernement on ajouta le renvoi des pétitions au ministre des affaires étrangères. L'ordre du jour ainsi modifié fut voté par 447 voix.

Le résultat de la séance put ne pas satisfaire tous les

catholiques. Il était, en effet, insuffisant. Mais pouvait-on en obtenir un autre dans les conjonctures où se trouvait le pays ? Le malheur de notre impuissance eût-il été moindre parce que l'Assemblée l'aurait méconnu ? Hélas ! Assemblée et catholiques français, tous subissaient les conséquences à jamais déplorables des fautes que d'autres avaient faites ! Les journaux de la gauche ne manquèrent pas d'en profiter pour commenter, de la façon la plus perfide, la discussion et le vote. « Le discours de M. Thiers, disait le *Temps*, est l'oraison funèbre de la souveraineté temporelle du Pape, quelque chose comme ce cri funèbre qui remplit jadis la terre et les mers et annonça au monde que le grand Pan était mort ! »

Les haines religieuses du journal égaraient son patriotisme. Il aurait dû se rappeler que, dès 1848, Palmerston « disait qu'il ferait passer la France par le trou d'une aiguille ; » et comme commentaire de ce mot du fameux lord, grand-maitre de la franc-maçonnerie, « *le Globe*, » organe de la secte, dévoilait, en partie, dans son numéro du 12 mai 1849, la conspiration ourdie contre nous par les *ventes* : « créer un royaume germanique capable d'élever une barrière entre la France et la Russie, et, en même temps, établir, au profit de la maison de Savoie, un royaume d'Italie, destiné à isoler, d'autre part, la France et à abattre la Papauté. » Que penser des publicistes que les événements de 1870 n'avaient pu faire rentrer en eux-mêmes et qui, au lendemain du démembrement de notre unité nationale et de la perte de notre prééminence en Europe, s'applaudissaient des résultats d'une politique à laquelle nous devions de tels malheurs !

L'Assemblée nationale avait placé au premier rang de ses travaux l'élaboration de la loi organique des conseils généraux ; et elle y consacrait les séances laissées libres par les discussions politiques. Durant les dernières années de l'empire, la cause de la décentralisation admi-

nistrative que nul n'aurait essayé de plaider dix ans auparavant sans perdre absolument son temps, était à peu près gagnée auprès de tous les bons esprits. La jeune école dont *le Courrier du Dimanche* était l'organe, avait contribué, dans une large mesure, à cet excellent résultat. On répudiait, de toute part, les erreurs de la révolution sur les prétendus bienfaits d'une centralisation excessive qui absorbait toute vie provinciale, et maintenait la commune et le département dans un état d'humiliante incapacité. Déjà le gouvernement de l'Empereur obéissant à la pression de l'opinion publique, avait pris l'initiative de relâcher quelque peu les mailles du filet administratif. Mais le système des décrets dits *de décentralisation*, s'était borné à transférer du ministre au préfet la solution de certaines affaires : rien n'avait été fait pour appeler, dans la sphère de leurs intérêts, la commune et le département à la pratique d'une sage liberté. Il appartenait à la Droite de l'Assemblée d'inaugurer la voie de la vraie décentralisation en émancipant, tout d'abord, le département de l'omnipotence préfectorale. L'organisation de l'autonomie cantonale et communale aurait dû venir ensuite ; et si ces nouvelles institutions avaient eu pour base une bonne réglementation du suffrage universel et la reconstitution de la famille si cruellement atteinte par les faux dogmes et les lois révolutionnaires, l'Assemblée bien qu'impuissante à résoudre la question de la forme du gouvernement, eût cependant assis, d'une façon définitive, l'œuvre de la pacification et du salut du pays. Comme il est à regretter que fatalement détournée d'un tel objet par ses préoccupations politiques et par ses luttes avec M. Thiers, elle ait épuisé toute sa sève dans des agitations hélas ! stériles, ou dans des travaux de surface qui laissaient le sous-sol mouvant et plein de dangers !

Ernest de Tarteron, l'un des doyens des Assemblées départementales, était naturellement appelé à participer

largement aux travaux de préparation de la nouvelle loi sur les Conseils généraux. Il fut souvent entendu par la commission. Il se montra l'ardent défenseur de l'institution de la commission départementale qui, dans l'intervalle des sessions du Conseil, devait gérer les intérêts jadis confiés aux préfets, et exercer, au point de vue des affaires, une surveillance constante sur l'administration.

Craignant que l'exclusivisme des partis n'exerçât sa détestable influence jusque dans les Assemblées départementales, il déposa un amendement qui appelait tout conseiller général à faire partie, pendant la durée de son mandat, de la Commission permanente. Sa proposition ne fut pas adoptée : du reste, les dispositions les plus libérales de la loi et notamment la création de la Commission départementale trouvèrent à Gauche leurs plus implacables adversaires. Fidèle, dès qu'elle espérait tirer parti du pouvoir, à ses traditions Jacobines, la Gauche avait peine à consentir à tout ce qui lui paraissait un amoindrissement de l'autorité du préfet. Elle oubliait que d'après Eugène Pelletan, « la *décentralisation* » doit être la consigne de la véritable démocratie, si elle « ne veut pas voir disparaître toute initiative individuelle et disparaître, elle-même, dans le panthéisme de « plus en plus dévorant de l'État. »

Quant à M. Thiers, son attitude fut des plus équivoques ; il penchait visiblement vers les tendances centralisatrices de la Gauche ; d'autre part, il craignait de se brouiller avec la Droite sur une question de liberté. Dans l'intervalle qui sépara les deux dernières lectures de la loi, il fit tous ses efforts auprès de MM. de Tarteron, Ernoul et de Ventavon pour les amener à obtenir de leurs collègues de la majorité l'ajournement du vote de l'article 2 qui créait la commission départementale. Il insista, tout au moins, pour que la présidence de cette commission appartint au préfet. Toutes ces tentatives restèrent vaines ; et, à la troi-

sième lecture, la loi était intégralement adoptée. C'était une véritable victoire pour la Droite. Durant les discussions, elle avait montré un exemple remarquable de constance et d'union.

A la fin du mois de juillet 1871, M. de Tarteron se rendit à Bruges pour saluer M. le Comte de Chambord. Le prince le traita avec la plus grande bonté. Il daigna, dans ses entretiens, lui confirmer ses intentions si libérales et si généreuses sur le gouvernement du pays. « Le Roi n'entendait pas s'isoler de l'esprit moderne ; il était prêt à se rendre aux légitimes désirs de la France contemporaine ; il voulait conserver le suffrage universel et l'allier à la monarchie. Répudiant hautement un pouvoir sans limites, il acceptait pour ses actes le contrôle des représentants de la nation. » Ce programme réalisait les vœux les plus chers de M. de Tarteron : aussi sa foi royaliste en reçut-elle une sorte de surcroît de vigueur et de zèle.

Cependant, M. Thiers ne perdait pas de vue son plan : régulariser et constituer peu à peu, à son profit personnel, le régime républicain : à Bordeaux, il avait reçu un titre qui, tout en portant l'étiquette républicaine, manquait trop, selon lui, de signification et n'engageait pas assez la forme du gouvernement. Au commencement du mois d'août 1871, le *National* et le *Siècle* lancèrent dans le public un projet d'organisation des pouvoirs du chef de l'État qui conférait à celui-ci le titre de *président de la République*, fixait à trois ans la durée de sa charge, lui donnait le droit de choisir un vice-président pour le suppléer, le déclarait irresponsable, les ministres par lui nommés restant seuls responsables de leurs actes devant le pays. Ce projet avait été élaboré dans une réunion parlementaire de formation récente qui tenait ses séances, rue de la Paroisse, et dont les principaux organisateurs étaient MM. Féray et Rampon. Il devait être déposé, sous peu de jours, sur le bureau de la Chambre. C'était pour ainsi parler l'entrée

de jeu du nouveau groupe. En effet, le 12 août, M. Rivet soumettait à l'Assemblée la fameuse proposition qui a gardé son nom et qui reproduisait, à peu de chose près, le projet publié quelques jours auparavant. La *Constitution Rivet*, telle qu'elle fût modifiée par la commission, tout en réservant le pouvoir constituant de l'Assemblée, conférait à M. Thiers, dans l'article 1^{er}, le titre qui lui était si cher, de *Président de la République*. Cet article fut voté par le plus grand nombre des royalistes de la Droite. Il leur semblait que le titre de *Président* ne changeait rien au fond des choses et ils ne crurent pas devoir marchander au chef du pouvoir exécutif « ce galon » puisqu'il y tenait tant. Ils oubliaient que M. Thiers n'était pas homme à ne rechercher « qu'une vaine parure. » La clairvoyance politique d'Ernest de Tarteron ne l'abandonna pas dans cette circonstance : il fut au nombre des soixante-huit qui refusèrent au chef du pouvoir son nouveau titre. « Les appréhensions qu'il avait manifestées à Bordeaux, disait-il, lorsqu'il s'était agi d'insérer le mot de *république* dans la formule d'institution du nouveau gouvernement se trouvaient pleinement justifiées : voilà qu'on glissait peu à peu vers la constitution définitive du régime... Que lui manquerait-il, désormais, pour exister réellement aux yeux de la masse avec toute ses fatales conséquences ? » Et, en effet, un an après, dans un des nombreux discours de sa campagne en Dauphiné et en Savoie, M. Gambetta, faisant allusion à la loi Rivet, devait s'écrier aux applaudissements de son auditoire : « Nous touchons « au but nous avons *la loi, le titre...* nous aurons bientôt *la chose !* » Du reste, pendant les vacances d'été qui suivirent le vote de la loi, M. Thiers, fort de la concession qui lui avait été faite accentua de plus en plus son attitude ; « vous avez raison de croire, répondait-il à une adresse « du Conseil général de la Savoie, que je m'attacherai « sincèrement à remettre au pays *le dépôt d'une répu-*

« *blique régulière...* dépôt qui m'a été confié... » D'autre part, sous l'influence d'une action gouvernementale en parfaite harmonie avec ces déclarations et du désordre qu'elle jetait dans les esprits, les élections partielles qui se succédaient, faisaient arriver à la Chambre les pires ennemis de l'œuvre de restauration nationale que le pays avait voulus si clairement aux élections de février 1871.

Il était temps pour la Droite d'aviser ; M. de Tarteron fut un de ceux qui la pressèrent le plus vivement (1), à la reprise de la session, de tenter, tout de suite, une concentration de toutes les forces monarchiques de l'Assemblée sur le terrain d'une politique ferme et arrêtée où l'on put conjurer le danger de la Constitution de la République, et se tenir prêt en cas de crise provoquée par l'humeur de M. Thiers et de vacance du pouvoir. Ses amis et lui firent des efforts considérables pour arriver à ce résultat ; leur action ne fut pas stérile. Une déclaration émanée de leur groupe fut soumise à l'approbation des autres membres de la droite ; on la communiqua ensuite à la réunion du centre Droit qui se hâta d'y répondre en y adhérant.

Ces divers documents qui appartiennent à l'histoire portent la date de février 1872 : ils n'ont été rendus publics qu'à la fin de 1873. Ils indiquaient les dispositions de la majorité monarchique de l'Assemblée. Les groupes qui la composaient ne songeaient pas à renverser le gouvernement qu'ils avaient concouru à établir. Mais en face des interprétations de plus en plus fantaisistes que M. Thiers donnait au pacte de Bordeaux, et de l'orientation de l'action du gouvernement vers l'établissement de la république, ils avaient voulu affirmer leurs sentiments et s'assurer, en les échangeant entre eux, qu'à l'heure des solutions définitives, il n'y aurait plus, dans l'Assemblée, qu'un seul parti monarchique, le parti de la monarchie héréditaire traditionnelle et représentative.

(1) Notes de M. de Tarteron.

Quant à M. Thiers, il ne gouvernait plus que par la gauche. Ses plus vieux amis s'en alarmaient. L'un d'eux, M. d'Haussonville se fit l'écho de leurs inquiétudes dans une lettre publiée par *le Journal des Débats*. « Le règne « de M. Thiers s'achève, disait-on de toute part, celui de « M Gambetta commence. » Aussi l'émotion était-elle à son comble parmi les députés de la majorité. Un d'eux homme fort modéré, particulièrement connu de M. Thiers et lié avec M. de Tarteron, fut exhorté par ce dernier à représenter, dans l'intimité, au Président, combien ses alliances avec la Gauche pouvaient lui être funestes. « Savez-vous mon ami ce qu'est la politique ? répondit « M. Thiers avec un malicieux sourire, c'est de la médecine : en médecine il faut savoir, pour guérir, se servir de tout, même du poison... voilà pourquoi je me « sers de la Gauche. — Oui repartit l'interlocuteur, mais « le remède peut tuer le malade.... » Après de nombreux pourparlers, il fut décidé, dans les groupes de Droite que des délégués des diverses réunions iraient faire une démarche auprès de M. Thiers pour lui rappeler ce que M. Baragnon avait exprimé quelques jours auparavant, du haut de la tribune, avec la plus saisissante éloquence : « Non, s'était écrié le député du Gard en s'adressant à la « Gauche, le Gouvernement ne doit pas être avec vous et « en voici la raison : C'est parce qu'il a accepté la mission de rassurer et de défendre le parti conservateur « en France, et il ne peut désertier cette tâche la plus « utile, la plus glorieuse que les événements aient pu « lui imposer, sans manquer à sa parole, sans se manquer à lui-même.... C'est sur le pacte de Bordeaux que « vit le Gouvernement, c'est grâce au pacte de Bordeaux « qu'il est encore, jusqu'à un certain point, (et pourvu « qu'il en demeure digne) l'espérance du pays... Ce « pacte, le Gouvernement ne saurait le violer, il ne « saurait marcher avec ceux qui le méconnaissent. »

M. Thiers reçut les délégués ; mais ceux-ci n'obtinent rien de lui. Pendant l'entretien, il affecta une aimable insouciance : il se livra à mille récits, se lança dans l'anecdote, trouva le moyen de raconter des détails inédits sur l'incendie de Moscou ! enfin revenant à la politique et faisant allusion à la ligne de conduite de ses amis du centre gauche, « allons Messieurs, dit-il, devenez donc républicains, et je marcherai immédiatement avec vous. » Peu d'instant après, le Président entra rayonnant dans l'Assemblée et y était salué par une salve d'applaudissements partie des bancs où siégeaient M. Gambetta et ses amis. « Nos optimistes garderont-ils encore leurs illusions, dit « M. de Tarteron dans ses notes : notre devoir est tout « tracé : pour moi la succession de M. Thiers est ouverte. » M. de Larcy quitta immédiatement le ministère ; il ne pouvait plus concourir à une action gouvernementale qui déviait si ouvertement de la voie tracée par le pacte de Bordeaux. *La République Française* triomphait et citant les derniers mots de M. Thiers aux délégués : « les conservateurs y verront un mot d'ordre, écrivait-elle ; ils « iront dans ce grand et patriotique parti du centre gauche faire leur apprentissage républicain. Nous sommes « bien sûrs que l'expérience et la réflexion les mèneront « vite plus loin. C'est un mouvement irrésistible. » La suite devait prouver que le centre gauche serait, en effet, irrésistiblement entraîné bien au delà des limites de la République de M. Thiers ; il était d'ores et déjà condamné à aider et à suivre jusqu'au bout la triste évolution qui nous a conduits, par degré, à la situation indéfinissable de l'heure actuelle où toutes choses sont dans cette effroyable confusion qui précède les grandes catastrophes !

La session se continua dans la fièvre : M. Thiers ne ménagea pas ses provocations à la majorité : il alla jusqu'à voter, un jour, avec la Gauche (1) contre le garde des

(1) Note de M. de Tarteron.

sceaux, M. Dufaure, dans la fixation d'urgence du projet de loi sur le jury destiné à remplacer le décret de la défense nationale qui avait appelé tout français, sachant lire et écrire, aux fonctions de juré.

Néanmoins, à la veille des vacances, il fit entendre devant la commission chargée de présenter le projet de prorogation, des déclarations rassurantes, et l'Assemblée et lui se quittèrent en assez bons termes.

Mais les vacances devaient être fatales à ce raccommodement.

De détestables nominations préfectorales, les voyages bruyants de M. Gambetta en Dauphiné et en Savoie, ses véhémentes harangues où l'éloge de M. Thiers était mêlé aux théories les plus radicales et aux attaques les plus vives contre l'Assemblée, les manifestations dissolutionnistes qui s'organisaient, de toutes parts, sous l'action de l'ex-dictateur, les troubles qui avaient agité certaines villes et la réapparition sur plusieurs points du drapeau rouge exaspérèrent l'opinion conservatrice. C'est en vain que dans la séance du 15 octobre de la commission de permanence, la Droite manifesta toute son indignation et appela sur un tel état de choses la vigilance du Gouvernement. Tout en blâmant le discours de M. Gambetta à Grenoble, M. Thiers tint un langage où des trésors de complaisance pour la Gauche et le parti radical et des professions de foi républicaine, le disputèrent aux éclats de ses protestations contre les doctrines « du fou furieux. »

Aussi, le lendemain, la *République française* écrivait-elle : « Une seule chose restera de la séance d'hier : l'affirmation produite par le Président que la *République* est le seul gouvernement possible..., le régime nécessaire et inévitable. M. Thiers considère comme une partie — la plus importante — de sa tâche laborieuse d'en convaincre les conservateurs.... Voilà la *République*

« présentée, désormais, au pays comme son avenir nécessaire !... Nous n'avons rien à demander de plus *pour le moment...*, LE RESTE VIENDRA A SON HEURE... » Et le *Siècle*, précisant davantage, et croyant tenir « LE RESTE, » disait : « Un grand pas a été fait ; on s'aperçoit que la république modérée et la république radicale ont, en somme, un même programme. »

On était de plus en plus loin du pacte de Bordeaux, et le centre Droit qui se vantait, après les déclarations du Président, au moment de la prorogation, « d'avoir reconquis son chef naturel, » (1) pouvait pleurer encore une fois ses illusions perdues !

Tout faisait donc prévoir qu'à la rentrée de l'Assemblée, les hostilités s'ouvriraient, plus vives que jamais, entre le Président et la majorité. Le message commença le feu. Il rappelait d'abord que, pendant les trois derniers mois, le calme et l'ordre n'avaient cessé de régner, méconnaissant ainsi les faits douloureux qui avaient causé de justes alarmes aux honnêtes gens. Il posait ensuite l'existence de la *République* à l'état de fait légal désormais indiscutable : « Ne perdons pas le temps à la proclamer, disait M. Thiers ; mais employons-le à lui imprimer les caractères désirables et nécessaires, » et il terminait en invitant l'Assemblée à faire de la république « un gouvernement régulier, » c'est-à-dire à la munir des institutions constitutionnelles destinées à assurer définitivement son plein et entier fonctionnement.

La lecture du message fut vivement applaudie par les radicaux. Les membres du centre Droit étaient attristés, froissés, découragés. La Droite acceptait la guerre que le Président venait de lui déclarer si allégrement ; elle était prête à la mener à bonne fin. M. de Kerdrel demanda immédiatement la nomination d'une Commission chargée d'examiner le message et d'y répondre. Le rapport de cette

(1) Lettre de M. Saint-Marc Girardin.

Commission rédigé par M. Batbie, était déposé et lu quelques jours après. Il signalait avec une rare énergie « les périls que le radicalisme, encouragé par les faiblesses et les complaisances du Gouvernement, faisait courir au pays. Pour arrêter son invasion et son triomphe légal, il était indispensable de lui opposer *un gouvernement de combat*... Dans notre pays, plus que dans tout autre, le *gouvernement* est le grand ressort du parti de l'ordre, et son abstention dans cette lutte serait de nature à égarer l'esprit public... Mais il faut tout d'abord établir et assurer l'accord entre le pouvoir exécutif et l'Assemblée. On ne peut l'obtenir qu'en renfermant M. Thiers dans son rôle de chef d'État, sans intervention possible dans les débats de la Chambre, et en organisant la responsabilité ministérielle; » et, sous le bénéfice de ces considérations, le rapport concluait à la nomination d'une Commission de 15 membres chargée de présenter un projet de loi sur la responsabilité ministérielle.

Les graves dangers de l'intervention du chef du pouvoir dans les discussions et la nécessité de régler ses rapports avec l'Assemblée avaient été l'objet, dans la session précédente, de la proposition Dahirel. M. de Tarteron, nommé rapporteur par la Commission d'initiative, avait conclu à la prise en considération. Son rapport avait été fort remarqué et il était encore présent à tous les esprits. De l'avis de tous, il était impossible de traiter ce sujet délicat avec plus de finesse, de courtoisie et de véritable habileté oratoire. L'honorable député avait dépeint, d'une façon saisissante, la situation anormale au point de vue parlementaire de cette assemblée souveraine, emmaillotée par le chef du pouvoir qu'elle avait elle-même choisi, et incapable de briser les liens dorés dont son art de séduction et les charmes de son langage l'avaient, de toute part, enlacée, sans courir le risque de provoquer une révolution ! Le rapport de M. de Tarteron avait vivement piqué M. Thiers. « Allons, allons, mon

« cher collègue, lui avait-il dit, dans les couloirs, plus de
« confiance et moins de compliments ! — La confiance,
« répartit M. de Tarteron, que ne la commandez-vous à
« l'égal de l'admiration ! »

Restreindre M. Thiers à son rôle de chef d'État, lui fermer les portes de l'Assemblée et mettre celle-ci en face d'un cabinet responsable, c'était renverser toute l'économie du système imaginé par le chef du pouvoir pour arriver à ses fins. La majorité aurait repris toute son indépendance ; elle serait redevenue maîtresse de préparer et de résoudre les questions constitutionnelles, conformément au programme sur lequel la droite et le centre droit s'étaient mis d'accord, au mois de février. Aussi, la colère de la gauche était-elle à son comble. D'ailleurs, le rapport de M. Batbie l'avait cruellement flagellée. « Le radicalisme, avait-il dit, *c'est la ligue de la destruction...* Le but de ces hommes est de renverser ce qui est, sans indiquer ce qu'ils édifieront à la place... » Telle est, en effet, la pauvreté de leurs conceptions qu'ils craindraient de perdre leur influence, si au lieu de ce qu'ils promettent, on savait ce qu'ils sont capables de tenir... Ils attaquent ce que nous défendons, détruisent ce que nous voulons conserver, insultent ce que nous respectons ; leurs espérances sont pour nous des sujets de crainte.... »

Ce tableau parut exagéré à certains honnêtes gens, et le *gouvernement de combat* effraya leur modération. Quinze ans plus tard, un de ceux qui, sans doute, s'étaient le plus élevés contre le rapport de M. Batbie, M. Challemel-Lacour, devait signaler, du haut de la tribune du Sénat, et dans des termes d'une rare éloquence, les mêmes périls et demander que le pays fût protégé contre eux par un *gouvernement* digne de ce nom. Il devait, lui aussi, dénoncer « ces programmes, où tout n'est que rêverie et menace de désorganisation, ces promesses prodiguées sans prudence, accueillies sans réflexion dans les esprits

« abusés, » et stigmatiser cette politique d'agitation stérile et de ruine !

Les choses restent toujours ce qu'elles sont ; seuls, les hommes changent. Quel malheur pour un pays, que les esprits élevés ne puissent se rencontrer à la même heure, et au même point, dans la claire et limpide vision des maux qui désolent le présent et des dangers qui menacent l'avenir !

Il était évident que M. Thiers allait déployer toutes ses ressources pour parer le coup qui lui était porté ; il comptait, au dernier moment, sur les indécisions et les scrupules du centre droit ; il comptait aussi sur le vieux levain révolutionnaire de 1830 dont il croyait que bon nombre de membres de la majorité conservatrice ne s'étaient pas encore débarrassés. Entre un prompt et franc retour à la monarchie héréditaire ou le piétinement sur place sous un *principat* bourgeois qu'on leur représentait comme la meilleure des républiques, pourraient-ils hésiter ? Le chef du pouvoir se trompait-il ? Les événements devaient répondre : au moment du vote, 370 voix contre 334, c'est-à-dire 13 voix de majorité absolue, repoussaient les conclusions de la Commission et adoptaient le contre-projet du gouvernement, d'après lequel une Commission de 30 membres devait être nommée dans les bureaux, à l'effet de proposer un projet de loi réglant les attributions des pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle. M. Thiers restait au pouvoir : la gauche, un moment menacée d'une déroute complète, gardait toutes ses positions. Aussi accueillait-elle le vote par des applaudissements répétés, et le *Siècle* écrivait, le lendemain : « La journée « d'hier sera désormais la date mémorable de la proclamation de la troisième république ! »

La commission des trente employa trois longs mois à l'élaboration de son œuvre. Vers la fin de février 1873, M. de Broglie, auquel le rapport avait été confié le lut à

l'Assemblée, et, après une discussion de quinze jours, la Chambre, dans la séance du 13 mars, adoptait par 411 voix contre 237, le projet proposé par la Commission d'accord avec le gouvernement et qu'avaient modifié certains amendements. La nouvelle Constitution « réservait dans son « intégrité, » comme l'avait déjà fait la loi Rivet, le pouvoir constituant de l'Assemblée. Elle organisait, pour l'apparition du Président à la tribune, ce que M. Thiers appelait « un cérémonial chinois, » donnait au chef de l'État un droit de veto suspensif inapplicable aux lois constitutionnelles et réglait ensuite la responsabilité ministérielle et la procédure des interpellations. Enfin, dans un de ses derniers articles, la loi décidait que l'Assemblée ne se séparerait pas avant d'avoir statué « sur l'organisation et la trans-
« mission des pouvoirs, la création et les attributions
« d'une seconde Chambre et la loi électorale. » C'était promettre de faire une Constitution à l'usage de M. Thiers. Aussi ces dernières dispositions déterminèrent-elles, sur l'ensemble du projet, le vote négatif des membres de la droite et notamment de MM. E. de Tarteron, F. Boyer, Baragnon et de Larcy. Les royalistes refusaient d'admettre que l'Assemblée parut prendre le moindre engagement donnant à penser qu'elle pourrait constituer, quand le moment serait venu, une autre forme de gouvernement que la monarchie traditionnelle. L'adoption de la nouvelle loi fut donc, en majeure partie, l'œuvre des autres fractions conservatrices de l'Assemblée. Les membres qui les composaient avaient craint en refusant leur appui au Gouvernement de provoquer une crise qu'ils jugeaient pouvoir être fatale aux négociations, alors en cours, pour l'évacuation du territoire par les Allemands. Ils espéraient, d'ailleurs, en retour de leur vote, obtenir de M. Thiers des garanties sérieuses, pour la cause de l'ordre. La plupart d'entre eux regrettaient, cependant, de s'être momentanément séparés de leurs amis de la Droite

et ne professaient, d'ailleurs, qu'une médiocre estime pour la nouvelle Constitution : « Votre Constitution ! » disait le général Changarnier à un des membres les « plus influents de la commission des trente, je l'ai votée ; « mais j'attends pour l'admirer qu'Offenbach l'ait mise « en musique ! »

Aussi le résultat du vote du 13 mars ne découragea-t-il pas M. de Tarteron dans ses efforts constants pour effacer dans la majorité toutes traces de division et préparer le rétablissement de la monarchie. Bien que faisant partie de la réunion des réservoirs, il était reçu, nous l'avons dit, dans le groupe des chevaux-légers ou de l'Extrême-voite. C'était entré ce groupe et le centre-droit, qu'existaient, depuis les derniers événements, des méfiances qui rendaient les rapports difficiles, créaient des malentendus et pouvaient, le cas échéant, puissamment aider au travail de désorganisation que M. Thiers et ses amis du centre Gauche ne cessaient de tenter sur le centre droit au profit de leur vain idéal de république conservatrice. « Un dévouement enthousiaste au comte de Chambord, dit M. de Tarteron, avait donné aux sentiments « royalistes de notre groupe de l'Extrême-Droite une « grande susceptibilité ; et l'ardente affirmation de notre « foi monarchique paraissait avoir quelque chose d'in- « traitable et d'absolu qui pouvait dénaturer, en appa- « rence, pour des esprits ombrageux et prévenus, le vrai « type de la monarchie nationale (1). » D'autre part, tout en ayant répudié la royauté contractuelle, quelques membres du centre Droit gardaient, au fond du cœur, une vague prédilection pour les formes de ce régime, formes qui impliquent la subordination du droit royal et de la monarchie elle-même au pouvoir parlementaire. La chimère poursuivie par M. Thiers ne laissait pas, d'ailleurs, que d'exercer, à certaines heures, sur ces natures hantées

(1) Notes de M. de Tarteron.

encore par de vieilles préventions libérales, une dangereuse séduction. Il fallait tenir le parti monarchique loin de tout alliage révolutionnaire, mais le pénétrer assez de l'esprit nouveau pour assurer, aux yeux de tous, l'alliance et la concorde entre la tradition et la société moderne. Ernest de Tarteron ne ménagea pas sa peine pour arriver à ce résultat et dissiper les injustes préjugés qui existaient contre ses amis de l'Extrême-Droite. Il s'employa auprès de ceux-ci afin d'obtenir qu'ils lui vinssent en aide dans son œuvre de paix et d'union, en ne laissant aucun doute, le cas échéant, sur leur manière de comprendre la monarchie de l'ère contemporaine. L'honorable M. de la Rochette voulut bien lui exposer ses idées, à cet égard, dans une longue lettre dont M. de Tarteron était autorisé à faire usage, au besoin. D'un autre côté, un des membres les plus considérables du centre droit, M. Callet, lui communiqua un projet de résolution tendant à la restauration de la royauté héréditaire sur les bases que ses amis et lui devaient accepter. La lecture de ces deux documents le remplit de joie et d'espoir. Sans avoir échangé leurs vues, MM. de la Rochette et Callet étaient d'accord pour vouloir la monarchie incontestable dans son principe et dans son droit, mais assurant au pays, à l'aide d'institutions représentatives, la légitime intervention qui lui appartient dans la gestion des affaires publiques, et toutes les *libertés nécessaires*.

Que de fois, après le triste échec des projets de restauration de 1873, M. de Tarteron s'est demandé, devant nous, les larmes aux yeux et le cœur inondé d'une indicible tristesse, comment l'union de toutes ces bonnes volontés avait pu, tout à coup, avorter, à l'heure où elle devait produire ses fruits !

Vers la fin de la session d'hiver de 1873, l'accord des droites se manifesta, d'une façon particulièrement significative, à l'occasion du remplacement, comme président de

l'Assemblée, de M. Jules Grévy, qui avait donné sa démission au cours de la discussion de la loi sur la municipalité lyonnaise. Malgré tous les efforts du chef du pouvoir et du centre Gauche, M. Buffet, surnommé par M. Thiers, à cause de son énergique austérité, « l'homme du refus », fut appelé au fauteuil de la présidence par 304 voix contre 285. Cette élection était un véritable événement. Les journaux monarchiques la saluèrent comme « *un heureux présage.* » « L'Assemblée est rendue à elle-même », écrit « *l'Union...*; maintenant, nous espérons... » M. Thiers ne cachait pas son désappointement et ses préoccupations pour l'avenir; « *ces gens-là*, disait-il à un de ses amis, sont « capables d'arriver à un résultat ! »

Cependant, la gauche continuait de plus fort sa campagne *dissolutionniste*. Le 15 mars, avait été signé, à Berlin, le traité relatif à l'évacuation du sol français par les troupes allemandes. Quelques jours après, M. Marcel Barthe déposait une proposition, aux termes de laquelle la dissolution de l'Assemblée et les élections pour une nouvelle représentation nationale, devaient avoir lieu deux mois après la cessation de l'occupation étrangère. Il devenait évident que le moment approchait où l'Assemblée, acculée par les circonstances, devrait épuiser enfin le pouvoir constituant qu'elle s'était si soigneusement réservé dans toutes les lois d'organisation des pouvoirs publics, et résoudre, d'une façon définitive, la question de la forme du gouvernement. Or, il faut reconnaître que la politique de M. Thiers n'était pas sans avoir amené, dans le pays, à la forme républicaine, des adhésions sur lesquelles, par elle-même, elle n'aurait pu compter. « Beaucoup d'honnêtes gens, dit M. de Tarteron (1), rassurés par le chef de « l'État, se sont résignés à loger chez la république, sans « trop regarder à la compagnie; et voyant qu'au lendemain « de la première nuit, ils ont encore leur porte-monnaie

(1) Notes de M. de Tarteron.

« dans la poche, ils se disent naïvement que la compagnie n'est pas si mauvaise !... et que l'hôtellerie vaut peut-être mieux que sa réputation..... » Ce n'était pas que toute inquiétude fut bannie du fond des âmes. Nul n'était sûr, parmi ces nouveaux convertis, que la tente sous laquelle ils avaient pris asile, faute d'un meilleur abri, ne fut pas dressée sur les sables mouvants du radicalisme ; et plus d'un regard inquiet cherchait, aux limites de l'horizon, les signes avant-coureurs du *simoun* qui devait emporter le campement. Mais tant qu'on n'apercevait les nuages que dans le lointain, sans qu'au dessus des têtes l'azur du ciel en fut obscurci, on s'abandonnait à une sécurité insouciance.

Les élections du 27 avril et du 11 mai furent le coup de vent imprévu qui amena, tout-à-coup, les nuées sinistres et vint troubler ce calme trompeur. M. Thiers, voulant affirmer sa politique par un coup d'éclat et lui donner la sanction de l'opinion publique, à Paris, avait désigné, comme candidat à une élection complémentaire du département de la Seine, son ministre des affaires étrangères, M. Charles de Rémusat. Esprit des plus affinés et des plus délicats, mais volonté nonchalante, incapable de conviction et d'action, sceptique souriant et moqueur, causeur merveilleux, « cet amateur blasé, » comme l'appelait M. Guizot, était bien le candidat idéal d'une république athénienne ! Il venait, d'ailleurs, de mettre son nom au bas du traité de la libération du territoire, et son élection pouvait être présentée comme une éclatante manifestation du plus pur patriotisme. Et, cependant, quelle illusion de croire que l'on pourrait rallier autour de ce fin lettré, qui avait été salué, dans son temps, du titre de « prince de la jeunesse libérale, » les gros et lourds bataillons des électeurs radicaux, alors aux ordres de M. Gambetta ! Ceux-ci trouvèrent très vite leur représentant dans l'intransigeant-citoyen Barodet, qui venait d'être frappé, comme maire de Lyon, par la loi

récemment votée, en dépit de la Gauche, sur l'organisation de la municipalité lyonnaise. Ancien instituteur dans Saône-et-Loire, destitué, disait-on, pour insultes à un maire et à un curé, M. Barodet s'était emparé, au 4 septembre, de l'Hôtel-de-Ville de Lyon. Les clubs l'avaient entendu faire les propositions les plus risquées, se déclarer « le partisan du drapeau rouge » et appeler le traité de Versailles « un traité honteux, imposé par la coalition monarchique. » Nommé maire de Lyon, en remplacement de M. Ilénou, il s'était signalé par des procédés administratifs rappelant, en partie, ceux de la Commune de Paris. L'anarchie était en permanence dans la cité lyonnaise, et il avait fallu aviser par une loi spéciale à la situation tout-à-fait révolutionnaire de la seconde ville de France. Tel fut le candidat « du parti démocratique. » En vain, M. Thiers mit-il au service de la candidature de son ministre toutes les ressources gouvernementales ; en vain, les républicains du centre gauche et de la gauche, depuis MM. C. Périer, Duclerc, jusqu'à MM. Marc Dufraisse, Tirard, Langlois, etc., déployèrent-ils, tous, le zèle le plus louable au profit de M. de Rémusat, qu'ils représentaient comme le candidat « de la « consolidation de la république et de l'intégrité du suffrage universel. » « Voter, à Paris, pour M. de Rémusat, « et dans les départements, pour des candidats de même « nuance », répondait la *République française*, « serait affirmer l'accord des républicains avec la politique du gouvernement, et c'est juste ce à quoi la *France démocratique* se refuse absolument. » M. Thiers essaya d'une diversion en convoquant hâtivement les collèges électoraux du Rhône et de la Haute-Vienne où, depuis quelques jours à peine, des sièges de députés étaient vacants. Il espérait que M. Barodet se rejetterait sur Lyon et laisserait, à Paris, la place libre à M. de Rémusat. Cette manœuvre fut déjouée. M. Barodet resta ferme sur ses positions dans la capitale. Le 27 avril, il était élu par 180,000 voix,

et le 11 mai suivant, le département du Rhône élisait M. Ranc , ancien membre de la Commune de Paris.

La politique de M. Thiers avait produit ses fruits ; la république conservatrice était décidément condamnée, et il fallait ou gouverner à droite, ou confier la conduite du navire à M. Gambetta. M. Thiers se décida à orienter de plus en plus ses voiles vers la gauche, tout en conservant le timon.

Le 18 mai, il modifiait son ministère, en donnant le portefeuille de l'intérieur à M. Casimir Périer, et celui de l'instruction publique, à M. Béranger, tous deux bien connus pour leurs opinions nettement républicaines ; et, le lendemain, M. le garde des sceaux, Dufaure, déposait sur le bureau de l'Assemblée les projets constitutionnels ayant pour but l'établissement et l'organisation du gouvernement républicain. Ces projets étaient appelés par la *République française* qui ne gardait plus aucun ménagement vis-à-vis du chef de l'État, « la charte bouffonne, » et le journal ajoutait : « qu'il n'avait pas le courage d'examiner ces inventions qui lui inspiraient une profonde pitié... Ces projets constitutionnels sont, disait-il, encore plus ridicules que dangereux. »

Quant à la Broite, elle répondait à M. Thiers en demandant à interpeller le gouvernement sur sa politique générale et sur les récents changements ministériels et dans la nuit du 24 mai, M. Thiers, mis en minorité, donnait sa démission et était immédiatement remplacé par le maréchal de Mac-Mahon.

VI

Il y a des fatalités d'origine pour les gouvernements comme pour les individus. Procédant d'une réaction contre-révolutionnaire, le gouvernement du 24 mai ne

pouvait avoir d'autre raison d'être que de préparer et d'assurer le retour du Roi de la tradition nationale. C'est en vain qu'il aurait cherché à user de maquillage et de travestissement pour se donner comme la continuation pure et simple du régime précédent ayant seulement changé à la suite d'un incident parlementaire, son personnel gouvernemental et quelques articles de son programme de politique intérieure. Pendant deux ans, M. Thiers avait essayé d'asseoir et d'organiser la République. Au 24 mai, on avait rejeté son œuvre ; on n'avait plus voulu de « Washington » parce qu'une fois de plus, les événements prouvaient qu'en France « Washington ne peut conduire qu'à Robespierre ou à Barras. » Quelle inconséquence, par suite, si les hommes du 24 mai avaient rêvé pour eux-mêmes le rôle qu'ils venaient de refuser à M. Thiers ! Leur devoir était tout tracé : s'efforcer de laisser à l'Assemblée souveraine une liberté entière pour faire la monarchie.

Telle était l'attente générale dans le pays : telle était l'opinion de la presse étrangère. « Lorsque l'Assemblée se réunira, écrivait le *Standard* (1), au cours des vacances parlementaires de l'été de 1873, la monarchie sera votée en principe : et alors ou Henri V sera ajouté à la nomenclature des souverains de l'Europe ou le maréchal de Mac-Mahon sera invité à tenir la place d'un régent pour quelque roi à venir. Cette dernière alternative serait un scandale et un grand danger et nous espérons de tout cœur qu'on pourra l'éviter. » L'union des Droites se cimentait, de plus en plus, en juin et en juillet, autour du programme de février 1872, pendant que le gouvernement assurait la tranquillité publique et réorganisait les grands services de l'État que les faiblesses de M. Thiers et de ses ministres avaient laissés encore encombrés des créatures du 4 septembre.

(1) Organe tory.

Le 5 août suivant, M. le Comte de Paris allait à Frosdorff saluer M. le Comte de Chambord « comme le seul représentant du principe monarchique en France. » L'aurore de la restauration royale se levait pure et radieuse, et la France vivifiée et rajeunie dans cette clarté bienfaisante qui commençait à illuminer son ciel, se tournait vers elle avec une confiance et une joie qui, depuis plus de cinquante ans, lui étaient inconnues ! Le 19 septembre, M. le Comte de Chambord avait adressé à M. de Rodez-Bénavent une lettre admirable où il chassait les « fantômes » récemment évoqués par la mauvaise foi révolutionnaire contre le retour de la monarchie : c'était comme la préface de la prochaine restauration. « En être réduit en 1873, écrivait le noble prince, « à évoquer le fantôme de la dime, « des droits féodaux, de l'intolérance religieuse, de la « persécution contre nos frères séparés, que vous dirais je « encore ?..., de la guerre follement entreprise dans des « conditions impossibles, du gouvernement des prêtres « et de la prédominance des classes privilégiées !... Vous « avouerez qu'on ne peut répondre sérieusement à des choses si peu sérieuses.... Appliquez-vous à faire appel à « tous les honnêtes gens sur le terrain de la reconstitution « sociale. Je ne suis pas un parti ; je ne veux pas revenir « pour régner par un parti ; j'ai besoin du concours de « tous, et tous ont besoin de moi. »

L'impression produite par cette lettre fut vive et profonde... Le *Journal des Débats* la déclarait très noble et très digne ; « digne de la main loyale qui l'a écrite et du « nom auguste qui l'a signée. » Quant aux feuilles de Gauche, jamais manifeste royal n'avait soulevé chez elles plus de fureur. La *République française* traitait le Comte de Chambord de « prétendant plein de ruse à qui le men- « songe ne coûte rien. » Le *XIX^e Siècle* trouvait la lettre « pleine de réticences habiles et d'équivoques savamment calculées... ; l'homme qui l'a écrite, disait-il, a

« étudié l'art de régner à l'école des Jésuites ! » Pour le *Siècle*, « le prince allait jusqu'à sacrifier son honneur ! » Le Comte de Chambord avait donc frappé juste ; la rage de ses adversaires en était le meilleur indice.

Cependant la majorité ne restait pas inactive. Le 25 septembre, après la séance de la commission de permanence, une cinquantaine de députés des divers groupes de la Droite s'étaient trouvés réunis « Jamais, disait le duc Pasquier après la réunion, « l'entente n'a été plus grande, « plus complète, plus absolue. » La monarchie est nécessaire, son rétablissement est possible : tel était le résumé des sentiments qui avaient été échangés.

Un grand mouvement d'opinion se produisait, d'ailleurs, de toute part, au profit de la restauration royale. Le 2 octobre, le centre gauche était appelé par son président, M. Léon Say, à se réunir, le 23 du même mois. Et, chose significative ! dans la circulaire de convocation, M. Léon Say, tout en affirmant « que ses amis et lui restaient « convaincus de la nécessité de voter les lois constitutionnelles et d'organiser la république, » croyait cependant devoir ajouter « qu'ils n'avaient pas de répugnance « théorique pour la monarchie constitutionnelle basée sur « les principes de 1789 ! » N'était-ce pas préparer habilement une évolution prochaine vers la monarchie qui, aux yeux de tous, commençait à apparaître à l'horizon, et dont il faudrait saluer bientôt le plein et majestueux lever ?

A cette époque, M. de Tarteron, récemment frappé par un deuil des plus cruels, s'était momentanément retiré du mouvement politique pour aller s'abriter, loin de toute agitation, dans sa chère retraite de Sumène. Mais ses amis le tenaient presque tous les jours au courant de leurs espérances et de leurs projets, et, à la fin de septembre, il attendait, dans la fièvre, la nouvelle d'une entente définitive entre les membres de la majorité et le signal d'une prochaine action. Enfin, le 29, M. Baragnon lui écrivait :

« Je pars vendredi pour Paris... On a convoqué , pour le
« samedi 4 octobre, les bureaux des trois réunions conser-
« vatrices : réservoirs, centre Droit, Pradié..... L'accord
« est complet dans l'Assemblée ; espérons qu'il le sera
« avec le Roi. »

Le 4 octobre, en effet, les bureaux de tous les groupes de droite s'assemblèrent chez M. Aubry. Il fut décidé qu'une Commission de neuf membres serait nommée pour préparer une prompte solution monarchique et soumettre ensuite les propositions à une réunion ultérieure, qui était fixée au 21.

C'en était fait ; on touchait au dénouement.

Chaque groupe de droite eut ses représentants dans la Commission des Neuf. C'étaient, pour le centre Droit : MM. le duc d'Audiffret-Pasquier , Daru, Callet ; pour la réunion Pradié, la Droite et l'Extrême-Droite : MM. le général Changarnier , Chesnelong, de Larcy , Baragnon , Combié et de Tarteron.

Ernest de Tarteron était, en effet , un des premiers à avoir sa place marquée parmi les hommes appelés à faire la restauration. Il était de ceux qui avaient déployé le plus de zèle et de persévérance , dans l'Assemblée, pour rallier tous les esprits sages autour du principe monarchique. Nul ne connaissait, d'ailleurs, mieux que lui la constitution intime de la monarchie héréditaire telle que l'avaient faite nos vieilles coutumes où les principes de la vraie liberté politique s'alliaient si heureusement avec le respect du droit royal, patrimoine sacré de la nation tout entière. Nul n'avait mieux compris la flexibilité merveilleuse de cette royauté éminemment nationale qui, naturellement et sans effort, pouvait se plier à toutes les légitimes exigences du progrès et de l'esprit modernes. Aussi, devait-il exercer sur les délibérations de ses collègues un incontestable ascendant.

M. de Tarteron se proposait, dans les derniers temps de

sa vie, d'écrire ce qu'il appelait « l'histoire de la Commission des Neuf et de la Restauration de 1873. » Il n'était pas d'épisode de sa vie parlementaire qui eut laissé, chez lui, d'aussi vivants souvenirs. Il n'en parlait jamais, même dans l'intimité la plus étroite, sans que son langage prit aussitôt une éloquence douloureuse et pénétrante qui touchait profondément. Le charme énivrant des grandes espérances patriotiques dont, pendant quelques jours, son cœur s'était nourri, la sensation soudaine du vide immense qui s'était fait dans son âme, quand, « tout-à-coup, tout s'était effondré, » donnaient à sa parole un attrait poignant qui certainement aurait passé dans les pages écrites par sa plume si délicate et si fine, sous ces mêmes impressions. Quel moment que celui où son ami M. Chesnelong, délégué des neuf auprès de M. le comte de Chambord, était revenu de Saltzbourg le cœur plein de joie et porteur de la parole royale ! Ernest de Tarteron avait pu croire que le rêve de toute sa vie était enfin réalisé ! La monarchie traditionnelle n'était-elle pas, pour ainsi dire, rétablie ? Elle revenait, en partie par ses soins, et au milieu des acclamations de la France entière, pour reprendre, après quatre-vingts ans d'erreurs, de révolution et de ruine, le mouvement régénérateur qu'elle avait inauguré en 1789, et dont elle seule pouvait assurer le plein et légitime développement.

Quelques jours après, cette perspective sublime s'évanouissait et faisait place à la plus navrante des déceptions. Quel état et quel état !

Les perfidies calculées de la presse hostile, des imprudences et des exagérations à jamais condamnables de la presse bienveillante avaient dénaturé la pensée du comte de Chambord. Le prince consentait à ce qu'aucun changement ne fut apporté au drapeau par l'Assemblée avant qu'il eut pris, lui-même, la responsabilité du pouvoir. La ques-

tion était donc réservée, et on la disait résolue, dans l'esprit et les paroles du Roi, par l'abandon définitif du drapeau blanc ! Le petit-fils de Charles X qui fidèle aux traditions de sa race, mettait son honneur et sa loyauté au dessus de tous les biens, put donc croire qu'il ne ceignait la couronne que sous le bénéfice d'une équivoque. Il jugea de son devoir de la dissiper, aussitôt, d'une éclatante façon, et le 27 octobre, une lettre adressée à M. Chesnelong venait faire la lumière. Par quelle cruelle fatalité cette fière affirmation de l'honneur du roi de France qui sans vouloir rien sacrifier de son incomparable dignité, ne retirait rien, cependant, de ce qu'avait entendu M. Chesnelong, vint-elle jeter le désarroi dans les rangs de la majorité ?

L'histoire expliquera peut-être un jour le secret de cette panique lamentable qui devait coûter à « la France, à cette « pauvre et noble mutilée, » sa guérison et son salut. En vain, M. de Tarteron, qui avait vu M. de Vanssay, dont le foyer abritait, en ce moment, disait-on, un hôte auguste, déclara-t-il à ses amis du centre Droit que tout ce « que « M. Chesnelong avait fidèlement rapporté de Saltzbourg « tenait toujours ; » en vain tenta-t-il des efforts désespérés pour arrêter la déroute. Rien ne put la conjurer... « Vous rappelez-vous, mon cher ami, » disait-il à M. Chesnelong, quatorze ans après, dans une réunion royaliste qui coïncidait avec la crise présidentielle occasionnée par les scandales Wilson (1), « vous rappelez-vous qu'en « rentrant à Versailles, en 1873, le 30 octobre, au soir, « après la ruine bien définitive de nos espérances, nous « considérions ensemble tout ce qui allait s'écrouler avec « elle ?... Une longue perspective d'abaissements, de « désordres et de décadence se déroulait devant nos yeux « pleins de larmes... Hélas ! nos prévisions ont été dépassées... ; nous n'aurions jamais osé penser que le Gouver-

(1) Toast au banquet de Nîmes, du 20 novembre 1887.

« nement auquel la France allait se confier lui coûterait
« tant de hontes, tant de ruines, et l'humilierait par tant de
« déshonneur !... »

La majorité conservatrice survivrait-elle à l'échec du projet de restauration ? Telle était la question que chacun se posait, avec la plus vive inquiétude, à la reprise des travaux de l'Assemblée. Il fallait trouver immédiatement une position sur laquelle on put rallier ces troupes en débandade et défier toute offensive de la part de l'ennemi... On résolut la prorogation des pouvoirs du Maréchal. Le 3 novembre, les trois présidents des réunions de la Droite, MM. le général Changarnier, le duc d'Audiffret-Pasquier et de Larcy et trois délégués de la commission des neuf, MM. Chesnelong, Callet et de Tarteron firent connaître au Maréchal que la majorité de la représentation nationale lui demandait d'accepter une prorogation de ses pouvoirs pour la durée qu'il fixerait lui-même, avec les attributions qu'il jugerait nécessaires au maintien de l'ordre et de la paix publique. M. Chesnelong était spécialement chargé d'appeler l'attention du Maréchal sur l'utilité de supprimer le mot de *république* de toute étiquette officielle, ce mot n'étant, pour le radicalisme, qu'une excitation à toutes les convoitises et à tous les désordres... « Si c'est une consolation de penser quand on succombe écrivait, à ce moment M. de Tarteron (1), « que la vérité
« et la justice succombent avec vous, si, quand on se voit
« périr, c'est un dédommagement de se dire qu'on emporte
« dans les mains le moyen de salut des autres, et d'en-
« tendre tout crouler derrière soi, cette triste satisfaction
« nous l'avons. Je suis convaincu que l'expédient qu'on
« prépare et auquel nous nous résignons par abnégation
« et patriotisme sera impuissant. La France n'échappera
« pas au radicalisme et à ses hontes. Mais du moins ce
« n'est pas nous qu'elle en pourra accuser. Et quand elle

(1) Notes.

« en sera lasse, ceux qui nous survivront lui pourront
« dire : Tu le sais, nos prédécesseurs t'offraient le remède,
« tu ne l'as pas voulu ; ce que tu as paru leur demander
« ils te l'ont donné avec une complaisance triste et rési-
« gnée ; cela ne t'a pas sauvée... Veux-tu vivre enfin ?
« Reviens à ton Roi, reviens à tes traditions, reviens à
« la vieille monarchie dont tu es la fille et que tu n'as
« jamais pu renier sans le payer bien chèrement de tes
« larmes et de ton sang !

« Voilà, à nos yeux, le triste rôle qui nous reste à nous
« qui soutenons le combat de l'heure présente. Aujourd'-
« d'hui on pourra nous blâmer, nous méconnaître ; l'ave-
« nir nous rendra justice ; il nous tiendra compte de nos
« efforts paralysés, et puis, de notre sacrifice. — Bien
« entendu, je ne voudrais pas exposer au grand jour mes
« tristesses et mon désespoir ! Du reste, ils se rapportent
« principalement à la crise actuelle et n'embrassent pas
« un avenir que nul ne peut préjuger parce qu'il n'ap-
« partient qu'à Dieu. Il est certain que nous vivons dans
« un temps où l'imprévu, l'étrange nous gouvernent....
« Tout démontre que nous sommes dans une voie où les
« calculs de la sagesse humaine sont illusoires. Il n'y a
« qu'une chose à dire : En avant ! et à la garde de Dieu !. » (1)

(A suivre)

L. DE CASTELNAU.

(1) L'abondance des matières nous oblige à renvoyer au prochain numéro la dernière partie de l'article de M. de Castelnau.

T. V, 6^{me} liv., Juin 1889.

LA RECLUSE DES ROCHES NOIRES

(Suite)

CHAPITRE IV

Le lendemain, au point du jour, Valentine était déjà sur pied , très préoccupée de la santé du baron , mais , lorsqu'elle eut appris, par le valet de chambre, qu'il avait bien dormi, elle fut rassurée sur son compte, et se livra paisiblement à ses travaux de tous les jours , non sans jeter de temps à autre les yeux sur la pendule, afin de voir combien de minutes devaient encore s'écouler avant l'arrivée de Gaston ; puis ayant aperçu M. de Fournel sur sa terrasse, elle descendit le rejoindre. Il était moins bien portant qu'à l'ordinaire . mais beaucoup mieux que la veille au soir. En causant de chose et autre , tous deux s'acheminèrent instinctivement vers la grille du parc.

— Il ne saurait tarder beaucoup maintenant , dit le baron, en tirant sa montre. Il est onze heures moins dix minutes.

— Nous lui donnerons bien le quart d'heure de grâce, dit en souriant Valentine.

Le quart d'heure s'écoula , puis un autre encore , et Gaston ne parut point.

— Que lui est-il donc arrivé ? pensait la jeune fille , dont l'inquiétude devenait de plus en plus noire.

L'oncle et la nièce se mirent à table, elle triste, lui mécontent.

— Peut-être est-il malade, dit Valentine.

— Est-ce qu'un homme est malade, quand il va se marier ? répondit le baron, en levant les épaules.

— Ah ! j'y suis ! s'écria Mlle de Fournel, en frappant des mains ; il attendait sa mère, [à la fin de la semaine ; elle aura devancé son arrivée de quelques jours et sera venue le surprendre ; nous aurons leur visite cette après-midi.

— Ce n'est pas impossible, répondit le baron.

Mais le reste de la journée s'écoula dans une vaine attente, personne ne parut au château.

Le lendemain, l'anxiété fut plus grande encore ; Valentine ne se plaignait point, mais il était facile de voir qu'elle avait pleuré.

— Je vous assure, mon oncle, que M. de Belfort doit être malade, lui dit-elle enfin ; comment expliquer autrement son absence ?

— J'irai voir moi-même, répondit M. de Fournel, en sonnant son domestique et en lui donnant l'ordre d'atteler pour le conduire à Belême. Presque au même instant, le facteur apporta une lettre dont le baron reconnut l'écriture, et qu'il ouvrit aussitôt. Mais à peine en eut-il parcouru les premières lignes, qu'une affreuse colère empourpra son visage, un tremblement nerveux agita tous ses membres ; il ouvrit la bouche, pour maudire peut-être, et ne put proférer aucune parole ; il chancela comme un homme ivre et tomba lourdement sur le parquet.

Aux cris d'épouvante de la jeune fille, les domestiques accoururent.

— Allez chercher le médecin, lui cria-t-elle, en dénouant la cravate de son oncle, et en lui prodiguant les soins les plus empressés.

Au bout de cinq à six minutes, qui parurent un siècle, M. de Fournel donna quelques signes de vie ; on parvint à le relever et à l'asseoir dans un fauteuil ; il reconnut Valentine, et, la regardant avec une tendresse presque paternelle :

— Mon enfant, ma pauvre chère fille, dit-il, lis cette let-

tre et ne t'en chagriner pas outre mesure ; tout cela s'expliquera, je l'espère.

Il n'y avait plus de colère dans ses yeux, mais une indigne expression de tristesse.

— Je lirai plus tard, répondit Valentine ; ce qu'il faut maintenant , c'est vous mettre au lit, en attendant le docteur.

Et avec le secours d'un domestique , elle aida le vieillard à regagner sa chambre. Lorsqu'il fut couché, et qu'il eut avalé quelques gouttes d'éther dans une tasse de tilleul, son agitation nerveuse parut se calmer peu à peu, et une espèce de somnolence s'empara de ses sens. Valentine alors prit la lettre ; elle était ainsi conçue :

Monsieur le Baron ,

C'est la mort dans l'âme que je renonce à l'honneur de votre alliance. Dites, je vous prie, à Mademoiselle votre nièce que je lui rends sa parole , et permettez-moi de me taire sur les raisons qui m'y obligent. Quand vous recevrez cette lettre, j'irai bien loin des Roches noires, mais je n'en demeurerai pas moins, Monsieur le baron , votre très humble et tout dévoué serviteur,

Gaston de BELFORT.

Un coup de poignard dans le cœur n'aurait pas causé à Mlle de Fournel une sensation plus douloureuse que celle que lui fit éprouver cette lettre ; elle en fut comme atterrée, se demandant si c'était bien Gaston qui avait écrit ces phrases cruelles, et si elle n'était pas en proie à un horrible cauchemar. Eh quoi ! Gaston de Belfort, cet ami si loyal, ce fiancé de son choix, qui, l'avant-veille encore, lui avait témoigné tant d'affection et de dévouement , renonçait à sa main et lui rendait sa parole , sans même se donner la peine d'expliquer les motifs de son inconstance. Oh ! si Mme de Belfort s'était opposée à cette union , et

si ç'eut été pour obéir à sa mère, ou pour accomplir quelque autre devoir, que le capitaine se fut retiré, Valentine aurait souffert sans doute, mais elle aurait eu du moins la consolation de pouvoir conserver son estime à celui dont elle avait été sur le point de porter le nom ; mais Mme de Belfort avait donné avec joie son consentement au mariage de son fils, et, d'ailleurs, si la cause de cette rupture avait un motif légitime, pourquoi ne pas l'avouer franchement ?

Telles étaient les réflexions qui torturaient le cœur de la pauvre Valentine, et son chagrin était d'autant plus poignant qu'elle faisait tous ses efforts pour le dissimuler aux yeux de son oncle, de peur d'exciter sa colère et d'aggraver ses maux. Elle souffrait donc sans se plaindre, ne voulant accuser personne, ne confiant qu'à Dieu seul l'excès de son affliction et se résignant humblement à sa volonté sainte.

Cette conduite si chrétienne porta bientôt ses fruits de grâce et de consolation : une tristesse calme et digne succéda aux premiers transports de sa douleur, et, du reste, les soins constants et assidus que réclamait l'état du malade servaient aussi à suspendre l'amertume de ses réflexions.

Le docteur arriva enfin, examina le Baron avec soin et ne se montra pas rassuré sur son compte.

— Son état est très grave, dit-il et demande les plus grands ménagements, toute contrariété et toute émotion pénible doivent être surtout écartées du malade ; ses nerfs étant excités au plus haut point, une crise semblable à celle qu'il a éprouvée déjà pourrait amener une mort subite.

Il prescrivit ensuite une potion calmante et plusieurs autres remèdes, dont il écrivit la formule.

— Docteur, lui dit Valentine, vous seriez bien bon de diner au château et de ne retourner à Belême que le plus

tard possible ; j'ai si grand besoin de vos conseils, et je puis dans votre présence tant d'espérance et de courage !

— Je vous assure, mademoiselle, que je ne demanderais pas mieux que de me rendre à vos désirs, mais un devoir impérieux me rappelle à la ville. Vous avez entendu parler peut-être de ce malheureux duel entre Armand de Boissac, qui a été blessé et un certain M. Bernard, au sujet d'une jeune fille indignement calomniée.

— Bernard ! dites-vous ! s'écria Valentine en pâlisant visiblement, quel est ce Bernard ?

— Un jeune homme étranger, répondit le docteur, sans s'apercevoir de l'émotion de mademoiselle de Fournel, tout occupé qu'il était de tracer sur une feuille de papier la forme à donner aux sinapismes qu'il venait de prescrire ; un employé des chemins de fer, je crois, qui n'habite Belême que depuis un mois ou deux.

— Et ce M. Bernard, a-t-il été blessé aussi ? demanda Valentine d'une voix émue.

— Presque pas, une égratignure, dit-on. Quant à ce pauvre diable de Boissac, j'aurai bien de la peine à le remettre sur pied, et le moins qu'il puisse lui arriver, c'est d'être estropié pour le reste de ses jours.... Mais qu'avez-vous donc mademoiselle ? Est-ce que vous allez vous trouver mal, ajouta le docteur, en lui tâtant le pouls.

— Ce ne sera rien, répondit-elle.

— Est-ce que vous connaissiez M. de Boissac ?

— Pas même de réputation, mais un événement pareil, cela fait toujours de la peine, voyez-vous ; d'ailleurs ce pauvre jeune homme a peut être une mère, des sœurs qui doivent beaucoup souffrir de son état.

— Allons, allons, ne soyez pas si sensible, Armand de Boissac n'a d'autre parent que son oncle et sa cousine Jenny, à laquelle il était déjà fiancé, disait-on, ce

que j'ai toujours eu de la peine à croire. C'eût été, du reste, une bonne affaire pour lui qui n'est pas très riche, mais il n'y a plus à y penser maintenant dans l'état où il se trouve. J'ai bien l'honneur de vous saluer, Mademoiselle, je reviendrai de bonne heure demain matin.

A peine le docteur fût-il parti que Valentine appela sa vieille bonne; et, se jetant à son cou :

— Notre pauvre Bernard s'est battu hier en duel, lui dit-elle en pleurant.

— Oh ! Seigneur Jésus ! s'écria Catherine, il ne nous manquait plus que cela !

— Heureusement qu'il n'est que très légèrement blessé, reprit la jeune fille, mais je voudrais bien cependant avoir de ses nouvelles et savoir quelle est la cause de ce malheur ; va toi-même chercher à Belême les médicaments ordonnés par le docteur, et, pendant que le pharmacien les préparera, tu iras voir Bernard dans sa chambre, rue Traverse, n° 2, tu sais bien ?

— Ce garçon-là vous fera mourir de chagrin, murmura la vieille bonne, pendant que Mlle de Fournel allait reprendre sa place auprès du malade.

Deux grandes heures s'écoulèrent avant le retour de Catherine. Enfin le bruit de la voiture se fit entendre dans l'avenue ; et Valentine courut à la rencontre de sa bonne.

— Eh bien ! lui demanda-t-elle précipitamment, comment va-t-il ? M'a-t-il écrit ? Que t'a-t-il dit ? Parle, mais parle donc ?

— Laissez-moi le temps de respirer, répondit la vieille femme. Sa blessure n'est pas dangereuse ; car il est parti par le train express, c'est tout ce que j'ai pu apprendre sur son compte.

— Que le bon Dieu ait pitié de nous ! s'écria la pauvre enfant...

Cependant le capitaine de Belfort avait rejoint sa mère à Paris, et, arrivant chez elle un soir, à l'improviste :

— Tout est fini, dit-il en la pressant sur son cœur, mon mariage est rompu, je n'ai plus que vous à aimer, ma bonne mère.

— Que dis-tu Gaston ? Qu'est-il donc arrivé s'écria Mme de Belfort en embrassant son fils ; un malentendu, sans doute. Peut-être ce diable d'homme aura manqué d'égards envers toi, et tu auras pris la mouche aussitôt ; peut-être aussi encore aura-t-il émis quelque prétention exorbitante comme de conserver sa nièce aux Roches noires, je connais mon Fournel par cœur !

— Rien de tout cela, maman, il m'a toujours témoigné beaucoup d'amitié, au contraire, et il désirait sincèrement me voir entrer dans sa famille ; c'est moi qui me suis trouvé dans l'obligation de renoncer à sa nièce. Ne m'en demandez pas davantage à présent, je suis trop malheureux !

— C'est donc bien sérieux, reprit Mme de Belfort en regardant son fils d'un air de tendre compassion.

Et se penchant vers lui, prenant sa tête entre ses mains, elle le baisa au front.

— Parle moi donc de ta tante, reprit-elle aussitôt, pour donner un autre cours à ses pensées ; est-elle toujours alerte, a-t-elle fait à son hôtel les réparations projetées ?

Et comme il ne lui répondait que par monosyllabes :

— Tu es fatigué et tu as besoin de repos, mon enfant, ta chambre est prête, on va te servir à souper, tu te coucheras ensuite.

— Je n'ai ni faim, ni sommeil.

— Essaye toujours.

Et, le prenant par le bras, elle l'entraîna à table, où, malgré le proverbe, l'appétit ne lui vint pas en mangeant.

— Pauvre Gaston, se dit la mère, il est vraiment malheureux ; si au moins j'en connaissais la cause.

Le capitaine ne dort guère cette nuit et Mme de Belfort ne reposa pas davantage ; non-seulement elle souffrait

des peines de son fils ; mais son imagination battait la campagne à la recherche de la vérité.

— Il faut cependant qu'il ait eu de graves motifs pour rompre un mariage qu'il désirait depuis si longtemps et qui nous convenait sous tant de rapports. Qu'est-ce que cela peut-être et que puis-je faire pour lui ?

Son impuissance à consoler ce fils chéri l'attristait infiniment, mais Mme de Belfort était une femme de bon sens et véritablement chrétienne.

— Là où les hommes ne peuvent rien , Dieu n'est pas moins le maître, se dit-elle, allons le prier de nous venir en aide.

Il était à peine jour qu'elle se rendait à l'église, où elle demeura longtemps prosternée au pied de l'autel.

Comme elle rentrait au logis , un jeune homme pâle et défait et dans une tenue qui n'était pas irréprochable , sortit de chez le concierge, monta l'escalier et sonna précisément à sa porte.

— Que demandez-vous, Monsieur , lui dit-elle au moment où le domestique venait ouvrir.

— Le capitaine de Belfort.

— Il doit être encore couché à cette heure.

— Je l'attendrai, Madame, car il faut absolument que je lui parle ce matin même ; je viens de Bélême tout exprès, et je dois y retourner dès demain matin.

— On va l'avertir, veuillez entrer au salon.

Gaston arriva un moment après. Il eut comme un mouvement de répugnance en apercevant cet homme, qu'il croyait reconnaître , et d'un air de hauteur et presque de défi :

— Que me voulez-vous ? lui dit-il , n'êtes-vous point M. Bernard ?

— Comme vous dites , interrompit le jeune homme , Bernard de Fournel, le frère aîné de Valentine.

— Vous mentez, Monsieur, Valentine n'a point de frère ; on m'en aurait parlé !

De pâle qu'il était , l'étranger devint pourpre , tandis que Mme de Belfort, très péniblement surprise, et redoutant les résultats de l'inconvenante réponse de Gaston , murmurait quelques paroles d'excuse.

Mais, sans doute, l'étranger n'était venu chez elle qu'avec des intentions très pacifiques ; car, se faisant violence et reprenant son sang-froid :

— Regardez-moi bien, Monsieur, dit-il au capitaine, et voyez si je ne ressemble point à Mlle de Fournel.

— Très en laid, du moins, répondit Gaston, qui ne pouvait dominer sa mauvaise humeur, mais cette ressemblance même n'est point une preuve suffisante.

— En voilà d'autres qui vous convaincront peut-être davantage , reprit le jeune homme, en ouvrant son portefeuille, dont il tira plusieurs papiers : voici d'abord mon extrait de naissance, puis mon diplôme de bachelier, puis mon acte d'émancipation.

— Alors, c'est la vérité , vous êtes le frère de Mlle de Fournel..., et moi je ne suis qu'un fou, qu'un misérable, puisque j'ai pu croire à tous ces affreux commérages de petite ville.... ; mais cependant, Monsieur, comment se fait-il que ni le baron, ni sa nièce, ne m'aient jamais parlé de vous ?

Le jeune homme passa la main sur son front , comme pour en chasser une pensée pénible.

— Je voudrais me taire à ce sujet, répondit-il, car c'est ma confession que vous me demandez là , et elle n'est guère à mon avantage ; mais je sens que, dans les circonstances où nous nous trouvons, je vous dois la vérité toute entière.

— Soyez persuadé que, quelle qu'elle soit, dit Mme de Belfort, je vous serai toujours, pour mon compte , extrêmement reconnaissante de la démarche que vous faites aujourd'hui ; car , quoique je ne sache pas encore bien au juste ce dont il s'agit, j'entrevois cependant que le mariage

de mon fils peut être renoué, par suite de vos explications. Veuillez lui pardonner, Monsieur, sa méchante humeur de tout-à-l'heure, il est si malheureux !

— Et moi je suis si confus de ce que j'ai à vous dire que vous m'en voyez tout interdit.

— Parlez, Monsieur, nous vous écoutons avec tout l'intérêt possible.

— Je suis avocat, Madame, ou du moins j'en ai le titre, quoique je n'en remplisse pas les fonctions ; vous me permettrez donc de plaider en peu de mots les circonstances atténuantes.

Je n'avais que douze ans lorsque je perdis ma mère ; mon père était mort quelques années auparavant , et mon oncle de Fournel demeurait à Constantinople ; mon subrogé tuteur, un vieux garçon , mon parent éloigné , ne trouva rien de mieux à faire que de me fourrer au collège. Le grec et le latin, que j'y appris passablement, ne m'empêchèrent point de m'ennuyer à mourir , et quand j'eus quinze à seize ans surtout, le lycée me devint odieux. Qui donc me témoignait de l'intérêt dans cette galère ? qui s'intéressait à mon sort ? qui nous apprenait à nous conduire en galant homme ? Les professeurs faisaient leur cours plus ou moins consciencieusement, et s'en retournaient chez eux au plus vite, sans se mettre autrement en peine des élèves ; les pions avaient assez à faire de se tenir en garde contre nos agressions ; nous les détestions franchement, et ils nous le rendaient avec usure. J'avais bien quelques camarades qui ne valaient pas mieux que moi , et nous passions ensemble nos récréations à médire de nos maitres et à soupirer après le moment où nous nous en éloignerions à tout jamais , pour jouir d'une liberté qui nous paraissait le bonheur suprême. J'avais cependant une consolation dans mon isolement, une affection vive et sincère : c'était ma sœur Valentine, que l'on avait mise au couvent, où je ne manquais jamais de l'aller visiter, dans

mes jours de sortie ; elle m'attendait avec impatience , accourait à moi le sourire aux lèvres, la joie dans les yeux, m'appelant son frère chéri, me disant mille gentilleses. Je lui confiais mes peines , et , quoiqu'elle ne les comprit guère , elle y prenait part et m'en consolait doucement ; plus tard, elle me fit de la morale, et, quoique la morale soit ordinairement fort peu récréative pour un chenapan tel que je l'étais déjà , elle me plaisait , venant de sa bouche, et je l'écoutais avec plaisir ; c'est qu'elle était charmante Valentine , avec ses blonds cheveux bouclés et sa figure angélique. Elle me racontait sa vie de pensionnaire, les récréations dans le jardin , les rondes dansées sur la terrasse, les cantiques chantés à la chapelle et beaucoup d'autres détails de la même importance. Elle se trouvait , du reste, fort heureuse dans cette retraite, ayant pour ses compagnes une amitié sincère, et pour les religieuses, un respect filial et une tendresse que je ne pouvais comprendre, moi qui détestais mes professeurs.

Mais c'est trop m'arrêter sur mes sentiments d'enfance, passons à la jeunesse.

Le jour désiré arriva où, ayant terminé mes études et gagné mon diplôme de bachelier, je sortis tout joyeux du collège, dans l'espérance de jouir enfin de cette liberté tant rêvée, que je regardais comme le plus précieux des trésors.

Mon subrogé tuteur, qui habitait la campagne presque toute l'année, avait décidé que je demeurerais à Paris pour y faire mon droit, ce qui s'accordait parfaitement avec mes désirs ; j'eus donc un logement indépendant ? l'on m'assigna pour mes besoins personnels une pension de six mille livres, et je crus que le pacolet tout entier déversait dans ma bourse, et que je ne pourrais jamais dépenser une si grosse somme ; mais cette illusion ne fut pas de longue durée. Les joyeux compagnons , avec lesquels j'avais fait connaissance ,

m'apprirent bientôt l'usage qu'un étudiant, livré à lui-même, pouvait faire de son temps et de son argent. Je travaillais peu, mais en revanche, je courais beaucoup, organisant des parties de plaisir, fréquentant les théâtres, les bals publics, et à la fin de l'année je balançai les comptes de mon budget par un déficit de douze cents francs, qu'un certain homme d'affaires, très au fait de l'état de ma fortune, me prêta à gros intérêts. Que vous dirai-je encore que vous ne devinez d'avance ? Ce premier pas dans une vie de gaspillage et de désordre fut suivie de beaucoup d'autres, et au lieu de m'arrêter sur cette pente dangereuse, j'y roulai jusqu'à l'abîme.

Ma première dette fit boule de neige, et, lorsque j'atteignis ma majorité et que l'on me remit mes comptes de tutelle, je devais déjà presque la moitié de la fortune, dont j'étais heureux de pouvoir enfin jouir. Hélas ! Le reste fut englouti plus vite encore, et j'étais déjà presque entièrement ruiné, lorsque mon oncle de Fournel revint de Constantinople. J'allai lui présenter mes respects et il me fit un accueil si froid que je ne serais jamais retourné chez lui, si ma chère sœur Valentine ne s'y fût établie ; à cause d'elle seulement j'y revenais au moins une fois par semaine, en choisissant de préférence les heures où j'avais chance de ne pas trouver le baron, tant son humeur impérieuse et sa verve satirique, qui s'exerçait volontiers à mon sujet, me mettaient mal à l'aise en sa présence. Il se doutait bien un peu, je présume ; de la vie oisive et dissipée que je menais à Paris, mais il n'en était que fort indirectement question entre nous ; jamais je ne lui avais fait la moindre confidence et, pour rien au monde, je n'aurais voulu lui parler de mes embarras pécuniaires, qui commençaient à me préoccuper fortement.

Un jour que j'étais allé voir ma sœur, croyant bien la trouver toute seule, la fatalité voulut que j'arrivasse juste au

moment où M. de Fournel venait de recevoir une lettre de mon principal créancier, aux sommations duquel j'avais depuis quelque temps fait la sourde oreille, et qui n'avait trouvé rien de mieux que de s'adresser à mon oncle en lui disant que j'étais entièrement ruiné, et qu'en vertu d'un jugement obtenu contre moi, j'allais être arrêté et conduit en prison, à moins que pour éviter le déshonneur qui en rejaillirait sur toute sa famille, le baron de Fournel ne s'engageât à payer lui-même les dix-huit mille francs, montant des avances, frais et intérêts dûs au signataire.

— Arrivez, monsieur le drôle, me cria mon oncle du plus loin qu'il m'aperçut, et expliquez-moi ce que signifie cette épitre.

— Je l'ignore absolument, lui dis-je.

— Quoi ! vous ignorez vos fredaines, et c'est à moi que l'on s'adresse pour les payer, sans doute au nom de cette ridicule maxime, inventée par quelqu'un de vos pareils, qu'un oncle est un caissier donné par la nature ?

— La maxime a du bon, eus-je le malheur de répondre.

— Insolent ! cria-t-il en fureur, et en s'avançant vers moi, comme pour me donner un soufflet.

Instinctivement je levai le bras pour parer le coup, et malheureusement le bout de la canne que je tenais à la main lui effleura le visage. Sa colère alors ne connut plus de bornes, il faillit tomber sur moi à coups de poing, et comme j'étais violemment ému aussi, je ne sais ce qui serait résulté de cette rixe déplorable si Valentine, la courageuse Valentine, ne se fût précipitée entre nous deux, au risque d'être blessée elle-même.

— Au nom du ciel ! calmez-vous, mon cher oncle, dit-elle en l'enlaçant de ses bras, et toi Bernard, demande pardon tout de suite.

— Je ne veux pas de ses excuses, hurla le baron ; qu'il sorte, qu'il aille au diable ; et que quelque part que je

me trouve, il n'ait jamais l'audace de franchir le seuil de ma porte ! je le lui défends !

Je m'enfuis épouvanté, je descendis les degrés quatre à quatre, et, apercevant un fiacre, je me fis conduire chez moi ; j'avais besoin d'être seul , d'envisager de sang-froid la position que je m'étais faite. Je recueillis mes souvenirs, je calculai mes dettes, et j'acquis la triste certitude qu'elles dépassaient, d'une cinquantaine de mille livres, ce qui me restait encore de l'héritage de mes parents. Je n'avais rien à espérer de mon oncle ; mon subrogé tuteur avait cessé de vivre ; mes amis intimes étaient tous plus ou moins endettés, et , d'ailleurs, je commençais à savoir ce qu'on peut attendre de tels amis en pareille circonstance. J'étais avocat, il est vrai, mais je n'avais jamais plaidé qu'une seule fois dans ma vie et je n'avais pas été brillant, je l'avoue, ce n'était donc point un état sur lequel je dusse compter pour me tirer d'affaire :

— Je ne puis cependant pas aller mendier mon pain de porte en porte, me dis-je. Il ne me reste qu'une ressource pour échapper à la prison qui me menace, au déshonneur qui m'attend, et j'aurai le courage de l'employer.

J'ouvris mon secrétaire et j'en tirai une boîte de pistolets.

— Mais c'est là une criminelle pensée qui vous vint à l'esprit ! s'écria Mme de Belfort qui avait jusque là écouté en silence ; le suicide n'est point une preuve de courage mais de désespoir.

— Pensez, Madame , que l'instruction religieuse avait été si négligée dans mon éducation, que je ne pouvais être retenu par le sentiment chrétien. Je pris donc mes pistolets et je les chargeai avec soin. Cette besogne terminée je me rappelai Valentine, et les larmes me vinrent aux yeux en pensant au chagrin que j'allais lui causer. Mais je me raffermis contre cet attendrissement involontaire, en tâchant de me persuader que sa douleur dure-

rait peu et que je lui rendrais service, au contraire, en la débarrassant d'un frère tel que moi. Je résolus cependant de lui adresser un dernier et solennel adieu et, saisissant ma plume, je jetai rapidement sur le papier cette phrase, que j'avais lue vingt fois dans les journaux.

Quand cette lettre te parviendra j'aurai cessé de vivre !

Je n'eus pas le temps d'en écrire davantage, même d'essuyer les pleurs qui coulaient de mes yeux, car ma porte s'ouvrit tout à coup et je vis Valentine, accompagnée de sa vieille bonne, qui resta dans l'antichambre.

C'était la première fois que ma sœur franchissait le seuil de ma demeure et sa présence en pareil moment me remua jusqu'au fond de l'âme.

— Que viens-tu faire ici ? lui dis-je d'un ton d'impatience, mais le cœur plein de tendresse, me gronder sans doute !...

— Je viens t'aider et te consoler, Bernard, les reproches viendront ensuite et tu ne perdras rien pour attendre, ajouta-t-elle avec un triste sourire. Je t'apporte mes économies de jeune fille, les bijoux de notre pauvre mère, qui ont une assez grande valeur pécuniaire, sans compter celle des souvenirs ; en les mettant en gage tu pourras en avoir un prix suffisant pour payer ta dette et te garantir de ta prison.

— Ces bijoux t'appartiennent par le testament de notre mère, lui dis-je.

— C'est pour cela que je puis en disposer à ma guise, répondit-elle.

— Je te remercie, Valentine, mais je ne saurais accepter cette offre généreuse. J'ai, d'ailleurs, un autre moyen de me tirer d'affaire.

— Ce moyen quel est-il mon ami ? mon oncle prétend que tu es entièrement ruiné.

— C'est la vérité, ma chère, mais ne te mets cependant pas en peine.

— De quel air tu me parles, Bernard ?

Certainement tu me caches quelque chose ; est-ce que tu n'as plus confiance en moi ? est-ce que tu ne m'aimes plus ?

Et jetant ses bras autour de mon cou, elle m'embrassa en pleurant. Alors il me fut impossible de me contenir davantage et j'éclatai en sanglots.

— Adieu, Valentine, lui dis-je en la pressant sur mon cœur, adieu pour toujours !

— Comment adieu ! tu vas donc quitter Paris ? est-ce pour affaires ? combien de temps durera ton absence ? voyons, confie-moi tes secrets.

Puis un grand cri s'échappa de ses lèvres, et s'affaissant sur elle-même, elle serait tombée si je ne l'avais retenue d'une main, pendant que je cherchais de l'autre, dans un tiroir du secrétaire, un flacon d'éther que je voulais lui faire respirer, j'aperçus alors avec stupeur, en évidence sur ma table, la lettre que j'étais en train de lui écrire lorsqu'elle était entrée, et je compris la cause de son évanouissement. Etourdi que j'étais ! j'avais oublié de cacher ces lignes fatales.

— Mon Dieu ! mon Dieu ! murmura-t-elle, en reprenant ses sens, comment a-t-il donc pu concevoir un projet si coupable !

Et comme je m'excusais faiblement.

— Au nom du ciel ! au nom de notre mère ! jure-moi, Bernard, de ne jamais attenter à tes jours ?

J'étais trop touché de toutes ses preuves d'affection pour lui refuser sa demande ; je promis tout ce qu'elle voulut, je m'engageai sur l'honneur à renoncer à toute idée de suicide et à travailler avec courage pour me relever de l'abîme dans lequel j'étais tombé.

Quand nous fûmes un peu plus calmes, nous cherchâmes ensemble les moyens de me tirer d'affaire, s'il était possible. Il fallait d'abord payer la dette pour laquelle j'étais

poursuivi, et prendre ensuite des arrangements avec mes autres créanciers.

— Ah ! si j'étais majeure, me disait-elle, si je pouvais disposer de mon bien !

Malheureusement mon oncle est trop en colère contre toi pour me permettre de distraire en ta faveur la moindre partie de mon capital, peut-être même ne le peut-il pas ; mais il est trop généreux à mon égard, et les présents qu'il me fait sans cesse suffiront presque à ma toilette, de sorte que ma pension te reviendra en grande partie.

Je voulus protester, refuser ses bienfaits.

— Tais-toi, me dit-elle, en me mettant sa main sur la bouche, tu me fais perdre le fil de mes idées. Ce qu'il te faut surtout, et le plus tôt possible, c'est un état qui t'occupe utilement et qui te fasse vivre ; j'y penserai. En attendant, tu as bien ici quelques inutilités que tu peux vendre au besoin, ces armes, ces tableaux ; mais il faut que je me sauve, l'heure de déjeuner approche et mon oncle n'entend pas raillerie la dessus ; je reviendrai bientôt.

Trois jours après elle retourna, en effet, le visage radieux, et, de cette douce voix que nous lui connaissions :

— Tout va bien, dit-elle, j'ai intéressé en ta faveur le père d'une de mes amies du couvent, qui est directeur d'une Compagnie de chemin de fer ; il m'a promis une place pour toi ; tu seras obligé de quitter Paris et les appointements seront faibles d'abord, mais ils augmenteront peu à peu, et, si tu travailles bien, comme j'en suis persuadé, M. Héral te protégera efficacement.

Quinze jours ne s'étaient pas écoulés que j'avais la place promise.

Un an plus tard, le baron de Fournel, dont l'humeur morose fut assombrie encore par quelques-unes de ces tracasseries que la raideur de son caractère lui ont souvent attirées résolut de fuir le monde, et vint s'enfermer dans son château avec Valentine.

Cependant, M. Héral avait tenu sa parole, il me protégeait de tout son pouvoir ; grâce à lui, et un peu aussi, je puis le dire, à mon zèle et à l'assiduité que j'apportai dans mes modestes fonctions , j'eus bien vite de l'avancement, et, au commencement de cette année, j'obtins de venir à Belême, dont j'avais demandé le poste , pour me rapprocher de Valentine.

Je savais déjà , par les lettres de ma sœur , que toutes ses tentatives pour me réconcilier avec mon oncle étaient demeurées infructueuses et que mon nom seul le mettait en fureur ; elle ne désespérait pas cependant de l'apaiser , mais il fallait du temps et de la patience. Pour ne point exciter inutilement le courroux du baron, Valentine lui laissa ignorer mon arrivée à Belême , où je ne me fis connaître que sous mon nom de Bernard , évitant soigneusement la rencontre de mon oncle , mais saisissant toutes les occasions de revoir ma bonne sœur. Plusieurs fois, j'eus le plaisir de me promener avec elle , dans la campagne, quand elle allait, suivie de Catherine , visiter les pauvres malades dont elle prenait soin, ou quand nous nous donnions rendez-vous, dans le site sauvage qui avoisine le parc, et dont le château tire son nom. Que j'étais loin de me douter alors que cette affection fraternelle, ces innocentes promenades pourraient nuire à la réputation de cette angélique créature, et rompre des projets de mariage qu'elle m'avait confiés dans la joie de son âme ; il n'a fallu pour cela que les bavardages et les fausses conjectures, les injurieuses suppositions de quelques femmes désœuvrées.

— Et mon insigne folie ! s'écria le capitaine.

Aurais-je dû croire à de pareils propos ! Il est vrai que ma tante de Saint-Cérans m'avait montré une lettre qu'on lui avait confiée , dont l'écriture m'était connue , et dans laquelle Mlle de Fournel exprimait en termes chaleureux combien elle souffrait d'être séparée de son cher Bernard,

et de ne pouvoir obtenir du baron une réconciliation qu'elle désirait si ardemment.

— Cette lettre , à mon adresse , que j'avais eu le malheur de perdre, reprit le jeune homme, fut trouvée par M. de Boissac , qui eut l'indélicatesse de la lire et de la montrer à sa cousine ; elle était bien faite , j'en conviens , pour exciter votre étonnement et même vos soupçons.

— Devrais-je jamais en avoir sur Valentine ? et pourra-t-elle jamais me pardonner mon erreur , soupira le capitaine ?

— J'ose l'espérer, dit sa mère.

— Et moi, j'en suis certain, répliqua Bernard , autrement je n'aurais plus aucun crédit auprès d'elle, et elle ne nous aimerait ni l'un ni l'autre , ce que je ne puis supposer.

— Merci, Monsieur de Fournel, dit Mme de Belfort, et faites-nous le plaisir d'accepter aujourd'hui notre hospitalité. Demain, si vous le voulez bien, nous partirons tous trois pour Belême ; j'irai voir le baron, que j'ai beaucoup connu jadis, et j'ai quelques motifs de croire qu'il ne me refusera ni la grâce de mon fils, ni la vôtre.

Pendant que Mme de Belfort et ses deux jeunes compagnons livraient leur âme à l'espérance, et que la résignation chrétienne de Mlle de Fournel adoucissait peu à peu sa douleur, Jenny de Boissac , au contraire , sentait s'accroître incessamment le chagrin qu'elle avait conçu des tristes événements dont elle avait été la cause. Son cœur, demeuré bon, malgré son insatiable vanité et la légèreté de son caractère , était torturé de remords depuis qu'elle avait appris à la fois l'innocence de Valentine et la rupture de son mariage, qui avait influé, d'une manière si fâcheuse, sur la santé du vieil oncle. Mais ce qui la tourmentait surtout, c'était le danger où se trouvait encore Armand de Boissac, blessé si grièvement par Bernard de Fournel, au sujet de cette malheureuse lettre que le jeune homme avait

eu l'imprudence de montrer et de laisser à sa cousine, en lui faisant promettre de n'en parler à personne. Toujours sous le sceau du secret, Jenny l'avait montrée à tout le monde, ce qui avait amené entre Bernard et M. Armand de Boissac le duel dont les causes et les suites fâcheuses défrayaient pour lors toutes les conversations de la petite ville. Cet événement avait soulevé une réprobation générale de la conduite de Mlle de Boissac, et son père lui-même, toujours si indulgent à son égard, n'avait pu s'empêcher de la lui reprocher très sévèrement.

— Ah ! si j'avais fait plus d'attention aux avertissements de ma bonne grand'mère, si j'avais suivi ses conseils, que de regrets je me serais épargnés ! se disait-elle, en pleurant.

Le vide presque complet s'était fait autour d'elle ; on la fuyait, comme si elle eut été atteinte d'une maladie contagieuse, et deux personnes seulement s'étaient présentées pour la voir depuis lors : l'une était Mlle Verdier, presque aussi compromise qu'elle-même, accusée, comme elle, de médisances et de calomnies. Jenny refusa de la recevoir, sous prétexte de migraine, mais, en réalité, parce que la présence de cette méchante fille lui faisait alors éprouver un vif sentiment de répugnance. L'autre était Geneviève Péraud, cette modeste petite blonde, à peine sortie du couvent, qui prenait si volontiers la défense des absents, lorsqu'on les attaquait devant elle, et qui ne délaissait point ses amis dans le malheur.

Elle devint l'ange consolateur de Mlle de Boissac dans ces jours d'affliction.

— Tu as eu des torts sans doute, répondit-elle à Jenny, qui s'accusait rigoureusement ; mais ils seront réparés je l'espère ; le baron est hors de danger, la blessure de M. Armand va mieux, celle de M. Bernard est si peu de chose qu'il a pu partir pour Paris, deux heures après l'avoir reçue, et, quant au mariage de Mlle de Fournel, il y a fort à parier qu'il se renouera tout naturellement.

Et Geneviève avait raison, car, pendant qu'elle parlait ainsi pour adoucir le chagrin de la pauvre affligée, Mme de Belfort arrivait à l'improviste aux Roches noires et, grâce à ses explications très franches et très affectueuses à la fois, elle obtenait aisément le pardon de Gaston. Il n'en fut pas tout à fait ainsi en ce qui concernait Bernard. Le baron se montra d'abord inflexible, mais madame de Belfort ne se décourageait pas aisément dans ses entreprises de conciliation; elle était du nombre de ces femmes charmantes qu'une réputation irréprochable, une certaine entente de la vie, jointes à une amabilité naturelle rendent presque irrésistibles. M. de Fournel, qui l'avait toujours eue en grande estime et en grande admiration, se crut au moins obligé de l'écouter poliment; elle plaida les circonstances atténuantes en faveur de Bernard, puis elle fit valoir son repentir, sa meilleure conduite et d'autres motifs d'indulgence avec tant de grâce que le baron finit par se laisser toucher et peut-être convaincre. Son humeur, du reste, s'était singulièrement améliorée depuis quelque temps. La société constante de la douce Valentine avait peu à peu préparé ce miracle, et ce fut sans reproches et d'un air d'amitié qu'il tendit la main à Bernard, lorsque celui-ci vint timidement se présenter à lui, aussitôt que cela lui fut permis.

Gaston et Valentine au comble de leur vœux, et dont le mariage resta fixé au moins de juin, auraient bien voulu en éviter la pompe imposante pour se recueillir dans leur bonheur. Mais M. de Fournel et Mlle de Saint-Cérans ne furent pas de cet avis; ils voulurent au contraire, que la cérémonie nuptiale eut lieu avec beaucoup de solennité et d'apparat. Toute la société de Belême y fut invitée, ainsi qu'à la brillante fête que le baron donna le soir au château.

M. de Boissac et sa fille y furent convoqués comme les autres, mais le premier seul y parut; Jenny pâle et

souffrante, depuis les événements auxquels elle avait pris une si triste part, avait obtenu de son père la permission d'aller passer quelque temps auprès de sa grand-mère maternelle ; elle y demeura trois mois entiers, malgré la vie sérieuse et plus que monastique que l'on menait dans cette maison, et, lorsqu'elle en revint, bien portante et plus fraîche que jamais, personne n'aurait reconnu dans cette jeune fille douce, pieuse et modeste, qui ne se moquait plus, qui ne disait plus de mal de personne, la railleuse et inconséquente Jenny. Son cousin Armand, dont elle dédaignait jadis les hommages et qu'elle traitait même assez mal quelquefois, est devenu l'objet de ses attentions les plus touchantes, depuis qu'il est resté boiteux des suites de son duel. On dit même à Bélème que Jenny est décidée à l'épouser lorsqu'il sera tout à fait rétabli, pour le dédommager d'un malheur dont elle a été la première cause. On dit aussi que la conduite de Bernard sera désormais exemplaire, que sa conversion est d'autant plus assurée qu'il paraît très touché des charmantes qualités de sa blonde Geneviève, si douce, si charitable pour tous. Mais cette nouvelle demande confirmation, on dit tant de choses à Bélème !

C^{ss}e DE LA ROCHÈRE.

CAUSERIE

L'arme la plus terrible !

Depuis une vingtaine d'années environ, il n'est bruit par le monde, que de créations d'engins destinés à nous entre-tuer. Lisez les journaux, parcourez les revues, vous trouvez dans toutes ces feuilles, en remontant jusqu'à cette époque, des récits nombreux se rattachant à notre monomanie homicide. Il y a plus ; à mesure que le temps s'écoule, que l'horizon de la science s'élargit et que le progrès s'affirme, on travaille avec plus d'ardeur à perfectionner les instruments à l'aide desquels on pratiquera sur une plus vaste échelle l'usage légal de l'assassinat ! Et vraiment, cet art diabolique semble ne vouloir dire son dernier mot que le jour où on aura trouvé le secret d'exterminer d'un seul coup des armées entières.

En attendant ce singulier âge d'or, rêvé par quelques peuples en démente, qu'il nous soit permis, chers lecteurs et vous surtout aimables lectrices, de vous faire deviner parmi toutes ces armes de destruction et de mort, celle qui pour le moment exerce les plus terribles ravages.

*
**

De prime-abord, n'est-ce pas, il doit vous sembler que vous n'avez que l'embarras du choix, tant vous paraît grande aujourd'hui la similitude des armes au double point de vue de la justesse et de la rapide succession du tir. C'est là une complète illusion : il y en a une qui les dépasse toutes, spécialement par la nature et par le nom-

bre de ses victimes. Mais veuillez deviner je vous prie. Comme Madame de Sévigné, je vous le donne en quatre, je vous le donne en dix, je vous le donne en cent. Eh bien, y êtes-vous ? — Parfaitement allez-vous me répondre, c'est le fusil Legras perfectionné, à moins toutefois que ce ne soit le fusil Lebel merveilleusement modifié dans ces derniers temps, par un de nos jeunes sous-officiers de ligne. — Ce n'est ni l'un ni l'autre. — Alors ce doit être la fameuse carabine à répétition, portant à deux mille mètres, avec précision et pénétration, et dont les premiers spécimens viennent d'être confectionnés par les soins de l'école normale de tir du camp de Châlons. — Vous n'y êtes pas du tout. — Attendez un peu s'il vous plaît, j'y suis. Il s'agit d'une mitrailleuse vomissant des milliers de projectiles suivant une trajectoire calculée pour que, en parcourant l'espace, ces projectiles affectent la forme de l'éventail, et qu'ainsi chacun d'eux puisse infailliblement faire une victime. — Ce n'est point cela non plus ; vous en êtes à dix mille lieues. — Tenez m'y voici cette fois : (où avais-je donc la tête ?) Vous faites allusion, certainement, aux trop célèbres canons Krupp, qui, en 1870, nous ont si brutalement décimés. Ces canons viennent d'être récemment encore l'objet de remaniements très importants. Il doit en résulter, entr'autre avantage, une précision de tir supérieure à celle des autres armes, ce qui, évidemment, en rendra l'usage beaucoup plus meurtrier, surtout si on substitue à la poudre employée jusqu'à ce jour, un nouveau produit explosif, la méélite, qui laisse bien loin derrière lui comme résultat, la dynamite, voire même la mélinite... De grâce arrêtez-vous ! changez de direction ! Votre esprit s'égare en profondes et savantes recherches. Vous le dirai-je ? Il me paraît singulièrement enclin, du moins pour le quart d'heure, à s'éloigner de toute vérité, On dirait ces corps qui, sous l'influence de la force centrifuge, tendent sans

cesse à s'échapper par un point de tangence quelconque... Mais quoi ! Vous vous découragez ? Vous renoncez déjà à poursuivre vos investigations ? Est-ce bien sûr, bien décidé ?.. Puisque vous le voulez, soit. Seulement en vous en exprimant toute ma surprise, laissez-moi vous dire combien il est regrettable de vous voir donner votre langue au chat juste au moment où c'est elle que vous vous évertuez à chercher. — Comment ? Que dites-vous ? Veuillez vous expliquer. — Je m'explique aussitôt, chers impatients, et je dis que l'arme en question, l'arme que vous n'avez pas su trouver, c'est la langue.

Oui, la langue est sans contredit l'arme par excellence, l'arme la plus redoutable, l'arme qui prime toutes les autres. C'est elle qui journallement détruit les réputations, enfonce le poignard dans les cœurs, empoisonne irrémédiablement l'existence, en un mot, tue l'homme de telle façon que même la vie matérielle lui est à charge, celle-ci ne faisant que perpétuer ses souffrances.

*
* *

Les assassinats que l'on commet avec la langue, et qui se comptent par milliers, à chaque heure du jour, témoignent, chez leurs auteurs, d'une nature méprisable, profondément vicieuse ; mais ils décèlent surtout et par dessus tout, un tempérament lâche au suprême degré.

Il faut encore un certain courage à l'assassin qui s'engage, la nuit, sur les grandes routes, arrête les diligences, les express, détrousse les voyageurs, lutte corps à corps avec eux, au risque souvent de rencontrer la pointe acérée d'un stylet ou la balle d'un revolver. Il en faut même à celui qui tue avec astuce et perfidie, qui combine habilement la trahison avec les actes de la plus basse scélératesse, parce qu'il importe à de pareils traitres de se montrer prudents, patients, d'un imperturbable sang-froid, et de braver, avec les remords de leur conscience,

toutes les difficultés inhérentes à l'accomplissement du crime. Mais à l'assassin moral, à celui qui tue avec la langue, point n'est besoin de posséder cet infernal courage : il lui suffit seulement d'avoir au fond de l'âme une forte dose de lâcheté ! Vainement vous y chercheriez autre chose qui put pallier sa conduite ou lui servir de circonstance atténuante.

Tandis que le brigand de profession tue uniquement pour étancher sa soif de convoitise, celui qui tue avec la langue n'a d'autre motif que de laisser paraître son esprit, obéir à un sentiment de puérile infatuation, laisser croire à son importance dans le monde, ou enfin, ce qui arrive presque toujours, satisfaire je ne sais quel faux amour-propre froissé, hélas ! par un de ces mille côtés qui sont si vulnérables.

Le premier perpète son crime dans un but d'intérêt personnel ; le second consomme le sien par fanterie, vanité ou dépit. De ces deux criminels, je vous le demande, est-ce que celui-ci n'est pas encore plus coupable que celui-là ?

*
**

Assurément, vous nous traiteriez de naïf si nous vous demandions maintenant où se trouvent les criminels qui font de la langue l'instrument de leurs forfaits. Vous auriez, ce semble, raisonnablement le droit, retournant notre question, de nous demander, à votre tour, s'il ya quelque part un endroit où ces assassins ne se trouvent point.

Et, en effet, ne sont-ils pas partout ? Ne les voyons-nous pas au sommet du pouvoir comme au dernier degré de l'échelle sociale ? Aussi bien chez le noble, le riche, le bourgeois, que chez tous les enfants du peuple ? Parmi les ignorants et parmi les savants ? Et cela, bien entendu, sans aucune distinction de sexe ; nous croyons même, di-

sons-le tout bas , que s'il existe une différence, au point de vue du nombre, elle n'est pas précisément à l'avantage de la plus belle moitié du genre humain ! Mais sur ce sujet brûlant, glissons, mortels , n'appuyons pas ; d'ailleurs, ceci est en dehors de notre thèse. Ce qui y rentre, et ce qui nous importe le plus actuellement , c'est de constater qu'à notre époque, ceux qui tuent par la langue pululent étrangement ! Qu'ils sont disséminés sur toutes les parties civilisées de notre globe ! Faut-il l'avouer ? Ces criminels, sauf de rares exceptions, c'est nous tous, c'est tout le monde !.... J'espère, respectables lecteurs , que vous voilà servis à souhait, si vous aimez la vérité sans ambage !

Examinons à présent l'adresse et le cynisme que l'on déploie dans l'art infâme de tuer le prochain. N'allez pas croire toutefois que nous voulions faire ici une étude psychologique ou disserter sur les hautes abstractions dont cette science est tributaire ; nous n'en avons ni l'intention ni la prétention. Ce que nous essayons en ce moment, c'est tout simplement une esquisse rapide, un crayonnage à main levée de quelques-unes de nos mœurs actuelles.

*
**

Sachons le reconnaître avant tout : la science stratégique de nos plus grands capitaines, tant anciens que modernes, se trouve dépassée de cent coudées par celle que nous possédons nous-même lorsque déloyalement et avec la duplicité d'une conscience défectueuse nous combattons nos semblables par la seule arme de la langue.

Voyez d'abord avec quelle discrète assurance, avec quelle délicatesse d'allure on procède dans les préliminaires de l'attaque. Dès le début, on simule la contrainte. On se dit forcément obligé de parler, et c'est en feignant un pudique embarras que l'on poignarde un ennemi dont on a l'impudence de se déclarer préalablement l'ami.

Abusant de ses propres avantages la femme témoigne d'une particulière sagacité dans l'accomplissement de ces attentats.

Qui n'a pas rencontré sur son chemin quelqu'une de ces charmantes créatures, toutes gracieuses, toutes timides, aux paroles tendres et mélancoliques, à l'haleine imprégnée de parfum, et n'a pas été témoin de la joie à peine dissimulée avec laquelle elle savoure voluptueusement le décevant attrait de ces sortes d'homicides ! Ecoutez-les, et dites-nous si leur voix suave ne paraît pas s'harmoniser avec le moëlleux glissement du couteau que l'assassin plonge dans le cœur de la victime. Leur diplomatie va parfois jusqu'à imposer silence aux Messieurs qui, trop naïfs, livrent des assauts dont la franchise relative peut compromettre le succès : c'est uniquement pour leur prêter main-forte et renchérir sur eux. Eh bien, convenez avec nous qu'elles y réussissent à merveille ; leurs réticences mordantes, leurs soupirs ironiques, leurs regards pleins de malice et de perfidie sont autant de coup d'épées allant droit au but, sans bruit comme aussi sans danger pour elles.

Mais sur ce point nous sommes forcé de nous écrier avec notre grand fabuliste français : Que d'hommes qui sont femmes ! Celles-ci ont au moins pour elles l'apparente excuse de leur faiblesse. De plus lorsqu'elles s'acharnent après quelques victimes elles y mettent un peu de cette pudeur qui fait le fond de leur nature, et la grâce qui fut toujours l'apanage inséparable des filles d'Eve, semble même dans cette circonstance atténuer leur forfait. L'homme n'a presque rien de tout cela pour amoindrir à nos yeux l'horreur de son crime ; aussi nous paraît-il mille fois plus coupable que sa compagne. En faisant de sa langue le même usage que fait du couteau le voleur de grand chemin, il commet un acte de lâcheté qui exclut toute pitié. Il abdique son sceptre, sa suprématie, son titre d'homme : ce n'est plus pour la société qu'un vil paria.

*
**

On assassine partout aujourd'hui : en plein vent, sur la place publique, dans les réunions officielles, dans les salons et jusques dans nos lieux saints.

C'est au cours d'une conversation banale, en traitant une affaire vulgaire, ou bien encore dans le tourbillon fiévreux d'une valse vertigineuse que l'on décoche ce trait dont la blessure ne se cicatrise jamais.

Le plus souvent même on le fait en riant. C'est sans avoir l'air d'y attacher de l'importance qu'on bat en brèche la considération d'un époux fidèle, l'honnêteté d'une mère de famille, l'innocence d'une jeune fille. L'homme usera de son influence, la femme de sa beauté, l'un et l'autre de leur hypocrite vertu pour donner du poids à une narration perfide, destinée à perdre auprès de l'opinion publique la réputation des personnes que l'on vise.

Qui pourrait croire alors à un assassinat ? Son auteur le commet avec tant de calme, tant de sérénité, une désinvolture si séduisante que vous inclinerez plutôt à penser qu'il se livre aux douceurs de quelque devoir de conscience. Quelle horreur que l'inferral génie de la dissimulation !

*
**

Non seulement on assassine partout, mais le mode des exécutions varie à l'infini. Tout est prétexte autour de nous ; chaque événement est une occasion favorable.

Qu'une fortune vienne à être subitement acquise ou perdue, cette nouvelle défraie aussitôt toutes les conversations dans le monde des mauvaises langues : c'est à qui parmi celles-ci saura le mieux distiller son venin.

Que la presse signale le nom des candidats qui doivent être élevés à quelque dignité importante ou à de simples fonctions honorables : immédiatement nos assas-

sins se mettent en campagne, et les uns par des lettres anonymes, les autres par des récits pleins de fiel n'aspirent à rien moins qu'à les faire échouer en les perdant tout d'abord dans l'estime publique.

S'agit-il de conquérir un héritage depuis longtemps convoité ? Il n'est pas de procédés, si déloyaux soient-ils, auxquels on ne recoure. La félonie ne gêne pas plus alors que les liens du sang ne rebutent ; et pour supplanter, dans le cœur d'un parent, son héritier naturel ou présumé, tout est bon certainement, mais la détraction et l'injure sont encore les moyens le plus en honneur parmi ces affamés d'or et de richesse.

Parle-t-on dans la cité de quelque mariage ? Est-il question d'un couple charmant, paraissant réunir toutes les conditions pour être heureux ? C'est alors que les commères s'en donnent à cœur joie ! Vite, vite, la délation à outrance et le mensonge sous toutes ses formes. En voici une qui raconte que la fiancée est depuis longtemps perdue de réputation. Une autre affirme sur l'honneur que la fortune du futur a été engloutie dans le dernier krack financier, et qu'il cherche depuis lors l'occasion de faire redorer son blason. Celle-ci démontre avec une faconde empreinte de fausse tendresse que la jeune fille est poitrinaire, déjà frappée de mort, et que sans aucun doute sa lune de miel s'achèvera dans l'éternité. Celle-là signale en termes acerbes le caractère acariâtre du jeune homme, ses mauvaises habitudes et par dessus tout la conduite scandaleuse qu'il a tenue pendant sa dernière saison d'eau à Arcachon ou ailleurs. Les uns répandent des bruits destinés à faire avorter l'union projetée ; les autres, toujours dans le même but, inventent d'atroces plaisanteries et sèment l'injure à tous les vents du ciel. En un mot tous les potiniers jaloux et rageurs des deux sexes rivalisent d'entrain dans ce concert attentatoire au bonheur des futurs époux.

Voyez maintenant ce personnage, tout puissant par sa fortune et sa situation sociale. Comme il abuse cruellement de son influence pour satisfaire de mesquines rancunes ou céder au dépit de quelque rivalité ombrageuse ! En vue d'y réussir, il ne craint pas de recourir aux procédés les plus malhonnêtes. Soit par des *on-dit* fallacieux, soit par des *mais* hypocrites, il endoctrine tous ses amis à sa cause. Il les oblige habilement à se faire l'écho de ses insinuations. Mais avant tout, il s'assure leur complicité, en captant leur confiance et en parlant à chacun d'eux le langage qui convient le mieux à leur tempérament, c'est-à-dire en excusant ou en condamnant tour à tour le crime et la vertu. Dans toutes ses conversations, comme dans tous ses discours, les accusations les plus abjectes et les plus gratuites le disputent à la hardiesse de l'impudence, et, chose plus monstrueuse encore, après avoir attaqué et tué celui qui n'était point là pour se défendre, ce misérable, ce traître, pour mieux accréditer sa parole, affecte de grands airs de dévouement envers sa victime.

Nous n'en finirions pas, si nous voulions relever ici toutes les circonstances qui peuvent donner lieu à des faits analogues. Il n'est pas jusqu'à la naissance, jusqu'à la mort même, qui ne fournissent matière à quelque complot homicide.

*
**

Avant de terminer ces réflexions, qu'il nous soit permis de déplorer hautement l'impunité dont semble jouir ceux qui tuent avec la langue. Il existe une foule de délits impliquant l'aliénation des droits civils, jugés très sévèrement par les Tribunaux, et qui à nos yeux ne constituent pas, pour leur auteur, la centième partie de cette culpabilité qui pèse sur les calomnieurs. Nos maisons de détentions regorgent de criminels bien moins coupables assurément que ne le sont ces assassins. C'est là évidemment une très grande inconséquence,

une anomalie au sein de notre législation française , une lacune regrettable dans le Code Napoléon , une injustice flagrante et bien indigne d'un pays qui se flatte, avec quelque raison, d'être arrivé en toutes choses à l'apogée du progrès. Aussi , nous ne saurions trop supplier nos Lycurgues contemporains de vouloir bien , tout en travaillant à la perfectibilité de nos lois, créer une pénalité spéciale contre les attentats que nous prenons à partie en ce moment. Le jour où ils auront atteint ce but, ils auront également bien mérité de la civilisation et de l'humanité tout entière.

En attendant de pouvoir inaugurer cette ère de rénovation sociale , flétrissons sans crainte la conduite de ceux qui, par jalousie ou orgueil, exercent autour d'eux les cruels ravages de la raillerie, de la médisance et de la calomnie. Disons-leur bien haut, qu'en persistant dans cette voie coupable, ils se condamnent eux-mêmes à des châtements intimes et à de terribles représailles.

*
**

Un homme dans un but de cupidité sordide avait tué un autre homme. Grâce à la faveur des ténèbres dont il s'était entouré, il put échapper à la rigueur des lois humaines. Mais il ne réussit pas à s'affranchir des coups de la justice divine. Celle-ci inexorable dans ses poursuites ne cessa jamais d'opposer au meurtrier le spectacle sanglant de sa victime. Il mourut prématurément accablé par le remords. Semblable à cet homme, celui qui se plait dans la délation et la calomnie sera un jour hanté par le spectre affreux de ses nombreuses victimes ! Lui aussi sera assailli par l'angoisse du remords. Il essaiera bien sans doute de s'y soustraire en s'étourdissant dans les excès de la débauche : vains efforts ! Il succombera fatalement sous le poids de sa conscience homicide.

T. GERVAIS.

T. V, 6^{me} liv., Juin 1889.

35

CHRONIQUE RÉGIONALE

Nîmes, Juin 1889.

Voici les fortes chaleurs. On recherche déjà l'ombre et le frais. Pendant la meilleure partie du jour, on fuit les boulevards; mais sitôt que revient le crépuscule, ils reprennent leur animation. Jusqu'à une heure avancée de la nuit, les promeneurs vont et viennent, respirant à grands traits la brise bien légère qui leur arrive en passant par dessus les collines. A l'intérieur de la ville, les familles se groupent sur le seuil de la maison. On cause, on rit, on chante même.

Ainsi faisaient nos pères, si nous en croyons le docteur Puech, un guide infailible dans ces traditions du passé. Pendant les longs jours d'été, ils s'enfermaient chez eux et ne prétendaient jouir de leur ciel qu'aux rayons de la lune et à la clarté des étoiles.

Les fonctionnaires du gouvernement ne participent point à cette constance de nos mœurs, pas plus qu'à cette immutabilité du climat. En un clin-d'œil, on les transporte des rives de la Méditerranée aux bords de l'Océan. Ils ne peuvent que s'en montrer reconnaissants au Ministre qui varie ainsi la monotonie de leur existence.

Ils partent et ils arrivent. Mais autant le départ est modeste, autant l'arrivée est solennelle. M. Grimanelli, notre préfet, a disparu, M. Vatin a pris sa place. Il y a eu visites officielles. Toutes les autorités civiles, religieuses et militaires, voire mêmes académiques, se sont rencontrées dans les salons de la Préfecture. Il y a eu des souhaits de bienvenue exprimés en fort bons termes, des réponses encoura-

geantes en non moins beau langage. Puisse l'entente présagée par ces courtoises entrevues se maintenir complète, au plus grand profit des intérêts de la ville et du département !

Cependant qu'on défilait à la Préfecture, le 55^{me} régiment, en garnison dans notre ville, célébrait sa fête militaire. Il a de fort beaux souvenirs ce régiment et on ne saurait trop féliciter M. le Colonel du 55^{me} de les avoir si patriotiquement renouvelés. Gênes, Austerlitz, Magenta, et d'autres noms célèbres apparaissaient tressés en belles guirlandes sur les murs de la caserne. On a relu devant les soldats l'histoire des faits d'armes héroïques qui ont illustré leur drapeau. Cela est excellent et de pareilles annales sont bien faites pour entretenir dans les familles militaires un vrai sentiment de patriotisme et les qualités morales qui font une armée.

Le Grand-Séminaire, lui aussi, a eu sa journée. Sous la présidence de Mgr l'Évêque, on s'y est livré à une joute brillante. Ici, les armes défensives et offensives consistaient en thèses solides et en arguments scolastiques, le tout trempé de la meilleure latinité. Certes, les attaques ont été vives, éblouissantes même. Comment s'en étonner ? Nous avons affaire à des mattres (1) expérimentés, sûrs de leur terrain et versés dans toutes les feintes de cette escrime intellectuelle. Mais les jeunes champions (2) n'ont pas cédé, et leurs adroites parades ont témoigné d'un sang-froid qui a comblé d'aise la docte assistance. Pour clôture, MM. les séminaristes ont offert à leur nouvel Évêque un superbe Pontifical. Le présent était accompagné d'un compliment en français, cette fois, et dont le tour heureux et délicat prouve que nos jeunes clercs, pour

(1) M. le chanoine Julien, MM. Soulié et Bonnefoy, professeurs à Saint-Stanislas.

(2) MM. les abbés Bas, Domergue et Martin. Les thèses théologiques portaient sur le sacrifice de la Messe et le droit de propriété, la thèse philosophique, sur la démonstration de l'existence de Dieu.

parler le latin comme au temps jadis, n'en oublient nullement notre belle langue. Ce sont là des solennités d'un éclat très paisible ; mais encore ont-elles leur attrait et leur profit. Rien de plus propre que de pareils exercices, à assouplir et à entretenir la vigueur des jeunes intelligences. MM. de Saint-Sulpice ne l'ignorent point. Voilà pourquoi ils conservent ces soutenances publiques, parmi leurs plus chères traditions, avec une fidélité qui atteste l'excellence de leur méthode et un succès dont ils ont droit de se féliciter.

Puisque nous en sommes aux traditions, il en est une chère au peuple nimois, et que la politique a cruellement interrompue. Nous voulons parler de nos belles processions. A pareille époque, nous les voyions se dérouler dans nos rues, et quelle belle semaine pour nos populations catholiques ! Quelle pluie de fleurs ! quels nuages d'encens ! que d'hymnes et de chants pieux, et quelle édification ressortait de cet hommage sept fois solennellement répété à l'auguste Sacrement ! Pour le moment, ces fêtes, autrefois si majestueuses, se font à la chute du jour, et dans l'intérieur de nos églises. Seuls les monastères et les couvents peuvent développer, dans les allées ombreuses de leurs jardins, l'auguste cortège du Dieu-Eucharistie. La pompe est plus modeste, mais aussi plus recueillie. Ces cloîtres silencieux, ces chapelles tout imprégnées de parfums d'innocence et de chasteté, ces cantiques doux et pénétrants échos de l'âme adorant Notre-Seigneur sous ses voiles sacramentels, tout cela a un charme et une beauté spéciales. C'est une compensation, et non sans valeur, aux interdictions dont nous subissons encore la rigueur.

Celles-ci dureront-elles encore longtemps ? L'heure ne viendra-t-elle pas enfin où la religion pourra obtenir pour elle sa part de soleil et de liberté ?

Souhaitons-le et gardons l'espérance. Ne se lève-t-elle pas sur l'Eglise de Nîmes ?

L'autre jour, nous entendions les cloches de toutes nos paroisses sonner à grande volée. Elles annonçaient que le deuil du diocèse avait pris fin. O cloche qui sonnez sur les berceaux comme sur les tombes, sur la tristesse des funérailles comme sur la joie des avènements, il me semble que je comprenais votre langage ! Vous nous disiez : Rome a parlé ; voici le Pasteur ! Voici l'Évêque ! Et à mesure que vos notes sonores s'élevaient dans les airs, dominant les bruits de la cité, l'image des Pontifes autrefois salués par vous se dressait devant moi. Je les voyais, s'unissant à leur église, passant à leur doigt l'anneau des fiançailles, tenant en main la houlette, symbole de leur autorité, les lèvres fleuries de sainte éloquence, les mains pleines de bénédictions. Et vous me disiez que le passé était encore le présent ; que l'union rompue par la mort était prête à se renouveler dans une fraîcheur pleine de promesses et de vie, que la crosse couchée dans le cercueil allait être ressaisie par la main du pasteur, que de la chaire, d'où l'on se hâtait de faire disparaître l'emblème du deuil, jaillirait de nouveau la lumière et la charité. Voilà ce que j'ai entendu, ce que vous disiez au cœur de tous les fidèles, qui se prenaient à écouter vos puissantes harmonies, ce que vous leur direz au jour prochain où l'Église de Nîmes vénérera dans son évêque la plénitude du sacerdoce et la marque ineffaçable de l'Esprit-Saint.

FIDELIS.

Marseille, Juin 1889.

*. La chaleur, venue tout d'un coup comme une projection du phare Eiffel, met les Marseillais en fuite. Le boulevard sur lequel ouvrent mes fenêtres, est assourdi

depuis ce matin, du tapage bruyant des véhicules de tout genre qui achèvent de défoncer le macadam fort malmené depuis quelque temps. Les loueurs de voitures bénéficient outrageusement de l'incommode pourboire : *Dou maï sian*, *dou maï risen*, ou, en bon français du boulevard des Italiens : Plus l'on est de fous, plus l'on rit ! Tous ces gens endimanchés et entassés vont quérir un peu d'air frais sur les bords embaumés (?) de l'Huveaune et du Zanet, nos deux fleuves du crû ! Je leur souhaite bonne brise et d'agréables parfums.

J'aime mieux faire comme tout bon Marseillais de vieille roche, et je vais gravir la pente aimée du cher sanctuaire, où l'on prie si bien et en bonne compagnie aux pieds de « la Bonne Mère. » A pareil jour, la colline de Notre-Dame de la Garde et sa basilique vénérée se remplissent d'une foule recueillie. Les feux ardents du soleil qui en brûle les sentiers rocailleux ne sauraient arrêter le pieux élan.

*. Beaucoup de Marseillais sont à Paris. J'y suis allé aussi et j'ai eu le plaisir d'entendre parler souvent le plus pur provençal sous les galeries merveilleuses de cette Exposition où, « l'on est fier d'être Français. » Une petite facétie, dont j'ai été témoin, m'a prouvé que, même à Paris, mes compatriotes n'abdiquent jamais.

C'était au pied du Trocadéro, devant je ne sais laquelle des baraques foraines dont on aurait pu épargner la lèpre à ce magnifique ensemble de l'Exposition. Un personnage, fier comme Artaban de vieille mémoire, galonné et casqué, se promenait gravement, avec la mention *interprète* à la casquette. Un Marseillais, que j'ai reconnu, s'approche humblement du Monsieur et lui tient ce langage :

— Pardon, excuse, Monsieur ! Je me trouve là avec des camarades qu'on ne s'entend pas. Si c'était un effet de votre bonté....

— Quelle langue parlent-ils ? fait l'interprète.

— Je sais pas, c'est un baragouin que j'y comprends rien.

— Je comprendrai, moi ! fait orgueilleusement l'interprète.

— Eh ! bien, venez, alors !

L'interprète vient, et voilà mes « camarades » de l'assourdir en provençal, sur le ton que vous savez, avec des *t... de l'er* et des *caspi* à n'en plus finir !.... L'interprète court encore.

*. L'opinion, à Marseille, s'émeut beaucoup d'une feuille, paraissant tous les quinze jours, et publiant des informations fort désagréables pour les personnalités visées. Je n'en peux dire plus long cette fois, mais je ne pouvais taire l'agitation qui en résulte dans notre monde religieux.

*. Vendredi prochain, une caravane de dames et de pèlerins, conduite par Mgr l'Évêque, s'en va à Paray-le-Monial, « le cher Paray » de sainte Chantal, fêter le deuxième centenaire de la Révélation à laquelle Marseille dut son salut et sa renommée de Ville du Sacré-Cœur. Malheureusement, le clergé, retenu par les travaux de cette époque de l'année, n'a pu accompagner son Évêque. Quelques ecclésiastiques seulement l'ont suivi à Paray.

E. A. C.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME CINQUIÈME

1^{re} Livraison, JANVIER 1889.

	Pages
Études sur l'histoire de la Révolution.... L. Baragnon....	3
Essai sur l'histoire du transformisme.... E. Mazel.....	19
Les États de Languedoc en 1632..... A. Bardou.....	36
Le Mistral..... L'abbé H. Bolo..	59
Un mystère en Belgique..... C. Delfour.....	65
Causeries et nouvelles..... T. Gervais.....	73
Chronique régionale : Nîmes..... Fidelis.....	81
Marseille..... E. A. C.....	85
Revue bibliographique..... A. R.....	88

2^{me} Livraison, FÉVRIER 1889

Le grand Prieuré de Saint-Gilles..... Dr Puech.....	89
Le Maréchal de Toiras..... E. de Balincourt.	111
Alphonse Pellet..... P. Clauzel.....	129
Monseigneur Darboy, par Mgr Foulon, I. C. Ferry.....	149
A la mémoire de l'Évêque de Nîmes.... L'abbé A. Cizel..	155
Causeries et Nouvelles..... T. Gervais.....	158
Chronique régionale : Nîmes..... A. Delacroix....	170
Marseille,..... E. A. C.....	178
Revue bibliographique : <i>La Vie des Saints</i> A. R.....	181

3^{me} Livraison, MARS 1889

	Pages
M ^r de Tarteron, <i>Étude biographique et po-</i>	
<i>litique</i> , I.....	L. de Castelnau... 185
M. Frédéric Plessis.....	Charles Fuster... 212
Apologétique et Littérature.....	C. Delfour..... 218
Pèlerinage à Notre-Dame des Bois.....	C ^{me} de la Rochère 227
Mgr Darboy, par Mgr Foulon, II	C. Ferry..... 247
Chronique régionale : Montpellier.....	Louis Baragnon.. 259
Nîmes.....	Fidelis..... 261
Marseille.....	E. A. C..... 266

4^{me} Livraison, AVRIL 1889

La Constitution civile du clergé et les prê-	
tres du canton de Lasalle.....	L'abbé Fesquet... 269
Richelieu et les assemblées du clergé...	A. Réeb..... 287
La recluse des Roches noires, I.....	C ^{me} de la Rochère 305
M. Flammarion dans le ciel.....	C. Ferry..... 323
Note sur la Vente des Immeubles de la	
Mense Episcopale de Nîmes.....	B. de Bouillane.. 335
Revue bibliographique : <i>L'Ame des choses</i>	S. G..... 352

5^{me} Livraison, MAI 1889

L'ordinaire d'une abbaye de bénédictins.	D ^r Puech..... 357
La recluse des Roches noires, II.....	C ^{me} de la Rochère 383
La ville de Nîmes sous les empereurs	
romains.....	G. Maurin..... 404
Courbet (<i>poésie</i>).....	G. Rebuffat..... 426
Revue bibliographique.....	F. C..... 429

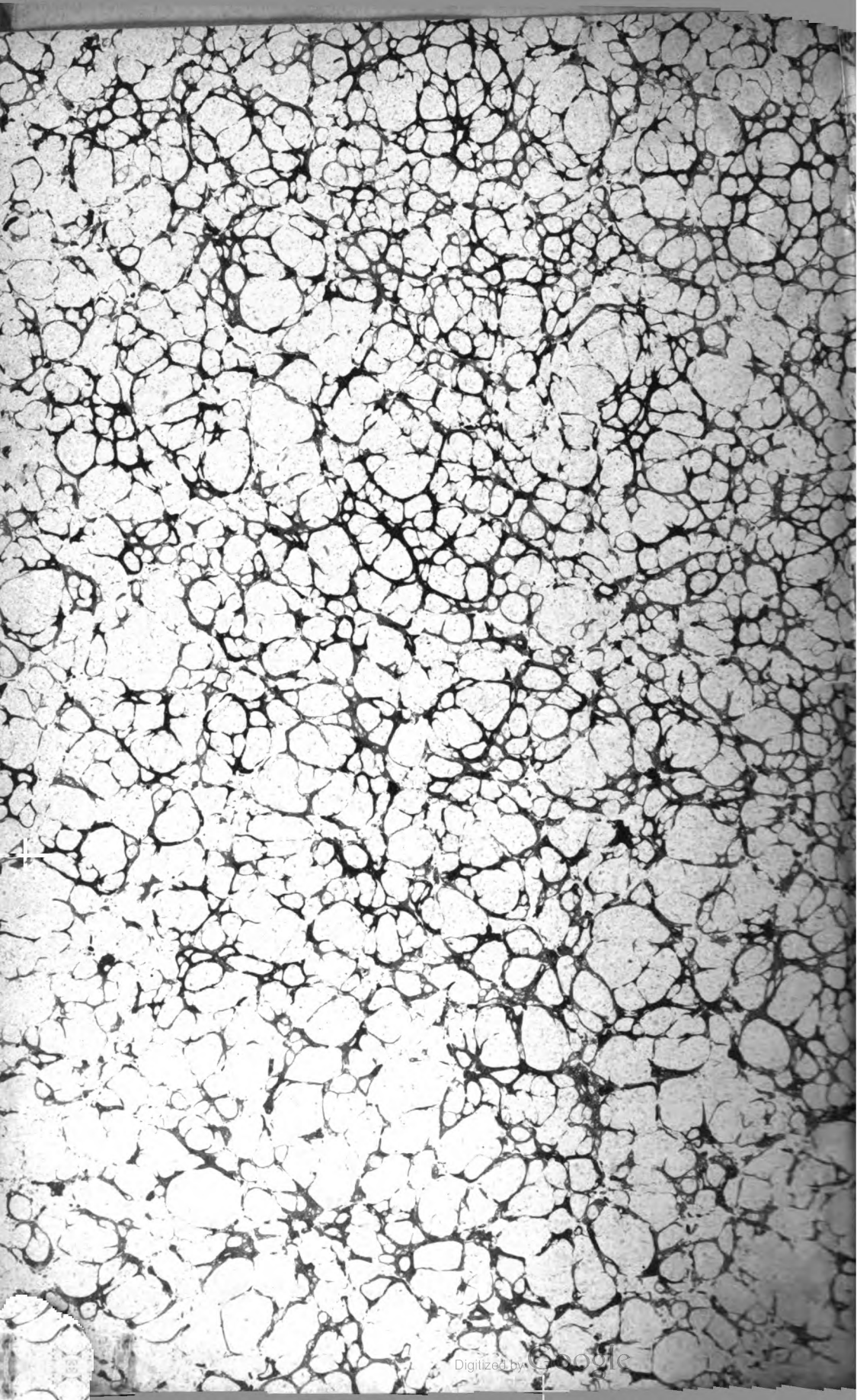
6^{me} Livraison, JUIN 1889

	Pages
Mgr Besson et la ville de Nîmes..... C. Ferry.....	433
M. de Tarteron , <i>étude biographique et</i>	
<i>politique</i> , II..... L. de Castelnau..	448
La recluse des Roches noires, III	C ^{me} de la Rochère 482
Causerie : <i>L'arme la plus terrible</i>	T. Gervais..... 504
Chronique régionale : Nîmes.....	Fidelis..... 514
Marseille.....	E. A. C..... 517

Le Propriétaire-Gérant,

GERVAIS-BEDOT.

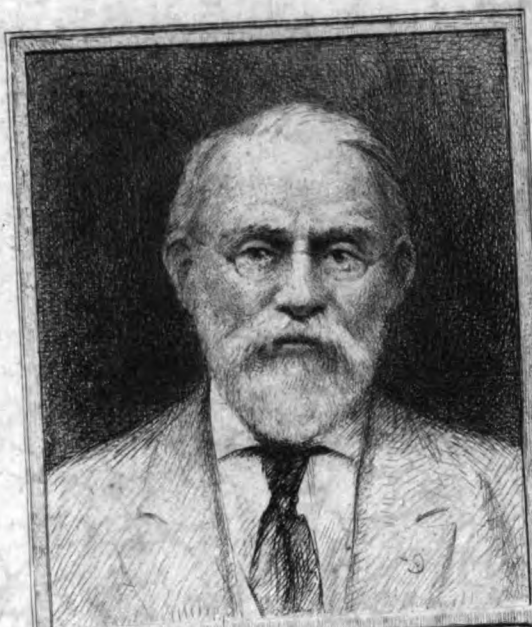




UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 07368 3420



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

1910

